

COMMUNAUTE EUROPEENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

COMMUNAUTE
ECONOMIQUE EUROPEENNE

COMMUNAUTE EUROPEENNE
DE L'ENERGIE ATOMIQUE

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

DÉBATS

COMPTE RENDU IN EXTENSO DES SÉANCES

AVRIL 1959

EDITION DE LANGUE FRANÇAISE

N° 9

Session de janvier 1959

A V E R T I S S E M E N T

La présente édition contient les textes originaux des interventions en langue française et la traduction de celles qui ont été faites dans les autres langues de la Communauté.

Ces dernières sont signalées par une lettre qui les précède :

- (A)* signifie que l'orateur s'est exprimé en langue allemande.
- (I)* signifie que l'orateur s'est exprimé en langue italienne.
- (N)* signifie que l'orateur s'est exprimé en langue néerlandaise.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition de la langue considérée.

COMMUNAUTE EUROPEENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

COMMUNAUTE
ECONOMIQUE EUROPEENNE

COMMUNAUTE EUROPEENNE
DE L'ENERGIE ATOMIQUE

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

DÉBATS

Session de janvier 1959

SOMMAIRE GÉNÉRAL

(Un sommaire détaillé figure en tête du compte rendu de chaque séance)

Séance du mercredi 7 janvier 1959

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
1. Ouverture de la session	5	7. Dépôt de documents	9
2. Excuses	5	8. Candidatures aux commissions de l'Assemblée	9
3. Allocution de M. Granzotto Basso, président d'âge	6	9. Ordre des travaux	9
4. Election du président de l'Assemblée	7	10. Ouverture des marchés et régime de concurrence	11
5. Election des vice-présidents	7	11. Ordre du jour	29
6. Allocution de M. le Président de l'Assemblée	7		

Séance du jeudi 8 janvier 1959

1. Procès-verbal	31	5. Politique européenne de l'énergie et politique économique à long terme de l'Euratom (<i>suite</i>)	47
2. Excuses	32	6. Sécurité, hygiène du travail et protection sanitaire	81
3. Politique européenne de l'énergie et politique économique à long terme de l'Euratom	32	7. Modifications dans la composition de commissions	97
4. Nomination des membres des commissions de l'Assemblée	46	8. Ordre du jour	97

Séance du vendredi 9 janvier 1959

1. Procès-verbal	99	4. Politique sociale de la Communauté Economique Européenne	100
2. Excuses	99	5. Ordre du jour	126
3. Modifications dans la composition de commissions	99		

Séance du samedi 10 janvier 1959

1. Procès-verbal	127	4. Réduction de la durée du travail dans les industries charbonnière et sidérurgique	128
2. Excuse	127	5. Indemnité journalière des membres de l'Assemblée	147
3. Motion d'ordre	127	6. Ordre du jour	149

Séance du lundi 12 janvier 1959

1. Procès-verbal	151	3. Politique économique à long terme de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (<i>suite</i>)	180
2. Problèmes de transport dans la Communauté Economique Européenne	151	4. Ordre du jour	221

Séance du mardi 13 janvier 1959

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
1. Procès-verbal	223	4. Zone de libre-échange (<i>suite</i>)	237
2. Zone de libre-échange	223	5. Dépôt d'un document	280
3. Dépôt d'un document	237	6. Ordre du jour	280

Séance du mercredi 14 janvier 1959

1. Procès-verbal	281	3. Problèmes agricoles	282
2. Dépôt de documents	281	4. Ordre du jour	308

Séance du jeudi 15 janvier 1959

1. Procès-verbal	312	10. Politique économique à long terme de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (<i>suite</i>)	337
2. Modification de l'ordre du jour	312	11. Politique sociale de la Communauté Economique Européenne	339
3. Dépôt de documents	313	12. Politique européenne de l'énergie	341
4. Indemnité journalière des membres de l'Assemblée	313	13. Dépôt d'un document	343
5. Association des pays et territoires d'outre-mer	314	14. Association des pays et territoires d'outre-mer (<i>suite</i>)	343
6. Sièges des institutions des Communautés européennes	328	15. Calendrier des prochains travaux de l'Assemblée	345
7. Sécurité, hygiène du travail et protection sanitaire	330	16. Procès-verbal	346
8. Réduction de la durée du travail dans les industries charbonnière et sidérurgique	332	17. Interruption de la session	346
9. Ouverture des marchés et régime de concurrence	336		

SESSION DE JANVIER 1959

SEANCE DU MERCREDI 7 JANVIER 1959

Sommaire

1. Ouverture de la session	5
2. Excuses	5
3. Allocution de M. Granzotto Basso, président d'âge	6
4. Election du président de l'Assemblée	7
5. Election des vice-présidents	7
6. Allocution de M. le Président de l'Assemblée	7
7. Dépôt de documents	9
8. Candidatures aux commissions de l'Assemblée	9
9. Ordre des travaux	9
10. Ouverture des marchés et régime de concurrence. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Lapie, fait au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté : M. Illerhaus, suppléant M. Lapie, rapporteur MM. Kreyssig, Deringer, Van Campen, Duvieusart, Malvestiti, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne ; Kreyssig, von der Groeben, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne ; Kreyssig, von der Groeben, De Groot, membre de la Commission de l'Euratom ; le Président	11
11. Ordre du jour	29

PRESIDENCE DE M. GRANZOTTO BASSO

Président d'âge

(La séance est ouverte à 17 h 10.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — Ouverture de la session

M. le Président. — En application de l'article premier du règlement, je déclare ouverte la session annuelle de l'Assemblée Parlementaire Européenne.

2. — Excuses

M. le Président. — MM. Furler, Straeter, Motz, Battaglia, Gaetano Martino, Rochereau et Maurice-Bokanowski s'excusent de ne pas pouvoir assister à la séance de ce jour.

S'excusent en outre de ne pas pouvoir assister aux prochaines séances : M. Lichtenauer, jusqu'au 8 janvier ; M. Müller-Hermann, jusqu'au 9 ; MM. Blaisse, Lindenberg, Van der Goes van Naters et Kapteyn, jusqu'au 10 ; M. Birrenbach, jusqu'au 11 ; M. Martin Schmidt, jusqu'au 13 ; MM. Bohy, Kalbitzer, Leber, Oesterle, De Smet et De Kinder, jusqu'à l'interruption de la session.

3. — *Allocution de M. Granzotto Basso, président d'âge*

M. le Président. — Mes chers collègues, c'est la seconde fois que j'ai l'honneur d'ouvrir une session de l'Assemblée Parlementaire Européenne.

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter à tous ainsi qu'aux présidents Finet, Hallstein et Medi et aux membres des Commissions européennes et de la Haute Autorité les vœux les plus sincères pour la nouvelle année, des vœux pour vous et pour les êtres qui vous sont chers, des vœux enfin de bon travail sur notre chantier européen.

Un an a passé depuis que les traités de Rome sont entrés en vigueur et déjà les Conseils, la Commission de la Communauté Economique Européenne et la Commission de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique se sont mises au travail avec ardeur, impatients d'atteindre les premiers objectifs qui leur sont fixés.

Notre « sœur aînée », comme on a si joliment appelé la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, a poursuivi son activité, apportant à ses cadettes les fruits précieux de son expérience.

Ainsi que vous le voyez, ces expressions indiquent que les liens qui unissent les institutions européennes sont essentiellement des liens de caractère familial; je dirai même que cette expression a une signification profonde et qu'elle correspond tout naturellement à notre sentiment que les nations européennes forment une famille. avant tout en raison de leurs attaches spirituelles; et, semblables aux membres d'une famille que des événements historiques ont temporairement divisée, elles tendent à reconstituer le noyau le plus naturel, le noyau indivisible qu'est la famille.

La première étape fixée par le traité instituant la Communauté Economique Européenne a été franchie le 1^{er} janvier 1959, conformément aux dispositions de ce traité; ainsi, les peuples que nous représentons ici se sont rendu compte de la réalité de cette Europe qui continuellement se retrouve dans le domaine politique, le domaine économique et le domaine social.

Les économies de nos pays se préparent au grand événement auquel nous assisterons le jour

où les barrières douanières qui subsistent encore entre nos six pays seront définitivement abattues.

Le grand public nous observe et attend de nous l'impulsion politique nécessaire au progrès harmonieux de l'intégration économique, nécessaire aussi à la création de cette communauté sociale qui, comme j'ai pu le dire en une autre occasion, conduira à la naissance de l'entité politique européenne, à mesure que s'approfondira en chacun la conscience de la fraternité des peuples issus d'une commune civilisation.

Après cette première étape, il reste encore une grande œuvre à accomplir; bien lourdes sont donc nos responsabilités.

Du jour de sa constitution, le 9 mars 1958, l'Assemblée Parlementaire Européenne a entrepris et développé son action de contrôle et de stimulation des exécutifs européens; au cours des mois qui viennent de s'écouler, nos commissions ont travaillé fébrilement tout en maintenant avec ces exécutifs des rapports nombreux et constants. Elles ont présenté à l'Assemblée leurs conclusions annuelles sur l'activité de la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et ces jours prochains elles présenteront leurs premières conclusions politiques sur la première année d'activité de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

Je suis certain que les débats qui se dérouleront pendant la présente session montreront une fois de plus tout le prix qu'il faut attacher à la contribution que l'Assemblée peut apporter au progrès de l'intégration européenne.

Les populations des pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté Economique Européenne attendent, elles aussi, que nous confirmons le lien de solidarité qui les unit à l'Europe. Nous nous sommes engagés à développer le bien-être moral et matériel des peuples qui habitent les pays et territoires d'outre-mer associés, un engagement au respect duquel nous consacrerons toutes nos forces.

Mes chers collègues, au terme de cette brève allocution permettez-moi d'adresser les remerciements les plus chaleureux et les vœux les plus cordiaux à notre éminent collègue, M. Robert Schuman (*vifs applaudissements*) qui a rempli

son mandat de président de l'Assemblée avec un tact et une compétence incomparables et qui a su faire passer dans nos cœurs la foi en cet idéal auquel il a voué et voue encore toutes ses hautes qualités d'intelligence et de cœur.

Robert Schuman est pour nous un grand homme politique, mais il demeure aussi un symbole auquel nous sommes fermement résolus de demeurer fidèles: lorsqu'on a embrassé un idéal, on ne connaît pas d'obstacles, on n'admet pas de doutes, on ne cède pas à des intérêts particularistes.

Nous renouvelons aujourd'hui notre acte de foi à la lumière de ce symbole.

Vive l'Europe !

(Vifs applaudissements.)

4. — Election du président de l'Assemblée

M. le Président. — En application de l'article 7 du règlement, l'Assemblée doit procéder maintenant à l'élection de son bureau.

Aux termes du règlement, nous devons élire aujourd'hui le président de l'Assemblée.

J'ai reçu des présidents des groupes politiques la candidature de M. Robert Schuman.

Attendu qu'il n'y a pas d'autres candidatures, je pense que l'Assemblée voudra élire par acclamations M. Robert Schuman à la présidence.

(Vifs applaudissements.)

Personne ne demande le vote?...

Je proclame donc M. Robert Schuman président de l'Assemblée Parlementaire Européenne et je l'invite à prendre place au fauteuil de la présidence.

(M. Robert Schuman remplace M. Granzotto Basso au fauteuil de la présidence. — Vifs applaudissements. — MM. les Présidents se donnent l'accolade.)

PRESIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

5. — Election des vice-présidents

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'élection des huit vice-présidents de l'Assemblée.

J'ai reçu de MM. les Présidents des trois groupes politiques une liste de candidatures présentées dans l'ordre suivant :

MM. Fohrmann, Cantalupo, Furler, Vanrullen, Janssens, Battista, Kalbitzer, Hazenbosch.

Attendu qu'il n'y a qu'une seule liste de candidatures, l'Assemblée voudra sans doute ratifier cette liste, sans scrutin.

Personne ne demande le scrutin?...

Je proclame en conséquence vice-présidents de l'Assemblée Parlementaire Européenne : MM. Fohrmann, Cantalupo, Furler, Vanrullen, Janssens, Battista, Kalbitzer et Hazenbosch.

(Applaudissements.)

J'invite MM. les Vice-Présidents de l'Assemblée à venir prendre place au bureau.

Tous les membres du bureau étant élus, je déclare l'Assemblée constituée.

Avis en sera donné à MM. les Présidents des institutions des Communautés européennes.

6. — Allocution de M. le Président de l'Assemblée

M. le Président. — Il m'incombe, au nom de tous les vice-présidents et au mien propre, de remercier nos collègues pour le vote qu'ils viennent d'émettre.

Je suis très sensible à la haute marque de confiance dont vous venez de faire preuve à mon égard en m'élisant pour la seconde fois à la présidence de votre Assemblée. Je suis conscient de l'honneur que vous me faites, j'en mesure toute la valeur et, de tout cœur, je vous en exprime mes sincères remerciements et ma vive gratitude.

Le mois dernier, au terme de la session de l'année 1958, j'avais rappelé devant vous les tâches auxquelles nous avons eu à faire face en une période troublée et difficile. Il reste beaucoup à faire. L'entrée en vigueur des premières mesures d'application des dispositions prévues par les traités de Rome, l'intense activité intergouvernementale entre les six pays de la Communauté et les problèmes qui se posent avec les autres pays européens et le reste du monde constituent des éléments essentiels pour la construction européenne à laquelle nous sommes tous attachés.

A cette construction, l'Assemblée parlementaire devra, elle aussi, apporter sa contribution.

Le rôle que doit tenir cette Assemblée, représentative des opinions publiques des différents pays associés, est d'une importance croissante. La valeur de ses travaux, la dignité de ses réunions, lui permettront de conserver et d'augmenter encore le prestige que déjà elle a su conquérir.

Les difficultés ne manqueront pas et l'on peut se demander si le règlement qui est notre loi interne et que nous avons révisé au mois de juin constitue un cadre de travail satisfaisant pour y parvenir.

Ce n'est pas une appréciation ni un doute que j'ose exprimer, mais je voudrais d'abord poser la question et je vous demande d'y réfléchir.

Nous avons, d'ailleurs, une commission du règlement spécialement chargée d'aviser à toute réforme éventuellement nécessaire; d'autre part, chaque membre de l'Assemblée a son expérience personnelle et je serais heureux si, en dehors des commissions et autres organes particulièrement compétents, vous pouviez nous faire parvenir des observations et d'éventuelles critiques en cette matière. Le perfectionnement de notre règlement doit devenir une œuvre commune basée sur l'expérience de chacun.

Notre objectif, comme la tâche de toute Assemblée parlementaire, consiste à exercer un contrôle efficace et rapide, si possible même préventif. Pouvons-nous espérer notamment une simplification, un allègement de nos méthodes de travail? C'est la première question qui se pose à nous.

Une autre question est celle du renouvellement des mandats des membres composant notre

Assemblée. Certaines représentations nationales sont aujourd'hui incomplètes et les récents événements politiques survenus dans certains Etats de la Communauté laissent prévoir l'éventualité d'autres modifications.

Pour la bonne marche de nos travaux, il importe que toutes ces difficultés soient rapidement réglées.

Nous avons en outre à résoudre des problèmes afférents à notre installation matérielle. Nous manquons de locaux appropriés et suffisants à Luxembourg, à Strasbourg, à Bruxelles. Des tractations sont en cours et vont permettre d'aboutir dans une large mesure et assez rapidement.

Nos effectifs en membres et le nombre de nos commissions ont considérablement augmenté. Il nous est difficile de toujours répondre aux besoins qui surgissent et, très souvent, nous n'y parvenons qu'en ayant recours à l'aide, soit des gouvernements nationaux, soit du Conseil de l'Europe. Nous les remercions spécialement de leur compréhension et de leur solidarité.

Mais nous devons bien nous rappeler aussi que toutes ces difficultés sont liées à la nécessité de voir fixer par les gouvernements le siège unique, que nous ne cessons pas de réclamer.

Votre commission des affaires politiques m'a demandé tout récemment d'intervenir auprès des ministres compétents pour qu'enfin nous puissions escompter une solution dans l'intérêt de nos travaux et du bon fonctionnement de toutes nos institutions.

A la même occasion, votre président établira un contact utile et permanent, autant que possible, avec chaque gouvernement associé, pour traiter des problèmes d'intérêt commun et préparer les travaux de l'Assemblée.

Je m'excuse, mes chers collègues, de n'avoir pu qu'évoquer sommairement toutes ces tâches qui se présenteront dans un avenir très proche, sans pouvoir ni vouloir prendre personnellement position. Mon but n'est pas d'ouvrir un débat immédiat. Ce débat ne manquera pas de venir à son heure. Notre but est de marquer notre volonté commune, unanime, de tout faire, en ce qui nous concerne, pour hâter les conclusions qui sont attendues avec insistance.

(Applaudissements.)

7. — Dépôt de documents

M. le Président. — J'ai reçu les documents suivants :

— de M. Kapteyn un rapport, fait au nom de la commission des transports, sur les problèmes de transport dans la Communauté Economique Européenne soulevés à propos du premier rapport général de la Commission de la Communauté Economique Européenne;

— de M. Troisi un rapport, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur le chapitre IV (problèmes agricoles) du premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne;

— de M. Hazenbosch un rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la réduction de la durée du travail dans l'industrie charbonnière et l'industrie sidérurgique;

— de M. Carboni un rapport, fait au nom de la commission pour l'association des pays et territoires d'outre-mer, sur les parties du premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne relatives à l'association des pays et territoires d'outre-mer (chapitre VII);

— de M. Storch un rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le chapitre V (politique sociale) du premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne.

Ces rapports ont été imprimés sous les numéros 62 à 66 et distribués.

D'autre part, j'ai reçu de M. Charlot un rapport, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée Parlementaire Européenne et du budget des Communautés, sur l'adaptation de l'indemnité inscrite au chapitre I, article 1 b de l'état prévisionnel des dépenses de l'Assemblée pour l'exercice 1959 (doc. n° 10 bis 1958).

Ce document sera imprimé sous le n° 67 et distribué.

8. — Candidatures aux commissions de l'Assemblée

M. le Président. — Je rappelle que l'Assemblée doit procéder au renouvellement du mandat des membres des commissions.

Si les listes de candidats étaient remises à la présidence demain matin avant 11 heures, le bureau et les présidents des groupes politiques pourraient se réunir le même jour à midi. Dans ce cas, les propositions du bureau pourraient être soumises à l'Assemblée au cours de la séance de l'après-midi.

Dans la matinée du vendredi 9, les diverses commissions se réuniraient pour procéder à la constitution de leur bureau.

J'invite donc les groupes politiques à me remettre, demain matin, avant 11 heures, la liste de leurs candidats aux commissions.

9. — Ordre des travaux

M. le Président. — Le Comité des présidents propose à l'Assemblée de fixer comme suit l'ordre de ses travaux :

Aujourd'hui :

— Présentation et discussion du rapport de M. Lapie sur les problèmes relatifs à l'ouverture des marchés et au régime de concurrence.

Demain, jeudi 8 janvier : le matin et l'après-midi :

— S'il y a lieu, suite de la discussion du rapport de M. Lapie;

— Présentation et discussion du rapport de M. Posthumus sur la politique européenne de l'énergie;

— Présentation et discussion du rapport de M. Van Campen sur la politique économique à long terme, les finances et les investissements en ce qui concerne la partie du rapport ayant trait à l'activité de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique;

— Présentation et discussion du rapport de M. Santero sur la sécurité, l'hygiène du travail et la protection sanitaire.

Vendredi 9 janvier :

Matin :

— Réservé à la constitution des commissions et aux réunions des groupes politiques.

Après-midi :

— Présentation et discussion du rapport de M. Storch sur la politique sociale ;

— Présentation et discussion du rapport de M. Hazenbosch sur la réduction de la durée du travail.

Samedi 10 janvier :

Matin :

— Suite de la discussion du rapport de M. Hazenbosch ;

— Présentation, discussion et vote du rapport de M. Charlot sur l'indemnité des membres de l'Assemblée.

Il n'y aura pas de séance publique l'après-midi.

Lundi 12 janvier :

Matin :

— Réservé aux réunions des groupes politiques et des commissions.

Après-midi et éventuellement le soir :

— Présentation et discussion du rapport de M. Kapteyn sur les problèmes de transport ;

— Suite de la présentation et discussion du rapport de M. Van Campen sur la politique économique à long terme, les finances et les investissements,

étant entendu que ces débats devront être terminés ce jour.

Mardi 13 janvier :

Matin et après-midi :

— Débat général sur les problèmes d'une association économique européenne (zone de libre-échange) ;

— Eventuellement, présentation et discussion du rapport de M. Troisi sur les problèmes agricoles.

Mercredi 14 janvier :

Matin :

— Suite de la discussion du rapport de M. Troisi.

Après-midi :

— Réservé aux réunions des groupes politiques et des commissions pour l'élaboration éventuelle des résolutions finales.

Jeudi 15 janvier :

Matin :

— Présentation et discussion du rapport de M. Carboni relatif à l'association des pays et territoires d'outre-mer ;

— Adoption des résolutions finales.

La fin de la séance est prévue vers 14 heures, en vue de la préparation de la réunion jointe du lendemain.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Ces propositions sont adoptées.

10. — Ouverture des marchés et régime de concurrence

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Lapie, fait au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté, sur les problèmes relatifs à l'ouverture des marchés et au régime de concurrence soulevés par les premiers rapport généraux sur l'activité de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

La parole est à M. Illerhaus, suppléant M. Lapie, rapporteur.

M. Illerhaus, président de la commission du marché intérieur de la Communauté. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de présenter le rapport fait au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté sur les problèmes relatifs à l'ouverture des marchés et au régime de concurrence soulevés par les premiers rapports généraux sur l'activité de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

Ce rapport a été élaboré par M. Lapie. Comme vous le savez, M. Lapie ne fait plus partie de notre Assemblée vu qu'il a perdu son mandat lors des élections en France. Mais je veux saisir cette occasion pour adresser à M. Lapie, au nom de votre commission, nos sincères remerciements pour son excellente et fidèle collaboration à nos travaux et lui dire que nous lui sommes particulièrement reconnaissants d'avoir rédigé ce premier rapport à un moment où il était très pris par la campagne électorale qui a précédé les élections en France.

(Applaudissements.)

Monsieur le Président, lors de la discussion du rapport, votre commission s'est attachée avant tout aux questions générales qui nous intéressent tous et qui sont liées à l'ouverture du Marché commun, à savoir la réduction des droits de douane, les contingents, le droit d'établissement et la libre circulation des services et des capitaux ainsi que la convertibilité des monnaies, le régime de concurrence, les cartels, les monopoles et les subventions.

Je me permettrai d'ajouter quelques mots pour compléter brièvement le rapport. Les réductions des droits de douane que, dans notre rapport, nous avons appelées de nos vœux, ont eu lieu dans l'intervalle. Nos espoirs ont été réalisés. Tous les pays membres ont procédé à cette première réduction des droits de douane. Dans son rapport, votre commission a déclaré que ces réductions n'ont pas seulement une valeur symbolique, mais qu'elles auront une forte incidence sur les échanges de certaines catégories de marchandises.

Votre commission a déclaré, d'autre part, que si la mise en marche du mécanisme d'abaissement des droits de douane est d'une telle importance,

c'est avant tout parce qu'elle permet de voir comment les traités sont appliqués et si tous les pays membres sont prêts à tenir les engagements qu'ils ont pris en signant ces traités. C'est pourquoi votre commission a attaché tant d'importance précisément à cette question de la première réduction des droits de douane.

Votre commission a également attaché de l'importance aux mesures d'effet équivalent aux réductions des droits de douane dont il est question à l'article 13, paragraphe 2, du traité instituant la C.E.E. Elle s'est prononcée à ce sujet contre une interprétation restrictive des dispositions du traité, estimant que c'est moins de la nature des taxes qu'il faut tenir compte que de leur effet économique. Ces mesures d'effet équivalent sont également entrées en vigueur le 1^{er} janvier, de sorte que sur ce point les vœux de votre commission sont aussi réalisés.

Lors de la discussion du rapport, un problème très important a retenu l'attention de votre commission : celui des droits de douane à caractère fiscal et de la possibilité de remplacer ces droits par des taxes intérieures, en particulier par des impôts à la consommation, conformément à l'article 17, paragraphe 3, en liaison avec l'article 95 du traité instituant la C.E.E. Votre commission s'est demandé quels sont les droits qu'il faut considérer comme des droits de douane à caractère fiscal et dans quelle mesure ces droits peuvent être remplacés par des impôts à la consommation.

Au cours de ces dernières semaines, plusieurs pays de la Communauté ont remplacé des droits de douane à caractère fiscal par des taxes intérieures. Le texte des traités le permet assurément. Mais votre commission a été d'avis que cette manière de procéder est contraire à l'esprit des traités. En effet, dans l'introduction de nos traités, il est dit expressément que cette réduction ou cette abolition des droits de douane doit contribuer au relèvement du niveau de vie des populations des six Etats membres.

Bien que l'effet économique direct du remplacement des droits de douane à caractère fiscal par des taxes intérieures soit encore faible, votre commission estime que, sur le plan psychologique, cette manière d'agir est très préjudiciable au marché commun. A la longue, il est de même dangereux que l'effet de la réduction des droits de douane soit annulé pour une large part par d'autres mesures. Monsieur le Président, des problèmes de ce genre ne doivent pas être con-

sidérés uniquement du point de vue des Etats individuels ; ils doivent l'être aussi sous l'angle de la Communauté.

La deuxième question dont votre commission s'est occupée dans son rapport est celle de la suppression des contingents. L'accroissement de 20 % des contingents et la globalisation des contingents bilatéraux constituent des mesures d'une grande portée pour l'accroissement du volume des échanges de marchandises.

Votre commission a constaté à ce propos qu'il y a lieu de se féliciter de la procédure adoptée par l'exécutif de la C.E.E. Celui-ci a organisé des réunions d'information et s'est efforcé de rapprocher les points de vue divergents des gouvernements. Je crois qu'il a obtenu ainsi de bons résultats, surtout si nous songeons combien il est heureux que la France ait libéré, il y a peu de jours, ses échanges commerciaux dans une large mesure et qu'elle a atteint à nouveau le taux de 90 % qui correspond aux critères de l'O.E.C.E. En octobre, novembre et décembre de l'année dernière, lorsque nous avons rédigé ce rapport, nous ne pensions pas qu'au 1^{er} janvier de cette année nous pourrions enregistrer un progrès aussi réjouissant.

Mesdames, Messieurs, les pourcentages élevés de la libération des échanges sont évidemment de nature à nous tromper sur l'ampleur réelle de la libre circulation des marchandises : en effet, les critères de l'O.E.C.E. qui ont été appliqués avaient été établis sur la base des échanges commerciaux de 1948 et ne correspondent plus à la structure réelle des échanges à l'époque actuelle. C'est pourquoi il faut se préoccuper tout particulièrement des mesures d'effet équivalent aux droits de douane et aux restrictions quantitatives, et en poursuivre l'élimination.

En ce qui concerne le droit d'établissement, la libre circulation des services et des capitaux, il n'y a pas encore de mesures pratiques à signaler ; les programmes de l'exécutif de la C.E.E. ne doivent être présentés qu'à la fin de cette année. Mais je pense que nous devons souligner dès maintenant l'importance que le droit d'établissement et la libre circulation des capitaux revêtent aussi pour la concurrence à l'intérieur du marché commun et je pense que l'exécutif de la C.E.E., loin d'attendre la fin de la première phase, c'est-à-dire la fin des trois premières années, devrait chercher dès maintenant à formuler des propositions pratiques quant au droit d'établissement et aux autres questions que je

viens d'aborder, propositions que votre commission et l'Assemblée seront ensuite appelées à discuter.

Dans cet ordre d'idées, il faut mentionner notamment la déclaration que les six pays ont faite ces jours-ci quant à la convertibilité des monnaies européennes. Cette déclaration est aussi d'une importance majeure pour le développement des échanges et je pense qu'elle facilitera grandement les travaux de la Commission de la C.E.E.

Les pays ont certainement donné ainsi une preuve de bonne volonté. Ils ont tous déclaré qu'ils avaient établi la convertibilité de leur monnaie, faisant naître naturellement chez nous certains espoirs dont nous ne savons pas encore aujourd'hui s'ils seront pleinement réalisés.

Mais il est une remarque que nous devons certainement faire à ce propos : il ne faut pas que la convertibilité des monnaies soit compromise par l'insuffisante stabilité de celles-ci. Je pense que ce serait la plus grande erreur que nous puissions commettre. Nous voulons demeurer optimistes et attendre avec confiance la réussite de cette entreprise.

Qu'il me soit permis, Mesdames, Messieurs, de mentionner le problème de la zone de libre-échange et d'exprimer le vœu de votre commission que les réductions des droits de douane et l'élargissement des contingents soient étendus à d'autres pays membres de l'O.E.C.E. On y verrait la bonne volonté de la Communauté d'arriver à la création d'une zone de libre-échange.

Il ne faut pas oublier que les six pays de la Communauté européenne ont assumé et assument un certain nombre d'obligations et on peut fort bien concevoir que d'autres pays doivent aussi assumer ces mêmes obligations. Mais la réalité est que tous les pays membres ne sont pas disposés à admettre que l'on puisse réclamer les avantages du marché commun sans vouloir en assumer les obligations. Les six pays demanderont certainement aux autres intéressés de prendre leur part des droits aussi bien que des obligations.

J'en ai terminé ainsi avec le chapitre des droits de douane et des restrictions quantitatives et j'aborderai maintenant la deuxième question, celle du régime de concurrence. A ce propos, je mentionne tout d'abord les cartels et les mono-

poles. Votre commission s'en est très longuement occupée et elle a essayé d'élucider avec l'exécutif de la C.E.E. la question de savoir dans quelle mesure les articles 85 et suivants ont déjà force de loi. Cette question a été vivement discutée dans les pays de la Communauté et en particulier par les juristes de ces pays. S'agit-il vraiment de normes obligatoires, s'est-on demandé, ou faut-il encore attendre la promulgation de règlements d'application ? Une grande incertitude s'est ainsi manifestée quant à la valeur juridique des normes en question.

Nous sommes heureux que l'exécutif de la C.E.E. ait déclaré sans ambages à ce propos que les articles 85 et suivants énoncent non pas des principes généraux, mais des normes obligatoires. Leur application soulève naturellement un certain nombre de difficultés. Votre commission prie l'exécutif de la C.E.E. de mettre fin au plus tôt à cette insécurité juridique dans les pays de la Communauté.

Il y a ensuite le problème des subventions. Je pense que nous pouvons nous féliciter — pardonnez-moi, Mesdames et Messieurs, de le dire avec tant de franchise — de ce qu'en France, où il y avait beaucoup de subventions, les mesures récemment prises en aient fait disparaître un certain nombre. C'est un exemple qui mériterait d'être suivi par d'autres pays.

D'autres questions encore revêtent une importance particulière : les pratiques de dumping et la non-discrimination ainsi que d'autres problèmes de concurrence. Je vous rappelle une question dont nous avons parlé dans le rapport, celle de la relation entre les prix du charbon et ceux du pétrole ; je rappelle aussi l'obligation de publier les barèmes des prix du charbon, alors que cette obligation n'existe pas pour le mazout. Votre commission a examiné attentivement cette question sur laquelle elle a pris position dans son rapport.

Votre commission a déclaré très nettement que la collaboration entre l'exécutif de la Communauté Economique Européenne, celui de l'Euratom et la Haute Autorité lui paraît répondre à une nécessité urgente également en ce qui concerne les questions de concurrence.

Sur les questions intéressant l'Euratom, votre commission a pu être relativement brève dans son rapport parce que l'industrie nucléaire est encore en voie de création, bien qu'elle ait déjà des résultats pratiques à son actif. Je pense donc

qu'en présentant le rapport de votre commission, il est inutile que je parle plus longuement des problèmes de l'Euratom. Je vous signale cependant que votre commission du marché intérieur de la Communauté a désigné un rapporteur adjoint chargé d'élaborer un rapport spécial sur les problèmes de concurrence, la question des subventions, etc. dans les six pays. Suivant le cas, nous présenterons ce rapport en réunion plénière de l'Assemblée.

Nous pensons que précisément l'établissement progressif du marché commun revêtira une importance sans cesse croissante pour le développement de la concurrence.

Comme je viens de l'expliquer, nous assistons maintenant à un élargissement des contingents et à une extension de la libération des échanges. De ce fait, les économies des six pays se livreront naturellement à une concurrence de plus en plus serrée.

Les six Etats membres ont accepté la concurrence et continuent à l'accepter. Un véritable régime de concurrence exige que les conditions dans lesquelles joue la concurrence soient égales au départ et qu'elles le demeurent. Une des principales tâches qui incomberont à l'exécutif de la Communauté Economique Européenne au cours des prochaines années sera d'assurer cette égalité dans les six pays membres.

L'ouverture progressive des marchés et l'abaissement progressif des droits de douane exigeront que les exécutifs et l'Assemblée continuent à vouer la plus grande attention aux problèmes que pose la création de conditions de concurrence égales et qu'ils travaillent à la création de ces conditions. En agissant ainsi, nous nous conformerons non seulement à la lettre du traité, mais encore à l'esprit dans lequel ses signataires ont voulu, à Rome, qu'il soit appliqué. J'estime que nous avons tous l'obligation de collaborer en vue de cette fin.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Kreyssig.

M. Kreyssig. — (A) Monsieur le Président, en tant que porte-parole du groupe socialiste, je me permets tout d'abord de faire savoir à l'Assemblée que les membres socialistes de la commission ont approuvé le rapport et que le groupe socialiste fait de même, tant pour la façon dont le rapport expose les problèmes que pour les con-

clusions qu'il présente. Je crois toutefois nécessaire d'examiner de plus près deux points que le président de la commission a mentionnés.

Il s'agit tout d'abord des « taxes d'effet équivalent à des droits de douane à l'importation », pour reprendre la notion avec laquelle opère le traité.

N'oublions pas qu'en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du traité, la Commission européenne, après avoir gagné une vue d'ensemble sur les taxes qui entrent en ligne de compte dans les différents pays, est tenue de supprimer progressivement ces taxes et de fixer, par voie de directives, le rythme de cette suppression.

Le groupe socialiste pense que la commission devrait s'attaquer au plus tôt à l'élaboration de ces directives.

Je souligne en particulier le fait que l'avis du groupe socialiste concorde avec celui de la commission : les taxes de licences et les taxes de statistiques qui sont perçues aux passages d'une frontière ne doivent pas être considérées comme les seules taxes d'effet équivalent, mais il faut aussi supprimer les taxes qui sont prélevées à l'intérieur du pays en remplacement des droits fiscaux.

Il est dit, dans le rapport, que de telles taxes d'effet équivalent aux droits de douane devraient être supprimées dans des délais déterminés. Permettez-moi de faire observer qu'en vertu du traité la Commission européenne doit veiller non seulement à ce que ces droits soient abaissés progressivement, mais aussi à ce qu'ils soient abolis.

Je tiens à répéter que nous faisons nôtre l'interprétation de la commission, à savoir que l'article 95 doit être considéré en rapport avec l'article 13.

L'article 17, paragraphe 3 — article célèbre s'il en est — donne aux pays membres certaines possibilités de compenser les droits fiscaux qu'ils suppriment. Le texte allemand est rédigé ainsi :

« Die Mitgliedstaaten sind weiterhin berechtigt, diese Zölle durch eine inländische Abgabe zu ersetzen, die den Bestimmungen des Artikels 95 entspricht. »

L'article 95 dit simplement que l'application de mesures de ce genre ne doit provoquer aucune discrimination à l'égard des autres pays membres.

Les termes allemands du paragraphe 3 de l'article 17 « die Mitgliedstaaten sind weiterhin berechtigt » ont été traduits en français par « les Etats membres conservent la faculté ». A mon avis, le texte français dit beaucoup plus clairement de quoi il s'agit. Si je le traduais exactement, je devrais dire en allemand : Die Mitgliedstaaten behalten die Möglichkeit, die Finanzzölle durch eine inländische Abgabe zu ersetzen.

Cette formule doit donner en quelque sorte une échappatoire aux pays qui se trouveraient dans une situation budgétaire critique du fait de l'abaissement des tarifs douaniers. A vrai dire, ces abaissements doivent profiter à la population. Quand les Etats membres réduisent les taxes douanières sur les biens de consommation — le café ou le thé par exemple — le profit de l'abaissement des tarifs douaniers ne doit pas être rendu illusoire du fait que l'on utilise le paragraphe 3 de l'article 17 pour relever d'autant des taxes intérieures ou pour en créer de nouvelles.

J'ai été heureux d'entendre le président de notre commission dire que la commission a été unanime à penser que, pour des raisons psychologiques et pour d'autres encore, la réduction des droits de douane doit se faire au bénéfice de la population, si on veut garder présent à l'esprit le but principal du Marché commun, à savoir le relèvement du niveau de vie.

Cette conception de la commission, que vient d'exposer son président, je tiens à la confirmer ; mais je me permettrai de faire une remarque personnelle.

Il me paraît difficilement admissible que certains de mes collègues parlementaires se déclarent ici, dans cette Assemblée, partisans de l'idée que des réductions de tarifs ne doivent pas être rendues illusoires par l'introduction de taxes intérieures correspondantes, alors qu'ils ne professent pas la même opinion devant leurs parlements nationaux et ne s'efforcent pas d'empêcher leurs gouvernements d'arrêter aussitôt le mouvement de baisse des prix consécutif à la suppression des droits de douane en relevant d'autant les taxes intérieures. Je sais qu'un certain nombre de pays ont agi de la sorte.

A mon avis, nous devrions, si la commission et l'Assemblée sont d'accord, pouvoir attendre de nos collègues de l'Assemblée Parlementaire Européenne que dans leurs parlements nationaux, lorsque ces questions sont en discussion et doivent être tranchées, ils adoptent le même point

de vue qu'ici et avec la même unanimité que nous notons dans cette salle avec tant de satisfaction.

Il est un deuxième point sur lequel je désire, Monsieur le Président, dire quelques mots et exprimer un vœu du groupe socialiste ; c'est à propos des articles et des monopoles, une question qui, à la C.E.C.A. déjà et dès la création de celle-ci, a été continuellement au centre des discussions et qui est redevenue pour la C.E.C.A. de la plus grande actualité par suite de la constitution d'un cartel charbon-pétrole dans la république fédérale d'Allemagne, un pays membre qui ne joue pas précisément un rôle de second plan en ce qui concerne ces matières.

Nous sommes d'avis — nous l'avons été dès le début et nous sommes heureux que la commission tout entière le soit également — qu'en fait, les articles 85 et 86 ne contiennent pas simplement un de ces principes qu'on couche poliment par écrit — comme tant de beaux principes — sans devoir s'y conformer ; nous pensons au contraire que ces articles donnent d'ores et déjà à la Commission de la C.E.E. des moyens d'action pratique. Nous nous sommes félicités de voir la commission partager unanimement notre avis. Le groupe socialiste promet à la Commission de la Communauté Economique Européenne de l'appuyer pleinement si elle persiste dans sa propre manière de voir, qui est en même temps la manière de voir de notre commission parlementaire.

Mais de là découle pour nous avant tout la nécessité d'encourager expressément la Commission de la C.E.E. à vouer une attention particulière au contrôle des cartels. Elle ne doit pas seulement observer avec soin les problèmes qui sont de la plus grande actualité ; son devoir est aussi de faire en sorte que l'Assemblée et la commission parlementaire compétente soient renseignées d'une façon aussi complète et détaillée que possible sur les cartels existants. Le groupe socialiste attacherait le plus grand prix à ce que, dans l'établissement de cet inventaire des cartels et monopoles que nous souhaitons recevoir de la Commission de la C.E.E., celle-ci fasse connaître son avis en ce qui concerne chacun d'eux, sinon définitivement, du moins en donnant quelques premières indications. Cela nous permettrait vraisemblablement de faire un grand pas en avant en ce qui concerne la situation dangereuse dans laquelle les cartels et les monopoles peuvent mettre l'Europe.

Le groupe socialiste exprime le même vœu quant aux subventions. A notre tour, nous nous

félicitons de ce que la France ait supprimé une série de subventions, quoique l'on puisse se demander très sérieusement si elle a supprimé celles qui devaient l'être et non pas celles qui se répercutent le plus durement sur le plan social. Le ministre des finances de la république fédérale d'Allemagne nous a dit qu'il se proposait également de s'attaquer très énergiquement aux subventions. Or, les membres de l'Assemblée Parlementaire Européenne ont la possibilité de veiller à ce que les subventions soient supprimées lorsqu'elles sont réellement superflues ou lorsqu'elles peuvent favoriser des tendances à la création de cartels, de monopoles et d'autres tendances encore qui sont probablement indésirables.

Dans ce domaine également, nous espérons que la Commission de la C.E.E. nous fera un tableau de la situation le plus tôt possible, encore que nous nous rendions parfaitement compte de ce que l'établissement de ces rapports nécessite de très nombreux et de très sérieux travaux préparatoires. Je pense en particulier au fait que le droit qui régit les cartels est très différent dans chacun des six pays de la Communauté et que dans les rapports il faudra vraisemblablement confronter très soigneusement les possibilités qu'offrent les lois sur les cartels.

Pour terminer, je dirai encore un mot de l'harmonisation des règles de la concurrence européenne avec les règles de concurrence qui sont déjà en vigueur, depuis de nombreuses années, pour la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Aux yeux du groupe socialiste, il ne fait aucun doute qu'il est indispensable de procéder au rapprochement des règles de la concurrence ; à la longue, la situation présente est en effet à la fois intenable et indésirable. Au contraire, il faut faire en sorte que les deux matières premières importantes que sont le charbon et l'acier ne soient pas soumises à d'autres conditions de concurrence que les autres produits de la Communauté Economique Européenne. Des conclusions qui ont été tirées dans le rapport, il ressort que notre commission est d'avis que les institutions de la Communauté doivent de toute urgence s'insérer dans le contrôle des cartels et des monopoles. Ce point de vue a l'entière approbation du groupe socialiste. De même, nous soulignons très expressément que dans l'intérêt d'une politique réellement coordonnée et rationnelle, nous attendons de la Commission européenne qu'elle prenne des initiatives personnelles et que nous nous proposons de la soutenir, même si elle devait un jour avoir des difficultés parce que

telle ou telle initiative qu'elle a prise n'est pas exactement conforme au traité. Il ne faut pas considérer les traités d'une manière par trop rigide, et si, pour appliquer ces mesures, la Commission européenne donne une interprétation large aux dispositions du traité, nous serons à ses côtés.

Monsieur le Président, je ne dirai rien au sujet de la zone de libre-échange ni sur les autres problèmes que le rapporteur a mentionnés, parce que nous aurons une discussion spéciale à ce sujet et que le groupe socialiste fera connaître plus tard la position qu'il adopte à cet égard.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Deringer.

M. Deringer. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, permettez-moi de faire encore quelques observations au sujet des règles de la concurrence. M. le Rapporteur de notre commission a déjà attiré l'attention sur les problèmes qui résultent de l'incertitude dans laquelle nous nous trouvons quant à l'interprétation des articles 85 et suivants : S'agit-il là de simples principes ou de règles de droit qui permettront à l'avenir aux pouvoirs nationaux et à la commission d'intervenir ou même d'un droit exerçant des effets rétroactifs à partir du 1^{er} janvier 1959.

Je suis heureux que, dans son rapport, la commission ait rejeté l'opinion selon laquelle les articles 85 et suivants contiennent simplement des principes qui doivent encore être traduits dans le concret. J'irai même jusqu'à dire que, dans la mesure où on en peut juger par les négociations du traité, les auteurs de ces articles voulaient créer par là un droit immédiatement applicable dès le 1^{er} janvier 1959.

Assurément, il me paraît douteux que le traité soit une illustration parfaite de cette volonté et que le texte actuel puisse être appliqué dans le sens indiqué. C'est pourquoi je pense comme M. le Rapporteur que la commission et le Conseil de Ministres devraient mettre le plus tôt possible un terme à cette incertitude sur l'interprétation de ces articles. La Commission européenne a dit elle-même, dans son rapport, qu'elle étudie le moyen d'y parvenir. Il est vrai que certaines déclarations orales ou écrites ultérieures de la Commission donnent l'impression qu'elle ne trouve plus aujourd'hui que ce problème soit aussi brûlant parce qu'on pense de plus en plus

qu'il s'agit de règles de droit applicables dès le 1^{er} janvier 1958.

A cet égard, je suis d'un autre avis. Je désire souligner très nettement que je continue de trouver gênante cette incertitude. Tant que les premiers règlements d'application que prévoit l'article 87 n'auront pas été édictés, ce seront évidemment les autorités nationales à qui il appartiendra au premier chef de décider de l'application de ces articles. Au cours d'une première conférence sur la coordination, la commission s'est efforcée, il est vrai, de parvenir à l'unanimité des opinions, mais pour le moment elle ne dispose encore d'aucun pouvoir général de donner des directives. Elle peut simplement prendre des décisions dans des cas bien définis ; elle ne peut pas diriger d'une façon générale l'action des autorités nationales.

Aussi longtemps que nous n'aurons pas de règlements d'application, les règles de la concurrence risqueront donc d'être appliquées de façon différente, ce qui est d'autant plus inévitable que, comme vous le savez bien, chaque pays a des lois différentes, à supposer même qu'il en ait dans cette matière. C'est ainsi que dans la république fédérale d'Allemagne la constitution de cartels qui ont trait au marché commun n'est autorisée par l'Office fédéral des cartels (*Bundeskartellamt*) que sous réserve d'une autorisation qui, bien entendu, n'apporte pratiquement aucune aide à l'économie.

A vrai dire, le problème me semble plus important encore du point de vue du droit privé. Aussi longtemps que cette incertitude existe sur les effets des articles 85 et suivants, une épée de Damoclès est suspendue au-dessus de tous les accords qui restreignent la concurrence d'une manière quelconque : c'est la menace de leur nullité avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1958.

Etant donné que nous ne savons encore absolument pas ce qui va tomber sous le coup de cet article, cette menace pèse non seulement sur les accords qui ont simplement pour objet la constitution de cartels, mais aussi sur d'autres accords, comme les contrats de licence etc. On se demande même jusqu'à quel point des cartels du genre de ceux que les autorités nationales approuvent ou tolèrent à l'intérieur du pays ne tombent pas sous le coup des articles 85 et suivants, si leur action dépasse les frontières.

Cette incertitude et ses répercussions sur toutes les ententes qui restreignent le libre jeu de la

concurrence ne peuvent pas non plus être supprimées au moyen de lois d'exécution prises à l'échelon national, par exemple, par une loi disposant que les accords sont valables tant qu'ils n'auront pas été annulés ou déclarés inadmissibles par les pouvoirs nationaux ; en effet, ceux-ci ont encore moins que la Commission européenne la possibilité de modifier le contenu de l'article 85.

Or, quelles sont pour la constitution du marché commun les conséquences pratiques de cette incertitude ? En premier lieu, bien entendu, les échanges entre les pays du marché commun sont entravés parce que, dans chaque pays membre, chaque intéressé ignore comment les accords qu'il pourrait conclure avec des partenaires dans d'autres pays seront interprétés plus tard par la Cour de Justice nationale ou par la Cour siégeant à Luxembourg.

En deuxième lieu, il en résulte aussi un dommage pour le commerce avec les pays tiers, car on ne peut naturellement pas encourager les milieux économiques des pays tiers à conclure avec des firmes établies dans l'aire du marché commun des accords sur lesquels plane le danger constant d'une annulation.

En troisième lieu — et à mon sens, ce me semble être là la conséquence la plus grave de cette incertitude — on verra s'établir peu à peu dans l'économie une certaine indifférence à l'égard des règles de la concurrence. Puisque de toute façon j'ignorerai — cette situation durera vraisemblablement encore quelques années — comment il faut interpréter les règles jusqu'au jour où la Cour de Justice se sera prononcée une fois pour toutes, il est impossible d'agir en se conformant aux règles ; dès lors — et je le regretterais précisément dans l'intérêt de la conscience que les milieux économiques pourraient prendre du marché commun et du libre jeu de la concurrence dans ce marché et aussi dans l'intérêt de l'attitude qu'ils pourraient adopter en face de ce marché et de cette concurrence — le danger est donc assez grand que les règles ne soient plus prises au sérieux le jour où elles seront imposées sur le plan concret.

Certes, l'ultime décision juridique en ce qui concerne la signification de ces articles revient à la Cour de Justice. Mais la tâche qui est assignée en premier lieu à la commission et au Conseil de Ministres est non pas une tâche juridique, mais une tâche politique : ils doivent rendre applicables ces règles. Et cette tâche, la commission

ne peut évidemment pas l'abandonner à la Cour de Justice ; mais du moins devrait-elle mettre elle-même tout en œuvre pour provoquer la décision de la Cour.

C'est pourquoi la commission parlementaire me paraît avoir eu raison de dire dans son rapport qu'il faut de toute urgence trouver une solution quelconque, ne fût-elle que provisoire, pour mettre fin à cette incertitude. Je ne suis heureusement pas obligé pour l'instant de faire des propositions concrètes, étant donné que — il en va autrement dans les parlements nationaux — dans le cas présent ce n'est pas nous qui sommes le législateur, c'est le Conseil.

Je sais que, lors de la conférence sur la coordination qu'elle a eue avec les experts des gouvernements nationaux, la Commission européenne a traité des questions et qu'elle s'est efforcée d'obtenir une application uniforme. Je me félicite de ces efforts, précisément parce qu'il s'agit d'un problème très difficile et très différent selon les pays.

Je prie simplement la Commission européenne de ne pas oublier que cette conférence des experts gouvernementaux n'est pas une autorité ayant pouvoir de décision aux termes du traité ; je veux dire qu'au cours de cette conférence aucune décision ne peut être prise quant à la mise en pratique des règles de la concurrence. Il est plus important — et plus conforme à l'esprit du traité — de trouver des solutions sous une forme qui relève du contrôle parlementaire, c'est-à-dire sous forme de directives ou de règlement du Conseil de Ministres, susceptibles d'être contrôlées préalablement par l'Assemblée lors des échanges de vues avec la Commission européenne ou du moins après coup par la Cour de Justice.

Pour terminer, Monsieur le Président, permettez-moi de faire encore quelques brèves observations sur l'élaboration matérielle des règles de la concurrence qui — tout le monde s'accorde à le reconnaître — sera très difficile.

Tout d'abord, je me félicite de ce que la Commission européenne ait déclaré, dans son rapport, que le droit en matière de concurrence dans le marché commun doit être conservé comme un ensemble uniforme, en d'autres termes qu'on ne doit pas examiner isolément et par anticipation les règles applicables à une partie d'un secteur économique ; il faut au contraire instaurer la liberté peu à peu dans tous les secteurs, paral-

lèlement et de la même manière, notamment dans celui des cartels, monopoles privés en entreprises publiques.

En second lieu, il me semble également très nécessaire de s'assurer, pour l'élaboration définitive du droit en matière de concurrence dans le marché commun, la collaboration active et vivante des milieux économiques. Nous savons qu'il est de nombreux cas dans les six pays du marché commun où les conceptions quant à la valeur de certains cartels et monopoles diffèrent totalement de celles qui fort justement sont exprimées dans les articles 85 et suivants. Il est d'autant plus important non seulement de lutter contre ces cartels, mais encore de rechercher des formes institutionnelles qui permettront aux milieux économiques eux-mêmes d'aider à développer le droit et aussi à supprimer les cartels. Je me permets de vous rappeler à ce propos l'exemple de la Suède.

Car, en fin de compte, le marché commun ne sera pas viable si la Commission européenne, le Conseil de Ministres et les autorités travaillent seuls à sa constitution ; il ne vivra que si les milieux économiques prennent à leur tour conscience de la nécessité d'une concurrence active en Europe. Je demande à la commission de bien vouloir, indépendamment de l'aménagement concret des règles, réfléchir aux moyens de développer largement dans les milieux économiques cet esprit de libre concurrence.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Van Campen.

M. Van Campen. — *(N)* Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans les paragraphes 9 et 27 du rapport de M. Lapie, il est question des droits de douane à caractère fiscal qui peuvent être remplacés, en application de l'article 17 du traité de la C.E.E., par une taxe intérieure, à condition qu'il ne résulte pas, au sens de l'article 95, alinéa 2, du traité, une discrimination en raison de la nationalité ou, pour employer les termes de l'article 95, alinéa 2, une protection indirecte d'autres productions.

A la fin du paragraphe 27 du rapport de M. Lapie, il est dit à ce propos que ce serait mal servir l'idée européenne dans l'opinion publique de nos pays si la substitution d'une taxe intérieure au montant dont on a réduit les droits de douane devait priver les consommateurs de certains avantages du marché commun.

Dans cet ordre d'idées, il est dit fort justement que l'on souhaite que les gouvernements des Etats membres n'utilisent qu'avec beaucoup de réserve les possibilités qui leur sont données par l'article 17 du traité et par toutes dispositions de caractère analogue.

Monsieur le Président, l'application de ces articles a fait quelque bruit dans mon pays quand, vers la fin de l'année dernière, un projet de loi a été déposé aux fins de transformer, à partir du 1^{er} janvier 1959, les droits de douane sur le vin en une accise d'un montant à peu près égal.

Il ne s'agissait là pas seulement de l'application de l'article 17, mais en même temps, du moins dans l'esprit, d'une infraction à l'article 95, cette accise ne devant pas être payable sur les vins luxembourgeois.

D'autre part, une réglementation semblable a été introduite en Belgique par arrêté royal. Vous comprendrez que dans notre pays l'opinion publique ait réagi de la manière prévue dans le rapport Lapie ; au surplus les parlementaires se sont trouvés devant un problème épineux, tout particulièrement ceux qui sont d'ardents partisans de l'idée européenne et qui appellent de leurs vœux l'application la plus complète des traités de Rome.

Au cours de l'échange de vues sur ce projet de loi qui s'est déroulé à la Première Chambre, chez nous, il est apparu en effet que la déclaration de ce droit de douane à caractère fiscal et de son remplacement par une accise aux termes de l'article 17 avait été fait, il est vrai, seulement en novembre ou décembre de l'année dernière, et qu'elle n'avait été suivie d'aucune réaction de la part de la Commission européenne.

En ce qui concerne la discrimination entre les vins luxembourgeois et les vins provenant d'autres pays de la C.E.E., le gouvernement a fait remarquer, qu'en vertu du protocole dit « de Luxembourg », qui figure au nombre des annexes du traité, les Pays-Bas et également la Belgique seraient tenus non seulement de ne grever les vins luxembourgeois d'aucun impôt, mais encore de grever ceux qui proviennent d'autres pays de la C.E.E., et cela précisément parce que le protocole de Luxembourg aurait eu pour but de ménager aux vins luxembourgeois une position privilégiée sur le marché du Benelux, du moins pendant la période de transition.

Monsieur le Président, la plupart de nos parlementaires ont cru devoir accepter cette interprétation, ne fût-ce que parce que le gouvernement a fait observer que la Commission européenne n'a pas réagi quand elle a été informée de cette intention de remplacer les droits de douane sur les vins importés par une taxe intérieure, ce silence pouvant signifier que la Commission européenne interprète le propocole de Luxembourg de la même manière que le font le gouvernement néerlandais et manifestement aussi le gouvernement belge.

C'est pourquoi nous avons pensé tout d'abord devoir nous incliner devant cet argument, entre autres raisons parce que le ministre des finances *ad interim* des Pays-Bas m'a promis, à ma demande, de réexaminer cette affaire au cas où il apparaîtrait encore que la Commission européenne soit, quant au protocole de Luxembourg, d'un avis autre que celui que le gouvernement néerlandais avait admis tout d'abord.

Aussi longtemps que la Commission européenne ne fera pas savoir qu'elle adopte un autre point de vue, il faudra donc admettre, Monsieur le Président, que cette substitution d'une accise aux droits à l'importation de vins est conforme aux traités de Rome, malgré le régime de faveur dont bénéficient les vins luxembourgeois — une faveur que nous ne disputerons pas à nos amis du Benelux sur le marché de Benelux — à condition toutefois, et c'est ce qui importe à nos yeux, qu'on ne reproche pas aux Pays-Bas d'avoir agi contre la lettre et contre l'esprit du traité de la Communauté Economique Européenne.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Duvieusart.

M. Duvieusart. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au moment où nous examinons le rapport relatif à l'établissement du marché commun, je crois qu'il convient de dire notre satisfaction de ce que l'étape prévue pour la date du 1^{er} janvier ait été réalisée.

Vous me direz peut-être qu'il devait en être ainsi. Oui, mais il n'en est pas moins vrai que nous avons éprouvé, plusieurs fois, des inquiétudes au sujet des risques qui existaient.

Je me réjouis de cette réalisation et j'en félicite les membres de la commission qui se sont spécialement appliqués à faire préparer par les Etats responsables les mesures nécessaires.

Il est certain que la Commission exécutive de la Communauté a bien défini le problème et en a préparé l'exécution. Qu'elle en soit félicitée et remerciée !

Seulement, notre joie n'est pas entière, parce que le résultat atteint, nous le savons tous, reste très modeste : réduction de 10 % des droits et petit élargissement des contingents. Cependant, c'est important, parce qu'il y a là un symbole de l'entrée en vigueur de la Communauté des Six.

Dès aujourd'hui, je veux vous dire — et nous vous le répéterons certainement la semaine prochaine lorsque nous examinerons le problème de l'établissement d'une zone de libre-échange — qu'il ne faut pas laisser se dissoudre ce modeste noyau que vous êtes parvenus à agglomérer et que votre prudence devra être extrême lorsque vous reprendrez des discussions avec d'autres nations européennes.

Ma satisfaction est également atténuée dans la mesure où certains Etats, usant ou abusant du traité, établissent des droits d'accise qui compensent les droits dont nous avons salué la diminution.

M. Illerhaus et M. Kreyssig aussi, je crois, ont bien dit que le traité prévoit que les Etats peuvent agir de la sorte. Mais encore faut-il qu'ils soient plus fidèles à l'esprit qu'à la lettre du traité.

Nous savons qu'il y a déjà le problème du café en Allemagne. M. Van Campen vient de poser une question qui intéresse spécialement le Benelux et qui concerne les vins. D'autre part, le bruit m'a été rapporté que l'Allemagne pourrait également appliquer une mesure identique en ce qui concerne le malt.

S'il en est ainsi pour une denrée aussi peu importante au point de vue économique que le malt, je serais fort porté à penser que cela constituerait un abus du texte, car je ne puis pas croire que l'économie financière de la République fédérale puisse dépendre du maintien total du droit sur le malt.

Je me permets donc d'attirer l'attention de la commission sur ce point et de solliciter sa vigilance.

Si nous parvenons à mettre en vigueur le marché commun, c'est-à-dire à réduire les obsta-

cles à la circulation des marchandises, ce n'est tout de même là qu'un moyen. Le but de la Communauté est au delà de ce moyen : il est l'expansion de l'économie et la « solidarisation » des différentes économies.

Cela est positif. La destruction des obstacles n'est encore qu'une œuvre négative et ici, je me demande si la Communauté se reconnaît une compétence. Je l'espère et je lui demanderai même d'aller le plus loin possible dans l'interprétation du traité, de se reconnaître une compétence pour veiller à la promotion de certains secteurs industriels.

Connaissant le cadre et la répartition des missions au sein de la Commission, je me suis posé la question de savoir s'il s'agissait là d'un problème intéressant le Marché commun, l'économie générale, ou peut-être les services des cartels, dans la mesure où ceux-ci sont également intéressés à l'organisation d'un secteur.

Sans savoir qui est, chez vous, l'homme ou le service le plus compétent pouvant être spécialement chargé de ce problème, je voudrais vous demander s'il ne vous paraît pas opportun, au moment où s'établit le Marché commun, de veiller à la promotion commune et solidaire des industries qui se situent le plus à l'avant-garde du progrès et de l'évolution technique.

J'en cite trois : l'industrie de la construction automobile, l'industrie de la construction aéronautique, l'industrie de la construction électronique. Je ne parle pas des industries nucléaires, car, pour celles-là, nous avons manifestement une Commission européenne qui est compétente et qui peut veiller au développement des productions nucléaires. Mais il y a une telle nécessité, un tel intérêt à promouvoir la construction automobile européenne et, pour une part beaucoup plus grande, la construction aéronautique européenne, que, nous devons bien le prévoir, c'est seulement à six que nous pourrions réaliser une industrie de construction aéronautique pouvant mettre en construction les prototypes créés par certains génies nationaux, mais dont la mise en application demande des usines, un personnel, des capitaux considérables.

Ne voyez-vous pas, Messieurs, la possibilité et même la nécessité de prendre l'initiative de rapprocher, dans nos six pays, tous ceux qui sont aptes à assurer le développement de la construction aéronautique ?

Je pourrais dire la même chose des constructions électroniques, encore qu'ici une large intervention soit peut-être moins indispensable, car il s'agit là d'industries qui avaient déjà, au départ, une base d'activité et qui, certainement, prendront plus facilement des initiatives sans être guidées.

Il convient que l'année 1959 permette d'obtenir déjà les fruits des premiers résultats que vous avez obtenus. J'imagine que, dans quelques jours, vous pourrez nous dire si les obstacles que vous avez supprimés ont provoqué la rentrée de demandes de licences et influencent déjà le commerce intereuropéen.

S'il en est ainsi, tant mieux ! Mais en tout cas, je vous demande de bien vouloir retenir l'appel que je vous lance pour la construction automobile et la construction aéronautique européennes tout particulièrement.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Il n'y a plus d'orateur inscrit. Je vais donc donner la parole aux membres de la Commission exécutive, qui répondront aux différentes questions posées au cours de ce débat.

La parole est à M. Malvestiti, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Malvestiti, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — *(1)* Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je remercie MM. les Représentants qui sont intervenus au cours des débats et je remercie également le rapporteur, M. Lapie. Ma réponse sera brève, parce que les orateurs ont été brefs, et tout particulièrement le rapporteur qui a pourtant présenté un rapport très riche d'idées.

M. Illerhaus a fait remarquer fort à propos que les mesures de libération prises par la France ont fait disparaître beaucoup d'obstacles dont s'inquiétaient principalement les hommes politiques et les juristes, avant tout quant aux produits pour lesquels la France était revenue sur sa décision antérieure de libération. La commission partage le sentiment général de satisfaction en présence du courage avec lequel la généreuse nation française a pris certaines mesures ; si, du point de vue technique, elles peuvent à la rigueur être considérées comme dangereuses, elles sont d'autre part propres à favoriser le

développement de la Communauté Economique Européenne.

M. Kreyssig a touché à deux points ou plus exactement à deux articles, l'article 17 (je pense qu'il ne s'agit pas de l'article 13 comme l'a dit l'interprète ou comme je crois avoir entendu) et l'article 95 ; quant à M. Duvieusart, il a soulevé un problème très intéressant du point de vue général. Si j'ai bien compris, il s'est posé deux questions : La commission a-t-elle le droit d'interpréter le traité ? La commission pourra-t-elle parvenir jamais à organiser directement les investissements ?

Je lui répondrai tout de suite parce que le problème est très important. A mon avis, la commission n'a pas le pouvoir d'imposer son interprétation du traité ; elle en est la gardienne, la garante, mais elle ne peut pas imposer son interprétation aux divers Etats. Elle doit plutôt faire un travail de rapprochement, rappeler l'esprit et la lettre du traité, faire en sorte que les Etats prennent des mesures concordantes afin que ces mesures convergent toutes vers une même fin. Mais la commission ne peut pas imposer une interprétation ; cela est si vrai que les articles 169 et 170 prévoient une certaine procédure pour le cas où des pays violeraient l'esprit et la lettre du traité.

Pour ce qui est de l'organisation directe des investissements, M. Duvieusart a fait notamment allusion à l'industrie aéronautique et à l'industrie automobile. Je suis personnellement un peu embarrassé parce que, dans un de mes ouvrages, un de mes modestes ouvrages d'économie politique, j'ai dit que, si on applique certaines normes, il est difficile de ne pas penser que l'Etat, c'est-à-dire la Communauté, devra arriver à organiser lui-même directement les investissements, tout au moins les investissements de base, ceux qui sont destinés à la création de ce qu'on appelle les infrastructures.

Mais sur ce point, il ne me semble pas non plus que la commission puisse prendre des initiatives spéciales pour organiser divers investissements dans le secteur de l'automobile ou de l'aéronautique. Il est évident que c'est l'ensemble du marché commun, que c'est l'ensemble de ce phénomène d'expansion qui doit commander tous les autres phénomènes et qui entraînera le développement de ces deux industries de base. Je pense qu'il en sera ainsi avant tout pour l'industrie aéronautique parce qu'il est plus facile de concevoir les progrès de cette industrie dans un groupe de six pays que dans un seul pays.

Le rapport de M. Lapie a avant tout le mérite de la clarté et de la concision ; il me fait songer pour cela à un mot d'un poète italien, Carducci, premier prix Nobel italien de littérature, qui a dit que quiconque ne pense pas clairement n'écrit et ne parle pas clairement ; ce même Carducci a dit aussi que celui qui, pouvant dire quelque chose en dix mots, le dit en vingt mots, est sans aucun doute un homme capable de commettre de mauvaises actions. D'après la courte expérience que j'ai acquise ici, les membres de l'Assemblée Parlementaire Européenne ne commettent pas de telles mauvaises actions et M. Lapie n'en a pas commis non plus.

Le rapport de M. Lapie contient quelques points très intéressants qui méritent d'être soulignés ; M. Lapie parle du rapport de l'exécutif comme du document de base pour une politique financière et économique à long terme. Voilà qui est très intéressant ; il est fort important d'avoir affirmé que les études et les mesures relatives à des phénomènes prochains doivent et peuvent servir de base pour l'étude de phénomènes lointains. Personnellement, je ne crois pas à une opposition dialectique entre une période de courte durée et une période de longue durée, et surtout je ne crois pas qu'il puisse y avoir lieu de prendre pour une période de courte durée certaines mesures différentes et contraires à celles qui doivent être prises pour une longue période. A propos de la longue échéance, Keynes a dit qu'il s'agit là d'une très belle chose qui n'a cependant qu'un seul inconvénient, à savoir qu'à longue échéance on meurt.

Le rapport offre un tableau comparatif très utile de la situation de fait.

J'ai déjà dit ailleurs que le traité a sagement assigné à la Communauté trois tâches fondamentales.

La première tâche, la plus évidente, consiste à dresser un inventaire de ses ressources et de ses possibilités, et à cet effet nous avons eu la conférence de Stresa sur les problèmes agricoles et la « vue d'ensemble » des six économies.

La seconde tâche consiste à établir les barrières douanières communes.

La troisième consiste à préparer sur cette base une politique commerciale commune.

M. Lapie a fait remarquer encore que le langage employé dans notre rapport est un peu

difficile à comprendre ; il affirme que nous aurions dû nous exprimer d'une manière plus accessible au grand public. Il a sans doute raison, mais la question grave, le fait sérieux, c'est que la grande importance du marché commun découle de ce qu'il s'agit là d'une grande expérience d'économie organisée mais libre, en face d'une expérience en cours sur une énorme échelle, d'une économie entièrement dirigée. De plus, cette expérience d'économie organisée mais libre pré-suppose une critique tout à fait implicite de la doctrine classique, du fait même de la création d'un marché commun limité à quelques Etats, une critique des théories ricardiennes, tout au moins de celles qui ont été démenties par l'histoire économique du dernier demi-siècle. Il est en conséquence difficile d'éviter certaines prises de position de caractère général ; il est difficile aussi de ne pas s'exprimer en termes techniques, surtout quand il nous aurait été plus commode et qu'il aurait été plus commode pour nos spécialistes de s'exprimer en langage mathématique.

Je souhaite donc à mon tour que les exécutifs s'efforcent de rédiger leurs prochains rapports dans un langage qui les rende accessibles à tous ceux qui s'y intéressent. Je suis d'accord aussi avec M. Lapie pour reconnaître que la fixation du tarif douanier commun ne saurait aller sans l'établissement de l'union douanière. En définitive cette union douanière constitue la partie obligatoire du traité : l'article 9 déclare en effet que la Communauté est fondée sur une union douanière. Je dirai en outre que la réduction de 10 % est appliquée sans difficulté et que cette première réduction peut permettre, comme l'a dit très justement M. Lapie, de juger de l'efficacité du mécanisme prévu par le traité et de faire les expériences nécessaires en vue des réductions ultérieures. Mais la convertibilité des monnaies, qui a été réalisée si rapidement, offrira certainement, malgré ses inconvénients, une possibilité de mesurer l'ampleur de certains phénomènes et de certaines réactions qui, sans cela, auraient pu demeurer cachés derrière ce que les économistes classiques appelaient le « voile monétaire » ; il s'agit cependant d'un voile entendu dans un sens opposé à celui que j'adopte maintenant, d'un voile qui est réellement un voile et qui réussit à cacher quelque chose.

En ce qui concerne les droits fiscaux, la Commission se fera un devoir de renseigner l'Assemblée parlementaire sur leur ampleur et leur portée ; je reviendrai d'ailleurs sur la question à la fin de mon discours.

J'en arrive maintenant à la question des taxes et des mesures d'effet équivalent soit aux droits de douane soit aux restrictions quantitatives.

En ce qui concerne les taxes d'effet équivalent aux droits de douane (je réponds toujours à M. Lapie), toute taxe qui frappe un produit importé et qui ne grève pas simultanément le produit national correspondant est une taxe d'effet équivalent. Font exception les taxes qui, en raison de leur montant ainsi que de l'occasion à laquelle elles sont perçues, constituent indubitablement un paiement de services fournis : par exemple, les sommes perçues pour des visites douanières spéciales, pour des contrôles sanitaires, etc.

Je reconnais qu'il faut tenir compte, comme l'a dit M. Lapie, de l'effet économique des taxes plus que de leur nature ; mais la distinction à laquelle j'ai fait allusion me paraît nette et il me semble d'autre part qu'elle ne va pas à l'encontre de l'observation pertinente de M. Lapie.

Quant aux mesures d'effet équivalent aux restrictions quantitatives, il est évidemment difficile d'en dresser la liste. Quoi qu'il en soit, il est possible de citer les plus courantes : les délais d'importation, les prix minima, etc.

Il faut aussi dire, sans malice, que les administrations nationales font preuve d'une imagination sans bornes pour chercher à obtenir l'effet voulu au moyen de procédés plus acceptables du point de vue psychologique : l'exécutif est donc obligé de lutter un peu contre cette tendance.

J'ai parlé longuement de la libre pratique et du trafic de perfectionnement la dernière fois que j'ai eu l'honneur de prendre la parole devant cette Assemblée ; je reconnais le bien-fondé des observations qui ont été présentées, de même que je suis d'accord avec M. Lapie sur les trois points qu'il a soulignés au sujet du droit d'établissement.

M. Lapie a dit en premier lieu qu'il serait bon que l'exécutif de la C.E.E. recense les législations nationales relatives au droit d'établissement qui sont actuellement en vigueur dans les différents pays de la Communauté.

En second lieu, M. Lapie se demande si on ne pourrait pas procéder à une application accélérée du traité en cette matière. C'est précisément ce que nous nous efforçons de faire.

En troisième lieu, M. Lapie a dit que la commission parlementaire désire mettre en garde l'exécutif du Marché commun et également les gouvernements des Etats membres contre une interprétation trop restrictive de l'article 56 en ce qui concerne les réglementations spéciales pour les ressortissants étrangers qui seraient justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, etc. Là encore, nous sommes parfaitement d'accord.

Dans ses conclusions, M. Lapie a effleuré une question particulièrement délicate qui a été reprise ensuite par presque tous les orateurs qui sont intervenus au cours des débats. J'admets que si les recettes fournies par les droits de douane à caractère fiscal sont remplacées par des taxes intérieures et passent ainsi du domaine des douanes dans celui de la fiscalité intérieure, on pourrait penser à première vue que ce problème relève davantage de la politique intérieure de chaque Etat membre et ne touche guère la réalisation du marché commun. Mais M. Lapie ne partage justement pas cette manière de voir.

Il ne s'agit pas seulement, comme M. Kreyssig me semble l'avoir soutenu, du niveau de vie des populations : il s'agit d'éviter que l'application du traité soit empêchée en pratique et que soit rendue plus difficile ainsi cette politique commerciale commune qui, en tant que telle et parce qu'elle est telle, exige que tous les associés demeurent convaincus que l'intérêt de chacun correspond vraiment à l'intérêt de tous et concorde réellement avec celui-ci.

Ce n'est pas pour rien, par exemple, que le traité affirme non seulement que la politique de conjoncture doit être considérée comme une question d'intérêt commun mais aussi que les dispositions fiscales doivent être revisées dans le souci d'éviter toute discrimination entre les producteurs et d'empêcher que des impositions intérieures frappant des produits importés puissent protéger indirectement d'autres productions.

En conséquence, on ne saurait admettre des sophistications quant à l'esprit et à la lettre des normes du traité.

Pour conclure, je donnerai une seule assurance de principe : la Commission suit de très près ce problème, qui est un des plus délicats, et elle est convaincue que ce n'est qu'en faisant preuve de loyauté et d'amitié que l'on créera

vraiment les conditions indispensables au succès de la Communauté Economique Européenne.

(Applaudissements.)

M. le Président. — M. Kreyssig a demandé la parole pour poser une question.

M. Kreyssig. — (A) Monsieur le Président, je remercie M. Malvestiti de la réponse qu'il nous a donnée ; je crois cependant qu'il y a un malentendu. J'ai bien parlé de l'article 13 et plus tard de l'article 17 et j'ai fait remarquer qu'aux termes de l'article 13 la Commission européenne doit élaborer des directives fixant le rythme de suppression des taxes d'effet équivalent aux droits de douane à l'importation.

Le groupe socialiste est d'avis, et si je ne me suis pas complètement mépris, votre commission et son rapporteur le sont aussi — que si les Etats membres se prévalent des dispositions de l'article 17 pour remplacer leurs droits de douane à caractère fiscal par des taxes intérieures, celles-ci tombent également sous le coup des dispositions de l'article 13. Je me permets d'attirer l'attention sur le fait que cet article 17, qui règle la question du remplacement des droits de douane à caractère fiscal par des taxes intérieures, dispose expressément que les articles 9 à 15, paragraphe 1, sont applicables aussi aux droits de douane à caractère fiscal.

Cela veut donc dire — tout au moins à notre avis — qu'en vertu de l'article 13 la Commission Economique Européenne a non seulement la faculté, mais encore l'obligation d'édicter des directives fixant le rythme de suppression des taxes intérieures que les Etats membres ont établies en application de l'article 17, paragraphe 3, pour remplacer des droits de douane à caractère fiscal.

En entendant la réponse de M. Malvestiti, j'ai eu l'impression d'avoir été mal compris il y a un instant, et j'espère maintenant avoir dissipé tout malentendu quant aux déclarations que, parlant aussi comme porte-parole du groupe socialiste, j'ai faites sur cette question.

M. le Président. — La parole est à M. von der Groeben, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. von der Groeben, *membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne.* — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Mes-

sieurs, maintenant que mon collègue M. Malvestiti a parlé de la partie du rapport qui traite de l'ouverture des marchés, je me permettrai de dire quelques mots sur celle qui est consacrée au régime de concurrence.

Je remercie tout d'abord le rapporteur pour le rapport excellent et très clair qu'il a présenté et je peux dire que, somme toute, la Commission de la C.E.E. approuve les conclusions qui y sont formulées. Je m'arrêterai aux questions qui sont posées dans ce rapport et peut-être aussi apporterai-je sur tel ou tel point de légères rectifications quant à l'interprétation.

Mais comme c'est aujourd'hui la première fois que l'Assemblée s'occupe de la politique de concurrence sur le marché commun, je me permettrai de présenter quelques observations préliminaires sur cette politique.

Au cours de leurs travaux, les membres de la Commission de la C.E.E. ont dû s'occuper jusqu'ici principalement de questions d'interprétation et ils en ont aussi discuté à fond avec la commission parlementaire compétente. Cependant, la véritable tâche de la Commission de la C.E.E. est d'élaborer une politique commune en matière de concurrence et je pense qu'au cours de l'année nous devons nous y consacrer tout particulièrement. Permettez-moi en conséquence de ne donner aujourd'hui qu'un premier aperçu des problèmes dont nous aurons à nous occuper; ainsi pourrez-vous vous faire une idée de nos réflexions, qui n'ont naturellement pas encore abouti à l'établissement d'un programme.

Je me propose de traiter cinq questions : premièrement, les objectifs de la politique de concurrence ; deuxièmement, le lien entre les divers éléments de la politique de concurrence, à savoir ceux qui relèvent des mesures prises par l'Etat et ceux qui relèvent des mesures prises par le secteur privé ; troisièmement, les conditions d'une politique de concurrence, et en particulier leur rapport avec la politique économique générale ; quatrièmement, les questions de structure des diverses branches économiques ; enfin, cinquièmement — et c'est là une question qui a particulièrement retenu l'attention de l'Assemblée — la création d'un droit uniforme régissant la concurrence et la mise en œuvre de méthodes administratives uniformes.

Je parlerai tout d'abord des objectifs de la politique de concurrence. Nous appliquons une

politique de concurrence non pas par amour de la concurrence, mais parce que nous voulons atteindre grâce à elle un objectif économique, un objectif de politique économique. Le traité part du principe que dans notre Communauté la vie économique doit être régie par la concurrence. Il n'admet des interventions des institutions communautaires que dans les cas où il le prescrit expressément. Mais d'une manière générale, on est convaincu de la nécessité de régler cette libre concurrence, d'établir à cet effet des éléments régulateurs, et nous pouvons dire à ce propos que le traité contient des dispositions très satisfaisantes. Il ne reconnaît pas seulement le principe de la réglementation, mais il nous a aussi donné la possibilité d'instituer des éléments régulateurs sur le plan européen ; il contient même déjà le germe d'un droit européen régissant la concurrence.

La Commission de la C.E.E. est arrivée, avec l'approbation de votre commission, à la conclusion que les articles 85 et suivants ont déjà force de loi. Il appartiendra maintenant aux institutions communautaires d'insérer dans ce cadre les dispositions destinées à compléter le droit régissant la concurrence sur le plan européen et de veiller à une application uniforme de ce droit dans nos six pays.

Aux termes du traité, la politique de concurrence a pour objet, tout d'abord, d'empêcher que les avantages apportés à l'économie par l'ouverture de nos marchés soient à nouveau éliminés par des mesures qui restreignent la concurrence. C'est là une fin négative. Mais il faudra aller plus loin et veiller à ce que la concurrence sur le marché commun aboutisse à des effets positifs, qu'elle contribue au progrès économique. Pour pouvoir atteindre ce résultat, les institutions de la Communauté devront adopter une ligne directrice dont elles tiendront compte en aménageant leur politique de la concurrence.

Je crois que l'on peut déjà mentionner quelques objectifs qu'il importe d'atteindre. Il s'agit en premier lieu de promouvoir un développement harmonieux de la vie économique, d'empêcher qu'il ne se produise un déséquilibre dans la répartition de la puissance économique et de prévenir notamment l'abus de la puissance économique. En second lieu, il s'agit de faciliter l'adaptation de certaines branches de l'économie à la nouvelle structure de la concurrence. A cet effet, le traité met à notre disposition des moyens financiers. Mais, d'autre part, l'abolition des restrictions mises à la concurrence tant par des

dispositions de droit public que par des mesures d'ordre privé peut être effectuée d'une manière souple et qui permette de tenir compte des difficultés d'adaptation.

L'accroissement de la productivité et le relèvement du niveau de vie constituent un des objectifs de notre traité. Je crois que la politique de concurrence peut grandement nous rapprocher de cet objectif, car elle vise à mettre également le consommateur au bénéfice des avantages d'une meilleure division du travail et à empêcher les autorités publiques ou les entreprises privées de prendre des mesures qui y mettent obstacle.

Enfin, la politique de concurrence peut contribuer à assurer la stabilité sur le marché commun. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que sur un marché plus étendu, il est plus facile de maintenir la stabilité de la conjoncture. Je crois que la politique de concurrence peut assurer dans ce cas que ces avantages ne seront pas annulés par des mesures restrictives.

Monsieur le Président, je viens de parler des objectifs économiques d'une politique de concurrence. Mais je pense que nous ne devons pas négliger non plus les aspects sociologiques de cette politique. Sur le marché commun, il faudra poursuivre une politique structurelle assurant un équilibre économique raisonnable entre les différentes régions, entre les différentes branches de l'économie, entre les grandes, moyennes et petites entreprises, ainsi qu'une répartition rationnelle des activités entre les différents grands secteurs de l'économie, tels que l'agriculture, l'industrie et les services.

La Communauté ne peut pas négliger cette question structurelle, ne serait-ce que pour la raison que les progrès de l'industrialisation font prévoir encore un fort drainage des populations agricoles, ce qui pose de très graves questions structurelles.

A ce propos, il y a également lieu de signaler le problème des zones déjà surpeuplées. Il faudra se demander dans quelle mesure il est encore défendable, du point de vue économique, d'admettre que de nouvelles activités se créent dans ces régions. Je pense que la politique de concurrence constitue, à côté de la politique agricole générale et de la politique des transports, un moyen d'assurer une politique structurelle rationnelle.

Plusieurs orateurs ont déjà déclaré dans cette salle — et j'arrive ainsi au deuxième point que

je veux traiter — qu'il existe un rapport étroit entre toutes les mesures qui relèvent de la politique de concurrence. Le contenu de cette politique ne doit pas dépendre de la forme ou de la nature juridique des altérations de la concurrence contre lesquelles cette politique est dirigée. La suppression des droits de douane et des contingents, la réalisation du droit d'établissement, l'élimination des pratiques de dumping et l'abolition des subventions doivent entrer en ligne de compte de la même manière que l'élimination des restrictions de la concurrence établies par des entreprises privées ou l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché.

Déjà dans notre rapport, nous avons dit que nous nous rendons fort bien compte de cette situation qui est d'ailleurs très différente de celle que nous trouvons sur les marchés nationaux et qui requiert par conséquent de notre part une attention particulière et un examen spécial.

Pour ce qui est de la manière même de procéder, pendant les premières années d'application de la politique de concurrence nous concentrerons naturellement notre attention avant tout sur les restrictions de la concurrence qui peuvent fausser ou annuler les avantages provenant de la suppression des droits de douane et des contingents.

Au cours du développement ultérieur du marché commun, il s'agira plutôt d'établir pour les diverses branches industrielles des conditions de concurrence égales au départ, en veillant, par exemple, à ce que ces conditions ne soient pas faussées par des différences entre les législations nationales ou les méthodes administratives.

Nous discutons actuellement à fond toutes ces questions avec les gouvernements, comme cela a déjà été mentionné. Une réunion leur a été consacrée au mois de novembre et une nouvelle rencontre est prévue pour le 15 janvier. L'objet de ces réunions est d'arriver progressivement à une entente sur ces problèmes fondamentaux.

Dans cet ordre d'idées, il me sera permis de répondre à M. Deringer qui nous a recommandé de travailler aussi en collaboration étroite avec les milieux industriels. Je puis dire que nous avons déjà largement tenu compte de ce vœu. Nous avons eu divers échanges de vues avec les milieux industriels et nous en aurons encore d'autres. Nous reconnaissons la nécessité de collaborer avec les milieux intéressés afin d'arriver à une connaissance suffisante de la situation de fait et de pouvoir en tirer les conclusions.

Pour ce qui est de l'examen des régimes d'aide, les premiers pas ont été faits, et cela tout d'abord pour ce qui est des subventions à la construction navale. Nous discutons actuellement avec les gouvernements les systèmes d'aide en vigueur et nous espérons que les mesures que les différents gouvernements ont prises entre temps ou qu'ils prendront peut-être encore faciliteront sensiblement la solution de ce problème.

Au sujet du rapprochement des législations nationales, je ferai remarquer que nous envisageons de nous occuper l'année prochaine en premier lieu de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Comme vous le savez certainement, la révision de la législation sur le chiffre d'affaires fait actuellement l'objet de vives discussions dans la république fédérale d'Allemagne. Je pense que nous ferons bien d'intervenir dans ces discussions pour essayer d'uniformiser déjà dans une large mesure des systèmes de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Il faut toutefois se rendre compte qu'on ne pourra probablement pas s'en tenir à la seule question des impôts indirects et qu'il faudra reconnaître que leur réforme ne va pas sans certaines répercussions sur le reste du système fiscal.

Notre direction du rapprochement des législations discute actuellement encore quelques autres problèmes, mais il serait un peu prématuré d'en parler déjà maintenant.

J'en arrive ainsi au troisième point, les conditions d'une politique de concurrence. La principale de ces conditions, c'est l'équilibre général entre les économies nationales qui se manifeste par des cours de change vrais, c'est-à-dire des cours qui font apparaître, sans les fausser, le niveau des prix et celui des coûts dans les différents Etats membres.

Cette prémisse est d'une importance particulière pour la politique de concurrence parce que des cours des changes qui ne reflètent pas la réalité peuvent, selon les circonstances, fausser la concurrence beaucoup plus que ne le font des subventions ou des mesures prises dans le secteur privé. On peut donc dire que les mesures monétaires qui ont été récemment prises, en particulier l'ajustement du cours du change français, facilitent grandement la création du marché commun.

Nous pouvons partir de l'hypothèse qu'au sein de la Communauté nous avons maintenant des cours de change essentiellement réalistes. Il ap-

partient à la Communauté de créer les conditions qui permettront de maintenir cette situation. Pour cela, il faut coordonner très étroitement les politiques économique et monétaire, de manière à éviter tous déséquilibres de la balance des paiements qui, le cas échéant, peuvent provoquer une évolution des prix différente suivant les pays membres. Je pense que les institutions de la Communauté devront s'atteler énergiquement l'année prochaine à la solution de ce problème.

C'est dans le même ordre d'idées que se situe la question de la politique commune de conjoncture. On pourrait se demander pourquoi je traite cette question à propos des problèmes de concurrence. C'est que je pense qu'il est évident que la question de la politique de concurrence se pose d'une manière du tout au tout différente selon que nous nous trouvons en période de haute conjoncture ou en période de récession.

Si la conjoncture s'affaiblit et que les possibilités d'écoulement diminuent, les entreprises privées seront tentées de recourir à des mesures qui faussent la concurrence et de rejeter ainsi les effets de cette situation d'une branche de l'économie sur une autre. En période de haute conjoncture, on peut, suivant les circonstances, ne pas laisser jouer un des avantages essentiels de la concurrence, c'est-à-dire le mécanisme des prix. C'est pourquoi, en matière de politique de concurrence, nous tenons énormément à nous servir d'une coordination de la politique de la conjoncture pour garantir une expansion uniforme à l'intérieur de la Communauté.

Je passe maintenant à la question de la structure des diverses branches de l'économie, une question à laquelle il est fait allusion à plusieurs reprises dans le rapport de votre commission. Je pense que les explications que j'ai données sur le lien entre les mesures visant à empêcher ou à fausser la concurrence, auront fait apparaître la nécessité de procéder à une étude approfondie de la structure des diverses branches de l'économie afin de voir quelle est la situation.

Le traité a déjà reconnu cette nécessité quand il a prescrit pour l'agriculture et les transports certaines réglementations spéciales. Il faudra voir quelle est la structure des marchés, qu'elle est l'importance des concentrations, des monopoles d'Etat, etc., c'est-à-dire se demander dans quelle mesure il est possible d'appliquer le principe de la concurrence totale ou dans quelle mesure il est nécessaire de se contenter d'une « limited competition ».

Une autre condition d'une politique efficace de concurrence — et j'arrive ainsi au dernier point de mes explications générales — c'est l'adoption, dans les six pays membres, d'un droit uniforme régissant la concurrence. Sur ce point, je ne peux que m'associer à tout ce que MM. les Représentants ont dit ici. La tâche de la Commission de la C.E.E. consistera essentiellement à veiller à une application uniforme de cette politique de concurrence, et je pense que l'article 89 du traité lui en donne les moyens.

Monsieur le Président, je dirai encore quelques mots en réponse à certaines questions qui ont été posées au cours de la discussion ou qui découlent du rapport même.

M. Deringer a mentionné avec beaucoup d'inquiétude l'insécurité qui règne au sujet de l'interprétation des articles 85 et 86 du traité. Nous avons déjà discuté à fond cette question à la commission. Nous nous sommes aussi demandé à cette occasion si on ne pourrait pas mettre fin à cette incertitude en édictant prochainement un règlement d'application au sens de l'article 87, paragraphe 2. Je suis très impressionné par les nouveaux détails que M. Deringer nous a donnés aujourd'hui sur ce problème et je puis vous donner l'assurance que nous ne perdrons pas de vue la question de savoir dans quelle mesure l'application de l'article 87, paragraphe 2, est un moyen de remédier à la situation.

Les membres de la commission savent que nous nous sommes préoccupés tout d'abord d'obtenir que les Etats membres appliquent les normes relatives à la concurrence telles qu'elles sont énoncées à l'article 88. De plus, nous avons envisagé la possibilité de nous appuyer sur l'article 89 pour arriver à assurer la coordination des politiques suivies par les Etats membres en matière de concurrence. Les négociations que nous avons menées jusqu'à présent avec les gouvernements nous ont donné l'impression que ce moyen nous permettra d'aboutir rapidement à des résultats pratiques. Cette procédure a naturellement aussi un autre avantage : elle nous permet de réunir une documentation et des expériences qui nous mettront mieux à même de soumettre par la suite au Conseil de Ministres des propositions relatives au règlement d'application qui devra être édicté en exécution de l'article 87. S'il apparaissait que la voie dans laquelle nous nous sommes ainsi engagés ne nous conduit pas au succès — et nous pourrions probablement nous en rendre compte assez tôt — nous reprendrons l'étude du problème. Je peux vous dire que la

Commission de la C.E.E. est disposée à discuter tous les moyens d'arriver, d'une part, à l'établissement d'un droit uniforme et, d'autre part, à l'application de méthodes uniformes.

Dans cette ordre d'idées, je dirai quelques mots à propos de la question des cartels d'exportation qui a été soulevée dans le rapport. Si j'ai bien compris, ces cartels d'exportation sont principalement ceux qui intéressent le commerce entre les Etats membres ; il ne s'agit donc pas de cartels intéressant uniquement les exportations à destination de pays tiers.

Je pense que, si l'on se place au point de vue juridique que la commission a adopté, il est évident que des cartels de cette sorte, dont l'activité porte sur le commerce entre les Etats membres, tombent sous le coup des dispositions du traité. Un examen plus attentif a fait apparaître un grand nombre de questions juridiques délicates qui font notamment redouter que, le cas échéant, la diversité des législations des différents Etats membres entraîne certaines inégalités en matière d'application du droit. Je puis vous déclarer que la Commission de la C.E.E. discute actuellement ces questions avec les gouvernements intéressés pour déterminer si les difficultés peuvent être éliminées par des mesures nationales — ce qui est aussi conforme à l'esprit de l'article 88 — ou si une intervention des institutions de la Communauté s'impose.

J'ai trouvé ensuite dans le rapport une observation sur les dispositions relatives aux pratiques de dumping. Nous sommes d'avis qu'il serait quelque peu prématuré de s'occuper sérieusement dès maintenant des problèmes qui se posent à ce sujet. En effet, il s'agit en l'occurrence non seulement de l'interprétation de l'article 91, paragraphe 1, mais aussi de la question dont s'occupe le paragraphe 2 de cet article. Nous avons déjà entrepris les travaux préparatoires pour l'examen de la question ; nous y avons d'ailleurs aussi été incités par diverses demandes et plaintes que nous avons déjà reçues à ce propos. Nous pouvons donc vous donner l'assurance que nous n'avons pas négligé de nous attaquer à cette question et que nous en poursuivrons l'étude.

Le rapport prend ensuite position sur la question des discriminations, notamment pour ce qui concerne les problèmes de la C.E.C.A. Quant au traité instituant la C.E.E., je ferai remarquer qu'il distingue, d'une part, les discriminations qui jouent dans les cas où il s'agit de positions

dominantes sur le marché, c'est-à-dire de monopoles ou d'« oligopoles » et de cartels — cas dans lesquels l'interdiction des discriminations est très sévère — et, d'autre part, les discriminations qui interviennent dans tous les autres cas. Pour les discriminations dans les cas où la concurrence joue sans restriction, nous n'avons que l'article 7. La genèse du traité montre clairement que cette différence a été voulue et je ne pense pas qu'en interprétant le texte on puisse s'écarter sensiblement de cette idée. Nous étudions actuellement ce problème, notamment à propos des doubles prix que la commission parlementaire a expressément mentionnés dans son rapport.

J'en arrive ainsi à la question du rapport entre les dispositions relatives à la concurrence contenues d'une part dans le traité instituant la C.E.C.A. et d'autre part dans le traité instituant la C.E.E. Nous sommes pour le moment en liaison étroite avec la Haute Autorité pour discuter l'ensemble de la politique énergétique. Vous n'êtes pas sans savoir que nous avons un comité mixte qui débat actuellement ces questions. J'espère que nous connaissons dans un délai raisonnable les résultats de ses échanges de vues. La Haute Autorité prendra alors — d'après ce qui nous a été dit — contact avec nous pour formuler des propositions en vue de la coordination des politiques énergétiques. A cette occasion, nous serons aussi appelés à examiner les questions de concurrence. Je ne vous tairai cependant pas qu'il s'agit là d'un problème très difficile. En effet, nous devons partir du fait que les dispositions des traités diffèrent réellement sur ce point. Il faudra se demander jusqu'à quel point cette différence se justifie par la diversité des branches de l'économie dont il s'agit.

M. Kreyssig a fait quelques observations à propos d'un aperçu qu'il aimerait avoir sur les cartels et les systèmes d'aide. Il va sans dire que nous examinerons cette question.

Je pense avoir ainsi traité les principales questions qui ont été posées. Pour terminer, il me sera permis de revenir sur une observation de M. Deringer. Celui-ci a dit très justement que le développement matériel du droit est d'une importance extrême. Abstraction faite des objectifs de la politique de concurrence, il s'agit naturellement du problème de l'interprétation de l'article 85, paragraphes 1 et 3. Cette année, nous nous attacherons certainement à donner un contenu matériel à ces dispositions qui se bornent à

tracer le cadre général du droit régissant la concurrence.

(Applaudissements.)

M. le Président. — M. Kreyssig a demandé la parole pour poser une autre question.

M. Kreyssig. — (A) Monsieur le Président, je désire simplement poser une question à M. von der Groeben. Il a exposé quelles sont les mesures que la Commission de la Communauté Economique Européenne se propose de prendre dans un proche avenir et à ce propos il a dit plusieurs fois « l'année prochaine ». J'aimerais être au clair. S'agit-il de l'année 1960 ou vouliez-vous parler — comme si nous étions encore avant la Saint-Sylvestre — de la présente année qui compte aujourd'hui sept jours ?

M. von der Groeben, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — (A) Il s'agit de cette année, Monsieur le Président.

M. le Président. — La parole est à M. De Groote, qui interviendra au nom de la Commission de l'Euratom.

M. De Groote, membre de la Commission de l'Euratom. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'honorable rapporteur a fait une allusion, extrêmement discrète d'ailleurs, au problème de marché commun qui se pose pour l'Euratom.

Cette allusion me donne l'occasion d'informer l'Assemblée que, depuis le premier janvier, c'est-à-dire depuis sept jours, le marché commun nucléaire est intégralement réalisé. En effet, les produits nucléaires, les matières combustibles peuvent, depuis le début de cette année, circuler librement, sans perception de taxes et sans restrictions quantitatives.

La Communauté est entourée d'un tarif extrêmement bas. Si je devais en donner la moyenne, je pourrais dire qu'elle s'établit entre zéro et 2 %.

De même, en ce qui concerne l'équipement nucléaire, le marché commun est intégralement réalisé dans les six pays ; il y circule librement sans taxes et sans restrictions quantitatives. Le tarif extérieur varie de 6 à 10 %, mais ce qui est important, c'est que nous avons obtenu des

six Etats que les réacteurs ainsi que les approvisionnements d'eau lourde soient exemptés de tout droit pendant trois ans. Après ces trois ans, nous réexaminerons la question avec les divers gouvernements.

Je crois, Monsieur le Président, que c'est là une information relativement importante, puisqu'il s'agit véritablement d'une réalisation intégrale de marché commun.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

L'Assemblée sera appelée à se prononcer ultérieurement sur une proposition de résolution présentée par la commission compétente.

11. — *Ordre du jour*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain jeudi 8 janvier, à 10 heures 30 et à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

— Présentation et discussion du rapport de M. Posthumus sur certaines questions relatives à la politique européenne de l'énergie, soulevées à propos des premiers rapports généraux sur l'activité de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (Doc. n° 53-1958) ;

— Présentation et discussion du rapport de M. Van Campen sur la politique économique à long terme, les finances et les investissements en ce qui concerne la partie du rapport ayant trait à l'activité de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (Doc. n° 54-1958) ;

— Présentation et discussion du rapport de M. Santero sur les parties du premier rapport général de l'Euratom et de celui de la Communauté Economique Européenne qui concernent la sécurité, l'hygiène du travail et la protection sanitaire (Doc. n° 43-1958).

La séance est levée.

(La séance est levée à 19 h 25.)

SESSION DE JANVIER 1959

SEANCE DU JEUDI 8 JANVIER 1959

Sommaire

1. Procès-verbal	31	mission de la C.E.E.; De Groote, membre de la Commission de l'Euratom; Leemans; Posthumus, Van Campen, rapporteurs; le Président.	47
2. Excuses	32	6. Sécurité, hygiène du travail et protection sanitaire. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Santero, fait au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire :	
3. Politique européenne de l'énergie et politique économique à long terme de l'Euratom. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Posthumus, fait au nom de la commission pour la politique énergétique et de la première partie d'un rapport de M. Van Campen, fait au nom de la commission de la politique économique à long terme, des questions financières et des investissements :		M. Santero, rapporteur	81
M. Posthumus, rapporteur	32	MM. Ratzel, Bertrand, Rubinacci; Medi, vice-président de la Commission de l'Euratom; Petrilli, membre de la Commission de la C.E.E.; Santero, rapporteur; le Président ...	84
M. Van Campen, rapporteur	38	7. Modifications dans la composition des commissions	97
MM. Leemans, Conrad	40	8. Ordre du jour	97
Suspension et reprise de la séance ...	46		
4. Nomination des membres des commissions de l'Assemblée	46		
5. Politique européenne de l'énergie et politique économique à long terme de l'Euratom. — Suite de la discussion des rapports de MM. Posthumus et Van Campen :			
MM. Burgbacher, président de la commission pour la politique énergétique; Deist; Duvieusart, le Président; Coppé, vice-président de la Haute Autorité; Marjolin, vice-président de la Commission de la C.E.E.; von der Groeben, membre de la Com-			

PRESIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

(La séance est ouverte à 10 h 35.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — Procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. -- *Excuses*

M. le Président. — MM. Janssens, Motz, Battaglia, G. Martino, Maurice-Bokanowski, Hamani Diori, Riviérez, Berthoin, Pinay, Rochereau et Schaus s'excusent de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

3. — *Politique européenne de l'énergie et politique économique à long terme de l'Euratom*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Posthumus, fait au nom de la commission pour la politique énergétique, sur certaines questions relatives à la politique européenne de l'énergie soulevées à propos des premiers rapports généraux sur l'activité de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

La parole est à M. Posthumus, rapporteur.

M. Posthumus, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, en vous présentant aujourd'hui le second rapport de votre commission pour la politique énergétique dans le cadre de la discussion qui se poursuit sur la situation de l'Europe dans le domaine de l'énergie, je suivrai dans les grandes lignes les divisions que votre commission a adoptées dans ce second rapport.

Il me sera toutefois permis de faire quelques remarques qui ne se rattachent pas directement à ce rapport. Vous vous rappelez que dans le rapport que votre commission avait établi en juin 1958, la discussion sur une politique européenne de l'énergie s'était engagée surtout avec la Haute Autorité, et cela sur la base de quelques principes que celle-ci avait énoncés au chapitre II de son « Sixième rapport général » qu'elle venait de soumettre à notre Assemblée.

On a pu remarquer alors que la Haute Autorité qui avait été chargée, en vertu du protocole du 8 octobre 1957, de la coordination et de la préparation de la politique énergétique européenne — une mission qui est restée la sienne — s'est proposé de soumettre au Conseil de Ministres, avant le mois de janvier 1959, des propositions détaillées sur la politique de l'énergie qu'il s'agissait de concevoir et de réaliser. Nous savons que

la Haute Autorité n'est pas demeurée inactive dans ce domaine ; il n'empêche que rien ne nous a encore été dit au sujet de ces propositions détaillées qui nous avaient été promises.

De plus en plus, votre commission se rend compte de ce qu'une politique énergétique coordonnée et cohérente, conçue à long terme, est absolument nécessaire si on veut échapper à la situation toujours plus chaotique dans laquelle se trouve l'approvisionnement en énergie de nos six pays et, partant, celui de l'Europe. Il est difficile de se refuser à l'impression que, comparées aux mesures qui s'imposent, les louables tentatives de parvenir par des contacts réguliers à une politique cohérente des trois exécutifs sont nettement insuffisantes et ne représentent guère plus qu'une série de rencontres accidentelles.

Dans ces contacts entre les trois exécutifs, c'est-à-dire entre les membres des exécutifs et entre leurs services, il est très certainement impossible d'apercevoir une procédure garantissant qu'une politique européenne cohérente de l'énergie sera menée. C'est là une question sur laquelle, lors de notre dernière session, votre commission a déjà attiré votre attention en se fondant sur un rapport de juin 1958.

Il est à notre avis nécessaire que les trois exécutifs déclarent expressément et sans tarder, chacun pour son compte, qu'ils se considèrent responsables du secteur de l'énergie qui relève de la compétence de chacun d'eux : la production charbonnière de celle de la Haute Autorité de la C.E.C.A., l'énergie atomique de celle de la Commission de l'Euratom et — troisième source, et qui n'est certainement pas la moins importante — l'approvisionnement en pétrole et produits pétroliers, en gaz naturel européen et en produits pétroliers européens, de la compétence de la C.E.E.

Quoi qu'il en soit, il faudra parvenir à une politique énergétique cohérente et conçue à long terme, une politique coordonnée entre les trois exécutifs. Le temps nous presse et il faut concevoir au plus tôt cette politique de l'énergie, l'adopter et la traduire en actes.

Dans le rapport que votre commission a publié en décembre 1958, il est montré plus clairement encore que dans celui de juin 1958 quels sont les problèmes devant lesquels nous sommes placés. Ce rapport de votre commission pour la politique énergétique que j'ai l'honneur de vous présenter

aujourd'hui se divise en trois parties : tout d'abord, une brève analyse de l'évolution structurelle de l'approvisionnement de l'Europe en énergie, telle que cette évolution se fera probablement ; ensuite quelques indications sur les chapitres des rapports de la Commission de la C.E.E. et de celle de l'Euratom qui concernent d'une manière ou d'une autre la structure de l'énergie et de l'approvisionnement en énergie, ces rapports dont nous avons à nous occuper dans notre présente session ; enfin quelques remarques de votre commission qui peuvent être considérées comme une tentative de préciser, en guise d'introduction au présent débat, les directives en vue d'une future politique de l'énergie.

Je ferai maintenant quelques observations sur la première partie de notre rapport, celle où nous donnons quelques indications sur la situation de l'Europe en matière d'énergie, et je me permets de vous faire remarquer — encore que ce soit là un fait connu depuis de nombreuses années — que, si on considère les valeurs relatives, l'Europe fournit dans une mesure toujours moindre sa contribution à la satisfaction de ses besoins d'énergie, des besoins qui, pour ce qui est de l'énergie primaire, portent principalement sur la houille, le pétrole et le gaz naturel, sans compter l'énergie hydraulique.

C'est un fait généralement admis que, vu que nos besoins s'accroissent dans une forte mesure et que les possibilités de la production européenne sont limitées, la part de l'énergie importée en Europe augmente constamment. Aussi le propos que les « Trois Sages » de l'Euratom ont formulé dans leur rapport est-il de parvenir à partir de 1960 et par le moyen de l'énergie nucléaire à une stabilisation des importations. L'idée qui est à la base de leur rapport et la tâche qu'ils ont fixée étaient celles-ci : il s'agit pour l'Europe, tout en maintenant la production européenne d'énergie et en l'accroissant même, de parvenir à la longue à produire elle-même suffisamment d'énergie par la fission nucléaire pour qu'en dépit du développement des besoins l'importation puisse être stabilisée à un certain moment qui se situerait entre 1961 et 1970.

Ce programme suppose par conséquent d'abord une production continue, voire croissante, d'énergie de source européenne, notamment de houille. Il suppose d'autre part une importation continue, tout d'abord croissante, de pétrole, de produits pétroliers et de charbon en provenance d'outre-mer, cette importation pouvant cependant à la longue être stabilisée à un certain niveau. Ce

programme suppose enfin que la production énergétique par le moyen de la fission nucléaire sera rapidement entreprise et qu'à partir de 1960 elle apportera une contribution substantielle à notre approvisionnement.

Nous aurions tous beaucoup aimé que cette belle image, cette belle tâche que les « Trois Sages » de l'Euratom nous ont proposée se soit effectivement traduite dans la réalité. Bien malheureusement, tel n'est pas du tout le cas. J'espère cependant que nous pourrions dire que ce « malheureusement » n'est pas entièrement justifié.

L'image que l'on nous a proposée doit être corrigée à deux égards.

Elle doit être corrigée tout d'abord du fait que l'énergie nucléaire fera son apparition plus tard qu'on ne l'avait pensé. Voilà qui est regrettable ; plusieurs orateurs ont exprimé très nettement ce regret devant notre Assemblée, notamment M. Burghbacher, président de votre commission pour la politique énergétique. Il est fâcheux que cette énergie nucléaire vienne à nous à un rythme plus lent que les « Trois Sages » ne l'avaient prévu à l'origine.

Je vous dirai cependant, si vous me le permettez, que ce retard, regrettable en soi, ne doit pas nous faire tomber dans l'autre extrême : ne nous abandonnons pas à une sorte de pessimisme du fait que pour l'instant l'énergie nucléaire ne jouera guère de rôle. Au contraire, il nous fait faire en sorte — et à ce propos, je m'adresse plus particulièrement à la Commission de l'Euratom — que ce regrettable retard devienne pour nous un encouragement additionnel qui nous amène à développer l'énergie nucléaire à un rythme aussi vigoureux que possible.

En second lieu, l'image que les « Trois Sages » de l'Euratom nous ont présentée se trouve faussée par une tendance nouvelle qu'ils ne pouvaient alors pas prévoir : je veux parler du fait que l'énergie d'origine européenne — c'est toujours le charbon qui en est la source principale — commence à revenir plus cher, pour les utilisateurs européens, que l'énergie d'importation qui nous parvient soit sous forme de pétrole, soit sous forme de charbon d'outre-mer.

Je sais que dans la concurrence entre le pétrole et le charbon un certain nombre de facteurs techniques entrent en jeu, mais je crois que, si on

fait une comparaison entre l'énergie européenne et l'énergie d'importation, on peut conclure avec un maximum de certitude que l'écart entre les prix devant lequel l'utilisateur européen se trouve placé est à l'origine de la préférence qui est accordée à la houille américaine sur la houille européenne ; il explique aussi pourquoi la houille européenne est de plus en plus remplacée par le pétrole importé, principalement du Moyen-Orient. J'aimerais bien entendre par la bouche de M. Coppé — il me permettra sans doute de m'adresser directement à lui, car il est non seulement le symbole, mais aussi l'incarnation de la politique coordinatrice que la Haute Autorité mène dans le secteur de l'énergie — j'aimerais bien apprendre de lui s'il est d'accord avec cette idée général qu'il existe une tendance en vertu de laquelle le coût de l'énergie d'importation augmentera, et je vais m'exprimer maintenant avec beaucoup de prudence, à un rythme plus lent que le coût de l'énergie d'origine européenne ; et j'aimerais qu'il me dise s'il n'est pas exact que de ce fait l'écart que l'acheteur observe entre les prix moyens de l'énergie européenne et ceux de l'énergie importée — à cet égard, les fluctuations des frets jouent un rôle, je le sais fort bien — augmentera au détriment de l'énergie européenne.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais aussi recevoir sur un autre point des renseignements plus détaillés de la Haute Autorité, un point sur lequel je sais qu'elle s'est livrée à des études dans le cadre de la préparation de sa politique énergétique. Peut-elle nous renseigner sur le rapport entre l'accroissement du revenu national brut et l'accroissement de la consommation d'énergie ?

Là encore, me semble-t-il, on peut apercevoir une tendance qui n'est pas sans importance en ce qui concerne l'établissement de prévisions ; alors qu'au début, tout de suite après la guerre, l'accroissement fort compréhensible de la consommation d'énergie en Europe était très élevé — j'ai entendu parler de 5 à 6 % par an — du moins plus fort que l'accroissement du revenu national brut, cet accroissement de la consommation d'énergie s'est atténué progressivement au cours des années qui ont suivi. Ce phénomène n'est certainement pas sans lien avec le fait que l'utilisation dernière de l'énergie chez le consommateur final est toujours meilleure, plus efficace et plus rationalisée, un processus dont rien ne me fait croire qu'il soit près de sa fin et qui — la Haute Autorité pourra peut-être confirmer cette idée — aura sûrement aussi une influence sur les prévisions à venir.

Monsieur le Président, de l'avis de votre commission pour la politique énergétique, l'évolution que je viens d'esquisser, et surtout la seconde partie de celle-ci, est venue modifier au début l'image que nous offrait le développement de l'énergie en Europe ; cette évolution, je crois pouvoir la caractériser en deux mots : dégradation du rapport entre l'énergie européenne et l'énergie importée. Même s'il est vrai que l'on ferait mieux de liquider au plus tôt les mines non économiques, les mines non rentables, il reste souhaitable que la production européenne d'énergie, notamment la production de houille, soit pour le moins, en chiffres absolus, maintenue au niveau actuel.

Au cours de ces dernières années, la Haute Autorité a visé, dans ses estimations et ses plans, à une augmentation de l'extraction de houille européenne.

Les « Trois Sages » de l'Euratom ont aussi tenu compte, dans le tableau qu'ils ont fait, d'un accroissement persistant de la production de houille européenne, encore que nous soyons naturellement tous d'accord pour penser que la part relative de la production de houille européenne dans l'approvisionnement total en énergie diminuera encore. Sur ce point, aucun doute ne peut subsister chez personne.

Mais nous nous trouvons à ce propos devant une question décisive, Monsieur le Président. Devons-nous laisser se poursuivre le processus de dégradation et de substitution ou bien faut-il prendre une sérieuse détermination, engager une action très ferme aux fins de maintenir du moins le niveau — en valeurs absolues — de la production de houille européenne ?

Si je pose cette question, c'est pour montrer que nous sommes devant une alternative : ou bien pour le moins maintenir la production européenne de houille, ou bien la réduire peu à peu.

La fermeture des mines marginales ne suscite évidemment pas d'objections ; mais si la situation actuelle devait se prolonger, on pourrait peut-être se sentir tenté de fermer les mines qui, tout en étant rentables, ne le sont que médiocrement. On arriverait finalement à n'avoir plus que des mines très rentables.

L'intention des « Trois Sages » n'était pas d'atteindre, comme résultat dernier de leur effort, que la production européenne d'énergie classique

soit remplacée par de l'énergie nucléaire, car cette substitution aurait pour conséquence que l'importation — qu'ils voulaient au contraire stabiliser — continuerait à augmenter. En effet, ce que l'on se propose, c'est que l'énergie nucléaire se substitue aux excédents d'importation, mais le danger est que l'énergie nucléaire serve à remplacer non les excédents d'importation, mais bien la production de houille européenne.

Ainsi voyons-nous une fois de plus combien la situation dans laquelle nous sommes est difficile.

Dans la première partie du rapport, de caractère analytique, un certain nombre de questions sont encore soulevées.

Tout d'abord, on demande le développement des réserves mondiales. Je me réfère à notre rapport où il est dit que selon les estimations des géologues les réserves mondiales de charbon — ce qui n'est hélas pas synonyme de réserves européennes de charbon — suffisent à assurer pendant quelques siècles une consommation équivalente à celle d'aujourd'hui ; ces mêmes savants estiment d'autre part que les réserves mondiales de pétrole, calculées d'après les gisements actuellement connus et la consommation actuelle, ne suffisent que pendant 40 ans. Cela signifierait donc que si la consommation s'accroît, ces laps de temps diminueront en conséquence.

J'ajoute qu'il faut être extrêmement prudent dans l'estimation des réserves géologiques. Il est arrivé qu'une mine qui devait être épuisée en cinq ans a encore tenu cinquante ans. Il se peut qu'il en aille de même pour le pétrole. Au surplus, l'extraction pétrolière utilise actuellement des méthodes de forage qui permettent de descendre plus bas, ce qui semble ouvrir des perspectives plus larges.

Si je mentionne ces estimations géologiques, c'est pour montrer qu'il est possible — et voici qui est important pour nous — qu'à un moment donné, par exemple dans 30, 40 ou 50 ans, la houille, également la houille européenne, soit peut-être redevenue relativement meilleur marché que le pétrole d'importation. Si nous avions alors fermé nos mines et liquidé les installations dans lesquelles de grands capitaux ont été investis, il pourrait bien apparaître que nous avons commis une grande erreur.

En second lieu, nous avons demandé dans le rapport quelle est l'influence que les coûts de

l'énergie exercent sur le prix coûtant total d'un produit. Cette question a son importance pour les conclusions que nous devons tirer quant à la politique à suivre. Il est des gens qui défendent l'idée qu'il faut avoir un marché de l'énergie entièrement libre, une liberté d'importation complète et de même une entière liberté d'utiliser la forme d'énergie la meilleur marché que l'on puisse trouver, où que ce soit ; à l'appui de leur thèse, ils disent : de ce fait, le produit final en vue duquel l'énergie est utilisée sera le moins cher et notre position concurrentielle sur le marché mondial sera la plus forte.

Dans un sens général, ils ont raison, mais leur thèse appelle néanmoins quelques réserves. Il se peut que, du moins pour certains produits, la part du coût de l'énergie dans le coût global soit si mince qu'une légère augmentation de ce coût ne peut pas nuire à la position concurrentielle sur le marché européen. Dans le rapport que votre commission a adressé à l'Assemblée, il est dit que pour un certain nombre de produits cette part est faible et que pour un certain nombre d'autres cette part du coût de l'énergie est considérable.

Quant à la seconde partie de notre rapport, je pourrai être bref. Nous y parlons non seulement des travaux des deux exécutifs qui ont soumis leurs rapports à l'Assemblée, nous y faisons aussi quelques remarques sur le troisième exécutif qui, chaque fois qu'il est question de politique de l'énergie, est toujours intéressé : je veux parler de la Haute Autorité.

J'espère que nous assisterons à certaines réactions de ce côté à propos des remarques faites dans cette seconde partie du rapport. Je songe notamment à la responsabilité qui incombe à la Commission de la C.E.E. en ce qui concerne le secteur de l'énergie qui relève de sa compétence.

Dans quelle mesure suis-je autorisé à faire connaître dans cette séance publique les communications que la Commission de la C.E.E. a faites à la commission pour la politique énergétique ? Je ne le sais, mais il m'est sans doute permis de dire que je serais fort aise que M. Marjolin nous donne encore des détails, dans cette réunion publique, sur les pouvoirs que la Commission de la C.E.E. a en cette matière. En outre, j'espère que la Commission de l'Euratom nous donnera, pour sa part également, des renseignements plus détaillés sur le développement de la production d'énergie.

La Commission de l'Euratom aura remarqué que dans cette seconde partie de notre rapport nous exprimons certaines inquiétudes quant à sa récente estimation de l'évolution à venir. Je songe notamment aussi aux données qui figurent dans son rapport sur la situation des industries nucléaires — il s'agit du tableau que l'on trouve aux pages 114 et 115 — et d'où il ressort que l'évolution ne se fait pas encore d'une façon satisfaisante.

Nous nous demandons à ce propos si la Commission de l'Euratom et les services et organismes que cette évolution intéresse ne devraient pas s'efforcer plus énergiquement de se mettre en marche. Nous nous demandons de même si de suffisantes possibilités s'offrent à la Commission de l'Euratom de favoriser cette évolution et si elle en a aussi les pouvoirs. Au cas où ces possibilités et ces pouvoirs lui seraient offerts, il faudrait se demander si elle en fait suffisamment usage ; et dans la négative, il faudrait se demander quels sont les moyens que la Commission de l'Euratom a de stimuler cette évolution.

Pour l'heure, et sans vouloir faire le moindre reproche à la Commission de l'Euratom, je déclare que nous avons l'impression que ces développements sont vraiment encore trop lents.

En troisième lieu — et je vais m'adresser maintenant aux trois exécutifs à la fois — je répéterai ce que j'ai dit précédemment déjà, à savoir qu'il est nécessaire de parvenir à une politique coordonnée et cohérente. Voilà un point sur lequel votre commission n'est vraiment pas rassurée.

Enfin, je dirai encore quelques mots de la troisième et dernière partie du rapport.

C'est la plus importante pour la discussion dans laquelle j'espère que nous allons nous engager sous peu. Les suggestions qu'on y trouve et les vœux et les pensées qui seront exprimés au cours du débat permettront à l'Assemblée parlementaire d'encourager les exécutifs à mener une politique plus concrète.

Il se peut fort bien que la Haute Autorité n'ait encore fait aucune proposition au Conseil parce qu'elle a voulu attendre qu'un échange de vues ait eu lieu dans cette salle. Voilà qui est très flatteur pour l'Assemblée parlementaire et je souhaite que quelques suggestions précises puissent se dégager de cet échange de vues.

Résumant en quelques mots cette dernière partie, je ferai remarquer que déjà dans notre rapport de juin 1958 nous avons plaidé la cause de l'égalité des positions concurrentielles entre les formes d'énergie européenne et les formes importées. Nous avons signalé le fait que l'octroi de facilités fiscales à l'égard de différentes formes d'énergie peut renfermer le germe de certaines discriminations. A notre avis, il n'est pas exclu que, par l'effet de mesures fiscales, l'énergie importée, comparée à celle qui est produite en Europe, puisse jouir d'un régime de faveur. Si je suis bien renseigné, tel serait effectivement le cas, du moins dans un des pays de la Communauté.

S'agira-t-il, quant à ses conséquences, d'une forte discrimination ? Je l'ignore, mais je prie instamment la Haute Autorité d'agir de concert avec les deux autres exécutifs pour prévenir toute multiplication de discriminations de cette sorte.

Il existe encore d'autres possibilités de discrimination ; le rapport de votre commission les signale d'ailleurs. Je songe notamment aux discriminations qui peuvent se produire dans le secteur de la réglementation des prix. Il n'est pas impossible qu'il se produise, dans la manière de traiter l'énergie produite en Europe et l'énergie importée, une différence qui agit également au détriment de l'énergie d'origine européenne.

Bien entendu, il faut que nous demeurions objectifs. Nous ne devons pas parler seulement de la possibilité de discrimination qui joue au détriment de l'énergie européenne. Un examen plus attentif pourrait bien faire apparaître que l'énergie importée est traitée, d'une manière ou d'une autre, moins favorablement que l'énergie indigène. En tout état de cause, il faudra voir clair dans ce domaine. J'insiste auprès des trois exécutifs, notamment auprès de la Haute Autorité de la C.E.C.A. et de la Commission de la C.E.E., et les prie de faire en sorte, d'un commun accord, que dans le domaine des prescriptions relatives aux prix on parvienne à traiter de façon égale, de façon harmonisée l'énergie importée et l'énergie produite en Europe.

Et maintenant, ma dernière question. Qu'advient-il si les conditions de concurrence pouvaient être parfaitement égalisées pour l'énergie européenne et pour l'énergie importée et qu'il apparaisse néanmoins que — phénomène structurel — l'énergie importée continue à être relativement moins chère ? Qu'advient-il si de ce fait un processus de substitution intervenait

malgré tout, jouant en défaveur de l'énergie produite en Europe, et menaçait de conduire à la suppression progressive de notre production européenne d'énergie et notamment à la fermeture des mines de charbon rentables ? Devrions-nous accepter pareille évolution ? Devrions-nous nous inspirer de considérations strictement économiques et dire que, dès lors qu'il apparaît que le coût de production de l'énergie européenne devient trop élevé, il ne nous reste qu'à plier bagage ? Ou bien pouvons-nous faire valoir des motifs et des arguments qui puissent pour le moins tenir la balance à cette thèse ?

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous rappelle ce que j'ai dit de la situation dans le domaine des stocks. Il se pourrait fort bien que dans quelques dizaines d'années l'utilisation de la houille apparaisse de nouveau et malgré tout plus avantageuse que celle du pétrole et de ses dérivés. Je songe au problème de la sécurité politique que la Haute Autorité a évoqué dans son « Sixième rapport général », notamment à ces stagnations de la livraison du pétrole qui peuvent brusquement se produire.

Mais on peut imaginer encore d'autres facteurs d'insécurité politique par l'effet desquels une Europe qui ne produit elle-même pas davantage d'énergie se rend entièrement tributaire d'autrui et voit sa position devenir très dangereuse.

Je songe à l'argument de la balance des paiements. Je songe particulièrement à l'ensemble des motifs d'ordre social qui nous mettent en garde contre toute décision précipitée, qui pourrait avoir des conséquences dramatiques pour les personnes qui travaillent dans le secteur en question.

De plus, Monsieur le Président, qu'arrivera-t-il s'il nous est impossible d'accepter sans plus cette position économique extrémiste et que les considérations auxquelles nous nous livrons nous amènent à conclure que la production européenne d'énergie, notamment une production de houille européenne, doit être maintenue ? Quelles mesures allons-nous conseiller, suggérer, soumettre aujourd'hui à la Haute Autorité et aux deux autres exécutifs, afin qu'ils puissent faire leur choix ?

Dans l'analyse des faits devant lesquels nous nous trouvons, votre commission est unanime, et elle l'est aussi — je puis bien le dire, Monsieur le Président — à penser que ce point de vue économique extrémiste est insoutenable et qu'il faut

en conséquence prendre des mesures en vue de conserver une production rentable de houille européenne. Mais cela signifie qu'il faut être résolu à améliorer cette production, à la moderniser et à faire pour les années qui viennent de très substantiels investissements.

Votre commission n'est pas unanime — mais je devrais plutôt dire ; n'est pas encore unanime — sur la question des mesures qui doivent être prises dès lors que l'on est d'accord sur ce premier point. En effet, Monsieur le Président, on aperçoit deux voies qui s'offrent pour résoudre ce problème de façon satisfaisante.

La première voie, c'est la possibilité — elle a été signalée déjà plus l'une fois, également au cours du débat sur les stocks de charbon — de mener une politique commerciale commune, d'organiser une importation réglée, non entièrement libre ; mais cette politique de l'importation doit alors se doubler d'une politique de production qui nous soit propre. Il ne s'agit pas le moins du monde de donner dans l'autarcie, ni non plus de fermer le marché européen ; il s'agit simplement de créer un marché ordonné et de le mettre à la place d'un marché libre, mais tout à fait chaotique.

Toute autarcie est d'ailleurs exclue d'emblée, puisque pour l'instant tout nous porte à croire que nous aurons besoin d'énergie d'importation en des quantités sans cesse croissantes.

Voilà la première voie.

La deuxième voie, c'est la possibilité qu'ont les exécutifs européens ou les autorités nationales — qui sont dans cette sorte de cas les seuls « Père Noël » qui puissent faire quelque chose — de mener délibérément une politique d'aide grâce à laquelle des entreprises modernisées pourront fournir de l'énergie primaire capable d'affronter la concurrence de l'énergie importée. Mais, dans ce cas, des garanties devront être données quant à l'utilisation juste et rationnelle de ces moyens d'aide.

Je dois me contenter de cette prudente allusion à la seconde voie qui s'offre. Il se peut aussi, Monsieur le Président, qu'on en arrive à une combinaison des deux manières de faire.

J'espère que ce sera surtout la dernière partie de notre rapport, celle où il est parlé, encore que fort prudemment, des voies qui permettent de

sortir de l'impasse, qui éveillera votre curiosité dans la discussion que j'ai eu l'honneur d'introduire.

Pour terminer, je remercierai encore la commission pour la politique énergétique qui m'a prêté son précieux appui et qui a été unanime à approuver, tel qu'il a été établi, ce rapport que je livre à la discussion de l'Assemblée parlementaire.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Conformément à l'ordre du jour, la parole est à M. Van Campen pour la présentation de la partie de son rapport relative à la politique économique à long terme, aux finances et aux investissements de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

M. Van Campen, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, mon compatriote et collègue-rapporteur, M. Posthumus, ne m'en fera certainement pas grief si je prends la parole tout de suite après son intervention pour attirer l'attention de l'Assemblée parlementaire et de la Commission de l'Euratom sur la partie du rapport de la commission de la politique à long terme où il est question des travaux de l'Euratom.

Je sais que la Commission de l'Euratom ne pourra pas assister à la réunion à laquelle ce rapport sera discuté : aussi vous suis-je très reconnaissant, Monsieur le Président, d'avoir bien voulu mettre maintenant à l'ordre du jour la partie du rapport de notre commission où nous prions la Commission de l'Euratom de répondre à certaines questions.

Cette manière de procéder me semble d'ailleurs offrir quelques avantages. Il se peut que, dans les discussions de la semaine prochaine qui auront lieu à la suite de la présentation de notre rapport, le problème monétaire sera évoqué, un problème qui est en effet devenu très actuel. Je ne serais pas surpris que cette question devienne, si je puis dire, le plat de résistance dans les débats de la semaine prochaine et il se peut fort bien que, de ce fait, les travaux auxquels se livre la Commission de l'Euratom dans le domaine des investissements qui se rattachent au développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire dans notre Communauté ne soient pas examinés avec l'attention qu'ils méritent indubitablement. C'est pourquoi je me félicite d'avoir l'occasion de parler maintenant de ce sujet, et je vous remercie tous

deux, Monsieur le Président et Monsieur le Rapporteur, de m'avoir permis de le faire.

Le rapport de notre commission a fait une large place aux problèmes de la politique régionale qui est un des aspects les plus importants d'une politique à long terme de la Communauté. Dans cette politique régionale, l'aide aux régions moins développées joue un grand rôle et je crois pouvoir dire que la contribution de la Communauté à l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations habitant les régions de la Communauté qui, du point de vue économique et social, sont demeurées au-dessous du niveau de vie moyen, sera la pierre de touche qui permettra de mesurer le succès de notre entreprise commune.

Peut-être pourrait-on dire aussi que ce que le développement de la sécurité sociale a été, pendant la première moitié du xx^e siècle, pour le rapprochement des différents éléments de la population, la politique régionale devra l'être, pendant la seconde moitié de ce siècle, pour le rapprochement des niveaux de vie dans les différentes régions.

De même qu'à l'heure actuelle la sécurité sociale a cessé d'être considérée comme une charge sociale uniquement et qu'elle apparaît au contraire comme un facteur positif, notamment comme un facteur de stabilisation dans l'économie, ainsi les résultats d'une politique régionale dynamique tireront demain leur signification et leur importance de ce qu'ils auront permis de consolider et d'élargir la base économique de la Communauté.

Je pose donc, prenant prétexte du paragraphe 20 de notre rapport, la question suivante à la Commission de l'Euratom : Quelle pourra être sa contribution à la solution du problème des régions sous-développées, notamment de l'Italie méridionale, du Centre-Midi français et de certaines parties de l'Allemagne ?

Peut-être m'objectera-t-on que les régions sous-développées sont surtout des contrées agricoles et que la principale difficulté provient de la structure imparfaite, non rationnelle, des entreprises en question ; trop de travailleurs, dira-t-on, dans une exploitation trop exigüe.

Je répondrai qu'il est impossible de résoudre ce problème agricole sans créer dans l'industrie des emplois pour les travailleurs qui seront en surnombre à la suite de l'agrandissement des entreprises agricoles et de leur rationalisation et

modernisation ultérieures, une transformation qui pourra augmenter leurs besoins de capitaux.

Et je pose la question suivante : La Communauté de l'énergie atomique peut-elle contribuer à cette industrialisation des régions insuffisamment développées ?

Au paragraphe 20 de notre rapport, vous pouvez lire que notre commission s'est demandé dans quelle mesure la création de centrales atomiques dans des régions économiquement sous-développées peut contribuer à leur relèvement. A ce propos, la Commission de l'Euratom a déclaré qu'il était impossible de construire une centrale atomique dans une région où l'énergie produite ne peut pas encore trouver de débouchés suffisants.

Or, votre commission pense qu'il ne sert à rien de se demander s'il vaut mieux construire des centrales sans avoir suffisamment d'acheteurs d'énergie ou commencer par installer de nouvelles entreprises industrielles, même en l'absence de sources d'énergie suffisantes. Elle estime que la construction de centrales d'énergie peut et doit aller de pair avec l'installation d'industries nouvelles dans les régions en question.

« La création de centrales nucléaires, lit-on dans le rapport, présente par ailleurs l'avantage suivant : la durée relativement longue de la construction (environ 4 ans) permet, pendant ce laps de temps, d'installer progressivement des entreprises. Par ailleurs, le transport de la matière première joue un rôle très modeste pour l'énergie nucléaire, contrairement à ce qui est le cas pour les centrales thermiques classiques. »

Sur ce point — voici ma question — de nouvelles conceptions se sont-elles fait jour à la Commission de l'Euratom ? Je serais heureux que la Commission me dise quelle est à ce propos sa manière de voir.

Dans notre rapport, nous avons fait remarquer à plusieurs reprises qu'un rythme continu des investissements est une des conditions essentielles de la politique économique à long terme.

Aux termes de l'article 2 du traité de l'Euratom, une des tâches de la Commission de cette Communauté consiste à faciliter les investissements dans le domaine de l'énergie nucléaire. Un premier pas dans ce sens — et combien important ! — est la conclusion de l'accord entre l'Euratom et les Etats-Unis d'Amérique au bas

duquel les signatures ont été apposées le 8 novembre 1958 à Bruxelles.

Déjà dans sa résolution de juin 1959, l'Assemblée parlementaire s'était félicitée de la conclusion de cet accord qui, outre la promesse d'un crédit pouvant s'élever à 135 millions de dollars à taux d'intérêt réduit pour le financement des investissements, contient un certain nombre de dispositions importantes sur la collaboration entre les Etats-Unis et la Communauté dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de souligner une fois de plus l'importance de cet emprunt en tant que contribution au financement des investissements dans l'industrie nucléaire. Mais comment se fera, pratiquement, ce financement américain ?

L'accord conclu avec les Etats-Unis est ce qu'on appelle un accord de cadre. Devons-nous l'entendre en ce sens que l'Export-Importbank qui, si j'ai bien compris, est chargée de procurer ces prêts, accordera directement des crédits d'investissements à des entreprises d'Etat, semi-étatiques ou privées qui se proposent de produire de l'énergie atomique, l'Euratom faisant alors éventuellement fonction de garant ? Ou bien la Communauté de l'énergie atomique va-t-elle être bénéficiaire elle-même de ce prêt, sa mission consistant à transmettre ces crédits aux différents industriels de la Communauté entrant en ligne de compte ?

Si tel devait être le cas, je serais amené à me poser une autre question : Cet emprunt, de même que les crédits qu'à son tour l'Euratom va accorder, figureront-ils dans le budget de l'Euratom ? Il y aurait alors dans l'établissement même du budget une possibilité d'instaurer une responsabilité publique et politique pour les dépenses en question.

Dans l'autre cas — l'Export-Importbank finançant directement sur les indications de l'Euratom — il faut se demander comment la responsabilité publique va pouvoir entrer en jeu.

On pourrait aussi se demander si la Communauté de l'énergie atomique, au cas où elle prêterait à son tour ces fonds, en conservera l'administration et songera à faire intervenir à cet effet par exemple la Banque européenne d'investissement.

Une autre question encore se pose : Lors de la création et du développement d'industries nouvelles dans le domaine de l'énergie nucléaire, les charges du financement, notamment le paiement de l'intérêt, pourront-elles être assumées pendant les premières années ? A cet égard, on peut se féliciter de ce que ces prêts américains, si je suis bien renseigné, soient expressément qualifiés de prêts à un taux d'intérêt réduit.

Pourtant, pendant les années du premier essor, même un taux d'intérêt réduit peut encore être trop élevé. La Commission de l'Euratom pense-t-elle pouvoir obtenir à ce propos des conditions encore plus avantageuses ?

J'en arrive à un troisième point important à propos des investissements que l'Euratom devra favoriser : je veux parler du « dosage » de ceux-ci, tant du point de vue national que dans le cadre de la Communauté, un « dosage » conçu de manière à garantir qu'il y sera procédé dans le cadre de ce qui est économiquement possible.

Dans cet ordre d'idées, le règlement concernant l'obligation de communiquer les projets d'investissement dans les industries nucléaires — il a été publié au *Journal Officiel des Communautés européennes*, n° 17, du 6 octobre 1958 — revêt une grande importance. Cette obligation est tout aussi importante si l'on veut pouvoir suivre le développement de l'industrie nucléaire de manière telle que la Commission de l'Euratom obtienne la possibilité de faire usage des pouvoirs qui lui sont attribués en vue d'orienter et de coordonner ces investissements.

Il me paraît indiqué de vous donner lecture, à ce sujet, d'un passage de notre rapport. Je lis à la page 11, à la fin de l'introduction :

« Précisément à ce propos, votre commission tient à faire remarquer dès maintenant que la manière dont la politique de la Commission de l'Euratom est formulée, au paragraphe 65 du rapport général, peut donner lieu à des malentendus. Bien qu'il faille se prononcer contre toute politique autoritaire des interventions systématiques, comme la Commission le fait au second alinéa de ce même paragraphe 65, on ne doit cependant pas oublier que la Commission a une fonction d'orientation et de coordination à exercer en vue de laquelle le traité lui donne un certain nombre de compétences concrètes. A notre avis, la Commission ne doit pas hésiter à faire usage de ces compétences dès le début, lorsque cela est

indiqué, en vue d'assurer le développement uniforme et rapide de l'énergie nucléaire dans la Communauté. »

Or, je serais très heureux que la Commission de l'Euratom m'apprenne si elle a déjà fait certaines expériences en ce qui concerne l'application de ce règlement relatif à l'obligation de déclarer les projets d'investissement dans le domaine de l'énergie nucléaire. Si la Commission a déjà fait des expériences à cet égard, quelles sont-elles ?

La Commission de l'Euratom a-t-elle déjà eu l'occasion, à ce propos, de faire usage des pouvoirs qui lui ont été attribués ?

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, quelques questions que l'on pourrait se poser après la lecture du rapport de notre commission, du moins en ce qui concerne l'activité de la Commission de l'Euratom. C'est avec le plus vif intérêt que j'entendrai la réponse de la Commission de l'Euratom.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Dans la discussion du rapport de M. Posthumus sur la politique européenne de l'énergie, la parole est à M. Leemans.

M. Leemans. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, dans son excellent rapport sur la politique européenne de l'énergie et dans l'exposé qu'il a fait aujourd'hui à ce sujet, M. Posthumus a évoqué trois séries de problèmes concernant la structure de l'approvisionnement de l'Europe en énergie, les travaux des Communautés et un certain nombre de principes de la politique de l'énergie qu'il s'agit de définir.

Répondre à ces questions que le rapporteur a situées dans un cadre général, serait suffisant, à mon avis, pour informer notre Assemblée qui, je le crois, serait très heureuse si les exécutifs voulaient bien le faire dès aujourd'hui.

Je n'ajouterai donc pas de nouvelles questions à celles de M. Posthumus. Je me permettrai simplement d'apporter quelques précisions dictées par le besoin de clarté que tout le monde éprouve et qui a d'ailleurs été exprimé par la commission pour la politique énergétique ; elles concernent les événements qui se sont produits depuis l'achèvement du rapport de M. Posthumus.

Au paragraphe 45, il est question du programme de recherches de la Commission de l'Euratom. Grâce à l'accord qui a été conclu avec les Etats-

Unis en vue de l'installation de réacteurs nucléaires expérimentaux dans les six pays et grâce à une aide financière de l'Euratom même, des sommes considérables pourront être affectées aux travaux de recherche.

La Commission de l'Euratom peut-elle nous dire si le programme qu'elle a établi pour 1959 contient des projets d'un intérêt scientifique suffisant pour qu'elle puisse utiliser les sommes prévues ? Peut-elle nous indiquer aussi quelle est la nature de ces projets et quel est le montant des dépenses qu'ils nécessiteront ?

Ma deuxième remarque, Monsieur le Président, concerne les travaux du Comité mixte institué en vertu du protocole du 8 octobre 1957 et qui est chargé de définir, grâce à la collaboration des trois exécutifs, une politique européenne de l'énergie. On nous a dit, il y a quelque temps, que les résultats des travaux de ce Comité mixte devaient être communiqués au Conseil de Ministres avant la fin de 1958.

Je répète donc la question que M. Posthumus vient de poser : Ces résultats ont-ils été communiqués et, dans l'affirmative, quelles sont les grandes lignes des travaux du Comité mixte ? Nous posons cette question avec d'autant plus d'insistance que la république fédérale d'Allemagne a pris, au cours du mois de décembre, une mesure qui concerne la politique charbonnière, le libre choix des sources d'énergie, la concurrence entre le charbon et le mazout, une mesure qui semble pour le moins surprenante, surtout pour un étranger qui tente de comprendre les textes et les commentaires sibyllins qui ont été publiés à ce sujet.

L'étonnement qu'avait provoqué cette action a déjà fait place à une vive inquiétude, comme le montre l'article alarmant qui a été publié dans la presse néerlandaise, plus exactement dans le « Nieuwe Rotterdamse Courant » de samedi dernier, au sujet de la déviation des importations allemandes de charbon des ports néerlandais vers Brême et Hambourg, qui constitue, affirme-t-on du côté néerlandais, un détournement de trafic. J'ignore si ces suppositions sont fondées. J'en fais simplement état pour attirer l'attention sur les répercussions indirectes de la trêve qui a été conclue en Allemagne entre le charbon et le mazout.

En effet, les producteurs de charbon et les grandes sociétés pétrolières ont constitué, pour une durée de deux ans, une entente par laquelle

ces dernières se sont engagées à ne plus vendre de mazout à un prix inférieur à celui du marché mondial et à ne pas accaparer la clientèle des producteurs de charbon.

Ainsi la concurrence a-t-elle été éliminée pour cette période de deux ans. Le texte de l'entente a été publié et le gouvernement fédéral doit accorder l'autorisation ces prochains jours. Pour le moment, je m'abstiendrai encore de me prononcer sur l'utilité économique de cet accord.

Je m'étonne cependant de devoir constater qu'une telle initiative ait été prise sur le plan national, au moment même où le Comité mixte est en train de définir les principes d'une politique commune de l'énergie. Nous ignorons quelle a été la réaction du Comité mixte en face de cette mesure concrète qui a été prise dans le domaine de la politique de l'énergie et nous ne connaissons pas non plus la réaction ou l'attitude des deux exécutifs intéressés : la Haute Autorité et la Commission de la Communauté Economique Européenne.

Hier, M. Malvestiti a chanté en des termes fort poétiques les beautés du marché européen et nous avons tous entendu cette glorification avec beaucoup de plaisir.

A son tour, M. von der Groeben nous a indiqué dans les cinq points de son exposé savant et réaliste les tendances et les caractéristiques de la politique de la concurrence et il a évoqué à ce propos les grandes tâches qui, en ce domaine, sont réservées à la direction dont il a la charge. Il nous a confirmé que l'article 85 du traité de la C.E.E. était une règle juridique impérative, mais tout au long de ses déclarations très intéressantes, nous n'avons pas appris ce que la Commission a fait à ce sujet, à supposer qu'elle a entrepris quelque chose, ni non plus si la direction à laquelle il préside a tout au moins une idée sur le point de savoir si le traité est applicable dans le cas de cette trêve qui a été conclue en Allemagne entre le charbon et le mazout.

Nous sommes une assemblée politique et non pas une académie et nous préférierions qu'on nous dise ce qui a été fait au lieu de nous entretenir des aspects théoriques de la politique économique générale.

Aussi aimerions-nous que la Haute Autorité et la Commission de la Communauté Economique Européenne nous disent exactement où en sont les

choses. En effet, quand on lit les comptes rendus qui se succèdent dans la presse, on constate qu'il faudrait presque se livrer à une exégèse pour reconstituer la genèse de l'accord en question. Nous aimerions apprendre en outre si les deux exécutifs ne sont pas d'avis qu'une situation discriminatoire a été créée. A-t-on examiné les conséquences que ces mesures auront pour les autres pays membres qui doivent tous lutter contre une différente élasticité de substitution, comme le fait notamment apparaître un rapport de la Haute Autorité? Nous voudrions aussi savoir si les exécutifs se proposent de donner une priorité générale à la politique commune de l'énergie et quels sont les moyens qu'ils mettront en œuvre dès les prochains jours en vue de mettre sur pied cette politique commune.

En effet, nous constatons qu'à la suite de cette trêve, une réglementation spéciale a été arrêtée pour les prix du mazout et que cette réglementation spéciale semble consister à aligner le prix du mazout en Allemagne sur les prix du marché mondial.

A première vue, cela peut surprendre qu'il faille fixer une réglementation pour obtenir qu'un certain produit soit vendu au prix du marché mondial. Puisqu'une telle réglementation est nécessaire, on en arrive à penser que d'étranges mœurs règnent dans la vente des produits pétroliers et du mazout. Si une réglementation spéciale doit être créée afin que dans un certain pays la vente se fasse aux prix du marché mondial, s'étonnerait-on que nous demandions avec insistance que plus de lumière soit faite sur cette affaire?

De toute évidence, la vente aux prix du marché mondial est pour le secteur du pétrole une exception à la règle.

Qu'en est-il — autre question que je pose aux exécutifs — des prix des produits pétroliers? Qu'en est-il — je pose cette question avec M. Posthumus — de la politique fiscale changeante que les pays de la Communauté appliquent en ce qui concerne le pétrole?

En outre, pour les livraisons de charbon et de mazout, l'accord prévoit des règles qui non seulement portent atteinte à la liberté d'approvisionnement des consommateurs, mais qui créent en même temps un régime spécial pour le marché. Cela montre bien la confusion de la situation en matière de prix du pétrole sur notre marché.

Quant aux répercussions de cette réglementation spéciale sur les autres pays de la Communauté, il serait souhaitable que nous obtenions de plus amples précisions, d'autant plus que la structure du marché des six pays subira à coup sûr les conséquences des mesures qui ont été prises en ce domaine.

Je crois que le gouvernement allemand dont les sentiments européens sont bien connus, et surtout M. Erhard, le célèbre promoteur de l'économie de marché qui caractérise en effet les traités européens, accepteront volontiers — non pas en ce qui concerne la politique qui sera suivie dans un avenir lointain, mais pour ce qui est de celle qu'il faut appliquer dans l'immédiat — de mettre leurs conceptions et leurs initiatives en accord avec la politique de l'énergie, une politique dynamique et solidaire que nous attendons tous de la part des exécutifs européens.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Conrad.

M. Conrad. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, notre rapporteur, M. Posthumus, nous a présenté un rapport intelligemment conçu, un rapport que j'aimerais appeler un rapport d'examen. En effet, on y a posé un diagnostic de médecine interne. A l'examen, on a remarqué qu'il est impossible de dépister toutes les maladies qui affectent l'approvisionnement général en énergie tant que les Commissions européennes n'ont pas recueilli toute la documentation sur le sujet.

Les auteurs de ce rapport ont littéralement crié leur soif de renseignements. Nous devons appuyer la Commission dans sa demande d'enquêtes nouvelles et approfondies, avec un réserve cependant : ces recherches ne doivent pas retarder les décisions.

Nous sommes dans une situation où il ne nous est plus possible d'attendre longtemps encore des propositions et des décisions dans le domaine de la politique de l'énergie. M. Leemans vient de nous signaler ce qui se passe dans les différents pays quand les Commissions européennes n'indiquent pas de voies et ne prennent pas de décisions. Il arrive alors que les expériences les plus surprenantes se fassent.

Je puis vous donner l'assurance, Monsieur Leemans, que les étrangers ne sont pas seuls

du tout à s'étonner de la mise en cartel du charbon et du pétrole ; les gens de la République fédérale ont compris de quoi il en retourne et imaginé sans peine combien ces messieurs de l'Esso, de la Shell, de la B.P. ont dû rire, dans leurs réunions internes, du contrat qui, pour freiner une certaine évolution et mettre une sourdine à leur concurrence, leur a accordé des prix plus élevés, si bien qu'ils peuvent vendre en ce moment leurs produits plus cher qu'ils n'ont jamais encore pu le faire dans la République fédérale. Dans leurs conférences intimes, ces messieurs se seront dit « Maintenant, nous allons toucher beaucoup d'argent en échange de la promesse que nous avons faite de montrer un peu de discrétion pendant deux ans ; mais quand ces deux ans auront passé, cet argent qui nous est tombé du ciel nous permettra d'aller d'autant plus joyeusement de l'avant.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, pareille évolution, je vous le demande, ne s'expliquerait-elle pas, en partie, du fait que jusqu'à présent ni l'Assemblée parlementaire ni les Commissions européennes n'ont encore pris les décisions nécessaires ?

M. Coppé, membre de la Haute Autorité, avait promis que les conclusions seraient tirées au plus tard à la fin de décembre 1958 et que des propositions seraient soumises en conséquence. M. Posthumus s'en est inquiété et a demandé si les propositions en question avaient été faites ; l'Assemblée parlementaire aimerait en connaître la tournure.

Je ne vois absolument pas comment concilier cela avec la déclaration que M. von der Groeben, membre de la Commission de la C.E.E. a faite hier : ces propositions, a-t-il dit, ne seraient faites qu'à un moment plus ou moins rapproché, car il faut les discuter encore une fois.

Voilà donc ma question : Ce moment plus ou moins rapproché, quand viendra-t-il ? Faudra-t-il attendre longtemps encore, ou bien peut-on dire quelque chose dès aujourd'hui ? Ou bien laissera-t-on aller les choses à vau-l'eau, au risque de voir se produire de nouvelles complications et de devoir nous en montrer très surpris ?

En examinant le problème de notre politique de l'énergie, on peut, me semble-t-il, partir d'une constatation faite par la Haute Autorité : dans l'espace global de la Communauté Economique Européenne, a-t-elle dit, le charbon restera longtemps encore notre principale source d'appro-

visionnement en énergie. Il ressort clairement des communications faites par les institutions de l'Euratom qu'il se passera encore quelque temps jusqu'au jour où le courant produit par des usines atomiques entrera sérieusement en lice. Dans ses estimations, la Haute Autorité a prévu d'autre part une distribution selon laquelle nous conserverions le charbon à raison de 60 % et que la diminution serait très lente.

En faisant ses prévisions, la Haute Autorité a naturellement pris pour point de départ des chiffres que les pays membres de la C.E.E. lui avaient fournis. A ce propos, quelque chose de bien extraordinaire s'est produit ces jours derniers. Un pays, — le mien — a fait communiquer par l'entremise de son gouvernement des chiffres concernant la possibilité d'utiliser les dérivés du pétrole, et ces chiffres se situent beaucoup au-dessus des éléments que la Haute Autorité a mis à la base de ses évaluations. Alors que primitivement on avait songé à une substitution ou une mobilisation d'énergie de l'ordre de 7 à 9 millions d'unités équivalant houille, la situation est maintenant telle, au lendemain de ces communications récentes, que nous avons pour le moins une capacité de raffinage qui peut couvrir 15 millions d'unités équivalant houille.

Je crois que ce sont là des faits très importants et c'est pourquoi j'appuie notre rapporteur lorsqu'il demande qu'une documentation précise soit donnée à notre Assemblée afin que nous puissions suivre la bonne direction dans nos discussions et nos décisions. Mais ces décisions ne doivent plus se faire attendre trop longtemps. Notre charbon envahit le carreau des mines en dépit des différentes mesures qui ont été prises, l'accumulation des stocks n'a pas encore été arrêtée.

La situation dans laquelle nous sommes est loin d'être satisfaisante. Nous savons que l'accroissement des réserves provient principalement de l'augmentation des tonnages de charbon importé et de la substitution toujours plus forte des produits pétroliers au charbon. Il nous faut donc tirer certaines conséquences du principe selon lequel le charbon sera, dans un avenir encore prévisible, la principale source d'approvisionnement.

La substitution des produits pétroliers au charbon et surtout l'augmentation de l'importation de charbons américains s'expliquent par le fait que les uns et les autres sont moins onéreux. La Haute Autorité a déclaré — et sur

ce point je l'approuve — que longtemps encore il en sera ainsi et que, si on se fonde sur des moyennes, il y a lieu de s'attendre à ce qu'à l'avenir les coûts de l'énergie primaire importée n'augmentent pas aussi rapidement que notre propre énergie. D'après la Haute Autorité, c'est avant tout le charbon d'importation qui deviendra toujours meilleur marché par rapport au nôtre.

Or, il pourrait se trouver des négociants qui n'achèteront alors plus que ces produits bon marché, en quoi ils agiraient à première vue selon les principes d'une saine gestion commerciale. Mais cela signifierait l'arrêt de mort pour l'industrie charbonnière européenne. Je pense toutefois que, si on veut juger la situation, il n'est pas permis de s'inspirer uniquement de principes commerciaux ; nous avons aussi le devoir de nous soucier de la sécurité de notre approvisionnement — et un commerçant avisé le fera naturellement — ainsi que des hommes qui travaillent dans l'industrie charbonnière européenne, de leur pouvoir d'achat et de leur situation sociale.

A mon sens, il faut tenir compte à la fois de tout cela — la sécurité de l'approvisionnement, la situation des travailleurs, la situation de la Communauté en matière de devises — pour arriver ensuite à la conclusion que notre charbon européen doit demeurer pendant assez longtemps encore la source principale de notre approvisionnement en énergie, la source d'énergie primaire dont nous pouvons disposer. Le charbon assure le pain quotidien et le travail à des millions de nos semblables. Les répercussions économiques et sociales vont loin et on ne peut pas tout simplement nous couper un beau jour notre charbon.

On ne pourra songer à remplacer notre charbon du bassin rhénan que le jour où une forme d'énergie — je songe à l'énergie nucléaire — sera produite également chez nous et soumise aux mêmes autorités. Certes, il nous faut veiller à ce que nos économies réunies dans le cadre de la C.E.E. puissent produire à des prix avantageux. Il nous faut veiller à ce que nos exportations ne soient pas réduites et que le monde extérieur ne soit pas amené à se dire qu'il y a là un petit monde qui se forme et qui veut se refermer sur lui-même. Non, il nous faut rester une Communauté ouverte. Mais nous n'avons pas le droit d'entraîner nos peuples dans des aventures, autrement dit de ne nous préoccuper que des prix et d'acheter là où nous pouvons le faire le plus avantageusement ; il se

pourrait qu'ensuite on se trouve devant la catastrophe, le jour où ces produits meilleur marché ne nous seraient plus fournis.

Or, si telle est la situation, il faut en tirer les conséquences, Monsieur le Président. Il nous faut mettre de l'ordre dans les faits qui ont provoqué des difficultés dans notre économie charbonnière, il nous faut le faire sans tarder encore, et autrement que M. Lapie nous l'a indiqué il y a un instant. Au nom de mon groupe politique, je tiens à souligner très expressément que cette politique commerciale commune des matières premières — une politique que la commission a réclamée également — nous voulons qu'elle assume la forme d'une réglementation commune et ordonnée de l'importation du charbon étranger. Le prix de ce charbon d'importation devra être abaissé ou relevé moyennant une déduction ou une augmentation par rapport au prix du charbon produit par une mine européenne rentable, afin que nous puissions enfin nous débarrasser de cette éternelle spéculation à la hausse et à la baisse.

Vraiment, il est parfaitement absurde — et c'est ce que la Haute Autorité et la Commission de la C.E.E. ont montré d'une manière frappante dans leurs exposés — qu'au moment où nous souffrons d'une pénurie de charbon, nous voyons partout s'accroître les réserves des consommateurs et qu'ensuite, quand nous produisons suffisamment de charbon, ces mêmes consommateurs se mettent tout à coup à recourir à leurs propres réserves pour couvrir leurs besoins et à diminuer ainsi leurs stocks. Cette spéculation, cette sorte de politique des stocks, nous n'en voulons plus, et c'est pourquoi nous appelons de nos vœux une réglementation rigoureuse dans le domaine de l'importation du charbon.

A cet égard, il faudra tenir compte du fait que dans le passé certains pays étaient fortement tributaires des importations de charbon et en ont fait grand usage. Je ne parle pas seulement des pays, je voudrais parler aussi des régions, des zones qui, jusqu'à présent, ont utilisé de préférence les charbons d'importation. Il me semble tout à fait évident que c'est là un fait dont il faut tenir compte.

Mais dès lors que nous voulons agir ainsi et faire de notre charbon indigène pour longtemps encore la source principale de notre approvisionnement en énergie — et, vu les investissements à long terme dans nos charbonnages, cela me paraît nécessaire — il faut que les pays de la

Communauté prennent l'engagement mutuel non seulement de produire effectivement les quantités de charbon, telles qu'elles sont actuellement extraites ou même des quantités plus fortes, mais aussi d'acheter cette production. Nos pays doivent conclure entre eux des accords sur les investissements — qui devront être des investissements dirigés — dans des gisements de charbon qui peuvent être avantageusement exploités ; en même temps, ils devront aussi s'entendre sur l'achat des charbons extraits.

Dans notre Europe, nous n'avons pas assez d'argent, nous ne sommes pas assez riches ni dans notre Communauté ni dans nos différents pays — je crois que nous pouvons tranquillement le dire — pour pouvoir jeter l'argent par la fenêtre : car c'est bien ce que nous faisons quand, d'une part, nous encourageons certains investissements et que, d'autre part, nous abandonnons à la rouille et à la ruine, le jour où on peut acheter moins cher ailleurs ou pour quelque autre raison, les installations dans lesquelles notre argent est investi. Pareille politique est à mon avis insoutenable. Dans le domaine du charbon, il nous faudra établir, tout en maintenant la libre circulation des travailleurs et aussi la concurrence, une réglementation, un ordre solides. Ne tergiversons plus, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, sinon le marché européen du charbon va devenir le théâtre des pires désordres !

Ce serait toutefois une grave erreur de croire qu'il suffit de résoudre les seuls problèmes du charbon et que l'on peut négliger le pétrole et les autres sources d'énergie. Dans mon pays, un essai imparfait a été entrepris le jour où on a voulu mettre à la chaîne — si vous me permettez cette image — les chiens qui hurlent en ce moment le plus fort : je veux dire le pétrole et les produits pétroliers. Il faut mettre de l'ordre dans le rapport entre le pétrole et le charbon si on ne veut pas voir le plus fort jeter par-dessus bord le plus faible, et le plus faible c'est notre production charbonnière indigène.

De l'avis de mon groupe politique, ce serait toutefois se fourvoyer si on constituait maintenant un cartel pétrole-charbon et qu'on autorise ensuite les deux compères à plumer allégrement le consommateur européen. Nous ne pensons pas non plus qu'il soit possible de barrer la route aux sources d'énergie modernes qui tendent à se substituer aux sources plus anciennes et de dire tout simplement que nous ne les admettrons pas. Les liens qui unissent si étroitement notre éco-

nomie mondiale nous empêchent de fermer notre porte au progrès technique. Mais, vu la situation de notre économie charbonnière, nous ne pouvons accepter cette substitution que si elle se fait selon des modalités réglementées. Mon groupe politique estime qu'une réglementation doit être mise en œuvre non seulement pour l'économie charbonnière, mais aussi pour l'économie pétrolière. Il faut trouver un moyen terme entre ce que veut une partie de nos gouvernements et ce que veut l'autre partie.

Dans le rapport dont nous nous occupons, il est dit que nous voulons une politique européenne commune de l'énergie, que nous voulons une politique ordonnée de l'énergie, mais, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, reconnaissons honnêtement qu'en disant cela, c'est bien souvent le contraire que nous entendons. Mettons-nous d'accord sur ce que doit être le but vers lequel cette politique européenne ordonnée de l'énergie doit cheminer. Il faudra faire des concessions de part et d'autre si nous voulons que le désordre que nous observons aujourd'hui ne se fasse pas encore plus envahissant.

C'est dans notre propre maison qu'il faut commencer par mettre de l'ordre. Dans le rapport qu'il nous a présenté, M. Posthumus se demande si les présidents de nos Commissions européennes n'ont donc jamais abordé, lors de leurs rencontres, les problèmes que soulève la coordination des politiques de l'énergie ; il se demande si le Comité mixte est vraiment l'organe le plus apte à s'occuper de cette politique de l'énergie, il se demande si la Commission de la C.E.E. — compétente en matière de pétrole et en matière de développement des régions sous-développées — a délégué ses compétences ou ne songe plus à les exercer ; il se demande si on peut penser que cette coordination des politiques énergétiques des trois exécutifs européens aura pour effet que l'on travaillera en commun sans qu'aucun de ces organismes suprêmes se décharge sur autrui des responsabilités qui lui incombent dans ce domaine. A mon avis, l'Assemblée parlementaire ne l'admettrait pas. L'Assemblée parlementaire — et tout particulièrement mon groupe politique — demande aux Commissions européennes, malgré l'incertitude qui règne au sujet de certaines données numériques, d'établir au plus tôt des plans qui garantissent à nos pays, à nos mineurs et à notre économie une coordination satisfaisante de la politique européenne de l'énergie.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Nous allons maintenant interrompre la séance ; elle reprendra à 15 heures.

A la reprise, nous entendrons l'intervention de M. Burgbacher, au nom de la commission pour la politique énergétique et celle de M. Deist, orateur inscrit.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 12 h 10, est reprise à 15 h sous la présidence de M. Fohrmann.)

PRESIDENCE DE M. FOHRMANN

Vice-président

4. — *Nomination des membres des commissions de l'Assemblée*

M. le Président. — Conformément à la décision prise hier, nous allons procéder maintenant à la nomination des membres des commissions.

En application de l'article 38 du règlement, le bureau a établi la liste des candidatures qu'il propose.

Cette liste est la suivante :

Commission des affaires politiques et des questions institutionnelles :

MM. Amadeo, Berthoin, Birkelbach, Boutemy, Carboni, Carcassonne, Debré, Dehousse, Friedensburg, Furler, Van der Goes van Naters, Guglielmone, Charles Janssens, van Kauwenbergh, Kopf, Korthals, Le Hodey, Margue, Edoardo Martino, Gaetano Martino, Metzger, Piccioni, Pleven, Pinay, Poher, M^{me} Probst, MM. Santero, Scheel, Schuijt.

Commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers :

MM. Alric, Birrenbach, Blaisse, Cantalupo, Cavalli, Cerulli-Irelli, Coulon, Galletto, Grégoire, Hahn, Hazenbosch, Kalbitzer, Kreyssig, Leemans, Leverkuehn, Margulies, Maurice-Bokanowski, Motz, Pleven, Poher, Richarts, Rochereau, Roselli, Savary, Schaus, Smets, M^{me} Strobel, MM. Turani, Vredeling.

Commission de l'agriculture :

MM. Bonino, Bonomi, Boutemy, Braccesi, Van Campen, Carcassonne, Charpentier, De Kinder, De Vita, Engelbrecht-Greve, Estève, Guariglia, Leemans, Lückner, Margue, Margulies, Pleven, Richarts, Rip, Schaus, Schiratti, Martin Schmidt, Smets, Storch, M^{me} Strobel, MM. Tartufoli, Troisi, Vals, Vredeling.

Commission des affaires sociales :

MM. Amadeo, Angioy, Bertrand, Birkelbach, Cantalupo, Carcassonne, Carcaterra, De Bosio, M^{me} De Riemaeker-Legot, MM. Estève, Fohrmann, Gailly, Granzotto Basso, Grégoire, Hazenbosch, Charles Janssens, Leber, Nederhorst, van der Ploeg, Poher, M^{me} Probst, MM. Richarts, Rochereau, Rubinacci, Sabatini, Scheel, Storch, Tartufoli, Vanrullen.

Commission du marché intérieur de la Communauté :

MM. Alric, Blaisse, Bohy, Carcaterra, Cerulli-Irelli, Coulon, Deringer, De Smet, Duvieusart, Hahn, Illerhaus, Korthals, Kreyssig, Loesch, Lückner, Marina, Martinelli, Edoardo Martino, Maurice-Bokanowski, Nederhorst, Poher, Rochereau, Savary, Schaus, Helmut Schmidt, Simonini, Starke, Turani, Vanrullen.

Commission de la politique économique à long terme, des questions financières et des investissements :

MM. Alric, Aubame, Battaglia, Battista, Berthoin, Birrenbach, Van Campen, Conrad, De Block, De Smet, Deist, De Vita, Fohrmann, Geiger, M.M.A.A. Janssen, Charles Janssens, Kapteyn, Lindenberg, Loesch, Maurice-Bokanowski, Motz, Pinay, Roselli, Rubinacci, Savary, Schiratti, Starke, Straeter, Valsecchi.

Commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer :

MM. Aubame, Birkelbach, Carboni, Carcassonne, Dehousse, Deist, Duvieusart, Van der Goes van Naters, Guariglia, Guglielmone, Hamani Diori, Charles Janssens, Kalbitzer, van Kauwenbergh, Kopf, Lichtenauer, Lindenberg, Edoardo Martino, Metzger, Müller-Hermann, Oesterle, Piccioni, Pleven, Poher, Riviérez, Rochereau, Scheel, Schuijt, Vals.

Commission des transports :

MM. Angioy, Battista, Braitenberg, Carcassonne, Charpentier, Coulon, De Kinder, Engelbrecht-Greve, Granzotto Basso, Grégoire, Charles Janssens, Kapteyn, Korthals, Le Hodey, Lenz, Leverkuehn, Lichtenauer, Martinelli, Motz, Müller-Hermann, Oesterle, Pleven, Poher, Schaus, Helmut Schmidt, Martin Schmidt, Starke, Tomè, Troisi.

Commission pour la politique énergétique :

MM. Alric, Battista, Bergmann, Burgbacher, Cavalli, Conrad, Coulon, De Block, Estève, Galletto, Grégoire, Hazenbosch, Leemans, Lenz, Poher, Posthumus, Vanrullen.

Commission de la recherche scientifique et technique :

MM. Alric, Boggiano Pico, Braitenberg, Charpentier, De Block, De Smet, Friedensburg, Geiger, M.M.A.A. Janssen, Margue, Margulies, Gaetano Martino, Maurice-Bokanowski, Posthumus, Ratzel, Vals, Vanrullen.

Commission de la sécurité, de l'hygiène, du travail et de la protection sanitaire :

MM. Angioy, Bergmann, Bertrand, Cantalupo, Fohrmann, Gailly, Geiger, Lenz, Lichtenauer, van der Ploeg, Posthumus, Ratzel, Rubinacci, Sabatini, Santero, Starke, Storch.

Commission de l'administration de l'Assemblée Parlementaire Européenne et du budget des Communautés :

MM. Battaglia, Braccisi, Burgbacher, Charpentier, M^{me} De Riemaeker-Legot, MM. M.M.A.A. Janssen, van Kauenvergh, Kreyssig, Margulies, Maurice-Bokanowski, Poher, Riviérez, Schild, Smets, Tomè, Vals, Valsecchi.

Commission des questions juridiques, du règlement et des immunités :

MM. Bohy, Carboni, Carcaterra, Coulon, Deringer, Estève, Van der Goes van Naters, Charles Janssens, van Kauenbergh, Loesch, Metzger,

M^{me} Probst, MM. Rip, Scheel, Schiratti, Simonini, Starke.

Il n'y a pas d'opposition à ces candidatures ?...

Elles sont ratifiées.

5. -- *Politique européenne de l'énergie et politique économique à long terme de l'Euratom*
(suite)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport de M. Posthumus et de la première partie du rapport de M. Van Campen.

La parole est à M. Burgbacher, président de la commission pour la politique énergétique.

M. Burgbacher, président de la commission pour la politique énergétique — (A) **Monsieur le Président**, Mesdames, Messieurs, en ma qualité de président de la commission pour la politique énergétique j'ai tout d'abord l'agréable devoir d'adresser à notre rapporteur, M. Posthumus, nos sincères remerciements pour son travail. Nous savons combien sa tâche a été difficile et nous n'en apprécions que davantage qu'il s'en soit acquitté d'une manière si complète.

Je ferai maintenant quelques commentaires en ma qualité de membre de cette Assemblée et de membre du groupe démocrate-chrétien. Je vous prie de m'excuser si je répète que nous devons avant tout souhaiter que les trois exécutifs, qui sont tous compétents pour des questions de politique énergétique, instituent un service commun dans le cadre duquel les questions relatives à l'économie de l'énergie seront étudiées et résolues en commun.

Ensuite, je tiens à mettre encore une fois en garde contre des prévisions numériques dans la mesure où elles portent sur l'énergie primaire. Il est très difficile de donner des chiffres quant à la demande future d'énergie primaire. Il est hors de doute que la demande d'énergie utile augmente avec l'accroissement de la capacité de production et avec le relèvement du niveau de vie, de sorte qu'il est certainement correct d'évaluer cette augmentation à 2 à 3 % par an. Mais il faut toujours à nouveau rappeler que la transformation de l'énergie utile dans les installations qui

consomment de l'énergie et les progrès de la technique et de la rationalisation peuvent, le cas échéant, se faire par moments à un rythme plus rapide que ce taux naturel d'augmentation correspondant à l'accroissement de la productivité ; il se produira alors des situations comme celle que nous connaissons actuellement et nous considérerons alors ces situations dans une large mesure comme des changements structurels parce que nous ne savons pas pendant combien de temps et jusqu'à quel point il sera encore possible de poursuivre la rationalisation technique des installations qui consomment de l'énergie. En effet, il est évident que cette rationalisation a aussi des limites. On ne possède pas encore de données mathématiques sur l'ordre de grandeur dont il s'agit ni sur les possibilités qui existent encore ou sur les limites qu'il pourrait y avoir. En ces matières, il est difficile de donner des chiffres.

Nous nous trouvons devant de nouveaux changements dans la sphère de notre Communauté. Il me suffira de vous rappeler qu'en Italie le développement de la production de gaz naturel se poursuit toujours et qu'en France l'exploitation du gaz naturel de la région de Lacq transformera complètement d'ici peu d'années l'économie du gaz et du coke dans ce pays. De plus, je mentionnerai le fait — bien qu'il s'agisse encore d'une anticipation — qu'avec son énorme volume de 1.800 milliards de mètres cubes le gaz naturel du Sahara jouera dans un avenir qui n'est pas très lointain également un rôle dans le bilan énergétique de notre Communauté.

Vu ces changements, il me paraît particulièrement important de demander à nouveau que nos exécutifs étudient les moyens et les possibilités d'assurer en matière de concurrence des conditions égales pour les différentes sources d'énergie dans la sphère de la Communauté.

Au cours de ces prochaines années, l'énergie nucléaire ne jouera pratiquement encore aucun rôle dans le cadre de la politique énergétique. Mais cela ne veut pas dire que nous devons lui vouer une attention moins grande. Nous devons nous rendre compte de ce que pour le moment il s'agit de faire avant tout des travaux de recherches, des expériences techniques et des progrès techniques.

En poursuivant l'étude des questions que M. Van Campen a soulevées, on pourra, je l'espère, élucider davantage certains points, notamment en ce qui concerne les possibilités de construire des réacteurs atomiques petits, moyens et

grands dans la sphère de la Communauté et en ce qui concerne aussi le rythme de leur construction. A cet égard, il faudra cependant songer aux rapports de grandeur entre les différentes sources d'énergie. Je vous rappellerai encore une fois qu'en 1957 la demande d'énergie a été satisfaite à raison de 60 % par le charbon et le coke, de 11 % par le lignite, y compris les briquettes, de 7 % par le gaz, de 9 % par l'électricité et de 13 % par le pétrole, y compris les carburants. De l'avis des experts, les chiffres correspondants pour 1965 seront à peu près les suivants : charbon et coke, 48 % ; lignite, y compris les briquettes, 10 % ; gaz, 9 % ; électricité, 10 % ; pétrole, y compris les carburants, 23 %.

Cette modification des relations ne fournit aucune indication quant aux chiffres absolus. Pour la houille et le coke, il apparaît que la valeur absolue sera à peu près la même qu'aujourd'hui, mais que la valeur relative aura changé à cause de l'augmentation globale de la consommation d'énergie. Il ressort des chiffres cités qu'à l'avenir c'est le pétrole qui contribuera pour la plus forte part à l'augmentation du volume d'énergie.

Nous devons songer en outre à l'importance que l'énergie revêt pour la production. Le rapport de M. Posthumus contient à ce sujet des chiffres dont il ressort que, sauf pour la production d'aluminium, de verre, de céramique et de tuiles, le coût de l'énergie ne représente qu'une part relativement faible du coût global de production. Si je souligne ce point, ce n'est que pour montrer que les branches de l'économie pour lesquelles le coût de l'énergie ne constitue qu'une part relativement faible du coût global — et elles sont la grande majorité — ont bien le droit de demander que la politique énergétique cherche aussi à assurer la fourniture d'énergie dans des limites raisonnables, parce que la production de ces branches de l'économie est essentiellement tributaire de l'offre d'énergie.

Si je fais état de cet argument, je ne voudrais cependant pas qu'il y ait de malentendu. Je ne songe pas à supprimer toutes les différences de prix existantes sous prétexte de garantir l'approvisionnement, ni à considérer ces différences de prix comme supportables ; loin de là, je pense seulement que pour la sécurité de l'approvisionnement il y a des limites et qu'il doit exister une valeur quelconque susceptible d'être calculée.

Quand nous parlons ici de la politique énergétique, il nous faut veiller à ce que notre activité ne demeure pas stérile, à ce que nous ne fassions

pas de déclarations très ingénieuses qui ne soient suivies d'aucun acte. Que peut-on faire ? Il y a le paragraphe 74 du premier rapport général sur le tarif extérieur ; nous avons le paragraphe 78 sur la concurrence ; nous avons le paragraphe 82 sur les règles applicables aux entreprises et le paragraphe 87 sur le droit fiscal, et nous avons toutes les dispositions correspondantes des traités de Rome.

Je me permets d'inviter la C.E.E. à s'occuper tout particulièrement de la politique énergétique. J'estime qu'en cette matière nous ne devons pas trop demander à la Haute Autorité ; celle-ci est compétente pour le charbon et l'acier, et le charbon n'est qu'une des énergies primaires, qu'une des sources d'énergie. Lorsque la Haute Autorité a été instituée, on est parti de l'hypothèse que le charbon est une marchandise de monopole et au surplus une marchandise dont il y a pénurie. Les deux éléments de cette hypothèse sont maintenant démentis par les faits. Le charbon en tant que tel est bien une marchandise de monopole, mais en tant que source d'énergie il subit une telle concurrence qu'en fait le monopole du charbon n'existe plus ; quant à la pénurie du charbon, nous savons qu'à vues humaines et jusqu'à nouvel avis elle n'existe plus non plus.

En conséquence, la politique énergétique a fini par intéresser la politique du marché et la politique commerciale en général, et c'est pourquoi j'invite la C.E.E. à se montrer aussi active que possible dans sa politique de l'énergie.

Songeons que dans la sphère de la C.E.E., nous avons, y compris les grands consommateurs, 40 à 50 millions de tonnes de charbon en stock. Aussi dirai-je à M. Conrad qu'il n'est pas tout à fait dans le vrai lorsqu'il suppose que les grands consommateurs ont vécu sur leurs propres stocks. Leurs stocks n'ont pas diminué ; certains ont même augmenté, ce qui peut s'expliquer en partie par les importations. Mais en fait on n'a vécu sur les stocks que dans une faible mesure. Ces 40 à 50 millions de tonnes représentent — étant admis que l'Europe a un besoin global d'énergie annuel de 250 millions de tonnes calculés en unités équivalant houille — environ 20 % de la demande annuelle. C'est au moins le double du volume qui pourrait sembler raisonnable. En Grande-Bretagne, les stocks s'élèvent à environ 40 millions de tonnes et aux Etats-Unis ils sont d'environ 75 millions de tonnes.

Il est bien évident qu'à moins de rationaliser radicalement et de fermer courageusement des

mines marginales et des portions non rémunératrices de certaines mines, l'industrie charbonnière ne pourra pas devenir réellement compétitive ; c'est un fait qu'il ne faut jamais perdre de vue.

Une autre question est celle de savoir quelles mesures transitoires de soutien nous devons prendre afin que cet objectif puisse être atteint dans des conditions supportables du point de vue social. Dans la République fédérale, nous nous occupons actuellement du rachat des contrats d'importation. A ce sujet, je vous ferai d'abord remarquer qu'il existe encore beaucoup de contrats d'importation qui ont été conclus non pas à des prix bas, mais à des prix élevés ; leur rachat ne cause donc pas de préjudice aux entreprises lorsque le charbon d'importation est remplacé par du charbon de la C.E.C.A.

C'est aussi une raison pour laquelle il paraît opportun, compte tenu de toutes les circonstances, de proroger d'une année l'existence des comptoirs de vente du charbon du moment que ces rachats doivent être opérés par quelqu'un et que les particuliers ne le peuvent naturellement pas. Les trois mandataires des charbonnages de la République fédérale, qui sont actuellement aux Etats-Unis, s'efforceront de trouver, conformément aux principes de l'économie privée et de concert avec les producteurs et les exportateurs des Etats-Unis, une solution et avant tout de faire la lumière sur les contrats d'importation, c'est-à-dire de rechercher dans quelle mesure il s'agit de contrats réels et dans quelle mesure il s'agit de contrats fictifs qui ont été conclus par prudence, et jusqu'à quand ils peuvent être prorogés.

Il est évident que nous devons nous occuper du pétrole. J'ai déjà dit que dans notre économie de l'énergie de grandes perspectives sont offertes au pétrole. J'ai également dit que l'accroissement du volume de l'énergie est assuré principalement par le pétrole et l'électricité. Nous devons néanmoins nous occuper du pétrole et cela parce que dans l'économie pétrolière on applique une politique de l'offre et des prix qui n'est pas conforme à l'économie de marché. Sur le marché du pétrole, les prix n'exercent pas leur action régulatrice. Les huit grandes sociétés pétrolières qui sont en fait maîtresses du pétrole — si je le dis, ce n'est pas pour formuler un jugement de valeur ; c'est une simple constatation — règlent tant l'offre que le prix après avoir soigneusement pesé l'évolution possible de la demande. La libre concurrence ne joue pas ici son rôle régulateur.

La demande de carburants continue à augmenter, ce qui est conforme à sa nature. Les prix obtenus sont bons. La production de carburants donne nécessairement naissance à des sous-produits, à savoir les mazouts lourds, moyens et légers.

Il est parfaitement naturel que ces mazouts lourds, moyens et légers s'acheminent vers les marchés où les mesures les plus larges de libération des échanges ont été prises. C'est pourquoi il faut chercher à savoir à quels marchés les mazouts ont encore librement accès et à quels marchés ils ne l'ont pas. Il ne faut pas qu'en ouvrant notre marché aux mazouts du monde entier et en faisant une politique des prix qui aboutira en fait à un dumping, nous acceptions — et voici le danger — de prendre dans notre économie charbonnière des mesures qui sont irréparables et qui, du point de vue économique et social, auront cessé de se justifier le jour où les prix des produits pétroliers ne seront plus les mêmes qu'aujourd'hui.

Il était donc tout à fait logique de créer dans la République fédérale ce qu'on appelle le cartel charbon-pétrole, une dénomination bien prétentieuse pour une très mince affaire. De quoi s'agit-il ? Il s'agit de faire en sorte que les mazouts lourds ne soient offerts qu'aux prix mondiaux du marché. On aurait aussi pu dire que le mazout lourd ne doit plus être offert à des prix de dumping ; c'est exactement la même chose.

En outre, les marchands de mazout ne doivent pas recruter de clients. Cela ne veut pas dire que, si vous n'utilisez pas encore le mazout, alors que vous voulez en avoir, vous ne pourrez pas en obtenir ; cela veut simplement dire que les marchands de mazout ne doivent pas recruter de clients, qu'en particulier ils ne doivent pas prendre à leur charge les frais de transformation des installations, comme ils l'ont souvent fait jusqu'ici. En d'autres termes, on cherche à empêcher — dans quelle mesure y réussira-t-on ? — c'est ce que je me demande — le mazout de pénétrer à des prix de dumping dans des secteurs qu'on espère libérer pour le charbon de la C.E.C.A. en rachetant, par une procédure relevant de l'économie privée, des contrats d'importation de charbon.

Dans ce cartel charbon-pétrole, il n'est question d'aucune charge ni d'aucune obligation pour le charbon ; les charges et les obligations grèvent uniquement le mazout lourd. Je demande, une fois de plus, si cela est suffisant.

C'est pourquoi je pose la question de savoir si nous ne devrions pas avoir le courage d'envisager un embargo avec des droits de douane extérieurs pour le charbon d'importation, conformément à l'article 74 combiné avec l'article 72 du traité de la C.E.C.A. A ce propos, je suis évidemment d'avis qu'il faudra laisser à chacun des six pays un contingent de charbon importé en franchise de droits de douane un contingent dont le volume sera variable selon la structure économique de chacun de ces pays. Je songe aux régions côtières de l'Italie, peut-être aussi de la France, à la côte septentrionale de la République fédérale où il serait vraiment absurde et anti-économique de vouloir bloquer le charbon bon marché en provenance des Etats-Unis.

Mais je pense que nous devrions reconnaître la nécessité de faire quelque chose sur le plan de la politique commerciale, plus exactement sur le plan de la politique commerciale de la C.E.E. Le temps de le faire nous est mesuré.

Je n'ai pas été chargé par le gouvernement fédéral de faire ici une déclaration. Mais j'ose affirmer que les Etats pourront s'abstenir et s'abstiendront de toute mesure en ce domaine pour autant que notre Assemblée et avant tout les exécutifs compétents — car nous n'avons pas de pouvoir législatif — agiront eux-mêmes. Il va de soi que les mesures ainsi prises, quelles qu'elles soient, ne plairont pas à tout le monde et qu'elles ne pourront pas donner satisfaction à tous égards. C'est le propre de toutes les questions politiques sérieuses. La nature même de la responsabilité politique veut qu'on ne cherche pas à l'éluder.

C'est pourquoi le gouvernement fédéral a abordé déjà la question des droits de douane au comité de coordination. J'espère que les exécutifs nous donneront quelques informations à ce sujet.

Pour terminer, j'exprimerai quelques considérations d'un caractère un peu plus général. Nous souffrons du fait que l'élasticité de la conjoncture fait contraste avec le manque d'élasticité de la production charbonnière. L'adaptation est donc d'autant plus difficile qu'est grande la part pour laquelle le charbon contribue à la satisfaction de la demande globale d'énergie des pays de la C.E.C.A. Mais la logique veut que cette adaptation soit d'autant plus facile que la part pour laquelle le charbon de la C.E.C.A. entre dans la satisfaction du besoin global d'énergie sera faible, en raison, par exemple de l'emploi de charbon d'importation et de pétrole.

Comme vous le voyez, cette évolution qui nous préoccupe actuellement aura à la longue des effets positifs. Elle nous permettra, en effet, grâce à une politique énergétique tout aussi souple de la Communauté, de recourir au charbon de la C.E.C.A. pour la couverture des besoins de base d'une manière d'autant plus élégante que la part pour laquelle ce charbon contribuera à la satisfaction du besoin global d'énergie sera plus faible. En fait, cette part proportionnelle du charbon de la Communauté diminue constamment.

Or, je pense que, quelque sérieuse que soit la situation, nous ne devrions pas la dramatiser. Nous ne devrions pas non plus voir dans ce phénomène une raison de réviser nos principes économiques. J'ai déjà dit devant cette Assemblée que non seulement les hommes, mais aussi des branches de l'économie peuvent être passagèrement malades. Aux malades, on administre des remèdes. Les remèdes qu'offre la politique économique sont, par exemple, l'embargo, des mesures douanières et maintes possibilités que l'on peut tirer des dispositions du traité instituant la C.E.C.A. et du traité instituant la C.E.E.

Plusieurs problèmes se posent maintenant en même temps pour nous. Nous nous trouvons sans aucun doute en présence d'un changement structurel. Ce changement fera sentir ses effets d'une manière durable. Cela veut dire que nous devons jeter du lest, fermer des mines dont l'exploitation n'est pas rémunératrice, afin que les mines restantes puissent continuer à soutenir la concurrence du charbon d'importation en temps normal et quand les frets sont normaux.

Mais ce problème est aggravé par l'intervention simultanée de trois facteurs : premièrement, une baisse des frets comme on n'en avait peut-être pas encore connue d'aussi forte dans l'histoire des transports maritimes ; deuxièmement, le flot de mazout que la demande de carburants a fait déferler sur nos marchés où les échanges sont libérés ; troisièmement, une concurrence qui grâce à Dieu devient de plus en plus forte dans la Communauté, et qui contraint tout consommateur d'énergie à la plus stricte économie et le pousse à mettre au rancart ses vieilles machines et à les remplacer par de nouvelles machines qui consomment moins d'énergie. C'est aussi une des raisons pour lesquelles l'industrie des biens d'équipement est toujours active, sinon même surchargée de travail.

Une dernière remarque générale, dont je ne voudrais pas qu'elle soit mal comprise. Une

récession partielle, comme celle que nous observons actuellement dans l'industrie charbonnière et dans l'industrie textile, n'a pas, économiquement parlant, que des désavantages ; elle permet aussi de discerner les limites de la conjoncture, elle pousse à la circonspection dans la vie économique et favorise la stabilité des prix et des salaires. Ce disant, je ne veux rien enjoliver ni rien minimiser ; je veux simplement dire qu'en jugeant ces choses nous devons garder notre raison.

On a déjà dit aujourd'hui que nous devions instaurer un ordre solidement fondé. Il s'agit de savoir ce qu'on entend par là. Un Anglais intelligent a dit naguère qu'un peu de désordre est la rançon de la liberté. Je veux dire par là que nous ne devrions pas tendre à un ordre parfait qui ôterait toute liberté à la vie économique. Je dirai donc : acceptons la réglementation, mais non le dirigisme.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Deist.

M. Deist. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, à propos du rapport présenté par sa commission, l'orateur qui m'a précédé s'est occupé du développement à long terme de la politique énergétique. Je peux admettre que toutes les déclarations qu'il a faites concernent la politique à long terme ; en effet, les problèmes à court terme se présentent par la force des choses d'une manière tout à fait différente et exigent par suite un examen spécial. C'est pourquoi je désire à mon tour m'occuper pour le moment des problèmes à long terme d'une politique européenne de l'énergie.

Je partirai d'une observation que M. Burgbacher a faite et qui est certainement juste. Il a dit qu'il est extrêmement difficile de faire des prévisions quant à l'évolution économique. C'est là certainement une difficulté devant laquelle se trouvent placés tous ceux qui font, de quelque manière que ce soit, des plans dans la sphère de l'économie, qui prennent des décisions en matière d'investissements ou d'autres mesures du même genre. Cette difficulté existe tout aussi bien pour celui qui exploite des charbonnages que pour tout autre intéressé qui doit faire des prévisions. Dans le monde de l'économie, il n'est personne qui puisse se tirer d'affaire sans faire des prévisions. Le propriétaire de charbonnages qui fonde aujourd'hui un siège d'extraction sait parfaitement que celui-ci pourra être pleinement exploité dans 10

à 15 ans seulement et que, pour que l'investissement soit rémunérateur, ce siècle doit permettre d'extraire du charbon pendant 60 à 70 ans. Il en est donc réduit à se contenter de prévisions et à dresser des plans pour l'avenir, autrement il ne pourrait se risquer à faire aucun investissement. La seule question qui se pose est de savoir si l'entrepreneur individuel et le secteur de l'activité individuelle, avec la vue qu'ils ont des choses — une vue qui est nécessairement toujours limitée — sont le mieux placés pour faire des prévisions et s'assigner ainsi des objectifs de travail, ou si c'est une autorité supérieure qui est mieux à même de le faire parce qu'elle a une meilleure vue d'ensemble de l'évolution économique et qu'elle est seule à pouvoir disposer de toute la documentation et de toutes les statistiques nécessaires.

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, s'il ne convient pas de rechercher la perfection, il ne faut pas non plus se dissimuler que précisément dans le domaine de l'économie et de l'énergie — nous parlons même, j'y songe à l'instant, toujours de politique à long terme de l'énergie — il est nécessaire de faire des évaluations à long terme et de s'assigner des objectifs qui doivent être atteints à long terme.

Le problème consiste donc non pas à renoncer à s'assigner des objectifs à long terme, mais à les aborder avec la prudence et la souplesse requises. C'est pourquoi, et je tiens à le dire très clairement ici, nous devons arriver aussi dans le domaine de la politique de l'énergie à ne pas nous contenter de prévoir ce qui est possible et de dire ensuite aux entreprises qui ont tenu compte de nos prévisions : « Nous regrettons, nous nous sommes trompés, l'événement a montré que les choses se passent autrement. » Au contraire les autorités centrales auxquelles incombe la responsabilité de la politique économique doivent, en tout cas dans un domaine d'une importance aussi fondamentale, être prêtes à envisager certains objectifs et à assigner à la politique de l'énergie certains objectifs. En nous plaçant à ce point de vue, nous voudrions, étant donné la situation telle qu'elle est dans l'économie de l'énergie, qu'on fixe les objectifs d'une politique de l'énergie à long terme.

M. Burgbacher a discuté quelques questions générales et a conclu en disant qu'il fallait faire quelque chose. Je ferai quelques remarques sur ces questions générales parce que j'estime que les principes que nous défendons au cours de nos discussions générales sur la politique économi-

que — développement du revenu national, accroissement de la productivité, relèvement du niveau de vie — nous devons aussi les appliquer lorsque nous parlons de secteurs particuliers de la politique économique.

Quand nous nous occupons de ces secteurs particuliers, nous ne devons pas nous placer à des points de vue qui, en somme, sortent quelque peu du cadre de ces objectifs assignés à l'ensemble de l'économie. Mais si on suit les discussions qui ont lieu dans cette Assemblée, et surtout hors de celle-ci — car je pense que nous pouvons dire que nos discussions sur ces questions sont remarquablement objectives — on a l'impression qu'en matière de politique agricole et aussi parfois en matière de politique de l'énergie, ces considérations économiques générales sont tout à coup mises de côté et n'apparaissent plus absolument impératives. Je dis cela précisément parce qu'en matière de méthodes applicables pour l'orientation de l'économie de l'énergie, nous ne partageons pas l'opinion de M. Burgbacher.

C'est pourquoi je désire exposer quel doit être, à notre avis, le point de départ d'un développement rationnel de l'économie de l'énergie.

Je dirai très clairement que quiconque approuve les objectifs des traités — et ces traités disent : expansion de l'économie, relèvement du niveau de vie — doit être prêt à en tirer toutes les conséquences et à accepter toutes les mesures nécessaires pour accroître la productivité de l'économie tout entière. Il doit rejeter des mesures qui peuvent avoir pour effet d'entraver l'accroissement de la productivité de l'économie nationale. J'estime que cela est particulièrement important du moment que, dans son rapport, la Commission de la Communauté Economique Européenne a clairement souligné qu'à l'avenir, le développement économique devra se poursuivre à un rythme plus rapide parce que les difficultés d'adaptation devant lesquelles nous nous trouvons placés ne pourront être surmontées que grâce à un mouvement constant d'expansion économique. Cela veut dire qu'aujourd'hui plus que jamais, nous devons veiller, quand nous prenons des décisions, à ne pas compromettre l'accroissement de la productivité de toute l'économie. Si on se place à ce point de vue, il faut à mon avis tenir compte aussi bien de la politique agricole que de la politique énergétique et, d'une manière générale, de n'importe quel secteur de la politique économique.

Cela nous amène à formuler une deuxième idée, à savoir que pour aucune branche de l'économie il n'y a de garantie de stabilité, c'est-à-dire qu'aucune branche de l'économie ne peut exiger d'être maintenue à un niveau déterminé quant à sa capacité de production et au nombre des personnes qu'elle emploie.

La stabilité d'une branche individuelle de l'économie dans le cadre de l'économie générale n'est déterminée que par les progrès du processus économique et social. Une branche industrielle peut prétendre uniquement à ce qui convient en raison du stade du progrès économique.

Mesdames, Messieurs, cette constatation s'applique — ce qui montre encore une fois le parallélisme de leur situation — à toutes les branches de l'économie, y compris l'économie agricole et l'économie énergétique.

Il en découle une conséquence que nous acceptons aussitôt, à savoir que dans le secteur de l'économie énergétique on ne doit pas mettre des entraves inopportunes au développement normal de nouvelles sources d'énergie, telles que les huiles minérales et l'énergie nucléaire. La politique énergétique n'a de sens que si elle reconnaît l'importance de ces sources modernes d'énergie pour le progrès économique et social.

Je me permettrai de faire une troisième remarque au sujet du terme « embargo » que vous avez employé, Monsieur Burghbacher. Je doute fort qu'un embargo soit la bonne solution pour la politique pétrolière de la communauté européenne. Mais ne tranchons pas la question pour l'instant. Lorsque nous prenons position sur le principe d'une politique à long terme, nous devons, à mon avis, éviter de recourir à des méthodes protectionnistes et autarciques. Nous ne devons pas nous contenter de le dire, mais notre position doit s'exprimer tout au moins dans les principes de notre politique économique. En cas de besoin, il arrivera peut-être qu'une fois ou l'autre, nous agissions différemment.

Mesdames et Messieurs, c'est là un point qui me semble particulièrement important au moment où nous créons en Europe un nouveau grand espace économique, car de grands espaces économiques transforment complètement le marché mondial ; ils ont une importance stratégique et sont puissants.

Nous savons que dans l'industrie pétrolière — je le dis sans ressentiment et sans porter de juge-

ment de valeur, je fais une simple constatation — il y a des entreprises qui dominent le marché et qui peuvent abuser de leur puissance. Quand de grands espaces économiques se forment, on peut craindre aussi qu'ils n'abusent de leur puissance sur le marché mondial.

Je pense que c'est là un fait qu'il faut toujours avoir présent à l'esprit lorsqu'on porte un jugement sur les interdépendances dans l'économie mondiale ; par conséquent, il faut assurer en toutes circonstances les lignes de communication entre les grands espaces économiques, c'est-à-dire la collaboration économique mondiale, et le faire de telle manière que chacun soit amené à ne pas abuser de sa situation de grande puissance.

Il serait tragique que la politique protectionniste, la politique autarcique appliquée par les Etats de l'Europe continentale après la première guerre soit relayée maintenant par une politique analogue, protectionniste et conservatrice, des nouveaux espaces économiques que nous créons après la deuxième guerre mondiale. C'est pourquoi je pense que dans notre politique énergétique, nous ne devrions pas non plus oublier l'importance que présentent pour le monde et pour le progrès social en Europe les relations avec l'économie mondiale et les échanges qui franchissent les frontières.

J'ai tenu à insister maintenant sur ce point parce que je craignais que les déclarations de M. Burghbacher — peut-être sans qu'il l'ait voulu — ne provoquent une impression erronée quant à l'attitude adoptée par l'Assemblée. Le problème décisif devant lequel nous nous trouvons placés en ce qui concerne l'économie charbonnière n'est nullement l'alternative : autarcie ou commerce mondial libre et sans entraves (un tel commerce n'existe d'ailleurs pas) ; il s'agit de répondre à une autre question : Comment pouvons-nous, compte tenu de la possibilité de laisser libre jeu à tous les progrès, assurer un approvisionnement suffisant, régulier et sûr en énergie ?

En effet, pour le progrès social et pour l'accroissement de la productivité, l'approvisionnement régulier en énergie est un facteur décisif ; on peut dire qu'il est à la base de tout le développement économique.

Ce n'est qu'avec ses réserves et avec toute la prudence possible qu'il faut examiner la question de savoir dans quelle mesure le fait de dépendre de sources d'énergie étrangères peut, le cas

échéant, menacer l'approvisionnement régulier de l'économie européenne en matières énergétiques.

Il ne s'agit pas du tout d'un principe ; il s'agit seulement d'une question de quantité. De même que dans les autres secteurs politiques, il faut s'efforcer aussi dans le secteur de la politique économique d'atteindre différents objectifs qui sont tous justes, mais qui, s'ils étaient atteints séparément, se contrediraient finalement ; par conséquent, il faut trouver un équilibre optimum entre objectifs de même valeur.

Il est donc nécessaire de trouver l'équilibre entre l'objectif qu'est l'accroissement de la productivité par tous les moyens, c'est-à-dire le progrès en matière de productivité, et l'autre objectif, qui est d'assurer en même temps l'approvisionnement, car c'est aussi la condition à laquelle le premier de ces objectifs peut être atteint.

C'est précisément parce que nous sommes obligés de nous assigner des objectifs à long terme que nous devons naturellement nous inspirer avant tout de considérations à long terme. A ce sujet, je ferai quelques remarques sur les déclarations de M. Burgbacher.

Il ne faut pas se livrer à des considérations à long terme en se laissant impressionner outre mesure par des situations conjoncturelles du moment. Lorsque vous avez demandé qu'on ait le courage de fermer des entreprises, Monsieur Burgbacher, vous l'avez peut-être fait sous l'impression de la conjoncture du moment, au lieu de vous placer au point de vue du développement structurel à long terme de l'économie de l'énergie. Mais même si tel n'était pas le cas, Monsieur Burgbacher, il y a cependant lieu de redouter que cette manière de souligner ce processus structurel ne suscite des idées tout à fait fausses dans le public ; et je tiens à mettre instamment en garde contre de telles idées.

On peut partir de l'hypothèse que, dans l'ensemble, les prévisions — elles peuvent naturellement toujours faire l'objet de certaines corrections au cours du temps — sont justes et je suis heureux qu'à votre tour, Monsieur Burgbacher, vous l'ayez constaté. Mais alors nous n'avons pas de raison de prendre brusquement des mesures courageuses — les deux choses ne doivent d'ailleurs pas nécessairement aller de pair — et dans ce cas il faut procéder à très long terme et en pleine connaissance de l'objectif à atteindre.

Je pense qu'à long terme il ne faut pas considérer uniquement le rapport entre les prix du charbon européen et ceux du charbon d'importation ; il faut voir aussi l'évolution des prix du charbon et des prix du pétrole en Europe ; il faut aussi, comme le rapporteur a eu le mérite de le montrer d'une manière très détaillée et avec insistance, tenir compte du fait que les gisements de charbon nous suffiront encore pour une centaine d'années, tandis que les gisements de pétrole — en tout cas ceux qui sont connus jusqu'à présent — ne pourront être exploités que pendant une période beaucoup moins longue.

Il faut naturellement toujours accepter ces évaluations géologiques avec prudence et *cum grano salis*. Mais en tout état de cause, on peut prévoir — et nous devons en tenir compte dans nos plans — qu'un jour, comme il est dit très justement dans le rapport, le charbon pourra retrouver une importance toute autre que celle qu'il a actuellement.

Je me garderai de jouer au prophète. Je pense simplement que dans les plans que nous devons établir pour 60 ou 70 ans, nous ne devrions pas négliger cet élément.

Attendu qu'il faut établir des plans à long terme qui tiennent compte des tendances à long terme susceptibles de se présenter ; attendu d'autre part qu'au gré des constatations successives que l'on fait, ces plans devront régulièrement être modifiés au bout de 10 ou de 20 ans, il importe au plus haut point, vu la situation concurrentielle confuse dans le secteur de l'énergie, d'obtenir des données précises sur la politique des coûts, leur structure et leur évolution dans l'industrie charbonnière en Europe et sur l'évolution des coûts et les tendances dans l'économie pétrolière. En présence de la concurrence entre ces deux produits, qui dépend beaucoup de la qualité et des prix — j'y reviendrai encore — nous devons avoir une vision nette des tendances auxquelles obéissent les coûts.

Mesdames, Messieurs, je crois avoir ainsi clairement démontré que toute politique énergétique à long terme doit être une politique d'adaptation à long terme aux changements structurels qui se produisent sur le marché de l'énergie.

Je reprends les paroles de M. Burgbacher : nous ne devons pas nous borner à discuter les problèmes sur le plan théorique ; il faut aussi que quelque chose soit fait. Je pense qu'il n'est guère de situation où le besoin de faire quelque

chose doit nous tenir plus à cœur que la situation présente. Je ne parle pas des mesures d'actualité ; je crois seulement que la situation momentanée de crise doit nous inciter à nous demander comment on pourra résoudre certains problèmes à long terme, ce qui nous permettra peut-être de remédier plus facilement et mieux à des situations comme celle d'aujourd'hui ou de prévenir de telles situations, ou tout au moins de les empêcher de prendre la même ampleur.

Il est hors de doute que lorsqu'en face de la situation actuelle, on parle des plans concrets pour une politique énergétique à long terme, le problème « charbon » est au premier plan. M. Burgbacher a déjà suffisamment mentionné les particularités de ce problème en ce qui concerne l'élasticité et l'inélasticité de l'offre et de la demande.

Mais du point de vue de l'adaptation structurelle, le problème « charbon » est particulièrement difficile à résoudre parce que les sources d'énergie concurrentes vont de l'avant, qu'elles se développent, qu'elles ont un grand avenir, tandis que le charbon perd petit à petit du terrain, en tout cas quant à la part pour laquelle il contribue à l'approvisionnement en énergie ; ainsi, la situation du charbon dans le processus d'adaptation structurelle est tout à fait différente de celle des autres sources d'énergie, et en particulier de celle du pétrole, mais aussi de celle de l'énergie atomique.

En formulant mes considérations sur la politique structurelle d'adaptation, je partirai du même point que le rapport de la commission qu'a présidée M. Burgbacher. Aux termes de ce rapport, de quelque manière qu'on envisage l'avenir, quelle que soit la documentation dont nous disposerons encore à l'avenir pour faire de meilleures prévisions, nous pouvons partir de l'hypothèse qu'à l'avenir les besoins d'énergie devront encore être couverts, au moins en chiffres absolus, dans la même mesure que jusqu'ici par le charbon. Il est même possible que, selon l'évolution économique, le volume de la production charbonnière augmente encore en chiffres absolus.

Cela revient à ce que j'ai dit il y a un instant : pour le charbon, il s'agit en somme non pas essentiellement d'un problème de quantité, mais d'un problème de rentabilité, de qualité et de formation des prix. C'est de ces facteurs que dépendra la manière dont le charbon sortira de cette lutte à long terme. A cet effet — et c'est là une des

conclusions concrètes qui, à mon avis, doivent être tirées — il faut que des fonds soient mis à la disposition de l'industrie charbonnière pour qu'elle puisse les investir dans de nouvelles installations de sièges, non pas pour produire de grandes quantités supplémentaires de charbon — je ne veux pas parler de cela pour le moment — mais afin que ce processus de transformation, de modernisation permette d'éliminer progressivement des mines non rentables et de les remplacer par des installations plus rentables.

A ce propos, on ferait donc vraiment bien de parler d'une transformation et d'une modernisation délibérée et courageuse de l'industrie charbonnière et non pas de fermetures courageuses de mines, ce qui serait, en tout cas pour le moment, le pire que l'on puisse faire. Mais les mesures de rationalisation, la mécanisation, les améliorations qualitatives, les projets de transformation de produits et d'autres mesures analogues requièrent aussi des moyens financiers. Cela veut dire que celui qui désire sérieusement qu'il soit procédé à une adaptation structurelle, doit être prêt à dire que les institutions des Communautés européennes — et il ne saurait s'agir uniquement de la Haute Autorité car, à mon avis, nous trouvons au premier plan la Commission européenne qui est responsable de l'ensemble du développement économique — doivent veiller à ce que les fonds nécessaires pour ces investissements soient mobilisés.

Si nous n'y réussissons pas d'une manière ou d'une autre, toutes nos considérations quant à la nécessité de procéder à des adaptations structurelles non seulement dans le secteur de l'économie énergétique, mais encore dans les vastes secteurs de l'économie européenne, seront plus ou moins vaines. C'est là ce qu'il importe essentiellement de reconnaître si nous ne voulons pas nous en tenir à de pures théories et si nous estimons qu'il faut vraiment faire quelque chose.

Et maintenant, Mesdames et Messieurs, permettez-moi de dire aussi quelques mots de la politique des prix. M. Burgmayer a fait allusion à la politique des prix du pétrole et nous a dit que nous assistons dans ce domaine à une lutte très âpre pour la domination du marché.

Il est certainement exact que l'industrie pétrolière, du moment qu'elle met sur le marché des produits couplés, est en mesure d'offrir l'un de ces produits, par exemple le mazout, à des prix très bas sans subir de perte parce qu'elle vend en revanche l'essence à un prix d'autant plus

élevé. Il me semble que sur le marché, c'est du moins la recette qu'elle applique en premier lieu.

Or, la question qui se pose est la suivante : Réussirons-nous à changer cette situation en recourant à l'embargo et à la protection douanière ? C'est en réalité une question qui concerne les raffineries de pétrole installées sur le territoire national ; aussi la protection douanière et l'embargo ne sont-ils guère des moyens adéquats. De plus, les raffineries ne pourront pas continuer longtemps à faire ce calcul qui relève de la stratégie du marché et ne saurait être appliqué que pour une durée limitée, ce qui sera particulièrement vrai quand nous aurons un meilleur contrôle des cartels et des monopoles que ce n'est le cas pour le moment.

Mais si l'on considère la situation à long terme, l'industrie pétrolière conservera l'avantage en ce qui concerne les coûts et les prix, et si on veut alors agir conformément à l'économie de marché, le recours à la mesure dirigiste qu'est un embargo me paraît fort discutable ; mieux vaudrait se demander si l'on ne pourrait pas abaisser les prix du charbon qui est en concurrence avec le pétrole, et en particulier avec le mazout, et lui permettre ainsi de soutenir plus facilement la concurrence du pétrole. J'estime que c'est ainsi que nous devrions envisager la question de la formation des prix en tant que moyen d'orientation dans ce secteur.

En outre, je prierai la Haute Autorité d'étudier enfin sur le plan concret, en collaboration avec la Commission de la Communauté Economique Européenne, une question importante à laquelle je songe : le problème de ce qu'on appelle les mines marginales. Quand on parle d'adaptation structurelle, il ne s'agit pas de quelques mines marginales ; il s'agit d'un processus qui, dans les charbonnages, ira avec le temps beaucoup plus loin.

Pour cela, il faut que l'on ait vraiment quelques notions quant à la répartition des coûts dans l'industrie charbonnière. Je crois que M. Posthumus en a également parlé dans son rapport ; il a constaté qu'en présence d'un large éventail des prix qui s'explique par une situation correspondante quant aux coûts, la moyenne se situe très près des prix les plus bas, de sorte qu'il importe peu, du moins en ce qui concerne les coûts, qu'il y ait quelques mines marginales en moins. C'est là un fait qui ne manque pas d'intérêt.

Pour nous prononcer avec pertinence sur la question de l'adaptation structurelle à une situation nouvelle, il est indispensable que nous soyons vraiment renseignés sur la répartition des coûts. Il y a maintenant près de quatre ans que la Haute Autorité a promis de procéder à une enquête sur cette question, mais jusqu'ici elle n'a pas encore tenu sa promesse. Il me semble que la situation actuelle devrait nous inciter à étudier ce problème sur le plan concret en nous fondant sur l'évolution des coûts dans le passé. Je me demande évidemment si, au cas où il serait décidé de faire quelque chose, il ne faudra pas alors prendre aussi certaines mesures d'organisation dans l'industrie charbonnière afin que la transformation structurelle soit méthodique et couronnée de succès.

Il est un deuxième problème qui doit retenir notre attention : la protection du charbon contre les perturbations sur le marché mondial. Je songe en particulier aux effets de la situation sur le marché des frets pour le charbon des Etats-Unis. Je ne vous indiquerai que deux chiffres. En décembre 1956, le fret de Hampton Roads à Rotterdam s'élevait à 15,05 dollars et en février 1958, il dépassait à peine 3 dollars, et encore s'agissait-il, d'après les constatations de la Haute Autorité, du fret moyen pour des transports individuels. Il s'en est suivi qu'à Rotterdam, le charbon américain coûtait environ 27 dollars en décembre 1956, alors que le charbon néerlandais coûtait 14,5 dollars ; le charbon américain coûtait donc deux fois plus que le charbon indigène.

En revanche, le prix du charbon américain s'élevait, en février 1958, à 13 dollars environ tandis que le prix du charbon néerlandais dépassait légèrement 15 dollars.

Cela montre clairement qu'il ne peut se produire de dommages vraiment irréparables — pour reprendre le mot qu'a employé M. Burgbacher — que si nous ne mettons pas le charbon à l'abri de telles répercussions, autrement il ne saurait plus être question d'un développement méthodique et constant de l'industrie charbonnière. En conséquence, nous devons examiner l'opportunité de prendre, non pas pour aujourd'hui et pour demain, mais dans le cadre d'une politique économique à long terme, des mesures d'organisation destinées à mettre le charbon allemand à l'abri de ces effets perturbateurs qui sont vraiment étrangers à toute logique économique.

Le troisième problème qui se pose dans ce secteur est celui des perturbations provoquées par l'économie pétrolière. J'ai entendu non sans plaisir M. Leemans nous dire qu'il règne dans le secteur de l'économie pétrolière des « mœurs étranges ». M. Burghacher s'en est tenue à la « simple constatation » que dans ce secteur, il y a des entreprises qui dominent le marché.

M. Leemans commet l'erreur — qu'on ne m'en veuille pas de le dire — d'étudier sous leurs aspects moraux les phénomènes qui se produisent dans la sphère de l'économie. Parfois même, on les présente sous un aspect romantique. Permettez-moi une digression : à entendre certains spécialistes de la politique agricole, il semblerait que le paysan soit le type le plus noble de l'humanité d'après lequel nous devrions nous remodeler.

(Sourires.)

Or, les capitaines d'industrie de l'économie pétrolière appartiennent non pas à la classe des paysans qui sont à l'échelon le plus bas, mais à la classe dominante. Ils s'inspirent manifestement du droit du plus fort qui était d'usage entre chevaliers pillards.

C'est là la situation que l'on observe aujourd'hui dans l'économie. Nous ne pouvons pas y remédier en recourant à la morale ; si nous voulons pouvoir appliquer des méthodes de politique économique, nous devons la voir telle qu'elle est.

C'est ainsi que l'économie pétrolière peut influencer sur les prix de revient des raffineries européennes déjà simplement par sa politique des prix du pétrole brut et par la politique des frets d'une flotte de pétroliers dont une grande partie lui appartient. Aussi peut-elle poursuivre une politique d'investissements carrément meurtrière pour une autre branche industrielle qui ne dispose pas des mêmes possibilités, comme c'est le cas, par exemple, de l'industrie charbonnière en Europe.

En voici un exemple. En 1957, au cours d'entretiens avec le ministre fédéral de l'économie de la république fédérale d'Allemagne, les représentants de l'industrie pétrolière allemande ont déclaré que grâce à ses investissements cette industrie pourrait raffiner en 1965 environ 30 millions de tonnes de pétrole brut. Moins de dix-huit mois plus tard, le ministre de l'économie ayant repris contact avec les

représentants de l'industrie pétrolière allemande, il a fallu constater que les investissements effectués dans l'intervalle assuraient à l'industrie pétrolière allemande une capacité de 53 millions de tonnes, soit près du double.

Contre cela, Monsieur Burghacher, vous ne pouvez rien faire en recourant aux droits de douane. Nous devons nous demander s'il ne faut pas employer d'autres moyens pour remédier à une telle situation dans un secteur déterminé, une situation qui peut faire échouer tous les plans raisonnablement établis. Nous sommes en face d'une politique de force menée par des entreprises ayant une situation dominante sur le marché, une politique à laquelle il faut opposer une politique correspondante.

Nous ne songeons pas à une action radicale. Nous estimons même qu'il faut laisser à l'industrie pétrolière une certaine liberté de mouvement parce qu'elle est dans une certaine mesure quelque chose comme le moteur du progrès économique. Nous pensons que l'abus que l'industrie pétrolière fait de sa puissance pourrait et devrait être maintenu dans les limites qui sont nécessaires pour assurer une évolution raisonnable ; nous pourrions le faire en orientant rigoureusement les investissements, comme nous le faisons pour les industries charbonnière et sidérurgique, et en exerçant un contrôle efficace et réellement sévère des cartels et des monopoles.

Enfin, le charbon souffre de répercussions de l'évolution de la conjoncture intérieure. J'ai parlé d'une manière détaillée de cette question en octobre dernier, de sorte que je pourrai maintenant être bref. Parmi les nécessités qui s'imposent de ce fait pour la politique économique, il convient de mentionner une politique des stocks capable d'amortir des fluctuations des stocks dues à la conjoncture.

Il faut encore dire que si, pour des raisons de politique de conjoncture, certaines mesures sont prises en vue de limiter la production, ces limitations ne doivent pas entraîner de réductions de la capacité de production ; elles doivent être opérées par d'autres moyens car le développement normal de la capacité de production ne peut être assuré que par des mesures structurelles à long terme.

Nous devons veiller en outre à maintenir le niveau de la consommation privée et, par suite, le pouvoir d'achat des mineurs qui est d'une importance décisive pour la conjoncture écono-

mique, surtout en cas de récession. Toutes les mesures doivent donc être appliquées de telle sorte qu'elles n'entraînent pas de réduction des revenus et, partant, du pouvoir d'achat des mineurs.

Mesdames et Messieurs, ce sont là des nécessités économiques qui nous sont imposées par la force des choses et que l'économie privée a peut-être beaucoup de mal à admettre. Mais, il faut se demander si ces nécessités économiques ne sont pas assez importantes pour que l'on doive, le cas échéant, accepter et tirer soi-même certaines conclusions pour l'organisation de l'économie énergétique en général et de l'industrie charbonnière en particulier.

Enfin, M. le Rapporteur a déclaré dans son rapport qu'il est tout simplement impossible d'éviter l'octroi d'aides substantielles à l'industrie charbonnière dont la structure doit faire l'objet d'un processus d'adaptation à long terme. Jusqu'à présent, l'industrie charbonnière a bénéficié dans tous les pays — tantôt sous une forme, tantôt sous une autre — d'aides substantielles des pouvoirs publics. Nous devons examiner quelles sont les méthodes qui conviennent pour aider cette industrie, dans la perspective de l'adaptation structurelle que nous désirons. Il s'agira vraisemblablement de mesures qui ne seront prises que dans les cas où cela sera vraiment nécessaire et dont l'application pourra aussi être subordonnée à la condition que l'entreprise intéressée s'adapte en vue des objectifs qui ont été fixés ; enfin, ces mesures devront être de nature à attirer notre attention sur les secteurs de l'économie qui souffrent de désavantages structurels, désavantages qui doivent inspirer ce processus d'adaptation à long terme.

J'en viens ainsi à estimer qu'il est impossible de continuer à accorder des aides globales à l'industrie charbonnière, car ce sont des aides qui profiteront aussi bien aux entreprises rentables qu'à celles qui ne le sont pas ; elles auront finalement pour effet de permettre aux entreprises rentables de payer de plus forts dividendes. Il ne saurait donc être question que de subvention pour des fins déterminées, ce qui attirera notre attention sur les points névralgiques qui présentent de l'importance pour notre politique structurelle.

Si je considère tous les changements qui se sont produits sur le marché de l'énergie au cours de ce processus d'adaptation structurelle et qui intéressent les charbonnages — l'adap-

tation structurelle, la fermeture d'entreprises, le fongage de nouveaux sièges d'extraction, la rationalisation, les forts investissements, la prévention d'effets perturbateurs que les importations exercent sur le marché mondial, la prévention de perturbations provoquées par l'économie pétrolière, l'octroi de subventions à des fins déterminées, subventions dont j'aurai à étudier le degré d'efficacité, d'autres mesures encore — je suis conduit à penser que, du moment qu'il faut faire quelque chose, la situation appelle manifestement le recours à des mesures d'organisation et que les autres mesures et petits remèdes que nous avons appliqués jusqu'ici ne suffisent plus.

Je suppose que personne ne parle plus sérieusement d'une libre concurrence dans l'industrie charbonnière. Je pense qu'en face de la stratégie que l'économie pétrolière pratique sur le marché, M. Burgbacher a désormais renoncé à cette idée en ce qui concerne l'économie énergétique. Je ne veux pas réveiller le chat qui dort ; qu'il continue à dormir. Mais j'ai dit il n'y a pas longtemps que, dans son sixième rapport général, la Haute Autorité avait présenté un exposé si remarquable de la structure de l'économie charbonnière qu'il est maintenant grand temps qu'elle en tire quelques conclusions.

Nous nous efforçons constamment d'installer une sorte de pseudo-concurrence dans le secteur de l'énergie. Ne vous rappelez-vous pas comment on nous a présenté la concurrence que se feraient les trois comptoirs de vente de la Ruhr ? Tout d'abord on a dit : « Sur un marché de vendeurs, l'absence de toute concurrence n'a évidemment rien de surprenant. Où donc trouve-t-on une concurrence de ce genre ? Attendez donc qu'il y ait un marché d'acheteurs ! » Or, nous avons maintenant un marché d'acheteurs, mais il n'y a pas de trace de concurrence et il n'y en a pas non plus entre les trois comptoirs de vente.

La Haute Autorité l'a manifestement reconnu entre temps. Le représentant de la Haute Autorité, M. Blücher, a déclaré, sauf erreur à une réunion de la commission du marché intérieur — je ne crois pas révéler une communication confidentielle, et comme je n'aperçois pas de signes de dénégation, je peux dire avec la prudence voulue — qu'il n'y a en réalité pas de concurrence, que le traité est violé depuis des années et que par conséquent l'autorisation doit être révoquée.

La décision récente de proroger cette autorisation pour une courte durée confirme en fin de compte ce point de vue. On ne veut plus proroger l'autorisation et on avoue ainsi officiellement que le système est défectueux.

Maintenant, nous avons en Allemagne le cartel charbon-pétrole. M. Burgbacher a essayé d'en diminuer l'importance à nos yeux et de le prendre à la légère. Jusqu'à un certain point, je peux le suivre. En effet, les grands consommateurs de pétrole ont — la situation est assez différente de ce que pense M. Burgbacher — conclu à temps des contrats de livraison à long terme pour l'année prochaine, de sorte qu'ils ne seront pas touchés par la hausse des prix. Je ne m'explique dès lors pas très bien pourquoi on a créé un cartel charbon-pétrole. Mais si on l'a fait, c'est bien parce que l'on a certaines intentions. Les capitaines d'industrie se trompent parfois dans leurs décisions ; ils ont cela de commun avec les hommes politiques. (*Rires.*) Mais les capitaines d'industrie ne se trompent pas au point de s'exposer à cette critique publique, sans qu'il y ait anguille sous roche, Monsieur Burgbacher ; je suppose que vous le savez même mieux que moi.

On a donc quand même tenté de créer une solide organisation commune pour le charbon et le pétrole. Si elle échoue, ce sera précisément parce que tous ces petits remèdes ne sont plus tout à fait adéquats à la structure de ce marché. Ce qui est tragique dans tout cela, c'est simplement le fait que le champion d'Europe de la libre économie de marché, M. le professeur Erhard, doive donner son *nihil obstat* justement à ce cartel. (*Sourires.*) Cette pseudo-concurrence n'est donc manifestement pas un bon moyen.

On a aussi tenté de trouver une solution en recourant à la concentration. Les producteurs de fer et de charbon s'unissent toujours davantage avec les grands consommateurs, avec l'industrie sidérurgique, ce qui est une très vieille histoire, et maintenant avec les centrales électriques et avec les chemins de fer fédéraux pour s'assurer le droit d'auto-consommation. Voilà qui me semble aussi un symptôme révélateur de quelque erreur d'appréciation dans ce secteur. Lorsqu'on pense pouvoir commander aux faits grâce à de telles mesures de pseudo-concurrence, ces phénomènes en sont une conséquence inévitable. Ils excluent la concurrence, de même toute organisation rationnelle de l'économie charbonnière dans le cadre de l'ensemble de l'économie. Cette union est certes

très opportune et raisonnable pour le grand consommateur, mais elle ne l'est guère pour l'ensemble de l'économie.

De même, la méthode des contrats de livraison privés à long terme ne fait en somme que remplacer des contrats d'auto-consommation fondés sur un titre de propriété et qui sont inadmissibles ou impossibles. Ces contrats ne me paraissent pas non plus favoriser sensiblement une concurrence au sein de l'économie charbonnière. Je pense qu'on devrait finir par se rendre compte de ce que tous ces systèmes sont défectueux et qu'ils sont condamnés à l'inefficacité parce qu'en les construisant, on a méconnu la structure de l'industrie charbonnière. Il me semble qu'à son tour la Haute Autorité a reconnu entre temps la nécessité de recourir à d'autres méthodes et de s'engager dans d'autres voies.

M. Blücher a parlé de la nécessité de trouver les modalités du passage à de nouvelles formes de vente. On est donc arrivé dans l'intervalle à trouver de nouvelles formes. Or, je pense que mon exposé avait pourtant montré clairement qu'il ne s'agit pas du tout d'un problème d'écoulement ; le problème est celui des changements structurels dans le secteur charbonnier, avec tout ce qui s'y rattache. Il s'ensuit que l'industrie charbonnière doit être organisée de telle sorte qu'elle puisse résoudre raisonnablement ces problèmes.

Nous en sommes venus à demander une politique uniforme de l'énergie. Le rapporteur de la commission pour la politique énergétique a heureusement fait un pas de plus, déclarant qu'une politique uniforme de l'énergie ne paraît en elle-même possible qu'à condition que nous ayons aussi à long terme une institution unique, une institution à laquelle incombera la responsabilité de la politique énergétique. Croyez-vous vraiment que cela suffise, alors que l'organisation de l'industrie charbonnière est aussi diverse et dans nombre de pays aussi inefficace que c'est actuellement le cas ?

Mesdames et Messieurs, je pense qu'il faudra bientôt se convaincre de la nécessité de tirer des conclusions à cet égard. Si, comme M. Finet l'a dit, cette évolution a conduit à une détérioration du marché du charbon, si M. Blücher reconnaît que certains systèmes sont mal construits, si en Allemagne le cartel charbon-pétrole est le couronnement de cette évolution, il faudrait pourtant bien admettre que cette organisation

n'est en tout cas pas propre à conduire à une orientation uniforme de la politique énergétique ; cette orientation devrait être conçue de manière à tenir compte de certaines nécessités économiques dont le respect s'impose dans le secteur de l'économie ; elle devrait au surplus se faire sous le contrôle des autorités publiques qui est nécessaire pour garantir que certains aspects économiques seront pris en considération.

Je crains fort que le cartel charbon-pétrole ne nous montre que, si les institutions de la Communauté européenne ne prennent pas des mesures rationnelles d'organisation dans le secteur du charbon, les milieux économiques et les gouvernements des pays qui leur emboîtent le pas prendront ces mesures d'organisation à leur manière et que les institutions de la Communauté européenne perdront leur pouvoir de décision et leur influence prépondérante sur l'évolution de l'économie de l'énergie.

Rendons-nous compte, Mesdames et Messieurs, que les processus d'adaptation qui nous attendent ne sont pas circonscrits à l'économie de l'énergie. Nous pouvons observer des processus d'adaptation prodigieux dans le secteur agricole ; d'autre part, la zone de libre-échange, dont aujourd'hui encore nous souhaitons certainement tous la réalisation, obligera beaucoup d'autres secteurs à procéder à de nouvelles adaptations structurelles. Je me bornerai à citer deux secteurs absolument différents ; le secteur de l'aluminium, d'une part, et celui des textiles, d'autre part.

Si je considère ensuite les pays sous-développés dont le progrès économique et politique est pour nous une nécessité, je vois se poser une grande question. Pouvons-nous vraiment encore hésiter longtemps de créer dans le secteur de l'énergie des conditions qui permettent d'accroître assez rapidement la productivité et, par suite, le progrès économique pour que les mesures d'adaptation puissent être effectivement prises sans qu'il en résulte de trop grands dommages d'ordre économique et social ?

Mon groupe s'est donné pour tâche de faire avancer au moins d'un pas la solution de ces problèmes au cas où ils seraient abordés. C'est pourquoi nous avons fait des conclusions qui découlent de cet examen de la situation dans le secteur de l'énergie, l'objet d'une déclaration dont, avec l'autorisation de M. le Président, je vous donnerai maintenant lecture :

« 1. Les grands objectifs que les traités donnent aux Communautés européennes supposent un approvisionnement suffisant, rationnel et assuré du secteur économique en énergie. A cet effet, une politique uniforme de l'énergie, s'étendant à toutes les sources d'énergie (en particulier le pétrole et l'énergie atomique) est indispensable. Cette politique ne doit pas seulement montrer les développements possibles, mais elle doit aussi se donner des objectifs. Ces objectifs, aussi longtemps qu'il n'existe pas d'institution unique pour la politique énergétique, doivent constituer des lignes directrices pour une politique pratique de la C.E.E., de l'Euratom et de la C.E.C.A.

2. La politique de l'énergie doit donner au développement de l'économie pétrolière et de l'énergie atomique la place qui lui est nécessaire dans l'intérêt du progrès économique et d'un accroissement optimum du revenu national. Elle doit encourager le développement des sources d'énergie nationales dans la mesure où cela apparaît nécessaire pour garantir l'approvisionnement. Le groupe socialiste estime que le charbon sera nécessaire dans la Communauté également dans l'avenir, au moins dans son volume absolu de production actuel, et que vraisemblablement sa production devra être accrue pour la couverture des besoins en énergie. Le problème de l'adaptation aux modifications structurelles du marché de l'énergie ne consiste donc pas à limiter la production charbonnière, mais à donner une forme plus économique à l'extraction et à la transformation du charbon.

3. Les institutions des Communautés ont la tâche de mettre à profit tous les moyens appropriés de la politique économique pour atteindre des objectifs de la politique énergétique et, en particulier :

a) L'orientation des investissements, au moins dans une mesure identique où elle existe déjà aujourd'hui pour le charbon et l'acier, doit être étendue aux autres sources d'énergie, notamment au pétrole et à l'énergie atomique ;

b) La constitution d'un capital d'investissement pour les grands investissements qui, par exemple, sont nécessaires dans les charbonnages et qui ne peut être fourni par ceux-ci ;

c) Un contrôle sévère des cartels et des prix, tendant à utiliser les prix comme moyen d'orienter la politique énergétique, compte tenu

du principe d'une formation de prix aussi bas que possible.

Il s'agit d'une tâche à laquelle doivent se consacrer toutes les institutions de la Communauté et, en particulier, la Commission de la C.E.E.

4. Cette politique énergétique n'est possible que si les charbonnages qui nécessitent une exploitation régulière, ordonnée et équilibrée, sont suffisamment protégés contre les perturbations qui peuvent compromettre sérieusement une évolution régulière. Il s'agit notamment de perturbations causées par les grandes fluctuations de la conjoncture sur le marché mondial comme dans le cadre des Communautés, par la politique économique ou de puissance d'Etats tiers, par la politique des industries concurrentes occupant une position dominante sur le marché (économie pétrolière) ou par des catastrophes politiques ou économiques.

C'est pourquoi le groupe socialiste demande :

a) Dans le domaine des importations charbonnières, une organisation capable, qui non seulement oriente les importations en ce qui concerne leur volume, mais encore supprime ou compense les fluctuations de prix sur le marché mondial ;

b) Dans le domaine de l'économie pétrolière, une orientation efficace des investissements et un contrôle sévère des cartels et des prix qui évite les abus de pouvoir ;

c) Dans les charbonnages de la Communauté, des mesures permettant, en cas de fluctuations importantes de la conjoncture, de maintenir une production aussi régulière que possible grâce à une politique de constitution de stocks ;

d) Pour les limitations de production malgré tout nécessaires, un équilibre efficace de l'emploi et des mesures tendant à garantir les revenus et, ainsi, le pouvoir d'achat des mineurs, d'autant plus que la consommation privée acquiert une importance croissante lors de fluctuations de la conjoncture.

5. Cette politique charbonnière doit pouvoir accorder aux charbonnages les mesures de protection nécessaires pour éviter de graves préjudices économiques et un durcissement sur le plan social. Ces mesures de protection doivent

être telles que les crédits publics ne soient utilisés que lorsqu'ils sont indispensables. La subvention à but déterminé constitue la meilleure méthode. Il faut rejeter les mesures générales qui donnent aux entreprises rentables un profit supplémentaire aux dépens de la généralité.

6. Le succès d'une politique de l'énergie qui favorise l'adaptation de l'économie charbonnière aux modifications structurelles et sa protection contre les perturbations trop sensibles qui, par ailleurs, exige d'importants crédits publics, dépend de la création, par une organisation opportune des charbonnages, des conditions organiques nécessaires. La tentative de créer une organisation basée sur le principe de la concurrence s'est révélée irréalisable. En Allemagne, elle aboutit à la création de cartels charbonniers et pétroliers, ce qui exclut la concurrence de ces deux sources d'énergie. Les institutions des Communautés européennes doivent se persuader qu'une politique énergétique ordonnée n'est possible que si les charbonnages deviennent propriété publique dans tous les pays de la Communauté. »

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Duvieusart.

M. Duvieusart. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je n'ai pas demandé la parole pour intervenir sur le fond du débat, mais simplement pour présenter brièvement une motion d'ordre institutionnel.

Je n'en suis que plus à l'aise pour souligner l'importance et l'intérêt du débat auquel nous assistons depuis ce matin et la qualité des interventions qui se sont produites.

A cet égard, je me sens vraiment fier de pouvoir me dire le collègue des hommes qui ont réuni ici aujourd'hui les éléments d'un débat aussi riche et aussi intéressant, même si nous ne sommes pas encore d'accord sur les dernières conclusions, même si, appréciant la valeur de l'intervention que nous venons d'entendre de M. Deist, j'éprouve personnellement un certain regret que ses conclusions n'aient pas été présentées lors des travaux de la commission énergétique de l'Assemblée. Mais ce sont là des détails, et je dis que les éléments réunis pour ce débat font honneur à l'institution parlementaire que nous représentons.

Quant à l'importance du sujet, nous avons entendu aujourd'hui pour la première fois, je crois, l'Europe — car, sans fausse modestie, nous pouvons bien dire que nous en sommes la voix — exprimer son anxiété devant le problème pétrolier, avec les risques que les prix du pétrole peuvent lui faire courir, aujourd'hui en dumping, demain peut-être en prix d'un produit rare.

Nous avons entendu M. Burgbacher employer le mot d'embargo, et vous savez quelles seraient les répercussions de cette mesure.

Si je prends la parole, c'est pour vous dire que j'estime profondément regrettable, et je ne crois pas abuser en disant inadmissible, qu'un pareil débat se poursuive devant les bancs vides du Conseil de Ministres. A notre avant-dernière réunion, nous avons été honorés de la présence de M. Wigny ; à notre dernière réunion, M. Etzel est venu ici, courageusement — et j'en garde le meilleur souvenir — faire front à des attaques exprimées assez vivement. Aujourd'hui, nous avons un débat dont on peut dire que le noyau a été présenté ce matin par M. Leemans lorsqu'il souleva le problème du cartel charbon-mazout.

En aurions-nous entendu parler, Messieurs de la Haute Autorité et des Communautés européennes, si M. Leemans n'en avait pris l'initiative ? Pouvez-vous nous dire que, dans vos notes préparées, se trouvait exprimée l'intention de nous parler de cet événement ? Je n'en sais rien. A chacun sa justice. Mais ce que je sais, c'est qu'aucun ministre n'a cru devoir venir ici nous mettre au courant de cet événement d'importance capitale.

Je ne considère pas que le Conseil des Ministres soit simplement la réunion occasionnelle d'antagonistes qui se rencontreront dans quinze jours ou un mois à la suite de remises successives, afin de lutter avec plus ou moins de conviction contre leurs tendances naturelles centrifuges. Pour moi, le Conseil de Ministres est un organe essentiel et permanent des institutions européennes ; et quand je dis permanent, j'estime que nos réunions devraient toujours, mais en tout cas lorsqu'elles ont l'importance de celle d'aujourd'hui, être honorées de la présence au moins d'un ministre.

Comment, Messieurs ! Il y a en Europe 100 ou 120 ministres, et il n'y en aurait pas un qui pourrait venir ici aujourd'hui suivre ce débat important ! Vous me direz peut-être : Un sur 120,

n'importe lequel ? En tout cas, dans mon pays — et je suppose qu'il en est de même constitutionnellement dans les autres — les gouvernements sont indivisibles et n'importe quel ministre peut représenter son gouvernement.

Je sais que lorsque des ministres de nations européennes viennent ici, ils nous disent parfois qu'ils ne peuvent engager leurs collègues des autres nations. Peut-être ne le peuvent-ils pas ; mais ils pourraient nous dire si leurs collègues, européennement, si je puis employer ce mot, ont délibéré au préalable sur les problèmes.

Dans ces conditions, nous sommes en droit d'exiger qu'un ministre au moins soit ici pour nous dire si lui et ses collègues ont examiné auparavant les problèmes ou si cinq des ministres, peut-être, ignorent ce que le sixième a fait.

Il pourrait au moins venir nous dire que les ministres se sont réunis et qu'ils sont en désaccord, ce qui est leur droit, car ils ont aussi leurs responsabilités nationales. Nous saurions alors où réside l'obstacle à une action européenne dans certains secteurs. Quoiqu'il en soit, un ministre au moins devrait aujourd'hui suivre nos débats ; il pourrait ainsi nous dire si, comme M. Deist l'a suggéré, nous sommes arrivés à l'heure où M. von der Groeben va peut-être légitimer le cartel pétrole-charbon ou prendre position contre lui.

En tout cas, il conduirait une discussion, il nous expliquerait ses difficultés et celles de ses collègues, ce qui nous prouverait que ceux-ci ont conscience de ce que, en leur double qualité, ils ont non seulement des responsabilités nationales, mais aussi, communautairement, une responsabilité européenne.

Je propose donc, Monsieur le Président, que les trois chefs de groupe examinent le point de savoir s'ils doivent demander à l'Assemblée le vote d'une motion qui dirait notre regret de la situation que nous constatons aujourd'hui. Ou peut-être, Monsieur le Président, pourriez-vous vous contenter de transmettre le procès-verbal de la présente séance, dans lequel figurera mon intervention, en apportant votre appui à notre demande.

Si nous agissons de cette manière afin que soit respectée la valeur des débats qui se sont déroulés aujourd'hui, certains hommes politiques européens pourront concevoir que des accidents politiques puissent désormais trouver leur origine non plus seulement à Bonn, à Bruxelles ou à

Paris, mais ici. Je crois qu'en agissant ainsi nous aurons obéi non pas à un sentiment de vanité, mais au souci de défendre nos institutions et que nous aurons contribué à faire respecter l'Europe.

(Applaudissements.)

M. le Président. — S'il n'y a pas de ministre présent, nous avons cependant la satisfaction de voir parmi nous des membres des Commissions des Communautés européennes et de la Haute Autorité de la C.E.C.A.

Je crois cependant que les trois présidents des groupes politiques pourraient se saisir de la question soulevée par M. Duvieusart et peut-être aussi le bureau lui-même.

La parole est à M. Coppé, vice-président de la Haute Autorité.

M. Coppé, vice-président de la Haute Autorité. — (N) Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à féliciter le rapporteur, M. Posthumus, qui a traité avec beaucoup de précision les problèmes relatifs à la coordination de la politique de l'énergie et à l'approvisionnement en énergie des six pays, tout en mettant l'accent sur tous les aspects politiques importants que l'étude de ces problèmes fait apparaître.

Le rapporteur a notamment mis en relief le dilemme dans lequel nous nous trouvons et qui nous forcera tôt ou tard — j'espère que ce sera le plus rapidement possible — à choisir entre la sécurité de l'approvisionnement et l'approvisionnement au prix le plus bas. M. Burgbacher, président de la commission pour la politique énergétique, a également attiré l'attention sur ces difficultés : Comment pourrions-nous prendre des mesures avec une certitude suffisante à un moment où nous ne savons pas encore ce que l'avenir nous réserve ? A mon avis, une assemblée politique comme l'est l'Assemblée Parlementaire Européenne devrait en effet beaucoup moins insister sur les problèmes techniques que sur les problèmes politiques.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'aborder quelques questions qui ont été évoquées dans le rapport et qui, à mon avis, méritent une brève réponse.

Le rapporteur a demandé qu'une documentation plus nombreuse soit fournie à la commission en ce qui concerne certains problèmes qu'il a évoqués dans son rapport. Nous nous efforcerons,

en effet, de mettre à la disposition des membres de la commission une documentation encore plus volumineuse que celle que nous avons l'habitude de lui transmettre et qui n'est pourtant pas très mince.

M. Posthumus a souligné par ailleurs, la possibilité de voir augmenter de façon considérable, dans les années à venir, le rendement de l'énergie finale livrée aux consommateurs. D'autres orateurs ont également exprimé cette idée.

Je tiens à dire tout de suite qu'elle a aussi retenu l'attention de la Haute Autorité et que nous envisageons de la prendre en considération lors de la définition des prochains objectifs généraux. J'ai moi-même l'intention de proposer à la Haute Autorité de créer une commission spéciale composée de techniciens hautement qualifiés qui devront spécialement étudier ce problème en vue des nouvelles propositions concernant les objectifs généraux pour 1960.

Dans son exposé, M. Posthumus a posé toute une série de questions importantes. Sa première question était la suivante : où en sont les propositions relatives à la politique de l'énergie qu'au cours d'une réunion de la commission du mois de novembre, le représentant de la Haute Autorité — c'est de moi-même qu'il s'agit en l'occurrence — avait annoncées pour la fin de janvier 1959 ?

Je me souviens — et j'ai vérifié mes notes — que j'ai pris cet engagement dans l'espoir que le Comité mixte transmettra, avant la fin du mois de novembre, le rapport que la Haute Autorité devait recevoir en vertu du protocole. Mais il y a eu un peu de retard. Je peux simplement donner l'assurance à l'Assemblée que le Comité mixte se réunira peut-être pour la dernière fois au cours de la présente séance de l'Assemblée, c'est-à-dire le 14 janvier, et que l'on peut espérer — pour ma part je l'espère même vivement — que le rapport du Comité mixte nous sera communiqué avec les pièces que les diverses délégations nationales y auront peut-être jointes. Je ne doute pas que le rapport définitif sera établi dans les meilleurs délais.

Ce rapport du Comité mixte ainsi que les annexes déposées par les diverses délégations sera transmis aux intéressés, à la fin de cette session, c'est-à-dire aux divers gouvernements, à la Haute Autorité, à la Commission de la Communauté Economique Européenne et à la Commission de l'Euratom.

Je tiens à préciser que nous devons en tout cas respecter les dispositions du protocole aux termes duquel la Haute Autorité peut formuler ses propositions uniquement sur la base de ce rapport. Si les gouvernements ont autorisé la Haute Autorité — et cela n'est pas prévu dans le traité de la C.E.C.A. — à formuler en matière de coordination de la politique de l'énergie des propositions sans caractère supranational, il faut en tout cas que nous respections cette disposition qui a été insérée dans un protocole. Et si de plus il est dit dans ce protocole que nous devons attendre de connaître les divers avis avant de nous prononcer, nous devons aussi nous conformer à cette prescription.

Nous ne sommes donc aucunement responsables du retard qui s'est produit. Nous ne pouvons qu'exercer une influence indirecte sur le Comité mixte. J'ajouterai que, pour ma part, je comprends fort bien qu'il y ait eu un retard ; et lorsque les divers documents vous seront parvenus, vous vous rendrez compte que le problème qui en fait l'objet est extrêmement complexe. Je ne veux absolument pas rejeter la responsabilité sur le Comité mixte et je ne veux certainement pas vous laisser croire qu'à mon avis il aurait pu travailler plus vite qu'il ne l'a fait.

Dès que nous serons en possession de ce rapport, nous nous mettrons à l'œuvre. Dans l'intervalle, nous avons déjà procédé à des échanges de vues au sein de la Haute Autorité sur les problèmes que pose la coordination de la politique de l'énergie. C'est pourquoi je pense que nous pourrions formuler des propositions sans trop tarder.

En ce qui concerne les propositions relatives à la coordination de la politique de l'énergie, M. Conrad a parlé d'une solution qui serait satisfaisante pour tout le monde.

Ne nous faisons pas d'illusions. Il est absolument impossible — j'ai déjà suffisamment étudié le problème pour m'en rendre compte — de définir pour les six pays une politique de l'énergie coordonnée qui satisfasse tout le monde. Il ne faut pas se faire d'illusions sur ce point. Il ne peut pas non plus être question de trouver immédiatement, en quelques jours ou en quelques semaines, une solution à la crise qui sévit actuellement sur le marché charbonnier, tant sur le plan de la conjoncture que sur le plan structurel. Il nous faudra des mois de travail avant de parvenir à un accord avec les gouvernements, un

accord qui consistera surtout à rapprocher leur point de vue de celui de la Haute Autorité.

Nous ne nous imaginons certainement pas que la coordination de la politique de la conjoncture qui est prévue par les traités de Rome se fera en un tournemain. Ce n'est pas là que réside la solution des problèmes qui peuvent se poser actuellement à propos de la crise du charbon. On peut cependant y discerner la direction dans laquelle il faudra orienter peu à peu les gouvernements et à laquelle nous devons nous-mêmes nous conformer pour définir la ligne de conduite qui nous permettra d'apporter progressivement et à longue échéance une solution convenable aux problèmes qui se posent.

A ce propos, je tiens à préciser une fois de plus, pour autant qu'il soit nécessaire de le faire, que le protocole ne confère pas de caractère supranational aux propositions que la Haute Autorité soumettra aux gouvernements. Il faudra donc agir par la force de persuasion et non pas recourir à des recommandations comme il nous est possible de le faire dans le cadre du traité de la C.E.C.A.

Rappellerais-je — sans aucune trace d'amertume — que lorsque nous avons formulé des propositions dans le passé, par exemple en ce qui concerne l'application d'une politique des stocks adaptée à la conjoncture, nous n'avons pas toujours réussi à convaincre, même cette Assemblée ?

Si nous pouvons dire aujourd'hui qu'il a été possible d'improviser une politique des stocks en utilisant nos propres ressources, c'est en partie grâce aux discussions que nous poursuivons depuis des mois avec les gouvernements, mais pas avec suffisamment de succès pour nous permettre d'appliquer cette politique à temps. Peut-être est-ce une leçon pour nous tous. Même l'Assemblée pourrait y réfléchir un instant et se demander si elle nous a prêté l'appui nécessaire pour parvenir, d'un commun accord avec les gouvernements, à définir pour une certaine période une politique des stocks bien conçue et adaptée à la conjoncture.

A plusieurs reprises, le rapporteur et d'autres membres de cette Assemblée ont exprimé leur inquiétude au sujet du degré de coordination que les trois exécutifs ont atteint en ce domaine.

Je peux tranquilliser le rapporteur et les autres membres de l'Assemblée que ce point a préoccupé et leur donner l'assurance que la coor-

dination est pleinement réalisée au niveau du groupe inter-exécutif qui se compose de M. Marjolin, M. De Groote et moi-même, que nous discutons régulièrement les diverses questions en commun et que le problème qui tient tant au cœur M. Burgbacher, à savoir l'égalité des conditions de concurrence qui est prescrite par l'article 60 du traité, a été examiné au cours d'une réunion du groupe inter-exécutif et par la Commission de la C.E.E.

Je ne m'attarderai pas à cette question et je laisserai à mes collègues des autres exécutifs le soin d'en parler plus longuement. Je suis convaincu qu'ils vous diront à leur tour qu'ils sont pleinement satisfaits de cette forme de collaboration.

En passant, je signalerai aussi qu'avant de formuler nos propositions relatives à la coordination de la politique de l'énergie, nous devons naturellement prendre contact avec la Commission de la C.E.E. et la Commission de l'Euratom afin de parvenir, chaque fois que ce sera possible, à une proposition qui soit le résultat de nos réflexions communes.

Pour ma part, je serais très satisfait si la coopération avec les gouvernements — et sur ce point je m'adresse plus particulièrement à M. Duvieusart — ne faisait pas plus de difficultés que la collaboration entre mes collègues et moi-même en ce qui concerne la coordination de la politique de l'énergie, une collaboration au sujet de laquelle je ne puis qu'exprimer ma satisfaction.

M. Posthumus a aussi dit sa crainte de devoir assister à un affaiblissement partiel de la position du charbon européen par rapport à des sources d'énergie étrangères et il s'est demandé si on ne risquait pas de voir liquider progressivement — M. Posthumus a dit fort justement : ce n'est pas une liquidation, c'est un aspect de la vie, un phénomène d'adaptation — non seulement des entreprises marginales, mais aussi des mines dont la situation est plus favorable et même des mines rentables.

Je crois que nous ne devons pas trop nous laisser influencer par la situation actuelle de la conjoncture ; c'est toujours une mauvaise position de départ pour examiner un problème structurel.

Actuellement, le taux des frets est de 3 à 3,5 dollars pour Rotterdam ou Anvers. Ces prix ne

permettent pas de construire ou d'entretenir des bateaux et on ne peut pas les maintenir à la longue. On ne peut pas non plus se fonder sur eux lorsqu'on considère l'avenir du charbon européen par rapport au charbon américain. Il est évident qu'il s'agit d'un problème d'adaptation à la conjoncture et d'un problème de politique conjoncturelle.

Tout comme M. Deist, je pense que ce n'est pas là un sujet qui doive nous préoccuper spécialement aujourd'hui. Mais si nous considérons le taux des frets à long terme, nous remarquerons que la masse des 250 millions de tonnes de charbon produit en Europe n'est pas menacée, mais que l'évolution des coûts de production du charbon européen considérée à long terme est défavorable par rapport à l'évolution des coûts du charbon américain ; de plus, étant donné le fléchissement général de la productivité, on note en Europe la tendance à une hausse relative des prix de la houille par rapport au niveau général des prix, alors que selon tous les documents que nous avons en mains cette tendance ne s'observe pas aux Etats-Unis.

J'ai déjà demandé en commission si, au cas où il y aurait des doutes à ce sujet, des membres compétents de la commission ne pourraient pas aller étudier cette question sur place, en collaboration avec l'Assemblée, car c'est là une question fort importante.

Aux Etats-Unis, les conditions de concurrence et de production sont tout à fait différentes et permettent non seulement d'augmenter la productivité dans les mines à un rythme égal à l'accroissement moyen de la productivité générale, mais encore de l'intensifier, comme l'expérience de ces dernières années l'a montré ; de là vient que les coûts de production n'ont pas tendance à augmenter par comparaison au niveau général des prix, comme c'est le cas en Europe.

C'est là un fait capital dont nous ne pourrions jamais trop nous préoccuper et sur lequel devra se fonder notre future politique. Nous partons bien de l'idée — je le reconnais sans ambages — que la situation du charbon européen sera plutôt défavorable à l'avenir. Mais cela ne veut pas dire, je le répète, que les 250 millions de tonnes de charbon qui sont actuellement produites en Europe soient menacées. Cela signifie simplement qu'on ne peut pas attendre que l'approvisionnement en énergie s'améliore par l'effet d'une source d'énergie dont le prix augmente constamment par rapport à celui du pétrole et du charbon américain.

Le rapporteur a raison lorsqu'il dit — M. Conrad a aussi souligné cette idée — que nous devons être prudents lorsqu'il s'agit d'arrêter l'exploitation de certaines mines. En effet, il se peut qu'à la suite d'une hausse du pétrole sur le marché de l'énergie des Etats-Unis, le prix de la houille augmente à son tour en Amérique et que cette hausse se répercute aussi sur le prix du charbon que les Etats-Unis exportent dans les pays de la Communauté.

C'est déjà une première raison. En voici une seconde. Il n'est pas exclu que, dans vingt ans, la houille joue de nouveau un rôle relativement plus important que pour le moment, car l'évolution actuelle peut toujours changer d'orientation. Puis, il y a une troisième raison : c'est que si on ferme une mine, on ne peut plus la remettre en exploitation.

Je déduis de ces divers arguments — et sur ce point, nous sommes sans doute tous d'accord — qu'en période de basse conjoncture, il ne faut en aucun cas fermer une mine qui peut être rentable à plus longue échéance. De plus, le principe fondamental de la politique conjoncturelle doit être d'éviter l'interférence éventuelle de sources d'énergie étrangères dans le domaine de la production houillère européenne.

Cela n'a évidemment rien à voir avec le fait que dans un de nos pays, le mien, il est un certain nombre de mines dont la capacité de production totale est d'environ quatre à cinq millions de tonnes et qui, indiscutablement, sont non seulement marginales, mais même inframarginales.

L'expérience m'a montré qu'il faut être prudent lorsqu'il s'agit de décider la fermeture d'une mine, mais il ne faut pas en arriver à croire qu'il ne faille jamais fermer aucun charbonnage. Mon devoir est de vous rappeler que, si nous avons d'une part le courage de procéder à des investissements, nous devons aussi avoir le courage, le moment venu, de fermer les mines qui ont cessé d'être rentables.

En ce qui concerne la discrimination fiscale qui frappe le charbon, je vous rappelle que j'en ai déjà parlé au mois de juin et au mois d'octobre. Je dois dire à mon regret que la situation n'a pas encore changé en Allemagne et qu'aucune mesure n'a été prise pour compenser la double imposition du charbon, soit en prélevant une taxe équivalente sur le pétrole, soit en réduisant les charges fiscales qui grèvent le charbon. En Allemagne, il existe actuellement en effet une

discrimination de nature fiscale qui affaiblit incontestablement la position concurrentielle du charbon.

En ce qui concerne la concurrence entre le charbon européen, d'une part, et le charbon américain et le pétrole, d'autre part, il est bien vrai que l'on peut parler d'une disparité. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il s'agit d'une discrimination ; il s'agit plutôt d'une distorsion qui résulte du fait qu'en Europe, le charbon est soumis à la règle de la non-discrimination et à celle de la publicité des prix, alors que ces règles n'affectent pas le charbon américain et le pétrole. Il en résulte que le charbon américain peut faire au pétrole une concurrence normale, ce qui n'est pas le cas du charbon européen.

A plusieurs reprises déjà, nous avons attiré l'attention du Conseil de Ministres sur ce fait. Des négociations ont été engagées avec la Communauté Economique Européenne, et il est certain qu'une solution pourra être trouvée à bref délai. Peut-être pourrait-on assouplir l'application de l'article 60, encore que je ne pense pas qu'il faille modifier notre traité en ce moment.

Une autre possibilité de résoudre ce problème consisterait à soumettre, dans le cadre de la C.E.E., les autres sources d'énergie aux mêmes prescriptions ou d'introduire une certaine forme de réglementation pour les domaines qui ne relèvent pas de notre traité, donc plus spécialement en ce qui concerne le pétrole et le charbon américain. Le principe que nous devons respecter est de faire naître des conditions de concurrence égales entre les sources d'énergie qui se livrent actuellement une concurrence acharnée sur le marché commun.

J'en arrive maintenant à la question de M. Lee-mans, qui a demandé des renseignements sur l'entente qui s'est faite en Allemagne entre les sociétés pétrolières et les producteurs de charbon. Je dois dire que nous avons été informés officiellement de l'existence de cette entente avant-hier seulement ; nous n'avons donc pas encore pu examiner cette question.

Je suis évidemment au courant de certains faits mais, depuis deux jours que nous en sommes informés, nous n'avons pas encore pu entreprendre une étude complète. Sans la moindre préparation et sous toutes réserves, je vais cependant vous donner quelques précisions. Autant que je sache, l'initiative a été prise par les producteurs et non par le gouvernement. Aux

termes de la loi sur les cartels, le projet d'entente doit encore être soumis au ministère des affaires économiques et, jusqu'à présent, il n'a pas encore été autorisé officiellement.

Dans quelle mesure cette question relève-t-elle du traité de la C.E.C.A. ? Toujours est-il que, dans cette entente et pour autant que je la connaisse, il n'est question que du prix du pétrole, sans que les producteurs de charbon n'aient pris aucun engagement. Il reste donc à voir si elle tombe sous le coup des prescriptions et des dispositions du traité de la C.E.C.A. De plus, elle ne concerne que trois entreprises.

Ensuite, je ferai remarquer que, puisque les vendeurs et les distributeurs de pétrole se sont maintenant engagés à publier des barèmes et à les respecter, il me semble à première vue qu'il n'y a rien à redire à cela — je vous rappelle que je fais ces déclarations sous toutes réserves — mais il faudra encore étudier le problème sous un autre angle en vue d'établir des conditions de concurrence plus équitables vis-à-vis du charbon. Pour ce qui est de l'engagement de ne pas chercher à conquérir une plus grande partie du marché aussi longtemps que les réserves ne seront pas descendues au-dessous de x millions de tonnes (je n'ai plus le chiffre exact en tête, mais je crois qu'il s'agit de 7 millions de tonnes), je ne peux pas me prononcer pour le moment.

Sans vouloir engager mes collègues de la Haute Autorité, mais simplement parce que depuis des mois je plaide, avec M. Burgbacher, pour la création de conditions de concurrence plus équitables entre les sources d'énergie, il me semble, tout au moins en ce qui concerne deux points de cette entente, que nous nous approchons de conditions de concurrence plus uniformes et plus équitables. Je ne voudrais pas me prononcer sur le reste et vous invite même à considérer cet avis comme provisoire.

(L'orateur poursuit son exposé en langue française.)

Monsieur le Président, j'en arrive à l'intervention de l'honorable M. Conrad, qui nous a demandé si, dans une politique conjoncturelle ordonnée, nous ne devrions pas surcharger le prix du charbon d'importation en période de frets bas et faire une ristourne en période de frets élevés, de façon à arriver, dans une certaine mesure, à une normalisation du prix du charbon d'importation, particulièrement en ce qui concerne le charbon américain.

Je n'envisagerai pas le problème tout à fait de cette façon. Plusieurs aspects de ce problème ne doivent pas être perdus de vue lorsque nous examinons les conditions de concurrence du charbon européen et du charbon américain.

D'une part, nous devons arriver à une plus grande flexibilité du prix du charbon européen. C'est un point que nous débattons depuis des années et ce débat n'est certes pas terminé, surtout avec les gouvernements nationaux, à des époques de haute conjoncture.

On ne peut pas demander au charbon européen de rencontrer des produits énergétiques concurrents qui possèdent une grande flexibilité de prix, surtout par le fret, et lui limiter ses hausses de prix en haute conjoncture.

Il est clair que si nous voulions demander au charbon européen de faire concurrence au charbon américain et au fuel en lui enlevant ses possibilités de constituer des réserves financières en période de haute conjoncture, mais en lui laissant subir l'épreuve de la basse conjoncture, nous ferions beaucoup mieux de fermer tout de suite 25 p. 100 des charbonnages européens. Si nous ne voulons pas reconnaître que, dans un marché en concurrence, les conditions de concurrence doivent être les mêmes pour les différentes sources d'énergie, on ne peut songer à une économie ouverte.

Il faut donc envisager la nécessité d'arriver à une plus grande flexibilité des prix du charbon européen.

En second lieu, je suis persuadé que nos producteurs européens doivent, eux aussi, apprendre à faire des contrats à plus long terme. Au mois de janvier de l'année 1958, les principaux producteurs de la Communauté en étaient toujours à des contrats à trois mois. Or, il est clair que c'est là une mauvaise politique lorsque les concurrents font des contrats à plus longue échéance. Quand on entre en concurrence avec d'autres sources d'énergie pour lesquelles des contrats pour des périodes plus longues sont près d'être conclus, il faut procéder de la même façon.

Ceci entraîne certainement un risque, mais il est évident que le charbon européen ne pourra concurrencer le charbon américain, pour lequel on fait des contrats à quatre ans, ou le fuel oil, pour lequel on fait des contrats à dix ans, si on se limite à des contrats à trois mois.

C'est là une optique entièrement nouvelle devant laquelle le producteur de charbon européen se trouve placé et à laquelle il devra s'adapter ; et le plus vite sera le mieux.

J'en arrive au troisième point de mon intervention, sur lequel j'aurai d'ailleurs à revenir lorsque nous discuterons de cette matière.

Personnellement, je reconnais qu'il y a quelque chose à retenir de l'idée de neutraliser d'une certaine façon la flexibilité excessive des frets, dans la mesure où elle dépasse ce que nous pourrions admettre pour le prix du charbon européen. Il y a peut-être là une solution pour une politique conjoncturelle ordonnée qui tendrait à réaliser l'objectif dont j'ai parlé tout à l'heure, à savoir de ne pas fermer, en période de mauvaise conjoncture, des charbonnages qui, à long terme, sont viables.

Je crois que c'est la ligne de conduite à laquelle nous devons nous tenir.

J'en arrive maintenant à l'intervention de M. Burgbacher, président de votre commission. Elle comporte un certain nombre de points auxquels j'ai déjà répondu. Sur la question de l'égalité de position juridique des différentes sources d'énergie, je donne entièrement raison à M. Burgbacher.

Je voudrais cependant toucher un point qui a été tout particulièrement mentionné par M. Burgbacher, en réponse à M. Conrad, lorsqu'il a dit que les consommateurs de charbon n'ont pas vécu sur leurs stocks au cours des derniers mois et n'ont donc pas aggravé, par du déstockage chez eux, le stockage chez le producteur.

Laissez-moi vous dire, sans que j'aie cependant la moindre indication précise sur ce point, que j'ai des doutes très sérieux sur la valeur des statistiques que nous possédons en ce qui concerne les stocks chez les consommateurs. J'ai des raisons très sérieuses de croire que ces stocks ont, en période de haute conjoncture, augmenté davantage qu'on ne l'a indiqué et qu'ils ont diminué depuis un certain nombre de mois.

Cela ne se reflète pas dans les statistiques. Je vous fait simplement part d'une impression que j'ai acquise depuis deux ou trois ans que je considère ces chiffres.

Mais il est, en tout cas, une chose très claire, c'est que si les consommateurs n'ont pas déstocké

depuis quelques mois, ils ont cependant cessé d'accroître leurs stocks.

C'est un fait qu'en 1956, les consommateurs ont augmenté leurs stocks d'au moins cinq millions de tonnes et qu'en 1957, ils les ont encore augmentés d'une quantité équivalente. Je parle des stocks de consommateurs, tels que nous les connaissons. Cette augmentation des stocks a fait partie de la demande de charbon au cours de ces années.

Depuis 1958, cette demande de l'ordre de cinq millions de tonnes par an servant à accroître les stocks chez les consommateurs, a disparu. On peut effectivement parler d'un cycle de stocks, dans la mesure où les consommateurs n'augmentent plus les leurs dès l'instant où ils peuvent recevoir leur charbon pratiquement à lettre lue.

Cela nuance quelque peu, me semble-t-il, la situation telle qu'on aurait pu la comprendre par la description qu'en a faite M. Burgbacher. Notre collègue reconnaît qu'elle ne se différencie pas de ce qu'il en a dit lui-même et ne le contredit pas.

Si j'ai insisté sur ce point, c'est parce que je suis un de ceux qui, depuis des années, défendent auprès de vous une politique de stockage et que je me rends bien compte que probablement la baisse de la demande de charbon est pour moitié purement et simplement due au cycle des stocks et à une température clémente au cours de deux hivers.

Depuis un an, nous avons perdu 20.000 mineurs dans la Communauté. Il y a eu en Allemagne, au cours de l'année 1958, 4 millions de tonnes non produites en raison du chômage — le « Feiertag » est de 4 millions de tonnes en Allemagne — et d'environ 2 millions de tonnes en Belgique, soit au total 6 millions de tonnes.

Avec 20.000 mineurs en moins de 6 millions de tonnes non produites en raison du chômage intermittent, la production, en 1958, est cependant un peu plus importante que l'année précédente ; cela est dû au fait que le rendement a augmenté de 5 %. Le charbon présente une flexibilité de production qui va en sens inverse de la flexibilité de production des autres industries.

Nous devons nous rendre compte que cela doit être compensé par une politique coordonnée

de stockage, surtout si l'on n'a pas permis la flexibilité des prix en haute conjoncture et, par conséquent, la constitution de réserves particulières ; sinon nous portons la responsabilité du chômage.

Il ne devrait pas y avoir de chômage dans les mines rentables aussi longtemps que nous n'aurons pas stocké en Europe, dans un marché du charbon en concurrence avec d'autres sources d'énergie et dans une économie que nous voulons tous garder aussi ouverte que possible, environ 40 millions de tonnes de charbon.

Nous devrions être capables d'inventer un système propre à financer les stocks dans cette mesure. Qu'ensuite nous devrions songer à limiter la concurrence américaine de charbon ou peut-être à discipliner la concurrence du fuel, soit ! Mais seulement après avoir fait preuve d'un esprit inventif suffisant pour être capables de financer les stocks de charbon qui s'accumulent au moment où la conjoncture devient moins bonne.

Donc, vingt mille mineurs en moins, six millions de tonnes produites en moins en un an et pourtant une production légèrement plus élevée que l'année précédente.

M. Bertrand. — Et il faut tenir compte d'un troisième élément : la diminution du temps de travail.

M. Coppé. — J'ai fait mes calculs par rapport à 1957.

Je ne suis pas dirigiste ; mais, en cette matière, j'ai toujours été un des défenseurs acharnés de la politique de stockage parce que je suis persuadé que c'est une solution à laquelle nous nous rallierons tôt ou tard et, dans ce domaine, le plus tôt sera le mieux dans l'intérêt économique et social de la Communauté.

J'en arrive aux réflexions de M. Deist, que j'ai toujours plaisir à entendre, il le sait. Je ne sais s'il a autant de plaisir à entendre mes réponses. (*Sourires.*)

M. Deist a parlé des difficultés de la prévision. Notre idée au sujet des objectifs généraux, que j'ai quelquefois de la peine à défendre dans des milieux qui pensent autrement que M. Deist parce qu'on les trouve trop dirigistes, c'est pré-

cisément d'aider tous ceux qui sont obligés de prendre des décisions à 10 ou à 20 ans ; or, du moment que vous créez un siège, vous prenez une décision d'une portée d'une dizaine ou d'une vingtaine d'années.

Notre idée, en dressant avec les meilleurs experts économiques et techniques de l'Europe des objectifs généraux de développement des capacités, de la modernisation, etc., c'est précisément d'aider tous ceux qui sont obligés de prendre des décisions à long terme et, par conséquent, de faire des pronostics.

Elle est aussi d'aider les pouvoirs publics à assurer l'expansion équilibrée d'une industrie socialement aussi lourde que celle de l'industrie charbonnière.

Là où je me sépare de M. Deist, c'est que je pense toujours, comme à l'époque où nous élaborions le traité, que ces objectifs généraux doivent être indicatifs et non obligatoires, parce que les pouvoirs publics qui proposeront les objectifs à long terme ne seront jamais ceux qui prennent les risques si ces objectifs ne se réalisent pas.

Il n'y a pas de trêve, a dit encore M. Deist, pour un secteur industriel, devant le progrès économique qui s'accomplit. C'est vrai. A l'époque où un certain nombre d'entre nous élaboraient le traité, il est deux choses auxquelles nous ne pensions même pas.

D'abord, la concurrence permanente du charbon américain. Personne n'avait pensé que le charbon américain viendrait un jour en Europe à un prix comparable à celui du charbon européen ; et je ne parle pas du charbon marginal, mais du charbon de mines considérées comme rentables.

Avant la première guerre mondiale, le charbon anglais était déchargé sur toutes nos côtes. Nous n'avions jamais songé alors à la situation qui allait être dominante cinq ou six années après : le charbon américain y arrivant à son tour.

On parle souvent d'économie régionale dans cette enceinte. Or, il faut bien reconnaître que cette situation a constitué, pour un certain nombre de régions, une véritable bénédiction. Pour la première fois dans son histoire, grâce au charbon américain arrivant sur les côtes européennes au même prix que le charbon européen, l'Italie est parvenue à se débarrasser d'un

handicap séculaire qui limitait son expansion industrielle.

S'il faut considérer le revers de la médaille, il faut aussi tenir compte de son avers. Je pense que, dans la Communauté, il y a des pays qui se réjouissent de n'avoir plus, dorénavant, à payer des frais de transport considérables pour faire venir leur charbon des mines de la Communauté concentrées dans le triangle situé entre Dunkerque, la Ruhr et le bassin de Lorraine.

Il est un second fait auquel nous ne songions pas lorsque nous avons rédigé le traité Schuman ; et ici, permettez-moi de citer un exemple concernant la Belgique. Nous n'avons jamais pensé qu'un jour le charbon américain arriverait de Hampton Roads à Anvers, par des navires de dix mille tonnes, à un prix de transport identique à celui du chemin de fer pour le trajet de Liège à Bruges.

Il y a cinq ans, personne n'aurait pensé que de pareilles conditions se réaliseraient un jour. Et l'on nous dit que ce n'est là qu'un commencement, que des bateaux de 20.000 tonnes pourront ramener les prix de fret d'une moyenne de 5 à 6 dollars à environ 4 dollars.

On nous dit aussi que c'est une des ambitions de John Lewis de créer une flotte de navires de grand tonnage pour assurer le plein emploi aux mines américaines.

M. Bertrand. — Il n'est pas le seul à avoir cette idée.

M. Coppé. — Il faut avoir le courage d'investir et non de fermer certains sièges, nous a dit M. Deist. J'estime qu'il faut avoir le courage à la fois d'investir et de fermer. C'est ce que l'on voit à l'heure actuelle dans la Sarre à l'occasion de l'accord franco-allemand.

Créer des sièges dont le rendement sera de 2 à 3 tonnes par ouvrier du fond est aussi nécessaire que de fermer des entreprises qui ne sont pas rentables et qui ne le seront plus jamais. Il faut donc avoir le courage à la fois de fermer certains sièges et d'en ouvrir de nouveaux parce que l'industrie charbonnière doit vivre et que pour vivre, elle doit s'adapter.

Je terminerai en parlant de certaines modifications de structure dans l'industrie charbonnière qu'à demandées M. Deist. Je pense, en par-

ticulier, à la dernière phrase de la résolution qu'il a signée et qu'il a lue tout à l'heure :

« Les institutions des Communautés européennes doivent se persuader qu'une politique énergétique charbonnière n'est possible que si les charbonnages deviennent propriété publique dans tous les pays de la Communauté. »

Dans un secteur que je connais bien et qui est public, dans un pays que je connais aussi très bien, une adaptation structurelle est tout aussi nécessaire que dans des industries qui, à l'heure actuelle, dépendent de l'initiative privée. En Grande-Bretagne où les charbonnages sont nationalisés, on se trouve exactement devant le même problème que celui en face duquel nous nous trouvons dans la Communauté. Aux Etats-Unis, où les houillères sont soumises au régime de l'initiative privée, les stocks atteignent 70 millions de tonnes.

De nos jours, il semble que nous soyons tous d'accord pour dire qu'il faut aller dans la direction d'un accroissement de la productivité, que c'est par l'accroissement de la productivité que se réalise l'augmentation du standard de vie et que l'on ne peut obtenir une augmentation du standard de vie qu'en produisant mieux.

La véritable question est de savoir si, pour arriver à cette amélioration de la productivité que nous voulons tous, parce que nous voulons tous l'augmentation du standard de vie, nous croyons à des initiatives centralisées ou si nous pensons y parvenir mieux par des initiatives décentralisées.

Pour ma part, je croirai encore longtemps que le standard de vie et la productivité sont plus rapidement obtenus dans un système de décentralisation des décisions. C'est la question qui se pose à l'occasion de cette modification du régime de la propriété dont nous parle l'honorable M. Deist.

Là n'est cependant pas le véritable problème pour nous car, ni le traité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ni, je crois, celui de la Communauté Economique Européenne, ne modifient en quoi que ce soit le régime de la propriété des entreprises.

L'honorable M. Friedensburg, répondant à M. Deist, a dit que comme Caton il aurait pu terminer son discours par cette phrase : « Et pour finir, je pense qu'il faut détruire Carthage. »

Pour ma part, je voudrais citer le peintre Apelle. A un humble savetier qui, voyant le portrait qu'il avait fait d'Alexandre le Grand, portait un jugement, non pas sur la chaussure, mais sur le reste du vêtement, Apelle répondait en le ramenant à la véritable question : « Savetier, ne porte pas ton jugement au delà de la chaussure. »

Notre traité prévoit un certain nombre de dispositions. Il est l'instrument qui nous permettra de travailler et avec lequel il est de notre devoir de travailler.

Je répondrai à M. Deist : « Je m'en tiens, moi, à la chaussure. »

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Marjolin, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Marjolin, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord joindre mes félicitations à celles que M. Coppé a adressées à M. Posthumus dont le rapport, par la qualité de ses analyses et la lucidité de ses jugements, a constitué une admirable introduction au débat si intéressant que nous avons aujourd'hui.

Je peux confirmer à M. Posthumus que la Commission de la Communauté Economique Européenne estime que la politique énergétique est une composante essentielle de sa politique économique structurelle.

Nous considérons donc que le débat d'aujourd'hui est au cœur de nos préoccupations et je suis heureux de dire que j'y ai déjà puisé de nombreux enseignements, dont nous tiendrons compte dans l'élaboration de notre politique économique générale.

Je dirai quelques mots maintenant, après M. Coppé, de la coopération entre les trois exécutifs, et je confirmerai pleinement ce qu'il a dit sur le caractère satisfaisant de cette coopération.

Non seulement les présidents des trois exécutifs s'entretiennent des problèmes de l'énergie comme des autres problèmes au cours de leurs réunions périodiques, mais le groupe interexécutif, chargé plus précisément de la politique

énergétique, et qui comprend MM. Coppé, De Groote et moi-même, se réunit fréquemment et discute longuement tous les problèmes dans ce domaine.

Cela m'amène à la conclusion que, pour l'instant au moins, la création qui a été évoquée ici d'un service commun pour la politique énergétique serait inutile ; en le créant, on alourdirait notre coopération au lieu de la faciliter.

En effet, il ne faut pas oublier qu'un service commun présente des servitudes : d'abord, il est difficile de déterminer l'autorité qui lui donne des instructions et la coopération des trois exécutifs, qu'on aura cru rendre inutile en créant le service commun, devient d'autant plus nécessaire pour donner des instructions communes au service commun.

Aussi longtemps que la coopération sera aussi intime qu'elle l'est entre les trois exécutifs, je n'hésiterai pas à dire que le service commun est inutile. Si plus tard nous devons nous apercevoir, M. Coppé, M. De Groote, moi-même et les trois exécutifs, qu'un tel service pourrait être utile, nous n'hésiterions pas à en proposer la création.

La forme plus particulière que va prendre la coopération des trois exécutifs dans un avenir prochain se manifestera évidemment dans les propositions qu'ensemble, sur la base du rapport du Comité mixte, nous allons adresser au Conseil de Ministres. La plupart des questions qui ont été traitées ici aujourd'hui devront faire l'objet de telles recommandations lorsque, au cours d'une des prochaines sessions de cette Assemblée, vous serez appelés à discuter des recommandations qui auront été faites au Conseil de Ministres. Ce sont les trois exécutifs, ensemble, solidairement, qui viendront alors devant vous pour se justifier.

Je voudrais maintenant, afin d'y répondre, vous lire quelques phrases du rapport de M. Posthumus, qui m'ont particulièrement frappé.

« La Commission de la Communauté Economique Européenne n'échappera pas », dit M. Posthumus, « à la nécessité que lui imposent ses attributions générales d'être attentive au rôle économique et à la position des formes d'énergie autres que le charbon et l'énergie nucléaire à savoir : produits pétroliers, gaz naturel, énergie hydraulique, électricité. »

Sur ce point, je suis tout à fait d'accord avec M. Posthumus et je puis lui donner l'assurance que nous ne cherchons pas à échapper à la nécessité que nous imposent nos attributions générales.

« Les deux Commissions européennes », demande ensuite M. Posthumus, « ont-elles, en vertu du protocole du 8 octobre 1957, fait temporairement abandon de leurs compétences pour les formes d'énergie ressortissant à leur autorité ? »

La réponse est négative ; nous n'avons fait abandon d'aucune compétence et nous sommes dans toutes les circonstances fermement résolus à faire face à toutes nos responsabilités. Mais afin d'éviter tout malentendu, je désire, Monsieur le Président, préciser quelles sont ces responsabilités, ou plus exactement quels sont les moyens dont la Commission de la Communauté Economique Européenne dispose pour faire face à ces responsabilités.

Je suis prêt à dire, en effet, que nous considérons nos responsabilités comme des responsabilités générales, qu'aucun problème économique essentiel qui s'impose actuellement à l'Europe n'échappe à notre compétence.

Je tiens donc à être absolument catégorique : il n'est pas question pour nous, à aucun moment, d'esquiver un devoir ou une responsabilité quelconque, mais je vous demande à votre tour de reconnaître très clairement quels pouvoirs le traité donne à la Commission de la Communauté Economique Européenne pour lui permettre de faire face à ses responsabilités.

A cet égard, je formule trois observations. Je souligne en premier lieu qu'il n'y a rien, dans le traité de Rome créant la Communauté Economique Européenne, sur telle ou telle forme d'énergie particulière. La commission est donc responsable du pétrole et de l'électricité, par exemple, de la même façon et au même degré qu'elle est responsable du textile ou de l'industrie mécanique.

Nous sommes décidés à ne nous soustraire à aucune de nos responsabilités ; nous sommes donc prêts à admettre ces responsabilités pour les formes d'énergie qui ne sont pas couvertes par les traités de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ou de l'Euratom, mais dans les mêmes conditions, dans les mêmes formes et au même degré que nous sommes res-

pensables pour le textile ou pour l'industrie mécanique.

Nous sommes prêts à reconnaître que, par la signature du traité de Rome, la responsabilité qu'avait en réalité la Haute Autorité de la C.E.C.A. pour d'autres formes d'énergie nous a été transférée, mais dans les conditions de notre traité, et je serais presque tenté de dire malheureusement pas dans les conditions du traité de la C.E.C.A.

Ma deuxième observation, qui est un complément de celle que je viens de formuler c'est que la Commission de la Communauté Economique Européenne n'est pas un gouvernement européen qui aurait une responsabilité générale et particulière pour l'ensemble de l'économie et pour chacun de ses points particuliers. La Commission de la Communauté Economique Européenne n'est pas un gouvernement européen dont les pouvoirs ne seraient limités que par la volonté d'un parlement européen. Ses pouvoirs sont limitativement énumérés dans le traité.

C'est ainsi, en particulier — ce sera mon troisième point et en même temps ma conclusion — que notre commission n'aurait pas le pouvoir, même si elle l'estimait nécessaire, d'astreindre les formes d'énergie autres que le charbon et l'énergie nucléaire aux mêmes conditions de concurrence que celles auxquelles le charbon est tenu par traité de la C.E.C.A. : publication des barèmes et conditions de vente, limitation des rabais, etc.

J'ai tenu à mettre l'accent sur ces limitations tout en indiquant notre ferme conviction que la Commission de la Communauté Economique Européenne ne pourrait pas laisser se développer en Europe sur un point quelconque, même là où elle n'est pas spécifiquement responsable, une situation critique sans intervenir, c'est-à-dire sans au moins faire entendre sa voix.

En effet, si la Commission de la Communauté Economique Européenne n'a pas d'autre pouvoir, elle a toujours celui de parler et c'est un pouvoir dont elle entend user, avec modération, certes, mais chaque fois que ce sera nécessaire.

Pour l'instant, en accord avec les observations formulées aujourd'hui par la plupart des orateurs, en accord avec la Haute Autorité qui est le chef de file dans cette affaire et avec la Commission Européenne de l'Energie Atomique, nous

nous orientons vers l'élaboration d'une politique énergétique qui fera l'objet de recommandations communes au Conseil de Ministres.

Nous formulerons ensemble ces recommandations. S'il apparaît nécessaire, par exemple, d'établir pour d'autres formes d'énergie des conditions de concurrence qui rapprochent le marché de ces autres formes d'énergie du marché de charbon, c'est dans le cadre de ces recommandations sur la politique énergétique que nous serons amenés à formuler des propositions particulières.

Si la Commission de la Communauté Economique Européenne n'a pas de pouvoirs spécifiques en ce qui concerne les formes d'énergie autres que le charbon et l'énergie nucléaire, elle a une responsabilité en ce qui concerne l'équilibre et le développement de l'activité économique. Elle a la ferme résolution, dans le cadre du traité — mais, je le répète, elle n'hésitera jamais à formuler les propositions qui seraient nécessaires — d'intervenir si tant le niveau de production que le niveau des investissements dans l'ensemble de l'économie ou dans telle branche particulière de l'économie se révélaient insuffisants.

En agissant ainsi, la commission restera consciente de la limitation des pouvoirs que j'indiquais tout à l'heure. Elle ne considérera pas que chacun des déséquilibres partiels qui peuvent surgir momentanément dans telle ou telle branche de l'économie exige une intervention de sa part. Elle se contentera d'intervenir chaque fois que les déséquilibres seront tels qu'ils menaceront l'évolution satisfaisante de la conjoncture dans son ensemble.

Lundi prochain, nous aurons dans cette même enceinte l'occasion de parler de la politique économique générale de la Communauté, sur la base du rapport de M. van Campen. Je ne veux donc pas anticiper ; je dis simplement qu'il y a un lien très étroit entre le débat que nous avons aujourd'hui et celui qui aura lieu lundi. Mais sans anticiper et pour ne pas me limiter à des observations qui sont, dans une certaine mesure, de procédure, je dis qu'en faisant face à ses responsabilités de caractère général, la commission considère que l'impératif majeur qu'elle doit avoir constamment présent à l'esprit est celui de l'expansion économique ; que, s'il est tolérable que certains maux affligent temporairement notre Communauté, il est un mal auquel nous ne devons jamais nous résigner, à savoir

le développement insuffisant, pour une période assez longue, de notre production.

C'est cet objectif de l'expansion qui doit, dans une large mesure, commander les interventions de la commission dans le domaine de l'énergie. Notre préoccupation majeure, dans ce domaine, doit être de veiller à ce que les industries de la Communauté soient constamment approvisionnées en énergie à des coûts raisonnables. Ce que seront ces coûts raisonnables, c'est précisément l'objet des recommandations que nous ferons sur la politique énergétique.

Voilà pour ce qui est de l'objectif. En ce qui concerne les moyens, je veux vous dire ma conviction, personnelle pour l'instant, car la commission n'a pas encore eu l'occasion de prendre des décisions sur ce point, que nous devons, dans les domaines essentiels de la production de la Communauté, nous mettre d'accord sur des objectifs de production et d'investissement, non pas en vase clos comme résultat d'un travail de savants, mais après une discussion aussi publique que possible avec les éléments intéressés à la production dans les différents secteurs de la Communauté.

Je suis d'ailleurs entièrement d'accord avec M. Coppé sur le point que, dans les circonstances actuelles et quelles que soient nos préférences personnelles, ces objectifs devront être des objectifs indicatifs qui serviront de guide à l'action des gouvernements et à notre action propre, en même temps que des baromètres qui nous permettront de mesurer si notre action a été suffisamment efficace.

Dans cette expansion vers des objectifs que nous aurons déterminés, je suis d'accord avec les différents orateurs qui sont intervenus et en particulier avec M. Deist pour dire qu'un de nos devoirs essentiels est d'éviter des perturbations trop violentes. Je ne crois pas qu'il soit possible ni peut-être même désirable d'éliminer toutes les fluctuations ; mais encore faut-il que ces fluctuations soient maintenues en des limites assez étroites.

Enfin, je crois que, pour donner effet à cette espèce de philosophie économique, il n'est pas nécessaire, dans les circonstances présentes, soit de donner des pouvoirs supplémentaires aux Etats, soit de demander des pouvoirs supplémentaires pour les Communautés.

Les pouvoirs dont disposent les Etats et ceux que nous détenons nous-mêmes, conjoints, doivent être suffisants pour déterminer les objectifs et en poursuivre raisonnablement la réalisation.

Telles sont, Monsieur le Président, les observations que je désirais présenter. Je ne veux anticiper ni sur le débat de lundi ni sur celui que nous aurons ici sur la politique énergétique ; cependant, puisque M. Coppé a résumé parfaitement certains des objectifs que nous nous proposerons dans l'élaboration de cette politique énergétique, je répète que la considération essentielle qui guidera la Commission de la Communauté Economique Européenne sera celle d'assurer à nos industries des approvisionnements suffisants en énergie de toute nature.

Ce souci nous conduira presque inévitablement à déterminer des prix qui seront en quelque sorte des prix-guides, des prix-directeurs, des prix auxquels il nous apparaîtra possible d'obtenir les quantités de charbon et les quantités de pétrole nécessaires à l'alimentation d'une industrie en expansion constante ; c'est dans une très large mesure sur la détermination de ces prix indicateurs que devra porter la discussion concernant la politique énergétique.

Je vais, Monsieur le Président, en avoir terminé. Plusieurs orateurs ont évoqué la question du cartel, comme on l'appelle d'une façon peut-être peu appropriée, qui vient d'être conclu en Allemagne entre producteurs de charbon et producteurs de pétrole. Comme il s'agit là d'un problème qui entre dans le domaine des règles de la concurrence, je laisserai à mon collègue, M. von der Groeben, le soin de répondre sur ce point.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. von der Groeben, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. von der Groeben, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je désire simplement répondre en deux mots à une question qui a été posée par quelques représentants, notamment par M. Leemans, qui se sont demandé si l'entente conclue en Allemagne entre le pétrole et le charbon est compatible avec les dispositions du traité, notamment avec l'article 85.

Je vous rappelle qu'aux termes de l'article 88 du traité il appartient aux autorités nationales de décider si les ententes conclues sont compatibles avec les dispositions de l'article 85 ; dans le cas présent, il s'agit de savoir si elles le sont avec la législation allemande sur les cartels. Les autorités allemandes devront donc décider si on se trouve devant la situation dont parle l'article 85, paragraphe 1, du traité, autrement dit si cette entente est « susceptible d'affecter le commerce entre les Etats membres » et si elle est propre à fausser le jeu de la concurrence.

Au cas où il devrait être répondu par l'affirmative à cette question, il faudra décider en second lieu si une exception peut être faite en vertu de l'article 85, paragraphe 3. Voilà les problèmes.

Pour sa part, la Commission est tenue, au sens de l'article 89 du traité, de veiller à l'application des articles 85 et 86. Elle peut instruire les cas, soit sur demande d'un Etat membre, soit d'office. Les Etats membres sont tenus de lui prêter leur assistance.

Se fondant sur la documentation à laquelle elle a eu accès jusqu'ici, la Commission a commencé l'examen de ce problème. Je ne puis évidemment pas vous indiquer dès aujourd'hui le résultat de notre enquête ; nous n'en sommes pas encore là.

Voilà, Monsieur le Président, ce que je voulais dire aujourd'hui sur cette question.

M. le Président. — La parole est à M. De Groote.

M. De Groote, membre de la Commission de l'Euratom. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le rapport de M. Posthumus est substantiel et toutes les questions qui y sont soulevées mériteraient un examen extrêmement précis. Je craindrais fort, si je me livrais à un tel examen, d'abuser du temps de cette Assemblée.

Je satisferai, je crois, à la fois le vœu de l'Assemblée et celui de M. le Rapporteur en répondant aux seules questions verbales posées.

M. Posthumus a dit son souci de voir la politique énergétique bénéficier de toute l'homogénéité nécessaire. A cet égard, je voudrais confirmer ce que mes collègues MM. Coppé et Marjolin ont dit.

Personnellement, je suis entièrement satisfait de la façon dont les choses se présentent avec cette liaison au niveau du Conseil de Ministres, pour ce qui concerne le Comité mixte, au niveau des commissaires par des contacts réguliers entre M. Coppé, M. Marjolin et moi-même et également, dans le cadre interne de notre organisation, dans les services qui dépendent de moi, par la présence de quelques fonctionnaires spécialisés qui s'occupent directement de l'énergie en liaison avec l'énergie nucléaire, fonctionnaires qui ont accès chez M. Coppé et chez M. Marjolin.

C'est, si vous le voulez, un service commun qui n'en a pas le nom ; nous en sommes, à cet égard, au stade de l'expérience et nous avons l'intention, si les choses ne fonctionnaient pas d'une façon convenable, de nous adapter et de les modifier à la lumière de l'expérience.

Je reviens ici sur une question délicate étant donné que les chiffres ont été fixés antérieurement par nos collègues les Trois Sages. Je voudrais, une fois de plus, expliquer que, depuis le moment où les Trois Sages ont fixé un objectif jusqu'au moment où je suis en mesure de recenser les réalités auprès des industriels et d'extrapoler légèrement, c'est-à-dire de faire personnellement un acte d'optimisme, une différence assez considérable existe entre l'objectif des Trois Sages — je tiens à souligner que c'est un objectif — et les résultats des recensements que j'ai pu opérer.

Voici comment les choses se présentent :

Objectif des Trois Sages : 15.000 mégawatts.

Recensement auprès des utilisateurs : 3.000 à 3.500 mégawatts.

Hypothèse optimiste, si vous voulez, objectif limité mais qui pousse des racines dans la réalité : 5.000 mégawatts.

Je vous dirai d'abord que les 5.000 magawatts représentent dans l'économie européenne une réalisation considérable si vous voulez bien considérer qu'ils sont l'équivalent d'environ 2 milliards d'unités de compte à investir dans l'espace de six ou sept ans.

Que s'est-il passé depuis que les Trois Sages ont fixé, et dans les meilleures conditions qui existaient à ce moment, leur objectif ? Des choses relativement importantes.

La première, c'est qu'on espérait que l'énergie nucléaire serait assez rapidement compétitive. Pour le moment, les espoirs sont moins directs. Il est bien certain que l'énergie nucléaire, d'ici quelques années sera compétitive, mais elle le sera moins rapidement qu'on ne l'estimait il y a deux ans.

La deuxième chose importante est que, dans ce domaine de l'énergie nucléaire, il y a une instabilité technique invraisemblable ; le rythme du progrès y est tel que l'initiative à prendre pour installer des centrales nucléaires est retenue en quelque sorte par les possibilités techniques les plus accessibles et les plus récentes.

Il y a, enfin, un fait qu'il faut reconnaître également : c'est qu'on a péché par excès d'optimisme en ce qui concerne les immobilisations dans les centrales nucléaires. Il y a un an, une sorte de ressac s'est produit, qui a amené à reconsidérer les investissements à faire pour les centrales nucléaires. Aux Etats-Unis, par exemple, les chiffres d'il y a deux ans ont dû être réévalués avec des pourcentages considérables de 20 à 30 %.

Voilà les raisons pour lesquelles il faut, je crois, modérer ses espoirs sans cependant se faire taxer de pessimisme.

Monsieur le Président, je suis personnellement optimiste de nature, mais j'ai des raisons particulières de l'être en ce qui concerne le développement de l'énergie nucléaire en me fondant sur toute une série de considérations que je me suis déjà permis de développer en commission et dont je voudrais informer l'Assemblée.

La première raison de mon optimisme est liée au fait que, lorsqu'on examine un prix de revient nucléaire, on constate que la plupart des postes de ce prix de revient son éminemment compressibles dans l'avenir.

La deuxième est liée au fait que, jusqu'ici, on s'est trouvé en présence d'un boni de plutonium dans les prix de revient. Ce boni de plutonium est un élément incontestablement artificiel, mais lorsque ce boni sera remplacé par un usage de recyclage de plutonium dans les centrales elles-mêmes, il se trouvera être un élément de stabilité beaucoup plus grande du prix de revient et probablement un élément d'abaissement de ce prix.

La troisième raison de mon optimisme est liée à la recherche et au développement. Nous manipulons à l'Euratom une source d'énergie qui est en véritable devenir. Dès lors, toutes les recherches menées à l'heure actuelle et dont certaines sont réellement très prometteuses, vont retentir sur la structure et la stabilité de l'énergie nucléaire dans un sens que l'on peut prévoir comme tout à fait favorable.

Enfin — et c'est le dernier élément de mon optimisme — il n'y a pas de problème d'approvisionnement. A cet égard, je pourrais répondre à M. Burgbacher que le recensement des consommations que j'ai pu faire sur la base des perspectives de réalisations dans les six années à venir montre qu'en matière d'uranium naturel, les seuls approvisionnements français et belge couvriront la consommation, mais qu'il y aura un déficit, d'ailleurs peu grave, en ce qui concerne le matériel enrichi.

Pour le moment, nous sommes, pour le matériel enrichi, dans la dépendance de l'importation. Personnellement, je n'ai pas l'horreur de l'importation comme telle, mais il serait évidemment plus agréable de pouvoir vivre sur son propre fonds.

Je crois encore — et ce n'est pas de l'optimisme gratuit — que l'utilisation possible du plutonium nous rendrait totalement indépendants des importations de matériel enrichi.

Voilà quelques considérations qui répondent au souci de M. Posthumus d'être fixé sur les objectifs.

Je dois avouer que la réalisation des 15.000 mégawatts — c'est-à-dire de 10 000 mégawatts de plus que ce que nous pouvons envisager pour le moment — représenterait une telle ponction sur l'épargne européenne qu'elle poserait peut-être des problèmes de conscience à l'égard soit des ministres des finances, soit des personnes faisant partie notamment du groupe des Trois Sages, du moins du point de vue budgétaire.

La deuxième question soulevée par M. Posthumus est relative au rythme de développement. Je puis dire à M. Posthumus que l'on ne peut fixer ce rythme d'avance ; à ce sujet, il n'y a pas de vérité. Mais, personnellement, je voudrais exprimer l'opinion que ce rythme de développement me paraît normal ; il s'inscrit normalement dans ces plans de caractère général qu'avec

M. Coppé et M. Marjolin nous examinons pour le moment et qui, je pense, prendront un caractère de plus grande précision dans le premier trimestre de cette année.

M. Van Campen m'a posé trois questions qui méritent, elles aussi, des réponses nettes.

La politique de l'Euratom, demande M. Van Campen, favorisera-t-elle la politique économique régionale ? Je réponds à M. Van Campen : sans aucun doute, car il serait évidemment fort malheureux que nous ne tenions pas compte de la possibilité que nous avons de créer des industries nouvelles et, eu égard aux nécessités régionales, de les installer dans des endroits bien déterminés de la Communauté.

C'est non seulement notre vœu le plus sincère, Monsieur Van Campen, mais cela, je le répète, entre dans nos possibilités puisque, en ce qui concerne l'application de l'accord américain, nous aurons en définitive, nous Euratom, à choisir le lieu géographique. Nous aurons donc l'occasion de tenir compte de ces facteurs.

D'un autre côté, grâce au pouvoir d'information et de recommandation que nous avons auprès des gouvernements, nous pourrions encore, lorsque nous examinerons chacun des projets en particulier, recommander aux gouvernements de tenir compte de ces éléments régionaux.

Après avoir dit que c'était là un de nos soucis, je voudrais indiquer à M. Van Campen que la chose est difficile à réaliser pour une raison purement technique qui est la suivante : on constate que l'énergie nucléaire se rapproche, dans les meilleures conditions, du niveau compétitif pour de très grosses unités et pour des coefficients d'utilisation extrêmement élevés. Par exemple, les perspectives anglaises qui sont très proches de la concurrence avec l'énergie thermique, portent sur des unités de 200, 500 ou 800 mégawatts, mais le minimum est de 200 mégawatts.

Dans des régions qui sont en recul économique, il y a éventuellement moyen d'introduire de grosses unités, mais dans des régions en retard économique, ce serait matériellement impossible.

Dès lors, le problème de l'aide régionale ne pourra être véritablement résolu que le jour où nous aurons trouvé une solution à celui des

petits réacteurs. Nous nous en préoccupons. Aux Etats-Unis, on a fait des progrès considérables dans cette voie et l'on trouve des réacteurs dont la puissance va de 5 à 20 mégawatts ; mais nous sommes encore très loin de compte à cet égard.

Après vous avoir dit très loyalement que nous avons l'intention de tenir compte le plus possible des préoccupations régionales, je vous signale en même temps que certains obstacles techniques devront être vaincus avant que nous puissions faire du travail en profondeur à ce sujet.

La seconde question que m'a posée M. Van Campen est relative à l'accord Etats-Unis - Euratom, en ce qui concerne notamment l'emprunt.

Je rappellerai d'abord à M. Van Campen que cet emprunt portera sur une somme de 135 millions de dollars pour une dépense que j'estime être de 350 millions de dollars plus les intérêts intercalaires, soit *grosso modo* une dépense définitive et complète de 410 millions de dollars. C'est dire que l'emprunt n'est qu'une fraction de l'investissement total.

Les négociations sont en cours entre la Commission de l'Euratom et l'Export-Import Bank. Elles se poursuivent d'ailleurs dans une atmosphère excellente. Le système qui a paru le plus opportun est celui de l'emprunt de la somme totale par la Commission de l'Euratom et du prêt de parties de cette somme à due concurrence, disons du « kilowattage », aux différentes entreprises qui se présenteront et dont les projets seront accueillis.

Ce système ne pourra être réalisé qu'en accord avec le Conseil de Ministres et dès que les négociations avec l'Export-Import Bank seront terminées. Nous présenterons au Conseil de Ministres la demande d'autorisation et pour emprunter et pour prêter.

M. Van Campen a fait une remarque sur le caractère démocratique différent des deux méthodes l'une étant d'établir un rapport direct entre l'Export-Import Bank et les emprunteurs, l'autre de passer par l'Euratom.

Je crois, comme lui, qu'il est préférable d'employer la formule de l'emprunt par l'Euratom. Du point de vue comptable, vous verrez apparaître dans le budget d'investissements, d'une

part, l'emprunt de la somme auprès de l'Export-Import Bank et une entrée à l'Euratom, et, d'autre part, en contrepartie, comme sortie les sommes qui seront prêtées à chacun des réalisateurs de centrales.

Certains points restent encore à régler, par exemple, le pourcentage d'emprunt par rapport à la mise de fonds totale. Ceci devra être négocié, dans chaque cas, et comme il est mentionné dans le rapport que les sommes pourront être empruntées à partir du mois de janvier 1959, je me permets de dire à M. Van Campen que si cela est rigoureusement exact, c'est matériellement impossible.

Il faut, en effet, que l'emprunt soit d'abord fixé dans tous ses détails et que les projets soient ensuite sélectionnés. Il serait plus exact de dire que c'est au moment de la sélection des différents projets que les prêts pourront être consentis par la Commission de l'Euratom.

M. Van Campen a également demandé si, pour le service de l'emprunt, nous comptons passer par une banque. Je lui réponds : évidemment, c'est la règle quand on traite avec l'Export-Import Bank.

Il est certain que, sans préjuger la décision quant à la négociation à intervenir et sans l'affaiblir, nous allons naturellement vers une des réalisations de la Communauté économique, à savoir la Banque européenne d'investissements. Mais si notre vœu est d'y aller, nous devons défendre les intérêts des emprunteurs et nous entendons conclure avec cette banque un accord qui donnera satisfaction à tous les membres.

M. Van Campen a posé une troisième question relative à l'action que l'Euratom va poursuivre. Cette question n'est pas seulement pertinente, je la considère aussi comme un encouragement, car si le rapporteur, qui est l'expression de cette Assemblée, nous pousse à l'action, nous y voyons un soutien.

Par exemple, quel usage allons-nous faire de l'article 41 et des fameux recensements de tous les éléments des projets, non seulement de centrales, mais aussi d'usines nucléaires, qui nous seront soumis ?

Ici, je voudrais définir en quelques mots — et cela aura le défaut d'être un peu simplifié — la façon dont nous concevons notre rôle.

D'abord, nous terminerons, dans trois jours, notre première année d'existence. Nous l'avons consacrée à établir des cadres et à respecter les délais que les auteurs du traité avaient fixés à cet égard. Il a parfois été difficile de les respecter, mais nous y sommes néanmoins parvenus.

Nous avons, à la fois, une agence d'approvisionnement et un marché commun nucléaire, deux traités qui ont été négociés, un projet d'université qui a été admis et toute une série de choses.

La première année a été largement remplie.

A présent, nous nous trouvons en présence d'une seconde mission : tâche d'initiative au cours de laquelle nous aurons surtout à couvrir nos besoins d'information et à entrer dans la voie de l'aide aux entreprises qui la solliciteront.

Pour de longues années, nous concevrons notre rôle comme celui de catalyseur. Car, qu'il s'agisse d'initiative privée ou publique, nous manipulerons là des choses qui, qu'il s'agisse de recherches scientifiques ou d'aide financière éventuelle, exigeront de notre part une grande attention et de très gros efforts.

Mais, je tiens à en avertir l'Assemblée, il est une chose sur laquelle nous serons intraitables : c'est l'exercice des droits que nous donne le traité en ce qui concerne notre information. Qu'on soit dirigeant ou qu'on ne le soit pas — je n'ai pas à prendre position ici à cet égard — mais la pire solution consiste à laisser faire sans connaître.

Dès lors, autant nous attachons de l'importance à l'application stricte de l'article 41, dans les années qui viennent, et à une loyale information qui nous sera donnée par toutes les personnes qui s'occupent d'énergie nucléaire, autant nous voulons également ne pas être des poids morts et des publicateurs de questionnaires ou autres choses pareilles.

Je me permettrai encore d'insister sur le fait que, ni moi personnellement ni mes collègues de la commission, nous n'épargnerons aucun effort pour que l'article 41 soit loyalement et complètement appliqué. Il est indispensable, à ce point de vue, que nous soyons bien éclairés.

M. Van Campen m'a demandé si l'article 41 avait déjà reçu des applications. Je lui réponds

qu'une firme italienne nous a transmis un projet et nous a demandé de l'examiner avec elle.

D'un autre côté, nous avons été invités à participer à la sélection de projets concernant le sud de l'Italie et qui, comme vous le savez, seront financés par la Banque industrielle de reconstruction et de développement.

De même, nous avons reçu des informations en ce qui concerne des usines de fabrication d'éléments de combustible, en particulier en Belgique. Mais ceci n'est qu'un début et, comme je vous l'ai déjà dit, la première année a été une année de mise en marche d'organisation.

Dès lors, ne vous étonnez pas si l'article 41 n'a pas encore reçu d'application. Étonnez-vous en d'autant moins que les questionnaires types relatifs à l'application de cet article viennent seulement d'être publics au cours du mois de décembre dans les journaux officiels. Les entreprises n'auraient eu ni le temps ni les indications techniques nécessaires pour fournir les renseignements voulus.

J'ai à répondre, en dernier lieu, à M. Leemans et à M. Burgbacher. M. Leemans m'a demandé des renseignements au sujet du programme de recherches et spécialement de l'utilisation de deux fois 50 millions de dollars, 50 millions qui seront donnés en exécution du contrat américain par les Etats-Unis, et 50 autres millions qui seront fournis par la Communauté.

A cet égard, je voudrais vous dire, Monsieur Leemans, que nous lancerons, si ce n'est déjà fait, un appel pour qu'il soit procédé à des recherches dans les six pays de la Communauté, tout en définissant l'objet de ces recherches qui auront trait à plusieurs éléments essentiels, notamment celles relatives à la fabrication des éléments de combustible, au recyclage du plutonium, aux modérateurs organiques.

Ces recherches sont définies, d'une façon générale, comme étant des perfectionnements en ce qui concerne les plans de réacteurs, d'un côté, et en ce qui concerne, d'autre part, le cycle des combustibles. Les mêmes recherches vont être sollicitées des universités, des laboratoires et des industries, aux Etats-Unis, pour toute la partie qui peut être exécutée dans ce pays.

M. Burgbacher a soulevé la question des prévisions. Je ne voudrais pas interférer sur les

explications qui seront données, dans un domaine qui leur est peut-être plus familier, par mes collègues M. Coppé ou M. Marjolin, mais je dis tout de suite que, dans un autre domaine, celui de l'aviation civile, j'ai pratiqué des prévisions qui ont donné satisfaction.

Je crois qu'il est possible de faire de bonnes prévisions. D'ailleurs, comme vient de le dire M. Coppé, quand il s'agit de la réalisation d'industries dont l'amortissement exige normalement 20 ou 25 ans, il n'est pas possible de travailler sans établir des prévisions.

Dès lors, le problème sera de savoir s'il y a de bonnes prévisions. Il peut y en avoir lorsque l'on travaille dans des domaines homogènes où existent des éléments continus, par exemple l'accroissement de la population. Il en est de même pour l'augmentation du revenu national, sauf, bien entendu, en cas de revirement de la conjoncture.

En ce qui concerne le revenu national, les prévisions deviennent erronées si la conjoncture s'effondre, mais, d'une façon générale, il y a tendance à l'augmentation. On peut se tromper sur la détermination du coefficient, mais la tendance est là.

Il y a également une question de localisation des populations qui fait que le phénomène énergétique est assez largement prévisible. L'observation est d'autant plus intéressante qu'il faut non pas faire de prévisions à trop long terme, mais les revoir régulièrement. C'est la méthode que nous emploierons pour déterminer la politique énergétique commune aux trois Communautés.

Nous commencerons par établir ces prévisions, d'ailleurs fort bien faites par la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et qui seront revues régulièrement pour une adaptation qui peut se révéler nécessaire.

En ce qui concerne le rôle de l'énergie nucléaire, M. Posthumus a dit qu'il n'était pas immédiat. Je répondrai que le rôle de l'énergie nucléaire ne sera pas un rôle conjoncturel, mais structurel, et je rassure ici mes amis de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Nous n'interviendrons pas dans les difficultés qui se manifestent en ce moment, pour la bonne raison que nous ne sommes pas compétitifs. Ce n'est pas un manque d'envie d'intervenir,

mais nous ne sommes pas compétitifs parce qu'il nous faut trois ans pour construire un réacteur.

Enfin, je confirme à M. Burgbacher qu'en ce qui concerne l'approvisionnement, il n'y a pas de problème en ce moment en matière d'énergie nucléaire, sauf l'amélioration considérable — et je voudrais terminer sur cet espoir — qui résulterait du fait que nous pourrions recycler le plutonium.

Telles sont, au sujet des questions posées, les quelques indications de caractère général que, dans l'ensemble, j'ai cru intéressant de donner afin de répondre, de la façon la plus précise possible, aux interpellations dont j'ai été l'objet.

(Applaudissements.)

(M. Vanrullen remplace M. Fohrmann au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. VANRULLEN

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Leemans.

M. Leemans. — *(N)* Monsieur le Président, permettez-moi de faire deux remarques à propos de ce que MM. Coppé et von der Groeben ont déclaré.

Il est apparemment facile de se livrer à des spéculations théoriques sur la concurrence et sur la politique charbonnière en général, mais il est fort malaisé de donner un avis très simple sur une certaine manière d'agir, plus encore sur un cas particulier.

M. Coppé trouve normal que, sur le marché allemand du charbon et du pétrole, des ententes soient conclues à propos de la concurrence et des prix, des ententes qui n'ont pas cours dans les autres pays. Au surplus, il ne trouve pas du tout alarmant qu'en Allemagne les producteurs de charbon ne souffrent provisoirement pas de la concurrence du mazout lourd, alors que les producteurs de charbon des autres pays souffrent bel et bien de cette concurrence.

Bien que les négociations relatives à l'entente charbon-pétrole aient duré des semaines et qu'elles aient traversé successivement des pha-

ses variées, la Haute Autorité a cru devoir accepter sans plus cette entente.

La réponse de la Haute Autorité me paraît déconcertante ; elle illustre son manque d'initiative dans le domaine de la politique européenne de l'énergie.

M. le Président. -- La parole est à M. Posthumus, rapporteur.

M. Posthumus, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je crois qu'à ce stade de la discussion, je puis me dispenser de répondre d'une façon circonstanciée aux orateurs qui ont fait des remarques sur le rapport que votre commission pour la politique énergétique vous a soumis. J'ai l'impression que le contenu de ce rapport — qui avait été adopté à l'unanimité par votre commission — n'a pas non plus soulevé de contestations dans la discussion à laquelle l'Assemblée s'est livrée ; je n'ai donc pas grand-chose à ajouter.

Il me sera sans doute permis, en revanche, de faire quelques remarques à l'intention des membres des trois exécutifs qui ont eu l'amabilité de prendre part à notre débat. Mon impression est que, pour l'heure, notre discussion avec ces membres des exécutifs, sur les sujets qui nous préoccupent, n'est pas encore achevée. J'ai discerné dans leurs réponses un certain nombre de réflexions dont quelques-unes me paraissent mériter que je m'y arrête un instant, sans qu'il soit besoin pour autant de provoquer une nouvelle discussion.

En premier lieu, je dirai que j'ai été frappé de voir combien ces trois membres des exécutifs, MM. Coppé, Marjolin et De Groote, ont été unanimes, d'une façon vraiment touchante, quant à l'excellence de leur collaboration. De leurs déclarations, j'aurais pour un peu retiré l'impression que dans quelques années nous aurons conçu et réalisé en Europe une politique énergétique complète, parfaite et admirable et cela grâce à cette collaboration à laquelle les trois exécutifs se livrent à la satisfaction de tous, une collaboration si remarquable que M. Marjolin n'a même pas jugé nécessaire d'instituer un service commun de l'énergie.

Voici à quoi revenait sa démonstration : Quand nous nous réunissons régulièrement à trois, tout marche pour le mieux ; nous préparons et prenons tout de suite de bonnes décisions et pour

cela nous n'avons pas besoin d'un service commun.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous faire part de quelques incertitudes qui me hantent et qui sont le témoignage de la prudence. Je me demande si tout ce dont on nous a parlé est vraiment si parfait, si remarquable, comme on nous l'a suggéré.

En second lieu, je ferai une observation à l'intention de M. Marjolin. Le cheminement de sa pensée m'a tout d'abord inquiété un peu, mais ensuite il m'a de nouveau apaisé. M. Marjolin dit que la Commission de la Communauté Economique Européenne ne peut tirer du traité aucune compétence qui lui permette de créer des conditions analogues pour la concurrence entre les différentes formes d'énergie, notamment aucune compétence relativement aux formes d'énergie qui ne relèvent pas de la Haute Autorité et de la Commission de l'Euratom. Poursuivant sa pensée, M. Marjolin a dit un peu plus tard : Nous avons certes la possibilité de faire entendre notre voix, nous pouvons aussi faire des recommandations ; quand il se produit un déséquilibre, nous avons la possibilité d'intervenir.

Si cette possibilité est également donnée lorsqu'il y a déséquilibre dans le rapport entre les différentes formes d'énergie, j'ai l'impression que M. Marjolin est tout de même arrivé, par un détour et après en avoir douté tout d'abord, à admettre que la Commission de la C.E.E. peut heureusement exercer à cet égard une certaine pression pour apporter certains changements et certaines améliorations à la situation.

Ma troisième et dernière remarque est destinée à M. Coppé qui m'a paru être un peu trop optimiste. On peut assurément noter, a-t-il dit, une tendance dans l'évolution qui veut que le prix de l'énergie importée et livrée en Europe s'élève moins rapidement que celui de l'énergie produite en Europe, mais les 250 millions de tonnes que nous produisons ne sont pas menacés et on peut voir la situation avec quelque optimisme. Les frets maritimes oscillent si fort que le jour reviendra probablement où ils seront tellement élevés qu'ils feront monter le prix de l'énergie importée au point qu'il dépassera celui de l'énergie produite en Europe.

Je prends la liberté d'être un peu plus pessimiste sur ce point ; je pensais qu'il était possible de se faire une idée en calculant le coût normal

du transport atlantique, ce qui est naturellement possible sur la base des données que l'on possède sur le coût d'un cargo.

Si donc, faisant abstraction des influences de la conjoncture, on ajoute au coût l'énergie produite en Amérique, tel que ce coût est établi là-bas, un fret moyen raisonnablement calculé, je crois que l'on parviendra malgré tout à tirer des conclusions comparables. Il se pourrait alors que, si on se fonde sur des valeurs moyennes, l'image que l'on obtient présente des dangers d'ordre structurel, compte tenu aussi des oscillations du fret.

Si cette évolution se produisait réellement, il serait hasardeux de dire que les 250 millions de tonnes ne sont pas menacés, car dans cette hypothèse, il sera toujours possible que ces millions de tonnes soient rognés lentement mais sûrement.

Enfin, je ferai remarquer que M. Coppé n'a pas cru devoir répondre à mes questions sur les prévisions concernant les taux d'accroissement de l'énergie au cours des années à venir, également dans leur rapport avec le taux d'accroissement du revenu national brut.

M. le Président. — La parole est à M. Van Campen, rapporteur.

M. Van Campen, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je ne voudrais pas négliger de dire, également au nom de la commission pour laquelle j'ai eu l'honneur de prendre la parole en qualité de rapporteur, combien je suis reconnaissant à M. De Groote d'avoir répondu de façon si complète au nom de la Commission de l'Euratom aux trois questions que j'avais posées. Sa réponse a indubitablement fourni à notre commission de quoi enrichir ses travaux et les rendre plus féconds. M. De Groote a réussi à nous donner la certitude que la Commission de l'Euratom est très vigilante et qu'elle se dévoue entièrement à sa tâche.

J'ajoute que M. De Groote peut être certain à son tour que notre commission comprend fort bien que, même à l'époque atomique que nous vivons, on ne peut pas tout faire en un clin d'œil : Rome n'a pas non plus été bâtie en un jour.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

L'Assemblée sera appelée à se prononcer ultérieurement sur des propositions de résolution présentées par les commissions compétentes.

6. — *Sécurité, hygiène du travail et protection sanitaire*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Santero, fait au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire, sur les parties du premier rapport général de l'Euratom et de celui de la Communauté Economique Européenne qui concernent la sécurité, l'hygiène du travail et la protection sanitaire.

La parole est à M. Santero, rapporteur.

M. Santero, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai l'honneur de faire rapport à l'Assemblée au nom de la commission parlementaire sur les parties du « Premier rapport général de l'Euratom » et de celui de la Communauté Economique Européenne qui concernent la sécurité, l'hygiène du travail et la protection sanitaire. Etant donné que mon rapport a été distribué en novembre dernier, j'ai lieu de présumer qu'un grand nombre de mes collègues l'ont lu et en conséquence je crois pouvoir me borner à mentionner les principaux problèmes qui sont étudiés dans ce document.

Je parlerai tout d'abord de l'activité de l'Euratom et pour terminer je dirai quelques mots du rapport de l'exécutif du Marché commun.

Votre commission a cru utile de contrôler si toutes les mesures prévues par le traité instituant l'Euratom ont été exécutées en temps voulu et d'examiner si ces mesures sont suffisantes pour faire disparaître, ou tout au moins pour réduire, les inquiétudes que l'Assemblée peut éprouver au sujet de la santé et de la sécurité des travailleurs et des populations. Enfin la commission a estimé opportun d'envisager l'utilité, sinon la nécessité, de prendre pour la protection des travailleurs et des populations des dispositions uniformes qui s'appliquent encore au delà de la sphère des Communautés, si possible sur le plan mondial.

Le chapitre III du traité instituant l'Euratom, qui est consacré à la protection sanitaire, contient des dispositions qui, de l'avis de la com-

mission, garantissent une protection sanitaire efficace et suffisante, à condition qu'elles soient interprétées et appliquées correctement.

La Commission de l'Euratom a consacré à la question un chapitre de son rapport et nous devons lui en être reconnaissants. Nous avons déjà eu l'occasion de lui dire notre satisfaction en décembre dernier lorsque nous avons discuté des directives concernant les normes de base. J'ajouterai aujourd'hui que dans les derniers jours de décembre le Conseil de Ministres s'est inspiré de ces directives pour fixer définitivement les normes de base, compte tenu également des observations et des amendements qui avaient été présentés par l'Assemblée et acceptés par l'exécutif de l'Euratom.

En dehors du fait historique, je pense qu'il faut souligner aussi le fait politique, dirai-je, qui intéresse directement notre Assemblée : pour la première fois, une convention internationale établissant des normes pour la protection sanitaire des populations doit obligatoirement être respectée par tous les pays de la Communauté sans qu'il soit nécessaire que les parlements nationaux la ratifient. C'est là, à mon avis, un fait nouveau dont notre Assemblée doit se féliciter.

En ce qui concerne les autres dispositions contenues dans le chapitre sur la protection sanitaire, votre commission a évidemment reconnu que toutes ces dispositions ne sauraient être déjà appliquées, vu qu'il n'y a qu'une année que l'exécutif est en mesure de travailler en vue de cette fin. Ceci dit, je dois cependant ajouter que nous avons recommandé instamment et que nous recommandons encore à l'exécutif de l'Euratom d'instituer un corps d'inspecteurs sanitaires et de spécialistes qualifiés qui puissent assurer à bref délai ce contrôle supranational que nous désirons.

L'exécutif a fait savoir que ce corps d'inspecteurs sanitaires et de spécialistes sera formé au centre commun de recherches nucléaires qu'il devra créer conformément à l'article 8 du traité. Nous tenons à inviter encore l'exécutif à faire en sorte que ce corps d'inspecteurs sanitaires soit prêt à travailler quand, après 1960, l'industrie nucléaire commencera réellement à se développer dans notre Communauté.

Une autre question encore a préoccupé la commission parlementaire, à savoir celle de la protection des travailleurs et des populations contre

le danger d'accidents industriels dans le secteur nucléaire. En réalité, notre traité n'envisage pas expressément la nécessité de cette prévention, alors que les statuts de l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire de l'O.E.C.E., par exemple, disposent à l'article 11 que le Comité de direction doit promouvoir l'élaboration de normes concernant la prévention des accidents dans l'industrie nucléaire et qu'il doit promouvoir également la création de services communs aux différents pays pour la prévention de ces accidents.

Notre traité est muet sur cette question. A la suite de la discussion que nous avons eue à ce sujet avec l'exécutif, celui-ci a bien voulu nous dire qu'il avait déjà songé à remédier à cette lacune et qu'il y remédierait précisément en interprétant d'une manière large les articles 41 et 43 du traité. Ces articles prévoient l'obligation de communiquer à la Commission de l'Euratom les projets d'investissement concernant les installations nouvelles ainsi que les transformations d'installations déjà existantes et ils donnent en outre à la Commission de l'Euratom le droit de discuter tous les aspects des projets d'investissement et de communiquer son point de vue à l'Etat membre intéressé.

Nous remercions l'exécutif d'avoir bien voulu nous donner l'assurance qu'il profitera de ce contrôle des projets, de cet examen des programmes d'investissement pour exiger et assurer l'application de toutes les mesures propres à prévenir les accidents.

Il nous semble que l'on peut concevoir la prévention des accidents industriels sous la forme d'un triple contrôle : un premier contrôle par l'entreprise privée ou publique, un second contrôle par l'Etat et un troisième contrôle à l'échelon supranational, ce dernier relevant directement de l'exécutif de l'Euratom.

Je vous rappelle en passant, pour encourager encore l'exécutif dans cette voie, que nous estimons très utiles les propositions qu'il a faites et les mesures qu'il voudra bien prendre pour assurer que les six pays de la Communauté disposent des installations nécessaires pour la mesure de la radioactivité de l'atmosphère, de l'eau et du sol dans les six pays de la Communauté ; nous souhaitons que ces installations soient partout les mêmes afin que nous puissions disposer de données directement comparables.

Nous voulons aussi encourager l'exécutif à publier au plus tôt son bulletin d'information afin

que la population soit renseignée en tout temps et en tout lieu sur le degré de radioactivité de l'atmosphère ; ce bulletin, tel que nous le concevons, devra diffuser des connaissances sur les moyens pratiques de prophylaxie.

Monsieur le Président, tout le monde reconnaît que plus il est étendu et plus il présente d'uniformité, plus un système de prévention et de protection sanitaire sera efficace ; c'est précisément pourquoi tant le traité instituant l'Euratom que les statuts de l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire contiennent des articles invitant les organisations à conclure des accords relatifs à la protection sanitaire.

Les membres de votre commission invitent l'exécutif de l'Euratom à parfaire en ce domaine sa collaboration avec les organisations que j'ai mentionnées et à continuer de conclure des accords avec l'Organisation internationale du travail. Mais, dans l'immédiat, nous recommandons à l'exécutif d'accélérer les travaux qu'accomplissent, à ma connaissance, les comités mixtes d'experts de l'Euratom et de l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire aux fins de trouver précisément des normes de base susceptibles de faire l'objet d'un accord international à l'échelon mondial ou tout au moins à l'échelon européen. En d'autres termes, notre vœu serait que ces normes relatives à la prévention des accidents et aux moyens de réparation des accidents éventuels puissent être adoptées sur une grande échelle et être par conséquent plus efficaces.

En ce qui concerne le rapport de la Commission de la C.E.E., nous avons constaté avec un certain étonnement qu'il ne consacre qu'un seul paragraphe aux problèmes de l'hygiène, de la sécurité du travail et de la protection sanitaire.

A l'observation que nous lui en avons faite, la Commission nous a répondu que dans son rapport elle s'était simplement proposé d'indiquer ce qui s'est déjà fait en matière de protection sanitaire et de sécurité du travail en général. Elle a rappelé que pour donner suite au vœu de la commission parlementaire elle a élaboré un programme de travail que ses membres ont approuvé à l'unanimité.

Comme j'ai exposé ce programme dans mon rapport, je vais me borner à mentionner la méthode de travail que l'exécutif a adoptée et que la commission parlementaire a approuvée.

La Commission de la C.E.E. a décidé d'étudier en premier lieu comment dans les divers pays les problèmes sanitaires du monde du travail se posent en réalité aujourd'hui, ce qui doit lui permettre de partir de données concrètes et réelles, de mettre au point ces problèmes et de les résoudre.

En second lieu, elle nous a fait savoir qu'elle procède à la classification des problèmes par ordre d'importance et d'urgence. Nous avons appris avec satisfaction que le premier problème qui devra être traité est celui des maladies professionnelles et des accidents du travail, tant en ce qui concerne leur prévention que pour ce qui est de la réparation des dommages qu'ils ont causés.

Votre commission a également approuvé l'intention de l'exécutif d'organiser au cours de cette année une conférence sur les effets de l'automatisation, envisagés également sous l'angle de l'hygiène et de la sécurité du travail.

En outre, votre commission a constaté avec une grande satisfaction que la Commission de la C.E.E. est disposée à élaborer un programme de recherches scientifiques pour éviter que les mêmes recherches ne soient effectuées dans plusieurs pays et qu'en revanche certains problèmes ne soient examinés nulle part.

Votre commission et l'Assemblée doivent encore dire leur reconnaissance à la Commission de la C.E.E. qui a déclaré que, loin de s'y opposer, elle est très favorable à une coordination du travail des trois exécutifs dans le domaine de la protection sanitaire aussi « pour des raisons de logique, d'efficacité et d'économie des moyens », comme l'a dit M. Petrilli.

Nous attachons beaucoup d'importance à la coordination des travaux des trois exécutifs parce que nous y voyons un problème fondamental d'ordre politique aussi. Lorsque nous songeons à une grande division générale commune de la protection sanitaire en général, la logique veut que nous reconnaissions aussi que cette grande division générale doit comprendre des sections spécialisées, comme c'est d'ailleurs le cas dans les ministères nationaux de la santé ou de la prévoyance sociale. Il est donc conforme à la raison qu'elle ait des sections spéciales pour les questions nucléaires. Nous souhaitons la création de cette grande division générale commune dans l'intérêt de la protection de la santé de nos populations et de la sécurité des travailleurs.

Nous le souhaitons précisément, comme je l'ai dit il y a un instant, pour une raison d'ordre politique. En effet, si nous nous intéressons beaucoup à l'Euratom, c'est que cette institution donne à nos pays le moyen d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques avec plus de rapidité, plus d'efficacité et de plus grandes possibilités d'obtenir des résultats et en même temps avec une dépense moindre. Nous nous intéressons aussi beaucoup à l'activité de l'Euratom parce que nous considérons cette Communauté comme un instrument propre à hâter la fusion des intérêts et à assurer au plus tôt l'indissolubilité du lien qui unit les destins de nos pays.

Notre Assemblée se compose non pas d'experts, mais d'hommes politiques qui représentent des populations qui, lorsqu'elles nous voient partir pour Strasbourg, pensent — et elles ont raison de le penser — que nous venons ici pour faire l'Europe, pour faire marcher cette Europe unie dont on entend parler depuis dix ans. Et nous avons le devoir de ne pas décevoir les espérances de ces populations.

La Commission de la C.E.E. nous a soumis un certain programme que nous avons approuvé et celui de l'Euratom, qui a déployé une si grande activité pendant cette première année de son existence, a élaboré de vastes programmes de la plus haute importance. Il paraît dès lors logique de demander — comme nous l'avons fait dans notre rapport — que l'Euratom obtienne les moyens financiers nécessaires pour la réalisation de ces programmes que nous avons approuvés.

Il nous a de même paru inutile de dire dans le rapport que la réalisation de ces programmes dépend des moyens financiers dont les exécutifs pourront disposer. Mais vu le sort qu'a eu le projet de budget pour 1959 des deux exécutifs, il me paraît que la recommandation qui forme le dernier paragraphe de mon rapport est tout, sauf superflue.

Sur ce point, je tiens à déclarer en outre que la mesure dans laquelle le Conseil de Ministres accepte le financement des programmes que proposent les exécutifs fera apparaître la mesure dans laquelle il est animé de la volonté politique de construire rapidement une Europe unie.

Monsieur le Président, je m'arrêterai maintenant pour ne pas abréger le temps précieux qui sera consacré à la discussion ; celle-ci j'en suis certain, comblera les lacunes de mon rapport et encouragera les exécutifs à traduire dans la

pratique, par des dispositions concrètes, cet esprit dont s'inspirent leurs rapports ; c'est un esprit dont nous nous félicitons vivement parce qu'il démontre que la priorité est donnée à l'homme comme tel, l'importance des simples intérêts économiques ne devant pas prévaloir sur la sienne.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je déclare la discussion ouverte sur le rapport de M. Santero.

La parole est à M. Ratzel.

M. Ratzel. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, mon collègue Santero a la malchance de voir que son rapport n'est discuté qu'après le débat auquel nous nous sommes livrés en décembre dernier sur les normes de base.

Il est permis de dire qu'à propos de la protection sanitaire nous sommes constamment amenés à nous demander : Que savons-nous de tout cela ? Ce que nous savons, c'est que les savants en discutent. La dispute des savants prouve que leur science est encore fragmentaire.

L'une des parties — ce sont les physiciens et les techniciens — fonce, éblouie par les possibilités techniques qui s'offrent. L'autre partie — les biologistes et les médecins — suit en boitillant. Quant à nous, hommes politiques, il nous incombe de régler la circulation : feux verts pour laisser passer l'énergie atomique et son développement ; feu rouge pour assurer la protection de la population.

Voilà qui est une situation bien difficile. Mais nous nous trouverons sans doute d'accord pour dire que, dans les décisions que nous avons à prendre, la santé de l'être humain et de sa descendance doit être notre premier souci. Je crois que nous serons également d'accord pour dire que nous devons prendre nos décisions en faisant le moins de sentiment possible — je le souligne — et en laissant parler au contraire la froide raison.

Nous pouvons sans doute dire aussi qu'il n'est aucune technique nouvelle dont l'homme se soit servi en s'entourant dès le début d'autant de soin et de prudence comme il le fait en ce qui concerne les techniques de l'énergie atomique.

Nous sommes en face du problème des normes de base dont nous avons discuté en décembre dernier. La solution de ce problème suppose, par

exemple, que nous sachions quelles sont les catégories de personnes qui sont exposées aux radiations dangereuses et dans quelle mesure elles le sont.

La Commission a déclaré dans son rapport qu'il était très difficile d'obtenir, sur ce point, des chiffres sûrs ; de ce fait, les normes de base ne sont évidemment pas aussi assurées que nous le souhaiterions. Un rapport publié en Allemagne par la commission spéciale de la radioactivité montre combien variables sont les données dont nous disposons ; dans ce rapport, le nombre des personnes exposées aux radiations ionisantes est de 25.000 selon un certain calcul et de 75.000 selon un autre calcul. De toute évidence, il est nécessaire d'établir une documentation plus précise, et de le faire au plus tôt. S'il est impossible de faire porter l'enquête sur chaque individu, la Commission pourrait peut-être se demander si une enquête conduite dans une fraction représentative de la population de tous les Etats membres ne permettrait pas de recueillir des indications plus précises.

M. Santero a abordé encore un autre problème, celui des médecins qui doivent exercer cette vaste et multiple surveillance. A cet égard, il est bien permis de dire que les médecins n'ont pas non plus fait leur entrée dans l'ère atomique aussi résolument que nous le souhaitions. Chez nous, en Allemagne, il n'est pas assez tenu compte de la radiologie dans la formation des médecins. Aucun examen de radiologie n'est exigé ; et quand on a été étudiant, on sait par expérience que les cours de radiologie ne sont pas suivis avec l'assiduité nécessaire, puisqu'il n'y a pas d'examen dans cette branche ; cette négligence des étudiants est d'autant plus compréhensible qu'ils doivent passer des examens dans une trentaine, sinon une quarantaine de branches. La Commission devrait donc, me semble-t-il, chercher à obtenir certaines améliorations dans ce domaine.

Très justement, M. Santero a souligné le fait qu'il s'agit surtout de prévenir et que le traité contient des lacunes en ce qui concerne la prévention des accidents. Nous prions la Commission de voir s'il n'est pas possible d'exiger que dans tous les pays de la Communauté des rapports de sécurité soient établis, de façon uniforme, lors de l'installation d'usines atomiques, des rapports où il serait clairement indiqué comment on entend prévenir les accidents. Ces rapports de sécurité devraient être vérifiés dans tous les pays selon les mêmes méthodes.

Il y a là une tâche importante à remplir. Certes, nous voulons qu'il n'y ait pas d'accidents, mais l'accident peut se produire malgré tout. Quand un accident de cette sorte s'est produit, quand des personnes ont été lésées, quand dans une région déterminée la récolte a été anéantie parce qu'apparemment elle a été contaminée par les radiations, dans tous ces cas se pose la question de l'indemnisation de la partie lésée.

Cette question se rattache de près à une autre. Comment agir à l'endroit de l'auteur de l'accident ? La question de la responsabilité civile est à mon avis une question urgente que la Commission devrait aborder ces prochains mois ; elle est d'autant plus urgente que les décisions d'ordre économique dépendent aussi de la solution qui sera donnée au problème de la responsabilité. Veut-on instituer une responsabilité civile de caractère entièrement privé ? Veut-on lui donner un caractère semi-privé, l'entrepreneur ne supportant qu'une partie du risque et l'Etat en supportant une autre ?

Voilà des questions qui ne sont pas sans importance, et il est indiscutable que la question de la propriété se rattache étroitement aussi au risque. A mon sens, on ferait bien, en cas d'accident ou de lésion et dommages, de régler de la même manière dans tous les pays de la Communauté l'indemnisation de la partie lésée, peu importe que l'auteur de l'accident se trouve en Allemagne, en France ou en Belgique. La Commission devrait donc considérer attentivement cette question de la responsabilité et de l'harmonisation dans ce domaine.

M. Santero a soulevé dans son rapport un problème qui me paraît fort important ; c'est le problème auquel il a voué un chapitre à part qu'il a intitulé « Utilité d'un système de protection sanitaire appliquant des normes uniformes à l'échelle mondiale ». Il est incontestable que les efforts que nous déployons dans le cadre de l'Euratom n'auront un sens que si tous ceux qui nous entourent prennent, avec la même diligence et la même rigueur que nous, des mesures de sécurité destinées à protéger la santé de la population.

Nous n'arrêtons pas de dire que nous voulons créer l'Europe. Mais l'Europe ne finit pas sur les bords de l'Elbe, ni à l'Adriatique, ni non plus aux rives de la Manche. Cela est particulièrement vrai dans le domaine de l'énergie atomique et quand on songe aux dangers que celle-ci implique : en effet, la contamination de l'atmosphère

phère et des eaux ne s'arrête pas aux frontières nationales.

C'est pourquoi je pense que nous devons recommander très chaleureusement à la Commission de chercher — nous sommes d'ailleurs convaincus qu'elle le fait déjà et qu'elle le fera encore — à conclure avec l'O.E.C.E. et avec l'Agence mondiale pour l'énergie atomique, à Vienne, une convention aux termes de laquelle des mesures identiques seraient prises, indépendamment des frontières nationales, idéologiques, pour la protection de la population, pour la protection des travailleurs.

Par là, nous voulons tenter de faire ce que les physiciens appellent un système fermé. Pour l'énergie atomique, pour les questions de protection sanitaire, nous avons besoin d'un système fermé. Or, ce système doit forcément comprendre le monde entier ou, pour le moins, l'Europe entière.

Mais quand nous posons cette question du système fermé, quand nous nous demandons si des conventions conclues avec l'O.E.C.E. et avec l'Agence atomique internationale, nous fourniront un système fermé de cette sorte, nous sommes malheureusement obligés de répondre qu'il n'en est rien.

En effet, il est un domaine plus vaste qui met en péril le but que nous voulons atteindre en poursuivant la protection sanitaire de la population. Ce domaine plus vaste, c'est l'application de l'énergie atomique à des fins non point pacifiques, mais militaires. Dans le rapport de M. Santero, ce problème n'est effleuré qu'en deux endroits. Dès les premières lignes, M. Santero parle du péché originel qui pèse sur l'énergie atomique. Dans un autre passage, il dit que les efforts que nous déployons pour protéger la population contre les dangers inhérents à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques n'ont de sens que si nous pouvons empêcher l'utilisation de cette énergie à des fins militaires. Cela signifie en d'autres termes que, si nous voulons que notre effort ait un sens, si nous voulons faire de notre système de la protection de la santé et de la vie un système fermé, nous devons nous interdire de faire la sourde oreille quand il est question de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires. Le problème est grave et nous devons y penser sérieusement.

Dieu merci, l'Euratom et le traité qui lui a donné naissance ne s'occupent que de l'utilisation

de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et il ne faut pas qu'il en aille jamais autrement. Nous ne voulons pas non plus que sous le manteau de l'Euratom, si je puis m'exprimer ainsi, il se fasse un mélange d'utilisation civile et d'utilisation militaire. Mais, même si nous nous occupons ici de l'utilisation purement pacifique de l'énergie nucléaire, nous devons nous demander si nos efforts ont un sens aussi longtemps qu'il existe un autre domaine, celui de l'utilisation militaire de l'énergie atomique, qui peut rendre illusoire tout ce que nous entreprenons.

La Commission de l'Euratom a pris la peine de créer des normes de base qui seront mises en vigueur dans les différents pays à une date que nous souhaitons très rapprochée. Un système de surveillance, de contrôle s'établira afin de garantir le respect de ces normes de base. Le traité prévoit par exemple que, si des expériences dangereuses sont faites dans l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ces expériences doivent être communiquées et qu'en outre les Etats sont tenus de prendre des dispositions supplémentaires pour la protection sanitaire de la population. Le traité prévoit aussi que, lorsque les effets de ces expériences peuvent affecter le territoire d'autres Etats membres, l'avis conforme de la Commission doit être obtenu.

Si nous examinons maintenant le domaine qui échappe à notre compétence, je veux dire le domaine militaire, nous constatons qu'il n'y a là pas de normes de base, pas de système de surveillance, pas d'obligation de déclarer les expériences dangereuses. On ne se soucie pas de savoir si les effets des expériences affectent également des territoires qui relèvent de la souveraineté d'autres Etats. Or, nous n'avons pas le droit de fermer les yeux devant ces problèmes. Nous devons nous rendre compte de ce qu'il y a là une éventuelle source de dangers pour l'œuvre que nous avons entreprise.

C'est un problème qui a fait couler beaucoup d'encre et suscité beaucoup de discussions. Je crois que nous ne saurions nous engager dans un débat sur les dangers que peuvent provoquer les expériences faites dans le domaine militaire. Je suis cependant frappé de voir qu'au moment où ils sont appelés à parler de ces questions, les savants, familiers des sciences exactes, ne trouvent plus de termes exacts et précis ; ils disent par exemple que le danger n'est pas « aigu » ou qu'il n'y a pas de « danger au sens le plus rigoureux du terme », ou encore que « pour l'instant » il n'y a pas encore de dangers ou que la situation

n'est pas « définitivement dangereuse ». Quand on entend parler de la sorte, on s'aperçoit que dans ce domaine, il ne règne pas beaucoup de clarté et que de ce fait, le succès de l'effort que nous faisons pour garantir la santé et la sécurité de la population est peut-être mis en question.

N'oublions pas que tout le travail que nous faisons dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques pourrait être réduit à néant suivant ce qui se passe dans le secteur militaire. Je crois que notre Assemblée devrait affirmer qu'en fin de compte notre travail, le travail que nous faisons dans l'intérêt de la population et pour la mettre à l'abri des dangers de l'énergie atomique, n'aura de sens que si nous réussissons non seulement à établir dans le secteur civil, dans le secteur des utilisations pacifiques, un système de contrôle sans faille, mais encore à supprimer les dangers que l'utilisation de l'énergie atomique à des fins militaires peut entraîner, ce qui revient à rendre impossible l'utilisation militaire de cette énergie.

Il ne faut pas non plus négliger le fait que, psychologiquement parlant, l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques se trouve gênée dans son développement par le fait que l'énergie atomique est utilisée d'autre part à des fins militaires. Il y a là une raison de plus pour nous de souhaiter qu'il soit mis un terme à cet emploi de l'énergie atomique.

(Applaudissements.)

(M. Cantalupo remplace M. Vanrullen au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. CANTALUPO

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Bertrand.

M. Bertrand. — *(N)* Monsieur le Président, mon intervention sera très brève puisque je ferai simplement quelques remarques au sujet du rapport de M. Santero, que je tiens à féliciter à cette occasion d'avoir réussi à résumer et à présenter sous une forme très compréhensible à l'Assemblée les discussions qui ont eu lieu à la commission de la sécurité du travail.

J'attire l'attention de l'Assemblée sur certains événements qui se sont produits ces dernières semaines et qui ont une très grande signification pour la future coopération européenne.

Au cours de notre réunion du mois de décembre, nous avons établi un avis sur le projet de directives que la Commission européenne devait soumettre au Conseil de Ministres. La décision prise par le Conseil le 22 décembre a conféré à ce projet de directives un caractère définitif. Je tiens à souligner à ce propos que nous avons maintenant pour la première fois en Europe une législation supranationale qui fixe avec toute la précision voulue les normes qui seront demain la base de la protection sanitaire des travailleurs et de toute la population.

C'est là un événement qui, jusqu'à présent, ne s'était vu nulle part ailleurs au monde, pas même aux Etats-Unis, où il n'existe pas de normes de base qui soient fixées par la loi pour l'ensemble du territoire.

C'est donc un fait très important et, en tant que président de la commission de la sécurité du travail, je tiens à dire à l'exécutif de la Communauté de l'énergie atomique la reconnaissance de la commission parlementaire d'avoir bien voulu tenir compte des remarques contenues dans l'avis de notre Assemblée et d'avoir même modifié son projet de directives avant de le transmettre au Conseil de Ministres.

Je ne puis m'empêcher de féliciter l'exécutif du compromis très souple qu'il a trouvé au sujet de l'article 3 du projet de directives et qui lui a permis de concilier l'attitude intransigeante de certaines délégations nationales avec celle, non moins ferme, de l'Assemblée qui avait à cœur de voir réapparaître dans l'article 3 le principe de l'autorisation préalable. Or, le texte définitif a non seulement donné satisfaction aux délégations nationales puisque le principe de la déclaration a été maintenu, il a aussi dissipé les inquiétudes de l'Assemblée puisqu'il prévoit que l'obtention préalable d'une autorisation est nécessaire en raison de la gravité des dangers qui sont liés à l'exercice de certaines activités.

Nous sommes donc très satisfaits de constater que le principe de l'autorisation préalable a été maintenu dans les normes de base et dans les directives.

Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance de ce que l'article 19 ait été adapté au texte de l'article 23 ; ainsi la qualification des experts chargés d'assurer le contrôle physique sera également garantie jusqu'à un certain point.

Nous sommes aussi très reconnaissants au Conseil de Ministres d'avoir bien voulu largement tenir compte de l'avis de notre Assemblée en ce qui concerne la décision qu'il a prise le 22 décembre dernier.

Les directives sont destinées aux six pays qui doivent maintenant fixer leurs normes de base.

L'article 161 du traité dispose que la directive lie tout Etat membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens.

En ce qui concerne les normes de base, aucun délai n'est prévu dans lequel les Etats membres doivent imposer au moyen de dispositions légales et réglementaires le respect de ces normes à tous ceux qui exerceront une activité provoquant des radiations dangereuses pour les travailleurs ou pour la population. Nous nous demandons par quel moyen la Commission de l'Euratom et notre Assemblée pourraient exercer sur les Etats membres une pression suffisante pour amener les autorités nationales à rendre obligatoires les normes de base en vertu de dispositions légales et réglementaires.

Quelles sont les possibilités qu'offre à cet égard l'article 33 du traité à la Commission de l'Euratom ?

Cet article dit ceci : « La Commission fait toutes recommandations en vue d'assurer l'harmonisation des dispositions applicables à cet égard dans les Etats membres. »

A mon avis, il n'est applicable qu'à partir du moment où les Etats membres ont fixé les normes de base.

Par conséquent, si la Commission de l'Euratom constate que certaines dispositions diffèrent trop fortement dans un ou plusieurs Etats membres, ou même dans tous les six, l'harmonisation doit se faire, du moment que les dispositions en question sont applicables dans les Etats membres.

Nous invitons l'exécutif à informer régulièrement la commission parlementaire des mesures qui seront prises par les Etats membres en vue de l'application des normes de base par voie législative ou réglementaire, afin de nous permettre de voir si ces dispositions sont appliquées avec la diligence nécessaire.

J'attire aussi l'attention sur ce que M. Santero a dit au paragraphe 24 de son rapport : il faut que la Commission de l'Euratom parvienne, à l'échelle internationale, à une coopération aussi large que possible avec d'autres organisations internationales telles que l'Agence européenne de l'énergie nucléaire de l'O.E.C.E. et l'organisation mondiale pour la protection de la population.

L'article 11 des statuts de l'Agence de l'O.E.C.E. dispose que des règles communes doivent être élaborées au plus tôt pour servir de base aux dispositions législatives et réglementaires nationales et que la création, entre les pays participants intéressés, des services communs nécessaires doit être encouragée. Mais à propos de la coopération sur le plan international, j'exhorte la Commission de l'Euratom à ne pas se laisser gagner par l'inertie qui gagne inévitablement les institutions internationales conçues à une si vaste échelle.

La Commission de l'Euratom ne doit admettre aucun retard dans l'exercice des compétences qui lui sont dévolues en ce domaine et elle doit poursuivre ses travaux avec la même énergie avec laquelle elle s'est attaquée à la définition des directives concernant les normes de base. S'il fallait attendre que l'Agence de l'O.E.C.E. ait établi des règles communes pour les dix-sept Etats membres, les normes de base ne seraient appliquées peut-être qu'en 1962 ou 1963 !

Voici le conseil que je donne à la Commission de l'Euratom. Coopérez autant que possible avec d'autres institutions internationales, mais pour rester l'entreprise pilote qui ouvre la voie. Les compétences qui vous seront dévolues par le traité vous permettent d'aller de l'avant pour arrêter un certain nombre de prescriptions et de mesures qui pourraient servir de modèle à l'Agence de l'O.E.C.E. et à d'autres institutions. Sinon, la coopération pourrait bien finir par freiner les activités que les possibilités dont vous disposez vous permettraient d'entreprendre.

J'attire aussi votre attention sur le paragraphe 26 du rapport de M. Santero où la commission exprime son inquiétude en face de l'insuffisance des connaissances scientifiques sur l'effet des doses de radiations excessives et les conséquences qui sont liées à la manipulation de substances radioactives.

L'article 39 du traité confie à la Commission une tâche précise en ce qui concerne le centre commun de recherches et prévoit la création d'une section de recherches biologiques et une section de documentation et d'étude des questions de protection sanitaire.

Je demanderai à la Commission de l'Euratom d'entreprendre dès maintenant certains travaux et de ne pas attendre la mise en place du centre commun de recherches. Je songe par exemple à l'information et à la documentation de certains milieux ; cette action pourrait être entreprise dès avant la création du centre de recherches et peut-être permettrait-elle même de combler les lacunes qui existent actuellement.

Je ferai encore une autre remarque sur le rapport de M. Santero. Je dois signaler les conséquences qui résultent pour l'exécutif du Marché commun beaucoup plus que pour la Commission de l'Euratom. En effet, on prévoit la définition de normes de base dont certaines dispositions peuvent avoir des répercussions considérables sur le plan social. Par exemple, il est dit que tout travailleur doit subir régulièrement un examen médical. D'autre part, ces normes de base disposent qu'à partir du moment où la grossesse a été constatée, les femmes ne doivent plus continuer à travailler dans les entreprises qui tombent sous le coup des dispositions arrêtées en vertu des normes de base ; ainsi se trouve donc posé le problème de l'indemnisation pour pertes de salaire.

Il y a ensuite le problème du traitement médical et des dépenses qu'il nécessite dans les cas où des hommes ont subi des radiations excessives, celle-ci pouvant donner naissance à toute une série de nouvelles maladies professionnelles.

Il y a aussi le problème de la durée du travail dans les entreprises dans lesquelles les travailleurs sont exposés à de fortes radiations.

Enfin, il y a la question des congés annuels ; tous les experts médicaux affirment que les congés des travailleurs des entreprises nucléaires doivent être beaucoup plus longs que ceux dont bénéficient habituellement les travailleurs des autres industries.

Il se posera un autre problème encore, celui de la création d'une nouvelle industrie chimique transformant les déchets de certaines matières radioactives ; pour cette nouvelle industrie, une

législation garantissant une protection sociale complète devra être mise sur pied.

Avant même que les personnalités responsables ne passent à la création d'un service commun de la sécurité et de la protection sanitaire, je leur demanderai si elles sont disposées à stimuler en commun tous les efforts tendant à harmoniser le plus rapidement possible les diverses législations qui existent en ce domaine, en se fondant sur les expériences que la Commission de l'Euratom aura faites quant à l'application des normes qui sont imposées à tous les Etats membres en accord avec la Haute Autorité et en collaboration avec la Commission de la C.E.E. Je crois, en effet, que les nouvelles règles feront surgir toute une série de problèmes sociaux pour la solutions desquels il appartiendra surtout à la Commission de l'Euratom de prendre les initiatives nécessaires et sur lesquels elle devra attirer l'attention des deux autres exécutifs afin que ceux-ci arrêtent au plus tôt les mesures nécessaires.

Pendant la discussion du rapport de M. Santero, l'Assemblée s'est surtout préoccupée — cela va de soi — de la protection de la population et de la tâche qui incombe en cette matière à la Commission de l'Euratom. Mais cela ne doit pas nous empêcher de nous adresser aussi à l'exécutif de la C.E.E. pour lui demander de ne pas limiter l'application de l'article 118 du traité instituant la C.E.E. en se contentant d'engager des études et de rassembler des informations ; elle devra aussi entreprendre en 1959 certaines actions en vue de promouvoir la coopération entre tous ceux qui assument une responsabilité sur le plan social en ce qui concerne l'hygiène du travail, la protection contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, afin que des mesures concrètes soient prises en application de l'article 118.

Telles étaient, Monsieur le Président, les quelques remarques que je voulais faire au sujet du rapport de M. Santero afin de bien mettre en évidence tout l'intérêt que la commission porte à la sécurité et à l'hygiène du travail.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Rubinacci.

M. Rubinacci. — *(1)* Monsieur le Président, mes chers collègues, tant le rapporteur M. Santero, que M. Ratzel et M. Bertrand se sont étendus

sur le rapport présenté naguère par la Commission de l'Euratom ; ils ont relevé un fait d'une grande importance politique, à savoir le respect de l'engagement pris en vertu du traité de Rome d'édicter des normes de base pour la protection sanitaire contre les dangers des radiations ionisantes.

Il a été rappelé qu'en décembre dernier l'Assemblée avait procédé à d'amples discussions et formulé certains vœux et suggestions dont la Commission de l'Euratom s'est inspirée, ce qui a permis au Conseil de Ministres de parvenir au stade de l'approbation. C'est là, comme je l'ai dit, un fait d'une grande importance parce que le secteur de l'énergie nucléaire est le seul secteur pour lequel les six pays de notre Europe aient déjà une législation commune.

Mais abstraction faite de l'opportunité politique de souligner cet événement, je crois que nous avons bien fait et que les orateurs qui m'ont précédé ont bien fait de revenir sur la question ; en effet, en notre qualité de parlementaires nous ne saurions estimer que l'approbation des normes de base par le Conseil de Ministres suffise pour que la question soit liquidée. Je dirai même que c'est aujourd'hui que commence peut-être le rôle d'agents stimulateurs qui est réellement le nôtre et en vertu duquel nous devons faire que ces normes de base, destinées à servir de directives aux divers pays qui doivent les respecter, deviennent effectivement des normes concrètes dont bénéficieront les travailleurs employés dans l'industrie nucléaire et qui seront pour eux un moyen de protection.

Dès lors, le premier vœu que nous devons formuler — et je m'associe à ce que M. Bertrand a dit il n'y a pas longtemps — c'est que les six pays de la Communauté édictent d'urgence les dispositions nécessaires pour assurer l'application des normes de base, sinon le travail que nous avons accompli, les vœux que nous avons formulés, demeureront sans effet pratique.

Cette législation nationale est évidemment nécessaire ; elle devra d'ailleurs s'insérer autant que possible dans le cadre des normes qui, dans les différents pays, régissent dès maintenant la protection sanitaire, la prévention des accidents et des maladies professionnelles et l'assurance ; il s'agira de normes spécifiques qui seront dictées précisément par la nature particulière et les dangers de l'industrie nucléaire. L'adoption de ces nouvelles normes fera apparaître la nécessité de reviser les normes générales en vigueur. Il faut

donc procéder également à ces adaptations et c'est, là aussi, un problème qui doit être résolu sur le plan national.

C'est également sur le plan national qu'il faudra déterminer jusqu'à quel point les normes relatives aux mesures de prévention d'ordre physique et sanitaire, les normes relatives aux soins et les normes relatives à l'assurance devront rentrer exclusivement dans le cadre de l'assurance contre les accidents et jusqu'à tel point elles devront au contraire être rangées parmi les normes concernant les maladies professionnelles. Il faudra enfin voir si, au contraire, la matière dont nous nous occupons ne peut pas être réglée par l'une ou l'autre des deux formes d'assurance, selon qu'il s'agit d'une cause violente qui détermine le traumatisme, c'est-à-dire l'accident, ou du progrès lent et sournois du mal, de l'agent qui, dans le cas présent, est la radiation ionisante, dans l'organisme du travailleur.

Il y a là toute une série de problèmes à la solution desquels il faudra que nous tous, qui faisons partie de nos parlements nationaux, nous commencions dès maintenant à nous préparer. Je suis aussi d'avis qu'entre temps la Commission exécutive de l'Euratom devra prendre les mesures préparatoires nécessaires aux fins d'assurer un contrôle supranational qui puisse être exercé non seulement par des inspecteurs, comme le suggère M. Santero, mais aussi par des spécialistes capables de s'acquitter d'un contrôle de nature physique. C'est ce qui a d'ailleurs été déjà suggéré fort opportunément par notre Assemblée à la Commission de l'Euratom.

Je propose donc que l'on entreprenne cette préparation car avant d'exercer le contrôle et de procéder aux inspections, il faut pouvoir disposer d'un certain nombre de personnes convenablement préparées pour s'acquitter d'une fonction si délicate. Instituez donc votre Centre de recherches, mais commencez dès maintenant à former des inspecteurs spécialisés qui puissent assurer demain un contrôle vraiment efficace.

Pour en terminer avec cette question, je recommande à la Commission de l'Euratom d'inciter les gouvernements nationaux à vouer une attention particulière au problème de la protection des femmes. J'adresse la même recommandation au Conseil de Ministres, qui est bien présent en esprit, mais n'assiste cependant pas à nos travaux.

Au cours de la discussion qui s'est déroulée à l'Assemblée, il est apparu clairement que les femmes sont exposées à de plus grands dangers que les hommes. Il s'agit de dangers qui peuvent avoir une incidence sur certains aspects de la constitution féminine et de la mission que la femme est destinée à remplir dans la vie. Les normes de base, il est vrai, se chargent d'assurer cette protection spéciale, mais les législations nationales devront surtout s'attacher avec une attention toute particulière à cette question. De façon générale, il faudra reviser les normes sur la protection des femmes qui travaillent et interdire l'emploi des femmes pour certains travaux. En outre, il faudra adapter également les lois sur la protection de la maternité et interdire pendant une durée plus longue que celle qui est actuellement prévue l'emploi de femmes enceintes.

En un mot, il faudra prendre toutes les mesures d'ordre prophylactique qui permettent de protéger au mieux nos travailleuses.

Mes chers collègues, ce rapport de l'Euratom montre qu'en matière d'hygiène et de sécurité du travail, nous avons pu déployer une action qui a amené finalement notre Communauté à édicter des normes communes. Mais combien peu pouvons-nous faire directement, Messieurs les Membres de la Commission Economique Européenne, en matière de protection sanitaire, d'hygiène, de sécurité du travail, sur toute l'étendue de notre Communauté, pour tous les secteurs économiques qui sont de notre compétence ! Le traité ne contient pas d'article qui nous incite et nous autorise à demander au Conseil de Ministres d'édicter des normes de base ; le traité n'oblige pas les gouvernements à se conformer à des normes de base qui pourraient, le cas échéant, être adoptées par notre Assemblée.

Le travail que nous avons à accomplir est très ingrat et difficile et tout dépendra de la bonne volonté que nous réussirons à susciter. Tous ceux qui, comme nous, sont portés à voir dans la création de la Communauté Economique Européenne avant tout un fait de grande portée sociale, générateur d'effets heureux sur le plan social, ont tout lieu de s'inquiéter du peu de moyens d'intervention directe qui nous est donné sur le plan communautaire. Voilà la douloureuse vérité.

Mais ne désespérons pas pour autant ! J'aperçois un élément positif qui nous permet d'envisager une harmonisation future des dispositions régissant cette matière en Europe : c'est le fait qu'en l'occurrence nous ne nous trouvons pas

devant un terrain vierge. En effet, nos six pays ont tous une tradition en matière d'institutions et de normes, tant dans le domaine de l'hygiène du travail et de la sécurité que dans celui de la protection sanitaire. Il nous faudra donc réussir à les convaincre d'adopter des normes : ces normes existent et consistent en des institutions d'assurance, des organes de contrôle, d'autres encore. Il s'agit de tout un domaine pour lequel nos pays font d'ores et déjà preuve d'un sens social suffisant.

Voilà certainement un élément positif qui nous permet d'espérer, à condition que nous sachions, comme l'a dit notre rapporteur, M. Santero, nous assigner des objectifs assez lointains et établir un certain ordre de priorité. La Commission de la C.E.E. est venue dire très opportunément à la commission parlementaire : « Messieurs, la première chose que nous nous proposons de faire, c'est de réunir une abondante documentation parce que s'il existe partout des normes, des institutions et ainsi de suite, celles-ci présentent cependant la plus grande diversité. Le système en vigueur dans chaque pays est né en raison de l'urgence de certains aspects, compte tenu de certaines nécessités et aussi de certaines possibilités d'ordre économique. Or, cette documentation est absolument nécessaire ; vous devrez nous présenter la prochaine fois un beau tableau synoptique, méthodique sur la base duquel nous puissions nous rendre compte de la manière dont les systèmes fonctionnent dans nos six pays. En d'autres termes, vous devrez nous mettre en mesure de faire des comparaisons qui ne soient pas purement mécaniques, mais qui soient instructives. »

A mon avis, ce sera là un premier pas en avant et nous pourrions passer ensuite à ce que nous pouvons considérer comme la seconde phase de notre action dans ce secteur. Chacun des six pays de la Communauté a ainsi la possibilité, grâce à la Commission de la C.E.E., grâce aux débats de notre Assemblée et des commissions parlementaires, de profiter des expériences faites par les autres.

Je crois qu'un premier objectif à atteindre, c'est de nous mettre en mesure de voir ce qui a été fait de mieux et de plus dans les différents pays, afin d'essayer d'en faire notre profit. En cette matière, Messieurs les Membres de la Commission, vous pouvez évidemment nous donner un certain nombre de conseils et de renseignements.

Il faudra, d'autre part, établir une certaine politique commune en matière de protection sanitaire, d'hygiène et de sécurité du travail.

L'adoption d'un code européen unique régissant cette matière est un objectif que je voudrais abandonner présentement aux amateurs d'utopies. Ce n'est pas le moment pour nous de nous engager sur ce terrain ; efforçons-nous, en revanche, tout en demeurant sur le plan des possibilités pratiques, de faire en sorte que dans leur politique les divers pays s'inspirent si possible de certaines directives communes, de certains critères communs afin que leurs législations en la matière puissent se développer dans une direction commune.

C'est précisément pourquoi je serais heureux que la Commission exécutive cherche dès maintenant à faire en sorte que dans ce secteur l'accent soit mis avant tout sur le côté préventif. Vu les grands progrès réalisés dans nos pays en ce qui concerne la législation sociale et surtout le mode d'application des normes sociales, notre but ne doit pas être uniquement de soigner et d'indemniser les victimes ; nous devons aussi éviter si possible le dommage et faire le nécessaire pour que le travailleur ne soit pas torturé et que les pères de famille ne soient pas arrachés aux leurs.

C'est pourquoi en ce domaine j'ai tenu à mettre l'accent sur la prévention et je me permets d'inviter tout spécialement la Commission de la C.E.E. à orienter ses efforts dans ce sens.

Il est encore un autre aspect dont il faut tenir compte. Le progrès technique pousse constamment à la modification des méthodes de protection et de travail. J'ai été chargé dans mon pays de préparer les normes d'hygiène et de sécurité du travail ; je sais donc combien il est difficile de condenser ces différentes lois, de les adapter à un type particulier de production et de travail. Je crois qu'en mettant les différents pays à même de profiter des expériences qui sont faites dans ce secteur la Commission de la C.E.E. pourra contribuer dans une large mesure à surmonter ces difficultés. Lorsqu'une nouvelle technique est appliquée pour la première fois, on se rend compte des mesures de protection et de sécurité du travail ainsi que des mesures de prévention que cette technique exige, et les connaissances ainsi acquises peuvent être mises immédiatement à la disposition des autres pays.

Je crois que nous pourrions harmoniser nos législations en premier lieu dans le domaine des

maladies professionnelles ; tous nos pays possèdent, en effet, une législation avancée en cette matière. Je pense que la première chose que l'on puisse faire, c'est précisément de chercher à établir des listes communes qui devraient cependant correspondre à des critères communs en matière d'assurance. Ces listes devraient être établies sur le même modèle, prévoir les mêmes maladies, indiquer aussi les causes des maladies, la durée pendant laquelle les maladies donnent lieu à indemnisation totale ou partielle ainsi que les conditions requises pour qu'une maladie puisse être reconnue comme maladie professionnelle.

Si nous arrivions à adopter une législation uniforme sur ces points, nous aurions déjà fait un premier pas vers l'objectif que nous sommes soucieux d'atteindre.

Nous avons des régimes communs pour les maladies professionnelles ; mais certaines maladies, qui sont malheureusement aujourd'hui de grande actualité et d'une importance sociale considérable, échappent cependant le plus souvent à des régimes particuliers soit en matière de prophylaxie soit en matière de traitement : il s'agit des maladies dites sociales, d'un terme d'ailleurs impropre, mais qui présentent certainement un caractère social en raison de leur extension, comme le cancer, les maladies rhumatismales, les affections cardiaques.

Je crois qu'en cette matière la Commission de la C.E.E. peut encourager, guider, prendre position sur des problèmes, en s'attachant avant tout à rechercher, sur la base des législations des divers pays, les meilleurs moyens d'atteindre des objectifs communs.

Je m'en suis tenu, Monsieur le Président, mes chers collègues, à quelques observations générales sur un sujet qui mériterait pourtant un examen approfondi. Nous venons à peine d'aborder ces secteurs et nous devons nécessairement nous en tenir à des idées très générales. Ce que nous pouvons certainement dire, c'est que nos peuples sont anxieux de voir adopter en ce domaine purement et objectivement social des programmes tendant à l'unité, une unité qui trouve son fondement moral dans la solidarité et dans ce sens social dont doit s'inspirer l'action politique de notre Communauté européenne.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Medi, vice-président de la Commission de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

M. Medi, *vice-président de la Commission de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.*

— (1) Monsieur le Président, je dois avant tout renvoyer à qui de droit les remerciements qui ont été adressés à la Commission de l'Euratom au sujet des normes de base. Vous comprendrez, Monsieur le Président, nos sentiments de profonde reconnaissance à l'égard de votre commission parlementaire, dont le rapport est actuellement en discussion, et plus particulièrement à l'égard de son président, M. Bertrand, qui a mené à bonne fin, avec tant de compétence et de dévouement, une tâche difficile : assurer l'approbation des normes de base.

Je me permets maintenant d'attirer l'attention de l'Assemblée sur l'accord unanime du Conseil de Ministres, du Comité économique et social et de l'Assemblée au sujet des normes de base. Or, quand il y a unanimité, il y a lieu de craindre que cette unanimité se fasse au niveau zéro : dans ce cas, ce n'est pas une unanimité, c'est la mort. Mais si l'unanimité se fait à un niveau élevé, il faut vraiment y voir la manifestation la plus haute de la vie. Espérons que ce soit le cas des normes de base.

J'entre immédiatement dans le vif du sujet et je me permets de faire une petite observation à M. Santero. M. Santero a écrit dans son rapport : « L'homme a besoin d'être rappelé à la prudence car il tend à négliger sa propre protection et celle d'autrui pour de nombreux motifs : la passion de la science et de la recherche, le désir de simplification, l'intérêt économique immédiat. »

Je ne peux pas accepter cette phrase où l'on dit que la passion de la science fait oublier au chercheur les responsabilités qui lui incombent sur le plan humain. La recherche des moyens de protection physiologique est aussi une manifestation de la passion de la science qui pousse l'homme à étudier les phénomènes biologiques d'une manière très approfondie. C'est pourquoi nous espérons que cette passion de la science deviendra toujours plus grande.

MM. Santero, Ratzel et Bertrand ont traité la question de la collaboration sur le plan européen. Il est vrai que le règlement de l'agence de l'O.E.C.E. concerne non seulement la protection sanitaire en face des radiations, mais aussi la protection contre les accidents nucléaires, alors que le traité instituant l'Euratom ne parle pas directement de ce second point. Je pense, Monsieur le Président, qu'il faut voir dans cette différence de réglementation la grande différence de structure

entre l'Euratom et l'agence de l'O.E.C.E., l'agence de Vienne et d'autres organisations. Ces dernières sont des organisations ; l'Euratom n'est pas une organisation : c'est un organe exécutif, il fait partie de l'unité politique, il a des pouvoirs de gouvernement. Les autres organisations peuvent donner des avis, elles n'ont qu'une responsabilité relative et un pouvoir relatif ; nous, au contraire, nous avons un pouvoir exécutif et réel et quand on possède un tel pouvoir, il faut tenir compte des limites et des possibilités d'exécution.

C'est pourquoi l'Euratom fixe les normes de base pour tout ce qui concerne la protection contre les radiations ; nous étudions attentivement, avec le plus grand soin, l'avis que nous devons donner, avec toute la prudence requise, pour la création d'une industrie nucléaire, nous n'assumons cependant pas nous-mêmes la responsabilité directe de l'exécution, ce qui pourrait, le cas échéant, rendre impossible le développement d'une industrie nucléaire.

Pour le cas où l'Assemblée présenterait une motion, je profite de l'occasion pour attirer votre attention sur l'article 41 du traité qui impose aux Etats, aux industries et aux entreprises l'obligation de communiquer à la Commission de l'Euratom les mesures qu'ils prennent au point de vue industriel, au point de vue du contrôle et enfin au point de vue de la protection sanitaire.

Je prie M. le Président de l'Assemblée d'aider la Commission de l'Euratom à obtenir que le Conseil de Ministres accepte une motion de l'Assemblée qui rende de plus en plus efficace, sérieuse et complète l'application de l'article 41. En ce qui concerne l'article 35 de notre traité — dont il est question au paragraphe 19 du rapport de M. Santero — l'Euratom voue la plus grande attention à l'application la plus complète de cette disposition. Ce point est d'une grande importance pour notre activité ; nous avons déjà pris à ce sujet des contacts avec les organisations qui existent dans les six pays.

Permettez-moi maintenant de donner une précision. Ce n'est pas l'Euratom qui devra posséder les installations et organiser directement le contrôle ; l'Euratom fera en sorte que les installations soient comparables entre elles et placées sous son contrôle en ce qui concerne leur conformité fonctionnelle au but, afin que les renseignements obtenus soient réellement comparables et puissent être centralisés dans un bureau unique.

L'Euratom inspectera les organisations nationales ; celles-ci lui fourniront notamment les données nécessaires pour la rédaction et la publication d'un bulletin qui fera connaître avant tout le taux de radioactivité de l'atmosphère, puis celui des eaux et du sol, avec des corrélations concernant les données météorologiques qui ont une importance fondamentale.

L'Euratom assume encore une autre responsabilité : donner toutes les indications possibles sur les pays autres que les six pays de la Communauté ; en effet, comme l'a justement fait remarquer M. Ratzel au cours d'une de ses interventions, nous ne pouvons pas mettre des frontières politiques à l'atmosphère et à la géophysique. Pour déterminer la radioactivité et les phénomènes atmosphériques connexes, il faut donc tenir compte de toutes les informations qui nous parviendront des divers pays.

La responsabilité qu'entraîne la rédaction de ce bulletin est si grande que je me permets de dire, au nom de la Commission de l'Euratom, qu'il faut que ce travail soit confié à une organisation centrale de l'Euratom lui-même. En effet, nous ne passerons pas sous silence que certaines données et certaines indications peuvent être particulièrement importantes et de nature si délicate qu'elles devront demeurer secrètes en cas de nécessité particulière.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, je remercie cette Assemblée d'avoir apporté son aide morale, politique et technique aux réalisateurs de notre Commission de l'Euratom.

Il est une autre question qui est liée à celle que je viens d'évoquer, à savoir celle de la standardisation des méthodes de mesure. Sur ce point, je pense avoir déjà donné les éclaircissements nécessaires dans un exposé précédent.

En ce qui concerne le caractère international de notre activité, j'ai indiqué les relations que nous entretenons avec l'O.E.C.E., l'U.N.E.S.C.O., l'agence de Vienne et l'U.E.O. Je vous dirai même que beaucoup a déjà été fait et c'est avec fierté que votre Assemblée peut constater que les normes de base, comme l'a pertinemment rappelé M. Rubinacci, sont les premières lois européennes édictées par une institution européenne dans un domaine technique, il est vrai, mais d'une nature telle qu'il peut fort bien prendre une importance politique et sociale immense.

Nous continuerons à suivre le développement des connaissances scientifiques en cette matière ;

nous continuerons à suivre le développement des méthodes appliquées par les autres organisations pour leurs études. Mais permettez-moi, Monsieur Bertrand, de vous remercier de nous avoir dit encore une fois que nous devons donner l'exemple et servir de guide à autrui en déployant une activité-pilote. C'est un drapeau que l'Euratom, avec votre aide, s'efforcera de tenir toujours haut et ferme.

D'autres tâches ont été rappelées. J'en résumerai les principales. M. Bertrand a souligné que nous devons inciter les Etats à appliquer chez eux les normes de base. En réalité, le traité n'impose pas de délais péremptoirs, mais c'est peut-être parce qu'il est prévu que sous la pression exercée par la Commission de l'Euratom les mesures nécessaires seront mises en œuvre dans les délais les plus brefs. Avec l'aide de l'Assemblée et celle des autres institutions, les Etats devront en effet promulguer le plus rapidement possible une législation nationale, tandis qu'il appartiendra à l'Euratom d'assurer cette harmonisation supranationale qui est prévue par le traité.

Mais, moralement parlant, nous pouvons estimer qu'en fait les nations ont effectivement l'obligation de respecter des délais et des limites quand ils légiféreront en la matière. L'Euratom doit donner son avis et son approbation aux industries nucléaires qui sont créées dans les divers Etats. Eh bien ! l'Euratom ne donnera aucun avis favorable en l'absence de mesures assurant suffisamment la protection sanitaire. Aussi le pays qui a créé une industrie nucléaire aura-t-il tout intérêt à préparer en temps voulu, à ce propos, une législation qui soit en harmonie avec les normes de base. En d'autres termes, le système établi est impératif en ce sens que c'est dans leur propre intérêt que les Etats devront légiférer. Ainsi ai-je répondu en ce qui concerne la législation nationale.

Mais je pense que cette délicate question peut aussi renfermer des éléments qui touchent aux nécessités militaires. Je ne m'engagerai pas dans la discussion des interprétations politiques du traité ; je dirai simplement qu'en harmonisant les normes de protection sanitaire, la Commission de l'Euratom peut apprendre indirectement aussi l'existence d'installations de caractère militaire. Je m'explique.

Puisque nous exigeons que les législations nationales se conforment aux normes de base, il peut arriver qu'un examen médical attentif des

travailleurs et des populations nous apprenne l'existence d'industries nucléaires de caractère militaire sans que nous ayons visité celles-ci, mais simplement parce que ceux qui y travaillent ont été victimes de radiations dangereuses pour leur santé. En effet, il n'y a pas une santé du temps de paix et une santé du temps de guerre, de même qu'il n'y a pas une vie humaine du temps de paix et une vie humaine du temps de guerre ; il y a tout simplement la vie humaine qui doit être respectée et que nous devons protéger.

C'est ainsi que l'Euratom, grâce à l'étude de l'ionisation de l'atmosphère, du taux de radioactivité et grâce à d'autres éléments qui devront être examinés à mesure que l'action de notre Communauté se développera, peut avoir des moyens de garantir la sécurité des populations et la protection sanitaire contre les radiations.

Passant au Centre commun de recherches nucléaires, je constate que le traité s'exprime clairement à ce sujet en disposant que « dans le cadre du Centre commun de recherches nucléaires » la Commission doit assurer la formation d'un corps d'inspecteurs et de médecins. Or, lorsqu'on dit « dans le cadre » on n'entend pas par là la simple existence matérielle d'un Centre commun de recherches ; il est évident qu'il incombe à la Commission de l'Euratom d'assurer le recrutement du personnel qui doit recevoir une instruction uniforme pour que l'homogénéité des enquêtes et des études soit assurée. Et au nom de mes collègues, je puis affirmer que nous étudions attentivement les conditions dans lesquelles cette tâche peut être accomplie.

Dans le cadre du Centre commun de recherches nucléaires, il sera procédé aux recherches biologiques d'une manière rigoureuse et scientifique, au niveau des connaissances les plus récentes.

En ce qui concerne le problème du travail des femmes, de même que tous les problèmes qui impliquent des conséquences sociales, je déclare au nom de la Commission que je suis d'accord avec M. Ratzel, avec M. Rubinacci et avec M. Bertrand. Il faut étudier de concert avec les deux autres Communautés (comme nous le faisons en particulier avec M. Giaccherio, membre de la Haute Autorité, et avec M. Petrilli, membre de la Commission de la C.E.E.) l'harmonisation de ces normes sur le plan social, politique, scientifique, biologique, économique et technique afin d'assurer le développement de l'énergie nucléaire

tout en donnant à ceux qui travaillent dans ce secteur la sécurité économique et sanitaire.

Monsieur le Président, j'espère avoir répondu, fût-ce d'une manière sommaire, à tous les représentants qui ont posé des questions. Qu'il me soit permis maintenant de me demander si l'opinion publique se rend compte des conséquences sociales les plus générales qu'entraînera le développement des industries nucléaires. Je ne crois pas qu'elle aille jusqu'à comprendre quels seront les changements qui se produiront dans le domaine social.

Avec sa précision habituelle, M. De Groote a indiqué des chiffres ; si on les regarde de près, on aperçoit qu'ils sont de nature à faire méditer longuement les hommes qui ont des responsabilités. Je ne crois pas faire trop confiance à nos faibles possibilités humaines en exprimant la conviction que ce sont précisément les hommes chargés de responsabilités qui peuvent considérer que la civilisation de demain sera profondément transformée dans ses structures économiques, politiques et sociales (excusez-moi d'employer ce dernier adjectif qui est devenu désormais trop générique), puisque nous prévoyons la réduction de la durée du travail, l'augmentation de la quantité d'énergie et, par là, l'accroissement des biens et services de tous genres, ce qui provoquera un changement radical de nos modes de vie.

Voilà la chance, voilà l'occasion offerte à cette jeune Communauté européenne qui voit la naissance d'une nouvelle phase de notre civilisation. De là dérive aussi, de toute évidence, la lourde responsabilité qui nous incombe : il faut que nous sachions nous diriger dans la bonne voie.

(Vifs applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Medi de l'importante réponse qu'il nous a donnée.

La parole est à M. Petrilli, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Petrilli, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — (1) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Membres de l'Assemblée, il ne me faudra que quelques minutes pour répondre au nom de la Commission de la Communauté Economique Européenne aux observations présentées sur le

rapport général ainsi qu'aux orateurs qui sont intervenus dans la discussion. A l'exemple de M. Medi, je désire à mon tour adresser les compliments de la Commission au rapporteur, M. Sante-ro, pour son rapport synthétique mais complet, et au président de la commission parlementaire, M. Bertrand, pour l'aide qu'il a apportée aux travaux de la Commission de la C.E.E. au cours de l'année qui vient de prendre fin.

La première critique adressée précisément au rapport que nous avons présenté, c'est qu'en matière d'hygiène et de sécurité du travail nous n'ayons consacré que très peu de place au problème particulier de l'hygiène et de la protection sanitaire. Cela s'explique essentiellement par le fait que ce rapport a été élaboré au cours des mois d'août et de septembre de l'année dernière, c'est-à-dire alors que notre Communauté n'avait pas encore abordé des questions assez importantes pour être discutées à l'Assemblée.

Aux réunions des commissions parlementaires j'ai exposé le programme de travail que la Commission européenne se propose d'exécuter dans le secteur en question ; je désire en particulier souligner ici un aspect intéressant du problème pour lequel une collaboration totale et efficace avec la Communauté Européenne de l'Energie Atomique est aussi possible. Le rapport de M. Santero a mis en lumière que les grandes et légitimes préoccupations du moment, qui se manifestent en particulier dans notre Communauté, concernent la protection des habitants en général et des travailleurs en particulier contre les radiations de l'énergie nucléaire ; le rapport a également signalé le fait qu'il existe déjà actuellement des catégories de travailleurs particulièrement atteintes — je pourrais ajouter dramatiquement atteintes — par ces radiations, à savoir les médecins et les infirmiers qui travaillent dans les hôpitaux, les laboratoires, les dispensaires de radiologie où ils sont constamment exposés à ces radiations et pour lesquels aucun des pays de notre Communauté n'a institué un système spécial de protection sociale.

Je pense qu'il faut faire un premier acte de solidarité en faveur de cette catégorie très méritante de travailleurs qui sont au service de l'humanité et instituer pour elle un régime spécial de protection sociale.

Je puis ajouter que, comme l'a d'ailleurs mentionné le rapporteur, dans le domaine des maladies professionnelles le premier travail de notre Commission a consisté à réunir une documenta-

tion à peu près complète et à dresser la liste des maladies professionnelles qui sont actuellement couvertes par les normes de protection sociale des six pays de la Communauté. Ce premier travail qui donne un tableau simple, élémentaire des maladies professionnelles, autrement dit des risques couverts, sera suivi d'une étude complète et détaillée des antécédents, des phénomènes qui se manifestent pendant la maladie ainsi que des séquelles, comme M. Rubinacci en a souligné la nécessité.

Il s'agit en somme d'étudier en premier lieu les mesures prises dans nos pays pour la prévention des maladies professionnelles, en second lieu la protection dont le travailleur bénéficie en cas de maladie professionnelle — sur le plan économique et sur le plan sanitaire — et les normes juridiques relatives à la protection contre le risque de maladie professionnelle, et en troisième lieu les mesures prises pour réintégrer dans le cycle de la production, après la maladie, le travailleur atteint et cliniquement guéri.

Puis, notre commission a procédé à une étude statistique pour déterminer le degré de fréquence de la maladie selon le sexe du travailleur, son âge et le type de travail auquel il est affecté. Nous y avons été incités par deux faits qui présentent un certain intérêt : d'une part, le progrès technologique (auquel MM. Rubinacci et Bertrand ont fait allusion) et, d'autre part, l'augmentation de la durée moyenne de la vie qui entraîne une composition différente de la population par groupes d'âge et par sexe, et aussi une distribution différente des maladies.

Il s'agit là d'une étude intéressante qui, autant que je sache, n'a pas encore été faite, tout au moins sous une forme comparative dans les six pays de la Communauté, le but étant l'adaptation de la législation de protection sociale au fait nouveau, c'est-à-dire à la manière différente dont se présente la maladie sur le plan de la protection sociale. C'est ainsi que, pour citer un exemple, on a constaté une forte augmentation des maladies de dégénérescence en comparaison des maladies infectieuses qui frappaient auparavant un plus grand nombre de personnes.

Notre méthode de travail comporte avant tout des accords avec la Haute Autorité de la C.E.C.A. et avec la Commission de l'Euratom.

En matière de travail commun, un champ d'action particulièrement important et intéressant est, par exemple, celui des modifications qu'il

faut apporter à la législation sociale en raison de l'application des normes de base pour la protection contre les radiations ionisantes. Nous devons procéder à l'étude d'autres maladies professionnelles particulières qu'on observe dans les six pays, notamment les dermatoses des agriculteurs dues à l'emploi de certains engrais chimiques. Nous étudierons également les conséquences des maladies provoquées par de nouvelles techniques de travail, telles que la mécanisation.

La Commission de la C.E.E. a annoncé pour l'automne 1959 la réunion d'une conférence européenne sur les conséquences sociales de l'automatisation. Une des questions qui mérite de retenir l'attention, c'est précisément celle que posent les nouvelles maladies qui apparaissent sur la scène du monde par suite de l'application de nouvelles techniques et méthodes d'organisation du travail.

Enfin, je dirai que conformément à la proposition de M. Rubinacci il faudra procéder à l'étude du cancer, considéré comme une maladie sociale, sous l'angle de la prévention qui est peut-être l'aspect le plus intéressant du point de vue social.

Je n'ai pas beaucoup à ajouter ; je devrai sans doute prendre la parole beaucoup plus longuement demain pour répondre aux observations sur le rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne.

M. Rubinacci a dit qu'on ne peut attendre que très peu de l'action de notre Commission, à la fois parce qu'en théorie notre champ d'action est trop étendu et parce que le traité nous assigne des tâches limitées ; mais il a formulé dans son discours une série de propositions dont la seule réalisation exigerait de longues années de travail de notre Commission.

Que ce travail soit considérable ou non, je peux renouveler ici l'engagement que la Commission de la C.E.E. a pris de poursuivre consciencieusement son activité dans la voie où elle s'est engagée pour s'acquitter de la tâche que lui assigne le traité et pour le faire dans les limites que celui-ci lui trace.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Santero, rapporteur.

M. Santero, rapporteur. — *(1)* Je désire m'acquitter de l'agréable devoir de remercier les

orateurs qui ont pris la parole au cours de la discussion, contribuant ainsi dans une mesure appréciable à compléter mon rapport ; je désire également remercier la Commission de l'Euratom en la personne de M. Medi et celle du Marché commun en la personne de M. Petrilli pour la contribution qu'elles ont bien voulu nous apporter en ce qui concerne la protection sanitaire.

Je pense que notre commission tiendra compte de ce qu'ont déclaré les membres de l'Assemblée ainsi que MM. Medi et Petrilli quand elle élaborera, le cas échéant, un rapport supplémentaire et rédigera la proposition de résolution qu'elle présentera probablement à l'Assemblée.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

L'Assemblée sera appelée à se prononcer ultérieurement sur une proposition de résolution présentée par la commission compétente.

7. — *Modifications dans la composition de commissions*

M. le Président. — J'ai reçu du groupe démocrate-chrétien une demande tendant à remplacer :

— dans la commission de l'administration de l'Assemblée Parlementaire Européenne et du budget des Communautés :

M. Valsecchi par M. Carcaterra ;

— dans la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités :

M. Carcaterra par M. Valsecchi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Ces nominations sont ratifiées.

8. — *Ordre du jour*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain vendredi à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

— Présentation et discussion du rapport de M. Storch sur le chapitre V (politique sociale) du premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne ;

— Présentation et discussion du rapport de M. Hazenbosch sur la réduction de la durée du

travail dans l'industrie charbonnière et l'industrie sidérurgique.

La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h 10.)

SESSION DE JANVIER 1959

SEANCE DU VENDREDI 9 JANVIER 1959

Sommaire

1. <i>Procès-verbal</i>	99
2. <i>Excuses</i>	99
3. <i>Modifications dans la composition de commissions</i>	99
4. <i>Politique sociale de la Communauté Economique Européenne. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Storch, fait au nom de la commission des affaires sociales :</i>	
<i>M. Storch, rapporteur</i>	100
<i>M^{me} De Riemaecker-Legot, MM. Vanrullen, vice-président du groupe socialiste; Rubinacci, Gailly, M^{me} Probst, MM. Bertrand, Nederhorst, Petrilli, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne; Storch, rapporteur; Sabatini, Nederhorst, Petrilli, le Président</i>	102
5. <i>Ordre du jour</i>	126

PRESIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

(La séance est ouverte à 15 h. 05.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — *Procès-verbal*

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — *Excuses*

M. le Président. — MM. Deringer et Friedensburg s'excusent de ne pouvoir assister aux séances jusqu'au 10 janvier, et MM. Deist et Schiratti jusqu'à l'interruption de la session.

3. — *Modifications dans la composition de commissions*

M. le Président. — J'ai reçu du groupe démocrate-chrétien une demande tendant à remplacer :

— dans la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités: M. Valsecchi par M. Cavalli;

— dans la commission de la politique énergétique : M. Cavalli par M. Valsecchi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Ces nominations sont ratifiées.

4. — *Politique sociale de la Communauté Economique Européenne*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Storch, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le chapitre V (politique sociale) du « Premier rapport général » sur l'activité de la Communauté Economique Européenne.

La parole est à M. Storch, rapporteur.

M. Storch, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, il m'échoit aujourd'hui le grand honneur de vous présenter le rapport de la commission des affaires sociales, où nous nous sommes longuement demandé — permettez-moi de vous le dire — quelle forme nous allions lui donner. Nous nous sommes également demandé ce que nous devions dire en toute franchise à propos des problèmes qu'il nous faut affronter, si nous voulons que les populations des six Etats signataires du traité parviennent à la conviction que nous créons ici quelque chose de bien, quelque chose qui réponde à l'intérêt de l'humanité.

A la troisième phrase du préambule du traité instituant la Communauté Economique Européenne, les Hautes Parties contractantes ont déclaré conclure le traité parce qu'elles s'assignent pour but l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples. Les membres de la commission des affaires sociales savent fort bien que ce n'est là qu'un but parmi tant d'autres, mais ils estiment que ce but est le plus important que le traité ait fixé.

Si nous voulons nous faire une idée exacte de la situation dans laquelle nous sommes, nous devons considérer la structure de l'ensemble de notre domaine économique unifié. Nous apercevrons alors que les six Etats contractants abritent 165 millions d'êtres humains. Si on transpose sur le plan de tout le domaine économique unifié la situation qui caractérise la République fédérale, nous constatons qu'environ la moitié de ces êtres humains travaillent, sous telle ou telle forme, dans la vie économique de leur pays et participent ainsi à la constitution du produit social.

Or, nous savons que sur ces quelque 80 millions d'habitants — à supposer que l'on puisse se fonder sur la situation de mon pays — il y a

quatre cinquièmes de salariés. Ce sont des gens qui sont dans la vie économique sans être propriétaires ou copropriétaires de l'entreprise industrielle ou des moyens de production. Leur attitude devant la vie est déterminée par la conscience qu'ils ont de ne pouvoir offrir autre chose que leur savoir-faire et leur puissance de travail.

Vu cette structure de notre population, il faut qu'à l'Assemblée Parlementaire Européenne nous nous rendions clairement compte de ce que nous avons l'obligation de veiller plus particulièrement au bien-être de ces larges couches populaires. En effet, elles sont la plupart du temps sans défense devant les vicissitudes de la vie ou les mouvements de la conjoncture, si la communauté ne leur garantit pas leur niveau de vie.

De plus, nous savons tous qu'entre les limites de notre aire communautaire il existe différentes régions dont le développement économique ne s'est pas poursuivi normalement. On trouve de ces régions dans tous les Etats membres. Si nous voulons faire dorénavant tout notre devoir dans l'ensemble de l'espace européen en y déployant une activité féconde, il faudra que ces régions moins développées obtiennent à leur tour une base économique propre à assurer l'existence des êtres humains qui y vivent. Voilà qui me paraît être une des tâches primordiales auxquelles nous devons nous vouer sans trop attendre.

Si, considérant la situation à long terme, nous voulons pouvoir nous opposer victorieusement aux assauts idéologiques de l'Est, il nous faudra donner une assurance à chaque être humain qui fait son devoir vis-à-vis de la Communauté : l'assurance que le jour où un revers quelconque le frappe il ne tombera pas dans une misère telle qu'il soit obligé de se faire aider par l'assistance publique.

Nous savons en effet que ce recours à l'assistance publique a toujours et partout miné le sentiment de la personnalité et de la dignité de l'individu qui s'y voit contraint. Une fois que l'homme a commencé à douter de sa propre valeur, obligé qu'il était dans certaines situations fâcheuses de se faire assister par charité publique, il ne tarde pas à perdre la foi en sa propre dignité. Ce serait une faillite terrible, si nous ne réussissions pas à prélever dorénavant sur le produit commun du travail, sur le produit social des 165 millions d'êtres humains qui vivent entre les frontières de la Communauté ce qui est nécessaire pour que les victimes de l'adversité

puissent également mener une vie digne de l'homme; et ces moyens devront être prélevés en vertu d'un droit que ces personnes peuvent faire valoir vis-à-vis de la Communauté, pour que prenne fin la détestable pratique des subsides de l'assistance publique qui sont à mon avis la pire des choses que l'on puisse offrir à un être humain qui a fait son devoir.

Nous savons tous que depuis une centaine d'années certains systèmes de sécurité sociale se sont développés dans chacun des Etats de notre Communauté. L'exposé sur la situation sociale dans la Communauté que la Commission de la C.E.E. a publié nous donne une vue d'ensemble de la situation de fait dans les diverses parties de la Communauté. Malheureusement, il n'a pas encore été possible au cours de la première année — c'est la Commission qui le signale — de tirer dans l'exposé même les conclusions qui se dégagent de ces différentes situations. L'exposé ne nous fournit guère plus que les renseignements que les ministères compétents des six pays ont communiqués à la Commission.

Ceux qui ont pu prendre la peine de lire attentivement ce long document savent que dans notre Communauté les systèmes de sécurité sociale sont fort différents. Pour prendre l'exemple de l'assurance contre le chômage, nous constatons que les intéressés ont un droit immédiat aux prestations de cette institution créée par la loi et administrée de manière autonome par les employeurs et les travailleurs. Nous avons d'autres pays, en revanche, où le chômeur touche les moyens d'existence principalement encore auprès des services d'assistance de sa commune.

Voyons aussi la situation dans le domaine de l'assurance contre la maladie. En France, le malade doit payer tout d'abord lui-même son médecin, après quoi l'assurance lui rembourse 80 % de ses dépenses. Dans d'autres parties de la Communauté, l'assistance sanitaire des travailleurs assurés et de leur famille est garantie par un droit.

Ne nous faisons pas d'illusions : au cours de ces prochaines années, nous devrons nous employer à rapprocher les unes des autres, autant que faire se peut, ces institutions de protection du travailleur. Il ne saurait s'agir de rechercher dès maintenant une uniformité ; ce serait aller trop loin à mon avis.

Les membres de la commission des affaires sociales se rendent fort bien compte de ce qu'il est nécessaire, si on veut parvenir à de notables améliorations dans le domaine social, de créer la base nécessaire sous la forme d'une augmentation du produit social. Accorder des prestations sociales sans avoir pour cela la base économique nécessaire, c'est courir à un échec. Dans nos parlements nationaux, nous en avons tous vu des exemples plus ou moins nombreux.

Dès les premières lignes de notre rapport, nous avons fait remarquer que le traité n'attribue à la Commission de la C.E.E. que des pouvoirs limités pour réaliser des programmes sociaux. Nous avons clairement indiqué dans le rapport quelles sont les compétences directes de la Commission.

Peut-être cette parcimonie a-t-elle été voulue. Peut-être les parties contractantes s'étaient-elles inspirées de l'idée qu'il fallait attendre tout d'abord les effets et répercussions d'ordre économique avant de dire dans quelle mesure le progrès social pouvait être favorisé.

Mais c'est là une pensée qui ne doit pas nous guider ici, dans cette Assemblée parlementaire ; nous devons au contraire faire naître la foi en l'avenir et ce sera cette foi qui hâtera l'évolution dans les différents domaines où s'exerce la politique sociale. A mon avis, nous devrions tenter, dans une collaboration étroite avec la Commission, de tirer un maximum du traité en nous servant des points d'appui qu'il nous offre. La Commission possède certains droits de faire des propositions et elle devrait en faire largement usage, bien entendu uniquement après que les problèmes auront été étudiés dans leur principe et que le pour et le contre auront été pesés, ce qui est selon moi une condition qui va de soi.

C'est pourquoi nous nous sommes rigoureusement abstenus à la commission des affaires sociales d'adresser le moindre reproche à la Commission du fait que le chapitre V de son rapport n'est pas plus circonstancié. Nous sommes assez bien placés pour savoir que l'année dernière la Commission de la C.E.E. a principalement dû travailler à son organisation interne et nous savons aussi que l'on n'a pas encore trouvé, pour tous les postes, les personnalités qu'il faut : les gens capables ne courent pas les rues.

Peut-être est-il aussi difficile de trouver de grands brasseurs de problèmes sociaux que de grands brasseurs d'affaires.

C'est pourquoi je suis d'avis, Mesdames et Messieurs, que dans notre discussion d'aujourd'hui nous devrions nous mouvoir sur un plan plus large. Notre discussion doit être telle qu'au delà de ces murs l'on comprenne que l'Assemblée Parlementaire Européenne veut insuffler aux traités un esprit social. Notre but doit être — aucun doute ne devrait subsister à cet égard — de faire en sorte que, dans un avenir pas trop éloigné, un ordre social apparaisse dans le cadre de notre Communauté, un ordre social qui mette chacun à l'abri de l'infortune, mais en laissant intacte sa liberté personnelle.

Si nous nous efforçons d'y parvenir, nous aurons érigé, j'en suis convaincu, une muraille spirituelle contre laquelle viendront se briser les idéologies qui affluent de l'Est, une muraille spirituelle plus forte que toute puissance militaire. Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, je vous prie d'approuver notre rapport et de montrer ainsi au monde quelle est l'œuvre que nous voulons accomplir dans cette Assemblée parlementaire.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M^{me} De Riemaecker-Legot.

M^{me} De Riemaecker-Legot. — (N) Monsieur le Président, Madame, Messieurs, je me permettrai de faire quelques remarques dans le cadre de la discussion du rapport de M. Storch qui traite de la politique sociale de la Commission européenne.

Ma première remarque concerne le paragraphe 116 du rapport général, qui est consacré à la formation professionnelle.

Lorsqu'on lit les articles 123 à 127 du traité qui se rapportent à cette question, on pourrait penser que la formation professionnelle est considérée comme une nécessité pour tous les travailleurs. Le texte des articles du traité a en effet une portée très générale.

Cependant, à considérer les choses de plus près, on remarque que — ce qui est d'ailleurs compréhensible — le « premier » souci des auteurs va aux jeunes travailleurs. Mais il semble bien que ce soit là non seulement leur « premier » mais aussi leur « seul » souci, ce qui est moins facile à admettre.

Voyez-vous, Madame, Messieurs, je regretterais vraiment de voir la Commission européenne

suivre le mauvais exemple de la Haute Autorité et se préoccuper aussi peu que celle-ci de la formation professionnelle de la main-d'œuvre féminine.

La Haute Autorité peut toujours arguer du fait que, dans son secteur, il n'y a qu'environ 34.000 femmes qui travaillent, mais cet argument très mauvais ne peut pas être utilisé par la Commission européenne.

Je cite les chiffres que la Commission donne au paragraphe 12 de son rapport intitulé « Exposé sur la situation sociale dans la Communauté » : l'effectif de la main-d'œuvre des six pays s'élève à 72.361.000 personnes ; sur ces 72.361.000 personnes, il y a 23.300.000 femmes. Pour ces femmes, qui sont donc plus de 23 millions, il se pose un problème très particulier en matière de formation et de rééducation, si on veut éviter que la main-d'œuvre féminine ne reste une main-d'œuvre de qualité inférieure. C'est là, plus que jamais, un problème actuel à un moment où chacun se rend compte que l'on fera toujours davantage appel, dans tous les secteurs de l'industrie, à des travailleurs qualifiés.

Je pourrais terminer ici mon intervention sur ce point, mais, Monsieur le Président, il y a encore quelque chose qui me chiffonne. Trop souvent, lorsqu'on parle du travail des femmes, on incline à penser exclusivement au travail des femmes mariées et à considérer le salaire payé pour ce travail comme un salaire d'appoint pour le ménage. Certes, il y a des femmes mariées qui travaillent (c'est leur droit) et dont le mari gagne également un salaire. Je ne chercherai pas, dans ma démonstration, à savoir si le salaire de ce dernier suffit ou non.

Mais, en plus de ces femmes, il y a toutes les autres, les célibataires et les femmes qui doivent subvenir elles-mêmes à leurs besoins ; il y a aussi celles qui jouent le rôle de chef de famille parce que leur mari, malade, n'est pas en état de travailler, parce qu'elles ont été abandonnées par leur mari ou encore parce qu'elles sont séparées de celui-ci ou veuves, et qui doivent subvenir non seulement à leurs propres besoins, mais aussi à ceux de leurs enfants.

Toutes ces femmes ont le droit, aussi bien que n'importe quel homme, de se défendre dans la vie avec le maximum de chances car, pareilles aux hommes, elles doivent lutter pour assurer leur subsistance.

Monsieur le Président, j'estime que la comparaison aurait son utilité si la Commission européenne ouvrait dans les six pays une enquête pour établir le nombre de travailleuses qui sont seules ou chefs de famille. Je suis persuadée que, devant les résultats de cette enquête, de nombreux préjugés tomberaient.

De plus, il serait souhaitable que l'on fasse une étude sur la formation professionnelle de la main-d'œuvre féminine dans le cadre de l'éducation des adultes. A ce propos, nous estimons qu'il y aurait lieu de répondre à deux questions : Quelle est la situation dans nos pays respectifs ? Quelles sont les nécessités et les possibilités pour ce qui est de l'avenir ?

Ma deuxième remarque concerne le paragraphe 121 du rapport général, où il est question de l'hygiène du travail.

Nous ne sous-estimons nullement l'intérêt des études générales que la Commission européenne veut entreprendre sur l'amélioration de l'hygiène du travail dans les entreprises. Nous nous demandons cependant si on ne devrait pas mettre davantage l'accent sur l'action préventive et, dans cette perspective, nos préoccupations visent à faire donner aux travailleurs une formation et une éducation sérieuses dans le domaine de l'hygiène du travail.

Pourquoi ne pas leur indiquer les précautions spéciales à prendre lorsqu'ils sont occupés dans une entreprise déterminée ? Pourquoi ne pas leur signaler que tel ou tel régime alimentaire serait préférable lorsqu'ils travaillent dans une autre entreprise ? Certes, cela implique une formation systématique, mais c'est la meilleure manière de réduire au minimum les maladies professionnelles et les accidents du travail.

Pourtant, nous constatons que, pour ce qui est de l'éducation en matière d'hygiène du travail, rien ou presque rien n'est prévu dans le rapport général de la Commission européenne. On peut d'ailleurs dire la même chose du rapport général de la Commission de l'Euratom.

Au cours de la discussion du rapport de M. Bertrand sur les normes de base, nous avons pu constater que les entreprises du secteur de l'énergie nucléaire n'ont aucune obligation de s'occuper de l'éducation des travailleurs en matière d'hygiène et de la protection contre les radiations. Il y a donc là, à notre avis, un vaste

champ d'action ouvert à la Commission européenne, si nous voulons assurer, en collaboration avec la Commission de l'Euratom, une protection efficace de la santé des travailleurs, notamment dans certaines entreprises spécialisées.

Un mot seulement, Monsieur le Président, au sujet du paragraphe 122 du rapport général, dans lequel il est question des services sociaux. Nous félicitons la Commission européenne de son intention de procéder à des études comparatives dans les pays membres. C'est absolument nécessaire. Nous lisons avec tout autant de plaisir au paragraphe 122 que la Commission européenne s'intéressera en particulier aux relations humaines, au service social proprement dit, aux diverses réalisations sociales.

C'est à propos de ce grand objectif que nous soumettons la déclaration suivante à l'attention de la Commission européenne, tout en soulignant l'importance que nous y attachons.

Les services sociaux, au sens étroit comme au sens large du terme, que l'on crée dans une entreprise ne doivent pas être tels qu'ils enchaînent le travailleur à son entreprise, dans son travail et même dans sa vie privée. Il arrive encore trop souvent dans nos six pays que les patrons agissent de la sorte, même dans les meilleures intentions. C'est là une sorte de paternalisme que la Commission européenne ne doit certes pas favoriser.

Avant de terminer mon intervention, je dirai encore quelques mots sur deux points qui revêtent à mes yeux un intérêt particulier.

Le premier a trait à l'égalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et féminins pour un même travail. La Commission européenne fait bien d'attacher une grande importance à cette question ; en effet, nous trouvons dans le traité un article — c'est l'article 119 — qui lui est spécialement consacré.

Je tiens à répéter ici ce que j'ai dit au cours des discussions de la commission des affaires sociales : les informations relatives à ce problème, que nous retrouvons dans l'exposé sur la situation sociale dans la Communauté, semblent vraiment refléter un optimisme exagéré et je demande à nouveau à la Commission européenne de ne pas se laisser trop influencer par des rapports, d'où qu'ils viennent, mais de faire examiner plutôt cette question par le Comité économique et social. Il apparaîtra alors bientôt que,

dans différents pays, on invoque encore d'un « certain côté » tous les arguments imaginables contre l'égalité des rémunérations.

Monsieur le Président, conformément aux termes même du traité, l'égalité des rémunérations doit devenir une réalité dans les six pays de la Communauté à l'expiration d'une période de quatre ans. Je prie la Commission européenne de bien vouloir tenir la commission des affaires sociales de notre Assemblée au courant de l'évolution de cette question.

Le second point sur lequel je désire attirer votre attention a déjà été soulevé par M^{me} Strobel au cours de notre dernière séance. Il s'agit de la situation des femmes enceintes occupées dans des entreprises où on utilise l'énergie nucléaire.

Je ne répéterai pas ce que M^{me} Strobel a dit avec tant de pertinence ; je me bornerai à faire mien l'essentiel de son intervention. Jusqu'à présent, on a appliqué dans la plupart des pays signataires la Convention de Genève et une indemnité de repos a été accordée durant les six semaines qui précèdent l'accouchement et les six semaines qui le suivent. Dans les entreprises qui utilisent l'énergie nucléaire, la femme doit cesser son travail aussitôt qu'elle est enceinte. C'est là une mesure très sage ; on ne saurait être assez prudent dans un domaine où les hommes de science et les médecins eux-mêmes avancent encore à tâtons.

Mais cela signifie qu'il faut accorder une indemnité pour les neuf mois qui précèdent l'accouchement et ensuite pour une période de six semaines au minimum. La compensation de la perte de salaire n'est d'ailleurs pas le seul aspect de ce problème entièrement nouveau dont nous estimons qu'il devrait être étudié à fond, sans plus tarder, par les deux exécutifs et discuté par la commission des affaires sociales de cette Assemblée. Il s'agit surtout d'amener les Etats membres à veiller simultanément à l'application des normes de base et à l'adaptation de leur législation sociale.

Monsieur le Président, je terminerai par une remarque d'ordre général. Il ressort très clairement des premières phrases du préambule du traité, qui ont été reprises dans le chapitre V du rapport général sur l'activité de la Communauté, qu'on se propose de promouvoir en même temps le progrès économique et le progrès social des six pays et que le but essentiel que

l'on s'efforce d'atteindre est l'amélioration constante des conditions de vie et de travail des peuples.

Il est donc bien évident que les objectifs sociaux sont placés sur le même plan que les objectifs économiques. Cependant, alors qu'en matière économique le traité prévoit des obligations et contient des dispositions impératives, le caractère juridique des activités de la Communauté dans le domaine social a été défini moins rigoureusement. Cela veut dire, en d'autres termes, que le traité n'a donné à la Communauté aucun pouvoir de mener une politique véritablement sociale. Dès lors, j'approuve entièrement le raisonnement du rapporteur, M. Storch, lorsqu'il souligne que dans ces conditions, l'Assemblée a pour devoir de se soucier des problèmes sociaux.

Peut-être faudra-t-il que l'Assemblée aide la Commission européenne à accomplir sa mission dans le domaine social. Mais elle ne peut le faire que si la Commission peut compter sur l'appui de chacun de nous toutes les fois où elle s'adressera dans des questions de cette sorte à nos gouvernements respectifs.

La Commission européenne se rend fort bien compte de l'importance de sa tâche sur le plan social ; je n'en veux pour preuve que le passage suivant que j'extrais de son premier rapport général où il est dit que la Commission est « convaincue que dans l'avenir la Communauté sera jugée par une grande partie de l'opinion publique selon les réalisations sociales directes et indirectes qu'elle aura pu obtenir ».

Nous en sommes nous-mêmes profondément convaincus et c'est pourquoi nous disons à la Commission européenne qu'elle peut compter sur l'appui total et la collaboration du groupe démocrate-chrétien.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Vanrullen, vice-président du groupe socialiste.

M. Vanrullen, vice-président du groupe socialiste. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le groupe socialiste remercie tout d'abord la Commission exécutive de la Communauté Economique Européenne pour les propositions qu'elle a faites jusqu'à présent dans le domaine social.

Le bilan n'est certes pas très chargé puisque 1958 a été essentiellement une année de

mise en place des institutions bien plus qu'une année d'activité dans le domaine social. Mais le groupe socialiste tient à souligner qu'il n'est pas entièrement d'accord avec les conclusions et les observations finales du rapporteur. M. Storch lorsque celui-ci écrit, au paragraphe 25 de son rapport, que les attributions données par le traité à la Commission son excessivement restreintes et que « aux termes de l'article 117 du traité, c'est aux Etats membres et non pas à la Commission européenne qu'il incombe de relever le niveau de vie et, ce faisant, de rapprocher les systèmes sociaux, comme le marché commun les y pousse automatiquement. »

Nous reconnaissons que, dans le traité de Rome créant la Communauté Economique Européenne, il y a des imprécisions, qu'en sont absentes un certain nombre de dispositions que nous aurions voulu y voir figurer en clair, concernant les possibilités d'intervention de la Commission de la Communauté Economique Européenne, mais le traité tel qu'il est permet cependant à cette Commission d'agir dans le domaine social.

En particulier, comme je le montrerai tout à l'heure, cette Commission doit pouvoir, grâce à l'utilisation du fonds social européen, jouer un rôle extrêmement efficace et non pas seulement un rôle très limité, comme la lecture du paragraphe 25 du rapport pourrait nous le laisser supposer, puisque la fin en est ainsi rédigée :

« Ces directives » — c'est-à-dire les directives que pourrait élaborer la Commission économique européenne — « ne devraient toutefois viser que quelques cas concrets dans lesquels les dispositions dont il s'agit ont une « incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché commun. » (Art. 100 du traité.)

Or, si l'on se reporte à l'article 100 du traité, on constate que l'interprétation qui en est donnée est véritablement trop restrictive.

Le groupe socialiste estime que, si le traité est incomplet, il faut néanmoins l'utiliser au maximum et que nous pouvons considérer que ce qui n'est pas interdit par le traité est permis dans le domaine social, que le champ d'action de la Commission est par conséquent, suffisamment vaste pour qu'elle puisse intervenir efficacement dans le domaine social.

Il est évident que les interventions de la Commission de la Communauté Economique Euro-

péenne, opérées en accord et en contact permanent avec les partenaires sociaux, ainsi que la Commission en a exprimé le désir, doivent tendre à assurer l'expansion, à favoriser le plein emploi, à maintenir par conséquent le droit au travail des populations ouvrières de nos pays et à relever le niveau de vie des peuples de la Communauté.

Si nous sommes conscients que les objectifs sociaux du traité ne peuvent être pleinement atteints que si l'intégration économique et monétaire fait des progrès, nous constatons que, de ce côté, un pas a été franchi au cours du mois de décembre dernier avec les alignements monétaires, et que la tâche de la Commission pourra probablement s'en trouver facilitée.

En ce qui concerne l'intervention de la Commission Economique Européenne dans le domaine social, nous estimons qu'en plus des articles du traité qui prévoient expressément cette intervention et en particulier les cas déterminés dans lesquels la Commission peut donner des avis et des directives aux gouvernements, ladite Commission a, en particulier, par l'intermédiaire du fonds social européen, la possibilité d'influer considérablement sur le développement social dans les six pays de la Communauté.

L'Assemblée parlementaire a pris connaissance avec intérêt des plans en vue de la création du fonds social européen. Nous serions évidemment très heureux que la Commission Economique Européenne nous fit connaître le plus rapidement possible ses intentions dans ce domaine, l'ampleur qu'elle envisage pour le fonds social européen et les mesures qu'elle demandera aux divers gouvernements de prendre pour un alignement éventuel des législations nationales afin de donner à cet organisme sa pleine efficacité.

En ce qui concerne l'activité du fonds social, un champ d'action aussi étendu que possible doit être réservé à l'intervention de ce fonds ; il doit disposer, à notre avis, de moyens financiers suffisants pour pouvoir s'acquitter des tâches dont l'a chargé le traité. L'Assemblée doit, en application de l'article 127 du traité, être consultée dans le plus bref délai possible sur les prescriptions concernant l'activité de ce fonds.

Je demande en conséquence à la Commission de la Communauté Economique Européenne de bien vouloir nous saisir le plus rapidement possible de ses projets. Elle peut être assurée que ce n'est pas du côté de l'Assemblée, ni de sa

commission des affaires sociales, ni du groupe socialiste en particulier, qu'un obstacle peut surgir. Nous voudrions, au contraire, qu'elle utilisât à plein les possibilités que lui a données le traité dans ce domaine.

Nous pensons, en outre, qu'une collaboration entre le fonds social européen, la banque européenne d'investissements, la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, qui a évidemment un rôle à jouer aussi dans ce domaine, doit s'étendre aussi à l'administration du fonds de réadaptation de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, afin d'obtenir, dans les régions de la Communauté où certains secteurs industriels seront à développer par suite, par exemple, de la fermeture de charbonnages ou de l'existence de zones insuffisamment développées, une action commune susceptible de garantir aux travailleurs de la Communauté le plein emploi et le droit au travail qui doivent être respectés dans toute la mesure du possible.

Nous voudrions que l'Assemblée parlementaire considère que le développement des régions insuffisamment développées dans l'aire de la Communauté est une des tâches essentielles dont la Commission de la Communauté européenne doit être chargée dans le domaine social.

Nous exprimons donc le vœu que la Commission dresse au plus tôt un inventaire des régions insuffisamment développées qui souffrent d'un retard dans le domaine économique et social, et qu'elle indique dans un proche avenir quelles mesures elle se propose de prendre afin de parvenir également au plein emploi devant permettre aux travailleurs de ces régions d'atteindre un niveau de vie qui les rapproche de celui de l'ensemble de la Communauté.

Nous estimons qu'une des tâches les plus urgentes de la Commission de la Communauté Economique Européenne consiste à envisager, d'un point de vue européen, la solution de ce problème et à favoriser des programmes de développement débordant éventuellement les frontières nationales.

Il existe, en effet, des zones insuffisamment développées à la limite de nos divers pays, et il est indispensable que les mesures envisagées pour parer à cette insuffisance de développement le soient, non pas dans le cadre de nos législations nationales, mais avec le con-

cours et la participation active de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

Nous demandons, en conséquence, à cette Commission de prendre contact, lors de l'examen des problèmes relatifs au développement de ces régions, avec les différents organismes qui ont déjà eu à connaître du même problème, en particulier avec le Conseil de l'Europe et avec l'Organisation de coopération économique européenne, afin de pouvoir utiliser toutes les données qui ont été rassemblées par eux et d'assurer au mieux l'utilisation des fonds qui seront mis à la disposition de la commission du fonds social et de la Commission de la Communauté Economique Européenne pour assurer le plein développement de l'œuvre à laquelle nous les convions.

Dans un domaine proche, celui de la libre circulation de la main-d'œuvre, nous attendons de la Commission de la Communauté Economique Européenne qu'elle intervienne pour faciliter au maximum la libre circulation, prévue déjà en ce qui concerne le secteur charbon-acier, et pour le généraliser de façon que les travailleurs puissent trouver, au delà des frontières de leur pays, un emploi stable qu'il ne peuvent espérer obtenir chez eux.

Le groupe socialiste estime que, dans ce domaine, il est indispensable de créer un organisme de coordination entre les divers bureaux nationaux qui s'occupent du placement de la main-d'œuvre, entre les divers offices nationaux du travail, organisme de coordination qui doit mettre en contact l'offre et la demande, non plus sur un marché national mais sur le marché européen de la main-d'œuvre.

Nous voudrions, bien entendu, que la Commission de la Communauté Economique Européenne mette en œuvre le plus rapidement possible les procédures prévues par le traité en vue de l'harmonisation des conditions de travail dans les différents pays. M^{me} De Riemaecker-Legot a insisté — je suis pleinement d'accord avec elle — pour que, dans les moindres délais, soient appliquées les prescriptions du traité concernant l'égalisation des salaires masculins et féminins et que toutes les recommandations soient faites à cet effet aux gouvernements.

Bien entendu, nous voudrions également, qu'en ce qui concerne la rémunération des heures supplémentaires, les prescriptions du

traité soient respectées et que, dans l'avenir le plus proche possible, tous les pays de la Communauté s'alignent sur celui qui a appliqué aux travailleurs le régime le plus favorable de rémunération des heures supplémentaires.

Nous espérons d'ailleurs — c'est tout au moins le point de vue socialiste — que, dans un avenir proche, on pourra réduire au maximum l'usage des heures supplémentaires parce qu'un de nos objectifs, qui doit être aussi, je pense, celui de la Commission de la Communauté Economique Européenne, n'est pas de demander aux travailleurs de faire des heures supplémentaires quand d'autres régions de la Communauté connaissent le chômage, il est au contraire d'assurer à tous les travailleurs de la Communauté le plein emploi.

Pour y parvenir, sans doute sera-t-il nécessaire de lutter afin que, dans nos différents pays, une réduction de la durée du travail permette précisément le plein emploi de nos travailleurs.

Nous invitons également la Commission de la Communauté Economique Européenne à contribuer efficacement au relèvement des niveaux de vie et à l'harmonisation des conditions de travail en poursuivant ce qu'elle a déjà entrepris dans le domaine de la documentation.

Pour cette année, année d'installation, la Commission nous a surtout dressé un tableau de la situation existante, tableau qui nous sera d'ailleurs précieux dans l'avenir pour juger des progrès réalisés dans le domaine social au sein de nos pays et de nos diverses organisations.

Nous pensons que, dès 1959 et au cours des années suivantes, la Commission pourra poursuivre ses enquêtes et réunir une documentation plus complète, grâce au concours des organisations ouvrières et patronales, de façon à être en état d'élaborer des conventions collectives entre organisations ouvrières et organisations patronales, qui utiliseront les données rassemblées par la Commission de la Communauté Economique Européenne.

Nous voudrions aussi que la Commission économique et les gouvernements des Etats membres puissent prendre des mesures destinées à l'harmonisation progressive des réglementations en vigueur dans les divers pays en matière de conditions de travail.

Nous exprimons en conséquence le vœu que, dans un avenir proche, la Commission prenne directement contact avec les représentants des employeurs et des travailleurs afin de promouvoir au maximum cette harmonisation des conditions sociales du travail.

Nous insistons auprès de la Commission de l'Euratom — laquelle ne semble guère représentée aujourd'hui — pour qu'elle fasse, dans les plus brefs délais, des propositions en vue de résoudre les problèmes sociaux qui se rattachent à l'introduction des normes de base relatives à la protection sanitaire des populations et des travailleurs. Cette observation, parallèle au débat, se rattache tout de même au programme social que nous envisageons.

Enfin, j'attire particulièrement l'attention de la Commission de la Communauté Economique Européenne sur la nécessité d'une collaboration étroite entre les exécutifs des trois Communautés, collaboration infiniment souhaitable, de façon à bénéficier au maximum des expériences déjà réalisées dans les divers domaines.

Dans le domaine de la construction de logements ouvriers, par exemple, qui relève de la compétence de la Commission économique européenne, cette collaboration doit permettre de profiter de l'expérience déjà réalisée par la Haute Autorité de la C.E.C.A. Nous verrions d'un mauvais œil que l'on se livrât à de nouvelles expériences sans tirer le plus grand profit de ce qui a déjà été fait par la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

C'est pourquoi le groupe socialiste souhaite — et je suis sûr que l'Assemblée Parlementaire Européenne ne pourra que le suivre sur ce terrain — une collaboration étroite dans ce domaine entre les trois exécutifs, afin d'utiliser au mieux toutes les sources de crédit et de financement dont on dispose pour assurer à nos travailleurs des logements décents et surmonter les inconvénients de la crise du logement ainsi que les obstacles qui en résultent pour le libre déplacement de la main-d'œuvre.

En résumé, le groupe socialiste se réjouit de ce qui a déjà été proposé par la Commission de la Communauté Economique Européenne dans le domaine social, mais il souhaite qu'elle utilise à plein toutes les possibilités que lui offre le traité. Ainsi que je le soulignais tout à l'heure, elle ne doit pas se considérer comme liée par l'absence d'une clause positive formelle en ce qui concerne

une action dans le domaine social ; au contraire, elle doit considérer qu'elle peut entreprendre tout ce qui ne lui est pas formellement interdit par le traité dès lors qu'il s'agit d'œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.

Nous sommes persuadés, en effet, que c'est en s'engageant dans cette voie que la Communauté Economique Européenne pourra s'assurer le concours actif, la participation fervente, des masses ouvrières de nos divers pays.

On ne construira l'Europe et on n'édifiera une construction solide sur le plan européen que si l'on montre aux travailleurs qu'ils ont un intérêt à la réalisation de l'Europe.

Je suis sûr que la Commission nous entendra et qu'elle suivra les conseils de l'Assemblée Parlementaire, conseils qui seront suivis de l'appui le plus total dès lors qu'il s'agira d'œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie du monde du travail dans nos divers pays.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Rubinacci.

M. Rubinacci. — *(1)* Monsieur le Président, mes chers collègues, en prenant la parole pour une brève intervention, je déclare d'emblée que je m'associe aux appréciations, commentaires, observations, suggestions et propositions qui figurent dans le remarquable rapport que M. Storch a présenté à l'Assemblée au nom de la commission des affaires sociales. Tout en s'exprimant avec une concision admirable, le rapport a en effet touché à toutes les questions dignes d'intérêt que pose la situation sociale dans la Communauté européenne telle qu'elle est au début de l'activité des institutions chargées d'en assurer le fonctionnement.

Je n'aurai donc pas besoin de suivre pas à pas le rapport de M. Storch et de reprendre toutes les questions qui y sont traitées. Je dois déclarer que ce rapport est le résultat des travaux vraiment diligents, réfléchis et approfondis de la commission des affaires sociales, que notre président M. Nederhorst a dirigés avec une maîtrise incomparable, de sorte que le rapport de M. Storch exprime réellement l'avis unanime de tous ceux qui ont eu l'honneur de prendre part aux travaux de la commission.

Le rapport qui nous a été présenté tient compte de deux documents communiqués par la Commission de la C.E.E. : le rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne, qui contient des chapitres consacrés aux questions sociales, et l'exposé sur la situation sociale dans la Communauté.

Il y a lieu de féliciter la Commission européenne d'avoir fourni non seulement à notre Assemblée, mais aussi à l'opinion publique européenne, des données de base pour la connaissance de la situation sociale dans les six pays. Et il y a lieu de la féliciter avant tout d'avoir réussi, dans le peu de temps dont elle a disposé, comme vous le savez, à réunir une série de renseignements très significatifs sur les divers aspects de la situation.

Mais il est clair, Messieurs les membres de la Commission, que vous avez dû vous en tenir à un certain nombre de chiffres absolus. Il va donc aussi de soi que nous devons faire remarquer que ces chiffres absolus n'ont de signification réelle qu'à condition d'être présentés en corrélation les uns avec les autres, de manière que chacun acquière la valeur qu'il doit avoir en tant qu'expression d'une situation déterminée.

Je citerai, par exemple, la situation que vous avez entrepris d'exposer en ce qui concerne la répartition de la main-d'œuvre entre les divers secteurs économiques dans les différents pays ; vous avez dit qu'en moyenne dans les six pays 24 % de la population active travaille dans l'agriculture, alors qu'en Belgique cette proportion descend à 10 % et qu'en Italie elle s'élève à 38 %.

Mais ces chiffres n'auront qu'une importance relative et ne refléteront pas avec précision l'ensemble de la situation réelle tant qu'ils ne seront pas mis en regard des chiffres relatifs aux superficies cultivables dans les six pays et dans chacun de ceux-ci, au rendement des terrains et ainsi de suite. Ce n'est qu'en procédant à cette confrontation qu'on pourra constater que le chiffre de 38 % donné pour la population active italienne travaillant dans l'agriculture est révélateur d'une situation vraiment grave ; en effet, comme on le sait, en Italie la proportion des terrains cultivables est certainement plus faible que dans les autres pays de la Communauté.

Je n'ai mentionné cela que pour démontrer qu'il est indispensable que nous considérions les

chiffres dans leurs rapports entre eux, car ce n'est qu'ainsi qu'ils nous donneront un tableau absolument fidèle de la situation sociale. Je souhaite que la Commission veuille bien procéder ainsi en établissant les prochains rapports qu'elle sera appelée à présenter à notre Assemblée.

Ceci dit, nous devons prendre acte avec satisfaction de l'activité déployée par la Commission pour procéder à des études et réunir une documentation, et nous ne pouvons que l'encourager à persévérer dans cette voie. En effet, je pense qu'il importe avant tout que ceux qui, comme nous, veulent diriger l'ensemble de l'économie des six pays de la Communauté européenne connaissent à fond la situation réelle dans celle-ci. Il est donc nécessaire de renseigner les institutions communautaires sur cette situation aux fins de cette intégration économique et sociale dont nous sommes les protagonistes.

Mais je pense qu'il est certaines choses qu'on peut commencer à faire. Je mentionnerai surtout deux questions qui ont du reste été traitées amplement dans le rapport de M. Storch et dans les discours des membres de l'Assemblée qui m'ont précédé à cette tribune.

La première concerne la nécessité de mettre en œuvre une politique communautaire de la main-d'œuvre. Nous voulons faire le marché commun ; mais ce marché commun est-il limité aux marchandises ? Evidemment non. Nous devons avoir un marché commun non seulement pour les marchandises, mais aussi pour la main-d'œuvre. Le marché doit être un marché unique. En d'autres termes, nous devons avoir la possibilité d'utiliser intégralement dans les économies des six pays le potentiel de main-d'œuvre qui est un patrimoine commun.

Quand en ma qualité d'Italien, je suis porté à songer avec angoisse à un de nos problèmes les plus brûlants, celui du nombre considérable de nos chômeurs, je trouve toujours une consolation dans la pensée qu'en définitive l'Italie peut transformer cet élément négatif en un élément positif pour les autres pays de la Communauté. En effet, la main-d'œuvre qui est inemployée chez nous représente une réserve que, grâce au progrès économique de notre pays et des autres, nous pourrions offrir à la Communauté comme un apport solide et substantiel.

C'est pourquoi, lorsque nous parlons des chômeurs italiens, nous ne le faisons pas dans l'intention de nous décharger sur les épaules de nos

associés de la Communauté d'un lourd fardeau, mais nous voulons rappeler ainsi les possibilités que l'Italie offre aux autres pays dans le domaine de la main-d'œuvre. Or, pour que ces possibilités se traduisent par des faits concrets, il faut accepter la suggestion de la commission des affaires sociales, suggestion qui est d'ailleurs aussi faite dans le rapport de la Commission européenne, à savoir de créer un bureau central de la main-d'œuvre de la Communauté Economique Européenne.

Ce bureau central ou bureau de coordination (qu'on l'appelle comme on voudra) devra être chargé avant tout de repérer la main-d'œuvre disponible dans les six pays, en déterminant aussi les diverses qualifications professionnelles de celle-ci, et à dégager en même temps les perspectives d'emploi et d'utilisation qu'offrent les six pays de la Communauté ; il devra tenir constamment à jour tous les renseignements qu'il réunira ainsi.

M. Storch a fait remarquer fort justement qu'en raison des répercussions conjoncturelles qui contredisent très souvent les prévisions, il est extrêmement difficile d'établir pour l'emploi de la main-d'œuvre des programmes à très long terme. Prenons dès lors nos dispositions pour être en mesure de mettre fréquemment à jour nos prévisions d'emploi de la main-d'œuvre et utilisons-les aussi en vue de la formation professionnelle. Faisons en sorte que dans tous les pays de la Communauté la formation professionnelle puisse profiter de la vue d'ensemble que fournira précisément le bureau central de la main-d'œuvre que nous demandons à la Commission de la C.E.E. de créer.

Dans le cadre de cette politique de la main-d'œuvre, que je me suis borné pour le moment à esquisser aux seules fins de l'institution des organes nécessaires, j'estime que vous devez faire usage immédiatement d'un des rares pouvoirs de décision qui vous aient été conférés par le traité de Rome dans le secteur social.

L'Euratom a déjà rempli un de ses devoirs à cet égard en nous soumettant pour approbation les normes de base pour la protection sanitaire dans le secteur de l'industrie nucléaire. Or, la Commission de la C.E.E. doit édicter des normes réglementant le droit d'établissement qui est un des rares secteurs dans lesquels elle puisse prendre des décisions obligatoires pour les divers pays.

Je me permets d'inviter très instamment la Commission de la Communauté Economique Européenne à faire usage de ce pouvoir, profitant ainsi d'une des rares facultés concrètes et positives qui lui soient reconnues par le traité.

Le second point sur lequel je désire insister, c'est l'entrée en fonction du fonds social qui est prévu par le traité et dont celui-ci indique les tâches. Or, quand on parle d'un fonds on songe naturellement tout de suite aux fonds qui doivent l'alimenter. Je me permets d'inviter la Commission de la C.E.E. à insister auprès des gouvernements pour que le fonds social soit financé d'une manière appropriée à ses fins. Les gouvernements doivent se rendre compte de la très grande utilité sociale et politique que peut avoir le fonds social et, par conséquent, de la nécessité de le mettre en activité avec des moyens qui lui permettent de s'acquitter de ses fonctions.

En effet, il me semble que le traité considère le fonds social d'un point de vue plutôt limité, d'un point de vue conjoncturel, dirais-je. Le recours au fonds dépendrait de certaines répercussions sur les structures économiques de secteurs déterminés, répercussions qui pourraient imposer certaines reconversions et impliquer par conséquent des modifications du volume de la main-d'œuvre, de sorte qu'à un certain moment il deviendrait nécessaire d'aider les travailleurs victimes de certaines transformations d'industries.

J'estime qu'il faut faire un effort pour que le fonds social ne fasse pas seulement face avec promptitude et générosité aux situations conjoncturelles susceptibles de se produire, mais qu'il remplisse aussi une fonction de caractère structurel. En effet, le fonds social doit être un des leviers permettant de modifier certaines structures sociales et d'intervenir pour tenter quelques-unes de ces transformations qui doivent conduire à la solution de nos problèmes sociaux.

M. Vanrullen a rappelé fort opportunément que le fonds social peut être mis en parallèle avec d'autres fonds de la C.E.C.A., d'autres institutions de notre traité, comme la Banque d'investissement. Or, il faut faire en sorte que tous ces organes soient coordonnés et employés utilement afin que leur intervention puisse être active et décisive et servir à stimuler l'emploi qui est un des objectifs que nous devons atteindre.

Je n'en dirai pas davantage des problèmes et des aspects particuliers. Je pense que s'il est

quelque chose qui doit s'imposer à nous avec évidence, éclairer nos esprits et réchauffer nos cœurs, c'est la conviction profonde qu'en signant les traités de Rome on n'a pas voulu faire seulement œuvre politique et qu'on n'a pas voulu seulement fixer un objectif d'ordre économique, quelque digne de considération il soit à mon avis — et j'espère que c'est aussi le sentiment unanime de l'Assemblée — on a fixé surtout un objectif social.

Nous nous sommes préoccupés de la situation de nos peuples, des zones sous-développées de nos pays, du niveau de vie de nos travailleurs. Nous sommes partis de l'idée qu'en unissant nos énergies et en imprimant un caractère de solidarité dynamique à l'activité économique commune, nous pourrions éliminer les misères les plus criantes, améliorer les conditions générales d'existence et, avant tout, réduire les graves inégalités qui pèsent hélas encore sur notre vie sociale.

Le rapport de M. Storch contient une introduction qui revêt une grande importance et sur laquelle j'attire l'attention de l'Assemblée. Nous avons examiné en effet un certain nombre de problèmes sociaux, nous nous sommes rendu compte des difficultés et nous avons pu formuler quelques suggestions. Mais la vérité est que nous ne pourrions obtenir de résultats appréciables sur le plan social que grâce à l'activité déployée par la Commission de la Communauté Economique Européenne qui pourra prendre des mesures directes en matière sociale, suggérer l'adoption de lois sociales ou s'efforcer d'harmoniser les régimes de sécurité sociale. En réalité, nous ne pourrions obtenir de résultats sur le plan social que si nous réussissons à coordonner et à harmoniser effectivement la politique économique de la Communauté de nos six pays.

Je suis profondément convaincu que le social et l'économie sont intimement liés. On ne peut pas espérer donner de plus grandes parts de gâteau à moins d'avoir un plus grand gâteau à partager ; de même, on ne peut pas s'attendre à un progrès social, à une amélioration substantielle des conditions d'existence des classes les plus modestes, à moins qu'il n'y ait aussi un essor économique, un développement de l'activité économique.

C'est pourquoi il me semble que la tâche principale de la Commission de la Communauté Economique Européenne doit être de faire en sorte que les divers pays respectent les étapes prévues

par le traité, mais elle doit éviter avant tout qu'on ne se contente de créer une union douanière. Pour faire une union douanière, il n'était pas nécessaire de créer la Communauté Economique Européenne, il n'était pas nécessaire de créer une Assemblée politique au sein de laquelle sont représentés les peuples ; pour cela des fonctionnaires pouvaient suffire.

Il est évident que lors de la signature du traité de Rome on a eu en vue quelque chose de plus qu'une simple union douanière : on pensait vraiment à une intégration de nos économies, on pensait vraiment à un effort de solidarité.

Qu'est-ce que je demande, Messieurs, à la Commission européenne ? Je lui demande une politique économique coordonnée. Je ne suis pas d'avis que l'économie puisse être entièrement dirigée d'en haut et entièrement orientée ; mais je suis aussi convaincu que sur le plan économique les résultats doivent être facilités, qu'ils peuvent être obtenus une fois que certaines conditions propres à stimuler l'activité économique auront été réalisées.

Il faut que la politique économique des six pays que vous êtes appelés à coordonner tienne toujours compte des objectifs sociaux fixés par le traité. Le premier de ces objectifs est le plein emploi ; il serait en effet inconcevable que la plaie du chômage ne disparaisse pas lorsque la Communauté Economique Européenne sera entrée dans la réalité. Nous devons tendre de toutes nos forces à assurer le plein emploi, ce qui doit aussi permettre d'utiliser les disponibilités de main-d'œuvre dans l'intérêt de l'économie communautaire et — je suis heureux que M. Vanrullen l'ait dit aussi — de mettre fin à l'existence de zones sous-développées dans notre Communauté européenne.

Du moment que nous approuvons, comme je l'espère, le rapport de M. Storch, je crois que nous accueillerons de même favorablement l'invitation de la commission des affaires sociales qui demande à notre Assemblée de manifester clairement une volonté politique, afin que nous puissions atteindre, grâce aux instruments économiques prévus par le traité, les objectifs sociaux qui sont en fait la principale justification morale de la Communauté économique que nous avons entrepris de créer.

Je suis certain, mes chers collègues, que le caractère technique que revêtent parfois nos discussions ne masque pas le sentiment profond qui

nous anime et qui, en la présente occasion, doit nous inciter à manifester également notre volonté politique et à demander que l'Europe qui se fait ait un contenu profondément humain et social, à demander que l'Europe s'unifie pour améliorer les conditions d'existence de ces peuples.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Gailly.

M. Gailly. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je ne crois pas que je vais vous baigner dans l'optimisme qui a caractérisé certaines interventions de mes prédécesseurs.

En mars 1958, nous nous trouvions au seuil de ce qu'on pouvait considérer comme la plus grande aventure de tous les temps. Nous sommes toujours sur ce seuil et du statut de l'organisation dépend le sort des travailleurs d'aujourd'hui et des générations futures.

Dans ces conditions, il m'apparaît que nous étions en droit d'attendre de ce premier rapport des indications précises, notamment quant aux intentions et aux initiatives.

Un volumineux document nous a été remis à l'origine, qui constitue le plus gros des annuaires téléphoniques que j'aie rencontrés de ma vie, auquel on a substitué le document que nous avons sous les yeux. Sur les 150 pages qu'il comporte, j'en trouve exactement 11 traitant des problèmes sociaux.

Et encore, quelles pages ! C'est une véritable dérision. On s'est tout bonnement inspiré des travaux de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ; on a littéralement léché, pour le reproduire dans ce rapport, ce qui a été fait à la C.E.C.A.

Je vous fais grâce de la lecture des têtes de chapitres, bien qu'elle soit pourtant édifiante.

Quant au rapport qui nous avait été présenté en première lecture, il était exactement à la mesure du rapport général.

Il est cependant exact qu'au cours des travaux de la commission, nous avons abouti, comme il arrive toujours au sein des commissions et aussi dans cette Assemblée, à un de ces accords plus ou moins unanimes qui ne contentent personne et mécontentent à peu près tout le monde.

C'est là une règle que nous devrions abandonner le plus vite possible puisque personne n'est jamais entièrement satisfait. En commission, j'ai fait pas mal de réserves en me promettant d'intervenir au cours de cette séance.

Il est pourtant un hommage que je veux rendre au rapporteur : c'est celui de la constance dans l'effort qu'il apporte à défendre ses propres points de vue. Pour arriver à lui faire abandonner un terme du rapport qu'il avait rédigé, il a fallu la croix et la bannière et que nous nous y mettions tous. Enfin, nous avons abouti, plus ou moins, au résultat que vous connaissez, réserve faite du contenu de la résolution qui sera présentée en fin de session.

En commission, nous nous sommes plaints du peu d'importance attachée aux problèmes sociaux, de ce que j'appelle une mauvaise copie des travaux de la C.E.C.A. Nous avons regretté le vague des formules adoptées, nous nous sommes plaints de ne pas avoir trouvé, dans le rapport de M. Storch, la différence existant entre les deux traités en matière sociale et dans les droits conférés au Comité consultatif, d'une part, et au Conseil économique et social du Marché commun, d'autre part.

Nous nous sommes plaints de l'imprécision des dispositions à prendre pour aboutir à l'harmonisation prévue par les articles 2 et 3 du traité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Nous les trouvons amenuisées dans le traité de la Communauté Economique Européenne.

Nous souhaiterions enfin qu'après cinq années d'activité de la Communauté charbon-acier, après une année d'activité de cette Assemblée parlementaire, on nous dise ce que l'on compte faire, en matière d'harmonisation des conditions de travail et d'existence, pour les travailleurs des six pays de la Communauté.

Nous avons interrogé, à de multiples reprises, les représentants de la Haute Autorité. Nous interrogeons encore aujourd'hui ceux des différents exécutifs. Mais, jusqu'à présent, jamais nous n'avons obtenu une réponse précise. Dès lors, je me demande si ces articles 2 et 3 prévoyant l'harmonisation, sont — permettez-moi l'expression — de la frime, ou si vous voulez en faire une réalité.

Nous nous sommes plaints également de l'absence d'indications relatives à la fameuse

parité qui a été débattue dans cette Assemblée. Chacun se souvient de ces débats où nous considérions que les travailleurs n'avaient pas leur juste part au point de vue de la représentation au sein de ce comité consultatif.

A l'époque, je me suis permis de vous rappeler qu'au Comité consultatif de la C.E.C.A., les travailleurs constituaient un tiers contre deux tiers d'employeurs et d'utilisateurs, attendu que ceux-ci et ceux-là ne font qu'un seul et même groupe où l'on s'entend tout naturellement comme larrons en foire. Nous avions espéré que, dans le cadre de la Communauté Economique Européenne, cette disproportion des forces dans les rapports entre employeurs et travailleurs allait disparaître. Or, à notre grande déception, nous nous retrouvons à peu près exactement dans la même situation.

J'avais alors posé une question à ce sujet à M. le Président en exercice du Conseil de Ministres. J'ai reçu une réponse que l'on qualifie généralement de normande. Sans doute a-t-on considéré qu'on avait été très obscur car j'ai obtenu, tout récemment, une autre communication signée par le secrétaire général. Toutefois, à mon grand regret, je suis obligé de constater qu'il y a des Normands en haute et en basse Normandie, car cette seconde réponse n'est pas plus claire que la précédente.

Ce qu'il m'importe de savoir, c'est si les représentants des travailleurs seront enfin placés sur un pied d'égalité avec les représentants des employeurs. Nous avons beaucoup de raisons de nous plaindre du peu de place faite aux travailleurs dans la Communauté charbon-acier. Nous en avons beaucoup plus aujourd'hui en raison du peu de place qui leur est faite dans les différentes communautés.

Voulez-vous dire, Mesdames, Messieurs, quels sont les représentants des travailleurs qui figurent dans les institutions de l'Euratom et du Marché commun ? On les en a littéralement exclus. Ils n'arrivent pas à comprendre pourquoi et cela leur est extrêmement désagréable, d'autant plus qu'avec le temps, ils deviennent la risée de l'opinion publique et, en particulier, des employeurs.

C'est ainsi que l'honorable M. Vander Rest, président des maîtres de forges de Belgique, a, dans une conférence récente, souligné avec force qu'il y a avait en général, au bénéfice des employeurs, une grande différence entre le traité de Marché commun général et celui de la Communauté du charbon et de l'acier.

Les employeurs allemands ont fait la même remarque dans un article de revue publié récemment. Ils constatent, non sans plaisir sans doute, que les travailleurs ne jouent quasiment aucun rôle dans vos institutions.

Je ne saurais trop, Mesdames, Messieurs, attirer votre attention sur les conséquences éventuelles d'une telle situation. Dois-je, une fois de plus, souligner la subordination du social par rapport à l'économie qui apparaît dans presque tous les articles du traité et surtout dans ses applications ?

Il reste un point que je veux traiter aussi rapidement que le reste, car nous aurons l'occasion de revenir, dans cette enceinte, sur différents aspects du problème qui est loin d'avoir été examiné comme il aurait dû l'être : je veux parler du droit au travail que certains de nos collègues confondent avec le plein emploi.

Ce sont pourtant deux choses essentiellement différentes. Plein emploi ? Parfait ! Mais quand il n'a pas de plein emploi, quel sort réservez-vous à celui qui est jeté sur le pavé ? Ne pensez-vous pas qu'en naissant, l'être humain acquiert des droits que doit lui assurer la société et que le droit au travail est un des droits élémentaires car, sans travail, l'homme qui vit de ses muscles ou de son cerveau est condamné à l'inanition ?

Le droit au travail est donc un droit absolu car il signifie le droit à la vie.

C'est pourquoi je voudrais retrouver dans la résolution qui sera proposée à l'Assemblée le principe de ce droit au travail.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, vous courez un grand risque, permettez-moi de vous le dire avec tranquillité en vous demandant d'y prêter l'attention nécessaire ; vous risquez de voir les travailleurs attacher de moins en moins d'importance à vos activités. Ceci n'est pas une menace, mais une constatation que je fais.

Toutes les formes d'organisation ouvrière, que ce soit le C.I.S.L., le C.I.S.C. international, considèrent qu'elles n'ont pas la place qui leur revient dans l'Europe qui se crée.

Dans ces conditions, Monsieur le Président, vous qui êtes un des principaux initiateurs de l'idée européenne et de nos institutions, ne

craignez-vous pas qu'un jour, ceux qui ont été les premiers à vous soutenir ne vous abandonnent ? Ce serait extrêmement grave et dangereux.

Mon collègue M. Vanrullen vous rappelait tout à l'heure ce que nous avons déjà dit à plusieurs reprises : l'Europe ne peut pas se faire sans les travailleurs. J'ajoute que, s'il s'agissait de replâtrer l'ancienne et vieille Europe, cela ne les intéresserait pas. Dans ces conditions, il faut que vous adoptiez la politique qui convient pour répondre à leurs aspirations.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à Madame Probst.

M^{me} Probst. — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, nous avons reçu de M. Storch un rapport excellent, un rapport qui me paraît être d'une importance fondamentale et sur lequel je me permettrai de faire quelques remarques.

M. Storch a fait observer que la disposition relative à la libre circulation des travailleurs est une des principales prescriptions de nature sociale des traités. La nécessité de construire des logements au lieu du travail pose un problème qui est étroitement lié à celui de cette libre circulation ; c'est encore un point que les orateurs qui m'ont précédée ont souligné.

Quant à moi, Monsieur le Président, je tiens à dire que cette construction de logements doit se faire à un rythme accéléré ; elle doit se faire assez tôt pour que toute dislocation des familles puisse être évitée. Nous avons tous vu, dans notre Communauté, que la mauvaise fortune de la guerre et les temps d'après-guerre ont séparé les uns des autres les membres de maintes familles et que cette séparation a souvent duré des années. Il serait regrettable que l'essor de notre Communauté et la généralisation de la libre circulation des travailleurs conduisent à une division, voire, suivant les cas, à une dislocation de la famille.

En même temps, j'attire votre attention — surtout celle de la Commission — sur le fait que les logements doivent être construits de manière à tenir compte des besoins de la famille, à tenir compte notamment du fait que la famille s'accroît. De plus, j'aimerais que l'on fasse le nécessaire pour que la famille du travailleur puisse acquérir la propriété de son logement,

car c'est précisément la création d'un rapport de propriété qui pourra assurer la sécurité sociale que nous appelons de tous nos vœux.

Il est un deuxième point, Monsieur le Président, que je me permets d'aborder : la réintégration professionnelle, après guérison, du travailleur qui a subi un accident. Je prie la commission des affaires sociales et celle de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire de s'entendre sur les modalités les plus favorables de la réhabilitation professionnelle du travailleur qui a été victime d'un accident du travail et de faire des propositions à ce sujet. Dans leurs recherches, elles devront considérer aussi, et dans une large mesure, les expériences faites dans des pays qui ne font pas partie de la Communauté ; je songe notamment à l'activité — digne d'être imitée — qui a été déployée en Grande-Bretagne dans le domaine de la réhabilitation.

Encore une troisième remarque : elle sera très brève. Tous les membres de l'Assemblée parlementaire, surtout ceux qui appartiennent à votre commission des affaires sociales, s'efforcent d'un commun accord avec les exécutifs de traduire dans la réalité les dispositions des traités qui se rapportent à l'amélioration des conditions de vie de nos peuples et à la sécurité sociale des travailleurs.

Or, si nous voulons atteindre cet objectif, au mieux et sans tarder, il nous faut examiner attentivement aussi la distribution des charges sociales. A mon sens, il y a là une question qui a été quelque peu négligée ici.

Dans nos pays, le montant du salaire constitue presque généralement le facteur déterminant des prestations sociales. Il en résulte un écart entre les charges à l'intérieur d'un seul et même secteur de l'économie ; cet écart doit être pris en considération, précisément dans l'intérêt du travailleur qui recherche la stabilité de son emploi dans la Communauté.

Les charges sociales qui caractérisent les secteurs économiques où la main-d'œuvre coûte cher — et c'est précisément le cas des industries de base que nous avons pour mission de promouvoir — sont beaucoup plus lourdes que celles qui pèsent sur les entreprises qui peuvent automatiser le travail. On peut noter là des écarts, et ces écarts augmentent. Plus l'automatisation progresse, plus larges deviennent ces écarts

qui finissent par causer des distorsions de la concurrence.

Dans cet ordre d'idées, il est intéressant de jeter un coup d'œil sur le calcul des coûts de l'industrie charbonnière de la Ruhr. J'ai appris que la Haute Autorité est en train d'analyser ce calcul et les membres de l'Assemblée seraient certainement heureux d'être renseignés sur le résultat de cette analyse.

Nous voyons comment les charges sociales extraordinairement fortes qui grèvent cette industrie de base où les salaires sont élevés menacent la capacité concurrentielle du charbon. Nous constatons que le droit au travail s'en trouve menacé, ce droit à la stabilité de l'emploi qui est le commandement suprême de la sécurité sociale. Je vous signale cette menace. Notre Assemblée parlementaire, Monsieur le Président, devrait s'appliquer à l'étude des facteurs qui déterminent la juste distribution des charges sociales.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Bertrand.

M. Bertrand. — *(N)* Monsieur le Président, dans le cadre de l'examen du rapport de M. Storch sur le chapitre « La politique sociale » du premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne, je voudrais situer le débat sur le terrain des principes.

Personnellement, je suis d'avis qu'il est très difficile de savoir d'ores et déjà, alors que la discussion porte sur le premier rapport général de la Commission de la C.E.E., quel point de vue adopter en ce qui concerne la relation entre les aspects économiques et les aspects sociaux. La position de principe que nous adopterons aujourd'hui au sujet des aspects sociaux devra être la même que celle que nous avons adoptée en 1953, au cours de la première session de l'ancienne Assemblée commune, lorsque nous nous trouvions en face des mêmes phénomènes.

Les auteurs du traité sont partis de l'idée qu'en créant des institutions communes dans le cadre de l'Europe des Six, on arriverait à ouvrir un marché commun, ce qui conduirait, estimaient-ils, à la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes, en particulier des travailleurs. Ils étaient d'avis que la création du marché commun provoquerait nécessairement une expansion économique et que, grâce à celle-ci,

la situation sociale des peuples des six pays et plus spécialement des travailleurs s'améliorerait.

Qu'il me soit permis de dire que je ne suis pas naïf au point de le croire ; au contraire, j'ai la ferme conviction que nous devons encore attendre longtemps avant que l'on ait atteint un stade tel que le relèvement social des peuples des six pays et notamment celui des travailleurs découlent automatiquement du fonctionnement du marché commun.

Notre discussion devra dès lors nous amener à fixer nos positions de principe en ce qui concerne le rapport entre l'expansion économique et le progrès social.

A cet égard, mon point de vue est que les possibilités en matière sociale découlent en effet des réalités économiques.

Si l'on considérait ce point de vue uniquement comme une position de principe, on donnerait une image fausse de la réalité, car l'histoire a prouvé plus d'une fois — et très récemment encore — que les améliorations sociales avaient engendré des améliorations économiques qui n'auraient pas vu le jour en l'absence des améliorations sociales.

Dans cet ordre d'idées, je mentionnerai la réduction de la durée du travail qui est entrée en vigueur il y a peu de temps. Si on n'avait pas pris cette mesure, certaines entreprises auraient-elles fait de tels efforts pour procéder à des investissements, moderniser leurs installations et s'adapter aux conditions nouvelles, ce qui les a obligées à accroître leur productivité, grâce à quoi elles ont surmonté le handicap de la réduction de la durée du travail ?

Je dis cela parce que, étant donné que le traité compte des dizaines d'articles fixant les attributions économiques et autres de la Commission européenne, alors qu'en matière sociale il ne prévoit que peu ou même pratiquement pas d'attributions, l'Assemblée doit défendre l'idée que les nécessités sociales doivent être placées sur le même plan que les nécessités et les activités économiques.

A cet égard, j'estime que, dans le cadre de nos préoccupations sociales, nous devons demander à la Commission économique européenne, et surtout à ceux de ses membres qui assument des responsabilités en matière sociale, de mettre

tout en œuvre sur le plan économique non seulement pour faire en sorte que l'expansion économique résulte du développement du marché commun, mais aussi pour favoriser cette expansion par une action sociale très intense, une action sociale qui ne pourra pas être imposée par des stipulations, mais qui devra être surtout favorisée indirectement par la Commission de la C.E.E.

Celle-ci a la faculté de prendre à cet égard un certain nombre de mesures indirectes grâce aux contacts avec les partenaires sociaux des deux côtés. Elle peut publier régulièrement des rapports sur la situation sociale afin que l'opinion publique puisse comparer entre elles les diverses possibilités offertes par les pays et afin d'empêcher toute politique économique propre à susciter une concurrence en matière de rapports sociaux (conditions de travail, régimes des salaires, etc.).

A ce propos, j'attire l'attention aussi sur le facteur psychologique. A l'heure actuelle, lorsque nous parlons avec les mineurs des six pays des progrès importants que la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier leur a permis d'accomplir et des améliorations considérables qu'elle leur a procurées, ils se moquent carrément de nous.

Ils nous disent : « Jamais encore nous n'avions connu tant de chômage que depuis cinq ans, c'est-à-dire depuis que la C.E.C.A. existe. » C'est là une réalité que l'homme de la rue connaît très bien, et par expérience personnelle, cinq ans après la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Si, demain, nous ne réussissons pas à persuader l'opinion publique et à lui donner le sentiment, grâce à certaines réalisations, que le marché commun et la coopération de tous les pays intéressés apporteront un progrès véritable, nous ne pourrons pas garder la confiance des masses, alors que précisément nous en avons tant besoin pour parfaire l'unité européenne.

Puis-je demander à la Commission européenne d'être attentive à cette question ?

Dans la petite ville que j'habite et qui compte 20.000 habitants, une fabrique de cigarillos cessera son activité à la fin de cette année. Quatre cents travailleuses seront ainsi réduites au chômage. Le 31 mars prochain, c'est une

fabrique de poêles et de calorifères qui sera fermée. Il y aura ainsi 350 chômeurs de plus. Tel est le résultat des concentrations et des fusions auxquelles il faut procéder dans les secteurs intéressés en raison du « démarrage » du marché commun.

Le fonds social européen n'existe pas encore et le gouvernement de mon pays ne peut donc pas demander à la Communauté Economique Européenne de lui fournir les moyens nécessaires pour prouver aux travailleurs qui seront sans travail le 31 mars prochain, non par des paroles, mais par des actes, que c'est grâce à l'existence du marché commun qu'ils pourront recevoir des allocations de chômage plus substantielles qu'auparavant, qu'ils pourront bénéficier d'une rééducation professionnelle et qu'une indemnité d'attente pourra leur être accordée. Ce sont là les facteurs psychologiques qui seront décisifs lorsqu'il s'agira d'obtenir des masses ouvrières la compréhension et la coopération dont nous avons besoin pour renforcer notre position.

A la fin de son rapport, M. Storch fait observer que certaines dispositions du traité font l'objet d'une interprétation que, normalement, l'Assemblée parlementaire ne pourrait jamais admettre.

Je crois pourtant que nous allons au-devant de la volonté des masses lorsque nous défendons l'idée d'une interprétation extensive du traité et des textes parce qu'il sera déjà suffisamment difficile pour l'exécutif lui-même de faire accepter pareille interprétation des textes.

C'est pourquoi j'estime nécessaire de souligner clairement que l'Assemblée attend de la Communauté Economique Européenne qu'elle mette le social sur le même pied que l'économique. Cela signifie que la Commission ne peut pas accepter qu'un relèvement social puisse résulter seulement d'une expansion économique, mais qu'elle doit défendre l'idée que cette expansion peut être stimulée par l'essor des activités sur le plan social.

En agissant de la sorte, nous contribuerons également à accroître la confiance de la grande masse des travailleurs dans les vastes possibilités que nous offre la coopération sur le plan européen.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Nederhorst.

M. Nederhorst. — (N) Monsieur le Président, nous sommes maintenant arrivés au stade où vous êtes sur le point de donner la parole à la Commission européenne et j'estime qu'il y a lieu de faire part à cette dernière, très brièvement et afin de l'éclairer, d'une impression que la lecture du rapport a faite sur la commission des affaires sociales.

Je crois qu'il est très difficile d'émettre à l'heure actuelle un jugement sur la politique de la Commission parce que celle-ci en est toujours à la première phase de ses activités. Elle en est encore au stade de ses activités techniques où il s'agit en premier lieu de reconnaître le terrain et de rassembler la documentation sur la situation sociale, de recueillir le plus d'informations possible sur cette question.

C'est là une tâche de grande envergure et j'espère que la Commission dispose d'un nombre suffisant d'experts pour pouvoir l'accomplir à la fois bien et rapidement.

J'espère, en effet, que le coup d'œil critique jeté par les gouvernements sur le budget de la Commission n'aura pas pour effet de nuire à son activité, mais de lui donner tous les moyens de travailler vite et bien pour ce qui est de ses tâches sociales essentielles. Je serais très heureux de recevoir à ce sujet une réponse favorable de la Commission européenne.

Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, nous en sommes toujours à un stade où nous devons laisser à la Commission le temps de s'orienter et de réunir la documentation nécessaire, mais il est vraisemblable que l'an prochain nous aurons atteint une phase où il sera possible de juger la politique suivie par elle.

Je crois pouvoir dire — c'est une impression que j'ai retirée de nos discussions — que la commission des affaires sociales de l'Assemblée est unanime à estimer qu'il ne faut pas simplement attendre de la Commission qu'elle réunisse la documentation et penser qu'elle a ainsi accompli sa tâche. Non, les membres de notre commission qui appartiennent à différentes tendances politiques, considèrent qu'à côté de cela et après cela, la Commission a une tâche d'ordre politique à remplir : elle doit prendre certaines initiatives sur la base de la documentation réunie

et s'efforcer, en collaboration étroite avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, de promouvoir le progrès social et de hâter l'harmonisation des conditions sociales.

A cet égard, la Commission européenne bénéficie d'une circonstance favorable : la Haute Autorité a déjà mené les premiers combats pour faire triompher ce principe. La Haute Autorité a réussi à obtenir — difficilement, car elle a déployé à cet effet des efforts presque quotidiens que les employeurs et les travailleurs entament, sur la base de la documentation réunie par elle, des pourparlers relatifs à l'harmonisation.

Je me félicite également de constater que, tandis qu'au début les gouvernements avaient adopté une attitude très réservée quant aux éventuelles initiatives de l'exécutif européen en matière sociale, il est apparu tout à fait certain, lors de contacts récents que nous avons eus avec certains gouvernements et certains ministres des affaires économiques, qu'une telle initiative sera accueillie avec plaisir et approuvée par les gouvernements d'au moins deux des six pays.

Je crois qu'il est bon que la Commission européenne sache que, si elle prend de telles initiatives, elle aura l'approbation de l'Assemblée parlementaire et pourra compter sur son appui.

Je pourrais aussi le dire autrement. La Commission peut également être assurée que, si elle conçoit sa tâche d'une manière trop limitée et si elle se considère comme un bureau de statistique qui édite d'intéressantes publications et se borne ensuite à attendre pour voir ce que l'on a fait, son attitude sera jugée sévèrement par l'Assemblée.

Je crois qu'il est bon que cela soit dit clairement, afin que la Commission sache ce que l'on pense, tout au moins à la commission des affaires sociales, de ces questions.

Lorsqu'on lit les remarques préliminaires faites par M. Storch dans son rapport, on voit cette idée exprimée dès la première page ; on y lit également que nous serions heureux de voir la Commission européenne prendre des initiatives et faire preuve d'énergie. Nous ne pouvons pas attendre actuellement de la Commission européenne — il est manifestement encore trop tôt pour le faire — qu'elle ait déjà pris ces

initiatives. Nous ne saurions, sans donner dans l'exagération, attendre d'elle qu'elle ait déjà pu, par exemple, rapprocher employeurs et travailleurs. En effet, sur quoi donc les entretiens auraient-ils porté, puisque la documentation nécessaire fait encore défaut ?

J'espère cependant que la Commission s'efforcera de rassembler rapidement des données numériques sur des faits concrets afin que l'on ait une base en vue des pourparlers sur l'harmonisation sociale, sur l'harmonisation entre les partenaires sociaux.

Je serais particulièrement heureux si nous pouvions connaître de façon très précise l'opinion de la Commission à cet égard et s'il en ressortait que la Commission de la Communauté Economique Européenne est disposée à donner suite au vœu qui s'est exprimé ici.

(Applaudissements.)

(M. Cantalupo remplace M. Schuman au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. CANTALUPO

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Petrilli, au nom de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Petrilli, *membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne.* — (1) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je remercie avant tout le rapporteur, M. Storch, et tous les orateurs qui sont intervenus au cours de la discussion, fût-ce même pour formuler des critiques (dont certaines ont été particulièrement dures). Je remercie également le président de la commission des affaires sociales et les membres de celle-ci pour avoir constamment aidé et si vivement aiguillonné l'exécutif.

L'exposé que je fais aujourd'hui est évidemment plutôt l'énoncé d'un programme qu'un rapport sur notre activité, comme l'a dit M. Nederhorst. Il ne saurait en être autrement dans le cas d'un exécutif qui n'a achevé que depuis quelques mois ses travaux préparatoires et initiaux et qui, au surplus, est encore, pour les raisons que connaît l'Assemblée parlementaire, en pleine période d'organisation administrative.

Notre exécutif s'est occupé des questions sociales dans deux documents qui sont, d'une part, le rapport général sur l'activité de la Communauté, qui contient un chapitre spécial sur la politique sociale dont la brièveté a fait l'objet de critiques, et, d'autre part, son « Exposé sur la situation sociale dans la Communauté », établi conformément aux dispositions expresses de l'article 122 du traité et dans lequel elle aurait dû décrire l'évolution de la situation sociale dans les pays de la Communauté ; mais nous nous sommes bornés à faire un exposé de la situation telle qu'elle se présentait, nous réservant de compléter ce rapport, pour ce qui concerne les années suivantes, au moyen des données relatives à l'évolution de la situation dans les pays envisagés.

J'ai dit que des critiques avaient été formulées quant à la brièveté du chapitre du rapport général qui traite des questions sociales. Je ne crois pas qu'il faille mesurer le degré d'intensité d'une activité au nombre de pages que nous lui consacrons. A l'avenir aussi, les questions sociales occuperont dans le rapport annuel que la Commission présentera à l'Assemblée la place qui convient au regard des diverses activités de l'exécutif.

Je dois aussi ajouter — l'observation en a été faite en particulier par M. Rubinacci — que les chiffres que nous donnons dans notre exposé sur la situation sociale au départ ne sont pas comparables entre eux. Or, en présentant notre exposé nous avons déjà dit que les chiffres n'étaient pas comparables, précisément parce qu'il ne s'agissait pas de chiffres relatifs, mais de chiffres absolus. Il est certain que, du point de vue de la statistique, le chiffre moyen a de la valeur ; mais il faut attribuer tout autant de valeur, pour la connaissance des phénomènes dans leurs détails et dans leur ensemble, à la connaissance des écarts par rapport à la moyenne, zone par zone et secteur par secteur. Je pense que, tout au moins sous cet angle, l'étude de la situation initiale de la Communauté a permis de mettre en lumière les grandes différences qu'accusent les conditions sociales dans les divers pays de la Communauté ; dans ces pays, les conditions sociales diffèrent profondément d'une zone à l'autre et d'un secteur à l'autre, au point qu'il a été dit avec amertume que malheureusement la situation sociale est souvent fonction de la position géographique du pays.

Mais il appartiendra à l'exécutif, au cours des années à venir, de présenter ces chiffres non

seulement comme nous l'avons fait dans cette première compilation, mais aussi sous une forme qui permette de les comparer entre eux, en appliquant à cet effet une méthode statistique aussi perfectionnée que possible. A cette fin, j'estime que la collaboration des bureaux centraux des administrations nationales (bureaux centraux de la statistique et bureaux relevant de ministères) nous sera tout particulièrement utile quand il s'agira de réunir les données qui nous seront nécessaires pour présenter sous une forme analytique la situation et pour faire une synthèse du cours de l'évolution sociale dans notre Communauté.

Quelques orateurs ont parlé des dispositions sociales de notre traité ; la question paraît inévitable, du moment que l'Assemblée Parlementaire Européenne procède aujourd'hui pour la première fois à une discussion qui a pour objet un rapport sur les problèmes sociaux. Il a été soutenu avec raison que, si le traité contient des dispositions précises en matière économique et financière, les questions sociales ne font en revanche l'objet que d'un ensemble de prescriptions très vagues.

En effet, le traité ne consacre que peu d'articles aux questions sociales et, à vrai dire, ces articles ne sont pas très précis, de sorte que nous devons nous livrer à un grand travail d'interprétation ; mais je dois ajouter aussi qu'en examinant de plus près l'esprit du traité, nous apercevons quelque chose de plus substantiel.

Déjà dans le préambule, le traité indique en effet les fins que les pays se proposent de poursuivre en s'associant au sein de la Communauté ; ce sont le relèvement du niveau social et l'amélioration constante des conditions de vie et de travail des peuples des six pays. Aussi tout le traité s'inspire-t-il de cette idée, si bien que toute querelle sur la priorité entre l'ordre économique et l'ordre social est d'emblée exclue.

Le développement social harmonieux de la collectivité est conçu comme une conséquence naturelle d'une économie dont les dimensions se sont élargies, dont les directives sont coordonnées et qui est respectueuse de la liberté des individus et des groupes associés et organisée en vue du bien commun.

Mais je tiens à faire remarquer tout de suite à M. Bertrand que l'extension du territoire éco-

nomique ne suffit pas à assurer une meilleure répartition des richesses, ce qui est en somme la fin sociale qu'il s'agit d'atteindre ; l'extension du territoire économique, qui est la condition *sine qua non* d'une amélioration des conditions sociales, doit nécessairement s'accompagner de l'harmonisation de la politique économique, de la politique financière et de la politique fiscale, en vue d'une fin sociale, c'est-à-dire en fonction d'une volonté politique précise.

En somme, le but qui nous est assigné par le traité, c'est l'égalité dans le progrès. Que faut-il entendre par « égalité dans le progrès » ? A notre avis, cela ne veut pas dire égalisation du niveau de vie ou des conditions structurelles ; en effet, si telle en était la signification, il s'agirait d'une hypothèse absurde, c'est-à-dire d'une économie cristallisée, ce que personne n'a voulu. A mon sens, en parlant d'égalité dans le progrès, on songe à une impulsion progressive et continue qui admet peut-être des différences de vitesse et d'accélération d'une zone à l'autre, mais qui n'arrête pas le progrès. En fait, les hommes, les groupes associés, les secteurs économiques doivent être placés dans des conditions d'égalité pour contribuer au développement économique et au progrès social qui en résulte, et non pas pour jouir des avantages de celui-ci. Dans ce cadre, une saine concurrence doit jouer librement.

Quels sont, aux termes du traité, les moyens par lesquels l'exécutif doit atteindre l'objectif que j'ai indiqué ? Il doit avant tout procéder à des études, réunir une documentation, comparer les données obtenues. Or, il est évident que du moment que je parle peu de mois après le début de nos travaux, je dois m'en tenir à la première phase de ceux-ci, à savoir la réunion des données, la connaissance des phénomènes. Connaître pour pouvoir décider : connaître d'abord, décider ensuite.

Je ne voudrais cependant pas qu'on considère ces travaux de l'exécutif comme une entreprise semblable à ce que font déjà tant d'autres organisations qui, sur le plan international, n'ont pas de fonctions exécutives, mais jouent un rôle de coordination et de stimulation ; ces institutions sont précieuses, leur activité est méritoire, mais leur fonction diffère manifestement de celle d'un organe exécutif.

Nous entendons recourir avant tout aux études faites par d'autres institutions pour nous en servir dans les limites de notre compétence, sur

notre plan. Nous recourrons à ces études et à cette documentation afin de pouvoir connaître nous-mêmes les phénomènes et renseigner les administrations nationales, les organisations professionnelles, l'opinion publique ; et nous agissons ainsi afin que les encouragements et les critiques qui seront adressés à l'exécutif soient fondées sur une parfaite connaissance des difficultés qui se présentent dans la sphère où se meut l'Europe en voie de création.

La seconde phase de nos travaux comporte les échanges de vues, qui ont déjà commencé, avec les institutions et les administrations nationales directement compétentes et responsables de la politique sociale avec les organisations internationales (je dirai plus loin ce que nous avons fait dans ce secteur) qui s'occupent en particulier de questions sociales avec les organisations professionnelles, (on ne saurait jamais trop dire combien il est utile à l'exécutif d'avoir des contacts suivis avec les syndicats des travailleurs et les organisations d'employeurs) et enfin avec des experts. Nous renseignerons les commissions compétentes de l'Assemblée Parlementaire Européenne et nous consulterons l'institution précisément créée à cet effet, à savoir le Comité économique et social.

En troisième lieu, nous devons organiser des réunions et des conférences. Nous ne nous proposons pas d'en avoir un grand nombre ; au cours de l'année qui a commencé, nous n'en avons organisé qu'une seule, mais je constate avec regret que l'initiative que nous avons ainsi prise est critiquée dans le rapport de M. Storch. Si nous voulons étudier au cours de l'année qui vient, probablement en automne (je l'ai dit dans ma réponse à la suite de la discussion sur le rapport de M. Santero), les conséquences sociales de l'automation et des nouvelles techniques (on nous a demandé pourquoi nous voulions nous en occuper, alors que tant d'autres organisations l'ont déjà fait), c'est parce que je crois qu'il est nécessaire, indispensable et urgent de se préparer à temps. Nous vivons dans un monde où nous voyons des contrastes effrayants : en effet, alors que grâce au progrès scientifique et technique nous voyons lancer de nouveaux satellites et de nouvelles planètes dans le système solaire, il y a encore des centaines de millions d'hommes qui meurent littéralement de faim.

C'est pourquoi il n'est jamais trop tôt pour se préparer techniquement aux conséquences sociales de techniques nouvelles qui apparaîtront dramatiquement et rapidement sur la scène du monde.

Je dois parler maintenant de nos méthodes de travail.

En premier lieu, nous collaborons avec les autres exécutifs. J'insisterai sur notre collaboration constante avec nos collègues MM. Giachero et Medi, membres des deux autres exécutifs. Pour répondre à certaines critiques, je tiens à répéter que lorsqu'on écrira l'histoire de notre temps, celle de la construction de l'Europe, les futurs citoyens de l'Europe devront rendre hommage au travail intelligemment préparé et accompli dans le secteur social par nos collègues de la Haute Autorité.

Cette collaboration doit être continue pour nous permettre d'éviter les doubles emplois et les lacunes ; nos travaux devront être constamment coordonnés et effectués en commun. Une même collaboration se poursuit aussi avec les autres institutions internationales auxquelles j'ai fait allusion il y a quelques instants ; dans notre rapport, nous avons souligné l'importance de l'accord qui a été conclu avec le Bureau international du travail et que notre président, M. Hallstein, a signé en juillet dernier. Le chef de la direction générale des affaires sociales se rend précisément ces jours-ci à Genève, accompagné par les directeurs des divisions techniques, pour étudier les conditions concrètes de ce travail commun. Je tiens à dire à l'Assemblée que nous étudions actuellement les bases d'un accord avec quelques autres organisations internationales.

En substance, nos fonctionnaires doivent étudier et coordonner les travaux faits par autrui, un petit nombre de fonctionnaires, un nombre qui malheureusement a encore été réduit à la suite des récentes mesures budgétaires. Notre tâche consiste essentiellement à coordonner des initiatives, et dans ce secteur aussi notre succès se mesurera à notre capacité d'interpréter les exigences communes aux diverses zones et aux divers secteurs, de les harmoniser par ce qu'on pourrait appeler une opération de catalyse, c'est-à-dire de les rapprocher en encourageant les rencontres et en proposant des solutions concrètes.

Combien il nous serait plus facile de soumettre un rapport à l'Assemblée, si nous jouissions réellement de pouvoirs supranationaux, c'est-à-dire si nos décisions, sagement étudiées et préparées, pouvaient ensuite être imposées aux divers gouvernements ! Mais en réalité, notre travail est un travail de synthèse et de détermination des exigences qui, malheureusement,

s'opposent encore très souvent les unes aux autres.

A cette occasion, je désire — et j'en ai d'ailleurs le devoir — rendre justice à nos fonctionnaires dont les capacités et la formation technique sont remarquables et qui font preuve du dévouement qu'exige la grande tâche sociale que nous sommes appelés à accomplir.

Quelques-uns des orateurs qui sont intervenus au cours de la discussion ont parlé plus particulièrement de certains problèmes du travail.

La Commission, qui a mis à l'étude le problème de l'égalisation des salaires masculins et féminins, a devant elle un délai de trois ans pour proposer des solutions. Elle pourra aussi tenir la commission des affaires sociales au courant de la marche de ses travaux.

M. Gailly a parlé du problème de l'harmonisation des conditions de travail et nous a reproché, plutôt vivement à mon avis, de ne pas avoir de politique dans ce secteur. Je pense qu'il peut être facile d'élaborer une théorie et d'arriver à des définitions académiques ; mais, comme je l'ai déjà dit en commission en répondant à une question semblable qui m'avait été adressée il y a quelques mois, nous sommes convaincus qu'il vaut mieux poursuivre des solutions concrètes qu'on peut atteindre grâce à une politique fondée sur les faits et en étudiant les problèmes l'un après l'autre.

Nous pourrions ainsi aboutir à l'harmonisation des conditions de travail par la synthèse d'une série d'actions que nous espérons pouvoir mener à bonne fin. Je songe aux problèmes concrets de l'horaire de travail, de la durée de travail, des salaires des hommes et des femmes, des congés, et ainsi de suite.

Le problème de la main-d'œuvre a été soulevé en particulier par M. Rubinacci ; celui-ci a rappelé avec raison que l'objectif fondamental de notre Communauté demeure le plein emploi qui permettra de respecter pleinement le droit que M. Gailly a très heureusement appelé un droit absolu et élémentaire de l'homme, à savoir le droit au travail.

Je suis heureux de constater que votre commission parlementaire partage cette opinion, c'est-à-dire qu'elle reconnaît l'importance fondamentale qu'il faut attacher au maintien de

l'emploi de la main-d'œuvre au niveau le plus élevé possible ainsi qu'à la stabilité de l'emploi. Je suis heureux de constater également que vous partagez notre opinion sur la nécessité d'établir une collaboration aussi étroite que possible, constante et souple, entre les bureaux de placement des divers pays et — ce qui donnera peut-être des résultats encore plus féconds — avec un organe central de coordination qui devra être institué. M. Rubinacci a défini les pouvoirs de cet organe qui pourraient, si j'ai bien compris, être résumés comme suit : en premier lieu, étudier sur le plan national et sur le plan communautaire l'évolution du marché du travail ; en second lieu, faciliter, encourager et orienter dans un certain sens la collaboration directe entre les divers services nationaux de placement ; en troisième lieu, intervenir chaque fois que cela apparaîtra nécessaire pour suppléer, le cas échéant, aux carences de ces services.

Je crois qu'on ne saurait rien faire de plus en la phase initiale, puisqu'on ne peut pas songer (ce serait une prétention excessive) à substituer ce bureau central aux bureaux existants. En outre, cela ne rentrerait pas dans les tâches immédiates de notre exécutif.

En revanche, un petit noyau central chargé de ces fonctions de coordination, de stimulation et de propulsion sera peut-être capable d'obtenir des résultats appréciables. D'autre part, je tiens à souligner que les études préparatoires sur les mesures à prendre en matière de libre circulation de la main-d'œuvre sont maintenant assez avancées pour que nous espérions pouvoir, sans trop tarder, prendre les contacts nécessaires avec les diverses administrations nationales. Toute discrimination entre travailleurs étrangers et travailleurs nationaux en matière d'emploi, de rémunération et d'autres conditions de travail devra être abolie au plus tôt. Ce sera là un pas très important vers l'objectif du plein emploi de la main-d'œuvre auquel nous visons.

J'ai hâte de souligner à ce propos le fait que l'exécutif désire éliminer, dans l'esprit même du traité, une notion traditionnelle particulièrement déplorable : la notion d'émigrant. Nous n'aurons plus besoin de parler d'émigrant, parce qu'il ne devra plus y avoir de pauvre chômeur affamé cherchant désespérément un travail que son pays ne peut pas lui offrir et qui par conséquent est évidemment prêt à accepter des conditions moins favorables que celles qu'exigent les travailleurs du pays d'accueil.

Au plus tard à l'expiration de la période de transition, tout travailleur européen, considéré comme appartenant à la patrie plus grande qu'est la Communauté européenne, pourra librement accepter toute offre de travail dans l'un quelconque des six pays. A la suite de l'abolition de toute discrimination fondée sur l'origine ou le sexe, il pourra se rendre à son lieu de travail où que ce soit et y établir son domicile. C'est là le droit d'établissement auquel M. Rubinacci a fait allusion.

Or, il me semble que l'exécutif doit favoriser ce mouvement parce que les problèmes de l'individu sont les problèmes de la collectivité, de même que les problèmes d'un pays sont les problèmes de la Communauté. Mais pour éviter que la libre circulation de la main-d'œuvre n'entraîne brusquement des difficultés d'ordre économique et social, outre les difficultés sur le plan humain (par exemple, fuite du personnel plus qualifié, chômage et baisse des salaires dans certaines zones), il faut prendre aussi les mesures qui conviennent.

Afin que les travailleurs soient mieux préparés en vue de cette mobilité, le traité a fort opportunément prévu — et nous nous efforcerons d'appliquer progressivement ses dispositions à cet effet — l'échange des jeunes travailleurs ; cela veut dire que pour prévenir les difficultés d'ordre humain qui tiennent à la différence des langues, des traditions et des coutumes, les travailleurs devront, pendant leur période de formation professionnelle, être envoyés dans des entreprises étrangères, fût-ce même tout d'abord dans de petites entreprises, afin d'être préparés à cette mobilité.

Je vous rappellerai maintenant que, le 1^{er} janvier, la première mesure de libération a coïncidé avec l'entrée en vigueur de la convention européenne de sécurité sociale pour les travailleurs migrants en vertu de laquelle les travailleurs et les membres de leur famille ont dès maintenant droit, dans tous les pays où ils vont travailler, aux prestations sociales prévues par la législation en vigueur au lieu de travail.

C'est là un fait extrêmement intéressant sur le plan social. Le travailleur se déplace librement sur le territoire de l'Europe et tout l'appareil de sécurité sociale l'accompagne et le protège. Lorsqu'il cessera de travailler, il sera tenu compte de toute la durée de sa vie de travail aux fins du paiement de sa pension, ce qui constitue le témoignage tangible d'une solidarité plus vaste.

J'en viens maintenant au fonds social européen. Dans son rapport, M. Storch nous a reproché de ne pas avoir donné de chiffres dans le budget. Mais il ne nous était pas possible de donner des chiffres, qui par nature concernent des prévisions, pour des faits dont nous ne connaissons pas encore l'ampleur, puisque c'est vous qui interprétez les normes du traité. L'exécutif prépare actuellement le statut du fonds et le règlement relatif à ses prestations ; nous comptons présenter sous peu nos propositions au Conseil qui les soumettra à l'Assemblée, aux fins de la fixation du programme du Fonds social.

Une fois que vous aurez approuvé les normes qui régiront le fonds social — dont les dispositions, nous l'espérons, seront conçues dans un esprit aussi large que possible — et qu'elles seront devenues applicables, nous pourrons arrêter les montants qui doivent être inscrits au budget ; ainsi, conformément au mécanisme prévu par le traité, cet important instrument de la politique sociale pourra fonctionner.

J'ajouterai que ce règlement devra être rédigé de manière à assurer aux travailleurs une aide concrète et substantielle. C'est précisément pour ce motif que je prie dès maintenant l'Assemblée de ne pas songer à fixer définitivement le montant du fonds, car le dynamisme même de l'action du fonds veut que de nouveaux besoins financiers puissent apparaître.

En fait, dès que vous aurez approuvé le règlement du fonds, les obligations financières prévues par celui-ci entreront automatiquement en jeu, comme le traité le prescrit lui-même, au gré de l'interprétation que nous donnons à ses normes.

Une fois couverts les 50 % des frais incombant aux Etats ou aux institutions de droit public pour la rééducation professionnelle et pour les indemnités de réinstallation, quel sera l'objet du fonds ? Il devra empêcher que les travailleurs ne doivent supporter les charges inhérentes à la réorganisation de l'appareil de production qu'entraînera la création d'un marché plus vaste. Le fonds aura aussi pour objet de répartir entre les différents pays ce qu'on pourrait appeler le coût social du marché commun.

Il me semble qu'en raison même de la forme de sa contribution, qui est directement proportionnelle aux dépenses, le fonds social est appelé et sera de plus en plus appelé à une importante

fonction de stimulation, incitant les autorités publiques à créer ce qu'on pourrait appeler, comme l'a dit M. Rubinacci, les infrastructures sociales du nouveau marché.

Quelques orateurs, et en particulier M^{me} de Riemaecker-Legot, ont parlé aussi de la politique en matière de formation professionnelle.

A notre avis, si cette politique doit être appliquée sur un plan communautaire, elle devra être liée au développement économique dû à la réalisation du marché commun ainsi qu'au progrès technologique ; dans ce domaine, nous admettons qu'il faudra s'occuper tout particulièrement de la main-d'œuvre féminine. Je peux accepter de donner suite aux deux propositions qui ont été faites à ce sujet : par la première, on nous invite à entreprendre une enquête sur les conditions réelles d'emploi de la main-d'œuvre féminine en nous attachant notamment au problème de la formation professionnelle ; par la seconde, qui est contenue dans le rapport, on nous demande de créer un service d'orientation professionnelle pour diriger les jeunes travailleurs vers de nouvelles possibilités de travail.

J'arrive enfin au problème de l'harmonisation des systèmes de sécurité sociale. Toute personne qui s'est occupée de sécurité sociale sait combien la situation en ce domaine est compliquée et à quel point elle diffère en réalité d'un pays à l'autre, notamment entre des Etats qui n'ont pas les mêmes traditions, les mêmes coutumes, les mêmes systèmes financiers, les mêmes habitudes.

En présence de cette diversité, nous comprenons que nous ne puissions pas parler d'égalité des systèmes de sécurité sociale. Jusqu'à présent on a rejeté — parce qu'elle est absurde — une technique qui aurait pour objet d'égaliser les salaires ; de même, il n'est pas possible non plus de parler de l'égalité des conditions en matière de sécurité sociale et de protection sociale qui sont un élément indirect de la rétribution du travailleur.

Il me semble en revanche qu'il faudrait aller à la reconnaissance de la situation présente ; je puis m'engager à présenter sous peu à votre commission des affaires sociales un tableau très détaillé de la situation en matière de sécurité sociale : ce tableau montrera le champ d'application des assurances sociales, leurs systèmes financiers, l'incidence de ces coûts particuliers, les charges sociales, les méthodes de paiement des prestations.

Ceci fait, nous devons nous borner à fixer quelques normes minimum afin que tous les travailleurs soient du moins couverts de la même manière pour les risques primaires. Nous envisageons donc la couverture de certains risques, l'égalité des droits, l'application d'une même technique pour le paiement des prestations, ce qui ne veut absolument pas dire que le montant de la prestation finale doive être le même.

En outre, il faut absolument s'efforcer d'éviter que certains éléments de la politique de prévoyance sociale n'aient des répercussions néfastes, comme c'est le cas actuellement dans quelques pays, sur d'autres éléments de la politique de l'emploi. Il est évidemment absurde que la politique de sécurité et de prévoyance ait des répercussions fâcheuses sur l'emploi.

Il est nécessaire de trancher la question de savoir s'il y a lieu de renoncer à certaines interventions dans le domaine de la prévoyance sociale. Dans certains pays de la Communauté, il est accordé à certains secteurs économiques, déficitaires dans le domaine de la prévoyance sociale, des aides financières prélevées sur les ressources d'autres secteurs plus prospères. Il faut absolument s'abstenir d'agir ainsi, non seulement pour des motifs d'ordre économique, mais aussi pour des motifs d'ordre social.

Au cours de la discussion, on n'a pas insisté sur un problème qui me paraît très intéressant et dont le traité s'est occupé : la reconnaissance du droit syndical et des négociations collectives entre employeurs et travailleurs. Ces négociations collectives apparaissent comme le moyen le plus courtois auquel les groupements professionnels qui représentent des intérêts opposés puissent recourir en vue d'établir cet ordre et cette justice qui sont les conditions d'un progrès social harmonieux et la garantie d'une bonne organisation économique.

Dans le rapport, il est aussi question de la politique en matière d'assistance sociale, et M^{me} de Riemaecker-Legot a recommandé de ne pas prendre une attitude paternaliste dans ce domaine. Je puis donner à l'Assemblée l'assurance que nous ne perdrons pas de vue cet aspect des relations de travail, non seulement dans le cadre de l'entreprise, mais encore comme un fait de politique générale qui intéresse toute la collectivité.

Il est une question particulièrement délicate au sujet de laquelle plusieurs représentants ont

exprimé leur mécontentement : je veux dire le problème des logements ouvriers. Dans notre rapport, nous avons dit que, dans le cadre de la politique générale de la Communauté, nous devons nous occuper au plus tôt et dans la mesure de nos pouvoirs de la question des logements ouvriers.

La commission nous a demandé de créer, afin de conjuguer nos efforts, un service commun avec la Haute Autorité qui a déployé une activité remarquable dans ce secteur. Si l'exécutif a refusé de s'engager dans cette voie, ce n'est pas qu'il n'ait pas l'intention de créer ce service commun ni que nous préférions voir les efforts des deux exécutifs aller dans des directions différentes ; il n'en est absolument pas ainsi. Le problème se présente autrement.

La Communauté Economique Européenne n'a pas été chargée de cette tâche par le traité ; en conséquence, aucun crédit destiné à cette fin ne figure à son budget. Il est vrai que la Haute Autorité s'est trouvée au début dans la même situation, mais aujourd'hui un crédit pour la construction de logements ouvriers est inscrit à son budget, tandis que pour nous, tel n'est pas le cas ; c'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas créer de service commun. Le jour où le problème financier sera résolu — comme le désirent ceux qui ont présenté cette demande — la seule solution logique consistera précisément à créer ce service commun.

Je ne puis pas exposer pour le moment les principes que nous nous proposons de mettre en œuvre dans une politique des logements ouvriers. A titre personnel, je dirai qu'une partie des réserves mathématiques des assurances sociales — là où il en existe encore, dans les pays à régime de capitalisation des cotisations — pourrait être consacrée à la construction de biens instrumentaux destinés à être mis à la disposition de ceux qui ont versé les cotisations (ce qui ne constitue cependant pas toujours la forme la plus économique d'investissement).

J'en arrive maintenant à la question des régions dites insuffisamment développées et à la demande qui nous a été faite, et que nous pouvons fort bien accueillir, de dresser une sorte d'inventaire des régions qui sont le plus défavorisées du point de vue économique. Il s'agit cependant là d'une tâche particulièrement difficile car la dépression économique est un phé-

nomène dynamique et non pas statique ; l'inventaire en question devra donc être constamment remis à jour.

A ce propos, il faut se poser une question qu'on pourrait aussi soulever dans le domaine des investissements privés. L'investissement qui est le meilleur du point de vue économique l'est-il aussi toujours du point de vue social ? Peut-être en est-il bien ainsi, parce qu'à la longue l'opposition entre l'économique et le social finit par être plus apparente que réelle. En effet, une économie conçue sans fins sociales n'aurait aucun sens et une politique sociale qui ferait fi des lois d'airain de l'économie ne reposerait sur rien et ne donnerait que des résultats illusoires.

Un choix est cependant possible : on peut déterminer l'ordre de priorité des questions qu'il s'agit de résoudre. La Commission européenne devra se prononcer sur le choix et sa décision aura un caractère politique.

M. Nederhorst a soulevé pour finir la question des moyens financiers dont nous disposons. A ce propos, je mentionnerai deux problèmes particuliers, celui de la construction de logements ouvriers et celui du fonds social. La solution de ces problèmes ne dépend pas uniquement de nous et de l'interprétation que nous donnerons au traité ; elle dépend essentiellement des moyens financiers que les Etats, c'est-à-dire les Conseils de Ministres, mettront à la disposition de l'exécutif. Cette année, aucun crédit n'a été inscrit au budget pour le fonds social qui n'y figure que pour mémoire. Mais il est aussi très important de demander que notre Conseil fixe le montant de ce crédit dès que l'Assemblée aura approuvé le règlement du fonds social.

J'adresserai un appel à l'Assemblée. J'estime que les possibilités économiques et les moyens financiers dont l'exécutif pourra disposer lui permettront d'agir d'autant plus efficacement que l'Assemblée poussera davantage, tant dans cette enceinte que dans les autres occasions qui sont prévues par le traité, à la mise en œuvre d'une politique communautaire dont nous sommes certainement tous les partisans convaincus.

Pour conclure, je soulignerai à mon tour, comme l'ont fait presque tous les orateurs qui sont intervenus, et comme l'a fait en particulier et très chaleureusement M. Rubinacci, la fin politique de notre Communauté. Nous ne pouvons

qu'être d'accord à ce sujet en ajoutant toutefois que la réussite du Marché commun dépendra de la mesure dans laquelle il pourra atteindre l'objectif social qui lui est assigné par le traité.

Egalement dans cette construction, que quelqu'un a voulu définir en disant qu'elle est un peu plus qu'une union douanière, notre nouvel idéal est donc toujours à la mesure de l'homme, avec ses besoins, avec ses aspirations et avec sa libre personnalité.

Je pense avoir exposé, d'une manière évidemment sommaire, le programme de l'exécutif et avoir répondu à tous les orateurs qui sont intervenus au cours des débats. Nous nous efforcerons de réaliser notre programme dans un esprit social aussi large que possible, sans faire cependant dès maintenant des promesses démagogiques qui porteraient en elles-mêmes le germe de la faillite ; nous le réaliserons dans un climat de liberté et d'après des méthodes respectueuses de la liberté ; c'est un engagement que je peux prendre au nom de l'exécutif, parce qu'il répond à notre conviction et aux exigences impérieuses de notre conscience.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Storch, rapporteur.

M. Storch, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je tiens à faire une mise au point à propos de ce que M. Petrilli a dit de notre position concernant l'activité de la Commission dans le domaine de l'automation. A la page 88 du « Premier rapport général » de la Commission, il est dit textuellement :

« Les problèmes posés par l'organisation scientifique du travail et les nouvelles techniques de production, en particulier le développement de l'automation, ainsi que les questions de productivité feront également l'objet d'études détaillées. »

A ce propos, nous avons déclaré dans notre rapport :

« Ces questions font l'objet de tant d'études dans le monde entier qu'il n'est pas nécessaire que la Commission européenne engage un personnel plus nombreux pour s'en occuper. Si la Commission européenne se tient au courant des résultats des enquêtes et des connaissances

acquises dans ce domaine, elle aura rempli, pour le moment, la tâche qui lui incombe à cet égard. »

Or, M. Petrilli vient de dire qu'à son avis la Commission entend suivre les répercussions sociales dans ce domaine et s'en occuper sérieusement. Si on s'était exprimé de cette manière, Monsieur Petrilli, vous auriez probablement eu l'approbation unanime de la commission des affaires sociales et cette unanimité se serait reflétée aussi dans la position que nous avons prise.

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — (I) Permettez-moi, Monsieur le Président, de prier M. Petrilli de me donner des précisions quant au règlement du fonds social, dans la mesure où ce règlement est lié à un problème d'importance notable: je veux dire celui de l'assistance et des risques de chômage.

Or, avant que le projet soit remis au Conseil de Ministres, j'aimerais que les normes de ce règlement soient discutées à la commission des affaires sociales où les représentants qui en font partie pourraient faire connaître leurs points de vue et les opinions de leurs organisations syndicales.

M. le Président. — La parole est à M. Nederhorst.

M. Nederhorst. — (N) Monsieur le Président, j'ai demandé tout d'abord si la Commission européenne avait d'assez nombreux experts pour pouvoir accomplir les tâches spéciales qui lui incombent. A cet égard, je pensais en premier lieu non pas au fonds social, mais au secteur dont M. Petrilli s'occupe spécialement.

Ai-je bien compris ? M. Petrilli a-t-il bien répondu à cette question : « Nos activités ont dû être réduites à la suite des décisions prises en matière budgétaire par le Conseil de Ministres » ?

J'insiste sur ma question, Monsieur le Président, afin que la réponse qui y sera faite permette de déterminer d'une manière très précise les responsabilités. Je voudrais mettre en garde la Commission européenne contre elle-même. En effet, si l'an prochain, nous constatons que ses activités ne se sont pas déroulées suivant le rythme souhaité par l'Assemblée et cela parce que la Commission européenne ne disposait pas de moyens financiers suffisants pour engager le personnel dont le département compétent a

besoin, ce n'est pas la Commission européenne, c'est le Conseil de Ministres qui serait responsable de l'insuffisance des progrès.

Ce point étant fort important, je répète ma question : Ai-je bien compris que, de l'avis de la Commission européenne, ses activités en matière sociale ne peuvent pas se dérouler actuellement selon le rythme qu'elle souhaite elle-même, parce qu'elle n'est pas en mesure, par suite de difficultés financières, d'engager le personnel nécessaire ?

M. Petrilli m'obligerait beaucoup s'il me répondait de façon précise.

M. le Président. — La parole est à M. Petrilli, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Petrilli, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — (I) Monsieur le Président, je répondrai à MM. Storch, Sabatini et Nederhorst qui sont intervenus dans le débat.

M. Storch a simplement demandé une précision. Il m'a demandé s'il ne serait pas mieux de préciser que la conférence sur l'automation aura pour tâche d'étudier les conséquences sociales de l'automation et que c'est dans ce sens que l'entend la commission parlementaire. Je prends acte de cette déclaration; puisque nous sommes d'accord, il n'y a pas de raisons de discuter.

M. Sabatini m'a demandé de présenter à la commission parlementaire, encore avant que le Conseil de Ministres prenne ses décisions, le projet de règlement du fonds social. Il appartiendrait évidemment au Conseil de Ministres de présenter à l'Assemblée parlementaire le statut qui devra régir le fonds social; toutefois, quant à moi, je suis disposé à discuter à la commission parlementaire les critères qu'il faudra adopter.

Quant à M. Nederhorst, il m'a posé une question à laquelle je ne suis pas en état de répondre. Il m'a demandé si les limites imposées au budget par décision du Conseil de Ministres sont telles que le secteur des affaires sociales ne serait pas en mesure de déployer l'activité qu'il doit avoir. Tout ce que je peux dire, c'est qu'aucune décision n'a encore été prise par le Conseil; je ne puis évidemment pas prévoir quelle sera cette décision et par conséquent quelles seront les bor-

nes qui pourraient être mises à notre activité. Si les limites imposées au budget sont notables, il s'ensuivra nécessairement une réduction de notre activité.

Je tiens à souligner particulièrement les nécessités qui s'imposent à propos du fonds social, non encore approuvé, parce qu'il me semble que l'Assemblée parlementaire s'attend à ce que ce secteur-là intervienne dans une très large mesure sur le plan social.

M. le Président. — La parole est-elle encore demandée ?

Je remercie M. Petrilli des précisions qu'il a données notamment à M. Sabatini. Le bureau a en effet approuvé la proposition de M. Sabatini et il est heureux que M. Petrilli ait promis de discuter ce sujet en commission, ce qui est une façon de resserrer encore les liens qui nous unissent à lui.

L'Assemblée devra se prononcer ultérieurement sur une proposition de résolution déposée par la commission compétente.

5. — *Ordre du jour*

M. le Président. — Nous allons arrêter là nos travaux pour aujourd'hui, car une réunion du Comité des présidents est convoquée à 18 heures. Il y a donc lieu de renvoyer à demain la discussion du rapport de M. Hazenbosch.

La prochaine séance aura lieu demain samedi, à 9 h. 30, avec l'ordre du jour suivant :

Présentation et discussion du rapport de M. Hazenbosch sur la réduction de la durée du travail dans l'industrie charbonnière et l'industrie sidérurgique.

En ce qui concerne la suite de cet ordre du jour, notamment la discussion du rapport de M. Charlot sur l'adaptation de l'indemnité inscrite au chapitre I, article 1 b, de l'état prévisionnel des dépenses de l'Assemblée pour l'exercice 1959, le Comité des présidents va en délibérer.

La séance est levée.

(La séance est levée à 17 h. 50.)

SESSION DE JANVIER 1959

SEANCE DU SAMEDI 10 JANVIER 1959

Sommaire

1. *Procès-verbal* 127
2. *Excuse* 127
3. *Motion d'ordre :*
MM. Birkelbach, président du groupe socialiste; le Président, Margulies, le Président 127
4. *Réduction de la durée du travail dans les industries charbonnière et sidérurgique. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Hazenbosch, fait au nom de la commission des affaires sociales :*
M. Hazenbosch, rapporteur 128
MM. Sabatini, Sträter, Gailly; Giachero, membre de la Haute Autorité; Hazenbosch, rapporteur; le Président. 132
5. *Indemnité journalière des membres de l'Assemblée. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Charlot, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée Parlementaire Européenne et du budget des Communautés :*
Demande de renvoi en commission présentée par M. Birkelbach, président du groupe socialiste 147
MM. Bertrand, au nom du groupe démocrate-chrétien; Birkelbach; Margulies, au nom de la commission; le

Président, Margue, Battista, le Président 147

Renvoi du rapport en commission 149

6. *Ordre du jour* 149

PRESIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

Président

(La séance est ouverte à 9 h 40.)

M. le Président. --- La séance est ouverte.

1. — *Procès-verbal*

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ? .

Le procès-verbal est adopté.

2. — *Excuse*

M. le Président. — M. Martinelli s'excuse de ne pouvoir assister aux prochaines séances jusqu'à l'interruption de la session.

3. — *Motion d'ordre*

M. Birkelbach. -- Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Birkelbach, président du groupe socialiste.

M. Birkelbach, président du groupe socialiste. — (A) Monsieur le Président, je désire faire une remarque au sujet de l'ordre du jour et formuler un vœu. D'après ce qui a été décidé, nous avons encore aujourd'hui à l'ordre du jour le document 67, c'est-à-dire le rapport de la commission du budget. Je vous prie de ne pas discuter aujourd'hui ce rapport, mais de le renvoyer à cette commission. Mes amis politiques estiment en effet qu'en raison de certains événements qui se sont produits, ce document doit faire l'objet d'un nouvel examen.

Ces événements qui se sont produits dans l'intervalle ont une incidence sur le texte qui nous est soumis et avant tout sur les passages où il est question d'unités européennes de compte. Du moment que l'Union européenne des paiements sous son ancienne forme n'existe plus, il paraît indiqué de se demander si le rapport peut être adopté dans sa forme actuelle.

J'estime que la commission du budget est l'organe compétent à cet effet. C'est pourquoi je demande que le rapport soit renvoyé à cette commission.

M. le Président. — Vous demandez donc le renvoi en commission du rapport qui fait l'objet du deuxième point de notre ordre du jour.

La parole est à M. Margulies.

M. Margulies. — (A) Monsieur le Président, pour ce qui est de la petite modification à apporter au texte dont M. Birkelbach a parlé, à savoir le remplacement de l'expression « unités de compte U.E.P. » par l'expression « U.C. » — unités de compensation — nous pourrions aussi en décider ici dès aujourd'hui. Cela n'appelle pas une nouvelle discussion à la commission du budget.

En effet, nous avons déjà approuvé l'ordre du jour. C'est pourquoi je suis d'avis que nous devrions nous en tenir à ce qui a été décidé.

M. le Président. — Vous demandez, au contraire, le maintien de l'ordre du jour tel qu'il a été fixé.

Nous pourrions en discuter tout à l'heure, après que le premier point de l'ordre du jour aura été épuisé. La question est réservée. Il

sera toujours permis de demander le renvoi à ce moment-là. Peut-être aurons-nous alors des éléments nouveaux dont il sera tenu compte.

4. — *Réduction de la durée du travail dans les industries charbonnières et sidérurgiques*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Hazenbosch, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la réduction de la durée du travail dans l'industrie charbonnière et l'industrie sidérurgique.

La parole est à M. Hazenbosch, rapporteur.

M. Hazenbosch, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la commission dont votre présente commission des affaires sociales a pris la succession il y a plus de trois ans déjà avait commencé à s'occuper régulièrement du problème de la réduction de la durée du travail dans les charbonnages et dans la sidérurgie.

Ce sont les événements qui ont marqué l'été 1955 dans un des pays de la Communauté, la Belgique, qui ont poussé la commission à entreprendre à ce moment-là déjà l'étude du problème. Dans ce pays, des conflits sociaux avaient éclaté dont l'enjeu était la réduction de la durée du travail ou, pour nous exprimer d'une façon peut-être plus précise, l'introduction progressive de la semaine de cinq jours. Le déroulement de ces conflits et les solutions auxquelles on est tout d'abord parvenu sur le plan national ont amené le gouvernement belge de l'époque, représenté par son ministre des affaires économiques, M. Rey, à attirer l'attention du Conseil Spécial de Ministres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et celle de l'Assemblée commune sur ce problème.

Le fait s'est produit, en ce qui concerne l'Assemblée commune, à la session de novembre 1955. Après un exposé de M. Jean Rey sur la question et un échange de vues approfondi, tant en séance plénière qu'à la commission des affaires sociales, l'Assemblée commune s'est prononcée en principe, dans une résolution, pour une réduction de la durée du travail.

Dans cette même résolution, par laquelle l'Assemblée demandait qu'un effort soit fait en vue de réduire la durée du travail, elle chargeait la

commission des affaires sociales de s'occuper des aspects sociaux du problème ; en même temps, elle confiait à la commission du Marché commun et à la commission des investissements le soin d'étudier les conséquences économiques probables d'une réduction de la durée du travail et lui demandait de faire des propositions concernant les moyens de faire face à ces conséquences.

La commission des affaires sociales s'est acquittée de sa tâche. Le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui est une synthèse de tout le travail accompli à cet égard par la commission ainsi que des résultats auxquels elle est parvenue. Le rapport qui constitue la base de nos échanges de vues d'aujourd'hui est donc principalement documentaire.

En effet, la commission n'a pas voulu aborder le domaine de l'analyse théorique ; quelque utiles et divertissants que puissent être des exercices intellectuels, elle a préféré se faire une idée de la place qu'occupe le problème de la réduction de la durée du travail dans l'ensemble des problèmes sociaux d'aujourd'hui. Elle a également voulu se faire une idée des faits qui ont marqué au cours des dernières années l'évolution de cette question dans chacun des pays de la Communauté.

La méthode d'approche adoptée par votre commission a l'avantage d'être réaliste et de s'attacher aux faits et à leur évolution ; en revanche, elle a l'inconvénient — il faut le signaler — de faire perdre du temps. La Haute Autorité a donc dû entreprendre une enquête de grande envergure portant sur ces faits et sur ces réalités, dans chacun des six pays de la Communauté. Au moment où elle a entrepris cette enquête, elle était, par la force des choses, tributaire dans une large mesure de la collaboration des gouvernements nationaux et des entreprises des six pays.

Quant à la commission, elle a dû mener certains pourparlers avec les organisations d'employeurs et de travailleurs sur la manière dont le problème est envisagé par celles-ci, une tâche dont elle s'est en effet acquittée. De plus, pour pouvoir se rendre compte de la manière dont étaient appliquées certaines réductions de la durée du travail déjà opérées, ainsi que des expériences faites à cet égard dans la vie économique, la commission a dû visiter des entreprises situées dans chacun des six pays de la Communauté. Elle l'a également fait, comme l'indique le rapport.

Au nom de la commission, je profite de cette occasion pour remercier sincèrement tous ceux qui, durant ces trois années consacrées à l'étude en question, ont bien voulu documenter la commission. Je tiens à remercier la Haute Autorité ainsi que les organisations d'employeurs et de travailleurs, sans oublier les chefs d'entreprise et les travailleurs que la commission a rencontrés et avec qui elle a pu avoir des entretiens très fructueux.

Monsieur le Président, la commission a maintenant terminé son enquête et il me semble que le moment est venu de dégager les points qui l'ont particulièrement frappée.

Je crois pouvoir dire qu'en tout premier lieu elle a été frappée par le fait que le problème de la réduction du travail se pose dans tous les pays de la Communauté et qu'il revêt un caractère général. En d'autres termes, le désir de voir réduire progressivement la durée du travail n'est pas seulement exprimé dans les charbonnages et la sidérurgie ; il l'est aussi dans tous les autres secteurs de la vie économique.

On peut se demander pour quelles raisons le problème de la réduction de la durée du travail est d'une actualité aussi brûlante.

Je crois pouvoir dire que ces raisons sont très complexes. Il est toutefois bien certain qu'elles sont liées dans une large mesure, dans leur complexité, à l'évolution culturelle, technique, économique et sociale.

Elles sont tout d'abord liées à l'évolution culturelle. Grâce au grand essor pris par différentes branches de l'enseignement dans les pays de la Communauté, grâce au fait que cet enseignement devient accessible, dans une mesure sans cesse croissante, à de larges couches de la population, grâce, enfin, aux résultats obtenus par le mouvement syndical dans son désir d'éduquer les travailleurs, nous voyons ceux-ci de plus en plus nombreux à vouloir bénéficier des bienfaits de la culture. Cette aspiration a fait naître chez beaucoup d'entre eux le désir d'avoir davantage de loisirs.

J'ai également parlé, Monsieur le Président, d'un lien avec l'évolution de la technique. En effet, la technique moderne s'est développée dans un sens tel que, pour beaucoup de travailleurs, la tâche quotidienne devient de plus en plus un travail d'équipe.

Le fait de devoir faire un travail fragmentaire et de se trouver très éloigné du résultat final, le fait que l'ouvrier moderne ne voit plus ce que son travail quotidien permet d'obtenir finalement, voilà qui rend le travail très monotone. En d'autres termes, pour de nombreux travailleurs il devient toujours plus difficile de réaliser pleinement leurs aspirations sur le plan professionnel, de trouver dans leur tâche quotidienne des satisfactions suffisantes.

En outre, la technique moderne exige des aptitudes et des connaissances spéciales toujours plus nombreuses. De plus en plus, les travailleurs ont besoin de temps dont ils puissent disposer à leur guise aussi bien pour chercher d'autres motifs de satisfaction dans l'existence, en dehors du travail quotidien, que pour acquérir et entretenir des qualités professionnelles solides.

J'ai signalé aussi un lien avec l'évolution économique. On peut dire heureusement qu'au cours des cinquante dernières années l'évolution a été telle dans ce domaine que le bien-être s'est nettement accru dans les pays de la Communauté. L'un des facteurs les plus importants de cet accroissement du bien-être consiste, je crois, dans le fait que l'on dispose de moyens nouveaux et de plus en plus nombreux de satisfaire les besoins nouveaux qui se créent sans arrêt.

Rien d'étonnant à ce que, dans un monde où les moyens nouveaux de satisfaire des besoins toujours plus nombreux s'offrent en nombre sans cesse croissant, les travailleurs aient à leur tour le désir d'utiliser ces nouveaux moyens pour satisfaire les besoins nouveaux qu'ils éprouvent également. Or, il ne s'agit pas seulement de moyens matériels, il s'agit aussi d'avoir le temps nécessaire pour utiliser ces moyens.

J'ai parlé enfin d'un lien avec l'évolution sociale. De plus en plus — et c'est là un phénomène heureux — le travailleur est reconnu, dans les pays de la Communauté, comme un partenaire dans la vie économique. Le temps est heureusement révolu où il n'était considéré que comme un facteur de la production, le facteur « travail », ce travail qu'il essayait de vendre au plus offrant.

Toujours davantage, le travailleur assume à son tour des responsabilités dans le développement de la vie économique et de la vie sociale en général et aussi dans la gestion de sa propre entreprise. Autrement dit, l'idée qu'il faut don-

ner également au travailleur le droit de participer, dans une mesure raisonnable, à la gestion des entreprises se répand toujours davantage. Or, pour remplir cette tâche, pour assumer ces responsabilités nouvelles, le travailleur de la deuxième moitié du vingtième siècle a besoin de plus de temps.

Tous ces phénomènes ont pour effet de donner aux loisirs une place sans cesse plus importante et plus stable dans l'échelle des préférences du travailleur. La commission croit que, d'un point de vue social général, il y a lieu de s'en féliciter, car l'évolution que je viens d'esquisser peut contribuer à la création d'une société plus harmonieuse.

Tous les membres de cette Assemblée regardent l'édification d'une telle société comme un objectif social de premier ordre.

Il était un temps où la semaine de travail était de 70 heures et parfois davantage. A cette époque également, on s'est occupé du problème de la réduction de la durée du travail; mais la réduction de la durée du travail était considérée du point de vue de la protection physique du travailleur, du point de vue de la protection du travail.

Je ne veux pas dire par là que, de nos jours, cette manière de l'envisager ait perdu toute raison d'être; mais je crois tout de même que la réduction de la durée du travail dont nous parlons en ce moment part d'un fait acquis: l'existence de la semaine de 48 heures, le but à atteindre étant l'introduction progressive de la semaine de 40 heures, réparties sur cinq jours. Je crois aussi que cette question doit être considérée moins sous l'angle de la protection physique du travailleur que dans la perspective de l'élévation générale de la classe ouvrière, de l'intégration toujours plus poussée du travailleur dans la vie sociale en tant qu'associé à droits égaux.

Naturellement, cela ne veut pas dire que pour atteindre cet objectif, si admirable du point de vue social, nous puissions réduire actuellement la durée du travail en prenant des mesures à tort ou à travers, sans nous soucier de certaines répercussions que cette réduction peut avoir sur la production, les frais d'exploitation, la position concurrentielle et l'emploi.

Non, Monsieur le Président, nous nous rendons parfaitement compte de ce que, dans cette

question de la réduction de la durée du travail, il faudra agir avec circonspection, qu'il faudra chercher à atteindre l'objectif par étapes, afin d'épargner à l'économie des chocs en retour possibles.

Le fait que nous sommes conscients de la nécessité de nous mettre à l'œuvre avec circonspection, il ne faut pas l'interpréter en ce sens que, dans certaines circonstances, nous pourrions nous contenter de ne rien faire. Agir avec circonspection, cela veut dire non seulement que l'on se montre circonspect, mais aussi que l'on agit et que l'on fait quelque chose. Cela signifie donc que, pleinement conscient du but à atteindre, on déclenche un mouvement dans ce sens.

Il est bien évident qu'il faut tenir compte non seulement des conséquences économiques immédiates, mais aussi et surtout des conséquences économiques à long terme. Quand on songe à ces dernières, il ne suffit pas de se dire que l'on va trouver des facteurs positifs de compensation dans le développement des investissements et de la technique moderne; on peut également, je pense, compter sur un facteur positif de compensation du fait qu'il se créera progressivement une classe ouvrière mieux armée pour sa tâche.

C'est en vertu de ces considérations que, dès le début de 1956, votre commission a demandé à la Haute Autorité de charger sa commission d'experts pour l'étude des objectifs généraux d'étudier les conséquences économiques d'une réduction de la durée du travail. Au début de 1956, il y a donc environ trois ans, la Haute Autorité s'est engagée à donner suite à cette demande de la commission.

Nous ne doutons pas que la Haute Autorité ait fait ce qu'elle avait promis, mais nous regrettons de devoir signaler que les résultats de l'enquête n'ont pas encore été portés à la connaissance de votre commission. Aussi ne voudrions-nous pas laisser passer cette occasion d'insister auprès de la Haute Autorité pour qu'elle fasse diligence dans la mesure du possible pour que la commission et l'Assemblée soient informées des résultats de la recherche en question. Nous lui demandons donc aujourd'hui de mettre au nombre de ses objectifs généraux l'introduction progressive de la semaine de 40 heures, réparties sur cinq jours.

Il ressort de ce que nous avons dit qu'il ne suffit pas de réduire la durée du travail. Si on veut atteindre le but que nous visons quand nous

demandons la réduction de la durée du travail, un but qui est lié aux causes qui ont fait naître les aspirations à cette réduction, il faudra adapter les institutions et les usages de notre société, de façon que les travailleurs aient la possibilité d'utiliser leurs loisirs accrus pour développer leur personnalité.

Dans cet ordre d'idées, je vous ferai remarquer qu'une réduction de la durée du travail allant de pair avec le développement du travail continu et du travail dominical revient, du point de vue social, à mettre la charrue devant les bœufs. En effet, multiplier le travail continu et en particulier le travail dominical, c'est faire obstacle à l'épanouissement spirituel du travailleur, c'est compromettre sa vie familiale. De plus, la généralisation du travail continu et du travail dominical rend impossible, dans une large mesure, toute participation à des activités organisées et, ce qui n'est pas le moins grave, le travailleur aura de plus en plus de peine à prendre part aux cérémonies de sa religion.

En conséquence, nous demandons à la Haute Autorité de contribuer si possible, dans le cadre de ses investigations techniques et autres, à la limitation du travail continu et du travail dominical.

Monsieur le Président, je n'ai pas l'intention de résumer notre rapport, qui est d'une ampleur assez considérable; je me contenterai des quelques remarques que je viens de faire, me conformant en cela au souhait de l'Assemblée qui désire que les rapports soient présentés brièvement.

Je terminerai donc en disant qu'en étudiant ce problème et en présentant ce rapport, votre commission est consciente du fait que ni la Haute Autorité, ni l'Assemblée parlementaire ne sont compétentes pour prendre des décisions concernant la durée du travail proprement dite. Nous ne désirons pas non plus prendre la place des gouvernements, pas plus que celle des organisations d'employeurs et de travailleurs qui ont à cet égard des tâches et des responsabilités qui leur sont propres; mais il appartient certainement à un parlement, sans préjudice de ses attributions formelles, de contribuer autant que possible à susciter des mouvements d'opinion.

Si le rapport de la commission et l'échange de vues qui aura lieu aujourd'hui à l'Assemblée pouvaient contribuer à persuader l'opinion publique de l'importance que revêt, du point de vue

social, l'introduction progressive de la semaine de 40 heures, réparties sur cinq jours, la commission ainsi que le rapporteur s'estimeraient largement payés de leur peine.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — *(1)* Monsieur le Président, mes chers collègues, comme l'a rappelé notre rapporteur, la commission des affaires sociales a procédé sur le problème de la réduction de la durée du travail à une étude qui s'est poursuivie pendant quelques années. Cette étude lui a permis de constater que les représentants des travailleurs intéressés, qu'ils soient membres de comités d'entreprise ou dirigeants de syndicats, souhaitent une réduction de la durée du travail qui fait, ces temps-ci, l'objet de revendications et d'accords; de leur côté, les représentants des employeurs eux-mêmes ont déclaré qu'ils ne refusaient pas d'aborder le problème de la réduction de la durée du travail tout en exprimant le vœu que ce problème soit abordé simultanément dans tous les pays de la Communauté.

La réduction de la durée du travail ne doit naturellement pas entraîner une diminution du rendement du travailleur et elle doit être faite dans le cadre d'un ensemble de mesures visant à relever le niveau de vie des travailleurs.

Quel pourra être pour l'économie le coût total d'une réduction de la durée du travail à 40 heures par semaine, car tel est l'objectif auquel tendent ces revendications? C'est une question à laquelle l'étude de la commission n'a pas permis de donner une réponse définitive.

Quoi qu'il en soit, il faut considérer comme acquis qu'au stade actuel de la production et de l'activité économique, la réduction de la durée du travail ne doit pas s'accompagner d'un accroissement du coût de production: on peut donc affirmer qu'elle ne pourra être que progressive et qu'elle devra aller de pair avec l'augmentation continue de la productivité.

En effet, si une réduction de la durée du travail devait être accompagnée d'un accroissement des coûts de production, il faudrait se demander si cette réduction constituerait réellement un progrès pour les travailleurs eux-mêmes. D'autre part, on peut estimer que, vu les efforts pénibles exigés des travailleurs dans les secteurs char-

bonnier et sidérurgique, il est opportun et nécessaire d'arriver le plus vite possible pour eux à la semaine de 5 jours avec un total de 40 heures.

Du fait de l'utilisation d'installations, d'un outillage et d'instruments de travail de plus en plus efficaces, les travailleurs et leurs organisations syndicales sont amenés à défendre le principe qu'il faut tendre de plus en plus à partager le volume de travail existant (en maintenant naturellement et en augmentant si possible le rendement des travailleurs) dans le cadre d'une solidarité sociale constante et agissante.

Le droit imprescriptible qu'ont les travailleurs de bénéficier de l'accroissement du taux de productivité doit donc se traduire par des relèvements substantiels du pouvoir d'achat de leur rémunération, par une diminution de la fatigue et, par conséquent, également par une réduction de la durée du travail.

Il appartiendra aux syndicats et aux autorités publiques de déterminer dans quelle mesure et à quel moment il conviendra de faire bénéficier les travailleurs de ces trois heureux effets de l'accroissement de la productivité.

Un certain nombre d'accords conclus au cours des dernières années dans nos six pays par les organisations syndicales montrent déjà qu'il faut tendre à alléger les efforts des mineurs et des métallurgistes et à rendre leurs conditions de travail plus humaines; c'est également le vœu qu'a exprimé, comme la commission l'a rappelé dans son rapport, la conférence pour la sécurité dans les mines de houille dont le rapport a été soumis à notre Assemblée.

C'est pourquoi le rapport fait justement remarquer qu'outre les motifs d'ordre général qui peuvent être invoqués en faveur d'une réduction de la durée du travail pour les mineurs et les métallurgistes, il faut encore tenir compte du fait que le travail qui leur est demandé continue malheureusement à être particulièrement pénible et dangereux pour leur intégrité physique même.

Les progrès de la technique doivent donc servir non seulement à accroître les profits des capitaux investis, mais aussi à assurer davantage de bien-être aux travailleurs.

D'ailleurs, une réduction de la durée du travail devrait toujours être souhaitable lorsqu'il y a des hommes sans travail qui attendent de pouvoir

être engagés dans une activité productive. A cette considération on peut en ajouter une autre, à savoir que les chômeurs constituent une charge sociale qui, d'une manière ou d'une autre, finit par peser sur l'ensemble de notre vie sociale et politique.

C'est pourquoi il faut se demander si, vu le chômage existant et celui qui peut encore frapper de nombreux mineurs, il n'est pas préférable, du point de vue social et aussi économique, de donner du travail à un plus grand nombre de travailleurs, à raison de 40 heures par semaine, plutôt que de laisser une partie des travailleurs sans emploi.

Cela ne veut pas dire que le problème soit facile à résoudre si — comme je l'ai dit — on ne veut pas que réduction de la durée du travail soit synonyme d'abaissement du niveau de vie.

Mais, vu les progrès qui sont faits en matière de technique et de production, il ne semble pas que ce problème, dont les deux éléments peuvent à première vue paraître contradictoires, ne puisse pas recevoir une solution satisfaisante.

L'étude à laquelle elle a procédé n'a pas permis à la commission des affaires sociales de réunir des éléments d'information sur la base desquels elle puisse émettre un avis définitif. Mais en revanche, on ne peut pas non plus affirmer qu'une réduction éventuelle de la durée du travail soit une mesure propre à se répercuter fâcheusement sur la production. En effet, dans les entreprises où, par voie d'accords avec les syndicats, la durée du travail a été réduite au cours des dernières années de 48 à 44 ou 45 heures, sans qu'il ait été touché à la rémunération des travailleurs, on a constaté que ces concessions ont été supportées sans provoquer des inquiétudes excessives en ce qui concerne l'activité industrielle.

C'est l'impression que la commission a eue nettement au cours de son enquête et de ses entretiens avec les partenaires sociaux lors du voyage d'étude qu'elle a effectué dans nos pays.

Il n'est ni facile ni simple de déterminer dans quelle mesure on pourra et on devra s'inspirer ou non de ces indications. Quoi qu'il en soit, il me semble que nous avons le devoir d'apporter notre appui moral et notre aide pratique aux organisations syndicales afin que celles-ci puissent obtenir de nouvelles réductions de la durée du

travail par la voie normale de la négociation de conventions collectives.

En ce qui concerne le problème de la durée du travail, nous ne pouvons qu'approuver le principe d'après lequel la tâche primordiale en cette matière incombe aux organisations syndicales. Mais cela ne signifie pas que ces organisations ne doivent pas se sentir soutenues par les autorités et par les gouvernements dans leurs justes revendications; notre Communauté et notre Assemblée parlementaire doivent par conséquent s'intéresser aussi à ces revendications.

D'autre part, les pays européens doivent avoir l'ambition d'arriver, en matière de progrès technique et de niveau de vie des travailleurs, à soutenir la comparaison avec des pays plus avancés. Je songe à la situation aux Etats-Unis d'Amérique où la durée hebdomadaire du travail est fixée à 40 heures réparties sur 5 jours. Ce but que les travailleurs nord-américains ont désormais atteint doit être un de nos prochains objectifs.

Dans son rapport, la commission des affaires sociales demande à la Haute Autorité d'étudier d'une manière plus approfondie la question de la réduction de la durée du travail et les éléments sur lesquels peut être fondée la revendication formulée à ce sujet; elle l'invite à faire rapport à l'Assemblée afin que celle-ci soit mise en mesure de prendre plus nettement position en faveur de la revendication des travailleurs. Il est évident qu'un avis de la Haute Autorité, fondé sur une étude complète et une documentation solide, pourrait à cet égard donner une force nouvelle à la revendication des travailleurs et amener les gouvernements à seconder les efforts déployés en vue de réduire la durée du travail et à en faciliter la réalisation.

Monsieur le Président, mes chers collègues, je dois dire qu'au début de cette étude j'ai nourri personnellement plus d'un doute quant à l'opportunité de la réduction de la durée du travail. J'estimais en effet qu'il fallait encore attendre quelque temps que notre Communauté ait augmenté ses possibilités de rendement et que le pouvoir d'achat des salaires s'en trouve consolidé; et je pensais qu'ensuite, en une seconde phase, on aurait pu passer à la réduction de la durée du travail. Mais maintenant, ayant observé l'évolution récente de notre situation économique dans les secteurs charbonnier et sidérurgique, je suis revenu sur ma manière de voir et j'ai reconnu que le problème de la réduction de la durée du

travail revêt de jour en jour une importance plus grande.

Je pense donc qu'au nombre des problèmes que la Haute Autorité doit étudier d'une manière approfondie, de concert avec le Conseil de Ministres, il faut effectivement ranger celui dont nous nous occupons en ce moment. Nous le faisons aussi parce que le secteur sidérurgique et le secteur charbonnier sont les deux domaines de l'activité industrielle dans lesquels la durée du travail doit être réduite en premier lieu pour les motifs que j'ai déjà exposés, à savoir que dans ces secteurs les conditions de travail sont plus pénibles que dans tout autre.

Je dois cependant affirmer que la réduction de la durée du travail ne peut être considérée que comme un problème européen et que pour des raisons manifestes il doit être abordé sur le plan européen. On ne peut en effet pas demander à l'organisation syndicale d'un pays de soutenir cette revendication avec la plus grande énergie tant qu'on ne sait pas si cette même revendication est formulée aussi dans les autres pays de la Communauté. Il s'agit ici d'un ensemble de positions sur le plan économique et de péréquations des conditions intéressant tant la production que les travailleurs, qui doivent être étudiées et harmonisées.

Pour ces raisons, je pense qu'une étude élaborée sur la base d'une documentation plus abondante et, à la suite de celle-ci, une prise de position sur le plan de la Communauté seraient tout particulièrement opportunes. J'estime donc qu'il est grandement opportun que le rapport invite la Haute Autorité à se documenter sur les problèmes que pose la réduction de la durée du travail et à prendre ensuite position à ce sujet; ce faisant, elle devra se mettre en rapport avec le Conseil de Ministres, afin qu'il se convainque de l'opportunité d'atteindre cet objectif sur le plan européen et communautaire et incite les gouvernements à attacher la plus grande importance à cette réduction de la durée du travail qui s'impose de plus en plus.

Mes chers collègues, j'ai tenu à exposer brièvement ces considérations afin de me prononcer d'une manière explicite en faveur de la revendication des travailleurs des deux secteurs envisagés qui doivent avoir toute notre sympathie et pouvoir compter sur le soutien généreux de notre Communauté dans la poursuite de leur but.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Sträter.

M. Sträter. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je remercie tout d'abord sincèrement l'orateur qui m'a précédé d'avoir fait observer qu'il pourrait être très utile que tous les groupes de notre Assemblée suivent son exemple et expriment leur sympathie aux syndicats et, par là, aux travailleurs. Le groupe socialiste le fera en tout cas très volontiers. Nous espérons que cette idée pourra s'exprimer dans une résolution comme étant l'opinion unanime de l'Assemblée.

Pour en venir à la question qui nous occupe en ce moment, je pense qu'aucun membre de notre Assemblée n'aura été surpris de la longue durée des travaux de la commission, en tout cas aucun de ceux qui savent combien les problèmes en question sont épineux.

Je pense que le rapporteur ne prétendra pas non plus que le rapport de la commission soit un texte définitif. Il ne saurait s'agir que d'un rapport intérimaire et il faut que les études soient poursuivies et que nous recevions périodiquement de nouveaux rapports qui nous permettent de juger de l'évolution.

Le rapporteur a rappelé le temps où les travailleurs étaient encore astreints à la semaine de 60 ou de 70 heures. Quand on parlait alors de la journée de 8 heures, la réaction était telle qu'on aurait pu croire que l'introduction de la journée de 8 heures marquerait la fin du monde.

Les idées ont heureusement bien évolué. Je crois que dans les pays de la Communauté on ne trouve plus guère aujourd'hui de soi-disants capitaines d'industrie qui contestent le bien-fondé de la semaine de 40 heures; personne n'ose plus le faire aujourd'hui.

Les divergences d'opinion qui se manifestent ne portent que sur la question des délais dans lesquels on peut atteindre cet objectif.

Je suis très satisfait de la rédaction du paragraphe 138 du rapport, à la page 61. La commission constate que les réductions de la durée du travail opérées jusqu'ici n'ont pas provoqué de graves répercussions défavorables pour l'économie. C'est là une constatation très importante et je demande qu'on en tienne compte aussi à l'avenir.

Pour les mineurs dont il est aussi question dans le rapport, le groupe socialiste se prononce en faveur de la semaine de cinq jours qui, à mon avis, se justifie pleinement, et aujourd'hui plus que jamais. Si nous réfléchissons au fait que le travail du fond compromet tout particulièrement la santé et peut à peine être exigé d'un être humain, nous devrions soutenir qu'on ne saurait demander aux mineurs de s'enfoncer dans les profondeurs de la terre et de s'y exposer à tous les dangers qui en découlent, ainsi qu'à l'invalidité prématurée, une minute de plus que ne le commande l'intérêt général. Je saurais gré à l'Assemblée d'accepter à l'unanimité ce principe.

En ce qui concerne l'industrie sidérurgique, quelques pays de la Communauté appliquent la semaine de 45 heures tandis que dans d'autres la semaine de 44 heures est déjà de règle. Dans la République fédérale, beaucoup plus de la moitié des établissements des industries de transformation ont déjà adopté spontanément la semaine de cinq jours. Le nombre de ces entreprises augmente de jour en jour, si bien que nous en sommes déjà arrivés au point que, si quelqu'un s'avisait d'aller travailler au bureau ou à l'usine le samedi, il ne pourrait plus se mettre en communication avec d'autres entreprises, pour la simple raison que celles-ci ne travaillent pas ce jour-là. Cela prouve qu'il est parfaitement possible d'introduire la semaine de cinq jours, et d'après les constatations de la commission, ce système n'a pas provoqué de graves répercussions défavorables pour l'économie.

La situation est évidemment quelque peu différente pour les hauts fourneaux. Pour ceux-ci, il ne sera pas possible de fermer tout simplement le samedi les portes de l'usine. C'est ce qui explique aussi les difficultés qui s'opposent à une réduction de la durée du travail pour les travailleurs des aciéries qui, avec les mineurs, sont les hommes astreints au travail le plus dur ; même dans les conditions les plus favorables, il est extrêmement difficile d'atteindre l'objectif qu'est la semaine de 40 heures.

Dans son rapport, la commission mentionne aussi le fait qu'à cet égard et dans une certaine mesure une ordonnance de 1895 du Conseil fédéral a joué un rôle et continue à le jouer. Je comprends que dans la discussion publique, la question de savoir ce qu'il faut entendre par un « dimanche libre » reçoive dans les six pays des réponses si différentes, et cela n'a pas non

plus été complètement exclu dans le rapport où certaines allusions sont faites.

Je prie instamment les membres de la commission de poursuivre ce travail aussi rapidement que possible afin de définir clairement ce qu'on entend par dimanche libre. Une commission mixte que nous remercions la Haute Autorité d'avoir instituée en a donné une définition parfaitement claire et non équivoque, et elle l'a fait d'accord avec les partenaires sociaux et les autres intéressés. Je me permets de prier la commission de définir à son tour ce qu'on entend par dimanche libre et de soumettre au plus tôt sa définition à l'Assemblée pour qu'on soit enfin au clair sur cette question.

Quand le travailleur rentre à la maison le dimanche matin après avoir fait son temps de travail ou s'il doit aller le dimanche après-midi ou le dimanche soir faire son tour de travail — c'est par là que s'expliquent les nombreux malentendus — on ne peut vraiment pas parler d'un dimanche libre.

Ensuite, je serais heureux, Monsieur Hazenbosch, que la commission s'efforce encore une fois de définir les notions de « travail continu » et de « semaine tournante ». Il faut vraiment que nous prenions dans les six pays l'habitude d'employer une langue commune. Quand nous l'aurons fait, je pense que bien des malentendus pourront être éliminés.

Vu ces nécessités, je prie la commission d'élucider au plus tôt les notions en question. On a tenté de le faire sur quelques points, mais il me semble qu'on n'a pas réussi à le faire avec la netteté et la clarté requises.

Au paragraphe 123 du rapport, à la page 55, il est dit que l'expérience de la « semaine tournante » a été fortement critiquée en Allemagne, notamment par les autorités religieuses. J'aurais aimé voir la commission s'exprimer avec plus de précision. En effet, on ne peut pas dire d'une manière tout à fait générale « les autorités religieuses », car les critiques sont parties de certaines autorités de l'Eglise catholique. En revanche — je peux le déclarer — l'Eglise évangélique a parfaitement admis le système en question et elle continue à l'admettre.

Si vous voulez savoir pourquoi certaines autorités de l'Eglise catholique ont formulé des objections, je vous rappellerai les discussions

— les membres du Bundestag qui siègent ici seront au courant — que nous avons eues à ce sujet dans notre parlement national.

Je ne citerai qu'un nom, celui du « père de famille » allemand, M. Wuermeling. M. Wuermeling n'a pas visité une aciérie par souci de voir ce qu'on y fait, ce qui ne l'a pas empêché de traiter les partisans de ce système de travail, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, de « colporteurs d'idées de l'Est ». A cette époque, j'ai demandé à M. Wuermeling au Bundestag si M. Ernst, qui était à ce moment ministre du travail dans le gouvernement de feu Karl Arnold, alors président du conseil du *Land* Rhénanie-Westphalie, était par hasard aussi un « colporteur d'idées de l'Est ». En effet, M. Ernst a pratiquement autorisé l'essai du système en question, comme on l'a constaté à Oberhausen.

Toutefois, en ce qui concerne Oberhausen, c'est une erreur de parler, comme le fait le rapport au paragraphe 122, alinéa 3, d'un accord d'entreprise. Ce sont en réalité les partenaires sociaux qui ont conclu un accord pour empêcher que, par le recours à des accords d'entreprise, le repos dominical ne soit réduit plus qu'il n'est absolument nécessaire ; je dirai d'ailleurs encore deux mots sur cette question.

Les critiques ont maintenant cessé dans la République fédérale. A l'époque où ces prolongations et extensions ont été autorisées dans la République fédérale, le ministre au pouvoir n'était malheureusement par M. Ernst ; c'était M. Hemsath qui était par hasard un social-démocrate et c'est pourquoi on a traité ces gens de « colporteurs d'idées de l'Est ». Aujourd'hui, M. Ernst est à nouveau ministre du travail de Rhénanie-Westphalie. Or, il a approuvé ces mêmes prolongations qui avaient été autorisées alors que M. Hemsath était au pouvoir. Cela prouve bien avec quelle objectivité ces questions sont envisagées. Aujourd'hui, les critiques se sont tues.

La campagne électorale en Rhénanie-Westphalie appartient maintenant au passé. Mais il est regrettable — je tiens à le dire aussi dans cette salle — que dans leurs discussions les partis politiques tirent abusivement argument de telles questions. C'est une des raisons qui ont conduit — malheureusement, aimerais-je dire — à la situation présente.

Une commission du ministère fédéral du travail élabore actuellement des amendements à

l'ordonnance de 1895 de l'ancien Conseil fédéral. Tous les milieux intéressés prennent part aux discussions, y compris des représentants des deux Eglises, parce que personne ne conteste à celles-ci le droit de veiller aussi à ce que le travail empiète aussi peu que possible sur le repos dominical.

Je peux vous dire aujourd'hui que les représentants de l'Eglise catholique ont à nouveau demandé s'il n'est pas possible d'accorder aux travailleurs plus de 13 dimanches libres. Ils ont dit qu'ils admettraient que les dimanches où il faudra malgré tout travailler — il s'agirait, ce qui n'est pas peu de chose, de 26 dimanches par an — la durée du poste soit fixée à 12 heures. Je pense que l'Assemblée comprendra qu'étant donné notre manière de voir, nous ne pouvons pas accepter une durée de travail encore plus longue pour les dimanches non libres. Je me plais à espérer que nous pourrions adopter très prochainement le texte amendé de l'ordonnance de l'ancien Conseil fédéral.

Il est un point qui suscite pourtant l'étonnement. Pour les hauts fourneaux et les cokeries attachées aux fonderies, la durée du travail a été fixée pendant des dizaines d'années à 12 heures dans les établissements appliquant le système des deux équipes. Personne au monde ne s'est alors ému de voir les hommes travailler 24 heures le dimanche. Peut-être se rend-on compte petit à petit de la raison pour laquelle des événements de l'année 1957 ont fait quelque bruit.

A l'heure actuelle, les travailleurs des hauts fourneaux, auxquels d'ailleurs l'ordonnance de 1895 n'était pas applicable, et les travailleurs des cokeries font la semaine de 42 heures, toujours avec le travail du dimanche en plus. Je vous prie de prendre note du fait que sur tout le territoire de la République fédérale on ne connaît pas la semaine tournante. Les gens travaillent par conséquent 42 heures avec des dimanches fixes, c'est-à-dire avec 13 dimanches sans travail de 0 à 24 heures par an. Ces dimanches sont englobés dans une période de repos de 72 heures, de sorte que l'on peut dire maintenant, pour la première fois depuis soixante ans, que les travailleurs des hauts fourneaux et des cokeries ont droit à 13 dimanches fériés. Je pense qu'il faudrait en tenir compte lors de la discussion de la question.

Depuis 1895, beaucoup d'autres changements se sont naturellement produits. Je songe aux

établissements Siemens Martin. Mesdames, Messieurs, les fours Siemens Martin avaient alors une capacité de 15 000, 20 000 ou 35 000 tonnes, raison pour laquelle il n'avait pas été nécessaire de les faire tomber sous le coup de l'ordonnance de 1895. Aujourd'hui, leur capacité de production dépasse la limite de 200 000 tonnes ; à peu de différence près, leur capacité est pratiquement égale à celle d'un haut fourneau. Pour les fours Siemens Martin, l'ordonnance de 1895 admettait que la production reprenne le dimanche soir à 18 heures et il en a été effectivement ainsi. Cela présupposait que les travaux préparatoires — charger les fours — devaient être faits dès le dimanche à midi. Cela présupposait aussi que le dimanche les réparations nécessaires étaient effectuées dans le bref laps de temps compris entre 6 et 14 heures. Celui qui a assisté une fois à l'exécution des travaux de réparation dans ces fours chauds où le gaz vient d'être coupé — j'aimerais que nous y assistions une fois, je ne sais pas si la commission l'a fait — sait que les travailleurs doivent se relayer toutes les deux minutes et que les maçons tombent quand même comme des mouches ; il peut donc se faire une idée de l'amélioration qui a été ainsi apportée aux conditions de travail des hommes occupés dans ces établissements. Aujourd'hui, les fours qui sont défectueux sont mis hors de service, on les laisse refroidir et ils sont réparés ensuite dans des conditions normales et plus humaines.

La seule question controversée était de savoir s'il y a une différence entre le fait d'être appelé le dimanche à effectuer des travaux de réparation — de sorte qu'on est privé du repos dominical — et celui d'effectuer le dimanche du travail de production. Nous pensons qu'il n'y a absolument aucune différence. En effet, dans l'un et l'autre cas, l'intéressé ne peut pas faire de progrès sur le plan spirituel ni se livrer à d'autres occupations d'homme libre. Dans un cas comme dans l'autre, il est astreint au travail.

J'ajouterai encore que grâce à ce changement — et le rapport l'admet aussi — on compte aujourd'hui beaucoup moins d'hommes qui travaillent le dimanche dans les établissements que ce n'était le cas avant la conclusion de cette convention collective. Voilà bien l'argument décisif. Nous sommes en effet entièrement d'accord pour estimer qu'on ne doit pas produire le dimanche sans nécessité absolue, par exemple parce que l'employeur voudrait faire de meilleures affaires. De même que dans le cas des charbonnages dont j'ai déjà parlé, on ne doit se laisser guider que par des considérations qui

tiennent compte de l'intérêt de tout le peuple et rejeter toutes les autres.

Tous ceux qui ont visité jadis les centres industriels devront reconnaître avec moi qu'il était alors d'usage pour les hauts fourneaux et les cokeries d'évacuer le gaz le dimanche. C'est là un point qui touche aux industries concentrées et qui a conduit à l'évolution qui s'est produite dans les établissements Siemens Martin, etc.

Je crois donc — et le groupe socialiste y attache une importance primordiale — qu'il est parfaitement possible d'arriver aussi dans les fonderies à réduire la durée du travail à 40 heures sans qu'il soit nécessaire de fermer les établissements le samedi. C'est pourquoi les autres groupes ne devraient pas avoir tant de peine à suivre l'exemple de l'orateur qui m'a précédé et à accéder à notre demande.

Permettez-moi encore de faire quelques remarques qui ne seront peut-être pas très agréables à entendre. J'ai lu le rapport avec beaucoup d'attention et, à la lecture des paragraphes 28, à la page 20, et 36, à la page 23, je me suis demandé quelles avaient été les intentions du rapporteur quand il s'est exprimé comme il l'a fait. Peut-être M. Hazenbosch voudra-t-il bien nous le dire tout à l'heure. A-t-il eu l'intention de faire un peu de propagande pour les syndicats chrétiens ? J'ai de la peine à le croire et je ne soupçonne pas non plus la commission d'avoir eu cette intention. Mais tout lecteur devra reconnaître avec moi qu'en l'occurrence on ne saurait parler d'une opinion objective.

Je pense que dans ces conditions le rapporteur devrait encore dire quelque chose. J'ai fait la même observation, comme je l'ai déjà souligné, à la lecture du paragraphe 123 du rapport. Monsieur Hazenbosch, les élections en Rhénanie-Westphalie sont faites, il n'y a plus de coup de mains à donner.

La situation évoluera de telle sorte — et, comme je l'espère, avec l'appui de l'Assemblée — que nous arriverons par étapes à la semaine de 40 heures. Mais quand j'emploie l'expression « par étapes », cela ne veut pas dire — et sur ce point je partage la manière de voir de M. Hazenbosch — que cette évolution devra prendre quelques dizaines d'années.

Dans quelques pays il sera certainement possible, à l'expiration des conventions collectives

actuellement en vigueur, de poursuivre les efforts en vue de réduire encore la durée du travail. Abstraction faite des motifs d'ordre culturel qu'il a été très utile de mentionner, je songe à la nécessité de sauvegarder la dignité humaine et la vie familiale. Il est encore une considération très prosaïque qui milite en faveur de cette réduction de la durée du travail : le rythme actuel du travail entraîne l'invalidité prématurée des travailleurs, ce qui nous créera de grands soucis : songez par exemple à la silicose qui menace les travailleurs des charbonnages. Il ne serait peut-être pas inutile d'opposer les dépenses causées par l'invalidité prématurée à l'accroissement possible des dépenses dû à l'embauche de travailleurs supplémentaires.

Je pense donc que devant ce problème nous devrions adopter une attitude positive. Je saurais gré à la Haute Autorité et aussi à la Commission de la Communauté économique européenne — car toutes ces entreprises ne relèvent pas de la C.E.C.A. — de bien vouloir nous apporter leur concours en vertu des traités. Je me réfère pour cela à ce que M. Storch a déclaré hier ; ce qu'il a dit est bel et bien ; le tout est d'agir toujours en conséquence.

Efforçons-nous de faire notre devoir en ce domaine aussi ; toutes nos considérations et tous nos actes doivent être dictés en premier lieu par le souci que nous devons avoir des hommes appelés à travailler. Je crois que si certains capitaines d'industrie devaient descendre dans les mines, abattre du charbon ou travailler aux hauts fourneaux, leur revendication d'une réduction de la durée du travail serait probablement beaucoup plus acharnée que celle que l'on reproche çà et là aux ouvriers.

La réduction de la durée du travail nous permettrait donc de faire de grands progrès également dans la lutte contre l'invalidité prématurée et de diminuer les dépenses que celle-ci entraîne et dont l'ensemble de la population, en dernière analyse, fait les frais.

Arrivé à la fin de mon exposé, je demanderai encore une fois que des éclaircissements nous soient donnés aussi rapidement que possible sur les questions que j'ai soulevées, ce qui n'exigera sûrement pas trop de temps. Le Comité mixte devrait poursuivre ses travaux. Nous devrions recevoir régulièrement des tableaux comparatifs. De même, les partenaires sociaux devraient avoir de tels tableaux pour pouvoir agir en toute con-

naissance de cause dans leur désir d'obtenir de nouvelles réductions de la durée du travail.

Je me permets de proposer que MM. les présidents des groupes politiques se réunissent et cherchent à se mettre d'accord pour présenter une résolution — j'espère qu'ils y réussiront — dans laquelle notre Assemblée se déclarera favorable à l'introduction de la semaine de 40 heures réparties sur cinq jours. Nous apporterions ainsi un encouragement à la classe nombreuse des travailleurs et — pour reprendre les paroles de mon collègue Anton Storch — nous fortifierions leur foi en la nouvelle Europe, ce qui est d'autant plus nécessaire que leur confiance en celle-ci n'est plus si grande.

Il faut que nous fassions quelque chose dans ce sens afin d'amener le travailleur à s'intéresser davantage à l'activité de notre Communauté et d'obtenir aussi qu'il nous soutienne plus vigoureusement dans nos efforts qu'il ne l'a fait jusqu'ici.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Gailly.

M. Gailly. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me réjouis tout particulièrement de la circonstance qui me fait prendre la parole après mon collègue et ami M. Sträter, un des membres les plus autorisés de la D.G.B. et de la grande centrale syndicale des métallurgistes d'Allemagne, un homme de ma génération, ayant connu les soixante-douze heures de prestations par semaine, ayant vécu dans l'ambiance des entreprises du passé, et qui vous a parlé de ce qu'il connaît tout particulièrement.

Je m'adresse tout d'abord à M. le Rapporteur pour le féliciter de son objectivité et pour le remercier de l'effort de bonne volonté qu'il a fait en vue de rapprocher des points de vue divergents sur les conclusions à dégager.

Le problème de la durée du travail revêt une particulière importance ; la question est controversée depuis toujours. A l'origine du mouvement ouvrier, cette revendication figurait au fronton de nos organisations ; pour des raisons diverses que je ne veux développer en ce moment, elle constituait la première de leurs préoccupations. Elle a provoqué parfois des conflits sanglants, des grèves nombreuses, répétées et souvent de caractère général.

Nous n'en sommes plus là aujourd'hui, mais il n'en reste pas moins que la réduction du temps de travail s'impose avec la même netteté pour des raisons nouvelles s'ajoutant à celles qui la faisaient s'imposer jadis. Il est incontestable que les questions de caractère salarial ou social, les questions relatives aux allocations de tous genres, sont aujourd'hui plus faciles à résoudre. Nous savons très bien que les employeurs ne cèdent que difficilement en la matière et que ce problème constitue ce que j'appellerai volontiers un élément de choc entre les parties.

Pourtant, un fait historique n'a échappé à personne : l'évolution naturelle a conduit à une amélioration constante des conditions de travail et, en la matière, elle nous a menés des 72 heures par semaine aux 45 heures d'aujourd'hui.

Les transformations intervenues dans le domaine de la production consécutivement à l'évolution technique, engendrent inévitablement, logiquement, des réadaptations de la durée du travail. Il y aurait sans doute intérêt à comparer entre eux les chiffres de production en fonction des réductions successives du temps de travail, à comparer combien on produisait en 72 heures avec ce que l'on produit aujourd'hui en 45 heures.

A cet égard, il me plaît d'adresser nos remerciements à la Haute Autorité qui nous a remis pour la circonstance une documentation très précieuse. Je souhaite qu'elle soit tenue à jour régulièrement pour nous permettre de suivre pas à pas les développements de la production.

Nous vivons dans un monde industriel qui n'a plus rien de comparable avec celui que nous avons connu au temps de notre lointaine jeunesse. Ceux qui voudraient comparer les usines d'antan avec celles d'aujourd'hui pourraient le faire difficilement ; on a presque oublié les conditions dans lesquelles on a vécu alors.

Aucune comparaison n'est possible entre la grosse métallurgie de 1900-1914 et celle de 1958. La capacité des hauts fourneaux a doublé, triplé parfois ; nous avons des trains de laminage continus qui n'existaient pas dans le passé. Mais je ne veux pas entrer dans les détails techniques.

Je voudrais, toutefois, considérer qu'en matière de réduction du temps de travail, on a fait plus de progrès de 1890 à 1920 que de 1920 à 1955, malgré les possibilités techniques nouvelles, et

qu'il appartient maintenant de franchir une nouvelle étape après celle des 45 heures que nous avons faite en 1955.

La nuance entre votre serviteur et le rapporteur sur les raisons qui justifient la réduction du temps de travail est que le rapporteur s'est inspiré surtout de considérations morales. Deux sortes de préoccupations sont, à mon sens, fondamentales pour les travailleurs. La première est d'ordre économique ; elle tend à réaliser le plein emploi.

Ce qui importe avant tout pour le travailleur, c'est qu'il gagne son pain quotidien en travaillant ; il a horreur des indemnités de chômage ; il veut élever dignement sa famille et, pour l'élever, il n'envisage qu'une solution, c'est exercer son métier, conserver ses possibilités de travail, garder son emploi. Ce qui le fait agir en la matière est la peur du chômage. C'est la raison pour laquelle, la plupart du temps, plutôt que de voir débaucher certains de leurs camarades de travail, les ouvriers préfèrent recourir au partage du travail et adopter la formule du chômage partiel.

Il faut avoir été chômeur, être resté sans travail au moins une fois dans sa vie, pour comprendre l'état d'esprit de l'homme qui perd son emploi, qui, un vilain matin, trouve son nom inscrit sur le tableau noir des ouvriers licenciés. Il faut se mettre à la place de l'ouvrier congédié brutalement à un certain âge, et qui se demande d'emblée ce qu'il va devenir, car dans bien des entreprises, à 45 ou 50 ans, les travailleurs sont considérés comme des inaptes, comme des vieillards, alors qu'ils ne touchent leur pension qu'à 65 ans, quelque quinze ou vingt ans plus tard.

Il faut comprendre l'état d'esprit de ce chômeur à l'intérieur de sa petite maison, face à sa femme et à ses enfants. Imaginez-vous cet homme rentrant le soir après avoir fait le tour de la région industrielle, après être allé frapper de porte en porte pour retrouver un emploi qui lui est systématiquement refusé. Demandez-vous dans quel état moral cet homme se trouve vis-à-vis de son épouse, vis-à-vis de sa famille, vis-à-vis de lui-même.

Préoccupation économique, mais aussi préoccupation humaine.

La réduction du temps de travail, dans l'état actuel des choses, c'est la réduction de la peine

des hommes dans la journée, dans la semaine, dans le mois, dans l'année, dans la vie. Et pour-quoi demander au travailleur un effort physique ou intellectuel inutile puisqu'il peut être remplacé par les possibilités techniques nouvelles ?

On nous parlera alors des conséquences désastreuses de la réduction du temps du travail — mon collègue et ami, M. Sträter, y a fait allusion déjà —, on fera valoir l'argument classique, qui nous a été servi à longueur d'année tout au long de notre carrière et de notre vie militante, mais qui ne résiste pas à l'analyse des faits. Il est devenu à mes yeux historique qu'au cours des cinquante dernières années, l'augmentation de la production a été corrélative à la réduction du temps du travail. Je vais employer une formule un peu brutale : moins longtemps on travaille et plus il y a de production. Voyez les statistiques, contrôlez-les et je vous défie de contester cette affirmation.

En vérité, toute réduction du temps de travail stimule ceux qui sont chargés de diriger la production et les incite à rechercher des améliorations techniques. C'était vrai déjà dans le passé, ce sera vrai dans l'avenir, et dans un avenir immédiat. J'en ai trouvé une démonstration toute fraîche en venant à cette session de l'Assemblée. J'ai lu dans un journal les résultats de la C.E.C.A. pour 1958 ; je vous fais grâce des détails car il y a, bien entendu, des nuances.

La diminution de la production dans les houillères est plus sensible dans certains pays que dans d'autres, mais si je me place sur le plan de la Communauté, je constate qu'on a produit 249 millions de tonnes en 1957 contre un peu plus de 246 millions de tonnes en 1958, soit 0,6 % de moins en 1958 qu'en 1957. Pour la métallurgie, on constate à peu près le même phénomène, à savoir une réduction 3,2 % par rapport à 1957.

Est-ce la réduction du temps de travail qui a provoqué cette diminution de la production, ou bien est-ce la récession dans laquelle nous sommes entrés ? Pour ma part, sans l'ombre d'un doute, je réponds que c'est le fait brutal de la récession économique.

Le rapport fait d'ailleurs état des déclarations des employeurs selon lesquelles il est difficile de mesurer exactement l'importance de la diminution de la production corrélative à la réduction du temps de travail. Il n'apparaît pas, en tout cas, qu'elle soit importante ; il semble, au

contraire, qu'elle doive être compensée par les mesures techniques ou les mesures de rationalisation qui ont été prises en fonction même de la réduction du temps de travail.

Il est un autre point que je voudrais essayer de traiter rapidement, à savoir l'harmonisation de la durée du travail dans les pays de la Communauté. C'est une question de probité, de loyauté des uns envers les autres.

Les différences de régime d'un pays à l'autre sont inadmissibles et je ne peux pas comprendre pourquoi on travaillera 48, 50 et même 56 heures dans la grosse métallurgie française contre 44 ou 45 heures dans les autres pays. Cela me paraît d'autant plus étonnant que c'est précisément la France qui nous a montré, en 1936, la voie à suivre et que, dans la législation française, la durée du travail est toujours limitée à 40 heures.

Il faudra en finir avec cette gymnastique des heures supplémentaires qui n'a pas de signification et qui constitue — excusez le terme — « un attrape-nigaud » à plusieurs sens : attrape-nigaud pour les ouvriers, attrape-nigaud pour les autres partenaires de la Communauté.

Les différences de régime d'un pays à l'autre, que vous le veuillez ou non, constituent une forme de dumping. Est-ce par du dumping que vous allez réaliser une véritable Communauté, que ce dumping soit de caractère social ou relatif à la durée du travail, ou qu'il se présente sous une autre forme ? Je ne le pense pas.

J'en viens maintenant aux moyens d'aboutir. Il en existe deux : la possibilité légale, d'une part, la possibilité d'accords conventionnels, d'autre part. Je suis partisan des deux. Ce qui m'intéresse, c'est le résultat ; et si l'on veut bien m'accorder une réduction du temps de travail dans le cadre légal, je saute dessus comme la misère sur le monde en me disant cependant que cela ne suffit pas, car une loi ne vaut que par son application.

Je suis partisan des accords contractuels et surtout de leur généralisation, le plus vite possible, à l'ensemble des travailleurs.

Ce serait, en effet, un non-sens que de voir des contrats instituer 40 heures de travail dans certaines entreprises, dans certains secteurs de l'économie, alors que le régime de 44 ou 48 heures serait maintenu dans d'autres secteurs.

Des accords conventionnels, des conventions, impliquent une volonté, une acceptation communes. En sommes-nous là? Malgré certains efforts de la Haute Autorité et de la commission des affaires sociales, en particulier, nous ne sommes jamais parvenus — loin s'en faut — à mettre réellement les parties : employeurs et travailleurs ou leurs représentants, en présence, avec la volonté d'aboutir à un accord. On a récuse jusqu'à présent les commissions paritaires qui existent dans tous les pays de la Communauté ou à peu près.

Je ne parviens pas à comprendre pourquoi telles dispositions sont acceptées dans tel pays et récusées dans le cadre de la Communauté. En Belgique, par exemple, l'institution des commissions paritaires est vieille de quelque 35 à 40 ans. C'est en effet au lendemain de la première guerre, à l'initiative de Joseph Wauters, qu'elles ont été créées.

C'est précisément à propos de cette obstination des employeurs à ne pas accepter les conversations que je voudrais maintenant engager la deuxième partie de mon intervention.

Définir une conception en matière de durée du travail est une chose. L'essentiel est de préciser les mesures à prendre pour la traduire dans les faits. La Haute Autorité dispose d'un moyen d'action; ce sont les commissions mixtes qui réunissent les travailleurs et les employeurs de chacune des industries du charbon et de l'acier en vue d'examiner en commun les conditions de travail dans ces industries et plus spécialement un certain nombre de problèmes relatifs à la durée du travail. Ce sont les conditions à observer pour assurer la pleine efficacité de ce moyen d'action qu'il convient maintenant de préciser.

A cet effet, j'ai pris soin de rédiger une note, en lui donnant un caractère plus diplomatique qu'une improvisation. Vous me permettrez de la lire. Je l'ai voulue systématiquement modérée, avec l'espoir, peut-être encore naïf, que les employeurs nous entendront à travers les murs de cette salle.

Voici cette note :

Depuis 1953, à l'initiative de ses membres socialistes, l'Assemblée, à peu près à chacune de ses sessions, a insisté auprès de la Haute Autorité pour qu'elle prenne l'initiative de réunir les partenaires sociaux de chacune des industries

dont elle a la charge, en vue d'aboutir à la conclusion d'accords valables pour l'ensemble de la Communauté.

A la fin de décembre 1954, à l'unanimité, le Comité consultatif — employeurs, travailleurs et utilisateurs — demandait à la Haute Autorité de préparer et de convoquer des réunions de représentants des organisations qualifiées de travailleurs et d'employeurs et de leur soumettre divers problèmes relatifs à la durée du travail.

La première réunion mixte pour l'industrie de l'acier n'a pu avoir lieu qu'en octobre 1956, soit deux ans plus tard. Pour l'industrie du charbon, il a fallu attendre jusqu'en juin 1958 — près de quatre ans !

Si l'on appelle cela désir d'entente, bonne volonté patronale, je n'y comprends plus rien; ou bien je n'ai jamais compris le français.

Dès la première réunion qu'ils ont eue avec la Haute Autorité pour la préparation de réunions mixtes, les travailleurs de l'industrie de l'acier ont insisté, au cours des délibérations avec les représentants des employeurs, sur la nécessité de ne pas se borner à un travail de documentation et d'aboutir à des accords comportant des engagements pour toutes les organisations participantes.

Dans leur esprit, ces accords ne devaient pas seulement définir certains principes et fixer des stipulations minima. En outre, pour tous les cas où ces principes ou minima accorderaient aux travailleurs d'un pays donné des avantages supérieurs à ceux qui découlent de la réglementation nationale, toutes les organisations intéressées seraient engagées à prendre sur le plan national, selon les procédures habituelles, toutes les mesures nécessaires pour mettre la réglementation nationale en conformité avec les accords conclus sur le plan de la Communauté.

Toute la souplesse souhaitée était prévue dans ce raisonnement des délégués ouvriers.

Par leur nature même, semblables accords ne pouvaient pas nuire, bien au contraire, aux possibilités d'action dont disposeraient les organisations d'un pays donné d'obtenir des avantages supérieurs aux minima valables pour l'ensemble de la Communauté, pas plus que des accords nationaux ne nuisent à des revendications régionales ou d'entreprise.

Devant les objections formulées par les employeurs au cours des premières réunions mixtes, il apparut qu'un compromis était inévitable. Il dut être admis que la commission mixte acier ne conclurait pas d'accords valables pour toute la Communauté, mais, sans s'être engagées préalablement sur des principes ou des minima, les organisations devaient, en conclusion de leurs travaux, reprendre, sur le plan national, l'examen des questions traitées par la commission et fonder ces délibérations nationales sur les constatations faites en commun au sein de la commission mixte.

Ce compromis lui-même n'ayant pas été ratifié par les organisations d'employeurs, la commission dut se borner, chaque groupe ayant dû réserver sa position, à fournir un travail de documentation. Passant en revue les dispositions applicables dans chaque pays, elle a mis en évidence les divergences qui existent entre elles. Périodiquement, elle met cette documentation à jour. Ce travail de documentation sert à l'information des partenaires sociaux et son utilité, à cet égard, n'est pas contestée.

Signalons encore que certains accords conclus récemment font état de la documentation rassemblée et des constatations faites au sein de la commission mixte pour justifier la portée des mesures qui ont été prises. Mais ce qui doit être mis en évidence, c'est que, jusqu'à présent, on n'a pas encore pu aboutir à la conclusion d'engagements valables pour l'ensemble de la Communauté.

Les discussions en ce qui concerne l'industrie du charbon ont mené à la même situation de fait. Cependant, s'il est un milieu où les employeurs ont d'immenses raisons d'essayer de donner satisfaction aux revendications raisonnables et légitimes des travailleurs, c'est bien l'industrie des mines.

Insister sur les délais de réalisation qui ne purent être évités et sur l'écart qui sépare les réalisations effectives, ce n'est nullement manquer de considération pour les efforts de la Haute Autorité en ce domaine ; c'est simplement mettre en évidence les difficultés qui n'ont pas encore pu être toutes surmontées. Or, il faut bien se rendre compte que, dès l'instant où il se révélerait impossible de dépasser le stade de la documentation pour aboutir à des conclusions pratiques, c'est-à-dire à des accords et à des engagements, les commissions mixtes perdraient

automatiquement une part essentielle de leur efficacité pratique.

En fait, l'égalisation dans le progrès des conditions de vie et de travail restera une utopie aussi longtemps que ne pourra pas être réalisée au niveau de la Communauté une action effective comportant une certaine part de décision. Les commissions paritaires seront ou ne seront pas, selon que vous prendrez ou ne prendrez pas les décisions qui s'imposent. Or, dans l'état actuel des traités européens, dans l'état aussi des relations sociales dans nos divers pays, cette part de décision incombe aux partenaires sociaux.

C'est pourquoi, à propos d'un problème essentiel dont les travailleurs ont toujours dit qu'il était celui auquel ils attribuent le plus d'importance, il convient de demander à la Haute Autorité quelles initiatives elle compte prendre pour assurer toute son efficacité à une méthode de négociation collective qui est susceptible, certes, d'être utilisée dans beaucoup de domaines, mais ne présente certainement un intérêt tout particulier en matière de durée du temps de travail.

La tâche a été entreprise et très partiellement réalisée. J'y insiste et ce n'est pas une critique à l'égard de la Haute Autorité. Elle a fait des efforts, mais je réclame aujourd'hui des efforts complémentaires, plus positifs que dans le passé.

Cette réalisation doit être complétée, je le répète. Elle ne peut l'être pratiquement que par un dépassement de la procédure à laquelle il a fallu se résigner jusqu'à présent. Si la Haute Autorité n'a pas pouvoir de décision, elle a néanmoins, dans ce domaine, une responsabilité particulière ; elle a la mission de promouvoir l'égalisation dans le progrès des conditions de vie et de travail. Elle doit donc user de toute son autorité et, s'il le faut, engager sa responsabilité pour que le dialogue engagé entre partenaires sociaux acquière toute son efficacité.

Le président de la Haute Autorité sait d'ailleurs mieux que quiconque que les premières commissions paritaires belges s'appelaient, lors de leur constitution « commission d'études », appellation qui fut modifiée et remplacée rapidement par le terme : « commissions mixtes » et « commissions paritaires ». Il sait aussi qu'elles ont évolué et très rapidement.

Il convient d'y insister. La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier a, dans le

domaine de l'organisation des relations paritaires sur le plan européen, des responsabilités toutes particulières.

Au sein du Marché commun généralisé, l'égalisation des conditions de vie et de travail dans le progrès sera au moins aussi nécessaire qu'elle l'est pour les industries du charbon et de l'acier.

Là non plus, cette égalisation ne pourra résulter que d'une action concertée valable pour l'ensemble de la Communauté et comportant une certaine part de décisions applicables dans une industrie pour toute la Communauté. Là non plus, les décisions ne pourront résulter que d'accords entre partenaires sociaux, et les difficultés rencontrées pour les industries du charbon et de l'acier se retrouveront — combien plus grandes et combien plus variées — quand il s'agira de considérer les divers secteurs de l'économie.

Il en sera ainsi, même si, comme la sagesse le commande et comme je l'espère ardemment, on concentre, au début, les efforts sur quelques grandes branches de l'activité économique et si l'on commence par constituer, sur le modèle de ce qui a pu être fait dans la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, des commissions mixtes pour ces seules grandes branches d'activité.

Ce qui pourra donc être réalisé dans un proche avenir, au sein de la C.E.C.A., ne vaudra pas seulement pour les industries dont elle a la charge; les possibilités au sein du Marché commun généralisé en seront en outre largement influencées. Ces possibilités sont, pour l'instant, infiniment plus grandes au sein de la Communauté charbon-acier qu'au sein du Marché commun.

A notre avis, la tâche — pour ne pas dire le devoir — pour la Haute Autorité d'en tirer le maximum d'effet pratique n'en est que plus impérieuse. Elle doit, de toute nécessité, maintenir son rôle de pionnier.

Messieurs les Membres de la Haute Autorité, je vous souhaite bonne chance et nous vous attendons aux actes.

Je souhaite en tout cas que, dans le domaine de la réduction du temps de travail, l'Assemblée — car c'est à elle maintenant que je m'adresse —, ne se laisse plus placer devant le fait accompli. La dernière réduction qui nous a menés de

48 heures à 45 heures a été faite sans la moindre intervention de notre part. Ce sont les travailleurs qui ont déclenché, hélas ! une fois de plus, l'action. Comme si l'on voulait justifier que l'on n'obtient rien autrement que par la lutte, on les a acculés à la bataille, ainsi que ce fut le cas, au cours de toute l'histoire du mouvement ouvrier.

La réalisation est venue : les 45 heures sont généralisées dans tous les pays de la Communauté, ou à peu près.

Pour ce qui concerne la Belgique, nous avons dépassé le cadre de l'industrie du charbon et de l'acier. Les 45 heures sont appliquées à l'ensemble des travailleurs du pays. Cela fait boule de neige et le fera demain dans tous les autres pays.

Vous vous êtes laissé surprendre. Ne recommençons pas la même erreur ; la voie des 40 heures est ouverte, on ne pourra pas y échapper. Bon gré, mal gré, il faudra y passer ! Passons-y donc avec bonne humeur en prenant toutes les dispositions de sauvegarde.

En ce qui concerne l'Assemblée, soutenons les revendications formulées par l'ensemble des travailleurs pour les raisons exposées par le rapporteur, pour les raisons que je me suis permis moi-même d'indiquer, pour des raisons économiques, pour des raisons sociales, pour des raisons humaines, pour la paix sociale que nous souhaitons tous.

Faisons-en un de nos objectifs généraux ; situons-le à l'avant-plan de nos préoccupations et de notre action !

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Giacchero, membre de la Haute Autorité.

M. Giacchero, membre de la Haute Autorité. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, c'est avec un très grand intérêt que la Haute Autorité a pris connaissance du rapport établi par votre commission des affaires sociales sur la réduction de la durée du travail dans les industries charbonnières et sidérurgiques de la Communauté.

Elle avait, d'ailleurs, suivi avec beaucoup d'attention les travaux préparatoires à l'élaboration de ce rapport et avait bien volontiers répondu à la demande de votre rapporteur, M. Hazen-

bosch, en lui fournissant la documentation alors disponible dans ses services sur la question.

Depuis la naissance de notre Communauté, les revendications des travailleurs pour une réduction de la durée du travail se sont amplifiées et ont abouti à des modifications assez importantes du temps de travail dans nos industries. La Haute Autorité a saisi toutes les occasions qui lui étaient offertes de suivre cette évolution et de faciliter le progrès social qu'elle apportait, tout en gardant le souci de ses incidences sur la marche générale des entreprises.

Les travaux que nous avons menés à cette occasion ont contribué, nous l'espérons, à vous éclairer sur ce problème et sur ses différentes implications dans la Communauté. Mais votre commission a voulu compléter, de manière très concrète, d'ailleurs, les vues qu'elle pouvait déjà avoir sur la question en prenant contact directement avec les entreprises minières et sidérurgiques et avec les représentants des organisations patronales et syndicales.

Le rapport de votre commission des affaires sociales ajoute, en conséquence, à une brève analyse de la situation juridique en matière de durée du travail, un écho des opinions des partenaires sociaux, confrontés, les uns avec les nécessités de promouvoir un progrès social, les autres avec les difficultés pratiques de répondre à cette nécessité.

Tel quel, votre rapport constitue une contribution dont tous les intéressés dans la Communauté, je crois, vous seront reconnaissants. La Haute Autorité, quant à elle, y trouve un encouragement à progresser dans la voie où elle s'est engagée depuis plusieurs années déjà, avec des succès qui n'ont pas toujours été brillants, ainsi que M. Gailly vient de le rappeler.

Les problèmes posés par l'organisation des horaires de travail et par la réduction du temps du travail sont, nous venons de l'entendre par les interventions de ce matin, complexes. Ils le sont particulièrement dans nos industries où certains services doivent recourir au travail continu. L'expérience acquise par la Haute Autorité, tant au cours de ses travaux de documentation qu'à l'occasion de consultations d'experts en la matière, lui donne à penser que des études approfondies sont encore à faire sur bien des aspects de ces problèmes.

Les solutions adoptées par les entreprises revêtent une extrême diversité : elles évoluent en raison du progrès technique, progrès qui modifie certaines données fondamentales des répercussions de la durée du travail sur l'ouvrier et sur les conditions d'exploitation.

Les sciences humaines elles-mêmes n'ont pas dit leur dernier mot et des problèmes tels que ceux de la fatigue au travail, de l'aménagement de pauses dans le travail pour tenir compte de cette fatigue et des impératifs de sécurité — comme M. Sträter, dans sa très belle intervention, l'a montré et comme M. Gailly a voulu le souligner — font l'objet de recherches scientifiques aux résultats desquelles nous devons dans l'avenir attacher notre attention.

Nous sommes convaincus de la nécessité d'études documentaires et vous me permettrez de citer, à cet égard, un exemple qui a été pour nous particulièrement instructif.

En approfondissant notre connaissance des horaires de travail dans les services continus, nous avons été amenés à constater, avec les experts des organisations d'employeurs et de travailleurs, que, presque partout, il y a quelques mois encore, les ouvriers affectés aux services continus dans la sidérurgie travaillaient en moyenne 56 heures par semaine, soit : une première semaine, 48 heures ; une deuxième, 56 heures ; une troisième, 64 heures.

Compte tenu de l'organisation du travail en trois équipes, aucun travailleur ne pouvait disposer d'un dimanche entièrement libre au cours d'une année.

Les mesures récentes de réduction de la durée du travail ont obligé à aménager de nouveaux horaires de travail qui assurent, au cours d'une année, un certain nombre de dimanches entièrement libres, treize dans la plupart des cas, dimanches se situant, d'ailleurs dans des périodes de repos de plusieurs jours. Ces aménagements sont souvent encore provisoires ; ils devront sans doute faire l'objet d'améliorations. La Haute Autorité estime qu'ils représentent, en tout cas, des expériences à faire connaître afin de promouvoir le progrès dans ce domaine.

Nous partageons les préoccupations exposées dans le rapport et reprises ce matin par le rapporteur sur l'opportunité de limiter le travail continu en fonction des strictes nécessités techniques.

Avec votre commission, nous mesurons les incidences sociales, familiales, religieuses — ces dernières font d'ailleurs l'objet des préoccupations des églises, protestantes ou non et qui protestent ou non — et culturelles des décisions prises en matière d'horaire de travail dans les services continus et nous sommes prêts, comme votre commission nous y invite au paragraphe 141, à renseigner régulièrement la commission et la Communauté sur l'évolution du travail dominical. C'est un point très important, sur lequel la plupart des orateurs ont naturellement insisté.

Votre commission suggère à la Haute Autorité d'inscrire, parmi ses objectifs généraux, l'instauration progressive de la semaine de 40 heures. La Haute Autorité ne peut adopter, à cet égard, qu'une attitude positive.

Le contenu à donner aux objectifs généraux est défini par le traité, et la Haute Autorité ne peut ni ajouter ni en retirer. Mais lorsque nous avons élaboré nos objectifs généraux, nous avons toujours considéré la réduction progressive du temps de travail comme une des données certaines de l'avenir. Ce serait d'ailleurs manquer de réalisme que d'ignorer une revendication ouvrière fondamentale et de fixer aux industries de la Communauté des objectifs généraux qui ne tiendraient pas compte d'améliorations progressives substantielles dans le sens d'une réduction du temps de travail.

M. Sabatini a bien voulu nous rappeler que l'opportunité d'une réduction du temps de travail qui serait accompagnée d'une augmentation permanente du coût de production serait douteuse. M. Gailly, de son côté, a affirmé que plus la durée du travail est courte, plus la productivité augmente et il nous a fourni des éléments démontrant qu'après chaque réduction du temps de travail, la productivité a augmenté.

Post hoc ergo propter hoc...

Nous préférons, pour notre part, nous abstenir d'indiquer dès à présent un terme à l'évolution que nous voulons favoriser et qui est commandée notamment par l'évolution technique et par les investissements.

En effet, l'importance des étapes à franchir et la rapidité de l'évolution sont en premier lieu l'affaire des gouvernements responsables de l'équilibre économique national, ainsi que des

partenaires sociaux, animateurs du progrès social à accomplir dans ce même équilibre économique qui ne peut pas, évidemment, être rompu sur un seul secteur, fût-il très important et très caractéristique comme celui du charbon et de l'acier.

Mais, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous n'avons pas borné notre activité à des travaux d'étude et de documentation, aussi indispensables soient-ils, et vous me permettez de rappeler, en insistant quelque peu, les initiatives que nous avons prises pour aider au progrès social en matière de réduction de la durée du travail dans les industries de la Communauté.

Nous l'avons fait, conscients des limites qui nous sont imposées par le traité et que votre commission, d'ailleurs, a tenu à souligner. Nous l'avons fait avec le souci de respecter l'autonomie d'action des partenaires sociaux et des gouvernements. Cela ne veut pas dire que nous partageons toujours leurs points de vue, mais c'est une position de départ. La question de la durée du travail a été la première que nous ayons proposée à l'examen des commissions mixtes pour l'harmonisation des conditions de travail. Sans doute, certaines lenteurs qui ont encore été signalées par notre ami M. Gailly dans le travail de ces commissions, ont-elles quelquefois déçu. Les résultats obtenus à ce jour n'ont pas toute l'ampleur ni toute la couleur communautaire et européenne qu'on a pu ambitionner. Avec votre commission, la Haute Autorité croit néanmoins qu'il ne faut pas minimiser la valeur de ces résultats.

Les constatations faites au sein des commissions mixtes sont, par exemple, à l'origine de l'augmentation du nombre de jours fériés payés en France, de la réduction de la durée du travail dans les services continus de la sidérurgie française qui a limité, depuis fin avril 1958, à 48 heures la durée du travail, améliorant ainsi la situation anormale dénoncée à juste titre, ce matin encore, par M. Gailly.

Le dernier accord relatif à la durée du travail dans la sidérurgie italienne faisait expressément référence à la situation existant dans les autres pays de la Communauté, situation mise en relief par les travaux de la Commission mixte.

La Haute Autorité s'est félicitée de ce que la commission mixte pour l'industrie sidérurgique ait pu « constater avec satisfaction les progrès

réalisés depuis le 20 décembre 1954 (date de l'avis du Comité consultatif) dans la réduction des disparités existantes ».

Les derniers travaux de la commission mixte pour l'industrie charbonnière nous autorisent, tout en rencontrant les mêmes difficultés, à espérer des résultats pratiques d'un certain intérêt, égaux à ceux que nous avons pu obtenir dans la commission mixte pour l'industrie sidérurgique.

Me sera-t-il permis de rappeler encore que la Confédération internationale des syndicats libres, répondant à un questionnaire de votre commission des affaires sociales sur les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir l'harmonisation dans le cadre du Marché commun général, a recommandé expressément la création de commissions mixtes semblables à celles que nous avons pris l'initiative de constituer au sein de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ?

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le rapport sur la réduction de la durée du travail nous a donné l'occasion de constater encore une fois avec vous l'importance et la complexité d'un problème dont les incidences économiques et sociales sont nombreuses et délicates et, avec vous, nous concluons qu'il est nécessaire de poursuivre dans l'avenir des tâches d'étude et d'information qui nous permettent de porter à la connaissance de tous les intéressés dans la Communauté les aspects nouveaux d'un problème qui reste fondamental pour l'ensemble des conditions de vie et de travail.

Ce rapport nous a permis, en outre, de porter un regard critique sur notre activité passée et de nous interroger sur son efficacité. Avec votre commission, nous concluons qu'en dépit des difficultés ou des lenteurs qu'elle comporte, la méthode des commissions mixtes, que nous avons choisie pour promouvoir un progrès harmonieux en ce domaine, est bonne.

En matière de durée du travail, comme en tous autres domaines sociaux, nous devons rechercher une amélioration générale dans la Communauté. Cette amélioration doit permettre, aux termes mêmes du traité, une égalisation dans le progrès. C'est dire que, comme l'a justement relevé M. Sabatini ce matin, les situations les plus favorables doivent encore progresser et qu'un effort plus considérable doit être porté là où les conditions sont les moins bonnes.

Cette condition mise au progrès social dans la Communauté est, nous en convenons, exigeante, mais c'est la loi de l'intégration. Les difficultés à surmonter doivent être examinées en commun ; en commun doivent être recherchés les moyens de les surmonter et d'amortir les effets des mesures nécessaires pour réduire progressivement les disparités existantes et promouvoir les améliorations économiques indispensables.

Tel est bien l'effort que nous avons pris l'initiative de susciter au sein des commissions mixtes. Forte des encouragements de votre Assemblée et des intéressés eux-mêmes, la Haute Autorité persévéra dans cette voie ; elle ne s'est pas laissée et ne se laissera pas rebuter par les difficultés initiales ; elle continuera à tout mettre en œuvre pour amener les partenaires sociaux à découvrir ensemble les moyens d'agir d'une manière concertée, sur le plan de la Communauté, pour le mieux-être des travailleurs.

Mieux-être des travailleurs à qui l'Assemblée reste très attachée, comme elle vient de le montrer encore une fois par les interventions de ce matin ; mieux-être des travailleurs, qui est aussi un but essentiel et permanent dans l'action quotidienne de la Haute Autorité.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. Hazenbosch, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de faire encore quelques remarques. Comme j'imagine que vous désirez que notre travail avance, je me bornerai à parler de quelques points du rapport sur lesquels des critiques ont été faites.

Je répondrai à M. Sträter qui, à propos d'une partie de mon rapport, a fait une critique qui m'a semblé avoir tout l'air d'une critique personnelle. Se référant aux paragraphes 28 et 36 du rapport, il a exprimé des doutes quant à l'objectivité du rapport et supposé que le rapporteur avait fait, dans les paragraphes en question, de la propagande en faveur des syndicats chrétiens.

Pour ce qui me concerne, je trouve que faire de la propagande pour les syndicats chrétiens, c'est une activité tout ce qu'il y a de plus honorable ; mais en tant que rapporteur de votre

commission, je me garderais bien de le faire. Aussi dois-je dire que j'ai été extrêmement surpris d'entendre M. Sträter formuler pareille critique.

De quoi s'agit-il dans ces paragraphes 28 et 36 ? Dans ces passages du rapport, ce n'est pas la commission qui parle, ni non plus le rapporteur ; dans ces paragraphes, nous avons reproduit l'opinion que les syndicats chrétiens nous ont communiquée, exactement comme vous trouverez indiqué, dans les paragraphes 29 et 37, le point de vue que les syndicats libres ont communiqué à la commission en ce qui concerne la réduction de la durée du travail.

Quant à la manière dont ces deux opinions ont été transcrites dans notre rapport, je puis vous dire que votre commission n'a pas le moins du monde lâché la bride à votre rapporteur, si vous me permettez cette expression ; bien au contraire, elle a approuvé le rapporteur d'avoir indiqué ces positions dans son rapport. Je ne vois donc vraiment pas comment on a pu voir là un manque d'objectivité, à moins que l'on soit d'avis que le fait d'indiquer l'opinion des syndicats chrétiens doit à lui seul être déjà considéré comme une atteinte à l'objectivité.

Je ne pense pas que tel soit l'avis de M. Sträter. Mais au cas où tel serait tout de même son avis, je crois qu'il n'y a pas d'autres explications que celle-ci : M. Sträter cherche à se faire au plus vite à la présence et à l'action des syndicats chrétiens, du moins dans ce milieu-ci.

M. Sträter a de même critiqué — sans trop insister, il est vrai — un passage du rapport où il est dit que l'expérience faite à Oberhausen a été critiquée, notamment par les milieux de l'église. Il s'est donné beaucoup de peine pour minimiser les critiques que cette expérience a suscitées, non pas auprès de votre commission, mais — comme il semble — auprès de l'église. Après quoi il a défendu l'expérience d'Oberhausen d'une manière tellement circonstanciée que l'on a pu avoir l'impression — j'ai eu du moins personnellement cette impression — que la critique était en réalité plus sérieuse qu'il ne semblait tout d'abord.

Monsieur le Président, vous comprendrez qu'en ma qualité de rapporteur, je ne veuille pas m'engager maintenant dans une discussion sur une affaire interne de l'Allemagne. Mais j'espère — et je tiens beaucoup à exprimer cet espoir — que je trouverai M. Sträter à mes côtés

dans la lutte de la commission — une lutte qui n'est pas particulière à votre commission — contre le travail dominical. Si je suis persuadé que je l'aurai à mes côtés, c'est parce qu'il nous a donné l'assurance, en insistant beaucoup, que c'est une erreur de croire que la semaine tournante existe en Allemagne.

M. Sträter a demandé que nous adoptions une résolution et a invité les présidents des trois groupes politiques à en établir le projet. Je prierai en toute modestie les présidents des groupes de ne pas trop se précipiter ; c'est que j'ai déposé ce matin auprès de la commission des affaires sociales une proposition de résolution que le président de la commission a accepté de mettre à l'ordre du jour de la réunion que la commission doit tenir lundi matin.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

L'Assemblée sera appelée ultérieurement à se prononcer sur une proposition de résolution présentée par la commission compétente.

5. — Indemnité journalière des membres de l'Assemblée

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport de M. Charlot, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée Parlementaire Européenne et du budget des Communautés, sur l'adaptation de l'indemnité inscrite au chapitre I, article 1b, de l'état prévisionnel des dépenses de l'Assemblée pour l'exercice 1959.

Ce débat a déjà été amorcé ce matin ; j'ai été, en effet, saisi par M. Birkelbach, président du groupe socialiste, d'une motion tendant au renvoi de ce rapport en commission.

La parole est à M. Bertrand, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Bertrand, au nom du groupe démocrate-chrétien. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le groupe démocrate-chrétien ne s'oppose pas à ce que le rapport de M. Charlot soit renvoyé à la commission.

Nous croyons qu'après les événements auxquels nous avons assisté dans le domaine monétaire et les ajustements qui ont eu lieu, il serait bon que la commission examine le problème à nouveau et surtout qu'elle rédige une proposition sur la manière de lier l'indemnité des parlementaires à un indice déterminé, de manière que la question puisse une bonne fois être réglée définitivement.

Mon groupe peut se rallier à la proposition du groupe socialiste, sous réserve que la commission de l'administration et du budget examine la question sans tarder et qu'elle soumette à l'Assemblée parlementaire une proposition nouvelle encore au cours de notre présente session.

Nous aimerions connaître les idées du groupe socialiste sur cette réserve que nous faisons quant au renvoi du rapport à la commission.

M. le Président. — La parole est à M. Birkelbach, président du groupe socialiste.

M. Birkelbach, président du groupe socialiste. — (A) Monsieur le Président, j'ai pris note du fait qu'en principe tout le monde est d'accord de se livrer à un examen nouveau. Je ne vois pas pourquoi on mettrait en question la bonne volonté des membres de notre groupe de parvenir rapidement à un résultat. A mon avis, la meilleure façon de régler aujourd'hui ce point de l'ordre du jour consisterait à renvoyer l'affaire à la commission.

M. le Président. — La parole est à M. Margulies, au nom de la commission.

M. Margulies. — (A) Monsieur le Président, si deux groupes politiques désirent le renvoi à la commission, il faut naturellement faire droit à leur demande. Je crois que M. Pleven sera également d'accord avec cette manière de faire.

Mais la décision que nous devons malheureusement prendre dans cette affaire qui nous regarde personnellement ne se trouvera pas facilitée par le fait que nous la différons constamment. Nous avons devant nous un rapport que la commission a adopté à l'unanimité. Deux rectifications doivent y être apportées, l'une parce que le nom de M. Nederhorst y figure par erreur, puisqu'au moment où la décision a été prise M. Nederhorst avait déjà quitté la réunion, l'autre parce que la notion d'« unité de compte U.E.P. » doit être remplacée par celle d'« unité de compte

A.M.E. (Accord monétaire européen) ». C'est tout. Convoquer une nouvelle réunion pour cela, voilà qui me semble exagéré, à moins que l'on dise à la commission ce qu'elle est chargée d'examiner, de quoi elle est chargée de discuter.

Je me permets de vous rappeler que l'idée première était de verser aux représentants qui siègent dans cette Assemblée une mensualité forfaitaire fixe pour les indemniser de leurs frais ; cette indemnité devait les mettre en mesure d'engager, chez eux, un assistant ou une secrétaire qui leur faciliteraient leur travail et déchargeraient aussi le secrétariat de l'Assemblée de certaines besognes qui, actuellement, doivent se faire ici.

Tel était le plan primitif. Mais ce plan a été rejeté par la commission de l'administration et du budget.

A sa place, on a proposé cette augmentation et on ne l'a pas fait seulement à cause du relèvement du coût de la vie, mais aussi à titre d'indemnité partielle pour des travaux qui doivent être faits chez nous.

Cela m'amène donc à poser la question suivante : Faut-il reprendre l'idée première d'une indemnité mensuelle et la discuter à nouveau ? Sinon, de quoi la commission de l'administration et du budget discutera-t-elle ? Je serais heureux, Mesdames et Messieurs, de vous entendre donner votre avis sur ce point.

M. le Président. — M. Margulies, parlant au nom de la commission, a dit lui-même sur quoi porte la demande de renvoi telle qu'elle a été formulée : il s'agit de la mise en concordance du texte de la résolution avec la situation monétaire actuelle. C'est ainsi que je l'ai compris.

La parole est à M. Margue.

M. Margue. — Monsieur le Président, il ne me semble pas opportun, en ce moment, de discuter le fond du problème ainsi que M. le Président et M. le Vice-Président de la commission ont peut-être essayé de le faire.

Nous sommes en présence d'une demande de renvoi en commission et, comme l'accord me paraît être fait sur ce point, sous la seule réserve que les travaux de la commission ne trainent pas en longueur, il me semble que nous pourrions terminer cette discussion.

Dans quel sens la commission doit-elle reprendre l'examen de ces problèmes ? Cela a été indiqué et il appartient à la commission d'élaborer éventuellement un nouveau texte, étant entendu qu'il s'agit non pas d'une indemnité, mais d'un remboursement des frais que chaque parlementaire doit exposer pour pouvoir travailler utilement.

Le débat pourrait être clos sur cette demande de renvoi.

M. le Président. — La parole est à M. Battista.

M. Battista. — (1) Monsieur le Président, je pense que dans toutes ces questions, il importe que nous soyons clairs et précis, sinon nous créerons des équivoques.

Evidemment, je suis d'accord avec ce que notre collègue Margue a déclaré ; en effet, il ne s'agit pas que, dans cette séance, nous discussions le problème à fond. Je suis donc d'avis, moi aussi, que cette question pourra se discuter plus amplement et sur la base d'une documentation meilleure au sein de la commission de l'administration ; toutefois, en entendant les déclarations que les représentants des groupes ont faites, je n'ai pas bien compris ce que nous voulons en somme demander à la commission compétente.

Le président du groupe socialiste a simplement proposé le renvoi à la commission, sans demander à celle-ci de se prononcer dans un délai déterminé. Le représentant de notre groupe démocrate-chrétien a demandé que la commission soit priée de présenter son avis encore au cours de la présente session.

Je pense, quant à moi, que l'on peut très bien soumettre précisément cette proposition à la commission. En effet, puisque le sujet a déjà été amplement discuté par la commission compétente pendant environ deux ans, le groupe démocrate-chrétien ne s'y opposera évidemment pas, si on estime nécessaire de reviser les conclusions auxquelles elle est parvenue ; tout ce que mon groupe demande, c'est que cela se fasse dans les plus brefs délais.

M. Bertrand a parlé de cette session, et comme par ce terme de session on entend la période

dans laquelle se déroulent les travaux et que cette session finira le 15 janvier, je pense que nous pouvons prier la commission — nous ne pouvons évidemment pas lui donner ni ordres ni instructions — d'accélérer les travaux, c'est-à-dire de revoir dans le plus court laps de temps possible le rapport que M. Charlot a présenté au nom de cette commission et de nous soumettre si possible encore pendant cette session un rapport sur les conclusions auxquelles elle sera parvenue.

Monsieur le Président, je déclare accepter la proposition de renvoi, étant entendu qu'un rapport sera déposé le plus tôt possible devant l'Assemblée, encore au cours de cette session.

M. le Président. — Nous sommes en présence d'une demande de renvoi en commission et l'Assemblée semble faire confiance à sa commission pour que, dans les délais les plus favorables, un rapport complémentaire soit élaboré, de façon que nous puissions en terminer avec cette question.

Il n'y a pas d'opposition au renvoi en commission ?...

Le renvoi en commission est ordonné.

6. — *Ordre du jour*

M. le Président. — La prochaine séance publique aura lieu lundi prochain à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

— présentation et discussion du rapport de M. Kapteyn sur les problèmes de transport dans la Communauté Economique Européenne, soulevés à propos du Premier rapport général de la Commission de la C.E.E. ;

— suite de la présentation et discussion du rapport de M. Van Campen sur certaines questions concernant la politique économique à long terme, les finances et les investissements, soulevées à propos du rapport général de la C.E.E. et de l'Euratom.

La séance est levée.

(La séance est levée à 12 heures.)

SESSION DE JANVIER 1959

SEANCE DU LUNDI 12 JANVIER 1959

Sommaire

- | | | | |
|--|-----|---|-----|
| 1. Procès-verbal | 151 | <i>MM. De Block, le Président, Nederhorst, le Président, Rochereau, le Président, Duvieusart, De Block, le Président</i> | 211 |
| 2. Problèmes de transport dans la Communauté Economique Européenne. Présentation et discussion d'un rapport de M. Kapteyn, fait au nom de la commission des transports : | | <i>MM. Marjolin, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne ; Van Campen, rapporteur ; le Président</i> | 212 |
| <i>M. Kapteyn, rapporteur</i> | 151 | 4. Ordre du jour | 221 |
| <i>MM. De Block, Müller-Hermann, Lichtenauer, Helmut Schmidt, Lambert Schaus, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne ; Kapteyn, rapporteur ; Hallstein, président de la Commission de la Communauté Economique Européenne ; Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité ; Lichtenauer, Lambert Schaus, le Président</i> | 157 | | |
| 3. Politique économique à long terme de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique. — Suite de la présentation et discussion d'un rapport de M. Van Campen, fait au nom de la commission de la politique économique à long terme, des questions financières et des investissements : | | | |
| <i>M. Van Campen, rapporteur</i> | 180 | | |
| <i>MM. le Président, Nederhorst, Battaglia, Troisi</i> | 188 | | |
| <i>Suspension et reprise de la séance ...</i> | 196 | | |
| <i>MM. Nederhorst, Lindenberg, Deringer, Sabatini</i> | 196 | | |

PRESIDENCE DE M. EMILIO BATTISTA

Vice-président

(La séance est ouverte à 15 heures.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — Procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance de samedi est distribué.

Il n'y a pas d'observations ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — Problèmes de transport dans la Communauté Economique Européenne

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport fait

par M. Kapteyn au nom de la commission des transports sur les problèmes de transport dans la Communauté Economique Européenne soulevés à propos du premier rapport général de la Commission de la C.E.E.

La parole est à M. Kapteyn, rapporteur.

M. Kapteyn, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, j'ai le grand privilège de vous présenter, au nom de la commission des transports, son rapport sur les problèmes de transport soulevés à propos du premier rapport général de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

Il est évident que la Commission de la C.E.E. ne pouvait guère fournir d'éléments nombreux sur l'activité qu'elle a déployée au cours de l'année passée. Tout d'abord, je vous rappellerai qu'elle a subi une perte sensible en raison du décès de celui de ses membres qui était chargé des problèmes de transport, M. Rasquin, depuis longtemps gravement malade. Je vous dirai ensuite que les problèmes de transport sont nombreux et complexes. C'est pourquoi la Commission estime qu'avant de prendre position sur la politique des transports future de la Communauté, il faut attendre qu'il existe des études et des analyses sur cette question.

Cependant, le rapport général n'est pas dépourvu de certains éléments importants. Tels sont les passages où la Commission se livre à une exégèse des dispositions du traité. J'espère que vous me permettrez de citer les passages du rapport où s'exprime l'opinion de la Commission de la C.E.E. à ce sujet.

On voit notamment au paragraphe 123, deuxième alinéa, que « les transports » — et ce terme recouvre aussi bien les transports de voyageurs que ceux de marchandises — « devraient être envisagés en eux-mêmes comme une branche de l'économie et comme une activité devant bénéficier, elle aussi, de l'élargissement du marché ».

En conséquence, on peut lire au paragraphe 130 que « la politique commune comportera l'examen d'ensemble du problème de la création d'un véritable marché des transports ».

J'attire votre attention sur ce point, parce qu'il en résulte — à juste titre selon votre commission — que la Commission de la C.E.E.

admet que les transporteurs sont des producteurs comme les autres et que la politique commune des transports doit aboutir à un marché commun des transports, secteur de ce marché commun dont nous poursuivons la réalisation par le traité, un secteur qui doit retenir notre attention tout comme les autres.

Je crois qu'étant donné ces deux remarques de la Commission de la C.E.E., nous pouvons affronter l'avenir avec confiance, puisqu'elles répondent dans une large mesure à la conception qu'exprime le rapport relatif à la coordination des transports que la commission des transports de l'Assemblée Commune de la C.E.C.A. avait présenté naguère à Rome.

Il est évident que cela ne signifie pas qu'un plan bien déterminé puisse être établi, en l'état actuel des choses, pour la future politique commune des transports. J'ai déjà fait observer que la Commission de la C.E.E. a raison d'estimer qu'il faudra encore entreprendre de nombreuses études et analyses.

A cet égard, nous ne pouvons que l'accompagner de nos meilleurs vœux dans cette voie ; nous ne pouvons que déclarer que votre commission attache un prix particulier à être continuellement tenue au courant du développement de ces études par la Commission de la C.E.E.

L'année passée, votre commission des transports s'est livrée à de nombreux échanges de vues sur la question de la création d'un service commun pour l'étude des problèmes des transports.

Le 27 juin 1958, l'Assemblée Parlementaire Européenne a adopté une résolution demandant que les problèmes des transports qui se posent aux trois Communautés soient étudiés par une direction unique, commune aux trois Communautés.

Immédiatement, M. Schaus, parlant au nom de la Commission de la C.E.E., et M. Spierenburg, au nom de la Haute Autorité, ont objecté que les trois Communautés n'avaient pas de siège unique et qu'il était difficile, en conséquence, de créer un service commun.

Cependant, votre commission a toujours estimé de son devoir d'insister auprès de ces deux exécutifs pour qu'un service commun soit créé. Nous n'avons pas cessé de rappeler les ter-

mes de la résolution qu'avait adoptée l'Assemblée et nous sommes heureux de constater que les deux exécutifs n'en sont pas restés à leurs premiers arguments et à leur premier refus. On est parvenu à un accord et on a adopté une sorte de convention par laquelle on s'est engagé, comme l'indique le rapport, à coopérer plus étroitement.

Vous me permettrez peut-être de dire qu'il a semblé à votre commission qu'une certaine crainte empêchait les deux exécutifs de se mettre d'accord. La crainte, hélas, nous ne la connaissons que trop bien dans la politique de notre monde : en Extrême-Orient, par exemple, où notre souveraineté vient d'être rejetée, il semble extrêmement difficile de se résigner tant soit peu à une coopération plus étroite. Dans les exécutifs également, il semble que l'on redoute beaucoup que l'on n'empiète sur les prérogatives de l'autre.

Le texte de cet accord traduisait d'ailleurs bien ces craintes. Au lieu, par exemple, d'indiquer dans un alinéa que chacun conserverait ses droits lorsque les traités fixent des tâches déterminées, on a réglé la question en détail tout au long de plusieurs alinéas.

Mais c'est bien compréhensible. En définitive, les deux traités assignent à chaque exécutif une mission déterminée, bien définie, de sorte que nous devrions, et naturellement les exécutifs aussi, en tenir compte.

En définitive, l'échange de vues a eu pour résultat qu'on a fait davantage que, par exemple, de conclure un accord sur les problèmes sociaux ; les deux exécutifs se sont déclarés prêts à déléguer chacun un membre important de leurs directions à leurs sièges respectifs afin d'établir la liaison.

Votre commission a demandé aux exécutifs si elle pouvait escompter que cet officier de liaison, si je puis ainsi m'exprimer, serait une personnalité importante et qu'il participerait en cette qualité aux travaux. Si j'ai bonne mémoire, on a même cité un exemple et on a dit que ce devrait être non pas un mariage pour la forme, mais un mariage qui devra être consommé et que les deux officiers de liaison devraient réellement participer aux travaux des institutions auprès desquelles ils seraient détachés. En outre, comme votre commission n'était pas pleinement satisfaite de ce résultat et qu'elle avait encore en tête la résolution de l'Assemblée, elle a demandé aux

deux exécutifs de désigner au moins une personne qui travaillerait à Bruxelles et qui s'acquitterait de ses fonctions à la fois pour la Commission de la C.E.E. et pour la Haute Autorité.

Je dois vous dire à mon grand regret, Monsieur le Président, qu'il ne me paraît pas absolument certain qu'une personne ait été désignée pour remplir cette double mission. Les deux exécutifs nous ont promis qu'ils examineraient sérieusement s'il est possible de le faire ; de son côté, notre commission a déclaré qu'elle se féliciterait de cette nomination, qui doit permettre aux deux exécutifs de voir à l'usage s'il est possible de parvenir à créer un service commun. En tout cas, je crois pouvoir dire dès maintenant au nom de votre commission que nous sommes reconnaissants de la bonne volonté dont les deux exécutifs ont fait preuve à cet égard.

J'en viens maintenant à un autre point. Il a trait au comité des transports visé à l'article 83 du traité.

Je ne voudrais pas que le petit nombre de membres ici présents se réduise encore et je ne vous importunerai pas avec l'histoire contemporaine des contestations auxquelles a donné lieu, au Conseil de l'Europe et à l'Assemblée Commune de la C.E.C.A., la constitution d'un comité d'experts indépendants. J'indiquerai seulement que cette idée remonte aux rapports présentés au Conseil de l'Europe par MM. Bonnefous, van der Kieft, Lemaire et moi-même, ainsi qu'au rapport qu'a présenté ici la commission des transports de l'Assemblée Commune de la C.E.C.A.

Nous avons sans cesse demandé au Conseil de Ministres de désigner un comité de ce genre, parce que nous pensions que, si l'on veut parvenir en Europe à résoudre les problèmes des transports, il fallait commencer par séparer les questions du contexte politique et les placer à un niveau où l'objectivité doit être de règle, quitte à les soumettre ensuite sous forme d'avis à l'organisme chargé de prendre les décisions politiques.

Evidemment, les membres de l'Assemblée parlementaire qui s'occupent des problèmes de transport se sont félicités à leur tour de l'application donnée à l'article 83 ; mais, Monsieur le Président, bien que le traité ne parle que d'experts, les gouvernements ont, cette fois encore hélas, désigné pour siéger dans ce comité des

représentants des gouvernements et des représentants de l'économie.

Sur ce point les opinions de votre commission et de la Commission de la C.E.E. divergeaient. La commission des transports a eu l'impression que dans cette affaire la Commission de la C.E.E., si je puis m'exprimer ainsi, n'a pas mis dans le mille quand elle a choisi sa position au sujet de ces nominations.

Nous aurions aimé que la Commission défende avec force auprès des gouvernements le point de vue de l'Assemblée et qu'elle dise : « Pour faire du bon travail, il faut constituer un comité composé de personnalités indépendantes, et non pas de représentants des gouvernements et des entreprises. » J'estime que c'est extrêmement important au point de vue institutionnel.

Que se passe-t-il en effet lorsque le comité traite des grands problèmes des transports et que la Commission de la C.E.E. demande son avis à ce comité d'experts composé de représentants des gouvernements et des entreprises ? En fait, l'avis contiendra toutes les décisions politiques qu'il ne devrait absolument pas contenir.

Les décisions politiques doivent être prises par la Commission de la C.E.E. La mission d'un comité d'experts, c'est de donner des avis objectifs, indépendamment de toute influence politique ; or, il est évident que les avis de ce comité ne pourront jamais échapper aux influences politiques, puisqu'il sera composé de représentants des six pays et des milieux économiques, ce qui veut dire qu'ils ne peuvent pas se détacher des intérêts nationaux ou des intérêts du secteur des transports auquel ils appartiennent.

Monsieur le Président, j'ai l'impression — peut-être pourrons-nous entendre tout de suite la Commission de la C.E.E. sur ce point — qu'à la réflexion la Commission, à qui cette matière était naturellement tout à fait étrangère, s'est rendu compte des difficultés. A cet égard, vous me permettrez peut-être de rappeler qu'il y avait également un comité d'experts de ce genre dans la C.E.C.A., mais que finalement, lorsqu'elle aborda le problème de l'harmonisation, la Haute Autorité désigna un comité d'experts indépendants. Il me semble qu'il doit exister un rapport entre ce fait et l'expérience qu'elle a faite les années précédentes avec l'autre comité.

Si je suis bien informé — j'espère en recevoir confirmation — la Commission se propose, lors-

que des problèmes importants seront à l'ordre du jour, de consulter également des experts indépendants et d'obtenir ainsi un avis objectif, exempt d'influences politiques.

Monsieur le Président, étant donné que la commission des transports de l'Assemblée Commune de la C.E.C.A. s'est toujours réjouie — et elle a elle-même insisté en ce sens — que la Haute Autorité ait pu conclure des accords avec la Suisse en ce qui concerne les tarifs directs de transport à destination de l'Italie et de l'Autriche, il est naturel que votre commission ait estimé devoir signaler à la Commission de la C.E.E. — elle a eu la chance d'être entendue — qu'il était souhaitable de se mettre d'accord le plus rapidement possible avec ces pays surtout en matière de transports.

J'en arrive au discours de M. Hallstein. En tant que rapporteur, je pourrai être bref.

Votre commission estime que tout membre de l'exécutif de la C.E.E. a naturellement le droit — je dirais presque le devoir — d'aborder les problèmes publiquement.

Je puis concevoir qu'il y ait une limite. Je crois que l'Assemblée Parlementaire Européenne ne saurait naturellement apprécier qu'un membre de la Commission de la C.E.E. rende public un point de vue adopté par la Commission avant, par exemple, que l'Assemblée ou la commission parlementaire intéressée en ait été informée. Je crois que l'Assemblée devrait en pareil cas exprimer quelques réserves, mais je pense que c'est là une question qui relève de la commission des affaires politiques.

Nous nous sommes félicités de ce que M. Hallstein ait visé dans tout son discours à provoquer une discussion, car c'est nécessaire.

Il y a une controverse importante. Dans son discours, M. Hallstein la mentionne, sans prendre lui-même parti. C'est cette controverse à proprement parler qui constitue la pierre d'achoppement sur laquelle a trébuché un chapitre de notre traité, celui qui a trait à une politique commune des transports. De là vient que le traité constate formellement, certes, qu'il faut parvenir à une politique commune des transports, mais qu'aucun contenu matériel n'ait été donné à cette disposition.

M. Hallstein a eu raison de faire remarquer dans son discours que la disposition formelle est

beaucoup plus importante que les dispositions qui ont un contenu matériel.

Or, il est évident que la Commission de la C.E.E., qui n'a pas compétence pour fixer elle-même une politique commune des transports et qui doit présenter des propositions aux gouvernements, a besoin que tous, non pas seulement notre Assemblée ici, mais aussi les membres de l'Assemblée dans leurs pays et chacun de nous, donc aussi la commission, nous abordions les grands problèmes lorsque nous parlons en public. Ce n'est jamais que par le moyen des discussions qu'une opinion publique peut se former, permettant ainsi à la Commission de la C.E.E. de présenter des propositions que les gouvernements ne pourront pas rejeter.

Ce n'est qu'en s'appuyant sur une opinion publique ayant des desiderata précis et orientée dans une direction déterminée que l'on pourra travailler avec succès à une politique commune en matière de transports.

Je dirai encore un mot en mon nom personnel, et non pas en qualité de rapporteur, à propos du discours de M. Hallstein. Si je le fais, c'est que M. Hallstein m'a fait l'honneur de me nommer à deux reprises dans son discours. Tel que je vous connais, Monsieur le Président, je pense qu'il vous vient à la bouche des paroles de félicitation. Je suis heureux que vous ne les ayez pas encore prononcées, car je pense avoir quelque raison de m'en attrister.

M. Hallstein, en effet, a dit à un certain moment — je le vois à la page 5 de la traduction de son discours — qu'il trouve exacte ma définition et qu'il est de mon avis ; mais, Monsieur le Président, lorsque je lis ensuite ce qu'a dit M. Hallstein, je dois vous dire que je suis quelque peu déçu. Je comprends bien, M. Hallstein a énormément de travail et de soucis et les transports doivent être pour lui quelque chose comme le travail d'un peintre du dimanche.

Ah, s'il s'était inspiré de l'exemple du douanier Rousseau, il serait peut-être entré dans l'histoire grâce au portrait qu'il a tracé de moi comme le grand « dédouanier ».

Hélas, de la façon dont il m'a dépeint, c'est plutôt du Picasso tardif. Vous connaissez : un œil sur le nez et l'autre dans l'oreille.

(Rires.)

En effet, lorsque je définis la coordination comme la réglementation des conditions de prix et de transport dans les différents secteurs des transports, M. Hallstein est d'accord, mais quand je dis ensuite que harmoniser c'est réglementer les conditions de prix et de transport à l'intérieur d'un mode des transports, M. Hallstein, bien qu'il ait déclaré être du même avis, dit hélas que c'est adapter les conditions de transport entre les six pays.

Vous m'accorderez que ce portrait de moi, c'est du Picasso de la dernière période, avec un œil dans l'oreille et l'autre près du nombril. Mais je puis vous assurer, Monsieur le Président, que cet œil-là regarde bien mélancoliquement M. Hallstein.

(Rires.)

Il est un autre point du discours de M. Hallstein dont je voudrais m'occuper personnellement, et c'est un point très sérieux.

Je passerai sur le fait que, lorsque M. Hallstein me cite une seconde fois, il parle de la personne qui présidait la commission de transports, ce qui appelle naturellement un démenti de ma part. Au moins en ai-je retiré, Monsieur le Président, l'impression que M. Hallstein n'avait même pas lu la page de garde du rapport, puisque je n'y suis mentionné que comme rapporteur.

Mais il y a encore un point. A la page 15 du discours de M. Hallstein, j'ai lu en effet au paragraphe 10 quelque chose qui m'a sérieusement étonné et inquiété. Il y est dit :

« Certains pays de notre Communauté jouissent, en matière de transport, de conditions favorables, d'autres sont nettement désavantagés. Ces différences tiennent surtout à la géographie ; nous ne pouvons la changer et elle est à la base de la division du travail qui existe déjà dans la Communauté en matière de transports. C'est ainsi par exemple que le port de Rotterdam à lui seul assure déjà l'écoulement d'une plus grande partie de la production de l'Allemagne occidentale que les ports allemands de la mer du Nord. Cela ne signifie naturellement pas que l'on ait l'intention de laisser périliter ces derniers. L'esprit de notre traité s'inspire du souci d'un ordre équitable, d'un souci de solidarité. »

Monsieur le Président, lorsqu'on parle de solidarité, ce doit être un appel qui me concerne, socialiste que je suis ; mais, d'un autre côté, je

me sens toujours un peu gêné quand le mot de solidarité est prononcé à une table gouvernementale.

Aux Pays-Bas, nous avons un proverbe qui dit : « Quand le renard prêche la Passion, paysan, surveille tes poulets. » Je pourrais dire en ce cas : Kapteyn, fais attention à ton idéal car il se pourrait qu'il soit mis à mal !

Monsieur le Président, je voudrais faire à cet égard la remarque suivante. Dans les rapports entre les six pays, la situation géographique et les richesses naturelles jouent évidemment un rôle. Mais je dirai au président de la Commission de la C.E.E. qu'il devrait relire Ricardo, Tausig ou Eulenburg et ce qu'ils disent des « comparative costs ».

C'est un fait que, par ses richesses naturelles, un pays peut être avantagé par rapport à un autre. Dans la situation actuelle, nous pouvons le constater aisément. Grâce à ses grandes ressources charbonnières, l'Allemagne a très rapidement acquis de l'avance sur des pays comme les Pays-Bas et ceux de la Scandinavie, une avance qui s'explique naturellement par l'application et les efforts du peuple allemand, mais aussi par ses ressources naturelles.

Lorsque nous avons signé ce traité, il était évident que nous qui nous occupons un peu d'économie, nous n'ignorions pas que ces coûts comparés devaient jouer un rôle. Nous avons compris que, lorsque les droits à l'importation seraient supprimés, l'industrie allemande, se trouvant dans une position privilégiée, pourrât concurrencer sur notre marché par exemple l'industrie néerlandaise, qui n'était pas édiflée sur ces mêmes richesses naturelles.

Je ne vous cacherai pas, Monsieur le Président, que du côté de l'industrie métallurgique par exemple, on a protesté énergiquement contre ce traité parce qu'on y voyait un danger.

Nous autres parlementaires, nous étions conscients de ce danger, mais — je ne parle même pas de la grande importance politique de la Communauté — nous avons dit : Cette Communauté pourvue d'une Commission européenne consciente de sa mission doit conduire à une expansion, à une répartition du travail qui entraîneront un accroissement de la productivité, et ainsi à un accroissement de la production et de la prospérité. Nous devons avoir notre part de cette

expansion et cette part doit compenser le désavantage qui nous est causé par la suppression des droits à l'importation.

Mais la suppression de ces droits, que nous avons entreprise le 1^{er} janvier, n'est pas le premier événement en ce domaine. Peu après la guerre déjà, nous avons entrepris de libéraliser les contingentements, etc. Or, nous voyons que de ce fait la balance commerciale entre l'Allemagne et les Pays-Bas devient chaque année plus défavorable à ces derniers. Nous voyons que, de ce fait, la concurrence de l'industrie allemande s'affirme de plus en plus sur notre marché. Nous n'avons par la moindre objection là-contre, mais nous ne pouvons pas avoir pour de nombreuses années encore une balance commerciale défavorable. En regard, il faut qu'il y ait une balance favorable des services, ce qui signifie que nous pourrions payer nos dettes à l'Allemagne.

Le Bon Dieu a voulu que nos ports soient géographiquement bien situés. Les transports sont un produit comme les autres et les services de transport font partie de l'ensemble des exportations, tout comme les autres produits. C'est dans ce domaine que nous devons avoir la possibilité de résorber le déficit de notre balance commerciale.

Or, je vous rappelle que l'objectif du traité est de parvenir à une meilleure répartition du travail, une répartition qui, comme je l'ai dit, entraînera un accroissement de la prospérité et qui est réalisable à la condition que l'on trouve les emplacements les meilleurs, que l'on y fasse ce qui peut être fait de mieux et que le producteur « transports » fournisse le plus là où c'est le plus avantageux.

A une autre occasion, j'ai utilisé l'image suivante.

Avant même que la Communauté européenne n'existe, nous avons tous reçu de la cuisine européenne une assiette pleine : c'était là notre part dans les revenus nationaux des six pays. Sur cette assiette, nous avons trouvé le produit de notre travail, de notre effort et de notre application, mais influencé par les circonstances naturelles favorables où se trouvaient nos pays. Je me réfère une fois de plus aux « coûts comparatifs ».

Cette assiette, si elle était mieux remplie que celle d'un autre, n'était pas seulement le miroir

de nos efforts, elle était aussi celui de ce que Dieu nous avait donné, que nous l'ayons mérité ou non.

Monsieur le Président, par suite de l'institution du marché commun — nous ne l'ignorons pas — l'assiette de l'Allemagne, du point de vue industriel, se remplira un peu plus et aux dépens des Pays-Bas.

Mais c'est là un résultat des circonstances naturelles et si l'on applique le traité objectivement et correctement, l'assiette néerlandaise, pour ce qui est des transports, sera un peu plus remplie aux dépens de l'Allemagne. Ainsi en décide la situation géographique.

Je crois que l'esprit du traité est que chacun se contente de manger ce qu'il y a dans sa propre assiette, sans chercher à s'asseoir devant l'assiette d'autrui.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. De Block.

M. De Block. — *(N)* Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi tout d'abord de vous dire que je ne parlerai pas ici au nom du groupe socialiste et que j'exposerai ici uniquement ce que j'appellerais des idées personnelles et, d'autre part, que j'ai l'intention d'être très bref, parce que d'autres discussions importantes doivent suivre.

Mes brèves remarques ne devront pas être considérées comme un exposé de mes conceptions en matière de transports.

M. Kapteyn a fait un exposé concis et, à mon avis, excellent. Je saisis volontiers cette occasion pour rendre hommage à la fermeté avec laquelle il défend une politique des transports répondant à ses conceptions. J'ai d'autant plus plaisir à le faire que je ne puis pas me rallier, sur des points importants, aux thèses qu'il défend.

Je reconnais qu'il faut viser à une politique des transports commune pour les six pays de la Communauté. Le prix des transports joue un rôle important dans la détermination du prix final de nombreux produits. Etant donné les objectifs définis par les trois traités, c'est-à-dire l'accroissement de la prospérité, il convient de maintenir

le prix des transports à un niveau aussi bas que possible.

Je ne suis pas convaincu que la concurrence, au sens que l'on prête habituellement à ce mot, donne naissance au prix de transport le plus bas. Je crois qu'il se justifie de tenir compte de plusieurs facteurs dans un tarif de transport. Or, dans une Communauté comme celle des Six, il ne peut exister aucune discrimination tendant à avantager certains secteurs nationaux par rapport aux mêmes secteurs dans les autres Etats membres. Cette discrimination n'existe pas seulement du fait de l'octroi de subventions ou de l'application de tarifs moins élevées, elle existe également — et je souligne énergiquement ce point — lorsqu'il y a des différences exagérées dans les salaires directs et indirects.

La concurrence la plus détestable et la moins admissible dans la Communauté serait une concurrence fondée sur une différence excessive dans les conditions de travail et de salaire.

J'ai tenu à le répéter de manière concise et claire parce qu'à mon avis on attache encore trop peu d'importance aux aspects sociaux des problèmes des transports.

Le rapport souligne avec raison la différence qui existe entre le traité de la C.E.C.A. et le traité de la C.E.E. Le premier prévoit des tarifs directs, le second ne le fait pas. On arrive ainsi à une situation dans laquelle le charbon, le minerai de fer, la ferraille, le fer et l'acier bénéficient de tarifs directs, donc avantageux.

L'introduction de ces tarifs directs a en fait eu pour conséquence que certaines compagnies de chemin de fer ont subi des pertes que le gouvernement intéressé a compensées au moyen de subventions.

Pour tous les autres produits, les tarifs directs ne sont pas obligatoires. En pratique, on applique toujours des tarifs directs aux transports par eau et par route. Ce sont donc les compagnies de chemin de fer qui doivent s'adapter.

C'est à ce propos que surgit pour la Commission de la C.E.E. la question de savoir si elle n'estime pas qu'il faut entamer des pourparlers directs avec les compagnies de chemin de fer ou avec les gouvernements intéressés afin d'élaborer un tarif ferroviaire européen, à côté des tarifs nationaux.

Il est inadmissible que les produits des secteurs charbonnier et sidérurgique jouissent de tarifs préférentiels. Selon le rapport, la Commission de la C.E.E. a donné l'assurance qu'elle réunirait une documentation détaillée concernant les articles 75, 76, 79, 80 et 81 du traité. De plus, elle entreprendra une étude approfondie pour déterminer aussi exactement que possible l'importance et la portée des obligations qui en résultent.

L'intention est certainement bonne. Mais je ne cacherai pas que cette documentation détaillée et cette étude approfondie m'effraient un peu. Je pense en effet que l'on consacrera tant d'attention à cette documentation et à cette étude qu'on n'aura plus le temps ou du moins pas assez de temps pour agir ; or, dans les circonstances actuelles, c'est justement agir qui importe.

Pour bâtir l'Europe, il faut intervenir activement. Il faut certainement éviter les mesures inconsidérées. Les articles du traité relatifs aux transports sont vagues. Cela signifie que la Commission possède une large initiative. Ne pourrait-elle pas, de concert avec les ministres intéressés, décider par exemple la convocation d'une conférence des compagnies de chemin de fer pour faire des suggestions sur toutes les questions pendantes ? Ne pourrait-on pas organiser de telles conférences pour les transports par eau et par route ? Même si aucun résultat immédiat n'est atteint, ces conférences seraient très utiles.

Le rapport rappelle le vœu qu'a exprimé l'Assemblée parlementaire le 27 juin 1958 de voir créer un service commun pour les transports. D'après le rapport, on n'a pas donné suite à ce vœu. Il a été dit, comme argument principal, qu'il n'existe pas de siège commun.

On a même dit qu'il faudrait rédiger un traité spécial en matière de transports. Personnellement, je me rallierais à cette idée. En fait, la possibilité d'atteindre ce but existait.

L'argument invoqué contre la proposition de créer un service commun pour les transports est peu sérieux. Il semble que chacune des parties ait voulu conserver intacte toute sa compétence. Au moyen simple, consistant à créer une direction unique, on a préféré un système compliqué de coopération. C'est là un exemple mauvais et décevant.

Or, j'ai eu le plaisir d'entendre M. Kapteyn dire que cette direction serait néanmoins créée pour les deux Communautés ; deux Communautés, dis-je, car l'Euratom a peu à voir avec les transports. J'espère simplement que cette direction sera rapidement créée, qu'elle pourra travailler en toute indépendance et fournir une contribution importante à la coordination des transports européens.

A mon humble avis, le rapport prête trop peu attention au discours que M. Hallstein a prononcé à Rotterdam. Ce discours constitue cependant une contribution au débat sur les transports. On peut être pour ou contre ce discours, mais il aurait été utile d'en donner un compte rendu analytique.

M. Hallstein s'écarte en certains points de l'opinion qui a été défendue par la commission des transports. Dans l'élaboration de tarifs de transports, il faut tenir compte de facteurs autres que le prix de revient, dont je doute d'ailleurs qu'il puisse être calculé dans tous les cas. Je ne m'étendrai cependant pas davantage sur ce point.

C'est ainsi que dans mon pays, le charbon est transporté à un prix qui est le plus souvent inférieur au coût réel. Dans la situation actuelle, personne ne s'aviserait de proposer des mesures destinées à augmenter le prix du charbon, d'autant moins que le charbon n'est pas la cause du déficit des chemins de fer. Dans mon pays, les familles nombreuses bénéficient d'une réduction de 50 % sur le prix des billets de chemin de fer. On peut trouver que c'est là une bonne chose ou une mauvaise chose. Mais je suis persuadé qu'aucun gouvernement ne proposera d'abroger cette mesure ; l'opinion publique ne l'admettrait pas. Ces deux exemples prouvent que pour les transports, les facteurs économiques et les facteurs sociaux jouent un rôle.

Dans l'élaboration d'une politique des transports il faudra encore tenir compte d'autres éléments. Les transports sont un secteur de l'économie qui, à tous égards, évolue rapidement et se transforme profondément. Il en résulte évidemment que des problèmes nouveaux se posent sans cesse. C'est ainsi que, ces dernières années, on peut observer un facteur qui ne cesse de gagner en importance : la sécurité. Pour assurer la sécurité des transports par route et par chemin de fer, il faut du matériel et du personnel, ce qui est très coûteux.

En outre, il se pose le problème de l'uniformisation de la réglementation. Voilà un domaine où la Commission de la C.E.E. pourrait intervenir directement. Il lui appartient de soumettre des propositions au Conseil de Ministres pour obtenir que la réglementation soit à peu près la même dans les six pays. Ce serait là rendre un service signalé à tous les usagers.

Le problème des transports est compliqué. Il ne sera pas si facile de trouver une solution.

Mais je voudrais revenir sur un autre sujet, à savoir l'aspect social du problème.

Ce serait faire un grand pas en avant, au moins pour les transports routiers, que de fixer des conditions minimum pour les salaires, la durée du travail et les questions sociales. Il n'est pas nécessaire d'entreprendre des études approfondies à cet effet ; avec de la bonne volonté, ces conditions minimum peuvent être établies assez vite.

Si la Commission de la C.E.E. réussit à présenter des propositions concernant la sécurité et les conditions de travail dans le domaine des transports routiers, elle aura rendu un grand service aux habitants de la Communauté.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Müller-Hermann.

M. Müller-Hermann. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le traité instituant le Communauté Economique Européenne ne dit pas grand-chose de la politique des transports qui doit être suivie dans le cadre de la Communauté. Aussi le rapport de la commission des transports ne peut-il nous donner, sur les problèmes de la politique des transports, que relativement peu d'indications nouvelles.

Je tiens cependant à saisir l'occasion qui s'offre à moi — au risque de chagriner M. Kapteyn — de faire l'éloge de cet excellent collègue, non seulement pour le rapport qu'il nous a soumis et que nous discutons en ce moment, mais tout particulièrement aussi pour le rapport qui, sous son nom, est désormais entré dans l'histoire de la politique des transports et que l'on désigne couramment par le nom de « rapport Kapteyn ».

Ce rapport, Mesdames et Messieurs, donne une première vision, très précise, des problèmes que

nous devons résoudre, si nous voulons mener une politique européenne des transports. Il éclaire un certain nombre de notions et nous procure une vue d'ensemble des tâches qui nous attendent.

Il était tout à fait naturel que, dans ce rapport, M. Kapteyn — excusez-moi, Monsieur Kapteyn, si je fais cette comparaison — ait distribué non seulement du chocolat au lait bien succulent, mais aussi beaucoup de chocolat amer, avec des noisettes très dures, autant de matières premières que nous devons travailler et transformer maintenant.

N'empêche que son rapport nous indique de nombreux objectifs vers lesquels nous devons tendre en prenant nos mesures de politique des transports. Il y a premièrement l'idée que le libre choix du mode de transport par l'utilisation doit être respectée en toute circonstance. Puis il nous faut chercher à abaisser autant que faire se peut les coûts du transport. En troisième lieu, il faut que les prix du transport correspondent approximativement aux coûts. Enfin, quatrième objectif, il faut éviter, tout en favorisant une concurrence véritable, que celle-ci ne dégénère en une concurrence exacerbée et malsaine.

Ces quatre thèses m'apparaissent comme un premier fondement sur lequel peut s'édifier la future politique européenne des transports, et en cela elles revêtent à mes yeux beaucoup d'importance.

C'est précisément parce que le traité ne dit lui-même que si peu de chose sur la politique des transports qu'il faut se féliciter de ce que M. Hallstein, président de la Commission de la C.E.E., ait abordé et discuté les problèmes des transports dans son fameux discours de Rotterdam. Je n'entrerai pas dans les détails de ce discours ; mais le fait que le président de la Commission se soit occupé, de façon tellement circonstanciée, de ces problèmes calme les inquiétudes que je pourrais éprouver : je sais qu'à la Commission de la C.E.E. on se rend compte de ce que la politique des transports signifie pour l'existence et l'essor de la Communauté.

J'aperçois un progrès particulier — pour autant que le rapport en discussion concerne des questions de transport — dans le fait que les transports, c'est-à-dire aussi bien le transport des personnes que celui des marchandises, sont envisagés en eux-mêmes comme une branche particulière de l'économie et comme une activité

devant bénéficier également de l'élargissement du marché. Cette thèse de l'appareil des transports en tant que secteur économique à part n'est aucunement évidente par elle-même. Dans toute une série de pays, on voit défendre une idée qui, s'inspirant de l'« économie collective », veut que les transports soient purement et simplement une prestation de service et qu'en conséquence, ils doivent être subordonnés aux intérêts économiques généraux.

Il est vrai que nous ne devons pas oublier que le concept d'« économie collective » recouvre des idées très différentes. Ce concept appellerait donc tout d'abord une analyse. Mais il ne faudrait pas non plus ériger en dogme la thèse selon laquelle les transports doivent être considérés comme un secteur autonome de l'économie, pas plus que la thèse qui veut qu'à tous égards l'appareil des transports doive simplement se tenir à la disposition de l'économie en tant que prestataire de services.

Ce dont nous avons besoin et à quoi nous devons tendre, c'est un appareil des transports qui soit sain du point de vue économique, car en tout état de cause il constituera la meilleure aide pour notre Communauté. Par notre politique commune des transports, nous devons obtenir qu'un appareil des transports travaillant rationnellement soit à notre disposition ; nous devons parvenir à une répartition rationnelle des tâches entre les modes de transport, et le faire sur la base d'une concurrence véritablement organisée en vue des prestations les meilleures.

Or, le traité, vu dans son ensemble, considère qu'un de ses objectifs principaux est l'accroissement de la production globale et du bien-être général. Mais il me semble — et je pense que sur ce point M. Kapteyn sera de mon avis — que ce que le traité recherche, c'est l'accroissement de la production et du bien-être dans toutes les parties du territoire de la Communauté Economique Européenne. Nous devons veiller à ce que les dispositions du traité ne profitent pas seulement aux régions intéressantes du point de vue des transports et communications ou en raison de la richesse de leur sous-sol ; les régions marginales doivent, dans une mesure égale, pouvoir tirer avantage de l'expansion de la production et de l'accroissement du bien-être.

Si je défends cette thèse avec une certaine insistance, je ne songe aucunement, Monsieur Kapteyn, aux ports allemands de la mer du Nord, bien que je vienne de là-bas, et j' imagine d'ail-

leurs que la déclaration que vous avez faite, selon laquelle il est manifeste que les ports de mer allemands cherchent en ce moment à manger dans l'assiette des ports du Benelux, n'avait pas tout à fait le sens qu'on pouvait lui prêter à première vue. Je pense, quant à moi, que les ports de mer allemands jouissent d'une très bonne position de départ, même dans le cadre de la C.E.E., ou précisément dans ce cadre, même s'ils sont naturellement obligés — et c'est là un effort que le traité entend stimuler — de faire exactement les mêmes efforts que nos amis ou concurrents des Etats du Benelux pour pouvoir affronter la concurrence.

Mais vous comprendrez sans doute que précisément dans cette partie de l'aire allemande, on ait intérêt tout particulier à voir aboutir à un résultat favorable les négociations sur la zone de libre-échange, de manière que l'activité économique dans le cadre des Six ne souffre d'aucun isolement et que notamment le commerce avec les Etats scandinaves et avec la Grande-Bretagne puisse être intensifié encore.

Ce à quoi nous devons d'une façon générale attribuer une grande importance, c'est que même les zones marginales — je songe là notamment à de vastes régions de l'Italie et de la France et aussi à certaines parties de la république fédérale d'Allemagne qui sont très mal situées du point de vue des communications — puissent avoir leur part de l'essor que nous appelons de nos vœux. Dans notre recherche d'une politique européenne des transports, nous devons nous demander dans quelle mesure les transports peuvent avoir aussi pour tâche d'apporter une aide dans ce domaine et dans quelle mesure les tarifs, dont j'estime comme M. Kapteyn qu'il faut absolument qu'ils suivent de près les coûts, permettant de soutenir cette revendication particulière, ou s'ils n'empêchent pas plutôt d'y faire droit. Une autre question serait de savoir quelles conséquences il nous faudrait tirer d'une telle analyse soigneusement conduite.

Nous aurons besoin encore, de beaucoup de travaux théoriques, de travaux de défrichement, avant de pouvoir marcher d'un pas décidé vers une politique européenne des transports. D'ici là toutefois, des nécessités urgentes et des considérations d'opportunité nous obligeront à nous livrer très tôt à des travaux concrets sur certains points qui me paraissent importants. Je songe notamment à quatre points sur lesquels nous prions la Commission de bien vouloir fixer tout particulièrement son attention.

En premier lieu, il y a le problème de la suppression des discriminations. Je crois qu'à cet égard, l'unanimité règne dans nos rangs.

En second lieu, nous devons faire le nécessaire pour obtenir aussitôt que possible, également en dehors du secteur charbon-acier, des tarifs nouveaux et clairement présentés, des tarifs qui offrent à l'utilisateur une meilleure vue d'ensemble et aussi un certain nombre d'avantages matériels.

En troisième lieu, il nous faut intensifier nos efforts en vue de créer un réseau routier européen continu.

Enfin, et ce sera mon quatrième point, je prie la Commission de veiller tout spécialement à l'harmonisation, autrement dit au rapprochement des conditions de travail dans les différents secteurs des transports, notamment dans les questions techniques. Ces dernières années, nous avons déjà fait un travail remarquable dans le domaine des chemins de fer. Il serait bon que, dans les transports par automobile et notamment les transports par camions lourds, un rapprochement des données techniques soit effectué, qui permettrait plus tard de faciliter le passage à une politique européenne des transports.

Je tiens cependant à faire remarquer aussi devant cette Assemblée combien étroitement les problèmes de la politique européenne des transports se rattachent ou peuvent se rattacher aux problèmes qui se posent à la politique nationale des transports. Je vous rappelle à ce propos la situation particulière de transports rhénans. Je m'exprimerai avec une prudence extrême car je sais que nous sommes là en face de problèmes nombreux et délicats. Il faudra probablement faire de très grands efforts pour parvenir à une entente sur tous les problèmes qui nous tiennent à cœur. Aussi bien en ce qui concerne les frais d'acheminement qu'en matière de fret, la situation particulière de la navigation sur le Rhin exerce de très sensibles répercussions sur la future politique européenne des transports, tout comme elle le fait dès maintenant sur la politique nationale des transports de la République fédérale d'Allemagne.

Permettez-moi de vous le dire très franchement, la situation des transports rhénans constitue actuellement un obstacle à la réglementation des transports dans la République fédérale et elle le restera jusqu'au jour où le régime du Rhin servira ou pourra servir de modèle au

régime général de la politique des transports, c'est-à-dire aussi longtemps que l'Acte de Mannheim n'aura pas subi une révision dans laquelle il aura été tenu compte des nécessités de notre temps.

Je me borne à effleurer cette question et je n'exprimerai pas d'opinion personnelle à ce sujet ; la situation me semble encore beaucoup trop confuse pour pouvoir le faire. Je vous ferai simplement remarquer que la position particulière des transports rhénans en ce qui concerne la formation des frets et aussi les frais d'acheminement exercera certains effets tout à fait naturels sur la situation de la République fédérale en matière de politique des transports. Suivant que nous laisserons telle quelle la situation sur le Rhin ou que nous la modifierons, et suivant la manière dont nous la modifierons, nous exercerons des effets naturels sur la situation de l'ensemble du marché commun en matière de politique des transports.

Un autre sujet que M. Kapteyn a déjà abordé, c'est la question de l'interprétation de l'article 83 du traité en ce qui concerne le comité consultatif qui y est prévu. Je pense à mon tour qu'il serait bon que ce comité des transports soit composé, si possible, d'experts indépendants et non pas principalement de représentants gouvernementaux ou de représentants d'intérêts économiques. Aux termes du traité, les gouvernements ne sont pas seuls à pouvoir, au gré de la répartition des tâches entre les différentes institutions, exercer une influence ; cette possibilité est donnée également aux organisations qui défendent des intérêts économiques, celles-ci pouvant agir par le canal des organismes auxquels ils sont subordonnés. Ce dont en revanche elles ont besoin pour promouvoir, du haut de la position qu'elles occupent, un développement de la politique des transports, c'est avant tout la collaboration d'experts aussi indépendants que possible. J'ai bien dit « aussi indépendants que possible » par souci de prudence et avec des réserves. Il serait indiqué que précisément cet organisme-là soit composé d'experts indépendants de cette sorte.

Il faut que nous nous rendions compte de ce que l'on ne peut évidemment pas imposer du jour au lendemain une politique européenne des transports. On ne peut pas davantage s'en faire une conception du jour au lendemain ; il y a trop d'intérêts nationaux véritables qui divergent et entre lesquels il faut établir un équilibre loyal et raisonnable, une compensation qui se justifie du point de vue de l'économie politique. Au sur-

plus, trop de préjugés — permettez-moi de le dire franchement — règnent dans les différents Etats, des préjugés qu'il nous faudra surmonter avec le temps.

Malgré cela, nous devrions adresser un appel aux gouvernements des Etats intéressés et les inviter à étudier les problèmes de la politique des transports et à éviter en tout cas, quand ils doivent prendre des décisions, de créer de nouvelles différences, de nouvelles réglementations divergentes. Dans les décisions qu'ils prendront sur le plan de la politique nationale des transports, ils ne devront jamais perdre de vue la nécessité de réunir en un appareil européen des transports les différents appareils nationaux des transports.

Mesdames et Messieurs, quelque absurde que cela puisse paraître, les auteurs des traités ne se sont résolus qu'avec beaucoup d'hésitation à inclure dans le traité le domaine de la politique des transports. J'ai dit absurde, parce que de tous les temps les transports ont eu à s'acquitter d'une tâche qui aide à relier entre eux les peuples. Je pense qu'à notre tour, en notre qualité de membres de cette Assemblée parlementaire — et je suppose que telle est également l'opinion de la Commission — nous devrions considérer que précisément les transports et la politique des transports sont appelés, sur plus d'un point, à ouvrir et à aplanir la voie sur laquelle nos peuples européens se rencontreront pour créer une Europe unie.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Lichtenauer.

M. Lichtenauer. — (N) Monsieur le Président, les transports ont toujours, dans toutes nos réunions et aujourd'hui encore, suscité un vif intérêt ; ce n'est pas étonnant, puisque, l'objectif de la Communauté européenne étant de parvenir à la liberté de circulation des biens et des personnes, les transports sont, dans le corps de la Communauté, les vaisseaux à travers lesquels la libre circulation doit s'effectuer aussi vite et aussi parfaitement que possible.

Nous voyons aussi que, pour tous les problèmes qui se posent dans la Communauté — je pense aux difficultés soulevées par les transports de charbon et aux difficiles négociations concernant divers problèmes de transport — l'inquiétude ne cesse de régner, alors que, par

ailleurs, on témoigne d'un intérêt énorme pour ce qui se fait dans notre Assemblée à cet égard. Je songe en particulier au rapport plusieurs fois cité de M. Kapteyn et je me souviens que nous avons entendu déclarer à une session précédente que la conférence des ministres européens des transports n'avait pas jugé nécessaire d'inclure l'étude de ce rapport dans ses activités.

Je poserai donc à la Commission une première question concrète. Sait-on quelque chose de plus sur l'intérêt de ces milieux pour le rapport de notre commission des transports ?

Si nous considérons ce grand intérêt, nous sommes cependant, comme M. Kapteyn l'a déjà fait observer, un peu déçus de ce que dit le premier rapport annuel de la Commission de la C.E.E. au sujet des transports ; en un certain sens, nous avons une compensation, puisque M. Hallstein a comblé ce vide dans le discours déjà cité qu'il a tenu en septembre 1958 à Rotterdam. Son discours a eu en tout cas le mérite de délier beaucoup de langues, ce qui naturellement ne signifie pas forcément — en tout cas pas non plus pour moi — que l'on ait été d'accord avec toutes les remarques qu'il a faites.

La question de savoir où se trouvent les limites de la liberté de manœuvre dont jouit un membre de la Commission de la C.E.E. lorsqu'il parle en public des questions qui relèvent d'elle, cette question intéresse au premier chef non pas nos experts en matière de transports, mais la commission des affaires politiques.

Ce qui m'a frappé dans tout cela, c'est que jusqu'à présent on a considéré les problèmes de transport surtout d'un point de vue philosophique. La Communauté des six pays paraît être à la recherche d'une théorie en matière de politique des transports ; différents articles du traité l'y incitent.

L'article 79 du traité de Rome, relatif aux discriminations, est un des premiers à en fournir l'occasion. En matière de transports, les discriminations font partie des cauchemars de notre époque. Mais il faut se rappeler la sagesse classique qui s'exprime dans l'adage *primum vivere, deinde philosophari*. Jusqu'ici, à force de philosopher, nous avons peut-être perdu de vue que les dispositions du traité permettent une extension de la politique générale des transports. Je songe à l'article 74, joint à l'article 3, lettre c, du traité de Rome, où il est question de l'abolition des obstacles à la libre circulation comme moyen

d'atteindre l'objectif de l'article 2 qui est de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté et des relations plus étroites entre les Etats qu'elle réunit.

Or, M. Hallstein a fait remarquer à juste titre dans son discours du 12 septembre que les transports sont compris dans les objectifs de la Communauté, qu'il sont aussi bien le sujet que l'objet du développement du potentiel économique des Etats européens. C'est pourquoi je voudrais considérer les transports en premier lieu comme un moyen d'aider à atteindre les objectifs de la Communauté.

Je ne voudrais certainement pas les considérer comme les serviteurs de la vie économique, comme un élément d'« économie communautaire ». Dans le discours de M. Hallstein, cette possibilité est mise au même rang que d'autres, mais je crois qu'après l'adoption du rapport Kapteyn par notre Assemblée ce n'est plus guère possible à proprement parler et, en outre et surtout, que ce serait contraire à l'article 78 du traité qui oblige l'autorité à tenir compte de la situation économique des transporteurs.

M. Hallstein l'a dit en des termes heureux :

« Ce serait méconnaître l'importance des transports que de n'y voir qu'un instrument technique au service du reste d'une économie à laquelle ils seraient subordonnés ; bien plus, les transports doivent être considérés comme un stade de production aussi important que le stade initial de la production même. »

Voilà une conception qui forme aussi mon point de départ. C'est conformément à elle que la conférence permanente des chambres de commerce des pays de la C.E.E. a examiné en particulier cette question et adopté en ce sens, le 28 octobre 1958, une assez longue résolution où il est dit clairement que les transports revêtent une importance particulière dans le marché commun parce qu'ils constituent un important secteur industriel.

Notre première tâche est donc de permettre autant que possible aux transports de se développer et de jouer leur rôle.

Le groupe démocrate-chrétien, je puis le déclarer en son nom, attache la plus grande importance à ce que la Commission de la C.E.E. s'occupe sérieusement des problèmes pratiques

que pose l'élargissement des possibilités de transport.

Nous avons beaucoup parlé jusqu'ici de la réglementation dans un cadre existant et négligé peut-être un peu trop une tâche plus importante encore, qui est d'élargir ce cadre et de l'adapter davantage au rôle des transports dans l'intérêt de la prospérité de l'ensemble de la Communauté.

Chez les auteurs et dans les discussions sur les problèmes de transport, on utilise trop souvent une terminologie controversée et on oublie peut-être que les meilleurs concurrents sont des concurrents satisfaits, parce qu'ils causent le moins de difficultés.

Dans les différents secteurs qui nous intéressent, on pourrait fort bien se passer de toutes sortes de mesures désagréables et déplaisantes, s'il n'y avait pas de prémisses désagréables, elles aussi, et déplaisantes. Plus la prospérité est grande moins il est nécessaire de parler d'aide sociale ; plus la paix est générale, moins il faut d'armements ; moins il y a d'épidémies, moins il est nécessaire de recourir à la vaccination. De même, il serait moins nécessaire de parler de coordination, d'harmonisation et d'autres monstres du musée des horreurs terminologiques si on parvenait à faire plus de place et à donner plus d'activité aux transports.

Si nous prenons le réseau routier existant dans la Communauté, nous constatons que la plupart des routes dans la plupart de nos pays convergent vers un point central de ces pays et qu'elles ne sont donc pas conçues comme des routes européennes. Il ne suffit pas de faire le long des routes des bordures vertes avec des numéros. Il s'agit essentiellement d'étudier quel est le système qui assure le mieux la liberté de circulation dans la Communauté.

Si l'on examine de près la distribution générale du système routier, on aperçoit que la situation n'est pas toujours satisfaisante du point de vue de la Communauté.

Nous croyons que les régions frontalières ont parfois été mal pourvues. Je songe notamment à la région frontalière située entre la Belgique et les Pays-Bas, où le système routier ne forme absolument pas une unité. Je songe aux mauvaises liaisons le long de la frontière de l'Allemagne occidentale. Je songe à l'absence de bonnes routes modernes entre les Pays-Bas et le

bassin de la Ruhr et même entre la Ruhr et les ports maritimes allemands et d'autres régions de l'Allemagne, tout comme il n'existe pas de bonne communication entre les ports allemands et néerlandais.

Dans la mesure où des routes existent, elles ne répondent pas au puissant développement du trafic routier de ces dernières années. Si nous considérons le fort accroissement du trafic automobile et si nous prenons la proportion d'une auto pour six habitants, nous constatons, en adoptant comme base la situation en 1954, une augmentation du double en France, de deux fois et demie en Belgique, de quatre fois en Allemagne occidentale, de cinq fois aux Pays-Bas et de six à sept fois en Italie. Et je ne parle encore que de la proportion de un pour six, et non pas d'une situation comme celle des Etats-Unis, où la proportion est d'une auto pour 2,7 habitants.

Mais en somme pourquoi n'arriverions-nous pas à une telle densité de circulation en Europe occidentale ? Je crois même que nous devons y arriver ; si nous réussissons dans l'accomplissement de notre tâche, ce changement en sera la conséquence naturelle. Dans ces conditions, la capacité de certaines routes de mon pays devrait être décuplée. Il y a donc là un problème énorme et une tâche immense. Là encore, il y a place pour un travail constructif. Et je me demande alors : Que faisons-nous en pratique ?

A cet égard, le discours de M. Hallstein contient des remarques sur la situation de Hambourg. Etant donné ce que M. Kapteyn dit dans son rapport, je me demande si à Hambourg la situation est aussi mauvaise qu'on nous le décrit. Cette ville ne donne certainement pas une impression de misère ni de détresse à ceux qui ont eu le privilège d'y séjourner. Sachant que Hambourg fournit du travail à 17.500 dockers, contre seulement 13.000 à Rotterdam, on n'a certainement pas l'impression d'une situation fâcheuse.

Mais à part cela, si des mesures sont nécessaires, je me demande quel sens il y a à invoquer l'article 82 du traité et les mesures prises pour compenser les conséquences de la division de l'Allemagne. Pourquoi faut-il songer aux tarifs de concurrence de l'article 80 ? Pourquoi mettre tant de bon argent dans une mauvaise affaire qui en a déjà mangé tellement et qui, au surplus, n'intéresse plus personne ? Pourquoi ne pas songer plutôt à la création d'un réseau de communications donnant toute satisfaction également dans cette partie de l'Europe ? On aurait au

moins un bien de valeur durable, on ferait quelque chose d'utile pour les régions que traverseraient ces nouvelles routes ou ces nouveaux canaux. De plus, on n'irriterait pas les concurrents, qui considèrent que ces tarifs sont dirigés contre leurs intérêts.

Je suis convaincu que si on s'orientait et si on travaillait davantage en ce sens, beaucoup de casse-tête évoqués dans le rapport de M. Kapteyn deviendraient moins agaçants. J'en donnerai un exemple très significatif.

Je pense à la situation de la Bavière orientale, région frontalière de l'Allemagne en bordure du rideau de fer. Elle est relativement éloignée et un remède devrait pouvoir être trouvé. Il existe pour cette région de l'Europe le plan déjà ancien et progressivement réalisé du canal Rhin-Main-Danube. Je me demande ce qui, dans le domaine des transports européens, s'impose plus évidemment qu'un effort de toute l'Europe pour construire ce canal !

Je songe ensuite à l'article 130, lettre c, du traité de Rome, qui concerne la Banque européenne d'investissement et où il est dit que la banque facilite le financement des projets d'intérêt commun pour plusieurs Etats membres qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des Etats membres.

Je me demande si la construction de ce canal Rhin-Main-Danube n'est pas le type même de la tâche à laquelle toute l'Europe doit s'atteler avec l'aide de la banque. En même temps, ce canal sera pour l'Europe un lien avec l'Autriche. Est-il un autre objectif que l'on puisse considérer comme plus européen ?

Je songe aussi au dernier rapport de M. Kapteyn où il est dit que la Commission de la C.E.E. devra veiller à développer ses relations avec l'Autriche et avec la Suisse, suivant l'exemple de la Haute Autorité de Luxembourg ; l'idée vient alors tout naturellement d'améliorer les communications avec l'Autriche au moyen de ce canal. On pourrait aussi envisager de régulariser le cours du Rhin en amont de Bâle, ce qui permettrait d'améliorer les communications avec la Suisse et aussi avec l'Autriche par le lac de Constance. Je pense également aux nombreux autres plans : communication directe entre le lac de Constance et le Danube, jonction du Neckar et du Danube.

Tous ces projets sont du plus haut intérêt pour les transports européens et pour l'accroissement de la prospérité par le moyen des transports dans de vastes régions de l'Europe.

Je me demande si ces problèmes ne méritent pas d'attirer l'attention de la Commission de la C.E.E. et de notre Assemblée au moins autant que toutes les coordinations, harmonisations et autres mots en -tion.

Je crois savoir que l'on a déjà entrepris des démarches auprès de la Banque d'investissement en vue d'accélérer considérablement la construction du canal Rhin-Main-Danube. C'est pourquoi — et voici ma deuxième question concrète — je demande à la Commission de la C.E.E. si elle est au courant de ce problème et, dans l'affirmative, ce qu'elle peut nous communiquer à ce sujet.

Il y a encore beaucoup d'autres exemples dont je parlerai cependant plus brièvement. Je songe aux canaux de l'est de la France, qui peuvent être considérés plutôt comme un obstacle à la navigation rhénane que comme une possibilité de l'intensifier. Je songe à l'absence de jonction entre voies d'eau françaises et belges, par exemple sur le canal du Nord qui n'a pas de communication convenable avec l'Escaut, et à tant de faits de ce genre qui peuvent être importants pour l'augmentation pratique du trafic.

J'ai été heureux de voir, aux paragraphes 14 et suivants du rapport de M. Van Campen sur les investissements, aborder ce problème dans le même esprit, mais sous un angle différent. Il y a donc là visiblement une question de portée européenne à laquelle on est conduit par différentes voies.

On peut même aller plus loin. On peut songer à ce qui se passe en Europe orientale pour l'Elbe, l'Oder, la Vistule et les communications entre ces fleuves — des projets déjà anciens à vrai dire — et rappeler ce que M. Duvieusart a dit à notre session de novembre lorsqu'il parlait de l'Euratom. Est-il absolument inconcevable, a-t-il demandé, qu'à propos de ces problèmes pratiques qui suscitent moins de méfiance que les problèmes politiques on puisse trouver un début de rapprochement avec les pays d'Europe orientale sur la base de l'article 238, qui prévoit une forme d'association et qui permet une action commune entre l'Europe des Six et d'autres pays ?

Dans ce même ordre d'idées, je citerai en dernier lieu l'assainissement de l'exploitation des chemins de fer.

M. De Block a déjà parlé des chemins de fer. C'est en effet un problème difficile, mais je crois qu'il est urgent d'assainir par des moyens énergiques plusieurs de ces entreprises malades. Il est réjouissant de constater que, dans certains pays déjà, des voix se font entendre en ce sens. Il y aurait là une activité incontestablement plus importante que de continuer à aider de telles entreprises avec les fonds publics.

Sur tous ces points on peut heureusement trouver quelques indications dans le premier rapport annuel de la Commission de la C.E.E. ; je pense en particulier au paragraphe 130, dans lequel la Commission annonce un examen d'ensemble du problème de la création d'un véritable marché commun des transports, c'est-à-dire du problème de la suppression progressive des obstacles qui s'opposent à la prestation de services de transport à l'intérieur de la Communauté.

Je trouve également encourageant le programme que la Commission a publié le 21 octobre sur les mesures qui doivent être prises à court terme dans le secteur des transports. Il est notamment question de rassembler des données sur les programmes d'investissement et sur les plans de modernisation en cours de réalisation ou encore à l'état de projet, entre autres sur le réseau routier qui revêt une importance internationale.

Monsieur le Président, il peut y avoir loin de l'étude à la réalisation, mais nous ne devons pas perdre de vue que l'étude est toujours nécessaire au préalable et c'est pourquoi nous sommes heureux de trouver des indications à ce sujet dans le rapport de la Commission de la C.E.E.

Je n'ignore pas du tout que bien des thèmes que j'ai cités sont en premier lieu du ressort des gouvernements nationaux, mais je pense que nous ne devons pas non plus perdre de vue que l'article 155 du traité de Rome donne à la Commission de la C.E.E. le pouvoir de formuler des recommandations ou des avis si elle l'estime nécessaire. J'espère qu'elle usera de cette faculté pour envisager les problèmes pratiques d'un point de vue européen et pour les soumettre à l'attention des gouvernements nationaux.

Pour ce faire, elle devra naturellement entendre d'abord le comité consultatif d'experts européens ; elle peut heureusement le faire maintenant puis-

que, nous l'avons appris aujourd'hui par télex, le dernier des six pays qui ne l'avait pas encore fait vient de nommer ses experts appelés à siéger dans ce comité.

Nous pouvons être déçus qu'il n'ait pas été suffisamment tenu compte, selon nous, du vœu exprimé par la commission des transports de notre Assemblée qui souhaite que ce comité compte aussi peu de personnalités intéressées que possible ; mais, quoi qu'il en soit, il existe à présent et nous espérons qu'on ne tardera pas à le consulter. Nous espérons aussi que les rapports concernant l'activité de ce comité seront régulièrement soumis à l'Assemblée parlementaire. Dans cet ordre d'idées, je formule ce même vœu en ce qui concerne les études entreprises par la Commission de la C.E.E. ; en effet, Monsieur le Président, une étude terminée peut être très proche du stade de la réalisation.

C'est pourquoi la période des études est la plus indiquée pour la discussion fructueuse de ce qui doit venir ensuite.

Ainsi pouvons-nous à mon avis travailler utilement, et de façon aussi bien positive que négative, pour l'Europe : de façon positive si nous servons les intérêts européens, et de façon négative si nous pouvons enlever des échardes de la chair de l'Europe en apportant des améliorations là où c'est nécessaire.

Je trouve encore un appui dans la note que l'Union des industries de la Communauté européenne nous a adressée le 29 septembre 1958 concernant le rapport de M. Kapteyn et dans laquelle elle indiquait qu'elle attachait un intérêt particulier à la modernisation des routes et des installations et équipements portuaires, sur la base de la rentabilité, en liaison avec un système routier européen uniforme et continu. Je puis encore me référer à une remarque de M. Hallstein, selon laquelle il faut procéder à la réglementation des transports sous l'angle d'une communauté supranationale d'intérêts.

Cette œuvre utile peut maintenant être entreprise puisque, suivant le traité de Rome, l'intégration n'est pas limitée à certains secteurs commerciaux et industriels et qu'elle comprend aussi le marché des transports. On peut aussi s'exprimer d'une façon très savante comme il est fait dans une note de la Haute Autorité qui dit que dans ce domaine on ne se heurte pas aux limites que pose l'intégration par secteurs isolés.

J'estime qu'il serait bon et sage de tirer aussi vite que possible des conséquences et de ne plus tenter de faire dépendre les problèmes de transport d'une décentralisation par secteur. A ce propos, j'ai le regret de rappeler la résolution du 27 juin 1958 dans laquelle l'Assemblée a déclaré sans équivoque possible que les problèmes de transport devraient être examinés par un service unique, un service commun aux différentes Communautés.

A la lumière de ce que j'ai exposé jusqu'ici, ce n'est pas une question de préférence ni d'ergotage ; c'est selon moi simplement une nécessité, car on ne peut pas construire des routes spéciales pour le charbon, le fer et l'acier ou d'autres produits ; le marché des transports est par nature indivisible. Tout cela est encore plus vrai si on songe que d'autres terres sont encore en friche, où tout partage est également exclu.

Je pense à la politique fiscale en matière de transports. A ce stade et dans cette Assemblée, il faut appliquer l'adage *nomina sunt odiosa*. Je rappellerai donc de façon anonyme qu'en matière de taxe sur le chiffre d'affaires, de droit à l'importation sur l'essence dans les réservoirs d'autos et de droits supplémentaires sur les transports, il existe encore dans les différents pays de la Communauté une politique fiscale qui est incompatible avec les objectifs de la Communauté.

A cet égard, je me réfère au deuxième alinéa de l'article 95 du traité de Rome : « Aucun Etat membre ne frappe les produits des autres Etats membres d'impositions intérieures de nature à protéger indirectement d'autres productions. » Une politique fiscale qui empêche les courants de transport de circuler librement porte indirectement préjudice à d'autres productions.

Il y a également l'article 99 : « La Commission examine de quelle façon les législations des différents Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accise et autres impôts indirects... peuvent être harmonisées dans l'intérêt du marché commun. »

Cela vaut également pour les impôts indirects sur les transports. Au surplus, je suggère sérieusement à la Commission qu'elle se rappelle l'article 155 du traité de Rome.

Une autre tâche commune, c'est l'établissement de statistiques des transports. Sur ce point, la Direction des commissions et études parlementaires a publié le 15 octobre 1958 une étude sur

les statistiques des transports routiers, étude qui ne contient pas que des éléments rassurants. Je pense qu'à cet égard on devrait tirer profit du travail magnifique accompli en ce domaine par la Haute Autorité à Luxembourg et qu'on devrait éviter de rechercher de nouvelles bases de départ pour ce travail.

Un autre héritage du passé, c'est la prétention de réclamer aux entreprises de transport la publication préalable de leurs tarifs. En ce qui concerne la C.E.C.A., je pense que cette exigence est en contradiction avec l'article 70 du traité instituant cette Communauté.

Heureusement, le traité de la C.E.E. n'oblige nullement à cette publication ; néanmoins, je constate que ce point constitue un des objets des études entreprises par la Commission de la C.E.E. Il me semble que la rigidité qu'implique une publication préalable est propre à compromettre la vie de la libre entreprise. La possibilité de recevoir des contre-propositions suffit en pratique pour obtenir, en matière de marché des frets, les informations qui sont nécessaires à la vie économique.

Dans la mesure où ils l'estiment licite, les entrepreneurs de transports procèdent eux-mêmes à la publication de leurs tarifs, mais je crois qu'il serait peu sage d'insister sur ce point et de les contraindre à procéder à une publication formelle qu'ils ne jugent pas nécessaire. Heureusement, on s'en rend compte de plus en plus.

A ce sujet, je signalerai un avis remarquable qui a été formulé le 21 octobre 1958 par le Conseil économique et social des Pays-Bas. Le document vous a été remis, mais je ne sais pas si tous les membres de l'Assemblée sont en possession de la traduction. Ce Conseil est composé sur base paritaire d'employeurs, de travailleurs et de représentants de l'intérêt public. La commission des transports de ce Conseil, où ces trois catégories sont également représentées, s'est prononcée à l'unanimité dans ce rapport contre l'obligation de publier les tarifs.

Je trouve un son de cloche identique dans une déclaration belge, le rapport de M. Delmer intitulé : « Coordination des transports européens », publié à Bruxelles en mai 1958. Ceux qui ont eu le privilège d'avoir M. Delmer comme adversaire seront parfaitement convaincus de sa compétence en matière de transports et apprécieront vivement ses déclarations écrites et orales en ce sens.

Je ne puis m'empêcher de penser qu'à Luxembourg on tente de faire une sorte de lavage de cerveaux en nous mettant en face d'une déclaration de l'Interstate Commerce Commission des Etats-Unis d'Amérique. Effectivement, une des tâches de cette commission est de publier les tarifs de transport. Nous avons été heureux que des représentants qualifiés de cette commission visitent l'Europe et nous nous félicitons d'avoir pu les entendre. Mais cela ne veut pas dire que tout ce qui se passe en Amérique doive aussi se passer ici. Pour cela, les situations sont par trop différentes. Autre chose est de confier la garde d'un *beefsteak* appétissant à un herbivore et autre chose est de le confier à un carnivore. Il en va de même quand on veut pratiquer à tout prix la même politique dans deux milieux différents.

Au surplus, il y a même en Amérique une forte opposition contre les principes de l'Interstate Commerce Commission.

La revue « *Fortune* » de février 1957 a publié un article très fouillé sur ce sujet ; on parlait du « grand cartel américain des frets ». Il me semble que c'est là un son de cloche alarmant au sein de la C.E.E. Il y a longtemps que nous aurions pu connaître cet article. D'autres articles ont encore suivi en septembre et en octobre 1958 dans cette revue, déclarant cette politique révolue et faisant allusion à un tournant dans la politique américaine des transports et à un nouveau *Transportation Act*.

Il me paraît que si nous voulons avoir des nouveautés d'Amérique, nous devons être plus universels que ne le permettent nos seules acquisitions. J'insiste sur ce point, parce que le danger, généralement moins grand en Amérique, existe davantage en Europe que de telles mesures nous fassent donner dans des aberrations dirigistes.

Je me souviens d'une remarque que le professeur Hallstein a faite à la page 3 de son discours de septembre où il parlait d'un « *geordneter Markt des Transportwesens* » (« marché des transports organisé »).

Point n'est besoin d'avoir toujours peur d'un mot — dont le contenu peut être mauvais ou bon — mais je reculerai devant ce « marché organisé » s'il signifiait que, sous de belles paroles, les transports pourraient être utilisés à des fins étrangères au trafic ou, comme disait le professeur Hallstein, « *Ziele die ausserhalb der ökonomi-*

schen Transportgeschäfte liegen » (« des objectifs qui se situent en dehors de l'aspect économique des transports »).

Je pense qu'il ne faut pas imposer aux entreprises de transport de charges extrinsèques découlant d'objectifs politiques généraux. Si on exige des modes de transport qu'ils fassent des prestations particulières de ce genre, l'Etat qui les réclame pour des raisons qui le regardent ne doit pas mettre les frais qui en résultent à la charge du compte d'exploitation de l'entreprise de transport.

A cet égard encore, je me réfère à l'avis du Conseil économique et social néerlandais que je viens de citer.

Si on agit de la sorte, il sera moins nécessaire de songer aux tarifs de soutien de l'article 77, aux tarifs de concurrence de l'article 80 ou aux mesures spéciales de l'article 75. Toutes ces mesures spéciales de soutien seront moins nécessaires et moins souhaitables que jamais, si on dégrève les transports des charges qui leur sont étrangères.

Pour guérir les malades, point n'est besoin de se mettre en frais pour des fortifiants, pour des cures balnéaires dispendieuses et pour tous ces autres débours peu productifs qui peuvent grever lourdement le budget de fonctionnement de la C.E.E. comme celui d'un ménage particulier.

Quant à l'avenir, je dirai que prévenir, qui vaut mieux que guérir, ne pourra que favoriser le développement du marché européen des transports. Il y a là, en particulier pour les institutions européennes et pour notre Assemblée, une belle tâche à laquelle, je l'espère, elles s'attelleront vigoureusement et à l'unisson.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Helmut Schmidt.

M. Helmut Schmidt. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de faire, non pas au nom de mon groupe mais à titre personnel, quelques observations qui ne me sont nullement dictées par le rapport de M. Kapteyn, mais que m'inspire la discussion que nous venons d'avoir.

Je viens d'une grande ville maritime d'Allemagne, j'y suis né, j'y ai été élevé et plus tard

j'y ai aussi été élu ; il m'en coûte donc de ne pas parler de la question des ports qui a été touchée par quelques-uns des orateurs qui m'ont précédé. Je résiste d'autant plus à cette tentation que mon collègue, M. Müller-Hermann, qui est mon adversaire de longue date, a présenté à ce sujet quelques observations auxquelles je peux m'associer sans réserve.

Mais du moment qu'on a parlé à ce propos de conditions géographiques, permettez-moi de rappeler, ne fût-ce qu'en deux mots, la division de l'Allemagne en deux zones qui a créé — en tout cas passagèrement — en matière de géographie économique et de géographie des transports des conditions qui exigent des mesures compensatoires propres à y faire contrepoids.

Mais, comme je l'ai dit, je n'entends pas du tout parler de cette question ; je partirai plutôt des remarques de mon ami M. Kapteyn sur la peinture moderne. Il a parlé du douanier Rousseau et de la dernière manière de Picasso. Eh bien ! Rousseau a fait de la peinture très naïve et dans sa dernière manière Picasso fait de la peinture très abstraite. Il me semble que ni l'un ni l'autre ne peuvent encore être considérés comme des peintres européens classiques et qu'ils ne sont pas des modèles dont il convienne indiscutablement de s'inspirer lorsqu'il s'agit de concevoir une politique européenne des transports.

D'autre part, à ce premier stade du développement du marché commun, il peut être difficile d'indiquer une voie praticable qui ne soit ni naïve ni abstraite.

Il me semble — c'est une remarque qu'il est peut-être permis de faire à l'intention de mesdames et messieurs les membres de l'Assemblée qui ne s'intéressent pas principalement au problème des transports — que dans le cadre du marché commun le domaine des transports est peut-être comme l'agriculture — mais je ne saurais en juger personnellement — un domaine extrêmement difficile et compliqué. S'il en est ainsi, c'est parce que déjà dans chacun des six pays les discussions sur la coordination, c'est-à-dire sur la coexistence de la navigation intérieure, des chemins de fer et des transports routiers se déroulent d'une manière très hétérogène, sauf peut-être dans un seul de ces pays ; il faut encore ajouter que ces discussions très hétérogènes se poursuivent dans les six pays alors que les systèmes qui se sont développés avec le temps dans ceux-ci et grâce auxquels on s'efforce de laisser coexister les trois modes de transport,

sont absolument différents. Dans chacun des six pays, la politique des transports apparaît donc comme un réseau de barbelés, comme une jungle, en tout cas à ceux qui n'ont pas pour profession principale de s'en occuper et qui ne l'examinent que de temps à autre, de loin ou à travers des rapports, comme c'est votre cas pour le moment, Mesdames et Messieurs.

Il faut ajouter que ces discussions ne s'inspirent souvent pas uniquement du point de vue des intéressés, comme on l'a mentionné aujourd'hui, mais qu'elles partent souvent de profondes considérations philosophiques — pour ne pas employer l'expression allemande de *Weltanschauung* — d'idées sur le monde et la vie. Il y a ainsi des philosophies des chemins de fer, des doctrines des transports routiers, et ainsi de suite.

Dans le cadre des six pays, la situation en devient d'autant plus compliquée; et si, à l'exemple de mon ami M. Kapteyn, je peux recourir à la peinture pour une comparaison, je dirai qu'il s'agit dans l'ensemble de tableaux extrêmement pointillistes. Il faut regarder les tableaux de loin pour pouvoir discerner des lignes communes.

Il me semble qu'il faudra donc que la Commission européenne aussi bien que l'Assemblée et sa commission des transports regardent d'abord les faits d'assez loin pour réussir à tracer des lignes nettes. La commission des transports de notre Assemblée a hérité une très jolie base de discussion de la commission des transports de l'Assemblée qui nous a précédés, l'Assemblée Commune: je veux parler du rapport Kapteyn qui est devenu entre temps justement célèbre.

Vous apprendrez peut-être avec intérêt qu'au cours des prochains mois la commission des transports de notre Assemblée étudiera les positions prises jusqu'ici sur ce rapport dans diverses parties de l'Europe et que cette méthode lui permettra peut-être de se faire elle-même une opinion. Je suis convaincu quant à moi que ce travail pourra durer pas mal de temps.

Je pense aussi qu'il ne sera pas facile à la Commission de la C.E.E. d'arrêter ses idées et que pour y parvenir il lui faudra du temps. C'est pourquoi il me semble qu'elle n'a pas eu tort de ne pas dire grand-chose, dans son « Premier rapport général », sur les problèmes de fond que pose une politique commune des transports.

Je ne veux pas présenter de nouvelles thèses qui viendraient s'ajouter aux différentes thèses

que beaucoup de personnes intelligentes et compétentes, et en partie aussi des personnes moins intelligentes et moins compétentes, ont mises en circulation; il n'y en a déjà que trop. Je suis au contraire d'avis que dans son discours de Rotterdam, qui a déjà été cité plusieurs fois aujourd'hui, le président de la Commission de la C.E.E. a formulé une remarque qui mérite d'être soulignée ici, à savoir que la Commission a l'intention de procéder d'après des méthodes empiriques. Etant donné que nous nous trouvons devant un tel maquis de thèses et de théories philosophiques, il est peut-être très bon que l'on essaie d'agir empiriquement, c'est-à-dire en partant des nécessités qui s'imposent. Pour ma part, je veux simplement mettre en garde ceux que cela concerne contre toute hâte excessive qui pourrait un beau jour nous amener à faire une sorte de procession dansante...

Permettez-moi, pour terminer, de rentrer dans le domaine cher à mon ami Kapteyn et de donner un exemple emprunté à la peinture. Je pense qu'on devrait se rendre compte de ce que dans cette matière très compliquée que sont les transports, il faut laisser aux problèmes le temps de mûrir afin d'obtenir finalement des tableaux vraiment aussi nets et lumineux que les mosaïques de Ravenne.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Au nom de la Commission de la Communauté Economique Européenne, la parole est à M. Lambert Schaus.

M. Lambert Schaus, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je tiens tout d'abord à remercier M. le Rapporteur pour son rapport, tant écrit que verbal, sur le chapitre des transports, rapport clair, précis et, je dois le dire, très compréhensif pour la Commission.

Je remercie également les orateurs qui ont pris la parole dans ce débat, pour les idées qu'ils ont émises, dont nous avons pris acte et que nous étudierons. Sur un certain nombre de ces idées, nous sommes d'accord, mais il en est certaines autres, telles celles qui concernent la publication des tarifs, pour lesquelles subsistent encore des divergences de vues assez profondes.

Il appartiendra à la Commission de la Communauté Economique Européenne de formuler des propositions pour une politique commune des

transports. Et puisqu'on a parlé peinture, j'accepte à mon tour la dernière image de M. Schmidt, celle des mosaïques de Ravenne. J'aime Picasso, j'aime aussi le douanier Rousseau, mais vraiment je préfère les mosaïques de Ravenne, et je crois que c'est ainsi que nous devons opérer : faire du petit travail, mais un travail cohérent qui, à la fin, donnera une image harmonieuse, nous l'espérons, sinon radieuse.

Je ne voudrais pas, Mesdames, Messieurs, allonger ce débat en répétant ce que déjà vous connaissez. Nous avons eu, dans nos contacts à la commission parlementaire des transports, très souvent l'occasion d'examiner des questions qui nous paraissaient simples et d'échanger nos vues. Vous avez pu constater, je l'espère, que la Commission de la Communauté Economique Européenne est toujours prête à accepter vos vues lorsqu'elle les estime réalisables.

Nous continuerons à agir de même dans l'avenir, et je puis vous assurer que nous avons l'intention, comme nous y avons tout intérêt, à vous associer, à associer le Parlement et surtout sa commission, à notre activité future. Je n'insisterai pas autrement sur les idées générales qui ont été émises par les divers orateurs; nous devons les examiner et nous prendrons position à leur sujet par la suite.

Il a été aussi question dans ce débat, du discours, déjà célèbre, qu'a prononcé notre président il y a quelques mois, à Rotterdam. J'ai constaté avec grand plaisir que la plupart des orateurs de cette Assemblée sont d'accord au moins avec la généralité des idées que notre président a eu le courage d'émettre — ce dont votre commission par la voix de M. Kapteyn se félicite — idées qui sont maintenant soumises à la discussion publique.

M. Kapteyn, intervenant en son nom personnel tout à l'heure, s'est quelque peu fâché. Cela peut lui arriver. (*Sourires.*) Il a dit : « Vous avez peint de moi un faux tableau. » Mais M. Kapteyn voudra bien y réfléchir. Ne sommes-nous pas tous un peu des personnages à la recherche d'un auteur? Savons-nous ce que l'on fera un jour de notre personnage?

Si j'ai bien compris son intervention, M. Kapteyn a dit : « Wer mich nicht verstehen kann, der lerne besser lesen. » Tel était en tout cas le sens de son intervention. Je crois, Monsieur Kapteyn, que notre président serait en droit de

vous répondre la même chose et de vous dire : « Relisez mon discours, je n'ai jamais dit et même jamais voulu dire ce que vous me faites dire. »

Ce sera la conclusion de ma brève intervention sur le discours de notre président, et vous me permettrez de poursuivre maintenant mon exposé sur le plan général.

Mesdames, Messieurs, nous avons fait connaître à votre commission parlementaire les principales questions que nous voulons étudier dans le futur et surtout dans l'immédiat. Je n'insisterai pas outre mesure.

Il va de soi que la première question sur laquelle nous devons prendre position et qui sera soumise à notre comité consultatif est celle de la mise en application de l'article 79 du traité.

Une autre question qui nous a été particulièrement recommandée par votre commission parlementaire a trait à l'application du second alinéa de l'article 84 du traité et concerne l'extension de la compétence de la Communauté à l'aviation civile. Nous étudions cette question et nous pensons que notre comité consultatif pourra faire rapport dans très peu de temps sur ce point, de sorte que nous prendrons également contact avec vous à ce sujet.

Vous connaissez l'historique de cette question : il y a eu en 1951, en Italie, le plan du comte Sforza; la France a eu le plan de M. Bonnefous, enfin M. Van der Kieft, aux Pays-Bas, a formulé également des propositions pour l'aviation dans le cadre européen.

Cette idée a été reprise à Messine et, à la suite de la conférence qui s'y est tenue, un chapitre a été consacré, dans le rapport Spaak, à l'aviation sur le plan européen.

Or, nous avons constaté qu'au moment où les gouvernements sont passés du domaine de l'étude théorique du rapport Spaak à celui des négociations, il n'a plus été question de l'aviation. On a tout simplement prévu, au second alinéa de l'article 84 du traité, la possibilité d'étendre la compétence de la Communauté à l'aviation.

Nous ferons les études en question, nous les discuterons avec vous si nos conclusions nous le permettent et nous proposerons de la part de la

commission et avec votre accord aux six gouvernements d'étendre la compétence de la Communauté à l'aviation civile.

Un autre problème nous occupe, voire nous préoccupe, dans le cadre des transports, celui des pipe-lines. Dans son remarquable rapport sur la coordination des transports européens, M. Kapteyn a déjà souligné l'importance de cette question au chapitre 4, pages 55 à 57 de l'édition française. C'est là effectivement, à l'heure actuelle, un problème urgent. Les pipe-lines et tout ce qu'ils comportent constituent d'abord, pour la politique de nos trois Communautés, un problème énergétique. En effet, la C.E.C.A., l'Euratom et notre Communauté y sont intéressés. Mais les pipe-lines intéressent aussi les transports. Ils constituent un progrès, en ce sens que le prix de revient de certains transports peut diminuer; ils représentent aussi un nouveau mode de transport susceptible de concurrencer les anciens. C'est donc un problème qui mérite notre attention.

Une difficulté apparaît, en ce sens que le traité ne nous donne pas compétence pour nous occuper des pipe-lines. L'article 84 du traité est formel : il limite notre compétence aux transports par chemin de fer, par route, et par voie navigable. Il ne nous donne pas compétence pour nous occuper d'autres problèmes de transport. Il permet seulement l'éventualité d'étendre notre compétence à l'aviation et à la navigation maritime.

Si, en définitive, nous estimons devoir nous occuper de ce problème, il y aura éventuellement lieu à application de l'article 235 de notre traité. Cet article permet au Conseil des Ministres statuant à l'unanimité, si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objectifs de la Communauté sans que le traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, de prendre les dispositions appropriées.

Si donc nous arrivions à la conclusion que les pipe-lines posent un problème urgent dans notre Communauté, c'est, me semble-t-il, un des cas où l'article 235 pourrait être appliqué. Or j'estime que l'importance et l'urgence du problème résultent en partie du fait que nous assistons au début de l'installation des pipe-lines dans plusieurs de nos pays. Si donc nous voulons coordonner la politique des pipe-lines, il est encore temps de le faire, à condition que les six gouvernements l'estiment utile et nécessaire.

Parmi les questions nouvelles que l'on nous a recommandé d'étudier, M. De Block a signalé à juste raison, me semble-t-il, celle de la sécurité routière, en insistant sur l'intérêt que présenterait un système européen de sécurité routière sur le plan général.

Nous aurons tout intérêt à suivre cette suggestion. Je puis d'ores et déjà dire à l'honorable M. De Block que nous avons examiné un des aspects de la sécurité générale sur les routes, celui de l'assurance-responsabilité civile obligatoire.

Si nous voulons voir se développer la circulation routière entre nos six pays, il y a là un point essentiel qu'il faut régler dans le sens de la sécurité routière en général demandée par M. De Block. C'est d'ailleurs un domaine où il sera assez facile d'aboutir à une solution puisque l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg ont déjà institué l'assurance obligatoire, et que la France, je l'ai appris avec plaisir par la radio, il y a quelques jours, vient de l'instituer chez elle. Je ne connais pas encore le texte de la réglementation que la France a adoptée, mais je me réjouis de cette mesure.

Le Benelux a conclu une convention en matière d'assurance obligatoire, mais elle n'est pas encore ratifiée; nous espérons qu'elle le sera bientôt. L'Italie en est seulement au stade de l'étude et nous souhaitons qu'elle suive l'exemple de ses partenaires de façon que, dans ce domaine limité, marginal, je n'en disconviens pas, qui préoccupe M. De Block, nous parvenions tout de suite à une réalisation.

Dans son rapport, M. Kapteyn parle aussi de la collaboration de la commission avec les gouvernements. Une phrase de ce rapport m'a quelque peu frappé. M. Kapteyn dit que la Commission de la Communauté Economique Européenne est une institution politique et qu'elle ne doit pas être un instrument qui exécute les instructions des gouvernements.

Nous sommes entièrement d'accord avec l'honorable rapporteur à ce sujet. Jamais la Commission n'a songé à jouer uniquement le rôle d'un instrument d'exécution des volontés des gouvernements. Mais il est un fait que, selon notre traité, la décision finale en matière de transport appartient, dans la plupart des cas, aux six gouvernements, aux six ministres. Nous sommes donc obligés, de par le traité, d'entretenir

des contacts étroits avec les ministres pour les convaincre d'adopter telle ou telle solution, et cela dans la plupart des cas, au moins au début, à l'unanimité.

Travailler avec les six gouvernements est donc une nécessité, mais cela ne signifie pas — je tiens à le souligner — que nous devons chercher à connaître les points de vue des six gouvernements pour trouver, par un calcul plus ou moins arithmétique, le dénominateur commun qui serait assez bas dans la plupart des cas.

Telle n'est pas notre conception de la collaboration avec les gouvernements. Nous estimons, au contraire, que nous devons rechercher, avec votre concours, avec celui aussi de notre comité consultatif, de notre comité économique et social, des solutions peut-être audacieuses parfois, qui s'adaptent, qui correspondent à la situation présente, et que nous devons essayer de convaincre les gouvernements de les accepter.

Je crois que c'est ainsi qu'il faut comprendre notre collaboration avec les gouvernements. En tout cas, nous la voyons de cette façon. Pour arriver à cette fin, il est nécessaire que nous ayons toujours une excellente entente avec les gouvernements.

Cela m'amène à vous parler du comité consultatif prévu à l'article 83, qui doit être également étudié dans la perspective de notre collaboration avec les gouvernements.

Si je parle de l'article 83, de son application et du comité consultatif, j'espère que ce sera la dernière fois que nous le ferons sur le plan théorique et que la prochaine fois, il sera question des réalisations de ce comité. Nous avons eu assez d'échanges de vues sur l'interprétation à donner à cet article; nous pourrions, je l'espère, constater prochainement que le comité consultatif existe et qu'il agit.

M. Lichtenauer vous a dit tout à l'heure, avec quelque fierté, que le gouvernement néerlandais a maintenant désigné ses représentants, de sorte que le comité est au complet. Nous avons déjà convoqué le comité pour le 27 janvier, sans attendre la décision du gouvernement néerlandais, mais nous sommes heureux que celui-ci n'ait pas manqué le coche et nous nous félicitons de ce que les représentants néerlandais participent le 27 janvier à la première réunion.

Je tâcherai de ne pas m'étendre trop longuement sur l'article 83, mais je dois tout de même, afin de mettre une fois pour toutes les choses au clair, vous donner quelques explications.

L'article 83 figure dans le traité, je ne veux pas dire par surprise, mais accepté par certains sans grand enthousiasme. On a objecté, lors des négociations, qu'il existait déjà dans le comité économique et social une section des transports, et l'on s'est demandé si le comité consultatif était bien nécessaire. D'ailleurs — M. Kapteyn le sait — le gouvernement néerlandais, lors des débats parlementaires sur la ratification du traité, a également dit qu'il ne voyait pas l'utilité de ce comité, mais que, puisqu'il était prévu, il devrait être constitué.

Tout le monde n'était donc pas absolument d'accord, mais une majorité s'est tout de même dégagée pour le constituer.

Vous connaissez le texte de l'article 83, mais vous me permettrez de le relire, afin d'en bien peser les termes : « Un comité de caractère consultatif, composé d'experts désignés par les gouvernements des Etats membres, est institué ».

Il s'agit donc d'experts, mais désignés par les gouvernements. Qu'est-ce à dire ? Je vous ai déjà fait part en commission des impressions personnelles que j'avais gardées des négociations, mais je ne veux pas faire état de mes souvenirs personnels et je puiserai mes arguments dans les documents parlementaires de nos divers pays. Si je me réfère uniquement aux documents parlementaires français et néerlandais, ce n'est pas qu'il y ait quelque chose à cacher dans les autres pays, mais c'est que, dans ceux-ci, on n'a pas attaché tant d'importance à l'article 83.

Dans le rapport de MM. Savary et July présenté à l'Assemblée nationale française il est dit, à la page 163 : « Le comité consultatif des transports prévu par l'article 83 est composé d'experts représentant les gouvernements des Etats membres. »

Les parlementaires français étaient donc d'avis que les experts ne devaient pas seulement être désignés par les gouvernements, mais qu'ils devaient les représenter.

Au Conseil de la République, M. Julien Brunhes s'exprime ainsi au cours de la 85^e séance : « Ce comité d'experts, notre commission demande for-

mellement qu'il soit obligatoirement consulté par la commission et qu'il comprenne des représentants des administrations, des usagers et des professions des transports. »

Nous retrouvons là la même conception.

Monsieur Kapteyn, je n'ai pas besoin de vous rappeler les travaux préparatoires du Parlement aux Pays-Bas, mais il est peut-être intéressant d'en citer quelques passages à nos collègues. Le compte rendu provisoire n° 9 de la session parlementaire de 1956-1957 publié sous le n° 47-25, mentionne, après qu'ait été demandée l'opinion du gouvernement :

« Les membres du Parlement n'ont pas opposé d'objection majeure à la constitution d'un comité spécial d'experts composé d'experts désignés par les gouvernements nationaux. A ce sujet, ils désirent toutefois insister sur le fait qu'il est souhaitable que ces experts soient et restent aussi indépendants que possible. Si l'on envisage de consulter ce comité d'experts sur les questions concernant les transports, la commission et l'Assemblée voudraient recevoir certaines assurances garantissant que les avis donnés seront compétents dans le vrai sens du terme. Les membres du Parlement désireraient savoir si le gouvernement partage cette opinion. »

Dans un débat aux états généraux sur le projet de loi de la C.E.E., le gouvernement répond :

« Lors de la rédaction de l'article en question, il est apparu de divers côtés que l'on souhaitait la création de ce comité afin de pouvoir, par l'intermédiaire de représentants des gouvernements, exercer une influence directe sur les propositions et les décisions à élaborer. Le gouvernement devra tenir compte de cette situation lorsqu'il procédera aux nominations. »

Vous pouvez constater par ces citations que l'idée des auteurs du traité, telle qu'elle a été acceptée dans les Parlements, était de créer un comité nommé par les gouvernements et même les représentants. Si donc vous considérez l'exécution actuelle de l'article 83, vous verrez que nous avons parcouru du chemin; c'est ce que je voulais souligner.

Dans son rapport écrit, en citant deux phrases que j'ai prononcées antérieurement, M. le Rapporteur pourrait donner l'impression que la commission a changé d'avis sur cette question

et que c'est elle qui ne voudrait plus d'experts indépendants.

Tel n'est pas le cas, bien au contraire.

S'il y a eu, au début, cette conception d'un comité d'experts gouvernementaux représentant les gouvernements, nous sommes arrivés maintenant, en application du statut du 15 septembre 1958, que vous connaissez, à la constitution d'un comité qui comprend également des experts indépendants, au vrai sens du mot, puisqu'il ne compte que deux représentants gouvernementaux par pays, les trois autres membres de chaque délégation pouvant être choisis dans d'autres secteurs et l'étant généralement ainsi.

L'article 1^{er} du statut du comité des transports précise qu'il ne comprend pas seulement les représentants des gouvernements, mais également trois experts au maximum par pays, possédant des compétences notoires respectivement dans le secteur des chemins de fer, des transports routiers et de la navigation intérieure.

L'article 3 — j'attire spécialement votre attention sur ce point — précise que « les membres du comité ne peuvent être liés par aucun mandat impératif. »

L'article 9 dispose que « le comité peut, lorsque cela lui paraît nécessaire pour formuler un avis, faire appel à la collaboration de toute personne qualifiée, recueillir tous avis et procéder à toute audition. »

Nous pouvons donc affirmer que ce comité a suffisamment d'indépendance et qu'il répond à la définition de l'expert indépendant que M. Poher nous a donnée au mois de décembre à Bruxelles. A ma question: « Qu'est-ce qu'un expert indépendant ? » M. Poher a répondu, si je me réfère aux notes qui ont été prises : « Un expert indépendant n'est aux ordres de personne. »

Il a ajouté que cela ne signifiait pas nécessairement qu'un expert indépendant ne doit pas être au service d'un mode de transport ou d'un gouvernement, mais que ce sont surtout ses qualités personnelles qui justifient qu'on le qualifie d'expert indépendant.

Je pourrais encore, Mesdames, Messieurs, vous faire d'autres citations, mais je ne veux pas abuser de vos instants et je me contenterai de vous renvoyer à un ouvrage de Paul Reuter,

le professeur de droit bien connu dans les milieux européens : « Institutions internationales, III^e partie, Organisations internationales, Chapitre 2 », où figure également une définition de l'expert indépendant qui correspond à ce que je viens de vous dire.

Je crois donc pouvoir conclure que ce comité n'est vraiment pas si mauvais que d'aucuns voudraient le faire croire, que c'est un instrument du traité et dont la conception a évolué, qui jouit certainement de beaucoup d'indépendance et qui peut nous rendre de grands services.

Je voudrais encore répondre à M. le Rapporteur qu'il n'y a pas à craindre que, par truchement de ce comité, la Commission soit sous la domination des gouvernements parce que les décisions seraient déjà préparées dans le comité consultatif par les organes gouvernementaux avant que la Commission puisse prendre position. Cette crainte est vaine, surtout parce que c'est un comité consultatif que nous consulterons seulement quand nous le voudrons.

Je crois donc, Mesdames, Messieurs, vous avoir donné tous les apaisements possibles en disant qu'il s'agit d'un comité consultatif qui existe maintenant, qui entrera en fonctions et qui est destiné à collaborer utilement avec nous.

Un dernier mot et je terminerai rapidement par là : il s'agit de notre collaboration avec la C.E.C.A.

L'Assemblée a voté en juin dernier une motion sur une division unique des transports. Avec la Haute Autorité nous avons examiné cette question et nous avons répondu qu'une division unique nous paraissait difficilement réalisable, au moins en ce moment, d'abord pour une question de siège et ensuite pour une question de fond.

Sur la question de siège, je n'ai pas besoin d'insister. En ce qui concerne le fond, vous avez rappelé vous-même, Monsieur le rapporteur, qu'il y a deux traités, donc deux compétences différentes.

Je voudrais ajouter un argument juridique ou, au moins, exprimer une hésitation du point de vue juridique. Croyez-vous que, d'après le texte du traité, nous serions autorisés à organiser une administration commune à nos deux exécutifs, celui de la C.E.C.A. et le nôtre? Il s'agit d'autre

chose que de la création de services juridiques communs ou de services communs de presse ou de statistique. Dans ces matières, il s'agit de services qui sont chargés d'exécuter certaines dispositions de nos traités.

Si nous créons, en matière de transport — domaine dans lequel nos deux exécutifs ont des tâches différentes et très déterminées — une division unique, nous nous trouverons alors évidemment sur le terrain institutionnel. Dans nos traités figure, en effet, une disposition relative à certaines institutions communes aux communautés européennes. Les institutions communes prévues sont, vous le savez, votre Assemblée, la Cour de Justice, pour les trois communautés et, pour les deux communautés nouvelles, le Comité économique et social.

Cette énumération est limitative et l'on peut se demander si nous resterions dans l'esprit du traité en allant plus loin.

On pourrait m'objecter que j'ai invoqué tout à l'heure, à propos des pipe-lines, l'article 235 qui nous permet d'étendre la compétence de notre commission. Je crois que cela est parfaitement possible dans le cas antérieurement visé, mais je ne crois pas que ce le serait en l'occurrence puisque les termes de l'article 235 sont limitatifs et disent : « Pour réaliser dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objectifs de la Communauté, il est permis de... »

Une division commune dépasserait certainement le fonctionnement du Marché commun et déborderait sur l'activité de la C.E.C.A. C'est un argument juridique que l'on peut approuver ou non; mais j'éprouve personnellement, en dehors des raisons de fait et de fond, de fortes hésitations juridiques à vous suivre dans votre motion.

Nous avons fait avec la C.E.C.A. l'accord que vous connaissez. Nous avons remis ce matin au président et au rapporteur de votre commission le texte définitif de cet accord. Nous regrettons qu'il soit distribué seulement en français, mais il le sera rapidement dans les trois autres langues.

Nous avons tenu compte, dans une large mesure, des observations faites par vous au cours de la réunion de la commission du 2 décembre dernier. Nous avons également prévu dans cet accord interexécutif — et je suppose que cela vous donne une certaine satisfaction — de

pouvoir charger, d'un commun accord, des experts pour des tâches déterminées.

Je suis certain que si nous les nommons, ils agiront en toute indépendance.

(Applaudissements.)

(M. Schuman remplace M. Battista au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

M. le Président. — La parole est à M. Kapteyn, rapporteur.

M. Kapteyn, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, permettez-moi de faire quelques remarques à la suite des déclarations de certains orateurs et, surtout, à la suite de ce que vient de dire M. Schaus, membre de la Commission européenne.

Tout d'abord, je tiens à remercier M. Schaus de son exposé détaillé dont je crois pouvoir déduire que, sur de nombreux points, nous parviendrons finalement à de bons résultats, si nous ne les avons pas déjà atteints; et pourtant la Commission et son rapporteur n'étaient pas très rassurés au début.

Il est une question à propos de laquelle il faut que je dise ce que j'ai sur le cœur. Je ne suis pas juriste, hélas! et je puis donc parler avec toute la candeur qui caractérise le profane et demander si la création d'un service commun signifie que l'on touche le domaine institutionnel, un domaine dans lequel il est interdit aux deux exécutifs de pénétrer et qui est réservé aux gouvernements.

Monsieur le Président, me permettez-vous de dire une petite méchanceté? Depuis quand un groupe de fonctionnaires peut-il être assimilé à une institution? Ne se trouve-t-on pas plutôt sur le terrain des institutions, lorsque des membres des deux exécutifs se réunissent pour se consulter?

Et puisque les deux exécutifs font preuve d'une certaine audace en ce domaine, qu'ils montrent donc un peu plus de courage en cet autre domaine qui est moins dangereux!

M. Schaus a encore fait une autre remarque. Si je l'ai bien compris — mes connaissances

linguistiques ne sont pas trop brillantes — il a eu l'impression que j'ai été mécontent — j'emploie en néerlandais un terme moins fort que le sien — du discours de M. Hallstein et de son contenu.

Il me semblait que l'on pouvait facilement se rendre compte que ce n'était pas le cas. Qu'on me comprenne bien! Quand j'apprécie les tâches des exécutifs, je pars de l'idée que ces tâches sont si vastes que les membres des exécutifs ne sont pas toujours en mesure de mettre eux-mêmes sur papier chaque mot qu'ils disent en public. Je crois d'ailleurs que les gouvernements ont aussi l'habitude d'en abandonner en grande partie le soin aux personnes attachées à leur service.

Je puis m'imaginer — Dieu merci, je ne suis pas vaniteux à ce point — qu'aucun membre des exécutifs n'a lu le rapport que j'ai eu l'honneur de présenter en novembre 1957. Connaissant mon style, je ne leur conseille d'ailleurs pas de le lire, car ce n'est pas une lecture distrayante. Mais il pourrait être utile que la direction des transports de la Communauté Economique Européenne le lise attentivement; s'en abstenir ne serait pas gentil vis-à-vis de la commission des transports qui lui a consacré tellement de temps.

Mais j'ai encore autre chose à dire.

Tout à l'heure, M. Lichtenauer a dit que les membres de l'Interstate Commerce Commission ont été chargés de nous faire subir un lavage de cerveau, et ce seraient à la fois la Commission de la C.E.E. et la Haute Autorité qui leur ont donné ce mandat. Il n'est évidemment pas question de lavage de cerveau. Au contraire, je tiens à dire que tous les membres de la commission des transports sont très reconnaissants aux deux exécutifs d'avoir fait venir ces messieurs à Luxembourg.

Je sais fort bien qu'aucun membre des exécutifs n'a jamais pensé que nous devions reprendre en Europe le système d'organisation de l'I.C.C. avec tout ce que cela implique. Ce que les exécutifs pensent, c'est qu'on peut toujours apprendre quelque chose de ce qui a été fait par autrui, même des erreurs, et qu'il était donc très utile que ces messieurs soient venus chez nous. Nous avons fait la connaissance d'une institution anglo-saxonne; il s'agit donc non pas d'un exécutif, mais d'une institution de droit public qui n'est exposée à aucune pression politique et qui

peut prendre en toute indépendance ses décisions juridiques fondamentales et contribuer ainsi à ce que tout se passe correctement dans le domaine des transports.

Je crois qu'il serait bon que de telles rencontres se renouvellent.

Il y a autre chose encore ; mon ami Helmut Schmidt y a déjà fait allusion quand il a dit que, sans vouloir s'attarder à ce problème, il désirait parler brièvement de la situation qui est celle du port de Hambourg dans la confusion actuelle de la politique européenne.

Monsieur le Président, si vous voulez jeter un coup d'œil sur le rapport que la commission des transports de la C.E.C.A. a présenté en 1953, vous constaterez que déjà à ce moment-là nous avons signalé la nécessité de pallier les difficultés que l'industrie allemande éprouve du fait de la division de l'Allemagne en deux parts. Nous avons expressément posé le principe de la solidarité telle que je la conçois. Et cette solidarité veut que les six pays de la Communauté se fixent comme objectif politique de parvenir aussi rapidement que possible à la réunification des deux territoires allemands. Cela signifie aussi que, pour surmonter les difficultés dont souffrent certains ports ou certaines industries, des mesures de sauvegarde devront être prises aussi longtemps que la réunification ne sera pas faite.

Sur ce plan, la Communauté a aussi une tâche à remplir.

Ce à quoi je visais était cependant autre chose. Je voulais dire que lorsqu'il existe des avantages géographiques, il ne faut pas les annihiler par des mesures artificielles. Quand on agit de la sorte à l'égard des ports, cela signifie qu'il faut réintroduire certains droits à l'importation pour les produits industriels afin de compenser les désavantages que subit un des pays par rapport à un autre. Or, ce n'est pas là le but de la Communauté.

Ce dont je veux parler — vous trouverez tous les détails dans le rapport que j'ai présenté en novembre 1957 — c'est le problème de l'équité des tarifs. Dans ce même document, vous trouverez aussi l'indication des difficultés qui surgissent à propos des territoires périphériques.

Qui vous dit, Monsieur le Président, que pour développer un territoire périphérique, il suffise

de le faire bénéficier par exemple de tarifs ferroviaires plus avantageux qui faussent la concurrence entre les trois modes de transport ? Il me semble que M. Lichtenauer vient précisément de dire quelque chose de ce genre.

Considérons la situation d'un port comme Hambourg ou Brême. S'il existe des ports dont le trafic devrait être intensifié et dont la situation est moins favorable, il ne faut pas détourner le trafic des ports dont la situation est meilleure pour la faire passer à ceux-là. Ce qu'il faut dans ce cas — n'avons-nous pas un Fonds d'investissement et une Banque d'investissement ? — c'est procurer à ces ports un meilleur hinterland que celui dont ils disposent pour le moment.

En outre, il me semble nécessaire d'étudier sur le plan démographique les possibilités d'expansion de l'Allemagne septentrionale et du Nord des Pays-Bas, car même s'il ne s'agit pas de territoires sous-développés comme il en existe en Extrême-Orient, ces régions accusent cependant un retard par rapport aux autres ; voilà une étude qui me paraît devoir être fructueuse.

Il faut donc favoriser l'expansion de ces régions sans qu'il soit nécessaire à cette fin de fausser la concurrence entre les modes de transport.

Pour terminer, encore une remarque concernant la publicité des tarifs.

M. Lichtenauer a fait remarquer que le Conseil économique et social des Pays-Bas m'a fait l'honneur d'examiner le rapport que j'ai présenté en 1957. Comme l'a dit M. Lichtenauer, ce Conseil — j'ai été déçu — a été unanime à s'opposer à l'obligation de publier les tarifs.

Il se peut donc, Monsieur le Président, qu'à l'heure qu'il est je sois le seul Néerlandais qui défende le principe de la publicité. Je le sais. Peut-être y a-t-il quelques autres Néerlandais qui sont indécis, mais c'est encore un bien maigre résultat.

Tout ce que je veux dire, c'est qu'il est un point qu'il ne faut pas oublier. Si la politique des transports reste entièrement libre dans les pays, on doit toujours s'attendre à ce que les droits à l'importation que nous supprimons progressivement passent dans les tarifs de transport nationaux.

Pour éviter cela, un contrôle rigoureux sera nécessaire.

C'est un fait — et du point de vue national, c'est peut-être même un fait réjouissant — que les gouvernements sont terriblement astucieux et trouvent toujours le moyen d'avantager les industries nationales. Mais c'est là une attitude que nous devons prévenir.

Lorsque M. Freas, président de l'Interstate Commerce Commission des Etats-Unis, et M. Arpaia, ancien président de ce même organisme, étaient à Luxembourg, je me suis permis de leur poser une question. Dans combien de cas, ai-je demandé, l'Interstate Commerce Commission a-t-elle attaqué les tarifs de sa propre initiative et dans combien de cas est-elle intervenue à la suite d'une réclamation faite par une entreprise ?

On m'a répondu que l'Interstate Commerce Commission n'agit pratiquement jamais de sa propre initiative ; elle ne peut d'ailleurs pas le faire, puisque tous les ans un million de tarifs différents sont établis ; presque toujours elle est intervenue parce que des réclamations lui avaient été adressées par les milieux économiques : soit de la part des transporteurs, soit de la part des utilisateurs.

Permettez-moi de citer un exemple. Il se peut que dans un pays il y ait des tarifs de dérogation et qu'il existe aussi un exécutif. Nous avons constaté plus d'une fois dans cette salle qu'il arrive aux exécutifs de subir une pression politique de la part des gouvernements. Et dans certaines conditions il peut arriver que l'exécutif fasse des sacrifices dans un domaine déterminé, pensant que le sacrifice est nécessaire pour atteindre un but déterminé dans un domaine plus important ; l'exécutif accepte donc ce que les Américains appellent *a deal* et joue « donnant donnant ».

Supposons maintenant que certains tarifs soient contraires à l'esprit et à la lettre du traité et que ces tarifs soient secrets. L'exécutif pourrait alors être amené, dans certaines conditions et dans une situation donnée, à déclarer : Nous laissons les tarifs tels quels pour le moment car nous ne pouvons rien faire d'autre. Tout cela peut d'ailleurs se faire très discrètement.

En revanche, si les tarifs doivent être publiés, un autre pays intéressé peut recourir auprès de la Cour contre la décision de l'exécutif.

Je vous ai donc indiqué quelques exemples qui, à mon avis, prouvent la nécessité de rendre

obligatoire la publicité des tarifs. Et à mon regret je dois dire que, quand M. Lichtenauer prend à témoin un éminent expert, M. Delmer, je me vois obligé de mettre en doute la compétence de cet expert. En effet, M. Delmer a écrit ce qui suit dans le mémoire qu'il a consacré à mon rapport : « Du rapport dont les conclusions ne sont pas explicites se dégage l'impression nette que son auteur est partisan d'une coordination par la fixation d'autorité de tous les prix de transport. »

Quelqu'un qui interprète de cette façon un rapport auquel d'autres ont reproché d'être trop libéral me fait douter de la pertinence de son jugement.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté Européenne. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au cours des débats très nourris que nous avons eus, on m'a souvent fait l'honneur de formuler des appréciations sur le modeste effort que j'ai fait dans mon discours de Rotterdam pour prendre position sur les problèmes de la politique des transports, et dans l'ensemble ces appréciations ont été bienveillantes. Votre rapporteur a fait de même et je n'avais en somme pas l'intention de lui répondre.

Si je reviens sur mon intention, c'est à cause d'une petite remarque que M. le Rapporteur vient de faire dans sa réplique. Il pense qu'en faisant mon discours je me suis mépris sur quelques-unes des déclarations contenues dans son rapport, ajoutant qu'il attribue ce malentendu à une erreur de notre direction générale des transports ; il sous-entend ainsi qu'en réalité la responsabilité de ce que j'ai dit à Rotterdam pourrait incomber non pas à moi, mais à l'administration de la Commission.

Je tiens à m'élever catégoriquement contre cette supposition. Lorsque j'ai prononcé mon discours de Rotterdam, je suis resté fidèle à mon habitude de n'exprimer que ma propre pensée. Toutes les erreurs contenues dans ce discours doivent m'être imputées. Je ne voudrais pas qu'on rejette une partie de la faute sur un fonctionnaire de notre administration. En revanche, je peux donc aussi revendiquer le mérite des observations justes que j'ai pu faire.

(Sourires.)

Je me rends compte que M. le Rapporteur a été amené à faire cette supposition par une autre supposition qu'il a exprimée et qui est assurément fondée. Du fait que dans mon discours je l'ai appelé « président », et non pas « rapporteur », de la commission des transports, il a conclu que je n'avais pas lu la page de garde du rapport.

Je le prie de m'excuser de ne pas lui avoir donné son vrai titre. Il n'y avait là aucune malice de ma part.

(Sourires.)

Il est exact que je n'ai pas lu la page de garde. J'ai depuis des années la mauvaise habitude de ne lire ni la page de garde ni la préface des livres, mais lorsque je lis un livre, j'en lis attentivement le texte, et c'est bel et bien ce que j'ai fait en l'occurrence.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité.

M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité. — (N) Monsieur le Président, à la suite de l'intervention de M. Kapteyn, je dirai quelques mots au sujet de la collaboration des exécutifs.

Il faut tout d'abord préciser quel est l'objectif. Cet objectif est clairement défini dans le rapport de M. Kapteyn où il est dit qu'il faut parvenir à une unité d'action et de politique aussi complète que possible. Or, je crois que la constitution d'un service commun est indubitablement un moyen d'y parvenir ; personne ne peut dire le contraire. Mais il est vrai aussi qu'il existe d'autres méthodes qui permettent tout aussi bien d'atteindre le but. Seule la pratique nous apprendra laquelle est la meilleure.

Pareil à M. Kapteyn, je pense qu'il ne faut pas trop se placer à un point de vue juridique. Il faut plutôt considérer l'aspect pratique et admettre qu'il est difficile de prendre la responsabilité d'un service qui se trouve à une distance de trois cents kilomètres.

Quand on sait que nous restons jour après jour en contact avec les fonctionnaires compétents, on comprend que nous ne puissions pas faire venir les intéressés à Bruxelles ou nous y rendre nous-mêmes, lorsqu'une affaire concernant une entreprise de transport doit être traitée.

Pour ce qui est de la barrière dont a parlé M. Lichtenauer, je puis vous assurer qu'il n'existe aucune barrière ni entre les exécutifs ni surtout entre M. Schaus et moi-même.

Je crois au contraire que M. Lichtenauer aurait pu déduire de notre projet que nous sommes fermement décidés à surmonter sur le plan pratique les difficultés qui résultent de la distance qui sépare les deux exécutifs en instituant de part et d'autre des « officiers de liaison » ; ainsi pourrions-nous causer — avant que les décisions soient prises, Monsieur Lichtenauer, et avant qu'il puisse se produire des divergences de vues — d'abord à l'échelon des fonctionnaires et ensuite sur le plan politique, à l'échelon des exécutifs.

Il est une autre limite, je dois le dire en toute franchise à M. Lichtenauer. Il ne s'agit pas tellement de peur des compétences, il s'agit plutôt du sens des responsabilités.

Or, M. Lichtenauer me dit : la publicité des tarifs est pourtant quelque chose de terrible dont il ne doit plus être question en Europe.

Que voulez-vous, c'est ainsi. Les avis peuvent différer quant à son opportunité, et on peut discuter sur le point de savoir si c'est dans le traité ou non. Mais le traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier impose à l'exécutif d'autres obligations que celles qui figurent dans le traité instituant le Marché commun. Alors même que nous serions d'accord sur la politique commune qu'il convient d'adopter, il ne pourrait absolument pas être question, à notre avis, de passer outre aux obligations qui résultent du traité de la C.E.C.A. et de dire : nous allons faire autrement. Ce ne serait possible qu'après une révision du traité, et celle-ci apparaîtra peut-être nécessaire à un moment donné.

Pour terminer, une remarque à propos de l'Interstate Commerce Commission. J'ai toujours pensé qu'aux Pays-Bas, d'une façon générale, et en particulier à Rotterdam, on aimait la franchise et que notamment M. Lichtenauer en était partisan. J'approuve pleinement cette attitude, mais alors ne faut-il pas admettre aussi les opinions d'autrui ? Il n'est jamais mauvais de s'informer de ce que font d'autres gens, des gens qui ont déjà depuis plus longtemps un marché commun, sans faire tout de suite des critiques ni non plus se laisser convertir pour autant.

En ce qui concerne enfin le problème des cartels, je dois dire, Monsieur le Président, que je n'ai jamais eu beaucoup de sympathie pour les supercartels. Il est vrai que l'Interstate Commerce Commission dispose des pouvoirs nécessaires pour s'opposer à eux.

Je suis donner l'assurance à M. Lichtenauer que, pour notre part, nous lutterons toujours contre la formation de supercartels.

M. le Président. — La parole est à M. Lichtenauer.

M. Lichtenauer. — (N) Monsieur le Président, quelques mots d'abord au sujet des déclarations de M. Kapteyn, et surtout de celles qui me visaient plus particulièrement.

M. Kapteyn a dit qu'il était le seul Néerlandais partisan de l'obligation de publier les tarifs, mais il a ajouté que quelques autres étaient devenus indécis. Il a donc lancé une accusation anonyme contre onze millions de Néerlandais. Je tiens à préciser que je ne fais pas partie du petit nombre dont la conviction est ébranlée.

M. Kapteyn a demandé : Comment voulez-vous examiner les plaintes si les tarifs sont secrets ? Je lui rappellerai que le traité de la C.E.C.A. prévoit en tout cas la possibilité de substituer à la publicité des tarifs l'obligation de les communiquer à la Haute Autorité. C'est une formule qui ne me déplaît pas et qui permettrait à la Haute Autorité d'examiner et de dénoncer les erreurs qui pourraient avoir été commises.

Ensuite M. Kapteyn craint que l'opinion publique ne puisse pas se plaindre. Il me semble qu'il a une trop faible idée des possibilités dont disposent les entrepreneurs lorsqu'il s'agit de se plaindre. Pour ma part, je ne doute pas qu'il leur soit facile de dépister, à l'aide des contre-offres qu'ils auront recueillies, les mauvais tarifs, les tarifs qui sont incompatibles avec le traité.

Il me semble que la Communauté européenne qui, elle, n'a pas à choisir entre ces deux possibilités, fera bien de ne pas s'engager dans une des directions, celle de la publicité obligatoire des tarifs.

A ce propos, M. Kapteyn a attaqué une de mes références, l'avis de M. Delmer, dans lequel il a trouvé une fausse interprétation de ce que lui-même avait écrit dans son rapport. J'ai cité

M. Delmer en tant qu'expert en matière de transports et non pas en tant qu'expert en matière d'écrits et de doctrines de M. Kapteyn. Je crois que, pour ce qui est des problèmes des transports, je peux pour le moment encore me laisser guider par M. Delmer.

Quant à l'Interstate Commerce Commission, j'ai beaucoup apprécié la rencontre que nous avons pu avoir avec ses représentants et j'ai entendu leurs déclarations avec beaucoup d'intérêt. Le seul point sur lequel j'ai insisté, c'est qu'il ne faut pas fermer les yeux sur les conceptions et les tendances divergentes qui s'expriment aussi aux Etats-Unis.

Ensuite, j'ai tenté de formuler à l'intention de la Commission européenne un certain nombre de suggestions d'ordre pratique, aussi bien en ce qui concerne les possibilités d'expansion des transports qui s'offrent sur le plan pratique que pour ce qui est des charges fiscales qui grèvent les transports.

Il est vrai que j'ai été déçu de constater que la Commission a tout simplement passé outre à ces questions et je serai très heureux si elle pouvait tôt ou tard s'en occuper.

De plus, mon exposé contenait quatre questions précises. Je serais très heureux d'obtenir une réponse à leur sujet.

En premier lieu, j'ai signalé que la Banque d'investissement a déjà mis à l'étude certaines mesures tendant à financer sur le plan européen la construction du canal reliant le Rhin, le Main et le Danube. La Commission est-elle informée de ce projet ? Dans l'affirmative, quelles précisions peut-elle nous donner ?

Ensuite, j'ai demandé quelle a été la réaction de la conférence des ministres européens des transports à la demande qui lui a été adressée d'inclure le rapport de M. Kapteyn dans le cadre de ses études ?

En troisième lieu, j'ai demandé si le rapport du comité d'experts dont il est question à l'article 83 du traité sera aussi porté à la connaissance de notre Assemblée ou du moins de sa commission des transports.

Enfin, j'ai demandé si la Commission européenne aura l'obligeance d'informer dans les meilleurs délais l'Assemblée Parlementaire Européenne

péenne, ou tout au moins sa commission des transports, sur les études qu'elle a entreprises dans le domaine des transports.

Je serais très heureux d'obtenir une réponse précise à ces quatre questions.

M. le Président. — La parole est à M. Lambert Schaus, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Lambert Schaus, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — Je voudrais répondre à M. Lichtenauer.

En ce qui concerne la Banque d'investissements, il se peut qu'une demande ait été présentée, mais nous n'en avons pas eu connaissance.

A propos des réactions qu'a suscitées le rapport de M. Kapteyn, je dois dire que nous ne sommes pas encore saisis de documents indispensables à ce sujet. Nous serions très heureux si nous pouvions les recevoir par l'intermédiaire de votre commission.

Pour ce qui est des rapports de la Commission de la Communauté Economique Européenne avec la commission parlementaire et de l'intérêt qu'il y aurait à mettre celle-ci au courant des études que nous faisons, je me permets d'indiquer — je croyais l'avoir déjà fait au cours de mon précédent exposé — que nous sommes tout à fait disposés à mettre à votre disposition tout le matériel nécessaire pour votre documentation et à garder avec vous tous les contacts possibles.

Je crois, Monsieur Lichtenauer, que, pendant les quelques mois où nous avons collaboré ensemble, nous vous avons communiqué certains documents de notre propre initiative ; d'autres l'ont été sur votre demande. Rien ne s'oppose donc à ce que nous ayons une très bonne et très fructueuse collaboration à l'avenir.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?

L'Assemblée sera appelée à se prononcer ultérieurement sur une proposition de résolution présentée par la commission compétente.

3. — *Politique économique à long terme de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite de la présentation et la discussion du rapport de M. Van Campen, fait au nom de la commission de la politique économique à long terme, des questions financières et des investissements, sur certaines questions concernant la politique économique à long terme, les finances et les investissements, soulevées à propos des premiers rapports généraux de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

La parole est à M. Van Campen, rapporteur.

M. Van Campen, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, le rapport que j'ai l'honneur de présenter au nom de notre commission contient dix chapitres qui sont consacrés à l'étude des problèmes qui se posent dans notre Communauté en ce qui concerne la politique à long terme, les questions financières et les investissements.

Notre commission aurait peut-être pu se contenter de choisir quelques chapitres importants de son vaste domaine d'action. Pour l'avenir, elle devra certainement le faire. Mais pour son premier rapport qui concerne les premiers rapports généraux de la Commission de la C.E.E. et de la Commission de l'Euratom — et à ce propos je vous renvoie aussi à l'exposé que j'ai fait jeudi — ainsi que pour les plus récents rapports et documents publiés par les trois exécutifs ou sous leur égide, elle a préféré étudier globalement et de façon détaillée les divers problèmes de la politique à long terme, de la politique financière et des investissements.

Cela nous mènerait trop loin, si j'évoquais dans la présentation de ce rapport toutes les questions qui y sont traitées. Je me contenterai donc de faire quelques remarques et de commenter les conditions qui, selon le rapport, doivent être remplies si on veut pouvoir atteindre les objectifs de politique économique à long terme de la Communauté.

A la page 13 du rapport, ces conditions sont énoncées comme suit, compte tenu des dispositions du traité ainsi que des conclusions de divers

documents : rythme maximum de développement, équilibre de la balance des paiements, stabilité monétaire, maintien d'un niveau d'emploi aussi élevé que possible et stabilité du niveau des prix. Tous les efforts de la Communauté sur le plan économique qui tendront à remplir ces conditions devront en dernier ressort assurer un relèvement constant du niveau de vie et en même temps permettre de réduire les écarts entre les divers pays, de rattraper le retard des territoires sous-développés et, enfin, de rapprocher le niveau de vie des diverses couches de la population.

Comme je me suis proposé de ne pas aborder tous les problèmes traités dans le rapport, je peux me permettre de m'étendre plus longuement sur l'évolution récente que nous avons notée dans le domaine monétaire, notamment sur la suppression de l'U.E.P. et l'entrée en vigueur de l'accord monétaire européen. Ainsi la discussion de ce rapport pourra-t-elle se situer dans un cadre très actuel, surtout si nous considérons en même temps, sur la base du rapport que la Commission de la C.E.E. a publié la semaine dernière, les perspectives de développement de la conjoncture pour l'année qui vient de commencer.

Si l'on pose comme prémisse que l'activité économique des six pays doit se développer à un rythme très rapide, on arrive à la conclusion que la mise en commun des marchés de ces pays doit aller de pair avec l'intégration de leur activité économique qui s'exprimera par la concentration, la spécialisation et la rationalisation. Or, l'expérience de la C.E.C.A. a déjà montré que tout ce qui est nécessaire pour permettre aux entreprises de soutenir une concurrence accrue se fait plus facilement en période d'expansion économique qu'en période de ralentissement ou de stagnation.

On peut se demander si les perspectives conjoncturelles que l'on discerne dans l'aperçu de la situation économique de la Communauté à la fin de 1958 et dans les prévisions pour le premier trimestre de 1959 sont telles que le rythme maximum de développement puisse être atteint. Pour la production industrielle, cet aperçu prévoit pour le premier trimestre de 1959 un accroissement de 1 à 2 % par rapport à la même période de l'année précédente.

D'une façon générale, on suppose que l'activité économique de la Communauté traversera une période de stabilisation au niveau qu'elle avait atteint pendant la période de prospérité qui a

précédé la récession qui s'est produite dans certains pays de la Communauté. On constate que, malgré la reprise de l'activité économique aux Etats-Unis, il faut plutôt s'attendre à ce que le faible accroissement de la production industrielle que l'on a enregistré au cours de la deuxième moitié de 1958 se ralentisse au début de 1959, sans toutefois atteindre un chiffre plus bas que celui de la même période de l'année précédente.

Ne s'agit-il pas en réalité d'une perspective de stagnation ou de ralentissement du développement économique, c'est-à-dire précisément de la perspective que nous ne devrions pas avoir, si le passage au marché commun, qui a eu lieu le 1^{er} janvier, doit se faire avec un minimum de heurts ? Et, de plus, ne faut-il pas prévoir que les conséquences de la réforme monétaire qui a été opérée en France à la fin de l'année, notamment celles qui pourraient déterminer pour de larges couches de la population un abaissement du niveau de vie avec ses répercussions possibles sur la production, provoqueront plutôt un ralentissement du rythme d'expansion au lieu de l'accélérer ?

Ou bien s'agit-il de « reculer pour mieux sauter », si bien qu'il est permis d'espérer que la stabilisation de la monnaie rétablira la confiance et permettra de mobiliser les capitaux nécessaires pour donner, également en France, l'élan aux développements économiques qui doivent conduire à l'intégration souhaitée et aux mesures de concentration, de spécialisation et de modernisation qui doivent l'accompagner ?

Dans un hebdomadaire français de la semaine dernière, j'ai lu les prévisions de quelques astrologues et voyants — mais sans doute s'y est-on aussi livré dans les milieux économiques — sur l'influence que le nouveau franc français exercera sur la vie. Je suppose cependant, Monsieur le Président, que notre assemblée attacherait plus de prix à une déclaration de la Commission de la C.E.E. et qu'elle serait certainement très heureuse si elle pouvait l'entendre déjà au cours de cette session.

Lorsqu'on considère des pays tels que l'Allemagne, les Pays-Bas, la France et, dans une moindre mesure, la Belgique, on peut se demander d'où l'accroissement de la production pourrait bien provenir, puisque ces pays ont déjà atteint un degré d'emploi très élevé ? Il ne faut cependant pas oublier que, comme par exemple en France, les exigences du service militaire font que la situation de l'emploi apparaît plus favo-

nable qu'elle ne l'est peut-être en réalité. Il faut se rappeler en outre que dans certaines régions le niveau peu élevé des revenus agricoles individuels est dû à un chômage dissimulé qui provient du fait que, par rapport au volume de la production, une main-d'œuvre trop nombreuse participe au processus de production.

Il va de soi que l'accroissement de la productivité devra permettre, également dans d'autres secteurs que l'agriculture, d'augmenter la production et d'accélérer par conséquent le rythme du développement. Cet accroissement de la production pourra être obtenu si, sans parler de l'utilisation plus intense des biens d'équipement existants, les nécessités de la concurrence croissante incitent à la concentration, à la spécialisation et à la modernisation et en même temps à l'application de mesures d'automatisation dans les cas où elle est possible.

Il faudra encourager le plus possible les investissements entrepris à cet effet ; il faudra encourager de même, partout où cela semble nécessaire, l'amélioration de l'infrastructure en construisant des routes, en installant l'électricité, en assurant la distribution de l'eau, en construisant des logements ouvriers, etc.

Des réserves de main-d'œuvre assez importantes auxquelles on puisse faire appel en vue de l'accroissement de la production n'existent en réalité qu'en Italie où le développement économique de certaines régions accuse un retard considérable.

Dans un rapport extrêmement intéressant établi par le professeur Neundorfer, de Francfort, à l'intention de la commission sociale du Conseil de l'Europe, il est indiqué que sur les 160 millions d'habitants des pays membres du marché commun, 16.500.000 habitants vivent dans des régions retardées du point de vue économique et social, et 60 à 70 % de ceux-ci exploitent des entreprises agricoles à rendement insuffisant. 14.500.000 de ces personnes vivent en Italie du Sud qui, de plus, est la région où la natalité est la plus forte de toute l'Europe.

Monsieur le Président, à côté de l'accroissement de la productivité, notre première tâche dans le domaine de la politique à long terme — j'aimerais mieux dire : à plus brève échéance — sera d'assurer à ces hommes, du point de vue social et économique, une existence égale à celle des autres habitants de nos pays. Il est évident que l'élément moteur de cette expansion

sera la mobilisation des capitaux nécessaires à l'industrie et à l'agriculture et, d'une façon générale, aux régions sous-développées, aussi bien en vue du développement de toutes sortes d'entreprises que pour l'amélioration de l'infrastructure.

Il existe encore d'autres moyens auxquels on peut recourir pour aider les territoires sous-développés ; ils sont mentionnés aux paragraphes 19 et 20 du rapport que j'ai l'honneur de présenter. Peut-être la Commission européenne nous dira-t-elle ce qu'elle pense de l'utilisation éventuelle de ces moyens.

J'en arrive maintenant à la Banque européenne d'investissement.

Tout ce que je viens de dire pourrait faire croire que le champ d'action de la Banque d'investissement est tellement vaste que les projets approuvés doivent se suivre comme les pièces dans un travail à la chaîne.

Or, pour avoir été nourri dans le sérail, je ne sais que trop bien que l'étude de projets d'investissement étendus nécessite du temps. De plus, je soulignerai ce qui est dit à la page 44, paragraphe 90, de notre rapport, à savoir que la Banque d'investissement doit être gérée selon des principes de technique bancaire, c'est-à-dire que les crédits doivent servir à financer des projets pour lesquels le paiement des intérêts et l'amortissement sont garantis.

Il peut en résulter une limitation de l'activité de la Banque, mais c'est une limitation à laquelle je souscris pleinement. En effet, il est peut-être même préférable que la Banque se contente de financer les projets qui peuvent être autorisés parce qu'ils répondent aux principes d'une saine gestion bancaire.

Je précise : tout comme un institut bancaire privé peut se fier aux avantages que présente une demande de crédits et accepter, le cas échéant, de financer l'extension ou la modernisation d'une certaine entreprise sans se préoccuper de savoir si cette réorganisation avantagera du point de vue de la concurrence l'entreprise en question, de même il ne me semble pas absolument nécessaire que la Banque européenne d'investissement, lorsqu'elle est saisie, par une entreprise d'une demande de crédit, au surplus avantageuse du point de vue de la technique bancaire, doive prendre en considération le financement de l'ensemble de ce secteur dans tous les pays de la Communauté.

Je ne sais pas, Monsieur le Président, si l'étude des projets s'en trouvera retardée. Mais il se pourrait aussi qu'il y ait dans la structure de la Banque européenne d'investissement, qui est à la fois une institution financière autonome et une institution de la Communauté, une telle ambiguïté que l'étude des demandes de crédit en sera inévitablement ralentie.

Jé me demande aussi — et peut-être la Commission européenne pourra-t-elle nous donner son avis — si, en appréciant les demandes de crédit de certaines entreprises, il ne serait pas préférable de négliger les problèmes de la concurrence pour ne considérer que les avantages qui résultent du fait que l'octroi d'un crédit destiné à l'extension et à la modernisation d'une seule entreprise peut donner le départ à un mouvement d'expansion et de modernisation dans tout le secteur économique intéressé. En effet, dans un marché fondé sur la libre concurrence, les autres entreprises doivent toujours suivre le mouvement lorsqu'une entreprise concurrente procède à des travaux de modernisation de grande envergure. Ainsi, parviendra-t-on automatiquement à la concentration ou à la spécialisation, conditions auxquelles il faudra peut-être, à la longue, subordonner l'octroi de crédits d'investissement.

Mais ce dont je doute, c'est que l'on puisse attendre que les études soient achevées avant d'accorder les premiers crédits.

Pour conclure cette partie de mon intervention, je demanderai si des informations peuvent déjà être fournies sur les projets concrets de la Banque européenne d'investissement, d'une façon générale, et particulièrement en ce qui concerne les territoires sous-développés. A ce propos, on pourrait peut-être aussi examiner le grave problème de reconversion qui se pose dans le sud de la Belgique, notamment dans le Borinage, un problème qui est évoqué en paragraphe 24 du rapport.

Il se pose d'autres questions encore à propos de la gestion de la Banque européenne d'investissement, du taux de l'intérêt et de la monnaie dans lequel sont libellés les contrats d'emprunt, etc. Mais peut-être sera-t-il plus utile d'examiner d'abord ces questions en commission.

Le troisième point de mon exposé concerne l'équilibre de la balance des paiements.

Quelque impatient que l'on soit d'attendre un maximum, de voir les créations nouvelles se multiplier, le rythme de l'expansion sera toujours contenu par les possibilités de l'économie. Comme il est dit au paragraphe 30 du rapport, la balance des paiements est en dernier ressort le baromètre qui permet de constater si le total des dépenses, c'est-à-dire la consommation plus les investissements, est resté dans les limites des ressources disponibles.

A la longue, aucun pays ne peut aller au delà de ses possibilités monétaires et il lui faut constamment s'efforcer, en adaptant les dépenses aux moyens disponibles, de respecter les principes de la justice distributive, ce qui n'est certes pas le cas si l'adaptation ou le rétablissement se fait au moyen d'une dévaluation.

La balance des paiements sert de baromètre à cet égard, car à mesure que l'on consomme et investit davantage qu'on ne produit, il faut se procurer à l'étranger les moyens destinés à couvrir la différence ; autrement dit, il faut entamer les réserves en monnaies étrangères, et ces réserves sont limitées. Bien entendu, la sensibilité de la balance des paiements en tant que baromètre dépend du régime des paiements internationaux. Quand notre commission s'est réunie et que nous avons établi notre rapport, nous vivions encore sous le régime de l'U.E.P. et l'accord monétaire international faisait encore la Belle au bois dormant. Mais le jour de Noël de l'année dernière, toute une série de réveils-matin qui avaient été déposés à Paris, au Secrétariat de l'O.E.C.E., déjà en 1955, se sont mis à sonner, ce qui a promptement réveillé notre belle dormeuse et, ainsi le veut notre monde, elle s'est immédiatement mise à l'ouvrage.

Il m'est impossible, dans le cadre de mon exposé, de faire une description complète de ce nouveau mécanisme des paiements internationaux ; je suppose d'ailleurs que ses principaux aspects vous sont connus. Mais il est certain que l'entrée en vigueur de l'accord monétaire européen qui avait été conclu déjà en 1955 et qui se substitue maintenant à l'U.E.P., dont il règle d'ailleurs aussi la liquidation, pose un certain nombre de problèmes que j'examinerai successivement tout à l'heure, lorsqu'il sera question de la balance des paiements et de l'équilibre monétaire.

Je dois ajouter que je n'ai pu consulter notre commission à ce sujet et que d'accord avec

M. Deist, président de notre commission, je vous ferai part de mes propres considérations.

On pourrait tout d'abord s'étendre longuement sur la qualité de l'accord monétaire qui vient d'entrer en vigueur. Un institut bancaire suisse — et vous n'ignorez pas que les banquiers suisses sont des spécialistes en matière de paiements internationaux — a écrit ce qui suit sous le titre : « Das Gesicht der kommenden Währungsordnung » (Le visage du futur régime monétaire européen) :

« En tout cas, l'accord monétaire européen est bien un enfant de notre temps : il est entièrement synthétique ; il est né de papier, il tient du caméléon, il change de couleur selon l'angle sous lequel on le considère, il est issu en partie du cerveau de dirigistes, en partie du cerveau de libéraux... Mais nous sommes habitués à voir pis. »

Mais malgré que l'accord monétaire européen soit né de papier, la pratique montrera qu'il vaut mieux que sa réputation. En effet, maintenant le décompte mensuel des soldes entre les pays membres ne se fera plus sur la base d'un cours fixe moyen, mais sur la base du maximum et du minimum entre lesquels l'écart est presque toujours de 3 % dans les échanges intermonétaires, le maximum de 2 % étant admis exceptionnellement par le Fonds monétaire international ; dans la plupart des cas, il sera donc plus avantageux de faire passer le décompte des soldes mensuels par le marché officiel des devises. La signification des centres financiers de la Communauté s'en trouvera certainement augmentée et la balance des paiements en tant que baromètre de l'économie deviendra encore plus sensible.

A cet égard, un aspect de la nouvelle réglementation des paiements internationaux est particulièrement important : le clearing, pour lequel l'accord monétaire européen prévoit une réglementation complète en remplacement de celle de l'U.E.P., sera détaché de l'octroi de crédits. Il n'y aura donc plus d'octroi automatique de crédits à la fin du mois, au montant d'un quart des positions déficitaires, comme le prévoyait en dernier lieu la réglementation de l'U.E.P. Celui-ci est remplacé par le décompte direct en or ou en monnaie convertible. D'éventuels octrois de crédits devront être considérés à part.

L'accord monétaire européen prévoit diverses réglementations pour l'octroi de crédits. Il y a

tout d'abord l'engagement réciproque des banques nationales des pays membres de s'accorder mutuellement des facilités pour tirer des effets libellés dans la monnaie du pays.

De plus, cette réglementation prévoit des facilités de crédits supplémentaires tels que les crédits « swap » qu'un certain nombre de banques nationales accordent à la France au moment de l'entrée en vigueur de la convertibilité sous forme de crédits « stand by » à court terme. Les facilités de crédit les plus importantes sous le régime de l'accord monétaire européen seront celles que le Fonds européen pourra accorder pour des périodes de deux ans ; ce Fonds disposera au total de 600 millions de dollars provenant soit de contributions des pays membres, soit du fonds de roulement de l'Union européenne des paiements. Le Fonds européen sera géré par la même autorité internationale que l'U.E.P., c'est-à-dire que les décisions relatives à l'octroi de crédits, au taux de l'intérêt, aux échéances et — c'est là le point le plus important — aux conditions auxquelles sera subordonné l'octroi de crédits, seront prises par l'O.E.C.E.

On peut se demander quel sera, en ce qui concerne l'assistance mutuelle, le rapport entre cette réglementation et les dispositions de l'article 108 du traité de la C.E.E. qui prévoit un concours mutuel en cas de difficultés provenant soit d'un déséquilibre global de la balance des paiements d'un Etat membre, soit de la nature des devises dont il dispose. Faut-il voir dans la disposition de l'article 108 une application multilatérale, dans le cadre de la C.E.E., de l'aide bilatérale que les pays parties à l'accord monétaire européen peuvent s'accorder mutuellement, d'ailleurs sous une forme bilatérale ad hoc, ce qui a visiblement été fait au début pour la France, le recours au Fonds européen demeurant possible ? Ou bien les réglementations que prévoit en cette matière le traité de la C.E.E. et celles de l'accord monétaire européen sont-elles complètement indépendantes les unes des autres, de sorte que les pays membres de la C.E.E. pourront avoir recours à la fois à ces deux réglementations s'ils éprouvent des difficultés en matière de balance des paiements ou lorsqu'ils manquent de devises ?

Cet accord monétaire européen n'a-t-il pas vidé de son contenu tout le chapitre du traité de la C.E.E. qui concerne la balance des paiements et n'y a-t-il pas interférence entre la nouvelle réglementation monétaire qui a été arrêtée dans le cadre de l'O.E.C.E. et les dispositions du traité

de la C.E.E. ? Ou bien faut-il supposer qu'il y aura concordance entre les recommandations qui précéderont les mesures de concours mutuel ou qui y seront liées, peu importe qu'elles soient formulées par la Commission de la C.E.E. d'accord avec le comité monétaire ou par l'O.E.C.E. ?

L'Assemblée serait certainement très heureuse d'obtenir de la part de la Commission de la Communauté Economique Européenne des précisions à ce sujet.

Si j'entreprends de faire maintenant quelques remarques sur la stabilité monétaire, nous voyons aussitôt réapparaître notre accord monétaire qui constitue un énorme progrès dans la voie qui mènera à une plus grande convertibilité des monnaies européennes. Dans notre rapport, nous avons d'ailleurs souligné que la stabilité des monnaies européennes est une condition du succès de toutes les mesures tendant à augmenter la convertibilité qui doit finalement aboutir à un système monétaire uniforme en Europe.

Nous sommes pourtant encore loin du but. D'ici là, les divers Etats membres devraient avoir recours à tous les moyens et à toutes les mesures propres à assurer la stabilité des monnaies, même en période de développement accéléré et de forte expansion économique.

L'introduction de la convertibilité extérieure des monnaies des pays membres de la C.E.E. a conféré encore davantage d'intérêt aux mesures de politique monétaire qui permettent d'influencer la situation conjoncturelle et dont il est question aux pages 29 et suivantes du rapport. En effet, l'introduction de la convertibilité extérieure signifie que les pays de la C.E.E. se sont aussi engagés, en ce qui concerne les transactions avec des non-résidents, à vendre ou à racheter leurs propres devises sur la base du cours officiel de vente ou d'achat du dollar U.S.A.

L'obligation de vendre des dollars exige indéniablement de la part des autorités compétentes en matière monétaire une plus grande vigilance car elles ne pourront plus compter sur les crédits qui leur étaient automatiquement accordés par l'U.E.P. De plus, l'écart entre les valeurs maxima et minima des devises sur lesquelles porte l'accord monétaire européen s'accroîtra car les banques centrales se sont uniquement engagées à acheter et à vendre leur propre monnaie sur la base des cours officiels d'achat et de vente. Il en résulte que les décomptes se feront autant que possible par le marché des devises ;

par conséquent, si la balance des paiements se détériore, le taux du change de la monnaie en question oscillera.

Tout le mécanisme des paiements internationaux sera donc à l'avenir beaucoup plus sensible aux fluctuations de la conjoncture que ce n'était le cas sous le régime de l'U.E.P. C'est pourquoi tous les moyens et toutes les mesures permettant d'agir rapidement et de façon efficace sur la conjoncture gagneront en importance : la politique de l'escompte, la politique du « open market », la politique du rationnement des crédits, la fixation de réserves minima en caisse et la politique d'emprunt des pouvoirs publics. La politique fiscale prend aussi, en ce moment, de plus en plus d'importance comme instrument permettant de régulariser la conjoncture.

Dans son rapport, la commission a évoqué la possibilité de nuancer davantage et de fonder sur des critères de sélectivité les mesures de limitation des crédits, et cette question est très importante.

Voilà qui exigera des qualités extraordinaires de la part des autorités en matière monétaire, des qualités de fin connaisseur comme celles de M. Rotschild dont on a dit qu'il recherchait avec la langue le goût du sel sur les effets qu'il devait escompter, car il ne voulait accepter que ceux qui avaient traversé l'Océan avec les bateaux qui transportaient les marchandises.

Et voici une question qu'il faut se poser à ce propos : Une politique de limitation et de renchérissement des crédits, plus nuancée et fondée sur des critères de sélectivité, peut-elle empêcher que les secteurs économiques et sociaux moins favorisés, tels que l'agriculture et la construction d'habitations, ne soient embarrassés du fait que le système de paiement fondé sur la convertibilité nécessitera peut-être une action plus rigoureuse et plus rapide que ce n'était le cas auparavant ?

Définir pour les divers pays de la Communauté une politique monétaire qui assure la coordination et le respect mutuel des intérêts de chacun, voilà une tâche très importante qui a été réservée au comité monétaire qui travaillera en vertu d'un statut qui, de l'avis de votre commission, est conçu à la mesure de cette tâche.

Je ne cacherai pas, Monsieur le Président, que notre commission fonde de grands espoirs sur les travaux de ce comité monétaire ; pour moi

personnellement, il s'y ajoute la grande confiance que m'inspirent la compétence et le dévouement du trésorier général des Pays-Bas qui en assumera la présidence pendant la période difficile de la mise en marche de ses travaux.

Il nous serait très agréable de recevoir régulièrement des rapports sur les travaux et les avis du comité monétaire, comme la commission parlementaire le suggère à la page 32 de son rapport, et nous serions heureux que ces rapports nous permettent de constater que le comité s'insère organiquement dans notre Communauté, de manière semblable au *Board of Governors* du *Federal Reserve System* des Etats-Unis, qui assure la coordination des mesures de politique monétaire arrêtées par les banques centrales des Etats membres. Je dis bien coordination et non pas harmonisation car je n'ignore pas que, pour le moment, nous devons encore nous contenter d'une stratégie commune, pour m'exprimer comme le président de la Banque des Pays-Bas, la tactique commune, c'est-à-dire la mise en œuvre de diverses mesures qui permettent d'agir de façon analogue ou identique sur la conjoncture, ne devant être envisagée que plus tard.

Une autre exigence que nous avons mentionnée est la stabilité du niveau des prix. Cet aspect de la politique économique n'a pas été traité séparément dans le rapport de la commission. Pourtant, le maintien de la valeur de l'unité monétaire sur le plan intérieur, c'est-à-dire le maintien du pouvoir d'achat intérieur, est le pendant de cet autre problème dont il vient d'être question, le maintien de la valeur de la monnaie sur le plan extérieur.

De plus en plus, on s'inquiète de la « creeping inflation », de la menace d'une inflation rampante, d'une inflation qui progresse lentement et peut ébranler le pouvoir d'achat de la monnaie. C'est là un sujet de préoccupations d'autant plus grave que la valeur des monnaies des pays de la C.E.E. dépend directement de celle du dollar et que l'on prévoit aux Etats-Unis une forte reprise des affaires pour l'année 1959, mais sans que rien ne garantisse que cette reprise pourra aller de pair avec la stabilité du niveau des prix.

« Les perspectives semblent excellentes pour la reprise des affaires et l'accroissement de la productivité », voilà ce que je lis dans un aperçu des prévisions relatives à la conjoncture aux Etats-Unis. Mais on ajoute immédiatement : « Ce qui est cependant moins certain, c'est la stabilité des prix. » Il ne sera pas possible de contenir la

hausse des coûts dans les limites qui correspondent à l'accroissement présumé de la productivité.

N'est-ce pas là un danger qui s'annonce pour notre Communauté, maintenant que nos monnaies sont liées au cours du dollar ? Comment pourrions-nous écarter de nos frontières la contagion inflationniste qui menace les Etats-Unis, même si les autorités en matière monétaire sont sur la brèche et se servent de tous les moyens dont elles disposent pour préserver le pouvoir d'achat de nos monnaies ?

Peut-être étions-nous trop faibles jusqu'à présent pour conjurer sur le plan national le danger d'inflation qui nous menace de l'extérieur ; mais si les institutions de la Communauté et les autorités nationales unissent leurs efforts, il doit être possible de garantir aussi la stabilité intérieure de la monnaie des pays membres de la Communauté.

C'est là une condition qu'il faut remplir non seulement pour maintenir une base de calcul réelle pour nos transactions, mais aussi pour assurer la justice sociale qui ne saurait tolérer que la détérioration rampante de la monnaie, dont l'indexation ne peut pas non plus nous préserver, détruise le pouvoir d'achat de larges couches de la population.

Puis-je demander aux autorités de la C.E.E. de vouer leur attention également à ce problème ?

Pour terminer mon exposé, j'aborderai encore deux questions très importantes, l'une d'ordre structurel, l'autre concernant la conjoncture.

Je ferai remarquer au préalable que des circonstances très heureuses semblent avoir présidé au début de l'application du traité de la C.E.E. le 1^{er} janvier de cette année. La balance des paiements d'un certain nombre de pays s'était beaucoup améliorée en raison du taux des échanges très favorables, c'est-à-dire de la situation favorable des « terms of trade » ; la convertibilité accrue qui pouvait s'y appuyer était aussi un avantage pour le départ. Enfin, la mise en route a aussi été facilitée par l'amélioration du marché des capitaux et du marché monétaire dans les divers Etats membres où l'on pouvait noter une tendance à la réduction du taux de l'intérêt.

Cependant, le problème d'ordre structurel que je crois devoir évoquer encore a trait précisément aux capitaux et au financement. En effet,

quelles sont — voici ma question — les prévisions quant à l'équilibre entre les investissements et les réserves ?

En ce qui concerne les investissements, je songe notamment aux travaux gigantesques qui seront nécessaires pour le développement de l'énergie nucléaire dont nous avons déjà parlé la semaine dernière. En outre, on peut songer aux investissements qui s'imposent dans les territoires sous-développés, dans le secteur agricole de ces mêmes territoires et d'autres pays, ainsi qu'à tous les investissements que nécessiteront la reconversion, la spécialisation, la modernisation et la rationalisation des industries, car c'est par là que doivent se traduire les efforts entrepris en vue de l'intégration.

Il y a aussi les investissements dans l'industrie charbonnière et sidérurgique qui, pour autant que votre commission en est informée, n'accusent encore aucune tendance au ralentissement — on pourrait même affirmer le contraire — et il est probable que les possibilités de financement qu'offre le dernier emprunt de 50.000.000 de dollars que la Haute Autorité a contracté aux Etats-Unis y sont pour quelque chose. Peut-être la Haute Autorité fera-t-elle à cette session une communication sur les prévisions en matière d'investissement dans la Communauté du charbon et de l'acier et leur financement.

Le premier rapport général de la Commission de la C.E.E. nous a permis de constater que celle-ci s'efforce d'obtenir une vue d'ensemble de tous les programmes d'investissement. Dans notre rapport, nous avons demandé que cette confrontation des dépenses d'investissement et des ressources disponibles du marché des capitaux s'étende aussi aux investissements auxquels le secteur public entend procéder, notamment aux investissements envisagés par les corporations de droit public de rang inférieur, c'est-à-dire les départements, les provinces et les communes.

On en arrive ainsi au problème structurel de l'autofinancement et au financement des investissements industriels au moyen du marché des capitaux. Nous savons que la Commission de la C.E.E. a entrepris l'étude de ce problème. Peut-elle nous renseigner sur l'état d'avancement de cette étude ?

La libération du mouvement des capitaux que prévoient les articles 67 et suivants du traité de la C.E.E. joue aussi un grand rôle à cet égard.

Elle permettra en effet de faire en sorte que les capitaux disponibles soient utilisés plus facilement là où ils rendent le plus de services, c'est-à-dire là où leur rendement sera le plus élevé du point de vue social et économique.

Sans aucun doute, ces articles du traité se fondent-ils sur l'idée que la suppression des restrictions en matière de devises dans les pays membres de la C.E.E. se fera sentir aussi dans le mouvement des capitaux, suivant le cas indépendamment de l'O.E.C.E. Or, jusqu'à présent, nous n'avons encore rien vu à cet égard. Manifestement, les divers pays membres ont opéré et opèrent la libération du mouvement des capitaux soit de leur propre initiative, soit dans le cadre coordinateur de l'O.E.C.E. Lorsqu'il s'agit de poursuivre cette libération, il faut se demander si l'article 69 ne vise pas plutôt à une politique coordonnée des Etats membres dans le cadre de la C.E.E. ; il faut de même se demander si cette politique ne permettrait pas d'obtenir un développement plus rapide qu'une libération successive constamment et obligatoirement opérée sur le plan des dix-sept pays ou même du monde entier.

Etant donné ce problème, la Commission de la C.E.E. ne pourra pas se soustraire à une étude approfondie de la structure du marché des capitaux des divers pays ainsi que des possibilités de les intégrer. En même temps, il faudra voir dans quelle mesure la diversité des législations fiscales détermine, en ce qui concerne le rendement des capitaux de financement, des discriminations qui pourraient à leur tour provoquer des déplacements de capitaux qui ne se justifient pas du point de vue économique.

La solution du problème des capitaux dans la Communauté dépendra finalement du niveau de l'épargne, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, y compris les réserves qui ont été constituées auprès de certaines institutions qui sont de grands bailleurs de fonds. Il est certain qu'il faut continuer d'encourager l'épargne dans les pays membres, et, sous ce rapport des pays tels que l'Allemagne et les Pays-Bas peuvent servir de modèle.

Mais alors ne se posera-t-il pas pour la Commission de la C.E.E. un autre problème ? Comment les travailleurs pourront-ils bénéficier de la part qui leur revient dans l'accroissement de la productivité, et dans l'accroissement du revenu national qui en résulte, sans qu'il faille craindre que cet accroissement des revenus ne provoque immédiatement une augmentation équivalente de

la consommation ? La Commission de la C.E.E. se propose-t-elle d'examiner également ce problème ?

Voilà donc un aperçu du problème des capitaux tel que, selon le rapporteur de votre commission, il se pose dans la Communauté.

Pour terminer, j'aborderai encore une question qui relève de la politique de conjoncture.

Ne ne pose-t-il pas dans notre Communauté la même question que celle qui fait actuellement l'objet de vives discussions en Angleterre ?

Nous constatons d'une part que, pour 1959, l'*Economist* du 3 janvier ainsi que le dernier bulletin du *London and Cambridge Economic Service* soulignent la nécessité d'appliquer sans tarder des mesures tendant à favoriser l'expansion. Ces deux publications s'inspirent visiblement des théories de Keynes. En raison d'un excédent considérable de moyens financiers en 1958 et dans la perspective d'une amélioration de la situation budgétaire, l'*Economist* déclare qu'il est possible et souhaitable de réduire les charges fiscales ; il plaide notamment en faveur de mesures fiscales destinées à encourager les investissements.

A ces idées, nous voyons d'autre part s'opposer la conception que sir Oscar Hobson a exposée sous le titre « As I see it » dans la rubrique bien connue qu'il tient dans *The banker*. Convaincu que les affaires reprendront spontanément au cours de la seconde moitié de 1959, il s'inquiète dès maintenant de leur développement. « Je me préoccupe beaucoup plus, déclare-t-il, de savoir si la reprise des affaires se traduira bientôt par un nouveau boom et si les événements montreront une fois de plus qu'on n'a pas tiré les leçons du passé. »

Le conseil qu'il donne pour 1959 à toutes les autorités, monétaires et politiques, c'est l'adage bien connu : *festina lente*.

Je me demande si on ne pourrait pas poser la même question pour certains pays de notre Communauté, voire pour la Communauté tout entière. Pouvons-nous espérer que les partisans de l'expansion parviendront à atteindre quasi automatiquement le rythme de développement souhaité, tout comme les partisans de la stabilisation ont réussi d'une façon générale à éviter ou à surmonter la récession dans la Communauté ? Il me semble que d'après l'aperçu établi par la Commission de la C.E.E. pour le premier trimestre de

1959, qui nous est parvenu la semaine dernière et que j'ai déjà mentionné au début de mon exposé, nous avons tout lieu de nous poser la question.

Je crois qu'en ma qualité de rapporteur de votre commission je pourrais me contenter de mettre cette question sur le tapis. J'ajouterai néanmoins une remarque. Si on a l'impression que les mesures destinées à encourager l'expansion ne sont pas superflues, il faudrait en tout cas ne pas en abuser ou les freiner à temps. Personnellement, j'ajouterai qu'il faut pourtant veiller en tout premier lieu à ce que cette arme de la politique monétaire qu'est la fixation du taux de l'escompte demeure aussi efficace que possible dans les pays de la Communauté ; à cet effet, il semble souhaitable que les pouvoirs publics des divers pays de la Communauté appliquent, à mesure que le marché des crédits et des capitaux s'élargira, une politique d'emprunt dynamique.

Personnellement, je suis d'avis qu'il ne faut pas aller trop loin dans l'application des théories keynésiennes et sacrifier l'efficacité de cette arme que constitue la fixation du taux de l'escompte à l'avantage illusoire qu'offre un taux d'intérêt réduit. Cette dernière idée est exprimée dans l'article « As I see it » ; il ne s'agit donc pas du point de vue de la commission, car celle-ci n'a pas encore eu l'occasion de discuter ce point.

L'article en question n'a cependant pas une très grande importance. Ce qui est beaucoup plus important, c'est la manière dont la Commission de la C.E.E. conçoit ces problèmes pour notre Communauté et pour les pays membres de cette Communauté ; c'est là ce qui intéresse le plus vivement notre Assemblée. J'attends donc avec impatience la réponse de la Commission de la C.E.E.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Mes chers collègues, plusieurs orateurs sont encore inscrits dans ce débat. Voici ce que je vous propose : je donnerai d'abord la parole à M. Battaglia, qui m'a dit que son intervention durera quinze minutes, puis à M. Nederhorst, qui parlerait une demi-heure environ. Nous pourrions ensuite suspendre la séance à 19 heures 30 et la reprendre à 21 heures 30.

Etes-vous d'accord sur cette proposition ?

M. Nederhorst. — (N) Monsieur le Président, si la séance doit reprendre à neuf heures st

demie, je vous prie de bien vouloir m'inscrire sur la liste des orateurs de ce soir, car la commission des affaires sociales se réunira à sept heures et, comme je suis le président de cette commission, j'aimerais bien pouvoir assister à la réunion.

M. le Président. — Je vais donc donner la parole à M. Battaglia, et ensuite à M. Troisi.

La parole est à M. Battaglia.

M. Battaglia. — (1) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je parlerai du problème des régions sous-développées dans le cadre du marché commun.

A ce sujet, je crois qu'il faut dire tout d'abord que les instruments créés par l'Europe occidentale à la fin de la période de transition, c'est-à-dire de la dernière période d'après-guerre, n'auront leur valeur et leur logique que s'ils permettent de faire face à l'évolution sociale et assurent de nouvelles possibilités de progrès général. Il est donc opportun, il est même nécessaire de souligner que l'énoncé d'une conception nouvelle, comme l'est celle dont s'inspirent les institutions supranationales qui viennent d'être créées, implique en définitive qu'on ne peut ni ne doit se contenter d'appliquer le traité à l'échelon des nations signataires, mais que les institutions communautaires sont directement responsables vis-à-vis des Etats membres, et cela avant tout en ce qui concerne certains secteurs et certains aspects particuliers de ceux-ci.

On sait qu'à l'intérieur des divers Etats il existe d'importantes différences d'une région à l'autre; en d'autres termes, dans le cadre même de l'économie des diverses nations, on trouve des régions souffrant d'un grave état de dépression économique et de malaise; pour dresser un tableau panoramique et fidèle de l'économie des nations, on ne saurait donc se fonder valablement sur les indices moyens des revenus du travail et du pouvoir d'achat des classes sociales. C'est donc avec raison que M. Van Campen a dit dans son rapport que les études de la C.E.E. doivent être approfondies et porter non pas sur la situation dans les divers Etats, mais sur la situation dans les diverses régions de ceux-ci, dans les divers secteurs économiques, ce qui permettra de voir à quel point dans les Etats membres la situation économique varie selon les régions.

Il est avant tout une première donnée d'un intérêt considérable, à savoir le degré de satu-

ration industrielle. En Italie, par exemple, on constate une différence effrayante entre les régions septentrionales (dans lesquelles la concentration industrielle atteint un degré très élevé) et les régions méridionales où, au contraire, l'industrie est presque inexistante. Il y a des régions très étendues, comme toute la région calabro-lucanienne, où il n'y a pratiquement pas d'industrie, étant donné que les rares initiatives de production n'ont qu'un caractère artisanal et ne suffisent pas même à satisfaire la demande du marché intérieur de la région. D'autres régions, comme la Sicile et la Sardaigne, bien qu'elles disposent de certaines matières premières d'une importance considérable, sont cependant encore des régions plus nettement sous-développées et complètement dépourvues de systèmes de production, de transformation et d'exploitation.

Dans les régions en question, l'agriculture doit, elle aussi, retenir notre attention, si on songe combien il est difficile de passer de formes surannées de culture à des formes plus modernes où il est fait largement appel à la mécanisation et à la fumure rationnelle des terres.

Des tentatives ont été faites pour moderniser l'agriculture par des réformes agraires et politiques, mais celles-ci ont eu un effet plus démagogique que social; le problème de l'adaptation de l'agriculture n'a pas été résolu parce que c'est un problème essentiellement économique et avant tout un problème de réorganisation et de refonte de toute la structure de l'agriculture par la création de grandes entreprises agricoles modernes et par la spécialisation des cultures.

Il est un autre point très important à signaler. Les voies de communication sont très primitives, d'où il suit que les moyens et les possibilités de transport le sont tout autant. Egalement dans le domaine des transports, il faut tenir compte du fait que ces retards accentuent les différences entre les diverses zones et contribuent à ôter toute valeur aux moyennes nationales.

Toutes ces données qui synthétisent la situation économique des régions sous-développées, mettent en lumière la portée économique et politique du problème.

La communauté des nations virtuellement confédérées sur le plan économique — en attendant de l'être sur le plan politique et institutionnel — a intérêt à l'élimination des inégalités régionales dans le cadre des diverses économies

nationales. En effet, si nous créons sur le plan régional une structure économique conforme aux moyennes générales des divers pays membres, nous aurons obtenu la seule garantie du libre commerce des marchandises, du libre développement industriel, de la possibilité d'enrichissement des diverses économies.

Le problème économique fondamental ne consiste pas seulement à créer un marché commun pour la production, mais aussi à instituer un marché commun pour la vente. C'est en relevant le pouvoir économique des régions sous-développées, en accroissant le pouvoir d'achat des populations de ces régions qu'on pourra ouvrir de nouveaux débouchés et de nouveaux marchés pour la vente.

Si, en fait, la nouvelle structure supranationale a été créée essentiellement pour répondre à la nécessité d'assurer un régime économique et financier plus stable que par le passé, capable de s'opposer, comme le terme valable d'une alternative, tant au bloc oriental qu'aux productions d'outre-Atlantique et de permettre un relèvement du niveau de vie pour toutes les classes sociales, il est permis de dire qu'aucune amélioration de la situation générale de l'économie, de la production et de la consommation dans les régions dont il s'agit n'aura cependant lieu si ce n'est grâce à la création de plus grandes possibilités d'absorption des marchandises et des biens produits.

Etant donné que le problème des régions sous-développées présente en conséquence, quant à sa nature économique, un intérêt commun pour tous les Etats associés (il existe en effet des régions sous-développées en Italie, en France et en Allemagne), il faut que la Communauté étudie, pèse et en cas de besoin applique directement, au moyen de ses institutions, les solutions possibles.

La nécessité d'une politique économique commune et d'une intégration économique coordonnée découle d'ailleurs implicitement de l'examen de toute la situation de l'économie européenne; il est presque superflu de le dire, puisque cette nécessité est à la base même des traités.

Mais nonobstant la netteté de ce principe fondamental, il y a lieu de souligner que les tentatives faites jusqu'ici n'ont pas abouti à cette coordination effective des économies des divers Etats, faute d'une même vision du problème et, avant tout, faute d'une sérieuse relance coordonnée de la communauté de l'Europe occidentale.

Pour ce qui est de l'expansion globale de la production industrielle, l'Allemagne de l'ouest vient en tête, mais l'Italie et la France ont aussi fait des progrès très rapides. En Italie, le développement des industries d'extraction s'est notamment poursuivi à un rythme assez rapide, tandis que la métallurgie est restée stationnaire, en raison du maintien du handicap que représentent certaines entreprises subventionnées par l'Etat.

Au contraire, l'expansion industrielle du Luxembourg, malgré le fort degré d'industrialisation et le taux particulièrement élevé des investissements qui en découle, se heurte à certains obstacles: une population stationnaire et l'appauvrissement progressif des matières premières disponibles sur lesquelles est fondée l'industrie métallurgique luxembourgeoise.

Ces exemples montrent avant tout que la coordination générale n'a pas atteint le degré souhaitable et que l'intégration économique ne joue pas encore le rôle de facteur équilibrant. En effet, on ne s'explique pas que l'industrie lourde doive avoir de la peine à se développer, alors que dans les différents Etats de vastes régions ont précisément besoin des produits métallurgiques pour atteindre le développement industriel nécessaire.

Par conséquent, les études sur les structures typiques des divers Etats, de l'ensemble des économies et des secteurs de celles-ci seraient trompeuses et passeraient à côté du fond des problèmes essentiels aux fins du succès du marché commun européen, si elles n'étaient pas complétées par une sérieuse recherche des causes des disparités que l'on note dans les diverses branches d'activité entre les entreprises qui y exercent leur activité et entre les régions d'un seul et même pays.

Le marché commun ne pourra être réalisé qu'à la condition que les différents Etats y trouvent la garantie d'une situation économique meilleure, non seulement en valeur absolue, mais aussi et avant tout en ce qui concerne la question sociale; or, la libération des échanges aura pour effet que la concurrence jouera dans la mesure indiquée par les lois économiques de Smith, c'est-à-dire sans les correctifs de protection et de précaution qui caractérisent la défense nationale des marchés intérieurs au moyen de barrières douanières.

Il est certain qu'on ne pourra appliquer que progressivement une telle conception de l'économie sur le plan international en assurant de nouveaux débouchés non seulement en dehors de la sphère du marché commun, mais aussi et même principalement à l'intérieur de celui-ci. En d'autres termes, on peut affirmer sans hésitation qu'il faut une expansion de la consommation qui compensera la perte de la situation privilégiée dans laquelle travaillent toujours les industries protégées.

Mais ici intervient un autre facteur d'une importance énorme: celui des dimensions de l'industrie et de la concentration des entreprises, étant évident que la dimension des entreprises influera sur les conditions de la concurrence.

L'aspect de la question qui intéresse avant tout la concurrence, c'est le rapport entre la concentration et l'efficacité économique.

Il est évident que certaines formes d'activité ne sont concevables que dans des entreprises de grandes dimensions; c'est pourquoi l'industrie automobile et l'industrie sidérurgique sont fortement concentrées. Mais il arrive souvent qu'aux grandes dimensions des entreprises doit correspondre un degré élevé de spécialisation, comme le démontrent amplement les études faites aux Etats-Unis sur ce problème, études qui portent naturellement sur la production aux Etats-Unis. En dehors de ces deux données de base, on ne peut aboutir qu'à des conclusions négatives.

L'importance d'un grand marché tient non pas seulement au fait qu'il permet aux entreprises d'atteindre des proportions gigantesques, mais avant tout au fait qu'il permet de placer entièrement une production hautement qualifiée et spécialisée.

De ces propositions élémentaires découlent un certain nombre de conclusions :

a) Le marché commun ne doit pas étrangler les économies des divers Etats ni aucun secteur de ces économies;

b) Il doit au contraire trouver les proportions qui conviennent le mieux pour ces économies, considérées non pas isolément, mais dans le cadre unitaire d'une intégration réciproque;

c) A cet effet, il faut en particulier une expansion des marchés intérieurs et de la consommation;

d) Enfin, le seul terrain sur lequel on puisse agir dans les directions indiquées est celui qu'offrent les zones ou régions sous-développées.

Tel est le problème.

C'est un problème qui intéresse l'Italie plus que tout autre Etat membre de la Communauté, étant donné qu'en superficie l'Italie méridionale et les îles représentent en pourcentage de superficie la région sous-développée, la plus vaste qui se puisse noter dans un Etat.

Qu'arriverait-il si le marché commun devait être établi sans que des mesures aient déjà été prises dans cette région?

Qu'arriverait-il si la production actuelle des régions méridionales de l'Italie devait se trouver en face du marché libre sans pouvoir continuer à bénéficier de la politique protectionniste de l'Etat?

Qu'arriverait-il dans une région qui représente près de la moitié de l'étendue totale du territoire national italien si ses produits ne trouvaient plus de débouchés?

La première conséquence et la plus importante serait une terrible baisse des revenus du travail, c'est-à-dire un appauvrissement général de tous les milieux économiques et sociaux.

Cela veut dire qu'on obtiendrait un résultat contraire à celui auquel on vise, comme je l'ai déjà dit, en vertu de la nouvelle conception économique européenne; au lieu d'ouvrir de nouveaux débouchés à une production unifiée et coordonnée dans la nouvelle Europe, on appauvrirait un des marchés de la sphère de la Communauté.

Le libre-échange des marchandises et de la main-d'œuvre ne fonctionne pas comme un chemin de fer à voie unique et en sens unique: une telle conception n'a pas de sens du point de vue économique. On ne pourrait pas objecter valablement (si même il pouvait être question d'une objection) qu'en Orient d'autres économies en voie d'expansion, comme celle du Royaume-Uni et celle des Etats-Unis, se sont bornées jusqu'à la veille de la dernière guerre, à vendre purement et simplement des produits industriels sans acheter d'autres produits en contrepartie; en effet, les pays d'Orient pouvaient offrir, en échange des produits importés, de très précieuses matières

premières, ce qui en revanche n'est pas le cas de bien des régions sous-développées d'Europe.

Il faut donc qu'à une politique de libération des échanges corresponde une politique de développement et d'accroissement des revenus du travail, autrement dit une politique d'encouragement des entreprises et des initiatives qui, d'une part, concourent à former l'ensemble productif le plus rationnel dans la sphère du marché commun européen et, d'autre part, puissent donner naissance à une politique des hauts salaires, ceux-ci garantissant aux autres secteurs de la production des débouchés qui répondent à leur production.

En d'autres termes, le marché commun européen ne peut pas être considéré comme la simple abolition des frontières douanières ; d'ailleurs, aucune nation n'aurait intérêt à se présenter sur le marché d'une région appauvrie et qui ne produit rien, qui n'a rien à vendre et qui est donc incapable aussi d'acheter des produits étrangers.

Il ne faut pas oublier non plus que le marché commun a encore un autre objectif fondamental : la libre circulation de la main-d'œuvre. Cela veut dire que l'on estime — et cela avec raison — que le rétablissement de l'équilibre de la situation générale serait grandement facilité si on transférait de la main-d'œuvre excédentaire de certaines régions dans des régions qui souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre. Mais pour pouvoir le faire, il faut que la main-d'œuvre soit aussi qualifiée que possible. Or, chacun sait que les plus forts excédents de main-d'œuvre se trouvent dans les régions à faible concentration industrielle et que, par conséquent, ces excédents sont formés de simples manœuvres, de journaliers et autres travailleurs non qualifiés ; il s'agit donc du type de travailleur qui est le plus difficilement utilisable dans l'industrie, à savoir le manœuvre non qualifié.

Il faut donc compléter la formation professionnelle, accélérer cette formation et, au besoin, la créer de toutes pièces là où elle n'existe pas.

Mais, et voici la difficulté, on ne peut pas former une main-d'œuvre qualifiée là où il n'y a pas d'industrie.

Impossible de former sérieusement des travailleurs qualifiés pour le compte de tiers ; c'est-à-dire qu'on ne peut pas former en Sicile, par exemple, des travailleurs qualifiés en vue de les employer aux Pays-Bas, à moins d'installer des

industries en Sicile. En tout cas, il ne saurait être question de donner aux travailleurs une formation approximative, puisque l'on sait que, logiquement, ces travailleurs approximativement qualifiés ne seront guère demandés.

Diverses initiatives ont été prises en Italie en vue de résoudre le problème des régions sous-développées, et on a naturellement recouru à la meilleure méthode et même à l'unique méthode possible, qui consiste à développer les ressources locales et à faire passer l'agriculture du plan de l'exploitation pure et simple du sol au plan industriel. Mais il reste encore beaucoup de chemin à faire pour y arriver. Il faut donc que la Communauté Economique Européenne ne perde pas de vue un problème important au point que le gouvernement italien et les gouvernements régionaux de Sicile et de Sardaigne l'ont déjà reconnu et l'étudient attentivement.

A quels moyens la Communauté Economique Européenne peut-elle recourir pour intervenir directement et contribuer à la solution du problème des régions sous-développées en général, et du problème qui se pose à ce sujet en Italie, afin de faciliter la réalisation du marché commun, son objectif le plus important ?

Avant de répondre à cette question, il me paraît préférable de signaler en quelques mots un problème plus vaste, celui de la coordination des diverses institutions indépendantes qui travaillent chacune dans son secteur particulier.

On ne peut certes pas critiquer ce principe de division du travail, étant donné que la diversité qui caractérise les problèmes et les groupes de problèmes appelle nécessairement une méthode de travail de ce genre.

Toutefois, pour que le système uniforme et général dont il a été parlé à maintes reprises, puisse être réalisé, il est absolument indispensable que les activités des différentes institutions soient coordonnées d'après un plan organique.

Les méthodes et la nature de cette coordination feront l'objet d'une autre discussion ; pour le moment, nous devons nous borner, afin d'y puiser un encouragement pour le problème qui nous intéresse, à affirmer que l'intervention de la Communauté Economique Européenne dans les régions sous-développées doit être organique, complète et coordonnée, qu'elle doit correspondre à un plan de développement général, qu'elle doit

entraîner la refonte de l'industrie existante, qu'elle doit stimuler le développement de nouveaux secteurs utiles — qui manquent pour l'instant — et qu'elle doit encourager la formation d'une main-d'œuvre qualifiée.

Les méthodes à appliquer ne peuvent être qu'au nombre de deux et de deux seulement, comme le montre clairement une étude même superficielle de la plus grande réalisation de ce genre, la Tennessee Valley Authority; il s'agit de procéder à des investissements et d'installer directement des sources d'énergie.

Or, la Communauté dispose des instruments nécessaires pour l'une et l'autre de ces mesures-clés, à savoir la Banque européenne d'investissement et l'Euratom.

Il semble indiscutable que l'une et l'autre institutions sont parfaitement en mesure d'influer directement sur les structures des régions sous-développées. Je dirai en effet, au préalable et à titre indicatif, que nous n'admettons pas l'objection qui a été formulée contre l'installation d'une centrale nucléaire dans une région sous-développée, à savoir qu'il faut s'attendre à un excédent d'énergie produite à bas prix; à notre avis, il faut songer moins à ce qui est exigé dans l'immédiat et davantage à ce qui le sera plus tard pour faire face aux besoins, une fois que de nouvelles conditions de vie auront été créées.

C'est le vieux problème de savoir qui est né le premier: de l'œuf ou de la poule. C'est un problème dont la solution nécessite un choix, tout au moins dans notre cas. Et si une centrale atomique peut être comparée à une poule et l'ensemble industriel à l'œuf, nous vous dirons que c'est la poule qui est née la première et que par conséquent c'est la centrale atomique qui doit naître la première là où il est nécessaire de créer ou de développer des industries. Nous soutenons la thèse que la Communauté Economique Européenne, qui a été créée pour aligner les intérêts économiques dont les divergences ont été à l'origine de la dernière convulsion qui a épouvanté l'humanité, ne peut pas se borner à être un immense comptoir de vente et d'achat. La solution du problème des régions sous-développées permettra de faire en sorte que la Communauté ne se transforme pas en un instrument d'expansion d'une économie particulière au détriment des nations plus faibles.

Chaque nation a sa région sous-développée: fasse la Communauté, à laquelle incombe direc-

tement la tâche collective d'améliorer les conditions économiques, que dans l'Europe future aucune nation ne demeure ou ne devienne une région sous-développée.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Troisi.

M. Troisi. — *(1)* Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je prends pour quelques instants la parole et me livrerai à certaines considérations sur la stabilité monétaire. Tout d'abord, je dirai cependant combien je me félicite du rapport de M. Van Campen, notre rapporteur, qui nous a soumis un précieux exposé sur des problèmes complexes et difficiles. Il a réussi à éclairer même les profanes sur cet enchevêtrement de problèmes techniques très arides, qui sont d'une importance fondamentale pour l'édification de la nouvelle Europe.

M. Van Campen a bien fait de consacrer une partie de son excellent rapport à la politique monétaire.

Nous entendons tous encore l'écho des récents événements qui se sont produits dans le domaine monétaire et cet écho se fait sentir dans le monde entier; certains commentateurs ont été jusqu'à parler du tremblement de terre monétaire de la fin de l'année. Il nous sera permis, à l'aube de la nouvelle année, d'évaluer ces événements en toute objectivité et sans rien dramatiser.

La convertibilité des monnaies européennes, même si pour l'heure elle est encore limitée, constitue un fait positif dans l'économie européenne et même dans l'économie mondiale. Indubitablement, elle donnera une impulsion plus forte aux échanges à l'intérieur de l'Europe et aussi à ceux de la zone du dollar.

Il faut se rappeler, dans cette circonstance, les grands services que l'Union européenne des paiements a rendus à l'économie européenne, cet organisme qui est né au sein de l'O.E.C.E. et qui a fonctionné comme un vaste office de compensation. Grâce à elle, il a été possible de surmonter le bilatéralisme dans les rapports commerciaux entre les peuples. Vous vous rappelez certainement les nombreuses restrictions, les interdictions compliquées, les obstacles de toute espèce qui avaient réduit les peuples de l'Europe à revenir à des formes d'échange primitives, au troc, alors que la réalité économique présente, avec une fréquence continue, les échan-

ges triangulaires et les échanges multilatéraux. L'Union européenne des paiements a permis et facilité ces échanges multilatéraux, et quand en 1955 on a vu se dessiner pour la première fois la possibilité d'un retour à la convertibilité de la livre sterling, on a préparé un projet d'accord monétaire européen appelé à remplacer l'U.E.P.

Des circonstances de nature diverse, qu'il n'y a pas lieu d'analyser ici, ainsi que la mise en mouvement du mécanisme tarifaire et contingentaire le 1^{er} janvier de cette année ont provoqué les mesures de convertibilité, bien connues désormais, de la livre sterling et des principales monnaies européennes, l'ajustement du franc français à sa valeur effective, avec l'élimination de l'écart entre le pouvoir d'achat intérieur et le pouvoir d'achat extérieur et, enfin, la dissolution de l'Union européenne des paiements et son remplacement par l'Accord monétaire européen.

On parle d'une prochaine déclaration de convertibilité pleine et entière du mark allemand qui, comme vous le savez, a dès maintenant la plus grande part dans les réserves d'or et de valeurs équivalentes. Nous devons féliciter sincèrement nos collègues allemands de ce grand succès que la politique de leur pays a permis de remporter.

Nous souhaitons d'autre part que les autres pays surmontent toutes les difficultés, non seulement en vue de maintenir la convertibilité, mais aussi pour la rendre toujours plus complète, toujours plus étendue, éliminant ainsi jusqu'aux derniers obstacles qui s'opposent au libre mouvement des capitaux.

Je suis d'accord avec notre rapporteur quand il dit qu'il faut chercher à renforcer la convertibilité des monnaies européennes. Cela signifie qu'il faut poursuivre une politique de stabilité monétaire étroitement liée à l'équilibre de la balance des paiements et à celui du budget de l'Etat.

Il faut considérer la stabilité de la monnaie comme un élément fondamental de l'édification de l'économie européenne. Il n'est pas superflu de rappeler le premier alinéa de l'article 107 du traité; en vertu de cette disposition, chaque Etat membre traite sa politique en matière de taux du change comme un problème d'intérêt commun. En conséquence, la stabilité monétaire est un bien commun et, en tant que tel, elle doit être défendue.

Il est bien évident que la stabilité de la monnaie se répercute favorablement sur les programmes d'investissement, notamment ceux qui concernent les régions de dépression économique, sur les programmes prévisionnels de toutes les entreprises et de tous ceux qui travaillent dans l'économie du trafic.

J'attire ensuite votre attention, mes chers collègues, sur les répercussions dont la formation de l'épargne individuelle et familiale peut être l'objet, cette épargne qui conserve maintenant encore sa fonction malgré l'importance croissante que revêtent, dans l'économie contemporaine, les formes collectives d'épargne liées aux systèmes de prévoyance et d'assistance, aux régimes fiscaux et à l'auto-financement des grandes entreprises. Or, l'épargne individuelle et familiale a sa prémisses nécessaires dans la stabilité monétaire. On n'est induit à faire des économies — autrement dit à renoncer à un acte de consommation en vue de la satisfaction de besoins futurs — que si on a la certitude que le pouvoir d'achat ne changera pas avec le temps. (Je fais abstraction, bien entendu, du phénomène qu'on appelle la dévaluation de la monnaie.)

Le manque de confiance en la monnaie conduit soit à une augmentation de la consommation, soit à l'investissement dans les biens dits « de refuge » qui sont réputés moins instables; il peut aussi faire augmenter vertigineusement la vitesse de circulation de la monnaie parce que chacun cherche à s'en défaire comme si elle lui brûlait les doigts: c'est la *hot money*, comme on dit en anglais. Les péripéties monétaires du premier et du second après-guerre ont profondément ébranlé la confiance de l'épargnant qui a vu se pulvériser les économies qu'il avait faites à la sueur de son front.

Aussi nous faut-il considérer la stabilité des monnaies également sous cet angle-là; en effet, nous ne devons jamais oublier que la prospérité véritable des peuples présuppose l'acte de l'épargne qui a aussi un contenu moral et caractérise les populations plus évoluées.

Il faut éviter à tout prix les dévaluations unilatérales qui provoquent des distorsions dans les échanges extérieurs et suscitent à l'intérieur de vastes redistributions du revenu. C'est se leurrer que de recourir à l'expédient qu'est la monnaie *dumping* pour surmonter les défauts organiques, intrinsèques du système économique. Il ne faut

pas s'adonner à l'illusion de pouvoir guérir d'un accès de fièvre en changeant quelque chose au thermomètre; ce qu'il faut, c'est remonter aux causes du trouble dont on se plaint. La santé monétaire est le reflet de la santé de l'organisme économique.

Gardons-nous de la tentation de recourir à la dévaluation aux fins de rééquilibrer la balance des paiements. Le rapporteur a bien fait d'insister, également dans son exposé oral, sur l'importance de l'équilibre de la balance des paiements.

Précisément les expériences faites pendant le premier et le second après-guerre sont autant d'avertissements à cet égard. On a recouru à l'expédient ruineux de la dévaluation dans l'illusion de pouvoir résoudre le problème de la balance des paiements. En un premier temps, la dévaluation de l'argent fonctionne comme une sorte de *dumping*, donnant une prime à l'exportation à cause de l'écart qu'il y a entre les prix intérieurs et les prix extérieurs; mais en fin de compte elle se solde par un grand préjudice causé à la communauté nationale, appauvrissant ceux qui touchent des revenus fixes, provoquant une redistribution des richesses, qui passent ainsi d'une catégorie de personnes dans une autre, et détruisant le capital même.

Voilà pourquoi le traité contient des prescriptions minutieuses dont le but est de mettre la balance des paiements des divers pays à l'abri de secousses et de bouleversements. La stabilité de la monnaie est en effet liée de près, comme je l'ai déjà fait remarquer, à l'équilibre de la balance des paiements et à celui du budget de l'Etat.

La stabilité de la monnaie et la convertibilité des monnaies européennes sont considérées comme des moyens de s'acheminer vers la monnaie européenne commune. Nous devons indubitablement tendre vers l'unification de la monnaie et du crédit. Cet objectif sera atteint une fois que les différentes économies se seront harmonisées entre elles. Ce sera l'épilogue naturel, le corollaire logique de ce long acheminement.

Pour parvenir à cette fin, on peut, me semble-t-il, recommander une collaboration plus étroite entre les banques d'émission des six pays qui conduira à une coordination plus efficace des politiques en matière de crédit et de monnaie. Actuellement, ces banques collaborent sous les auspices de l'organisme important qu'est le Fonds monétaire mondial, mais il me semble que c'est là une perspective d'avenir encore trop

vaste. Il faut poursuivre dans un espace plus restreint une coordination qui pourra se faire notamment au sein du Comité monétaire, organe consultatif de la Commission de la C.E.E. dans lequel les banques d'émission des six pays sont représentées.

On ne peut que donner raison au rapporteur quand il dit qu'à l'heure actuelle la modification du taux de l'escompte n'a plus la grande importance qu'elle avait jadis. Dans le passé, alors que régnait le *gold standard*, elle apparaissait comme un instrument de choix permettant de régler la politique de la monnaie et du crédit. Il faut remonter à l'Europe d'avant 1914, lorsque fonctionnait le système de l'étalon-or et quand l'Europe détenait la première place dans la vie économique, politique et militaire et que les Etats-Unis étaient ses débiteurs. Une fois que cette primauté de l'Europe s'est écroulée, une fois que les équilibres économiques, politiques et sociaux ont été rompus, de nouvelles formes de réglementations se sont substituées aux anciennes, et dans ces systèmes nouveaux la modification du taux de l'escompte a perdu son ancienne efficacité. De nouveaux instruments ont été adoptés, comme les opérations sur le marché ouvert, le rationnement du crédit, les variations dans les réserves minima. Dans la nouvelle configuration qui est en train de se dessiner à travers le rétablissement de la convertibilité de la monnaie, je pense qu'avec l'inéluctable libération du marché des capitaux, la modification du taux de l'escompte pourra recouvrer pour le moins une grande part de son ancienne efficacité.

Telle est la raison pour laquelle je me suis permis d'appeler de mes vœux une collaboration plus étroite entre les banques d'émission des six pays: elle pourra conduire à l'unification dans le domaine de la monnaie et du crédit.

Le rapporteur a envisagé la transformation de l'actuel Comité monétaire et du Conseil de Ministres en un système analogue à celui du *Federal Reserve System* des Etats-Unis qui est une heureuse fusion, une synthèse du système de la concentration ou centralisation dans le domaine des instituts bancaires et du système de la décentralisation.

Cette expérience américaine est précieuse et il ne faudra pas la perdre de vue dans la construction de l'Europe nouvelle. Et c'est pourquoi je partage l'avis de ceux qui souhaitent que ce système soit pris pour modèle.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Nous allons suspendre maintenant nos travaux pour les reprendre à vingt et une heures trente.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 19 h 25, est reprise à 21 h 30.)

PRESIDENCE DE M. HAZENBOSCH

Vice-président

M. le Président. — La séance est reprise.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport présenté par M. Van Campen sur certaines questions concernant la politique économique à long terme, les finances et les investissements, soulevées à propos de premiers rapports généraux de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

La parole est à M. Nederhorst.

M. Nederhorst. — (N) Monsieur le Président, mes chers collègues, une aimable coutume veut, dans notre Assemblée, que l'on félicite un rapporteur pour le travail qu'il nous a présenté. Si j'agis de la sorte en parlant au nom de mon groupe politique, ce n'est pas seulement par courtoisie que je le fais. En effet, c'est avec intérêt, je puis même dire avec une satisfaction unanime que nous avons pris connaissance du rapport de M. Van Campen dont le contenu matériel et l'esprit répondent dans une large mesure à nos propres pensées.

Au cas où les conceptions du rapporteur refléteraient également la manière de voir de son groupe, nous y verrions la base d'une collaboration féconde.

Monsieur le Président, je diviserai mon discours en deux parties principales. Je dirai en premier lieu quelques mots de la politique structurelle, après quoi je me livrerai à quelques considérations sur la politique conjoncturelle.

Parlant de la politique de structure, je constate avec satisfaction que notre rapporteur estime que la politique régionale et le développement des régions insuffisamment développées sont au nombre des tâches les plus importantes devant lesquelles la Communauté se trouve placée.

Il est permis de se demander pourquoi, dans notre Communauté, il se pose un problème des régions sous-développées.

La réponse à cette question, nous la trouvons dans le rapport de M. Van Campen. Au paragraphe 21, nous lisons que les capitaux n'affluent pas nécessairement là où ils pourraient être employés le plus utilement du point de vue de l'économie générale.

Cette phrase, cette affirmation, nous considérons qu'elle est d'un grand intérêt. Nous y voyons la reconnaissance du fait que le principe de la liberté complète des échanges commerciaux est surannée, que le libre échange des biens, plus exactement la libre circulation des capitaux, appelle un correctif. En effet, si nous laissons le mouvement des capitaux se faire en toute liberté, nous n'obtiendrons pas un maximum de bien-être; en d'autres termes, le mouvement des capitaux, les investissements doivent être dirigés ou, pour prendre un terme que le rapporteur préfère, ils doivent être orientés en vue d'un but général fixé comme tel.

Nous voyons que dans un grand marché la liberté des investissements conduit nécessairement à une forte concentration d'entreprises dans certaines régions déterminées du marché, à une centralisation et une concentration qui peuvent, selon le cas, procurer à une entreprise un maximum de bénéfices privés, ces bénéfices allant cependant de pair avec un grand préjudice pour la collectivité. Le préjudice est double en ce sens que, d'une part, la collectivité se trouve lésée par le fait que l'emploi et le travail ne peuvent pas se développer normalement dans d'autres parties du marché commun et que, d'autre part, la forte concentration de l'activité dans certaines régions oblige inévitablement la collectivité à engager de grandes dépenses, par exemple pour établir des communications, améliorer les infrastructures, autant de dépenses qui sont à la charge de la collectivité sans qu'elle en retire profits en échange.

Nous sommes ainsi amenés à conclure qu'il faut suivre une politique de décentralisation délibérée, une politique de déplacement des activités économiques vers d'autres régions du marché de la Communauté.

On peut distinguer deux éléments essentiels de la politique régionale.

Nous avons en premier lieu la politique qui a trait aux régions insuffisamment développées. J'appelle de ce nom l'Italie méridionale et, en France, le Centre-Midi; quant à l'Allemagne, je songe aux régions qui bordent le rideau de fer. Mais, à côté de cela, nous avons — et c'est là un problème tout à fait à part — des régions dont on ne peut pas dire qu'elles soient sous-développées, mais qui ont une structure industrielle très spécialisée et qui, du fait de la concentration des entreprises, conséquence inévitable du marché commun, sont aux prises avec de sérieuses difficultés.

Je cite comme exemple typique la région minière belge du Borinage. Ce n'est certainement pas une région sous-développée, mais on peut vraiment dire qu'il s'y pose de sérieux problèmes économiques et sociaux dus à la structure spécialisée et au fait que toute l'activité tend dans une seule direction.

Comme deuxième exemple, je cite, dans mon propre pays, la région de l'industrie textile de Twente qui déborde la frontière allemande et s'étend jusqu'à la ville de Nordhorn. C'est également une région dont on ne peut pas dire à proprement parler qu'elle soit insuffisamment développée; c'est en réalité une contrée qui, du fait de sa structure très particulière, doit affronter de difficiles problèmes. Le rapporteur dit fort justement que le problème des régions insuffisamment développées n'est pas lié aux frontières nationales, mais que nous avons de ces régions qui s'étendent en deçà et au delà des frontières.

Ces problèmes se posent aussi dans mon propre pays. Aux Pays-Bas, nous avons des contrées moins développées dans le nord du pays, mais les mêmes problèmes se posent dans le nord-ouest de l'Allemagne. Il importe au plus haut point que, pour ces pays, des plans de reconstruction soient établis et qu'ils ne soient pas exclusivement d'ordre industriel; ils doivent être aussi d'ordre agricole si nous voulons que la prospérité augmente dans l'ensemble d'une région de cette sorte.

Or, Monsieur le Président, il me semble que la situation dans laquelle nous sommes actuellement se caractérise par le fait que nous n'avons pas encore d'institutions, d'organisations qui soient capables de soumettre à la Commission de la Communauté Economique Européenne des plans qui ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. La société, sur ce point, ne s'est pas encore adaptée à la situation nouvelle. Les personnes direc-

tement intéressées et les autorités qui doivent affronter des difficultés dans ces pays ne sont pas encore exactement renseignées sur les possibilités que leur offrent la Commission de la C.E.E., la Banque européenne d'investissement et le Fonds social européen.

Je serais heureux que la Commission européenne nous promette de montrer la voie aux autorités intéressées, de les renseigner sur la manière dont des plans de reconstruction peuvent être soumis aux organismes européens; ainsi pourraient-elles contribuer à faire prendre des initiatives dans l'est des Pays-Bas et dans le nord-ouest de l'Allemagne — je pourrais nommer d'autres régions encore — et faire des démarches communes en vue de favoriser le développement de ces régions dans leur totalité. Voilà pour ce qui est des régions insuffisamment développées.

Les mêmes problèmes se posent en ce qui concerne les régions à développement unilatéral. J'ai déjà parlé de la région de l'est des Pays-Bas, la zone de l'industrie textile qui s'étend au delà de la frontière et touche à la région de l'industrie textile en Allemagne. Là encore, nous avons affaire à des problèmes d'adaptation et de concentration, des problèmes liés au fait que le chômage peut se produire dans ces régions et que des mesures doivent être prises pour y remédier. Là encore, on pourrait faire intervenir, suivant le cas, la Banque d'investissement et le Fonds social afin de remédier aux effets de cette concentration. Si je parle de faire intervenir la Banque d'investissement, c'est que je pense que celle-ci doit nous apparaître comme l'élément moteur d'une politique structurelle coordonnée.

Malheureusement, je dois parler de la Banque d'investissement et je ne puis pas parler du Fonds d'investissement. Nous savons tous que la question « Banque d'investissement ou Fonds d'investissement ? » a provoqué de longues discussions lors de la rédaction du traité et que, finalement, la cause a été gagnée par les partisans de la création d'une Banque d'investissement qui ne peut accorder des crédits que sur une base commerciale.

Il n'empêche que le besoin persiste d'avoir aussi des aides financières pour l'infrastructure.

Or, je crois que le traité nous offre certaines possibilités de fournir à l'infrastructure les contributions dont elle a besoin et de créer des fonds ad hoc, par exemple d'un commun

accord entre les gouvernements. Je vous rappelle à cet égard l'article 19, alinéa 2, du protocole relatif à la Banque d'investissement qui, à mon avis, permet d'accorder des crédits à taux d'intérêt modique. C'est là, me semble-t-il, une possibilité qu'il ne faut en aucun cas négliger.

Abandonnant maintenant le terrain de la politique structurelle, je dirai quelques mots de la politique de conjoncture. A cet égard, nous pouvons distinguer deux éléments : tout d'abord, l'image de la conjoncture, l'esquisse de la situation économique dans nos six pays ; ensuite, la politique en matière de conjoncture.

En ce qui concerne l'image de la conjoncture et la situation dans nos six pays, j'aperçois trois points qui me semblent particulièrement frappants.

En premier lieu, nous notons une évolution qui suit une même direction dans les six pays qui ont connu en même temps les années d'essor et qui, en ce moment, connaissent tous à la fois, un temps de récession. Nous remarquons cependant que, pour ce qui est de cette récession, il y a une singulière différence chronologique. Nous constatons qu'aux Pays-Bas cette récession est apparue plus tôt que dans les cinq autres pays, notamment qu'en France et en Belgique, et que d'autre part, le redressement s'est produit plus tôt aux Pays-Bas que dans les deux pays que je viens de mentionner.

En second lieu, si nous envisageons le mouvement conjoncturel dans son ensemble, nous apercevons une différence très marquée par rapport à la situation d'avant la seconde guerre mondiale. A cette époque, les six pays qui forment aujourd'hui notre Communauté subissaient plus ou moins passivement l'influence de la conjoncture aux Etats-Unis d'Amérique. On pouvait être certain que, quand la conjoncture aux Etats-Unis était mauvaise, la conjoncture dans les pays européens en subissait fortement le contre-coup.

Depuis la deuxième guerre mondiale, nous constatons que les six pays se sont plus ou moins désolidarisés de la conjoncture américaine. Le renversement conjoncturel qui s'est produit en Amérique en 1952/1953 a pratiquement passé inaperçu dans les six pays de la Communauté et, à l'heure actuelle, on ne peut pas dire que la récession américaine exerce une influence notable sur la situation de nos pays.

Je crois que nous pouvons y voir dès maintenant une première conséquence du fait que nos pays s'acheminent vers une plus grande unité, vers un marché plus large. Si tel est le cas et s'il est vrai que la conjoncture européenne va prendre un visage qui lui est propre, parce que nous sommes en train de nous rapprocher et de nous unir, il faut y voir un phénomène qui est de la plus haute importance pour les travailleurs et pour la stabilité de l'emploi.

En troisième lieu, j'évoquerai un dernier point qui me frappe dans le mouvement conjoncturel et que le rapporteur a d'ailleurs signalé dans son rapport.

Pour le commerce mondial des denrées alimentaires et des matières premières, les six pays de la Communauté sont plus importants que, par exemple, les Etats-Unis ou le royaume-uni de Grande-Bretagne. Notre Communauté absorbe 31 % des échanges mondiaux de produits alimentaires et de matières premières. De leur côté, les Etats-Unis en absorbent 16 % et la Grande-Bretagne 18 %. Ces pourcentages vous montrent la grande importance que revêt le marché commun en tant que débouché pour les matières premières.

D'autre part, en tant qu'exportateurs, notamment comme exportateurs de produits industriels, les pays de notre Communauté sont également à l'avant-garde, si on les compare aux Etats-Unis ou à la Grande-Bretagne. La Communauté représente 33 % des exportations internationales de produits industriels alors que les valeurs correspondantes sont de 26 % pour les Etats-Unis et de 16 % pour la Grande-Bretagne.

C'est notamment le fait que la Communauté constitue le plus important débouché pour les matières premières qui me paraît être d'une grande signification non seulement économique, mais aussi et surtout politique. Pour les régions insuffisamment développées, non pas tant à l'intérieur de la Communauté qu'en dehors de celle-ci, particulièrement pour les régions sous-développées que nous trouvons en Afrique, en Asie et dans l'Amérique du Sud, la stabilité de l'emploi et la stabilité du pouvoir d'achat dans les pays de la Communauté répondent à une nécessité vitale.

Si la Communauté fait le nécessaire pour pouvoir acheter dans une mesure suffisante des matières premières, elle rendra en même temps

aux pays insuffisamment développés le plus grand service. Une bonne politique de conjoncture dans la Communauté en tant que celle-ci est le marché de matières premières le plus important, représente en même temps la meilleure contribution à la suppression du contraste que l'on observe dans le monde entre les régions moins développées et les régions mieux développées de l'Europe et de l'Amérique.

La crainte que l'on peut observer çà et là chez les gouvernements des pays insuffisamment développés à propos du marché européen n'est, considérée en soi, certainement pas justifiée. Notre intérêt, autrement dit l'intérêt que nous avons à assurer la stabilité de l'emploi et à relever le niveau de vie de nos peuples, cet intérêt se confond avec celui des pays moins développés : ils profiteront de cette stabilité de l'emploi, de ce relèvement du niveau de vie, parce que leurs ventes et leurs exportations de matières premières auront la base solide dont elles ont besoin.

Si je me tourne maintenant pour quelques instants vers la politique conjoncturelle générale, je crois pouvoir dire que dans nos pays la conjoncture se caractérise par un rétablissement prudent.

C'est à juste titre que M. Van Campen, notre rapporteur, attribue une valeur particulière à l'expansion générale. J'ai tout particulièrement apprécié le fait qu'il ait si vigoureusement souligné l'objectif que constitue la mise en œuvre d'une politique d'expansion.

Au paragraphe 9 de son rapport, M. Van Campen fait remarquer que dans une période d'expansion économique, la réadaptation des entreprises se fait plus aisément. Voilà qui est très juste. Mais nous avons aussi l'expérience faite dans le cadre de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ; là, nous avons constaté que, oubliant que la réadaptation se fait le plus facilement en temps de haute conjoncture, on a laissé passer les bonnes années dans l'industrie charbonnière et dans la sidérurgie, on a négligé de procéder à l'adaptation, si bien que, maintenant que la situation économique s'est aggravée, nous avons à lutter contre les plus grandes difficultés dans le domaine de la réadaptation.

La leçon que l'on peut tirer de cette évolution, c'est que nous pouvons demander aux exécutifs européens de se montrer aussi vigilants que possible ; il faut en effet qu'en période d'expansion

économique les réadaptations nécessaires et des transformations soient effectuées et que l'on n'attende pas le renversement de la conjoncture, c'est-à-dire la venue d'un temps peu favorable à la solution de ce problème fort difficile.

Si, après avoir parlé de la situation conjoncturelle, j'aborde maintenant le deuxième aspect du problème de la conjoncture, c'est-à-dire la politique de conjoncture, je suis malheureusement forcé de constater que, dans les documents que nous avons reçus de la Commission de la C.E.E., on chercherait en vain des précisions sur les moyens que nous devons mettre en œuvre pour stabiliser la conjoncture. Pourtant, la question est très urgente. En effet, lorsqu'ils se sont réunis dans le cadre de la Communauté, les gouvernements nationaux ont renoncé à certaines possibilités qu'ils avaient de mener une politique nationale de conjoncture. De ce fait, la réglementation de l'importation et de l'exportation ne peut désormais plus être maniée comme un instrument de politique conjoncturelle. Tant qu'il n'y aura pas de politique commune de conjoncture, nous aurons dans ce domaine un vide, un vide très dangereux.

C'est là une question qui se pose aussi à propos de la zone de libre-échange et qu'il faudrait examiner très sérieusement, car, loin de sacrifier les possibilités que nous avons d'influer sur la conjoncture, il nous faut gagner encore d'autres possibilités de le faire. Dans ce domaine, nous ne saurions admettre qu'il se fasse un pas en arrière dans l'évolution économique, ce qui permettrait à la conjoncture de déployer sans frein ses effets dévastateurs.

Hélas, c'est vainement que nous cherchons dans les rapports que nous avons reçus jusqu'à présent de la Commission européenne quelque chose qui ressemble, ne fût-ce que de loin, à une indication sur le contenu d'une politique commune de conjoncture. Aussi pouvons-nous considérer que le rapport de M. Van Campen, notre rapporteur, est un complément utile et nécessaire des rapports de la Commission de la C.E.E.

M. Van Campen a tenté de donner dans son rapport un certain nombre d'indications quant aux moyens que nous pouvons mettre en œuvre pour exercer une influence sur la conjoncture.

Pour pouvoir faire une politique de conjoncture, nous avons besoin, avant tout, de connaître les facteurs qui déterminent dans une large mesure le visage de la conjoncture. Or, cette

connaissance, nous en sommes totalement dépourvus sur deux points. D'abord, nous n'avons pas de données concernant les réserves ; ensuite, nous n'avons aucune idée de l'ampleur des investissements privés.

Voici donc les questions concrètes que je désire poser à la Commission de la C.E.E. Comment pourrait-on remédier à ce défaut ? La Commission est-elle autorisée à demander des renseignements à ce sujet ? Si tel n'est pas le cas, peut-elle recourir aux renseignements volontairement fournis par les gouvernements ? Se propose-t-elle de soulever ce point en session du Conseil de Ministres ? Le Conseil serait-il disposé à lui conférer le pouvoir d'établir des statistiques sur les réserves et des statistiques sur les investissements privés ?

Sur ce dernier point, je me permets de faire une remarque à propos du rapport de M. Van Campen. Notre rapporteur a dit que, pour ce qui est des investissements privés qui se font dans le cadre de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, le traité a prévu l'obligation d'en publier les projets, alors que le traité de la C.E.E. ne connaît pas d'obligation semblable. Le rapporteur n'estime d'ailleurs pas que cette obligation soit souhaitable car, selon lui, ce serait instaurer une procédure bien compliquée et bien difficile que de demander la publication des projets à toutes les entreprises petites et moyennes que compte la Communauté européenne.

Cela est vrai et tout à fait juste, mais me semble tout de même aller un peu trop loin. Il est certains grands secteurs économiques dont on peut dire qu'ils ne comptent pratiquement pas beaucoup d'entreprises petites et moyennes. Je songe par exemple à l'industrie pétrolière et à certaines branches de l'industrie chimique. A l'égard de ces industries-là, je crois que l'on pourrait demander la publication des projets d'investissement. /

En ce qui concerne la politique de conjoncture, le rapporteur a de même dit fort justement dans son rapport que, si on veut exercer une influence sur la conjoncture, il faut pouvoir réagir rapidement aux oscillations de celle-ci.

Parmi les mesures qui permettent d'agir directement sur les renversements de la conjoncture, je signale en premier lieu la politique des devises et du crédit, en second lieu l'augmentation ou la réduction des importations et, en troisième lieu, l'intervention dans les prix et les

salaires. J'ajouterai que l'on peut aussi songer à une politique fiscale vigoureuse, aux réactions rapides ; il faut en effet que notre politique fiscale puisse s'adapter plus vivement aux variations de la conjoncture.

Il faut que dans nos pays nous renoncions à un système où l'impôt ne peut réagir à la conjoncture qu'une fois que le mal de la récession a déjà fait de grands progrès. Il nous faut donc aller, également en ce qui concerne les impôts, à la recherche d'un système permettant d'opérer rapidement un relèvement des impôts dans un cas et une réduction de l'impôt dans l'autre cas, de telle sorte que la conjoncture puisse effectivement être influencée.

D'une manière générale, nous pouvons approuver le rapporteur quand il déclare que les mesures relevant de la politique de conjoncture doivent être plus énergiques.

Dans son rapport, il a fait remarquer que le bon vieux moyen de la politique de conjoncture qu'est le relèvement du taux de l'escompte a perdu beaucoup de son efficacité. Il a fait remarquer aussi très justement qu'un élément nouveau a fait son apparition : la grande part que l'autorité publique prend dans le cycle de l'économie. Dans notre Communauté, un quart de revenu national est absorbé par les pouvoirs publics.

Considéré en lui-même, ce phénomène représente un facteur très important de stabilisation de la conjoncture. La preuve est ainsi faite que la politique de conjoncture doit en premier lieu partir de ces pouvoirs publics, puisqu'ils exercent une influence si forte sur le cycle de l'économie.

Il est un autre élément stabilisateur de la conjoncture dans notre monde moderne : c'est la part croissante des assurances sociales. Celles-ci sauvegardent le pouvoir d'achat dans une mesure appréciable, ce qui fait que l'évolution conjoncturelle accuse une plus grande stabilité.

Etant donné qu'une portion aussi importante du revenu national passe entre les mains des pouvoirs publics, il est nécessaire de considérer les investissements publics, à côté des mesures d'ordre monétaire, comme un élément de la politique de conjoncture qu'il s'agit de mener.

Nous pensons à ce propos, mes amis politiques et moi-même, aussi bien aux financements par le moyen de fonds publics qu'aux investissements

directs auxquels l'autorité procède sous forme de construction de logements, de travaux publics, etc. Combien cette influence peut être forte, M. Van Campen le montre clairement dans son rapport quand il dit qu'en Allemagne et aux Pays-Bas les investissements des pouvoirs publics représentent 50 à 60 % du total des investissements nets. Ainsi les investissements publics, à condition qu'on y procède judicieusement, peuvent-ils contribuer dans une large mesure à freiner les oscillations de la conjoncture.

Dans cet ordre d'idées, il me sera sans doute permis de faire quelques remarques sur l'intérêt que présente l'établissement de programmes de réserve pour les investissements.

Nous estimons, mes amis politiques et moi, qu'il importe au plus haut point que la Commission de la Communauté Economique Européenne insiste auprès des gouvernements nationaux — et nous la féliciterions vivement si elle pouvait le faire — pour qu'ils préparent des projets d'investissement susceptibles d'être exécutés n'importe quand ; ainsi aurait-on la possibilité de les réaliser en des temps où l'emploi est en recul. L'établissement de réserves de programmes d'investissements de cette sorte permettrait de réagir coup pour coup à un renversement de la conjoncture.

A côté des mesures monétaires et des mesures qui consistent à procéder avec autant d'énergie que de pertinence à des investissements de fonds publics, il convient de mentionner un troisième élément de la politique de conjoncture : je veux dire une politique fiscale qui va droit au but, une politique qui consiste à relever et à réduire le taux des impôts dans la mesure où la conjoncture impose tantôt l'un et tantôt l'autre.

Je crois que, sur ce point, l'unanimité se fait peu à peu. Dans mon pays du moins, on incline à se rendre à cette idée, encore qu'on y puisse noter une certaine tendance à se rappeler cette saine conception tout particulièrement à des époques où une réduction des impôts paraît opportune, pour l'oublier aussitôt en des périodes où, du point de vue conjoncturel, un relèvement des impôts répondrait à une nécessité.

J'aperçois enfin un quatrième élément de la politique de conjoncture dont je suis heureux que notre rapporteur l'ait aussi mentionné dans son rapport : la politique en matière de budget.

A propos de cette politique, M. Van Campen a fait une suggestion intéressante. Il plaide en faveur de la standardisation des budgets dans nos six pays, de manière à les rendre comparables entre eux. C'est là une suggestion que nous tenons à appuyer, mes amis politiques et moi-même. Il est difficile d'imaginer une politique économique commune et une politique commune de conjoncture tant qu'il n'existe pas un minimum de concordance entre les politiques budgétaires. Les gouvernements peuvent exercer une influence très sensible sur la conjoncture par le moyen d'excédents ou de déficits budgétaires.

Standardisation des budgets, voilà qui serait le premier pas sur une route qui, à la longue, nous conduirait à l'harmonisation qui doit être opérée également pour la politique budgétaire, le but final auquel nous songeons étant d'obtenir des gouvernements qu'ils se consultent mutuellement aussi en matière de politique du budget et dans la question des excédents budgétaires.

Monsieur le Président, je dirai enfin quelques mots de la politique monétaire, une politique qui est devenue actuelle maintenant que nous sommes entrés dans la phase de la convertibilité.

Nous avons trois raisons, mes amis politiques et moi-même, de nous féliciter tout particulièrement de cette convertibilité.

Nous y voyons en premier lieu un puissant moyen de construire le marché commun. Un marché commun sans convertibilité est en réalité inimaginable.

Notre seconde raison de nous en féliciter si vivement, c'est que la voie s'est offerte à la France qui doit la conduire dans une communauté ouverte. Dès l'instant où le gouvernement français a accepté la convertibilité, il a sonné le glas de la politique protectionniste qui isole le marché de la Communauté en face des pays tiers, à moins que l'on ne veuille remettre en question cette convertibilité si difficilement atteinte.

La convertibilité est le résultat d'une collaboration franco-allemande caractérisée par le fait que l'excédent allemand couvre le déficit français. Nous nous félicitons de ce que cette collaboration ait pu s'établir.

Enfin, il est une troisième raison pour laquelle notre groupe est heureux que cette convertibilité soit chose faite.

Si on veut que la convertibilité dure, il est indispensable que les différents pays coordonnent leur politique de l'argent, je dirai même leur politique monétaire, afin de donner à la balance des paiements un équilibre normal. Je puis m'exprimer aussi en d'autres termes et dire que la politique monétaire d'un pays doit aider les autres pays à conserver leur équilibre monétaire. Au moment où la convertibilité a été admise dans nos divers pays, un grand pas a été fait vers la coordination de la politique monétaire.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, notre joie est particulièrement grande de voir que cet important pas a été fait.

Revenant, pour terminer, à mon premier thème, je constate qu'il est de nombreux moyens d'influer sur la conjoncture. Tous ces moyens exigent cependant d'être soigneusement étudiés. Pour résoudre le problème, il faudra tirer parti des expériences faites dans les différents pays en matière de mesures de conjoncture et accepter les leçons qu'elles comportent. Au cours des six années de son existence, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier n'a pas encore abordé cet ensemble de problèmes.

Quant à nous, notre idée est que, en fin de compte, les problèmes que soulèvent la politique de conjoncture et la politique commune de conjoncture devront être examinés et discutés à un échelon plus élevé, dans le cadre d'une conférence des six pays de la Communauté, et qu'il faudra alors se mettre d'accord sur les normes d'une politique économique commune et d'une politique commune de conjoncture.

Je vous ferai remarquer dans cet ordre d'idées que la Communauté européenne est encore en retard par rapport à ce qui se fait dès maintenant sous les auspices des Nations unies. En effet, déjà en 1949, les Nations unies ont publié un rapport intitulé « National and international measures for full employment » dans lequel les moyens d'une politique de conjoncture ont été définis.

Pour notre Communauté, il n'existe encore aucun document de cette sorte, mais nous espérons qu'il ne se passera pas trop de temps avant qu'un document analogue voie le jour.

Cette œuvre, je veux dire par là l'observation de la conjoncture et la définition d'une politique de conjoncture, ne saurait être entreprise en passant, si l'on peut dire. Or, nous avons l'impres-

sion que jusqu'ici on ne l'a abordée qu'en passant et accidentellement en instituant des groupes de travail communs.

Il me semble — et mes amis politiques pensent comme moi — que le moment est venu de créer un service commun permanent entre les trois exécutifs, une sorte de « research bureau », comparable au « Centraal Planbureau » (Bureau central du plan) qui existe aux Pays-Bas, comparable aussi à une institution des Etats-Unis d'Amérique, le « Council Board of Economist Advisers to the President » (Bureau de conseillers du président en matière d'économie). Ce sont là des organes qui, en permanence, examinent des questions de politique de conjoncture et de politique économique et élaborent en ces matières des propositions constructives.

Un bureau de cette espèce devra pouvoir demander que les exécutifs le consultent et qu'il puisse leur adresser des propositions. Si un bureau permanent européen de la politique économique était créé et que la Commission de la C.E.E. et les gouvernements déclarent qu'ils sont partisans de la convocation d'une conférence européenne appelée à fixer les principes d'une politique commune de conjoncture, nous en gagnerions la conviction que les gouvernements prennent au sérieux cette recherche d'une politique économique, monétaire et conjoncturelle commune.

En ce qui concerne la politique de conjoncture, ce qui nous importe au premier chef, ce sont les moyens et les institutions : les moyens d'exercer une influence sur la conjoncture et les institutions qui sont nécessaires à cet effet.

Sur ce point, il faut que la Communauté se montre très active.

J'attire une fois de plus votre attention sur le fait que les Etats nationaux ont délégué leurs pouvoirs en ce qui concerne l'influence qui peut être exercée sur la conjoncture. Si la Communauté ne saisit pas ces pouvoirs sans tarder, nous verrons les gouvernements reprendre les pouvoirs dont ils se sont dessaisis. Je me souviens encore fort bien d'une déclaration que le ministre Erhard a faite à Rome lors d'un colloque avec l'ancienne Assemblée de la Communauté du charbon et de l'acier. Le ministre des affaires économiques d'Allemagne avait revendiqué alors le droit, pour le cas où la Communauté ne mènerait pas de politique de conjoncture, de réintégrer cette politique dans la sphère des compétences nationales.

Messieurs les Membres de la Commission de la C.E.E., soyez certains que si vous tardez à saisir les rênes d'une politique commune de conjoncture et qu'une récession se produise à l'improviste, vous assisterez à un processus de désintégration et vous verrez les gouvernements nationaux reprendre leurs anciennes positions et leurs anciennes attributions.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, c'est là un sort que je voudrais voir épargner à la Commission européenne et c'est pour cette raison qu'au nom de mon groupe j'exprime le vœu que l'on fasse connaître au plus tôt les moyens de mener une politique de conjoncture efficace et que les institutions nécessaires à cet effet soient créées sans tarder.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Lindenberg.

M. Lindenberg. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi, en ma qualité de membre de la commission de la politique économique à long terme, de présenter quelques observations sur le rapport de M. Van Campen et sur les explications verbales qu'il a données cet après-midi.

J'ai la chance que quelques orateurs aient pris la parole avant moi, ce qui me permet de me référer très largement à leurs explications. Je me proposais de remercier M. Van Campen au nom des membres de mon groupe qui font partie de la commission ; je me trouve aussi déchargé de cet agréable devoir car M. Nederhorst, qui m'a précédé à cette tribune, a trouvé pour remercier M. Van Campen des termes très chaleureux et a souligné l'excellence du rapport qui nous a été présenté. J'estime que cette appréciation émanant d'un homme qui n'appartient pas au groupe démocrate-chrétien a plus de poids et de force convaincante que ce que j'aurais pu dire moi-même.

Le rapport de M. Van Campen expose en fait, sous une forme condensée, les idées qui ont été exprimées sur la politique économique qui doit être suivie et montre la direction dans laquelle nous devons aller, si nous voulons nous acquitter de notre tâche qui est de réunir les économies des Six et de supprimer les entraves qui existent encore.

Pareil programme comporte naturellement bon nombre de tâches. Je vous rappelle qu'une fois

de plus M. Van Campen a esquissé brièvement ces tâches. Je tiens à les énumérer à nouveau pour vous montrer l'ampleur des problèmes : stabilisation de la monnaie, garantie d'un niveau élevé de l'emploi, obtention d'un niveau stable des prix et équilibre de la balance commerciale et de la balance des paiements des Six.

Ce programme est si vaste qu'il faut se demander à quel domaine donner la priorité et par où commencer. A ce sujet aussi, les orateurs qui m'ont précédé ont déjà fait d'importantes déclarations. Je m'associe à ce qu'ont dit tous ceux qui estiment que, dans le cadre de la politique économique, notre tâche maîtresse doit être de suivre une politique d'investissements continue.

On nous a dit ici les nombreuses raisons pour lesquelles nous devons promouvoir des investissements ou en faire nous-mêmes.

Il s'agit d'abord des « territoires sous-développés » auxquels doit aller notre sollicitude particulière. Il s'agit ensuite de la modernisation de notre économie, mais il s'agit avant tout d'une politique énergétique entièrement nouvelle et qui tienne compte de l'énergie nucléaire.

Notre Assemblée, la Commission et les gouvernements nationaux devront consacrer, au cours des prochaines années, une grande part de leur activité à tous ces investissements.

Je crois pouvoir dire à ce propos avec M. Nederhorst qu'une politique d'investissements à long terme est la meilleure politique de conjoncture ; ce n'est pas pour rien que la commission dont je fais partie porte aussi le nom de commission des questions financières et des investissements. Si nous considérons que les investissements forment le problème central, nous serons amenés à nous demander comment ces investissements doivent être financés, et celui qui doit les financer se demandera où il pourra se procurer les fonds et s'intéressera au marché des capitaux.

J'en arrive ainsi à un problème que je désire examiner tout particulièrement pour compléter le rapport de M. Van Campen. La question qui se pose est celle-ci : Avons-nous déjà un marché des capitaux dans le cadre des Six ou n'y a-t-il que des marchés des capitaux distincts des diverses économies régionales ? Il a été dit que la Banque d'investissement a été créée dans le cadre du traité et je vous rappelle que pour la mise en valeur des territoires et pays d'outre-mer nous

avons le Fonds de développement. Mais cela ne nous dispense pas de nous efforcer d'obtenir que les marchés des capitaux, qu'il s'agisse des marchés régionaux ou d'un marché des capitaux coiffant ces marchés régionaux, puissent aussi jouer un rôle et promouvoir très énergiquement notre programme d'investissements.

Contrairement à M. Nederhorst, je vois dans la Banque d'investissement et dans le Fonds de développement une aide de l'Etat pour le démarrage, mais rien de plus. Si nous voulons construire notre Communauté européenne dans le cadre d'une économie libérale, notre groupe doit repousser tout dirigisme de l'Etat.

C'est pourquoi je me permets de demander encore une fois : Avons-nous déjà un marché des capitaux qui soit suffisant ? Que faut-il entendre par un marché des capitaux suffisant ? En effet, la fonction primordiale du marché des capitaux est de produire, comme c'est aussi le cas des autres marchés ; mais en l'occurrence il s'agit de produire des capitaux, des moyens financiers pour des placements à long terme.

Pour l'heure, un tel marché des capitaux n'existe certainement pas dans le cadre des Six. Nous devons le reconnaître franchement. A mon avis, il ne pourrait même être créé que comme le dernier chaînon de différents marchés partiels, à savoir lorsque notre politique économique aura eu pour effet de faire fusionner les marchés régionaux des capitaux, de sorte qu'on ne pourra parler que d'un véritable marché unique des capitaux. Si donc nous voulons investir aujourd'hui, nous ne pourrions pour le moment pas encore faire appel à ce marché des capitaux.

Mais cela ne tranche pas encore la question. Ne se pourrait-il pas que nous ayons quand même un marché des capitaux, non pas au sens matériel, mais au sens fonctionnel ? J'entends par là un marché des capitaux permettant un libre échange des capitaux produits par les économies nationales, aux fins du placement en valeurs, aux fins de l'acquisition de terrains et naturellement aussi aux fins de financer des investissements au delà des frontières nationales ?

Je ne trahis aucun secret, Mesdames et Messieurs, en vous disant qu'un tel marché, dit marché international général des capitaux, existe depuis longtemps, du moins dans ses débuts timides. Sur ce marché des capitaux, il y a dans tout le monde occidental des mouvements de liquidités dans lesquels s'insère aussi une partie

des fonds exportés, de sorte qu'on peut, non sans quelque raison, classer les exportations de fonds sous la rubrique des exportations fonctionnelles de capitaux.

Cette forme fonctionnelle des marchés régionaux des capitaux a reçu une très forte impulsion du fait de la convertibilité des monnaies que les six gouvernements ont décidé peu avant Noël. Les orateurs qui m'ont précédé ont traité à fond la question de la convertibilité ; je ne m'y arrêterai donc qu'en considération du fait que cette mesure a donné une puissante impulsion à la libre circulation des capitaux.

On peut se demander à ce propos s'il est opportun de reconnaître comme fin dernière l'établissement d'un marché des capitaux dénommé fonctionnel, ce qui revient à dire que nous nous en contenterions. J'estime que nous ne devrions pas dire cela. Je rappelle les explications que M. Muller-Hermann a données sur la politique des transports pour lesquels la situation est comparable. Il a employé une formule que je pourrais aussi employer ici en parlant du marché des capitaux. Il a mis les Six en garde contre le danger qu'il y aurait à adopter en matière de transports une politique isolationniste vis-à-vis des territoires du reste de l'Europe. Je désire exactement de même mettre en garde contre le danger de créer un marché autarcique des capitaux des Six qui s'opposerait alors au marché international des capitaux qui est actuellement en voie de création.

Notre problème se pose en principe pour un espace fortement industrialisé avec quelques îlots sous-développés. Cet espace doit acquérir une clientèle au delà de ses frontières. Mais cela signifie qu'il doit se donner pour tâche d'apporter l'aide des capitaux internationaux.

En résumé, je dirai : nous devrions essayer de créer un marché des capitaux des Six — plus tard au sens matériel comme base de départ des capitaux, et maintenant au sens fonctionnel seulement — mais dans nos plans ultérieurs nous devrions toujours le considérer comme la simple armature d'un marché international plus étendu des capitaux et ne pas revendiquer l'autarcie en matière de marché des capitaux.

Pour terminer, je ferai encore quelques observations sur nos marchés régionaux des capitaux avec lesquels nous devons compter tout d'abord. Sont-ils en ordre ? Ont-ils maintenant besoin de notre aide dans le cadre de l'harmonisation de

notre politique économique et donc aussi de l'harmonisation de notre politique monétaire et de notre politique concernant le marché des capitaux ?

Je partirai à nouveau des investissements. On nous a dit et — si j'ai bonne mémoire — c'est M. Nederhorst qui nous a dit que les investissements nets sont financés au moyen de fonds publics à raison de 50 % en Allemagne et de 60 % en France. Pour compléter le tableau, j'ajouterai que l'autofinancement représente environ 30 à 40 % et que les marchés régionaux des capitaux ne peuvent contribuer qu'à raison d'environ 10 à 15 % au financement des investissements nets. C'est là une situation très fâcheuse.

Je dois prendre position contre une déclaration que j'ai entendu faire ici, à savoir que l'action de l'Etat constitue une forme heureuse de dirigisme. Membres du groupe démocrate-chrétien, nous se saurions considérer cette situation comme heureuse et définitive. Nous savons comment elle est née. Après la guerre, on a constaté que les marchés nationaux des capitaux avaient été complètement ravagés. L'Etat ne pouvait les aider qu'à condition de prélever une part plus forte sur le produit social. C'est ainsi que la situation est devenue ce qu'elle est.

Cette augmentation de la part prélevée par l'Etat sur le produit social a naturellement eu des répercussions et provoqué un accroissement de l'autofinancement dans l'économie libre, ce qui est également très regrettable.

Dans le cadre de l'Europe qui doit être créée et de notre politique économique commune, nous devons assurer un rapport raisonnable entre l'autofinancement, le recours au marché des capitaux et le financement par l'Etat. A cet effet, nombre de moyens s'offrent à nous. Je me permettrai de rappeler qu'à la commission nous avons examiné longuement cette question.

A ce propos, la thèse a été énoncée que la politique fiscale n'influe pas sur la formation des marchés des capitaux. Je dois aussi prendre position contre cette idée. Cette thèse est naturellement juste dans une économie normale où la part prélevée par l'Etat sur le produit social brut est minime. Dans ce cas, peu importera de savoir quel est le montant relatif des impôts perçus, quelle est la répartition des impôts et s'il s'agit d'impôts directs ou indirects. Ces impôts ne

pourront guère porter préjudice au marché des capitaux.

En revanche, pendant une période de développement, comme celle que nous traversons, où la part prélevée par l'Etat, sur le produit social est très forte, la politique fiscale peut naturellement influencer d'une manière décisive sur le marché des capitaux et être à l'origine de la prospérité ou du marasme de celui-ci.

Je ne m'étendrai pas sur les moyens que je pourrais proposer pour arriver à ce juste rapport que je souhaite. Nous devons encore en discuter en détail à la commission. Le rapport de M. Van Campen se borne à faire des suggestions ; il signale aussi qu'une révision de la politique fiscale sera absolument nécessaire.

Je crois pouvoir dire sans crainte d'exagérer que dans la république fédérale d'Allemagne nous nous efforçons de résoudre ce problème non seulement en réduisant les impôts en chiffres absolus, mais encore en aménageant notre politique fiscale de manière à encourager la distribution de dividendes et à décourager le recours à l'autofinancement, afin de féconder ainsi le marché des capitaux.

Nous pourrions encore discuter de plus près ces problèmes à la commission et aussi en séance plénière. Ce qui importe pour le moment, c'est simplement d'indiquer le point de départ et de dire comment nous concevons le démarrage d'une politique économique générale.

Pour terminer, je dirai que le rapport de M. Van Campen et les faits qu'il a dégagés permettent manifestement de donner un bon démarrage de cette difficile politique économique des Six — mais dans une Europe plus grande, et sans autarcie — et aussi de la conduire au succès.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Lindenberg. La parole est à M. Deringer.

M. Deringer. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans son rapport, M. le Rapporteur a notamment approfondi deux problèmes, à savoir le développement économique et social de territoires accusant encore un retard particulièrement grand et le développement de l'équilibre régional.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'ajouter, au nom de l'Union démocrate-chrétienne, encore un troisième élément qui me tient particulièrement à cœur et que mon groupe considère comme important du point de vue politique. Je songe au maintien de l'équilibre dans la structure sociologique de l'économie, notamment au maintien de l'existence de travailleurs indépendants dans le cadre de l'économie.

Nous vivons à une époque où le développement frénétique de la technique moderne, les progrès de la rationalisation et de l'automation dans de nombreux secteurs de l'économie ont pour effet de pousser à la création d'entreprises de plus en plus grandes. Or, les démocrates-chrétiens sont d'avis que le premier devoir de toute politique est de servir l'homme. C'est pourquoi la politique économique doit aussi se donner pour tâche, entre autres missions, de protéger contre la domination croissante de la machine les personnes qui exercent librement une activité économique indépendante.

Au cours des derniers mois, j'ai eu à maintes reprises l'occasion de parler du marché commun dans des milieux de l'artisanat, du commerce et de la petite industrie. Régulièrement, on m'a posé la question suivante : Est-il certain qu'en face de la concurrence de plus en plus forte qui se livrera sur le grand marché commun, les petits entrepreneurs indépendants que nous sommes pourront encore vivre ? L'institution de ce marché commun n'entraînera-t-elle pas plus ou moins rapidement notre disparition ?

Or, nous reconnaissons tous que le marché commun déterminera certains changements de structure, non seulement géographiques mais encore sociologiques, et qu'il doit d'ailleurs en être ainsi. Mais l'existence d'un marché plus étendu ne suppose pas nécessairement qu'il n'y ait plus que des entreprises de plus en plus grandes. On sait qu'aux Etats-Unis, malgré l'existence d'un marché vraiment très étendu sur lequel la concurrence est très dure, les petites entreprises ont constamment gagné en nombre et en importance au cours de ces dernières années. Mais cela ne doit naturellement pas nous faire négliger un danger : le jour où une concurrence plus forte jouera dans une Europe plus grande, il pourra se faire que dans quelques secteurs le rôle déterminant sera joué non pas par le rendement de l'entreprise, mais par la puissance que donnent des capitaux plus considérables et par des facteurs analogues ; il se peut que nous assistions alors au développement d'un méca-

nisme par le jeu duquel les travailleurs indépendants — les entreprises des classes moyennes — pourront être parfois écrasés.

C'est pourquoi je demande à la Commission de la Communauté Economique Européenne, bien que le traité ne l'en charge pas expressément, de se préoccuper aussi de cette question dans sa politique économique à long terme ; je la prie en particulier de veiller à ce que les conditions de concurrence soient les mêmes pour les grandes et pour les petites entreprises. Si je ne fais erreur, ce principe a déjà été admis pour l'agriculture ; en effet, à Stresa il a été dit que l'agriculture européenne devra continuer à être fondée sur l'entreprise agricole familiale.

Je citerai encore quelques autres domaines à titre d'exemple seulement — où ces problèmes se posent de même.

L'un de ces domaines est celui de la politique du crédit. Il importe que les crédits, y compris ceux des institutions européennes, n'aillent pas seulement là où se font les grands et les très grands investissements ; au contraire, il faudrait donner aux entreprises moyennes, à l'artisanat et au petit commerce des moyens qui leur permettent de s'adapter au marché commun, et peut-être devrait-on même créer des institutions spéciales à cet effet.

Il est un autre domaine que je me bornerai à mentionner, c'est celui de la politique fiscale.

Un troisième domaine est celui des règles régissant la concurrence. Lors de l'élaboration concrète de ces règles, il faudra peut-être veiller particulièrement à ce que les petites entreprises aient la possibilité de s'assurer grâce à certains modes de collaboration — par exemple au moyen d'ententes relatives à des spécialisations — les avantages que la rationalisation procure aux entreprises plus grandes du seul fait de leurs dimensions.

Un dernier domaine est celui de la politique sociale. On a aujourd'hui parfois l'impression que dans leurs discussions les partenaires sociaux oublient complètement qu'entre les grandes industries et les salariés il y a encore le groupe des moyennes et des petites entreprises qui ne savent souvent plus comment faire face à toutes les charges sociales qui leur sont actuellement imposées. Le marché commun doit certes faire bénéficier le consommateur d'un niveau de vie plus élevé et de meilleures possibilités d'existence. Cela

exige assurément des sacrifices de nous tous, de tous les secteurs de l'économie. Mais le progrès social ne doit naturellement pas être réalisé aux dépens de certains groupes déterminés ; en particulier il ne doit pas l'être aux dépens des entreprises moyennes. On ne saurait l'admettre premièrement parce que l'Europe ne peut vivre que si elle reçoit l'adhésion de tous, y compris celle de ces groupes, et deuxièmement parce que l'Europe ne peut prospérer que si elle est une Europe démocratique ; or, une Europe démocratique doit aussi compter un nombre minimum de travailleurs indépendants qui exercent une activité économique sous leur propre responsabilité et à leurs risques et périls.

C'est pourquoi je prie une fois de plus la Commission de tenir aussi compte de ce point de vue dans sa politique économique à venir.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — *(1)* Monsieur le Président, mes chers collègues, l'article 2 du traité instituant la Communauté Economique Européenne déclare que la Communauté a pour mission de promouvoir le rapprochement des politiques économiques des Etats membres, l'harmonisation des activités économiques et une politique de développement de la production et de l'emploi et de relèvement du niveau de vie.

Dans son rapport sur la situation économique de la Communauté, la Commission de la Communauté Economique Européenne a voulu faire le point de la situation de fait telle qu'elle existe aujourd'hui et constater les inégalités qui doivent disparaître entre les régions dont le développement économique est le plus avancé et les régions encore sous-développées. D'ailleurs, au début d'un exercice, on ne pouvait pas demander plus qu'une reconnaissance des conditions dont la Communauté part pour créer un marché commun et, ce qui compte davantage, une réalité économique commune dans le cadre de laquelle la production et les possibilités d'investissement et de consommation devront prendre un aspect et un caractère homogènes et européens.

Il convient cependant de dire tout de suite que, quelque limitée que puisse être l'activité que la Commission de la C.E.E. est appelée à déployer, les idées dont s'inspire cette activité revêtent une importance particulière. La valeur de l'acti-

vité de la Commission de la C.E.E. dépendra non seulement de l'ampleur de cette activité, mais avant tout de la qualité des initiatives que prendra la Commission, des tâches dont celle-ci estimera devoir s'acquitter, des problèmes qu'elle soumettra à la discussion et à la décision du Conseil de Ministres.

C'est par la priorité qu'elle donnera à certains problèmes qu'on pourra le mieux juger la valeur de l'activité de la Commission et se rendre compte le plus rapidement de l'orientation de la politique économique qu'elle entendra suivre et proposer à nos pays.

On ne peut donc parler de l'activité prochaine de la Commission que comme d'un des facteurs les plus décisifs pour tout développement ultérieur de cette politique communautaire qui doit être coordonnée avec la politique des Etats de notre Europe.

En prenant la parole sur le rapport de la commission de la politique économique à long terme, je constaterai que de nombreux collègues se sont déjà félicités des aspects qu'il présente, des horizons qu'il ouvre et des activités qu'il indique aux institutions de notre Communauté. En effet, nous devons tous reconnaître que ce rapport traite beaucoup de questions qui peuvent donner lieu à de fécondes et amples discussions et nous montrer la nécessité de mieux connaître l'évolution économique qui caractérise l'époque actuelle et les perspectives qui s'ouvrent à l'Europe.

C'est de la politique économique de notre Communauté européenne que dépendront les chances de développement et de consolidation politique de nos pays, la possibilité de défendre les institutions démocratiques et de les laisser s'affirmer, de même que les conditions d'un développement ordonné du progrès social et la création de meilleures conditions de vie pour les travailleurs européens. C'est pourquoi tout le monde admet l'importance que les conditions concrètes dans lesquelles cette politique devra se développer revêtent en vue des fins que nous désirons tous.

Or, c'est à l'art d'orienter, de réglementer, de stimuler et d'assurer un développement économique approprié que tient en grande partie la certitude du lendemain ; cela est si vrai qu'il est permis de dire que nos pays, que la Communauté Economique Européenne, ne peuvent pas se permettre le luxe de commettre des erreurs capables d'entraîner des conséquences d'une gravité incalculable.

Permettez-moi maintenant, mes chers collègues, de faire remarquer qu'en raison du rôle énorme que la mécanisation joue dans les entreprises modernes, la science économique se trouve placée devant des questions qui appellent de nouvelles réflexions et une mise à jour. En effet, la production, la distribution, la consommation ne peuvent plus être considérées uniquement dans le cadre des thèses de l'économie classique du système concurrentiel. Les thèses et les tendances économiques sont passées aujourd'hui au crible et leur examen approfondi met de plus en plus en évidence les nouvelles tendances qui s'imposent en matière de politique économique.

Or, s'il a été relativement facile de seconder une économie en voie d'expansion, il devient plus ardu, plus difficile de stimuler la production en une période de stagnation et d'assurer des débouchés pour tout ce qui peut être produit.

Mes chers collègues, s'il est un risque dont on ne se préoccupera jamais assez dans notre monde économique moderne, ce n'est pas tant le risque de la pénurie que le risque d'un développement de la production en face duquel il ne se trouverait pas de capacité correspondante de consommation. Il apparaît ainsi à l'évidence que, pour une politique d'expansion de la production et de la consommation, l'initiative ou l'action des milieux privés ne saurait suffire et qu'une telle politique exige aussi l'action irremplaçable des gouvernements et des institutions de notre Communauté.

C'est pourquoi j'attire l'attention des membres de la Commission de la C.E.E. sur la nécessité de veiller à ne pas devenir prisonniers d'une pratique qui implicitement pourrait aussi donner un poids excessif aux thèses du libéralisme économique. Si cela devait arriver, les travailleurs européens auraient, à mon avis, plus d'un motif d'inquiétude devant les problèmes qui pourraient se présenter à l'Europe de demain. Tous les travailleurs aspirent à une politique du plein emploi; quelqu'un qui puise à la source même ses renseignements sur la vie de tous les jours dans le monde du travail nous a dit l'importance que les travailleurs attachent à la sécurité du travail et à la garantie de l'emploi, le chômage étant toujours le risque le plus grave qu'ils puissent courir.

Ceci dit et pour éviter tout malentendu, j'ajouterai aussitôt que je suis adversaire de toute forme d'économie complètement collectivisée et dirigée par des organes gouvernementaux et par des administrations centralisées. Au cours d'une

discussion que j'ai eu l'occasion d'avoir avec feu Di Vittorio, secrétaire de l'organisation syndicale communiste italienne, j'ai affirmé nettement qu'à mon avis le collectivisme économique conduit inévitablement à la dictature politique, du moment qu'une organisation économique de ce genre implique par voie de conséquence une organisation politique totalitaire et centralisée.

Mais entre la thèse du libéralisme économique et celle du collectivisme, il y a le moyen terme d'une économie qui, tout en étant fondamentalement une économie de marché, reste cependant orientée et réglée par la politique économique du gouvernement. Ceux qui ont la responsabilité de gouverner ont pour tâche d'obvier aux imperfections et aux insuffisances désormais indiscutables d'un système abandonné à l'arbitraire des forces et des exigences de l'intérêt individuel.

Or, pour appliquer une politique de développement de la production et de l'emploi, les organes du gouvernement doivent faire porter leurs efforts principalement sur la politique fiscale, la politique des prix, l'encouragement et l'orientation de l'épargne, c'est-à-dire prendre toutes les mesures qui sont l'essence même d'une politique indispensable des investissements.

Pour ce qui est de la politique fiscale, je dirai qu'elle présente deux aspects qui, du point de vue communautaire, ne sauraient absolument pas être négligés. Le premier de ces aspects concerne la mesure dans laquelle et la manière dont nos pays estiment que la politique fiscale doit être orientée aux fins d'une politique de développement économique et de plein emploi. Nous souhaitons que la Commission examine sous cet angle les systèmes fiscaux en vigueur et définisse, en application de l'article 95 du traité qui impose aux six pays une certaine politique, rapidement les mesures indispensables pour l'uniformisation des critères qui doivent régir dans nos pays la politique fiscale. En ce qui concerne, en revanche, l'autre aspect de la politique fiscale, je dirai qu'il n'est pas permis de négliger la connexion intime qui existe entre la politique fiscale et la circulation des capitaux que tout le monde souhaite et considère comme une condition indispensable d'une politique vraiment positive dans le cadre d'économies engagées dans une même direction.

Si l'on ne veut pas qu'il se produise des distorsions d'ordre structurel en matière d'investissements, il faut que la politique fiscale applique des critères analogues dans toute la Communauté.

Il ne m'appartient pas de dire quelles pourront et devront être les lignes directrices de cette unification des critères fiscaux ; pour le moment, il m'a seulement paru urgent de mettre en évidence ce fait, parce que j'estime que les répercussions de l'activité fiscale pèseront d'un grand poids sur l'efficacité que pourra avoir la politique économique commune que nos pays doivent, en vertu du traité, arriver à mettre en œuvre.

En revanche, j'ai hâte d'attirer l'attention sur un autre point, à savoir sur la grande importance que la Commission de la Communauté Economique Européenne doit, à mon avis, attacher à la politique des prix. C'est que cette politique fait un avec la politique monétaire, et les mesures de protection efficace de l'épargne seront nécessairement axées sur la politique des prix, avec tous les développements qui peuvent en découler.

Etant donné que le problème des prix est au centre de toute l'économie moderne, on ne peut mener une politique économique et monétaire cohérente qu'à condition de suivre les phénomènes qui déterminent la formation des prix, de même que les répercussions considérables que ceux-ci ont sur la productivité, sur les aspects de la circulation et de la distribution des biens, sur la consommation et sur la politique monétaire elle-même.

Une des conséquences les plus importantes du fait que la politique des prix est au centre de l'économie moderne découle encore d'une autre considération : il ne sera jamais possible d'orienter une politique économique en l'absence d'un programme de réglementation qui tienne compte des prix et de l'influence que ceux-ci ont sur tous les problèmes que pose le développement économique. Une politique d'équilibre entre la production et la consommation, comme l'exige la politique de développement, demande une politique des prix aussi attentive, hardie et coordonnée que possible.

C'est pourquoi il est difficile, pour ne pas dire impossible, de songer à une action visant à renforcer l'économie et à développer le bien-être dans la Communauté, à moins d'avoir une politique sérieuse, avisée et suivie en matière de prix. La Commission de la Communauté Economique Européenne devra se hâter de procéder à une série d'enquêtes sur la politique actuelle des prix et d'indiquer la politique des prix qu'elle estime convenir au mieux à la Communauté ; ainsi pourra-t-on actualiser et vivifier d'autant

plus tôt la coordination des politiques de nos pays et consolider leurs économies, autrement dit atteindre les objectifs les plus importants que le traité nous assigne.

Je dirai encore un mot de la politique de l'épargne et du crédit.

Nous sommes d'accord avec ceux qui affirment que la défense de la monnaie constitue le stimulant le plus naturel et le plus important de l'épargne. En conséquence, la politique de stabilité des prix, dans la mesure où elle est incompatible avec l'évolution de l'activité productrice, est le meilleur moyen de défendre la stabilité monétaire. Mais pour pouvoir mener une politique économique qui se propose d'accélérer le processus de développement économique, il ne suffit pas que les banques reçoivent d'importants dépôts d'épargne ; il faut encore et surtout que les capitaux produits par l'épargne soient judicieusement investis, c'est-à-dire de la manière qui répond le mieux aux nécessités du développement économique et social.

La nouvelle structure de la vie économique européenne exige en effet un taux élevé d'investissements dans le secteur des instruments de production pour que soit assuré l'accroissement de la productivité. C'est, pour le moment, une des conditions de la garantie de notre développement économique.

Il faut donc, me semble-t-il, appliquer à propos et en temps opportun un système d'encouragement des investissements. Je ne suis pas d'avis qu'on doive laisser toute liberté en matière d'investissements ; en effet, comme le rapporteur et d'autres orateurs l'ont déjà souligné, les investissements doivent être faits en vue de fins déterminées, de manière que la Communauté puisse atteindre l'objectif qu'elle s'est assigné en assurant le développement économique le plus conforme à nos intérêts.

Or, il est au moins deux secteurs dans lesquels la Communauté a un intérêt tout particulier à hâter et à stimuler les investissements : je veux parler du secteur de la construction de machines-outils et d'instruments de production, d'une part, et le secteur agricole, d'autre part.

Si nous procédions à une enquête plus approfondie sur les pays qui ont atteint le stade le plus élevé de développement économique, nous constaterions qu'ils ont toujours eu l'industrie mé-

canique la plus développée et la plus moderne et que celle-ci les a approvisionnés en machines-outils et en instruments de production.

La productivité la plus élevée, condition essentielle du progrès économique, sera toujours assurée par les machines les plus modernes.

L'Europe doit donc avoir l'ambition de renforcer et de perfectionner son industrie mécanique, et en particulier celle qui a pour objet la construction des instruments de production.

C'est certainement dans cette direction qu'il faut chercher la solution dont dépendra tout progrès futur. Diverses raisons nous incitent à vouer à ce secteur une plus grande attention, à l'encourager davantage et, si possible, à lui affecter des capitaux plus considérables, pour avoir de meilleures conditions pour les investissements. Parmi ces raisons, nous pourrions citer l'emploi de la main-d'œuvre, la nécessité absolue d'avoir l'équipement le plus moderne, le fait que les industries de ce secteur sont les écoles naturelles de spécialisation de la main-d'œuvre la plus qualifiée, enfin la nécessité de renforcer les entreprises petites et moyennes, dont un orateur qui m'a précédé a déjà parlé et dont l'existence garantit au mieux l'équilibre du système économique et politique.

Convenablement équipées, ces entreprises-là sont le domaine naturel de l'industrie mécanique qui fournit les instruments de production et les équipements.

Si donc on veut donner une forte impulsion à la formation d'une classe plus saine de chefs d'entreprise, plus équilibrée et plus compétente, il faut aider ceux qui ont l'intelligence et les capacités nécessaires pour jouer le rôle de chefs d'entreprise, en ne leur faisant assumer que la part indispensable des risques qu'exige l'intérêt social. On ne peut en effet pas demander à ceux qui n'ont que des moyens économiques limités de s'engager au delà de ce que réclame l'intérêt commun qui est en jeu.

C'est pourquoi j'estime que pour permettre aux chefs d'entreprise de ce secteur industriel d'accélérer la modernisation et le renforcement de leurs industries, il faut leur accorder des crédits à faible taux d'intérêt. D'ailleurs, l'article 19 des statuts de la Banque d'investissement permet aux Etats d'aider des branches d'industrie déterminées par l'octroi de prêts à faible taux

d'intérêt afin de rendre plus forte la position d'un secteur qu'il est nécessaire de développer.

Développer le secteur en question, c'est jeter les bases d'un renforcement de l'économie qui implique des possibilités imprévisibles. L'Europe ne doit pas tendre seulement à renforcer les grandes entreprises ; du point de vue politique, il y aurait là beaucoup de risques. En accroissant le nombre des chefs d'entreprise qui sont à la tête d'entreprises modernes bien équipées, petites et moyennes, on assure la stabilité de la classe moyenne, on travaille à la consolidation des institutions démocratiques et de la liberté. J'irai même jusqu'à dire que de petites et moyennes entreprises bien équipées peuvent adopter le système de la production spécialisée et de l'intégration réciproque, ce qui par voie de conséquence peut leur permettre de réduire leurs coûts de production dans une mesure que même les grandes entreprises ne sauraient atteindre dans certains secteurs de la production.

C'est pourquoi je désire que l'exécutif prépare, de concert avec la Banque de la Communauté et les gouvernements intéressés, un plan approprié de modernisation et de perfectionnement des petites et moyennes entreprises.

En poursuivant cet objectif dont l'approche pourrait être facilitée par l'octroi d'une aide aux entreprises, on développera considérablement l'industrie mécanique et sidérurgique qui demeure toujours le secteur industriel le plus digne d'attention en la phase actuelle de la production.

Au sujet des crédits à l'agriculture (et je reviendrai sur cette question lors de la discussion du rapport de M. Troisi), je me bornerai à faire remarquer que l'agriculture européenne doit moderniser ses exploitations. Les agriculteurs ne peuvent cependant pas, en l'état actuel, recourir au crédit, vu les taux d'intérêt élevés qui sont exigés dans nos pays ; c'est ainsi que le taux pratiqué en Italie dépasse absolument les possibilités des agriculteurs.

Pour donner de l'oxygène à l'agriculture et lui permettre de respirer, il faut lui accorder des crédits à des taux d'intérêt beaucoup plus bas que les taux actuels ; ne pas le faire, ce serait étouffer dans l'œuf toute possibilité de développement équitable et de modernisation de la production des entreprises agricoles.

Monsieur le Président, j'ai tenu à mentionner ces problèmes afin de mettre l'accent sur des

questions concrètes, car je suis certain que si nous poursuivons des objectifs concrets, nous ferons naître la confiance en l'action de notre Communauté. Si des initiatives concrètes d'aide et d'encouragement sont prises dans le domaine des investissements industriels et agricoles, l'Europe commencera vraiment à faire son chemin et notre action commune acquerra une importance considérable. En revanche, si les encouragements et les initiatives faisaient défaut ou que la situation demeure stationnaire, nous assisterions à la faillite de nos efforts, et il nous serait interdit de traduire dans la réalité l'idéal élevé qui veut que nous fournissions une contribution politique à l'unification effective de l'Europe.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Sabatini.

Il n'y a, pour ce qui est des membres de l'Assemblée parlementaire, plus d'orateurs inscrits. Je sais d'autre part que la Commission de la C.E.E. est disposée à répondre immédiatement.

Je vois que M. De Block demande la parole.

La parole est à M. De Block.

M. De Block. — (N) Monsieur le Président, je me permets de proposer de donner à M. Marjolin la possibilité de prendre la parole demain. Notre présente séance a été très longue. Je suis certain que M. Marjolin nous fera une communication intéressante et je pense qu'il n'est pas bon de lui donner la parole à un moment où de nombreux représentants nous ont déjà quittés et où la salle est presque vide.

M. le Président. — Je comprends fort bien votre désir. Mais la difficulté devant laquelle nous nous trouvons est que, pour demain, un ordre du jour très chargé est prévu. Vous savez comme moi que nous aurons demain un débat sur l'association économique européenne, un débat qui — si je suis bien renseigné — sera introduit à la fois par un porte-parole de la Commission de la C.E.E. et par un représentant du Conseil de Ministres. Après cette introduction nous aurons certainement besoin de beaucoup de temps pour la discussion parlementaire et il y aura aussi un certain nombre de groupes et de commissions qui voudront avoir des échanges de vues.

C'est pourquoi je propose à l'Assemblée parlementaire, qui est naturellement souveraine, de

faire le grand effort de mener à terme avant minuit, espérons-le, l'examen de la question qui est présentement à l'ordre du jour.

La parole est à M. Nederhorst.

M. Nederhorst. — (N) Monsieur le Président, j'appuie la proposition de M. De Block et je vous demande de bien vouloir examiner s'il n'est pas possible de nous réunir demain matin à dix heures au lieu d'onze heures et demie.

Je trouve qu'il est souhaitable, aussi à l'égard de la Commission de la C.E.E., que M. Marjolin réponde à un moment où nous serons plus nombreux qu'à cette heure tardive.

M. le Président. — Votre proposition se heurte à une difficulté : il est au moins un groupe politique qui veut se réunir demain matin avant l'ouverture de la séance et ce groupe aura certainement besoin d'une heure pour épuiser son ordre du jour.

Ce groupe est d'ores et déjà convoqué pour neuf heures et demie. Vous comprendrez qu'il est difficile de changer cela.

Si le désir général est de ne pas entendre maintenant la réponse de M. Marjolin, mais de lui donner l'occasion de prendre la parole demain, la seule possibilité pratique qui s'offre me semble être que M. Marjolin parle demain, à la fin de l'après-midi, quand le débat sur la zone de libre-échange aura pris fin.

Quel est l'avis de M. Marjolin ?

M. Marjolin, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — Monsieur le Président, je suis à la disposition de l'Assemblée.

M. le Président. — La proposition de MM. De Block et Nederhorst signifie, si nous lui donnons suite, que M. Marjolin ne parlera que demain, vers la fin de l'après-midi ; il ne nous faut cependant pas oublier que M. Marjolin doit partir pour Paris à 18 h. 25, si bien que nous sommes liés par une limite rigoureuse.

M. Rochereau. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Rochereau.

M. Rochereau. — Monsieur le Président, étant donné l'importance du débat prévu pour demain, qui doit commencer par l'audition des ministres de la Communauté et, d'après ce que l'on croit savoir, par l'audition du professeur Erhard, je crois assez difficile d'envisager que le déroulement puisse en être modifié.

J'ajoute, me fiant aux renseignements que nous avons reçus, que le débat sur la zone de libre-échange sera lui-même interrompu par le départ des ministres, demain soir, puisque mercredi se tient à Paris une réunion des Six à laquelle il n'est pas possible à ces personnalités de se dérober.

Je considère donc qu'il est extrêmement délicat de reporter à demain la suite de la discussion de ce soir.

J'insiste à nouveau sur l'importance du débat de demain relatif à la zone de libre-échange. Nos collègues savent très bien, sans que j'y insiste, ce que cela signifie.

M. le Président. — Je remercie M. Rochereau pour les arguments dont il a fait état pour demander que nous poursuivions le débat qui est maintenant à l'ordre du jour.

Je demande à MM. De Block et Nederhorst si le fait que le président de la commission de la politique commerciale a souligné encore une fois ce point de vue ne pourrait pas les décider à retirer leur proposition.

La parole est à M. Duvieusart.

M. Duvieusart. — La qualité de l'orateur que nous devons entendre nous ferait évidemment souhaiter un auditoire plus nombreux. Mais la responsabilité d'un auditoire clairsemé n'incombe pas à ceux qui sont ici.

Au surplus, je me rangerais bien aux raisons exprimées par MM. De Block et Nederhorst, mais si nous pouvons décider de ne plus siéger aujourd'hui, nous ne sommes pas maîtres de l'ordre du jour de la séance de demain.

Par conséquent, ne pouvant pas trouver un autre moment pour entendre M. Marjolin, j'estime qu'il vaut mieux nous en tenir à notre ordre du jour et l'entendre aujourd'hui.

M. le Président. — La parole est à M. De Block.

M. De Block. — Monsieur le Président, j'ai bien me rendre aux motifs que vous invoquez, mais je désire présenter deux observations.

La première est qu'on devrait faire en sorte qu'un débat de cette importance puisse se dérouler devant un auditoire plus nombreux ; la seconde est que, si la zone de libre-échange est une question importante, je le sais, la politique à longue échéance qui fait l'objet de la présente discussion l'est à mon sens au moins autant.

Quand je dois faire le choix entre les deux, je donne la préférence à la Communauté, ensuite à la zone de libre-échange.

M. le Président. — Monsieur De Block, je comprends fort bien votre pensée et je puis même ajouter que je la partage.

Je vous remercie d'avoir bien voulu revenir sur les objections que vous aviez formulées il y a un instant.

La parole est à M. Marjolin, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Marjolin, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je veux tout d'abord rendre hommage à M. Van Campen pour son remarquable rapport. Je reviendrai tout à l'heure sur certains points particuliers de ce rapport, mais je tiens à exprimer dès maintenant mon complet accord avec la philosophie économique qu'il exprime et avec la plupart des recommandations qu'il formule.

Avant de passer à l'examen de ces recommandations particulières, je voudrais dire quelques mots des grands événements qui se sont produits dans l'ordre économique au cours des dernières semaines. Je veux parler essentiellement de la réforme économique, financière et monétaire qui vient d'être réalisée en France, ainsi que du rétablissement de la convertibilité externe de la plupart des monnaies européennes.

Tout d'abord, à propos de la réforme française, je veux dire que la Commission de la Communauté Economique Européenne a salué avec satisfaction les mesures que vient de prendre le gouvernement français. Nous pouvons dire aujourd'hui qu'elles étaient indispensables pour permettre à la France de jouer pleinement son

rôle dans la Communauté Economique Européenne et par conséquent qu'elles étaient la condition même de la réalisation du Marché commun.

Je peux bien dire aussi qu'elles sont entièrement conformes dans leurs grandes lignes aux vues de la Commission, que nous avons eu l'occasion, l'année dernière, de faire connaître au gouvernement français. Il ne nous appartient pas d'apprécier dans le détail la façon dont le gouvernement français a réalisé les grands objectifs qu'il s'était fixés, mais ces objectifs mêmes étaient les seuls qu'on pouvait raisonnablement se proposer.

Comme on le sait, la réforme française repose sur trois piliers dont chacun est absolument nécessaire à la stabilité de l'édifice.

Le premier pilier est la libération des importations qui se présente sous la triple forme d'une entrée dans le Marché commun sans clauses de sauvegarde, d'une libération des importations en provenance des pays membres de l'Organisation européenne de coopération économique à concurrence de 90 %, enfin d'une large libération pour les marchandises venant de la zone dollar.

Le deuxième pilier est l'ajustement monétaire.

Le troisième, une politique budgétaire rigoureuse. Je souligne, en effet, que le déficit qui subsiste dans le budget de 1959 et qui est de même grandeur nominale que le déficit de 1958, est en réalité plus faible, puisque, dans l'intervalle, les prix ont monté.

Je rappelle également que la plus grande partie de ce déficit est apparente, puisque le budget comprend le financement de grands investissements pour les charbonnages, pour l'électricité, pour les chemins de fer, financement qui, dans un grand nombre d'autres pays, n'est pas compris dans les comptes publics.

Nous faisons ici une nouvelle vérification de cette vérité fondamentale que la construction européenne, aussi bien que la libération des échanges à l'échelle de l'Europe et du monde, exige des politiques financières nationales saines.

M. Van Campen a posé, dans le cours de son intervention, la question suivante : certaines des mesures qui viennent d'être prises en France ne risquent-elles pas de provoquer un ralentissement économique ?

Il est très difficile, bien entendu, de répondre à cette question. Je puis dire cependant à M. Van Campen que je ne crois pas que l'on assiste, du fait des mesures en question, à un ralentissement en France, parce que le pouvoir d'achat total ne se trouve pas diminué et que les investissements financés par le budget sont accrus. Mais d'autres facteurs jouent dans le monde dans le sens d'un ralentissement, et je suis incapable de dire pour l'instant comment ces facteurs se combineront avec les conséquences de la réforme financière française. Cependant, je dirai un mot tout à l'heure de la conjoncture et de ses perspectives.

Le deuxième fait récent dont je voudrais parler est la convertibilité. Elle est une forme particulière, un épisode, du mouvement vers le libre-échange universel, et pour nous se pose la question de savoir comment ce mouvement, qui s'exprime dans la convertibilité et aussi dans l'activité du G.A.T.T. et du Fonds monétaire international, va se combiner avec l'intégration européenne.

Certains esprits, je le sais, regrettent que la Communauté Economique Européenne n'ait pas disposé de quelques années pour se consolider avant que soit poussée plus avant l'action pour la convertibilité et le libre-échange universel. Je ne partage pas cette opinion. En ce qui nous concerne, mes collègues de la Commission comme moi-même, nous nous réjouissons de ces brèches importantes dans le protectionnisme et le contrôle des changes européens, et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, parce que le monde libre, dans son ensemble, doit présenter le maximum d'unité économique à une époque où il est menacé tout entier par des forces extérieures de plus en plus puissantes.

Nous sommes satisfaits aussi du mouvement vers la convertibilité et le libre-échange universel, parce qu'ils garantissent l'utilisation optimum de nos ressources. Si la division du travail est désirable à l'échelle européenne, elle ne l'est pas moins à l'échelle du monde. Mais surtout, je suis satisfait tant de la réforme monétaire française que du mouvement vers la convertibilité, parce que ces transformations m'apparaissent vraiment comme le seul moyen de réaliser l'unité intellectuelle des pays de notre Communauté.

En effet, il serait vain de se dissimuler que les six pays ont, sur la politique économique et

en particulier sur la politique commerciale, des conceptions différentes. Je n'insisterai pas, dans une enceinte où siègent des gens aussi avertis, par exemple, sur les différences qui existent entre le point de vue néerlandais et le point de vue français.

D'un côté il y a la tradition d'un grand pays commerçant, maritime, orienté entièrement vers l'extérieur et qui exporte 50 % de sa production; de l'autre, il y a la conception d'un pays tourné vers l'intérieur, se suffisant, jusqu'à une époque récente, presque complètement à lui-même et qui n'exporte que 15 % de sa production. Ces différences de points de vue se sont manifestées au cours de la négociation sur le traité du Marché commun; malgré les compromis, elles n'ont pas été complètement éliminées.

Aujourd'hui encore, certains pays de notre Communauté ne sont pas pleinement satisfaits; ils estiment, par exemple, que le niveau du tarif extérieur commun n'est pas ce qu'il devrait être et que la politique commerciale de la Communauté, dans son ensemble, n'est pas non plus ce qu'elle devrait être. Un risque de divergences importantes existe donc, qui pourrait, à un certain moment, gêner considérablement ou même compromettre l'exécution du Traité.

Les événements des dernières semaines ont réduit l'ampleur du problème. Ils indiquent une voie au terme de laquelle on peut apercevoir l'unité, non seulement dans les actes, mais aussi dans les attitudes des six pays par l'élimination progressive de ce qui reste de restriction quantitative vis-à-vis du monde extérieur et l'abaissement négocié sur une base de réciprocité du tarif extérieur commun.

Monsieur le Président, cette promesse d'une unité d'attitude, d'esprit et d'action plus grande entre les six pays est le fait considérable qui ressort des événements des dernières semaines et qui est fondamental pour l'existence de notre Communauté.

Si j'en avais le temps, je soulignerais encore que ces événements vont considérablement faciliter — j'en suis sûr — la conclusion d'un accord entre nos six pays et les autres pays de l'O.E.C.E., mais c'est une autre question qui pourra être discutée demain.

Je viens de présenter, de la situation, un tableau qui, sans être forcé en quoi que ce soit, met particulièrement en lumière nos raisons de

satisfaction. Sans corriger ce que je viens de dire, je voudrais fournir maintenant quelques indications complémentaires pour dénoncer les dangers qui pourraient naître d'un dogmatisme excessif.

En effet, tout en reconnaissant l'importance, pour la Communauté Economique Européenne, de la libération des importations et de la convertibilité de la monnaie, il ne faudrait pas commettre l'erreur répandue dans un certain nombre d'esprits, de penser que ces développements rendent notre Communauté moins importante et moins nécessaire. Il ne faudrait pas conclure du fait que nous nous orientons vers le libre-échange universel, qu'il est moins important et moins nécessaire de fonder en une nouvelle unité économique les six pays qui se sont engagés par le traité de Rome. Ceux qui se laisseraient ainsi emporter par un optimisme libéral ne veraient que la moitié de la réalité du monde moderne.

La Communauté Economique Européenne, en effet, n'est pas seulement une entreprise pour la libération des droits de douane et des contingents; c'est aussi une œuvre d'intégration économique. Elle vise, non seulement à abolir les obstacles aux échanges, mais aussi à unifier les politiques économiques. Tantôt le traité le dit expressément, comme en matière de politique commerciale, de politique agricole, ou de politique des transports; tantôt il le sous-entend.

En ce qui me concerne, je suis certain que la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes, n'est possible que si les politiques économiques et financières sont progressivement unifiées.

Autrement dit, la Communauté Economique Européenne doit devenir une nouvelle unité économique qui participera aux échanges mondiaux sur le même pied que l'Angleterre ou les Etats-Unis.

Pour bien montrer le rapport entre l'intégration européenne et la libération des échanges, je définirai de la façon suivante notre double objectif: intégrer nos six pays du point de vue économique et faire participer la nouvelle unité ainsi créée à une économie mondiale active, débarrassée du plus grand nombre possible des entraves qui gênent aujourd'hui le commerce international. Mais les deux termes: intégration et libération, sont également indispensables.

Etant donné l'heure tardive, je me contenterai de quelques réflexions complémentaires sur la politique économique de la Communauté.

La liberté des échanges à l'intérieur de la Communauté, en Europe et plus généralement dans le monde atlantique, ne résout pas tous nos problèmes. Il est temps de rappeler que l'économie de marché, dont nous sommes partisans, ne garantit pas, à elle seule, ni le plein emploi de la main-d'œuvre, ni un développement économique suffisamment rapide ; ceux-ci dépendent d'autres facteurs tels que le volume des investissements, eux-mêmes commandés par le développement des différents facteurs de production ainsi que par l'activité économique de l'Etat.

Je voudrais aussi souligner qu'une monnaie saine, c'est-à-dire une balance des paiements en équilibre et des prix stables — et ceci vaut pour la Communauté comme pour chacun des pays en particulier — sont la condition nécessaire d'une expansion économique durable, mais n'en sont pas la condition suffisante.

Ayant dit cela, Monsieur le Président, et avant de répondre à quelques-unes des questions qui ont été posées aujourd'hui, je voudrais souligner que le rapport de M. Van Campen, qui exprime le point de vue de la commission de la politique à long terme, commission devant laquelle j'ai eu l'honneur de comparaître plusieurs fois, ce rapport, dis-je, ainsi que les discussions ayant eu lieu devant cette commission, nous ont amenés à préciser le programme d'action de notre Commission.

Je voudrais donner ici quelques indications sur ce programme d'action.

Bien entendu, je m'en tiendrai aux lignes générales, n'ayant pas la possibilité d'entrer maintenant dans le détail, ce qui est plutôt une affaire de discussion en commission.

Tout d'abord, notre Commission entend poursuivre l'étude de la structure économique de la Communauté, dont le rapport sur la situation économique de la Communauté qui vous a été remis à la dernière session constitue l'introduction.

Nous poursuivrons cette étude en examinant les économies, région par région, industrie par industrie. Nous essaierons d'analyser les problèmes qui naîtront pour certaines industries et certaines régions de la réalisation du Marché

commun ainsi que de la libération des échanges avec le reste du monde, sans oublier, bien entendu, les difficultés ayant d'autres origines. Nous nous efforcerons de prendre une vue d'ensemble du développement économique de la Communauté en nous fondant sur les politiques gouvernementales actuelles, sur l'attitude des grandes forces économiques, industrielles, agricoles ou syndicales, ainsi que sur la réalisation du Marché commun lui-même.

Compte tenu de ces études et aussi des objectifs généraux qui ont été discutés à plusieurs reprises et qui sont formulés de façon très claire dans le rapport de M. Van Campen, la Commission n'hésitera pas à formuler à l'adresse des gouvernements les recommandations nécessaires, dont l'ensemble devrait progressivement constituer une politique commune à long terme.

La Commission est consciente qu'une tâche particulière lui incombe dans le domaine des investissements. Le Traité de Rome ne lui donne pas, ainsi que vous le savez, les pouvoirs dont jouissent, dans ce domaine, la Haute Autorité et la Commission Européenne de l'Energie Atomique, mais notre Commission ne saurait rester indifférente au volume global des investissements et à l'orientation de ceux-ci.

Je suis complètement d'accord avec M. Van Campen lorsqu'il dit : « Votre Commission estime que l'exécutif de la Communauté Economique Européenne devrait s'efforcer d'obtenir régulièrement des indications sur les investissements pour les différents secteurs économiques des six pays membres, de les apprécier pour l'ensemble de la Communauté et de donner des renseignements sur l'évolution prévisible à moyen et à long terme. »

Je voudrais aussi exprimer mon accord complet sur un autre passage du rapport de M. Van Campen où, se plaçant à un point de vue plus général, il écrit : « Bien qu'il faille se prononcer contre toute politique autoritaire d'intervention systématique, on ne doit cependant pas oublier que la Commission a une fonction d'orientation et de coordination à exercer en vue de laquelle le Traité lui donne un certain nombre de compétences concrètes. »

Il m'est impossible de vous dire dès à présent quelle sera la méthode que nous adopterons pour essayer de prendre connaissance des investissements les plus importants qui se font dans un certain nombre d'industries en Europe et pour

définir une orientation à plus long terme. Je puis vous dire toutefois que, dans ce domaine, nous estimons indispensable l'établissement d'une coopération étroite, non seulement avec les gouvernements, mais aussi avec les organisations industrielles, les syndicats ouvriers et les organisations agricoles.

Je peux donner à M. Van Campen toute assurance en ce qui concerne la coopération de notre Commission avec la Banque européenne d'investissements et nous sommes tout à fait d'accord avec la formule qu'il emploie, à savoir que « la Banque est une institution de la Communauté, dont la mission consiste à contribuer, en coopération avec les autres institutions, à la réalisation des objectifs de la Communauté... »

Bien que n'ayant pas qualité pour parler ici au nom de la Banque, je crois pouvoir dire que celle-ci ne serait pas non plus en désaccord avec cette formule.

Dans le domaine de la conjoncture, la Commission n'hésitera pas à faire usage de son droit d'initiative chaque fois qu'une situation difficile se développera. Mais ici, je voudrais dénoncer le danger qu'il y aurait à tirer trop fréquemment la sonnette d'alarme. Il faut prendre garde de ne pas crier à l'incendie lorsqu'il n'y a pas de feu. Je dirai tout à l'heure, en réponse aux questions particulières, pourquoi j'estime qu'actuellement il n'est pas nécessaire, pour la Commission, de tirer la sonnette d'alarme.

Enfin, je peux assurer l'Assemblée que nous continuons nos travaux sur la libération des mouvements de capitaux et sur la création d'un marché européen des capitaux, sur la mise en œuvre de l'article 108, sur la comparaison des politiques de crédit suivies dans les différents pays, enfin, sur la comparativité des budgets.

Une coopération très étroite s'est établie entre notre Commission et le Comité monétaire. Je m'engage à distribuer à ce Comité le rapport de M. Van Campen, afin qu'il prenne connaissance des desiderata de votre commission et de l'Assemblée.

Pour terminer cette partie de mon intervention, je dirai que la Commission fera régulièrement rapport sur les questions dont je viens de parler à la commission de la politique économique, à long terme, des questions financières et des investissements.

J'essaierai maintenant, Monsieur le Président, de répondre brièvement, étant donné l'heure tardive, à celles des questions posées au cours de ce débat qui m'ont paru particulièrement importantes, en m'excusant de ne pas le faire pour toutes.

M. Van Campen a fait une excellente description de l'accord monétaire européen. Il a demandé quels étaient les rapports entre le Fonds prévu par cet accord et le concours mutuel prévu par l'article 108.

Je peux lui répondre que les deux procédures, celle de l'Accord monétaire européen et celle de l'article 108, sont parallèles. Ces deux procédures n'ont pas de liens juridiques, de liens organiques, ce qui ne signifie pas qu'elles n'ont pas des liens de fait. Autrement dit, si un pays de la Communauté se trouve un jour en difficulté et sollicite un concours mutuel, et si les organes de la Communauté décident d'accorder ce concours, il sera bien entendu tenu compte de l'aide que ce pays aura reçu éventuellement d'autres institutions financières, qu'il s'agisse du fonds de l'accord monétaire européen ou du Fonds monétaire international.

Mais, encore une fois, les deux procédures n'ayant pas de liens juridiques, l'existence du fonds de l'accord monétaire européen ne nous dispense en aucune façon d'essayer de préciser le fonctionnement du concours mutuel dans le cadre de l'article 108 ; et ceci est une partie de notre programme de travail.

En ce qui concerne la situation de la conjoncture, M. Van Campen a demandé si le moment n'était pas venu de prendre des mesures destinées à promouvoir l'expansion. Je voudrais lui rappeler un passage du rapport sur la situation économique de la Communauté à la fin de 1958 et les perspectives pour le premier trimestre de 1959, rapport que nous avons distribué il y a quelque temps. Voici ce passage :

« Sans doute peut-on se demander si de telles divergences dans l'évolution conjoncturelle des pays membres sont de nature à conduire, dans les conditions les plus satisfaisantes, à une harmonisation des niveaux de développement au sein de la Communauté. Ce résultat gagnerait à être atteint par l'adoption, dans les pays de la Communauté, de mesures susceptibles de promouvoir une expansion soutenue tout en assurant l'équilibre économique général.

La situation dans l'ensemble de la Communauté à la fin de l'année 1958 permet de penser que certaines des conditions nécessaires à une expansion équilibrée sont déjà réunies. »

Avec une certaine prudence, je le reconnais, mais néanmoins avec netteté, la Commission a exprimé ici son sentiment que, dans un proche avenir, l'ensemble de l'économie des six pays devra de nouveau s'engager dans la voie d'une expansion.

Je ne dirai pas qu'il y a du temps de perdu car, ainsi que M. Nederhorst l'indiquait précédemment, la conjoncture européenne est, dans l'ensemble, plus satisfaisante aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a quelques mois. L'optimisme modéré de la Commission au cours de la dernière session, optimisme à propos duquel un certain nombre de membres avaient exprimé quelques doutes, se trouve entièrement vérifié pour l'instant.

Il y a eu reprise marquée en Allemagne et aux Pays-Bas et, à ma connaissance, la situation ne s'est pas aggravée dans les autres pays. On a constaté en France un ralentissement, mais il était naturel après la longue période de développement économique extrêmement rapide que ce pays a connu. Cependant, il est clair que si, au printemps, l'ensemble de l'économie européenne ne devait pas de nouveau s'engager dans la voie d'une expansion, un problème se poserait. La Commission a déjà indiqué qu'un certain nombre de conditions nécessaires à une politique générale d'expansion — par exemple les réserves monétaires qui sont en accroissement, au moins dans quelques pays — étaient déjà réunies.

En réponse à M. Battaglia, je veux simplement souligner qu'il n'y a pas de différence entre ce qu'il a dit et ce que pense la Commission au sujet du développement des régions sous-développées. La Commission attache une importance extrême à cette question et elle utilisera tous les moyens à sa disposition pour faciliter ce développement.

Je voudrais cependant indiquer — et là je réponds également à d'autres interventions — que ce n'est pas à la Commission, mais avant tout au gouvernement italien qu'il appartient d'établir un plan de développement pour les régions sous-développées d'Italie. La Commission est là pour aider à la réalisation de cette opération; mais une collaboration est nécessaire

entre les organes de notre Communauté et les gouvernements nationaux. Les organes de la Communauté ne peuvent pas se substituer aux gouvernements nationaux; ils peuvent leur faire des recommandations, les aider dans une certaine mesure, mais c'est aux gouvernements nationaux qu'il appartient de continuer à assumer les responsabilités fondamentales de la conduite de la vie économique de leur pays.

M. Troisi a souligné l'importance de la stabilité monétaire et, sur ce point, ce que j'ai dit tout à l'heure de notre réaction aux mesures prises par le gouvernement français aussi bien qu'à l'opération de convertibilité suffirait à dissiper toute hésitation sur l'importance que la Commission attache à la stabilité monétaire. M. Troisi a eu raison de dire que c'est là une place forte dans la construction de l'économie européenne. Je voudrais simplement qu'il reconnaisse avec moi que ce n'est pas la seule place forte et que, s'il faut faire une politique de stabilité monétaire, il faut aussi faire une politique d'expansion économique.

Quant au conflit possible entre la stabilité monétaire et l'expansion économique, je me refuse à l'admettre, car si les gouvernements, si les Communautés n'étaient pas capables, dans leur politique économique, de réconcilier ces deux exigences fondamentales de toute vie nationale et européenne, cela voudrait dire que la politique économique que l'on suit est une politique fausse.

J'arrive maintenant à un ou deux des problèmes soulevés par M. Nederhorst. Etant donnée l'heure tardive, je concentrerai mes explications sur les remarques qu'il a adressées à la Commission concernant la politique conjoncturelle.

M. Nederhorst a dit que, dans les documents fournis par la Commission Economique Européenne, on ne trouve aucune indication sur ce que devrait être la politique conjoncturelle commune. Il a indiqué également que les gouvernements avaient abandonné leurs pouvoirs, qu'un vide avait ainsi été créé et qu'il était nécessaire qu'il fût comblé par l'intervention des autorités communautaires.

Je voudrais dire à M. Nederhorst que, d'abord, il a été un peu vite en besogne, parce que les gouvernements n'ont pas encore abandonné leurs pouvoirs. Il y a eu une réduction

de 10 % des droits de douane, une augmentation de 20 % des contingents. Nous ne sommes pas encore à la fin de la période de transition. Par conséquent, le vide n'est pas encore là. Mais peut-être dois-je entrer plus profondément dans le problème, de façon que, s'il y a un malentendu entre nous, au moins il soit clarifié et que nous discussions à l'avenir sur des positions qui auront été bien définies.

Je ne crois pas, Monsieur le Président, que ce soit la tâche de la Commission de formuler constamment des recommandations aux gouvernements lorsque les politiques qu'ils suivent sont satisfaisantes. Je ne crois pas que la Commission augmenterait son autorité en essayant d'indiquer à chaque moment aux gouvernements ce qu'ils doivent faire quand la politique qu'ils suivent, même si nous sommes en désaccord sur telle ou telle modalité, conduit au résultat désiré.

La Commission doit intervenir lorsqu'il y a en Europe des situations difficiles ou des situations critiques; encore une fois, je ne crois pas qu'elle doive intervenir pour dire à chaque moment aux gouvernements ce qu'ils doivent faire dans le domaine du crédit, dans le domaine des investissements ou dans le domaine de la monnaie. En tout cas, c'est là ma conviction profonde et je crois que c'est la seule façon d'asseoir sur des bases saines et raisonnables la coopération entre la Commission et les gouvernements.

Si, sur ce point, l'Assemblée a d'autres désirs, j'aimerais que nous en parlions parce que la position de la Commission est très claire: nous ne poursuivrons pas les gouvernements de recommandations incessantes.

Une autre question très importante est celle de savoir si la Commission doit élaborer un « corpus » de politique conjoncturelle, une espèce de code portant sur la politique du crédit, sur la politique budgétaire, sur les investissements, sur la monnaie, sur la politique d'importation, code qui dirait: voilà ce qu'il faut faire dans telle circonstance et voilà aussi ce qu'il faut faire dans telle autre circonstance.

Je suis prêt à remettre un tel document. Son établissement serait très facile: quand on reste sur le plan des généralités et des hypothèses, il est extrêmement aisé de construire des systèmes et de résoudre magnifiquement les problèmes à la grande satisfaction de tous les participants.

Seulement, mon expérience de la vie économique est différent: les difficultés se présentent toujours sous un aspect absolument imprévu. On attendait une récession profonde; il y a un petit ajustement qui dure trois mois. On s'attendait, au contraire, à une difficulté minime, légère et, par des effets imprévus, cette difficulté s'agrandit, se généralise et l'on se trouve en présence d'une crise profonde.

De telle sorte que, très franchement, je ne crois pas beaucoup à l'utilité d'élaborer maintenant un traité sur une politique de conjoncture commune de la Communauté.

En vérité, ce n'est pas sur les moyens à employer pour traiter une certaine situation que des erreurs sont le plus souvent commises; l'erreur est toujours dans le diagnostic. A partir du moment où l'on est certain d'entrer dans une récession économique et si cette récession est suffisamment profonde pour justifier l'emploi de moyens rigoureux, ces moyens sont employés.

Permettez-moi de citer un exemple: dans la deuxième moitié de l'année dernière et au début de cette année, l'économie américaine a semblé devoir être plongée dans une crise redoutable et il y a eu aux Etats-Unis un très fort mouvement d'opinion pour demander une réduction des impôts. Le gouvernement a résisté; il n'y a pas eu de réduction des impôts et la crise s'est trouvée réglée d'une façon imprévue en l'espace de quelques mois.

Je ne dis pas du tout cela pour justifier l'inaction, mais pour indiquer que la chose vraiment difficile dans toute situation c'est le diagnostic. Aussi est-ce sur ce point qu'actuellement nous concentrons nos efforts.

M. Nederhorst nous a recommandé la création d'un bureau commun de la politique conjoncturelle de la Communauté, analogue au bureau du Plan qui existe aux Pays-Bas ou aux conseillers qui assistent le président aux Etats-Unis.

Ce bureau commun de la politique conjoncturelle existe. Nous avons une direction de la conjoncture à l'intérieur de la direction générale de l'économie et des finances, qui suit la situation économique de très près. C'est ce bureau qui établit les documents qui vous sont soumis sur la situation économique de la Communauté aux différentes périodes.

Je serais parfaitement satisfait si ce bureau est capable de nous dire à chaque moment où nous en sommes. S'il nous le dit, je suis tranquille; je sais que les moyens existent, moyens probablement différents de pays à pays. C'est là, d'ailleurs, ce qui rend la codification de la politique de conjoncture difficile pour parer au danger.

La chose importante, c'est de découvrir le danger assez tôt, danger d'inflation ou danger de déflation, pour pouvoir intervenir.

Telles sont les observations que je voulais présenter sur ce point. Encore une fois, nous n'avons aucune obstination dans cette affaire. Je crois que la position que j'indique est raisonnable, mais au sein de la commission de la politique économique à long terme, je suis prêt à reprendre la discussion et à corriger ce point de vue s'il apparaît ne pas correspondre à la réalité.

Je répondrai à M. Lindenberg simplement que je suis d'accord sur la nécessité d'une politique d'investissements à long terme.

M. Lindenberg nous a mis en garde contre le caractère autarcique ou protectionniste que pourrait revêtir un marché de capitaux à six. Je veux l'assurer qu'il n'est dans les intentions de personne, en tout cas pas de la Commission, de créer ou de provoquer la création d'un marché de capitaux autarcique. Seulement, il faut bien se rendre compte que le traité, malheureusement, ne s'applique qu'à six pays. Ces pays se sont engagés à libérer les mouvements de capitaux et, par conséquent, de cette libération doit nécessairement naître un marché de capitaux qui, dans une certaine mesure, sera un marché à six, en ce sens que les communications entre les six pays seront plus faciles qu'entre les six pays et l'extérieur.

M. Deringer a soulevé la question des petites et moyennes entreprises. Là aussi, je peux lui donner l'assurance que nous ne sommes pas ignorants du problème. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que les petites et moyennes entreprises soient affectées défavorablement par le marché commun si j'en juge par ce qui se passe aux Etats-Unis où un grand nombre de petites et moyennes entreprises ont trouvé leur place dans ce grand marché américain commun. Elles l'ont trouvée en se spécialisant, en se modernisant et en se rationalisant.

Vous pouvez être certains que, dans toute la

mesure où elle le pourra et lorsque ce sera dans ses moyens, la Commission les aidera dans cette voie.

Enfin, je voudrais dire à M. Sabatini que la garantie de l'emploi est également une préoccupation fondamentale de notre Commission. En vérité, je crois qu'il faut cesser désormais de considérer le plein emploi comme un objectif économique. Le plein emploi est maintenant une exigence morale. L'existence du plein emploi est une partie de notre conscience et il serait intolérable pour tous qu'apparaisse en Europe un chômage conjoncturel durable.

Je suis également d'accord avec lui sur l'importance de la fiscalité et mon collègue M. von der Groeben, de qui relève plus spécialement cette question, m'a prié de vous dire qu'il avait pris bonne note de toutes les recommandations que vous avez formulées.

J'en ai terminé, non pas avec la réponse à toutes les questions, au moins avec la réponse aux plus importantes d'entre elles.

Pour conclure, je dirai que la libération des obstacles au mouvement des marchandises, des personnes et des capitaux doit s'accompagner d'une prise de conscience, par la Communauté, de son unité et de ses responsabilités en tant que Communauté.

C'est peut-être là, la question la plus importante. Elle est fondamentale; elle concerne non seulement les institutions, mais aussi les industriels, les agriculteurs, les ouvriers et leurs organisations, qui doivent se comporter avec l'idée qu'ils opèrent désormais dans un cadre nouveau : la Communauté.

La voie pour parvenir à cette prise de conscience, la rapidité du mouvement, les méthodes à employer dépendent des circonstances. Ce sont les événements qui détermineront le point d'application de nos efforts et, dans ce domaine-là encore, je veux essayer d'être aussi clair que possible.

Nous devons, pendant les premières années d'existence de notre Communauté, être résolument empiriques. Nous devons construire notre propre doctrine, nos propres idées à partir des événements, en essayant de les prévoir, bien entendu, mais sans tenter, par avance, de construire un moule rigide dans lequel nous coulerions toutes les réalités.

Ce qui est essentiel, en revanche, c'est la fermeté et la constance de la volonté. Il faut avoir constamment présente à l'esprit, comme une révélation qui doit nous guider dans notre effort, l'absurdité d'une économie européenne divisée au temps de la fusée intercontinentale, du satellite solaire, des progrès économiques rapides du monde communiste, de la constitution de la Chine en tant que grande puissance mondiale — et demain, probablement, de super grande puissance mondiale — des mouvements chaotiques, mais puissants qui entraînent les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Sud vers une destinée inconnue, dont on peut penser qu'elle ne sera pas sans danger pour l'Europe.

Monsieur le Président, pour terminer sur une note un peu plus légère, je rappellerai le mot de ce grand écrivain anglais, auteur d'« Alice au pays des merveilles », Lewis Carroll, décrivant en ces termes, le pays des merveilles : « C'est un monde où il faut courir de toutes nos forces pour rester sur place ; pour avancer, il faut courir encore plus vite. »

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Marjolin.

La parole est à M. le Rapporteur.

M. Van Campen, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, ce serait d'un côté manquer de reconnaissance, si je ne disais pas quelques mots au sujet de la contribution si intéressante que l'Assemblée parlementaire et la Commission de la C.E.E. ont apportées à cet échange de vues suscité par le rapport que j'ai eu le privilège de vous présenter.

Mais, d'un autre côté, j'ai le sentiment que tous les orateurs qui ont ainsi contribué à notre débat méritent mieux que de devoir, à cette heure, écouter encore une longue réplique ; au surplus, la plupart d'entre nous doivent éprouver le besoin de récapituler mentalement l'exposé magistral que M. Marjolin a fait devant nous. Il se pourrait bien qu'en y ajoutant quoi que ce soit, je lui rende un mauvais service.

Je me contenterai donc de dire ma grande reconnaissance à tous ceux qui ont participé à cet échange de vues à propos de mon rapport. Je dois dire que je suis très flatté par les aimables paroles qui m'ont été adressées.

Monsieur le Président, je dirai plus particulièrement quelques mots à propos de l'intervention de M. Nederhorst : Il m'a fait prendre conscience de ce que représente la tâche d'un rapporteur parlementaire. J'ai remporté l'impression qu'un rapporteur de cette sorte a pour tâche, si je puis m'exprimer ainsi, d'installer un port franc où chacun peut aller au mouillage. J'ai ouvert tout grands les yeux quand j'ai vu M. Nederhorst entrer au port avec un beau bateau, élégamment gréé et pavoisé, mais j'ai bien reconnu la couleur du pavillon qu'il avait hissé.

Le fait est que j'ai été très flatté quand M. Nederhorst m'a invité à monter à son bord, mais il n'appartient pas à un rapporteur, surtout quand il exploite un port franc, de se rendre à pareille invitation. Si on a pu découvrir une certaine ressemblance entre ses pensées et les miennes, lors de la discussion du rapport, il est fort possible que les interprétations dernières que l'on en peut donner diffèrent, notamment sur un point que M. Nederhorst a soulevé : les correctifs qu'il faut apporter à la libre circulation des capitaux.

Il ne fait pas de doute pour moi que ces correctifs sont nécessaires, à condition toutefois que l'on n'aille pas entraver de nouveau cette libre circulation des capitaux en l'enfermant dans une camisole de force nationale.

De même, nous sommes et nous resterons sans doute d'opinions différentes en ce qui concerne les possibilités qui s'offrent à la politique fiscale d'exercer une influence sur la conjoncture, que je ne méconnais d'ailleurs pas du tout.

Enfin, je suis très reconnaissant à M. Marjolin pour la lumière — je dirais volontiers : la lumière mondiale — qu'il a bien voulu répandre sur la signification des mesures monétaires qui ont été prises au seuil de l'an nouveau.

Je pense que tout le monde dans cette salle a été heureux d'entendre dire, et d'une façon tellement circonstanciée, que nous n'avons aucune raison d'être inquiets, dans notre Communauté, si une convertibilité universelle venait à être instituée. Nous pouvons être certains que la Communauté conservera la signification qui lui est propre, à l'intérieur comme à l'extérieur, quand la convertibilité s'élargira encore, ce qui

lui permettra de contribuer davantage encore au bien-être de tous, également hors de la Communauté.

Je me contenterai, Monsieur le Président, de ces quelques paroles après avoir remercié encore tous les orateurs qui ont fourni leur contribution à notre débat.

M. le Président. — La parole est-elle encore demandée ?

L'Assemblée parlementaire sera appelée plus tard à se prononcer sur une proposition de résolution que la commission compétente lui soumettra.

4. — *Ordre du jour*

M. le Président. — Notre prochaine séance est fixée à demain, mardi, à 10 h 30 et à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Débat général sur les problèmes d'une association économique européenne (zone de libre-échange) ;

2. Eventuellement, présentation et discussion du rapport de M. Troisi sur le chapitre IV (problèmes agricoles) du premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne (Doc. n° 63).

La séance est levée.

(La séance est levée à 24 heures.)

SESSION DE JANVIER 1959

SEANCE DU MARDI 13 JANVIER 1959

Sommaire

1. Procès-verbal	223
2. Zone de libre-échange :	
MM. Hallstein, président de la Commission de la Communauté Economique Européenne; Metzger, au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles; Erhard, membre du Conseil des Ministres de la Communauté Economique Européenne; le Président	223
Suspension et reprise de la séance ...	237
3. Dépôt d'un document	237
4. Zone de libre-échange (suite) :	
MM. Blaisse, Leverkuehn, Rochereau, Birkelbach, président du groupe socialiste; Battaglia, De Vita, Duvieusart, Erhard, membre du Conseil des Ministres de la Communauté Economique Européenne; Edoardo Martino, Rey, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne ...	237
Dépôt d'une proposition de résolution présentée par MM. Poher, Birkelbach et Pleven	279
MM. Valsecchi, Lenz, Burgbacher, Poher	279
Adoption de la proposition de résolution modifiée	280
5. Dépôt d'un document	280
6. Ordre du jour	280

PRESIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

Président.

(La séance est ouverte à 10 h 30.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — Procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — Zone de libre-échange

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le débat général sur les problèmes d'une association économique européenne (zone de libre-échange).

La parole est à M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la Commission européenne a déjà fait trois fois rapport à cette Assemblée sur les négociations relatives à l'association d'autres Etats européens, en particulier de nos partenaires de l'O.E.C.E., à notre Communauté.

J'en ai parlé pour la première fois en mars de l'année dernière et à cette occasion j'ai exposé en détail certaines questions de principe ainsi que les questions pratiques les plus importantes qui se posent à ce sujet.

Je le rappelle parce que les considérations que j'ai formulées alors sont encore valables aujourd'hui pour la Commission. Il en est ainsi de ce que j'ai dit de la prétendue alternative : grande Europe ou petite Europe, de l'affirmation qu'en créant notre Communauté les Six auraient provoqué une scission de l'Europe et avant tout de la thèse dangereuse des discriminations que malheureusement on persiste à reprendre au cours des discussions. De même, la Commission continue à rejeter l'argument commode selon lequel toutes les difficultés qui se sont présentées dans la voie de l'association seraient dues avant tout à la réserve sinon même au manque de bonne volonté de tel ou tel Etat membre de notre Communauté.

J'ai alors repoussé cet argument en déclarant que les obstacles essentiels, ce sont les difficultés inhérentes au fait même, avant tout à la tentative qui est faite d'unir dix-sept Etats dont les économies accusent d'énormes différences de structure et de développement, ce qui n'est pas le cas des économies des pays de notre Communauté.

J'ai soulevé la question de savoir si la notion d'une zone de libre-échange, telle qu'elle semble définie dans le G.A.T.T., ne se situe peut-être pas hors des réalités de la vie, si elle n'est pas, du point de vue de la méthode, dangereuse parce qu'elle fait abstraction des faits qu'il ne faut pas négliger si l'on ne veut pas rester fermé aux réalités.

J'ai aussi mentionné les problèmes qui se posent du fait qu'on ne doit pas s'attacher uniquement à la suppression des droits de douane et des restrictions quantitatives, mais qu'il est un certain nombre de mesures complémentaires qui s'imposent encore en matière de politique économique.

Enfin, j'ai souligné que dans toute cette entreprise il s'agit d'unir onze autres marchés avec le marché commun de notre Communauté qui est une unité en voie de consolidation.

Au mois de juin, mon collègue, M. Rey, a renseigné l'Assemblée sur le cours ultérieur des

négociations, et vous avez procédé ensuite à une discussion qui nous a été très utile.

En octobre, j'ai poursuivi mon rapport et j'ai surtout mis en lumière l'attitude prise par la Commission à propos d'une résolution adoptée en juin par l'Assemblée, résolution qui a défini les principes fondamentaux de la politique à suivre en cette matière.

A cette occasion, j'ai notamment fait savoir à l'Assemblée quelles étaient les questions auxquelles les gouvernements des six Etats membres de notre Communauté n'avaient pas encore pu donner de réponse unanime. Il s'agissait de l'agriculture, des droits de douane préférentiels du Commonwealth et des difficultés résultant des diverses possibilités de globalisation des contingents. Outre ces débats en séance plénière de l'Assemblée, des discussions utiles ont eu lieu à la commission compétente.

Monsieur le Président, en faisant rapport aujourd'hui pour la quatrième fois, la Commission présume que l'Assemblée est au courant des principaux événements qui se sont produits depuis l'automne. Les négociations au comité intergouvernemental *ad hoc* de l'O.E.C.E. ont été interrompues parce qu'on ne s'attendait plus à les voir aboutir avant la fin de l'année.

De diverses parts, des efforts ont été immédiatement entrepris pour sortir de cette impasse. Les principaux sont les suivants :

Premièrement, les gouvernements des pays du Benelux ont élaboré des propositions pour une solution transitoire qui devait permettre de surmonter les difficultés résultant de la situation qui s'est produite le 1^{er} janvier de cette année : à cette date, le premier pas a été fait dans la réalisation du marché commun par l'abaissement des droits de douane et le relèvement des contingents, alors que, d'autre part, il n'existe encore aucune solution pour le règlement des rapports de la Communauté avec les autres Etats membres de l'O.E.C.E.

Deuxièmement, la Commission de la Communauté Economique Européenne a chargé son président et M. Rey, particulièrement compétent dans ces questions, d'établir des contacts avec les gouvernements des six pays membres dans les six capitales.

Troisièmement, réunis à Bad Kreuznach, les chefs des gouvernements français et allemand se

sont entendus sur un certain nombre de propositions tant au sujet d'une solution transitoire que sur le règlement durable du problème; ces propositions, qui ont été immédiatement communiquées aux gouvernements des autres Etats membres, ont inspiré dans une large mesure la décision adoptée le 4 décembre de l'année dernière par le Conseil de notre Communauté.

C'est sur cette décision que sont fondés les efforts déployés en la phase actuelle pour trouver une solution. Elle traite deux questions : d'une part, la solution provisoire dont il a été question et, d'autre part, les mesures à prendre pour arriver à une solution définitive. Elle charge en particulier la Commission de procéder à une étude approfondie des problèmes et des solutions possibles, officiellement de concert avec les six gouvernements et officieusement de concert, dans la mesure où cela est possible et nécessaire, avec les autres gouvernements ; la Commission devra faire rapport avant le 1^{er} mars de cette année sur l'attitude que devront adopter les Etats membres. La procédure ultérieure fera l'objet d'une autre décision. On peut notamment prévoir que la Commission sera appelée à se mettre officiellement en rapport avec les autres gouvernements aussi.

En venant maintenant apporter une contribution en vue de l'appréciation objective de la situation actuelle, je suis certain que l'Assemblée me comprendra si je déclare d'emblée qu'il s'agit d'une tâche qui exige une certaine discrétion. Ce n'est pas le désir de faire des cachotteries au nom du secret diplomatique qui m'incite à faire cette remarque. Mais la situation est devenue extraordinairement difficile. La tâche que la Commission a assumée exige de ce fait, et aussi en raison de la complexité de la question une dépense extrême d'énergie et d'imagination, et cela d'autant plus que le délai dont nous disposons est particulièrement court.

Tout cela ne devrait peut-être pas m'empêcher de dire aujourd'hui à l'Assemblée devant laquelle nous sommes responsables, quelles sont exactement nos pensées ; mais à ces arguments il s'ajoute encore le fait que nous ne sommes pas encore arrivés à une conclusion.

Nous espérons pouvoir terminer nos travaux dans le délai qui nous a été fixé, mais j'anticiperais les décisions de ma Commission si je disais quelque chose sur des résultats que l'on peut attendre de nos travaux.

D'autre part, nous sommes heureux d'avoir cette occasion de nous expliquer avec notre Assemblée et nous espérons qu'au cours de la discussion celle-ci nous apportera des suggestions utiles. La Commission formulera ses conclusions en toute indépendance et sans être tenue par quelque obligation que ce soit. Elle ne s'inspirera d'aucun autre impératif que le bien de notre Communauté et le désir sincère d'établir les meilleures relations concevables entre la Communauté et les autres Etats européens. Elle puisera naturellement toutes les informations qui lui paraîtront nécessaires dans la documentation existante. En fait, celle-ci renferme déjà de nombreuses idées et conceptions.

Il ne saurait donc encore être question pour nous de soumettre des propositions de solution ; nous pouvons tout au plus esquisser quelques prémisses de ces solutions, des conditions et des considérations qui peuvent influencer sur nos travaux.

Je prends comme point de départ la résolution que l'Assemblée a adoptée le 27 juin de l'année dernière et dans laquelle elle a défini la politique qui est souhaitable, à mon avis, en cette matière. Cette résolution — je vous le rappelle — est conçue en cinq points. Premièrement, elle approuve le principe d'un accord d'association économique européenne (zone de libre-échange) et souhaite l'heureux résultat des négociations en cours. Deuxièmement, elle constate qu'une telle association comporte des règles de fonctionnement qui peuvent différer de celles de notre Communauté. Troisièmement, elle affirme la nécessité de préserver entièrement la réalité de notre Communauté et n'envisage donc pas de traité conclu entre dix-sept Etats, mais une association de onze Etats à notre Communauté comme telle. Quatrièmement, elle approuve la Commission de la Communauté Economique Européenne d'avoir proposé, à titre provisoire, d'étendre aux onze autres pays de l'O.E.C.E. certaines mesures du marché commun qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier. Cinquièmement, elle suggère que cette extension soit accompagnée d'une déclaration d'intentions énonçant les principes sur lesquels pourrait être fondé le traité d'association et exprime sa confiance que les exécutifs poursuivront l'action qu'ils ont entreprise.

Le point le plus important de cette résolution, c'est l'adhésion donnée à l'idée de l'association économique. La première question doit donc être la suivante : Où en est-on en ce qui concerne la

définition d'une telle association ? Pour le moment, ma tâche ne saurait consister à dresser un inventaire des résultats globaux des négociations qui ont eu lieu jusqu'ici. Mais étant donné que nous ne pourrions pas faire avancer cette question sans avoir au moins essayé de comprendre pourquoi nos efforts ont échoué jusqu'ici, il est indispensable de jeter un rapide regard en arrière.

Il existe un document qui est plus propre que tout autre à nous servir de guide pour la connaissance des questions qui font l'objet des négociations et de l'état des négociations au comité intergouvernemental de l'O.E.C.E. : c'est le rapport du groupe de travail institué par les gouvernements de nos six Etats membres qui s'est efforcé, sous la présidence de M. Ockrent, l'éminent chef de la représentation belge à l'O.E.C.E., de définir une attitude commune de nos six gouvernements en ce qui concerne les questions que pose l'association.

Je tiens à dire publiquement combien j'apprécie ce document et on ne devra voir dans aucune des observations que je vais faire à son sujet le désir de mettre le moins du monde en doute l'énergie et l'infatigabilité, l'esprit critique et la faculté d'imagination de son auteur. Ce document contient nombre de propositions qui laissent apparaître une unanimité suffisamment concrète des six gouvernements pour qu'elle ne donne pas lieu à des interprétations divergentes, une unanimité qui ne se manifeste pas uniquement sur des points d'intérêt secondaire.

Mais ce rapport montre aussi nettement les limites de l'accord obtenu, sans parler du fait — qui n'est absolument pas surprenant et dont on ne saurait lui faire grief — que son auteur n'a absolument pas entendu faire un rapport complet. Je songe au problème de l'origine qui est excellemment défini comme tous les autres problèmes, mais dont l'étude n'est pas encore terminée dans le cadre des examens auxquels il est procédé secteur par secteur. Je songe à la coordination des politiques commerciales pour laquelle des procédures ont été proposées sans que l'accord ait pu se faire sur le contenu matériel des dispositions à proposer. Il s'agit là notamment de savoir si l'interdiction d'une politique commerciale propre à fausser la concurrence implique ou non une harmonisation des tarifs extérieurs ou tout au moins un arrêt au *statu quo*. Je songe aux préférences impériales pour lesquelles la Communauté s'est réservé la faculté d'évoquer les problèmes qu'elles posent sans avoir pu se

mettre d'accord sur le sens concret de cette réserve. Je songe aux pratiques restrictives de l'économie privée, une question sur laquelle la Communauté s'est réservé de prendre position. Je songe enfin à la question des pays sous-développés pour laquelle la Communauté s'est aussi bornée à annoncer qu'elle prendra position.

Je répète que je n'entends pas formuler de critique en disant que bon nombre de constatations du rapport ne sont formulées qu'en termes généraux ou admettent des interprétations différentes. Si je le dis, c'est uniquement pour pouvoir poser la question suivante : Pourquoi n'a-t-on pas pu aller plus loin ?

Ce serait simplifier à l'excès les faits, si on voulait n'en voir la raison que dans la procédure qui a été choisie dans ces conférences ministérielles périodiques qui manquent de souplesse et s'accompagnent d'un vaste état-major de collaborateurs et qui ont donné aux conversations — qui pourtant auraient dû être décisives — un caractère quasi public. Les vraies difficultés étaient plutôt d'ordre matériel; elles tenaient à la nature de l'objet des discussions, la zone de libre-échange. Pour bien les connaître, il faut jeter un regard sur le pendant de la zone de libre-échange, je veux dire sur l'union douanière.

L'exemple le meilleur et le plus moderne d'une association partant de l'idée fondamentale d'une union douanière, c'est notre propre Communauté. Nous l'appelons une union douanière, avant tout lorsque nous voulons la défendre contre le reproche que sa création va à l'encontre de l'interdiction des discriminations stipulées dans le G.A.T.T. et à l'O.E.C.E. En fait, elle présente aussi les caractères d'une union douanière, à savoir la suppression des droits de douane à l'intérieur et l'établissement d'un tarif extérieur commun. Mais le traité qui l'a créée ne répond pas seulement à ces deux critères; il donne encore à notre Communauté un grand nombre d'autres qualités et il n'est donc que logique que la terminologie employée en ait tenu compte et que par conséquent nous parlions non pas seulement d'un marché commun, mais d'une Communauté économique. Or, cette Communauté présente des caractères qui vont tellement au delà de ceux d'une simple union douanière qu'il est permis de dire tranquillement que ce qui a été fait est autre chose qu'une union douanière.

Pourquoi cela est-il arrivé ? Est-ce arrivé par suite d'une rage d'organisation des auteurs du traité ? Est-ce arrivé en raison d'un fanatisme

supranational? Est-ce arrivé parce que l'impulsion politique, qui a poussé sans aucun doute à la création de la Communauté Economique Européenne, exige à tout prix l'incorporation d'éléments politiques, une mise en commun de la puissance politique des six Etats membres? En réalité, cette création s'explique par deux raisons matérielles qui se complètent l'une l'autre.

D'une part, les Etats doivent être empêchés de rétablir par un moyen détourné les entraves au commerce qui ont été éliminées grâce à l'institution du marché commun, c'est-à-dire en recourant à une politique de subventions, à une politique des tarifs de transport, à une politique de la concurrence, à des manœuvres monétaires ou à quelque autre mesure. A la suite de deux guerres mondiales, les Etats se sont habitués à influencer sur les conditions de la vie économique dans une mesure dont on n'aurait pas eu l'idée avant la première guerre mondiale. Mais comme il serait chimérique de songer à un retour au régime économique de 1913, on ne peut qu'assujettir la politique économique des Etats à une discipline pour les empêcher d'abuser de toutes ces possibilités qu'ils ont gardées dans l'arsenal de leur politique économique pour réduire à néant le marché commun. Peu importe à cet égard que notre traité le fasse avec une rigueur variable, soit en prévoyant une collaboration, soit en déclarant qu'un objet déterminé de la politique économique est d'intérêt général, ou en prescrivant une coordination, ou enfin — et c'est là la forme la plus forte de l'union — en prescrivant une politique commune.

Le deuxième motif de toutes ces prescriptions, complémentaire du premier, est le suivant. Si on désarme les Etats en leur retirant l'instrument que sont les droits de douane et les restrictions quantitatives, on les livre sans défense aux effets de la politique économique des autres Etats membres de la Communauté. En effet, il ne faut pas voir dans les droits de douane et les restrictions quantitatives uniquement des instruments d'une mauvaise politique économique que l'on mène; il faut y voir aussi des moyens de protection contre une mauvaise politique économique menée par des pays étrangers. Ce motif contribue donc à créer la nécessité du contrôle exercé sur la politique économique des pays intéressés.

Désireux de donner à ces remarques générales un caractère un peu plus concret, je puiserai dans les expériences que nous avons pu faire au cours des discussions dont l'aboutissement a été la signature des traités de Rome. Il semble qu'en

réalité on ne puisse envisager une suppression complète des droits de douane et des restrictions quantitatives que si les cinq conditions ci-après sont remplies: il faut qu'un équilibre général s'exprimant dans la balance des paiements soit maintenu entre les Etats (à cet effet, il est nécessaire de coordonner la politique monétaire et la politique de conjoncture); il faut que la nouvelle concurrence, désormais inéluctable, ne soit pas faussée par des mesures de l'économie privée ou de l'Etat; il faut qu'une aide spéciale soit accordée, le cas échéant, aux partenaires dont l'économie est insuffisamment développée (faute de quoi les différences entre les Etats membres seraient encore accentuées); il faut qu'une politique commune soit élaborée pour les marchés sur lesquels la libre concurrence ne joue pas (notre traité en tient compte dans le secteur de l'agriculture et dans celui de la politique de transports); il faut enfin qu'en matière de commerce extérieur une politique commune soit suivie qui empêche notamment de fausser la concurrence entre les Etats membres.

En résumé, on peut donc dire que l'union douanière pure et simple, qui n'est rien d'autre qu'une union douanière, représente dans l'économie moderne une construction qui ne répond pas aux réalités.

Peut-on en tirer des enseignements pour la zone de libre-échange? Il existe une définition de la zone de libre-échange qui a acquis aujourd'hui une sorte de valeur sacro-sainte. Elle figure dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.), dont l'article XXIV, alinéa 8, lettre *b*, définit la zone de libre-échange comme « un groupe de deux ou plusieurs territoires douaniers entre lesquels les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives... sont éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux portant sur les produits originaires des territoires constitutifs de la zone de libre-échange ». Si l'on compare cette définition avec le texte du sous-alinéa, lettre *a*, du même alinéa qui parle de l'union douanière, on peut conclure que le trait caractéristique qui distingue la zone de libre-échange de l'union douanière, c'est le fait que cette dernière applique un tarif douanier commun.

Cette définition est le résultat des négociations qui ont abouti à la charte de la Havane. Il n'a été publié que peu d'informations sur ces négociations. Si la définition donnée dans la charte de la Havane a été reproduite dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

(G.A.T.T.), il semble que ce soit sur les instances de pays européens qui étaient désireux de laisser toutes les voies ouvertes pour les négociations qui étaient alors en cours aux fins de la création de l'O.E.C.E. L'euphémisme du titre semble s'expliquer par le souci de tenir compte, tout au moins dans les termes employés, du désir des gouvernements des Etats-Unis qui poussait en 1947 et 1948 à l'intégration économique de l'Europe.

Comment cette définition peut-elle recevoir un contenu vivant ? C'est la grande question. Le lien entre la suppression des droits de douane et des restrictions quantitatives et l'ensemble des cinq conditions énumérées il y a un instant à propos de l'union douanière est-il indissoluble également ici ? L'absence d'un tarif douanier extérieur commun a-t-elle notamment pour effet de provoquer d'une part des détournements de trafic et de fausser la concurrence et, d'autre part, une distorsion générale en faveur des pays appliquant de bas tarifs douaniers ? En effet, une forte protection douanière a nécessairement des effets sur le cours du change.

Devant ce dilemme, nous sommes tentés de consulter le passé. Il ne nous apprend malheureusement pas grand-chose. La législation fixant les relations entre la Suède et la Norvège, par exemple, qui se prête encore le mieux à la comparaison, s'est effondrée après de longues années de conflits sans fin qui ont surgi notamment parce qu'après l'établissement de communications ferroviaires entre les deux pays, les tentatives de détournement et les différends au sujet des certificats d'origine avaient pris une ampleur intolérable.

A ma connaissance, on n'a jamais réellement fait l'expérience d'une zone de libre-échange au sens de la définition du G.A.T.T., entre Etats industriels, c'est-à-dire dans des conditions qui puissent se comparer aux nôtres. Il semble donc que la définition donnée par le G.A.T.T. ne découle pas de l'expérience en matière de politique commerciale, qu'elle ne découle même de rien et qu'elle soit une invention de théoriciens qui attend encore d'être mise à l'épreuve.

La manière méthodique de procéder du comité intergouvernemental de l'O.E.C.E. semblerait le confirmer. A défaut d'un autre modèle éprouvé — et quel est le législateur ou l'auteur d'un traité qui ne cherche pas tout d'abord un modèle, un cas semblable ! — on a en pratique épluché le traité instituant notre Communauté économique pour y trouver des dispositions susceptibles

d'être reprises dans un traité instituant une zone de libre-échange. C'est là naturellement un procédé quelque peu paradoxal, si l'on tient compte du fait que ces négociations ont été entamées parce que les autres Etats membres de l'O.E.C.E. n'étaient précisément pas disposés à se soumettre à la discipline qui caractérise notre union économique.

Si les conditions dont je suis parti étaient remplies, le fait que la zone de libre-échange ne comporte pas de tarif extérieur commun ni de politique commerciale commune exigerait pourtant manifestement un renforcement de la discipline communautaire pour compenser l'absence de ces éléments.

C'est donc davantage pour des motifs d'ordre psychologique que pour des raisons de logique qu'on a pris modèle sur notre Communauté.

J'en arrive ainsi — à mon regret — de nouveau à la théorie de la discrimination. Les onze autres Etats membres de l'O.E.C.E. veulent bénéficier du régime que les six pays de notre Communauté s'accordent entre eux, mais ils le veulent sans se soumettre aux mêmes règles communautaires, bien que notre Communauté soit ouverte à tous les Etats européens. Ce n'est pas nous qui avons fixé à six le nombre de nos membres, ce sont les Etats qui n'entrent pas dans notre Communauté qui nous laissent à six, et en disant cela, nous n'entendons pas leur en faire grief maintenant.

Combien de temps faudra-t-il encore répéter que cette théorie de la discrimination, avancée comme argument à l'appui de la revendication fondée sur elle est insoutenable ? En réalité, la discrimination est réclamée par celui qui demande à bénéficier des avantages de notre Communauté, sans faire les sacrifices que celle-ci exige, et non pas par l'autre partenaire.

La résolution adoptée le 27 juin de l'année dernière par votre Assemblée mentionne aussi des solutions qui s'écartent de celles de notre Communauté. Pour comprendre pleinement cette nécessité, il faut naturellement — je le reconnais — considérer la vie de notre Communauté comme un tout et d'un seul regard ; il faut pouvoir se représenter cette Communauté telle qu'elle sera, pleinement développée, à la fin de la période transitoire : elle apparaît dès lors comme une unité, au sens où on l'entend en politique commerciale, comme chacun des onze autres Etats.

Lorsque deux personnes se marient, cela représente aussi une discrimination pour toutes les autres.

(Rires.)

Si l'on veut rendre impossible cette prétendue discrimination, il n'y a qu'un seul moyen : c'est de supprimer le mariage en tant qu'institution.

Mais notre union économique en tant qu'institution est légale. Elle est une institution que permet le régime économique mondial, qui est même souhaité et encouragé par celui-ci. Il n'est donc pas vrai que ce régime économique mondial ne comporte qu'un seul principe, un principe universel, celui de la non-discrimination. En réalité, ce principe universel est battu en brèche par un principe régional en faveur d'unions douanières et de zones de libre-échange.

Il n'est peut-être pas inutile que je vous donne lecture des dispositions de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) dont l'alinéa 4 est conçu comme suit :

« Les parties contractantes reconnaissent qu'il est souhaitable d'augmenter la liberté du commerce en développant, par le moyen d'accords librement conclus, une intégration plus étroite des économies des pays participant à de tels accords. Elles reconnaissent également que l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange doit avoir pour objet de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce d'autres parties contractantes avec ces territoires. »

L'alinéa 5 de cet article déclare :

« En conséquence, les dispositions du présent accord ne feront pas obstacle, entre les territoires des parties contractantes, à l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange ou à l'adoption d'un accord provisoire nécessaire pour l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange. »

Suivent les conditions déterminées qui sont prévues à cet égard.

L'article 8 du code de la libération de l'O.E.C.E. est conçu comme suit :

« Deux ou plusieurs pays membres liés par un régime monétaire ou douanier particulier peuvent

prendre entre eux, en plus des mesures de libération des échanges prises conformément à l'article 2 ci-dessus, des mesures de libération des échanges qu'ils n'étendront pas aux autres pays membres. »

Nous n'avons pas non plus entendu dire que l'union douanière du Benelux ou les plans d'union douanière des pays nordiques aient été attaqués sous prétexte qu'ils créeront une discrimination, sans parler du fait que le grief de la discrimination, s'il était justifié, s'adresserait aussi à la zone de libre-échange elle-même, et comme on l'a dit au cours des discussions dans la presse, avec beaucoup plus de rigueur parce que la zone de libre-échange n'est pas une union économique.

Je m'en tiendrai à ces quelques remarques sur la question de la discrimination et me bornerai à rappeler que le fait de ne pas tenir compte du facteur temps a fortement contribué à la confusion qui s'est produite. S'il nous avait été donné de créer notre Communauté d'un seul jet, sans période de transition, ou si la question de l'association ne s'était posée pour nous qu'à la fin de la période de transition, le danger de cette confusion aurait été moindre. Au surplus, je me permets de vous renvoyer aux déclarations qu'à ce propos j'ai faites ici au mois de mars de l'année dernière.

Je répète en outre — je l'avais déjà dit alors — que nous considérons comme une injustice de nous reprocher de provoquer la scission de l'Europe : en effet, grâce à l'institution de notre Communauté, des milliers de kilomètres de frontières douanières disparaîtront de la carte économique de l'Europe et le nombre des unités qui sont engagées dans des relations commerciales bilatérales et de celles qui sont groupées dans les associations multilatérales sera considérablement réduit par suite de l'institution d'une seule compétence en matière de politique commerciale : celle de la Communauté.

Et puisque nous en sommes déjà aux arguments d'ordre affectif, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je dirai que le reproche de protectionnisme adressé à la Communauté n'est pas fondé non plus. Son tarif extérieur répond aux conditions prescrites par le G.A.T.T., à savoir que la charge douanière totale grevant les importations dans la Communauté ne doit pas être supérieure à celle qui grevait auparavant les importations dans les différents pays de la Communauté. Du moment qu'on a choisi la moyenne arithmétique des charges douanières

existantes, le tarif douanier de la Communauté se traduira même en fait par une charge moins lourde qu'elle ne l'était auparavant. Le bas tarif douanier du Benelux a en effet exactement la même importance que les tarifs de ceux qu'on appelle les grands pays membres, bien que le territoire du Benelux ne compte que 20 millions d'habitants sur les 165 millions que groupe le Marché commun. Le Benelux sera donc amené à majorer ses droits de douane ; pour l'Allemagne, certains droits seront également majorés, tandis que d'autres — pour les matières premières, les denrées alimentaires et les huiles minérales — seront considérablement réduits ; quant aux 95 millions de Français et d'Italiens ils assisteront à de très fortes réductions des droits de douane. Et encore ne s'agit-il ici que du tarif initial sur lequel porteront les négociations douanières. Le fait que nous dépendons dans une très large mesure des importations et que nous avons besoin de trouver des débouchés pour notre production croissante jouera également dans le sens d'une politique commerciale libérale.

C'est donc avec raison que la résolution adoptée par votre Assemblée, le 27 juin 1958, insiste dans son troisième paragraphe sur la nécessité de préserver entièrement la réalité de notre Communauté et déclare à ce propos que l'Assemblée Parlementaire Européenne — je cite textuellement — « si elle est prête à approuver la conclusion avec les autres partenaires européens d'une association économique, elle ne pourrait accepter de voir se dissoudre ces Communautés dans un ensemble qui leur ferait perdre... les bénéfices de l'intégration économique et politique actuellement entreprise ». Elle demande ensuite que l'association soit une association des onze Etats européens à la Communauté considérée comme une entité.

Nous ne nous lasserons pas de dire que ce faisant nous agissons non seulement dans notre propre intérêt, mais aussi dans l'intérêt de la plus grande Europe. Je répète ce que j'ai dit ici au mois d'octobre dernier : la Commission est persuadée que l'existence d'une Communauté Economique Européenne florissante et animée d'une forte vie personnelle est aussi une des conditions essentielles pour que l'association, une fois constituée, ne dégénère pas et qu'elle soit maintenue vivante selon la même loi qui a voulu que la création de notre Communauté ait pour conséquence l'ouverture de négociations sur une zone de libre-échange.

Dans cet exposé des négociations qui ont eu lieu jusqu'ici, je n'ai pas ménagé mes critiques. Mais j'espère qu'on comprendra que ce n'était pas pour me donner l'air de tout savoir mieux que les autres. Personne n'est peut-être mieux placé que la Commission économique européenne pour se rendre compte des difficultés que présente la tâche qu'il s'agit de mener à bonne fin. C'est précisément pourquoi il faut rechercher, sans idée préconçue, sans égard pour soi-même et en toute loyauté, où sont les racines de la difficulté. En ce domaine, rien ne saurait être plus dangereux qu'une procédure précipitée, une solution insuffisamment mûrie. Nous risquerions de créer une institution sans équilibre intérieur stable et durable et qui, de ce fait, sera dès le début le théâtre de tensions et phénomènes maladroits. Dans l'intérêt même de l'objectif plus grand qu'est l'unité européenne, nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'un échec.

C'est dans cet esprit que la Commission a entrepris sa tâche, sans dogmatisme ni passion, avec objectivité, avec la volonté sincère et dans l'intention de faire une œuvre durable et utilisable dans la pratique. Elle reconnaît que la solution qu'il s'agit de trouver doit remplir trois conditions :

Premièrement, elle doit être libérale. Le traité nous le prescrit dans plusieurs articles. Quelle est la constitution d'un Etat ou d'une communauté d'Etats — je vous le demande — qui formule une telle exigence quant à la politique à suivre en matière de commerce extérieur ?

Deuxièmement, la solution doit être multilatérale. Elle ne doit pas affaiblir la structure d'un système englobant le plus grand nombre possible d'Etats européens, elle doit au contraire la consolider. Nous avons besoin de compléter dans un espace européen plus vaste notre propre construction, plus étroite et par suite plus intensément active.

Enfin, troisièmement, la solution devrait être évolutive. Elle devrait non seulement permettre, mais encore encourager positivement l'évolution ultérieure en vue de l'instauration d'un ordre européen et d'un ordre mondial toujours meilleurs.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je n'ai pas encore dit grand-chose de la solution provisoire prévue au paragraphe 4 de la résolution que l'Assemblée a adoptée le 27 juin de l'année dernière ; cette solution, qui est conforme

au point de vue que la Commission a toujours défendu, a été recommandée en prévision de l'éventualité qui s'est réalisée entre temps, à savoir qu'à la date du 1^{er} janvier de cette année la question de l'association n'a pas encore été résolue. Je ne désire pas entrer maintenant non plus dans les détails. J'espère qu'à sa session de demain, le Conseil de notre Communauté réussira à amener les six gouvernements à adopter une attitude commune en face des suggestions qui, entre temps, ont été formulées par le gouvernement britannique à la suite de la décision que le Conseil de notre Communauté a prise le 4 décembre dernier.

Cette solution provisoire ne préjuge en aucun cas le principe de la solution définitive du problème de l'association. Comme on le sait, elle n'a jamais été envisagée comme un avant-projet, comme une préfiguration, comme une première phase de la solution de la question de l'association même ; elle a été conçue comme une mesure transitoire pour la période allant du démarrage du marché commun jusqu'au moment où la question de l'association aura été résolue. Quel que soit le contenu de cette solution provisoire, il n'est donc pas possible d'en tirer directement des conclusions pour la solution définitive.

La Commission prend naturellement part aux efforts déployés pour arriver à une solution provisoire. Si au cours des débats des renseignements plus précis étaient encore demandés, mon collègue, M. Rey, et moi-même nous serions naturellement prêts à les donner.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Metzger, au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles.

M. Metzger. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, comme M. le Président vient de le dire, je prends la parole au nom de la commission des affaires politiques. Au cours de ses présents débats, la commission a intentionnellement laissé de côté les questions institutionnelles au sens étroit du terme pour ne s'occuper que des questions générales et des questions politiques. Elle estime qu'en la situation actuelle elle doit exposer tout au moins à grands traits ce que nous voulons afin de montrer clairement comment les élus des peuples représentés ici envisagent ces questions et afin que nous puissions ainsi contribuer à faire progresser ces questions.

Aux termes de l'article 2 du traité, les six pays de la Communauté Economique Européenne se sont unis pour promouvoir des relations plus étroites entre les Etats membres. Ce texte s'applique aussi d'une manière correspondante pour les deux autres Communautés.

Il s'ensuit sans aucun doute — comme M. Hallstein l'a montré avec raison — que notre Communauté est plus qu'une simple union douanière. Si nous considérons le traité dans son ensemble, si nous en examinons le contenu, nous constatons que les mesures qu'il prévoit vont bien plus loin. La Communauté se présente ainsi comme un tout. Elle forme une unité. Elle a ses institutions communautaires. Il apparaît clairement qu'elle est une unité en elle-même.

Mais le traité est parti d'emblée de l'idée qu'il s'agit en réalité de toute l'Europe. En fait on a créé pour commencer une petite Europe des Six parce que la situation du moment ne permettait pas autre chose. Mais le traité vise à la totalité.

Nous pouvons citer différents passages du traité à l'appui de cette affirmation. Nous en trouvons déjà une preuve dans le préambule qui dit qu'« une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » doit être fondée. Le texte parle de « peuples européens » sans faire de restriction. Il est aussi question de la solidarité entre l'Europe — de nouveau sans restriction — et les pays d'outre-mer. Le traité vise donc l'Europe entière. De l'avis de notre commission, nous ne devons pas l'oublier lors de la discussion des questions dont il s'agit ici.

Les dispositions des traités tiennent compte de cette volonté de ne pas entourer la Communauté Economique Européenne et les deux autres Communautés européennes de frontières hermétiquement closes, mais d'en laisser les frontières aussi largement ouvertes que possible. Ainsi, l'article 237 du traité instituant la Communauté Economique Européenne et les dispositions correspondantes des autres traités prévoient que tout Etat européen peut demander à devenir membre de la Communauté. La Communauté en tant que communauté formant un tout pourrait donc être élargie.

Mais le traité prévoit en outre la possibilité d'unions moins étroites ; il souhaite même de telles unions. Il dit que l'association d'Etats tiers et même d'unions d'Etats ou d'organisations internationales est possible. Cette association est prévue à l'article 238 du traité instituant la

Communauté Economique Européenne et à l'article 206 du traité instituant la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

Ainsi nous voyons affirmer la possibilité et s'exprimer le vœu — on peut bien le dire — que d'autres Etats européens deviennent membres des Communautés. Pour les cas où ils ne le pourraient pas, l'association est aussi considérée comme une modalité désirable.

Là encore le traité laisse de très larges possibilités. Ses dispositions ne sont pas étroites; il n'est pas dogmatique; il ne contient pas de prescriptions détaillées; il ne lie donc pas d'une manière gênante, mais laisse ouvertes toutes les possibilités de développement. Il manifeste indiscutablement une tendance à aller de l'avant dans cette direction.

L'union des Etats européens qui commence à se faire sous la forme des Communautés européennes présente indubitablement — et il faut le dire — aussi des dangers. On peut fort bien redouter que le développement soit entravé, qu'il se produise un certain durcissement et qu'on aboutisse ainsi à une scission économique de l'Europe.

Lorsque nous considérons les négociations actuelles, nous voyons qu'il est possible que l'Europe se divise en deux parties ou même davantage. Je pense que nous sommes tous d'accord pour ne pas souhaiter une telle scission et pour estimer que celle-ci ne répond pas non plus à l'esprit du traité. Ce danger de scission existerait si nous nous arrêtions au stade auquel nous sommes présentement arrivés. Nous sommes en plein développement et il serait fâcheux de ne pas poursuivre celui-ci. Il faut que nous agissions dans le sens qui est indiqué dans les traités.

Nous devons donc empêcher la Communauté Economique Européenne de devenir une autarcie — je ne dis pas qu'elle le soit — l'empêcher de devenir une institution à tendance protectionniste. C'est exactement ce que nous ne voulons pas.

J'ai déjà dit que les dangers qui existent se sont révélés au cours des négociations sur la zone européenne de libre-échange ou, comme on dit aussi, l'association économique européenne. Il se pourrait que des dix-sept pays de l'O.E.C.E., six se rangent d'un côté et onze, en un seul

groupe ou en plusieurs, de l'autre côté dans une attitude hostile.

D'autre part — je l'ai déjà dit au début en citant le traité — il est hors de doute que les Six forment une Communauté et que cette Communauté ne doit pas être détruite ni non plus être desserrée. Elle est quelque chose de positif à quoi nous ne voulons pas renoncer. Mais c'est précisément parce que nous pensons que cette Communauté des Six est forte, qu'elle est viable, que nous devons d'autant plus veiller à ce qu'elle ne devienne pas une organisation rigide, qu'elle ne se fige pas du point de vue institutionnel, mais qu'elle montre justement sa supériorité par sa faculté d'adaptation et sa souplesse.

Le traité laisse une latitude suffisante pour la conduite de négociations simples et non dogmatiques entre la Communauté Economique Européenne et les deux autres Communautés, ainsi qu'avec les autres Etats européens. Pour le cas où cette latitude ne serait pas assez grande — ce que je ne crois pas — le traité prévoit même la possibilité d'amendements. C'est ce que dit l'article 236. Dans ce cas aussi, il est donc parfaitement possible, grâce à certains amendements apportés au traité, d'atteindre l'objectif souhaité. Mais — je le répète — j'estime que le traité est suffisamment souple pour qu'il soit aussi possible, également sous l'aspect juridique, d'atteindre les objectifs que nous nous sommes assignés.

En dernière analyse, il s'agit naturellement d'une tâche politique, à savoir de créer une Europe qui fonctionne du point de vue économique et dont les membres vivent en bonne harmonie. C'est précisément pourquoi les considérations de prestige ne devraient jouer aucun rôle. En politique, les considérations de cette sorte sont toujours un mal; dans cette Europe, où nous voulons créer une institution commune, elles seraient certes encore plus déplacées. Voilà ce qu'il ne faut jamais oublier.

En ma qualité de porte-parole de la commission des affaires politiques, il ne m'appartient pas de parler de questions économiques; celles-ci sont de la compétence d'une autre commission. Mais lorsque nous nous occupons de ces questions économiques, nous devrions le faire avec calme, d'un esprit lucide et sans fausse pudeur.

Nous ne devrions pas — et sur ce point aussi il y a un certain danger — faire de mesquines comparaisons et dire: Voici un petit avantage et voilà un petit désavantage; car du moment que

nous ne voulons pas laisser un avantage à autrui, de peur de subir de ce fait nous-mêmes un préjudice, nous ne pouvons pas avancer.

La commission des affaires politiques estime que ce serait une erreur de considérer les choses ainsi. Elle est d'avis qu'il faut envisager le résultat final. Ce résultat final, ce n'est pas seulement un résultat économique, ce doit aussi être un résultat politique. En effet, nous voulons arriver à ce que notre Europe soit de plus en plus considérée comme une unité du point de vue économique, et par suite aussi du point de vue politique. A côté des questions économiques, nous ne voulons pas négliger non plus les considérations d'ordre idéologique et nous croyons qu'il est parfaitement concevable que, le cas échéant, on accepte dans tel ou tel domaine un désavantage, parce que l'on voit plus grand. Prenons l'habitude de reconnaître qu'il n'est pas de bonne politique de causer un préjudice à autrui dans l'espoir d'obtenir ainsi un avantage. Rendons-nous compte, au contraire, de ce qu'on peut aussi bénéficier de la prospérité d'autrui. C'est précisément cette possibilité que la politique européenne devrait nous offrir. Si on agit dans cet esprit, on pourra, de l'avis de la commission, faire preuve de générosité sans donner pour cela dans l'exaltation ou négliger les voix de la froide raison.

La commission pense qu'il faudrait aussi que la Communauté des Six négocie avec les onze autres pays de l'O.E.C.E. sur une base multilatérale et arrive à un accord, mais elle a déclaré que cette idée ne doit pas non plus être considérée comme un dogme. Tout dépendra, une fois de plus, des possibilités. Dans le cas où on ne peut faire de progrès que par le moyen de traités individuels, il ne faut perdre de vue cette possibilité. On peut fort bien imaginer que, dans telle ou telle question, des traités multilatéraux puissent être conclus, mais que pour d'autres questions des traités bilatéraux doivent être signés avec tel ou tel Etat. Voilà donc une autre possibilité. Selon la commission, il ne faut pratiquer aucun dogmatisme, là non plus ; mieux vaut partir des réalités et des possibilités telles qu'elles apparaissent au cours des négociations. A son avis, on devrait s'efforcer d'obtenir les meilleurs résultats possibles.

Enfin, la commission estime — à mon avis, cela va presque de soi — que les trois Communautés européennes devraient, dans ces négociations, faire figure d'unité, agir de concert et conclure les accords de concert.

Pour terminer, je vous rappellerai encore un point de vue qui ne touche pas directement aux négociations qui ont lieu actuellement, mais que nous ne devons pas non plus négliger. Notre effort politique à long terme doit tendre à aller même au delà de l'Europe des Dix-Sept. J'ai dit — et le préambule l'indique déjà — qu'au fond les auteurs du traité, comme nous tous d'ailleurs, ont songé à l'Europe entière ; et nous savons fort bien que cette Europe entière ne s'arrête pas, par exemple, à la frontière actuelle des zones. Je vous signale que le traité en tient déjà compte ; ne contient-il pas le protocole relatif au commerce intérieur allemand et aux problèmes connexes ? Je me borne à mentionner ce problème sans l'examiner en détail parce qu'il ne fait pas pour le moment l'objet de négociations. Mais je tiens à répéter que, lorsque des négociations ont lieu, nous devons aussi voir l'arrière-plan des questions. C'est pourquoi il a semblé important à la commission d'attirer l'attention sur ce point.

La commission des affaires politiques a formulé ces quelques thèses qu'elle m'a chargé de présenter, pour souligner le caractère ouvert de l'Europe des Six, de la Communauté Economique Européenne et des deux autres Communautés, ce qui doit renformer la volonté d'arriver à la création d'une Europe libérale au sens des déclarations de M. Hallstein. Je me plais à penser que M. Hallstein partage la manière de voir de la commission, à savoir que notre objectif doit être non pas une Europe des Six hermétiquement fermée, mais une Europe s'étendant loin au delà de cette limite.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Erhard, membre du Conseil de la Communauté Economique Européenne.

M. Erhard, membre du Conseil de la Communauté Economique Européenne. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je n'ai pas mandat de parler devant vous au nom du Conseil de Ministres ; j'insiste donc sur le fait que j'interviens à titre purement personnel.

Je n'ai pas l'intention de reprendre, dans un vaste discours, le sujet qui nous occupe ; je désire simplement exprimer quelques idées sur notre thème, d'autant plus que les derniers jours de l'année passée ont été marqués par un événement important : je veux dire l'introduction de la convertibilité qui nous touche de près, que nous pensions dans les catégories de la Com-

munauté Economique Européenne ou dans celles de la zone de libre-échange. Cette convertibilité des monnaies a été introduite dans la plupart des pays européens, en liaison avec les monnaies des Etats-Unis, du Canada et de quelques autres Etats où elles étaient déjà convertibles. A cet égard, il s'est créé une sorte de communauté qui, il est vrai, n'est pas organisée sur le plan institutionnel, mais qui agit fonctionnellement comme telle. Or, à la Communauté Economique Européenne nous savions fort bien que la politique monétaire revêtirait la plus grande importance comme instrument de l'harmonisation entre les six pays.

Mais en même temps nous avons aussi senti, encore que la manière de considérer les choses puisse être variable, qu'il n'était guère possible de trouver entre les limites étroites de la Communauté des Six — ce qui ne parle pas en faveur de sa qualité ni de sa puissance économique — des solutions fécondes en vue d'une vaste politique monétaire, d'une politique qui forcément doit être largement conçue puisque dans le domaine monétaire c'est toujours l'ensemble, ce sont toujours les relations avec tous les pays du monde qui sont en jeu.

Naturellement, la Communauté peut faire un travail très utile du point de vue de la politique monétaire en ce sens qu'elle veille — et c'est là une tâche additionnelle dont elle peut s'acquitter en faisant usage de toutes ses possibilités institutionnelles d'intervention — à ce que les pays réunis dans son sein s'efforcent, dans l'aménagement de leur politique commerciale et de leur politique économique, de faire une politique de la stabilité et de permettre ainsi aux monnaies des Six de rester saines dans le cadre de l'ensemble des monnaies convertibles. Sur ce point, il s'offre donc à elle une tâche additionnelle ; mais cela ne doit pas nous faire oublier que l'ensemble des monnaies convertibles constitue aussi une sorte de communauté.

On a dit dans cette salle que la coordination des politiques commerciales et des politiques de conjoncture sert l'équilibre de la balance des paiements. Voilà qui est parfaitement vrai, précisément dans le cas de monnaies convertibles ; on peut même dire que l'équilibre des balances est à son tour un instrument d'orientation. Mais cela ne peut pas signifier que les six pays puissent ou doivent établir l'équilibre de la balance des paiements à l'intérieur de la Communauté Economique Européenne, c'est-à-dire entre soi. Si nous le faisons, nous retomberions dans un état

d'isolement que nous avons déjà surmonté jadis. Je suis d'ailleurs convaincu que personne ne songe à le faire.

Ainsi se trouve jeté le pont qui conduit de la Communauté Economique Européenne non seulement vers d'autres pays de l'Europe — car, dans ma vision, l'Europe n'est pas une fin absolue et dernière — mais vers la communauté du monde libre.

Si c'est de la sorte que nous envisageons la situation, il est bien évident qu'il est tout à fait impossible de soutenir la thèse que l'on entend énoncer un peu partout et selon laquelle la Communauté Economique Européenne et la zone de libre-échange s'opposeraient en quelque sorte comme les termes d'une alternative. La Communauté Economique Européenne est certainement une création à part, mais par la création de la zone de libre-échange il s'agit également de faire du nouveau.

Le fait que nous n'avons pas de modèle pratique et pas non plus d'expérience pratique en ce qui concerne la zone de libre-échange ne signifie naturellement pas que nous soyons dispensés de l'obligation de lui donner forme et vie par un travail fécond.

Je suis particulièrement heureux de voir que l'idée de l'association multilatérale a été dégagée comme un principe nécessaire. J'ai de la peine à m'imaginer que dans un système d'associations bilatérales l'Europe puisse apparaître comme un tout, ainsi que nous le souhaitons ; en effet, dans ce cas, il serait nécessaire de construire un réseau multiple de coordonnées entre tous les pays qui ont conclu des accords bilatéraux avec la Communauté Economique Européenne. Déjà pour cette simple raison pratique, il est recommandable de s'en tenir à l'idée de l'association multilatérale qui, sans parler des nombreux autres avantages, a le mérite d'être, techniquement parlant, beaucoup plus simple à réaliser.

M. Hallstein a naturellement tout à fait raison de dire qu'il est impossible d'établir une union douanière sans « discriminer », car la discrimination est la conséquence en somme inéluctable de cette forme d'organisation. Mais je suis assez tolérant pour pouvoir me mettre au point de vue d'un négociant en Suisse. Le négociant ne se demande pas en premier lieu si, du point de vue formel, il est l'objet d'une discrimination ; ce qui l'intéresse, c'est de savoir si ses marchandises

suisses ne se heurteront pas, sur le marché allemand ou sur le marché français, à des conditions sensiblement plus dures que ce ne serait le cas si la Suisse faisait partie de cette Communauté. Il n'est donc pas « discriminé », il est tout simplement plus mal traité : c'est ainsi qu'il sent les choses. (*Sourires.*) Les réactions que cela peut déclencher dans l'âme humaine, nous le savons par expérience.

Le fait est certain : plus la politique commerciale de la Communauté sera libérale au dehors, plus nous verrons disparaître ces imperfections d'ordre psychologique que nous rencontrons un peu partout. Si les autres pays de l'Europe, je veux dire les « Onze », déclarent qu'ils sont disposés à nous accorder les mêmes chances sur leurs marchés, nous devrions chercher, par la voie de négociations sur la zone de libre-échange, à profiter de cette manne.

Il est exact que nous avons invité pour ainsi dire tous les pays de l'Europe à devenir membres de la Communauté, mais je crois que du point de vue politique, ils ne peuvent pas acquérir la qualité de membre. En effet, nous devons nous rendre compte du fait que la Communauté Economique Européenne n'a pas seulement les traits d'une union douanière, ainsi que M. Hallstein l'a si justement fait remarquer ; dans quelques-unes de ses institutions, on peut distinguer au surplus, et dès maintenant, des éléments politiques. Je vous indique comme exemple la création de la Banque d'investissement, le Fonds d'adaptation et le concours mutuel. Probablement souhaitons-nous ardemment que ces aspects politiques deviennent autant de réalités.

Mais s'il en est ainsi — et c'est en effet une idée que nous affirmons — nous pouvons être certains que d'autres pays qui, du point de vue économique, auraient peut-être été disposés à se joindre à nous, hésitent pour des motifs politiques à le faire.

Si je considère par exemple la Suisse avec sa politique traditionnellement suivie depuis si longtemps, je suis forcé d'admettre qu'il lui est impossible — du moins dans une perspective suisse — d'accéder à notre Communauté. Mais si tous ces pays hésitent ou se refusent, pour quelques raisons que ce soit, à se montrer disposés à chercher avec nous une voie qui leur permette de se lier avec nous aussi étroitement que possible — et cela sur le terrain purement économique, sans accepter les autres droits et obligations, pour ce qui les concerne — nous devrions

à mon avis tout mettre en œuvre pour faire, nous aussi, preuve de bonne volonté et nous montrer impatients de parvenir à des résultats positifs.

De mon propre pays je puis dire, par exemple, que lors de la ratification des traités instituant la Communauté européenne tous les parties représentées au *Bundestag* ont en quelque sorte donné mandat au gouvernement de veiller à ce qu'une zone de libre-échange soit créée à côté de la Communauté Economique Européenne. Depuis lors, le *Bundestag* a réitéré cette demande et le gouvernement fédéral a fait connaître à son tour qu'il partageait son avis. L'affection que nous portons à la Communauté Economique Européenne et le respect des engagements que nous avons pris ne souffriront en aucune manière si notre désir va encore plus loin et que nous tentions de trouver, sous des formes adéquates dont je ne voudrais pas parler en ce moment, des solutions complémentaires qui auront pour effet d'atténuer et de réduire finalement à néant certains ressentiments que, çà et là, le monde extérieur éprouve encore à l'égard de la Communauté.

Je crois que le réalisme politique exige que nous tenions compte de la façon dont le monde nous considère et de ce qu'il attend de la fonction et, peut-être davantage encore, des institutions de la Communauté Economique Européenne. Mon expérience me permet de dire que certaines inquiétudes règnent partout. Qu'elles soient justifiées ou non, il y a là une donnée dont nous devrions tenir compte, comme d'un fait politique, dans nos considérations.

Au cours de l'automne passé, j'ai visité huit pays dans le sud-ouest de l'Asie et de l'Extrême-Orient. J'ai eu des conversations avec leurs gouvernements sur la question de savoir — et je vous prie de croire que j'ai tenté de tranquilliser tout le monde sur ce point — si et dans quelle mesure la Communauté Economique Européenne entraîne pour ces pays producteurs de matières premières et de denrées agricoles un désavantage du fait que son existence les place devant une situation nouvelle et peut, suivant les circonstances, même les contraindre à modifier leur politique agricole et leur politique des matières premières.

Je pense que ce sont là des faits qu'il ne faut pas perdre de vue si on veut comprendre le désir que les gens éprouvent de ne pas voir se former un bloc en Europe. Pour parler franchement, je n'ai aucune crainte à cet égard, étant persuadé

que, dans les pays de la Communauté Economique Européenne et dans le cœur des hommes qui vivent dans cette Communauté et hors d'elle, le désir et la volonté de ne pas se laisser diviser sont assez forts pour pouvoir conjurer un danger de cette sorte.

A mon avis, votre Assemblée devrait également se préoccuper de savoir si ce que nous désignons, à la Communauté Economique Européenne, par des expressions comme « harmonisation de la politique commerciale et douanière » et « coordination de la politique économique » n'apparaît pas aujourd'hui, maintenant que les monnaies sont devenues convertibles, sous un aspect tout à fait différent ou du moins sous un aspect nouveau. Si vous me demandiez mon avis sur ce point, je vous dirais que je suis convaincu que tel est bien le cas. Nous nous trouverons en face de conditions autres que celles que nous pouvions imaginer et que nous avions notées au moment de la signature des traités.

Il est vrai que l'on pourrait se demander ce qui, au fond, a changé, car même sous le signe de la convertibilité actuellement en vigueur — la convertibilité externe — tout Etat pourrait à l'avenir aussi chercher à équilibrer sa balance des paiements au moyen de mesures graduelles de politique économique ou commerciale. Mais cela ne saurait impliquer qu'à cet effet les méthodes et les conceptions d'hier seraient encore applicables. Dorénavant, il ne sera plus possible d'orienter la politique économique en fonction d'idéologies, de dogmes ou de certains désirs que l'on a tendance à prendre pour des réalités.

Ce serait en tout cas une façon peu réaliste de se conduire, car nous n'avons pas institué la convertibilité pour répéter les erreurs du passé, sous l'empire desquelles nous avons abusé de la politique monétaire en en faisant un instrument de la politique commerciale, pour nous servir ensuite, quand le partenaire s'est mis sur la défensive, de la politique commerciale pour maintenir par des moyens artificiels une monnaie qui a cessé d'être réaliste. C'est là une voie qui me semble impraticable ; l'expérience historique nous enseigne d'ailleurs que les faits ne se répètent pas.

La convertibilité et le protectionnisme ou toute autre manipulation opérée par l'Etat — j'entends naturellement celles qui ont un contenu négatif — s'excluent l'une l'autre comme l'eau et le feu. Un Etat dont la monnaie est maintenant devenue convertible ne peut pas s'attendre — et j'espère

qu'il n'en est aucun qui le fera — à ce que l'on puisse maintenir aussi sous le signe de la convertibilité la valeur externe d'une monnaie au moyen de mesures propres à faire éclater tout le système, sans qu'en fin de compte cette monnaie en souffre dans l'ensemble des monnaies convertibles, autrement dit sans qu'elle perde de son prestige et de sa valeur.

Outre la coordination et l'harmonisation à laquelle nous devons procéder dans l'aire des Six, nous avons maintenant un troisième élément qui vient à notre aide : la coordination en fonction de ce nouveau régime monétaire. Oui, il s'agit bien là d'une coordination, et je crois même que cette coordination ne sera pas mauvaise. N'avons-nous pas, au cours de ces dix dernières années et depuis que nous nous efforçons d'unir plus solidement l'Europe au niveau de l'O.E.C.E. — un effort qui a trouvé son expression également dans la création du Marché commun — n'avons-nous pas, dis-je, ressenti maintes et maintes fois combien il est problématique, combien il est difficile d'harmoniser ou de coordonner véritablement les différentes économies nationales et de le faire dans tous les secteurs ? Qui, en effet, devrait s'atteler à cette tâche ? Il n'est jamais bon qu'un pays en sollicite un autre ou qu'une institution — quelle que soit sa forme, par exemple selon le modèle de la Haute Autorité ou à l'image de la Commission européenne — soit rendue en quelque sorte responsable de l'ordre et qu'il lui appartienne de demander à l'Etat en cause de prendre certaines mesures.

Il y a là un problème, Mesdames et Messieurs, et nous admettons qu'il en soit ainsi. Mais maintenant, comme je le disais, la convertibilité vient à notre secours. Car dans ce domaine il n'y a personne à qui un ordre s'adresse nommément et il n'y a personne non plus, ni en tant qu'être physique ni en tant qu'institution, qui donne un ordre. L'ordre est donné de façon anonyme ; il dérive nécessairement de l'automatisme, du régime institué par la convertibilité.

Je n'y vois pas une fonction qui doive troubler le travail des institutions ; je suis même d'avis qu'au milieu du XX^e siècle, nous ne pouvons plus nous passer d'institutions. Si, à côté du travail de celles-ci, la fonction de monnaies convertibles peut conduire également à une intégration plus rapide et meilleure, nous ne pouvons que nous en féliciter. Mais il faut que nous demeurions conscients du fait — et c'est un point sur lequel je tiens à insister — qu'aujourd'hui nous vivons dans des conditions autres que celles que nous

avons connues jusqu'à la fin de 1958. Il faut que nous y songions, il faut que nous en tenions compte dans nos réflexions ; et mon propos était précisément de vous y inviter.

(Vifs applaudissements.)

M. le Président. — Nous félicitons les auteurs de ces exposés remarquables et particulièrement M. le ministre Erhard, que nous remercions spécialement d'être venu personnellement pour fournir cette contribution au débat.

L'Assemblée voudra sans doute renvoyer à cet après-midi, à 15 heures, la suite de la discussion.

Plusieurs représentants. — A 15 heures 30 !

M. le Président. — L'après-midi sera alors très courte pour la tâche qui nous est assignée.

Plusieurs représentants. — Quinze heures !

M. le Président. — Je vais donc appeler l'Assemblée à statuer.

Je consulte l'Assemblée sur la reprise de la séance à 15 heures.

(L'assemblée se prononce contre la reprise de la séance à 15 heures.)

M. le Président. — En conséquence, la séance sera reprise à 15 heures 30.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 11 h 55, est reprise à 15 h 35.)

M. le Président. — La séance est reprise.

3. — Dépôt d'un document

M. le Président. — J'ai reçu de M. Santero un rapport complémentaire, fait au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire, sur les parties du premier rapport général de l'Euratom et de celui de la Communauté Economique Européenne qui concernent la sécurité, l'hygiène du travail et la protection sanitaire.

Le rapport complémentaire sera imprimé sous le n° 1 (1959) et distribué.

4. — Zone de libre-échange (suite)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite du débat général sur les problèmes d'une association économique européenne (zone de libre-échange).

La parole est à M. Blaisse.

M. Blaisse. — *(N)* Monsieur le Président, je tiens à féliciter tout d'abord le professeur Hallstein, président de la Commission de la C.E.E. du discours constructif qu'il a prononcé ce matin. Je précise ensuite, afin d'éviter tout malentendu, que c'est à titre personnel et non en tant que rapporteur de la commission de la politique commerciale que je vais parler maintenant.

Monsieur le Président, il s'est produit, depuis les dernières discussions approfondies qui ont eu lieu en juin dernier à l'Assemblée parlementaire, beaucoup d'événements qui ne nous remplissent guère de joie. Mais ce qui s'est passé au juste, ce n'est que de temps à autre que nous avons pu l'apprendre par les journaux et par des sources privées.

Aussi dois-je avant tout dire franchement qu'à mon avis il est regrettable que ni la commission de la politique commerciale ni les membres de l'Assemblée parlementaire n'aient été informés, par la Commission de la C.E.E. du déroulement des événements autrement que par le discours, d'ailleurs très intéressant, que M. Hallstein a prononcé ce matin.

J'estime que c'est là une situation fâcheuse. La commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers a été unanime à me prier d'examiner les moyens et les méthodes à utiliser pour qu'à l'avenir nous soyons mieux informés ; ainsi, lors de discussions comme celles qui ont lieu aujourd'hui à l'Assemblée parlementaire, les membres de la commission de la politique commerciale auraient de plus nombreux renseignements sur la marche des événements que ce n'a été le cas jusqu'à présent.

Je demande à cette fin une collaboration vérifiable de la Commission de la C.E.E.

Monsieur le Président, j'ai dit que les vœux que nous avons exprimés dans notre résolution du mois de juin dernier n'avaient été réalisés que dans une très faible mesure. Nous souhaitions en

effet la création d'une association économique européenne, si possible dès la date du 1^{er} janvier 1959. Malheureusement, cette association, pas plus que la zone de libre-échange, n'a pu voir le jour. Nous souhaitions de même un arrangement provisoire pour le cas où la première solution ne serait pas possible. Celui-ci n'a pas non plus été établi au sens véritable du terme. On n'est parvenu qu'à une solution de transition, et à cet égard je signalerai quelques lueurs d'espoir.

Les raisons pour lesquelles aucun accord n'a pu se faire entre les Six d'une part et les onze autres pays de l'O.E.C.E. d'autre part ont toutes leur origine dans le caractère très complexe de la question ainsi que dans les circonstances qui ont été révélées ce matin par M. Hallstein. Il y a quelques lueurs d'espoir. La première, c'est que, comme je vous l'ai dit, les pourparlers n'ont pas été rompus et que nous avons une solution de transition. C'est là certes un élément favorable, car je crois — et je ne suis sans doute pas seul de cet avis — qu'il serait fort regrettable que nous aboutissions à une situation absolument sans issue, résultant du fait que les Six appliqueraient leur traité, comme il est prévu, sans que l'on soit parvenu ne fût-ce qu'à un commencement d'accord sur la collaboration avec les autres pays d'Europe.

Il y a une deuxième lueur d'espoir : la Commission de la C.E.E., élabore actuellement à la demande du Conseil de Ministres des Six un rapport et se fait en quelque sorte le porte-parole des Six, l'interlocuteur non seulement des six gouvernements, mais en fait aussi des gouvernements ou des experts des autres pays d'Europe. Ce faisant, elle a pris en considération un vœu que nous avons exprimé dans notre résolution. Il est certain que c'est là un progrès important.

La troisième lueur d'espoir que j'aperçois, particulièrement dans les relations au sein de la Communauté des Six, ce sont les mesures prises par le gouvernement français.

A mon avis, le gouvernement français s'est fixé un programme qui témoigne d'un courage extraordinaire, bien que, naturellement, je ne puisse par dire ce qui en résultera finalement. De toute façon, c'est faire preuve de courage que de décider en même temps que d'autres pays — je songe en premier lieu à l'Angleterre — la convertibilité externe, de faire en sorte que celle-ci aille de pair avec une libéralisation de l'ordre de 90 %, le tout dans le cadre d'un assainisse-

ment intérieur résultant de la suppression d'une grande partie des subventions.

Il y a là une initiative courageuse et j'espère sincèrement qu'elle sera couronnée de succès, car il est extrêmement important que la France soit forte, non seulement pour tous les autres pays de la Communauté, mais également pour l'ensemble de la collectivité européenne et même pour la coopération à l'échelle mondiale.

Quelle est au juste la raison pour laquelle les négociations entre les Six d'une part et les Onze d'autre part sont parvenues apparemment au point mort ? Je ne pense pas qu'il me faille insister sur cette question, car elle fait précisément l'objet d'un des points les plus importants du discours du président de la Commission de la C.E.E., M. Hallstein.

C'est tout d'abord l'absence de lien entre une politique coordonnée, que les Six ont regardée comme point de départ de leur pensée commune, et la suppression des entraves aux échanges commerciaux entre les Etats intéressés. Il ne s'agit évidemment pas seulement de libérer les échanges de marchandises, de services, de capitaux et de personnes ; cette libération doit aussi être un élément d'un plan cohérent conçu en vue d'une politique économique et sociale commune.

La deuxième raison de l'échec réside dans le fait que l'on a été trop timide lorsqu'il s'est agi de prendre des décisions politiques et que l'on a fait trop grand cas de l'avis des experts qui, depuis des mois déjà et peut-être même depuis plus d'un an, se penchent sur les horribles problèmes d'origine et de distorsion et sur toutes les questions techniques imaginables sans avoir une vue claire de la situation. Il serait possible de réduire au minimum tout ce remue-ménage technique des experts si nous savions quelle conception doit être la nôtre en ce qui concerne l'aspect politique de la zone de libre-échange.

Je citerai un exemple. A mon avis, le Benelux n'aurait jamais été créé si on avait laissé aux experts le soin de dire oui ou non sur la base de l'expérience qu'ils ont des diverses branches de l'économie, indépendamment de la question de savoir s'ils étaient capables ou non de résoudre certains problèmes.

Il faut d'abord prendre les décisions politiques et ensuite seulement il faut charger les experts de donner des précisions et de résoudre les dif-

ficultés sur le plan technique, dans le cadre des décisions politiques.

Par ailleurs, j'ai été très heureux d'entendre à nouveau M. Hallstein déclarer nettement — au nom de la Commission tout entière — que, compte tenu des conditions économiques modernes, il fallait considérer comme dépassée la conception du G.A.T.T. en matière d'union douanière et de zone de libre-échange. Ce n'est pas d'aujourd'hui que je partage cette opinion ; j'en ai déjà donné la preuve à plusieurs reprises. C'est là également un des points essentiels sur lesquels nous avons mis l'accent dans le rapport déposé en juin dernier au nom de la commission de la politique commerciale.

Nous sommes devant un dilemme qui apparaît comme la quadrature du cercle. En effet, les onze pays de l'O.E.C.E. sont disposés à libérer réciproquement leurs échanges commerciaux, mais non à accepter certaines obligations et certaines règles du jeu inscrites dans le traité des Six comme seul moyen de créer une véritable communauté.

Il est pourtant bien certain qu'il doit y avoir des règles de concurrence également dans le cas d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange. Il faut que les points de départ soient les mêmes et que l'on ait un régime de libre concurrence. Je n'ai pas besoin d'énoncer ces règles du jeu ; elles sont indiquées aux articles 85 et suivants du traité de la C.E.E.

Comme l'a dit ce matin M. Hallstein, « les onze autres Etats membres de l'O.E.C.E. veulent bénéficier du régime que les six pays de notre Communauté s'accordent entre eux, mais sans se soumettre aux mêmes règles communautaires ».

Telle est, je pense, l'origine du dilemme devant lequel nous nous trouvons.

Je comprends que nous ne puissions pas trop insister sur cette question au moment où des négociations, des discussions et des recherches sont entreprises par MM. Hallstein et Rey, mais je crois qu'il est nécessaire que j'expose quelques idées qui, sans supprimer le dilemme, permettront cependant de faire des progrès et de ne pas considérer que l'affaire est arrivée au point mort.

Je continuerai à partir de l'idée qu'une coopération politique et économique dans le cadre de l'Europe des Six, sans qu'il y ait un lien d'asso-

ciation avec les onze autres pays, n'est pas souhaitable en soi et qu'elle peut même être dangereuse. Une Europe divisée sur le plan politique et sur le plan économique n'est pas à souhaiter.

Je pars en même temps de l'idée que, quelle que soit la forme d'association que nous choisissons, il faut en tout cas que le traité soit appliqué sans changement et avec toute la promptitude requise. Nous l'avons déjà dit ici des dizaines de fois, mais il est apparemment nécessaire de le répéter encore parce que l'on entend dire que les partisans de la zone de libre-échange ou de l'association seraient éventuellement disposés à la créer en sacrifiant une certaine partie de ce qui a été obtenu.

Ce n'est pas exact. Je suis un partisan fervent de la coopération entre les Six, mais je dois ajouter que je donne certainement moins de prix à la Communauté des Six sans association qu'à la Communauté des Six avec association, c'est-à-dire une communauté qui s'ouvre au monde extérieur. Ma pensée est d'ailleurs conforme au traité dans lequel il est dit textuellement que nous sommes une communauté non protectionniste qui tend à établir une coopération européenne plus large, et même une coopération mondiale, et dans lequel sont esquissées les mesures grâce auxquelles cette coopération peut se faire sur le plan de la politique économique générale et de la politique commerciale.

Si je pars de cette prémisse et que je me déclare partisan de l'association économique européenne, en faveur de laquelle l'Assemblée parlementaire tout entière s'est d'ailleurs prononcée, ce qui apparaît dans le rapport et dans la résolution de juin dernier — une résolution qui a été adoptée avec une seule abstention, fait que M. Hallstein a souligné, lui aussi — je me permettrai d'exposer quelques idées sur la manière dont nous pouvons progresser avec profit.

Je puis m'imaginer que la Communauté Economique Européenne, sous la direction de la Commission, s'est déclarée disposée à conclure au cours de la première phase de quatre ans — cette phase peut également durer six ans car, comme vous le savez, elle peut être prolongée de deux ans — un accord provisoire prévoyant une série d'arrangements relatifs à un abaissement progressif des tarifs et à une augmentation des contingents. Il conviendrait, à cet égard, de suivre le rythme de la première étape tel qu'il est indiqué à l'article 14 du traité, à savoir trois

abaissements au cours d'une période de quatre à six ans. Ensuite, les restrictions quantitatives devraient disparaître progressivement, comme le disposent les articles 30 et suivants, notamment l'article 33.

Cette libération des échanges devrait cependant dépendre d'un minimum de règles du jeu, celles-ci étant les conditions de l'acceptation d'une association économique.

A mon avis, il n'est peut-être pas nécessaire que les autres pays d'Europe reprennent, telles quelles, toutes les règles prévues dans le traité de la C.E.E.; peut-être ne le peuvent-ils d'ailleurs pas. Ce n'est en somme pas nécessaire pour un accord provisoire. La question est de savoir si nous pouvons préciser les principes communs sans lesquels une zone de libre-échange signifierait une libération unilatérale des échanges et serait dès lors inacceptable.

Il me semble que c'est parfaitement faisable. Je voudrais par exemple, que tout d'abord l'Angleterre, les pays scandinaves, la Suisse et l'Autriche disent clairement qu'ils sont disposés à adopter les règles du régime de concurrence, surtout pour ce qui est de la politique des subventions, telles qu'elles sont fixées dans le traité de la C.E.E. La politique commune en matière de cartels, de concentrations, de subventions et de dumping — nous avons jugé nécessaire de reprendre ces quatre points dans le traité de la C.E.E. — doit être définie avec précision, sous la forme d'un régime commun de concurrence, dans l'accord provisoire tel que je l'entends.

Il est un autre point — en plus du régime commun de concurrence — que je considère comme une exigence minimum et qui, pour moi, est très importante : les pays de l'O.E.C.E. qui ne font pas partie du groupe des Six devraient déclarer maintenant qu'ils renoncent à l'autonomie de leurs tarifs.

Il n'est pas admissible, Monsieur le Président, que l'Angleterre ou les pays scandinaves ou n'importe quel autre pays puissent, quand on se sera mis d'accord sur les bases d'une association, les renverser tout à coup en prenant prétexte de la conjoncture ou d'autre chose. L'équilibre si péniblement établi à un moment donné serait rompu si on modifiait les tarifs extérieurs qui, selon la conception du G.A.T.T. en matière de libre-échange, sont l'expression de l'autonomie nationale. Non, ce n'est pas possible. On doit s'engager à modifier d'un commun accord les tarifs des

Onze et on doit s'arranger pour que cette modification ne puisse pas se faire, par exemple, sans l'approbation de la Communauté Economique Européenne.

Il me semble que ce sont là deux points concrets à propos desquels il faut demander à l'autre partie si elle est disposée à accepter ces conditions minimum. Et ensuite, si la réaction est favorable, nous aurons trouvé le cadre que je voudrais avoir avant que les experts ne se remettent au travail.

Il y a encore toute une série d'autres points : l'égalité de rémunération pour les travailleurs des deux sexes, toutes les obligations à l'égard du Fonds européen et de la Banque d'investissement. Mais laissons cela de côté pour le moment. Voyons si, tout au moins en ce qui concerne les distorsions de la concurrence et du régime de la politique commerciale, aucune difficulté imprévue ne surgit et si, en Europe, nous sommes disposés à procéder en commun à un élargissement du marché.

Monsieur le Président, ce sont là pour moi des conditions *sine qua non*.

Il me semble qu'il est parfaitement possible de faire un essai pendant une période de quatre ans et de voir comment les choses iront en pratique. Ce que M. Hallstein a dit ce matin est d'ailleurs parfaitement juste : il ne sera pas question de faire la moindre discrimination, quelle que soit la tournure que la coopération prendra dans la réalité. C'est ce que nous dirons très clairement vendredi et samedi. Nous n'avons rien à cacher.

Le professeur Hallstein a expliqué ce matin pourquoi la Communauté, outre les obligations qu'elle nous impose, nous donne des droits dans le cadre d'un ensemble cohérent ouvert à tous les pays. En entrant dans la Communauté, chaque pays acquiert les mêmes droits et accepte les mêmes obligations. Ce n'est pas là une discrimination.

Si nous prenons maintenant pour point de départ, Monsieur le Président, un arrangement provisoire pour une période de quatre ans, nous n'aurons pas laissé l'affaire s'enliser et nous serons parvenus à quelque chose qui est bien plus qu'une solution de transition d'un caractère douteux. Ce régime de transition présente un grand intérêt. Sans entrer aujourd'hui dans

aucun détail, je dirai qu'il revient à régler les questions de tarif en premier lieu, conformément au traité, pour autant que le tarif extérieur soit plus bas. La réduction se fera donc dans la mesure où les tarifs en question sont supérieurs au tarif extérieur futur. Les contingents seront augmentés de 20 %, mais il sera indiqué expressément que le Conseil de Ministres et la Communauté Economique Européenne n'incorporeront pas dans cette solution de transition les dispositions relatives au contingent de 3 % par rapport à la production nationale.

A mon avis, tout au moins provisoire, il est juste qu'on ne l'ait pas fait parce qu'il doit rester en fin de compte quelque chose qui permette de faire l'équilibre entre les droits et les obligations. Il y a de nombreuses obligations et en face de celles-ci, il y a également les droits des Six. Il n'est pas bon que nous donnions tout d'un seul coup sans savoir quels seront les résultats obtenus par l'application du minimum de règles du jeu que j'ai indiqué comme étant la première condition.

On pourra alors examiner, au cours de ces quatre années, s'il est vraiment opportun d'accorder aux autres pays d'Europe les contingents de production prévus à l'alinéa 2 de l'article 33, en bloc ou dans une certaine mesure, comme une concession, naturellement à condition que ce soit sur la base de la réciprocité.

Monsieur le Président, il me reste à examiner deux points importants.

J'ai lu avec plaisir qu'avant le 1^{er} mars la Commission présenterait, d'un commun accord avec le Conseil de Ministres, son rapport sur les problèmes de la zone de libre-échange. Cependant, je serais heureux de voir la Commission devenir aussi l'organe central des Dix-Sept. Serait-il si étrange que les onze pays fassent connaître, à des fins d'information et de discussion, leur point de vue par l'intermédiaire de la Commission et qu'ainsi la véritable unité de pensée commence là où, dans la pratique, les négociations ont eu leur centre directeur? Bien entendu, les ministres auront toujours voix au chapitre et leur rôle sera important, mais je me féliciterais de voir élargir le mandat de la Commission afin que les onze autres pays puissent en arriver à considérer la Commission de la Communauté comme foyer des pourparlers relatifs à la future association.

Le deuxième point que j'entends signaler a trait à l'importance et aux effets des changements survenus dans le domaine monétaire.

A mon avis, la convertibilité externe représente une étape importante, surtout du point de vue psychologique, vers la liberté en matière de monnaies et de devises. Ce premier pas est modeste en soi, car il s'agit seulement de la convertibilité externe, qui n'intéresse donc que les non-résidents ayant des créances en devises. Il y a pourtant déjà un fait important à signaler, à savoir l'effet cumulatif de cette convertibilité externe.

Chacun encouragera ses exportations à destination de tel ou tel pays dont il n'est pas résident. Une pression s'exercera sur les importations et celle-ci sera exercée non pas seulement par un pays, mais par tous. Cela signifie qu'il y aura donc autant de possibilités d'exportation. On verra alors que le commerce d'un pays tirera avantage du commerce de l'autre pays, ce qui pourra contribuer à l'expansion du commerce international.

Il faut cependant considérer cette convertibilité externe en corrélation avec l'Accord monétaire européen.

Cette question a été examinée hier par M. Van Campen, en sa qualité de rapporteur de la commission de la politique économique à long terme, et par M. Marjolin, qui a opposé la convertibilité externe à une convertibilité universelle. Les Six doivent se placer dans un cadre plus large de coopération internationale, ce qui donnera l'assurance que tout le château de cartes ne s'écroulera pas brusquement du fait de la convertibilité des devises, un accident qui, dans le cadre étroit des Six, n'est pas exclu.

Le commerce international s'en trouvera stimulé encore davantage, ce qui permettra une assistance mutuelle telle que nous l'avons projetée dans la Communauté des Six. Mais pour y arriver, le chemin sera encore long.

Si nous envisageons la situation sous cet angle, je puis me féliciter de ce que notamment la France ait fait ce premier pas courageux que constitue l'introduction de la convertibilité externe. Comme je l'ai déjà dit au début de mon discours, le plan français est pour la Communauté des Six une des contributions les plus importantes que nous ayons pu voir. On s'est toujours demandé, aussi dans mon propre pays, si la Com-

munauté serait assez forte, étant donné les grandes difficultés auxquelles se heurtait la France — un partenaire sans lequel nous ne pouvons en somme pas faire grand-chose — surtout dans le domaine de la politique économique.

Si la situation de la France est saine, celle de la Communauté le sera également. Et nous espérons qu'il en sera désormais ainsi.

Quelques mots encore pour conclure.

En premier lieu, il faut chercher une solution qui dépasse le cadre d'un arrangement transitoire; elle pourrait peut-être consister en ce que pendant la première étape, d'une durée de quatre à six ans, les autres pays d'Europe nous donneraient des assurances quant à une politique économique et sociale coordonnée (régime de la concurrence et politique commerciale coordonnée). Je crois que, si nous obtenons des garanties suffisantes à cet égard, nous pourrions aussi pour notre part continuer à réduire les entraves aux échanges de biens et de services.

En second lieu, je répète que nous pouvons nous associer à ce que M. Hallstein a déclaré ce matin dans sa conclusion, à savoir que la solution doit consister en une libéralisation des échanges. Il a parlé d'une politique libérale, d'une association multilatérale et d'un développement évolutif. Sa pensée concorde parfaitement avec l'idée que j'ai exposée ici.

En troisième lieu, résumant ce que j'ai dit sur cette question, je vois pour la Commission de la C.E.E. une tâche dépassant la gestion dans le cadre des Six et qui consisterait à être un point central, un point d'orientation pour les autres pays d'Europe. Dans les discussions sur l'association, leurs intérêts peuvent être également défendus dans une large mesure par la Commission.

Enfin, j'approuve les efforts déployés en vue d'un rapprochement universel dans le domaine de la convertibilité. Evidemment, tous les problèmes ne s'en trouveront pas résolus pour autant, mais je pense que le cadre des Six est un peu trop étroit pour offrir la certitude qu'à l'avenir, tous les paiements seront garantis au moyen de l'octroi de crédits et par d'autres facilités et qu'ils le seront de telle façon que la Communauté puisse se développer au maximum.

Quel que soit le genre d'association que nous atteindrons, notre Communauté subsistera. Com-

bien grand est le sérieux avec lequel elle s'est mise à l'œuvre, nous l'avons vu quand, à l'ouverture de la première phase prévue par le traité, le 1^{er} janvier 1959, elle a su vaincre toutes les difficultés.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Leverkus.

M. Leverkus. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, dans le discours qu'il vient de prononcer, M. Hallstein ne nous a rien dit du tour qu'on pris les négociations au cours de la seconde moitié de l'année; il supposait, a-t-il déclaré, que nous étions au courant. Je ne comprends pas très bien comment il en est arrivé à supposer que nous étions renseignés. Par qui le serions-nous? Par la presse? La presse consacre plus ou moins de place à ces questions, suivant qu'il s'agit de la grande presse ou d'une presse moins grande et suivant l'endroit où le journal paraît. Entre Kiel et Naples, la différence est grande.

Pourtant, il n'est guère admissible que dans cette Assemblée nous en soyons réduits à chercher nos renseignements dans les gazettes. Nous devrions pouvoir compter être un peu mieux renseignés que la presse. Mais quand je vois par exemple comment la *Neue Zürcher Zeitung* d'hier est informée de l'état des négociations — visiblement par quelqu'un qui puise à la bonne source — je regrette que l'on ne nous ait pas dit davantage quant au climat dans lequel se déroulent les pourparlers.

En ce qui concerne la faculté d'être renseigné, je me trouve, pour utiliser une expression empruntée au langage de la politique commerciale, dans la position « la plus favorisée » puisque je suis non seulement vice-président de la commission de notre Assemblée qui est compétente en ces matières et aussi vice-président de la commission correspondante du Conseil de l'Europe — et là, la situation diffère du tout au tout.

J'ai sous les yeux le document qui doit nous servir pour la réunion de la commission économique de l'Assemblée consultative qui doit se tenir jeudi ainsi que vendredi et samedi. Le document est daté : Strasbourg, le 9 janvier. Il contient un aperçu chronologique qui va jusqu'au 28 décembre inclusivement; il contient aussi les considérations et les propositions importantes en la matière et qui occupent 23 pages. Je ne vois pas,

en somme, pourquoi la Commission de la C.E.E. ne pourrait pas à son tour nous faire tenir un document de cette sorte.

Enfin, puisque le rapporteur, en l'occurrence notre collègue anglais M. Hay, est manifestement en mesure d'établir, en collaboration avec le secrétariat du Conseil de l'Europe, un document de ce genre, je ne comprends pas pourquoi nous ne pourrions pas recevoir un document analogue. En effet, Mesdames et Messieurs, pour nous qui siégeons dans les commissions en question, il est relativement aisé de nous renseigner, car nous avons suivi le cours des événements et nous l'avons fait parfois pendant des années. Mais quels documents les membres des autres commissions apportent-ils donc à notre réunion de ce jour en vue de discuter sur la zone de libre-échange ? M. Hallstein nous a cité un rapport de M. Ockrent. Je ne le connais pas. De plus, j'apprends que ce rapport ne parle que des événements antérieurs à la fin du mois de novembre. Voilà qui ne nous sert pas à grand-chose.

M. Hallstein s'est demandé pourquoi on n'avait pas été plus loin. Evidemment, nous aurions aimé savoir ce qui s'est passé au cours de ces derniers six mois. Dans la mesure où la presse nous a renseignés, ceux d'entre nous qui ont particulièrement à cœur les affaires européennes ont été douloureusement surpris de devoir constater que la manière dont les négociations ont été menées n'ont certainement pas consolidé, dans l'opinion publique, la confiance en la cause européenne. Je ne le dis pas pour M. Hallstein ; c'est une remarque tout à fait générale que je fais. Il s'agit de toute cette atmosphère d'inquiétude qui a été créée : on a fait des voyages de-ci, de-là ; on a publié un communiqué par-ci, par-là.

La scène tournante sur laquelle se meuvent les différents Conseils de Ministres des institutions européennes ne permet pas toujours d'apercevoir clairement qui on a devant soi : est-ce un ministre en tant que président du Conseil de Ministres de l'O.E.C.E. ? Ou bien est-ce notre Assemblée Parlementaire Européenne ou encore le Conseil de l'Europe qui est en cause ?

L'O.E.C.E. a joué un rôle important en la matière. Je suis tout à fait d'accord avec M. Blaisse pour dire qu'en principe l'O.E.C.E. n'est pas l'organisation indiquée. A mon avis, la patrie européenne des Six, c'est tout d'abord de Conseil de l'Europe, tout comme il l'est pour l'Union de l'Europe occidentale.

Nous parlons constamment des Onze et des Six, donc des Dix-Sept de l'O.E.C.E. Mais sur les Dix-Sept de l'O.E.C.E. il en est deux qui ne font partie d'aucune autre organisation qui défend l'idée européenne : ils ne sont rien d'autre que les usufruitiers des institutions économiques qui reposent sur le Conseil de l'Europe et sur l'association des Six dont nous sommes le parlement. Oublions donc pour un instant les Deux. Nous avons alors un rapport de six à neuf ; nous avons le Conseil de l'Europe et notre Assemblée parlementaire comme organismes politiques grâce auxquels une très grande activité peut se déployer.

Quand au cours de ces dernières années, notamment lors d'une réunion de la commission économique du Conseil de l'Europe à Stockholm, en août 1957, nous nous sommes occupés de ces questions, nous avons toujours — comme d'ailleurs maintenant — un rapporteur anglais. Il régnait là une atmosphère d'équilibre, de compréhension mutuelle, une atmosphère dont nous avons déploré l'absence lors des négociations de ces six derniers mois.

A mon avis, il faut se l'expliquer principalement par le fait que personne n'a été renseigné au dehors. L'O.E.C.E. n'a naturellement pas jugé nécessaire de le faire. Pourquoi nous renseignerait-elle en effet ? Pourquoi renseignerait-elle le Conseil de l'Europe ?

Je crois que le mieux serait de faire, pour l'instant, abstraction de l'O.E.C.E. A plusieurs reprises, nous avons essayé, par le canal du Conseil de l'Europe, de nouer des relations politiques avec elle. Grâce aux bons offices de la commission économique, nous y avons réussi dans une certaine mesure.

Nous avons cherché ensuite à savoir, par des tâtonnements, si et dans quelle mesure cet organisme, qui devrait avoir toutes les qualités d'un ministère européen des affaires économiques et qui les a en somme, pourrait collaborer sur le plan politique. Je songe par exemple à une distribution du pétrole au lendemain de la crise de Suez et à des tâches du même genre qui pourraient fort bien être menées à bonne fin par cette institution. Mais l'O.E.C.E. n'a pas voulu s'occuper de ces choses en permanence, alors que pourtant il s'agit d'un domaine dans lequel la situation sera toujours troublée. Elle nous a constamment opposé la virginité de sa position purement économique. Sur ce point, ces gens se sont

montrés extrêmement prudes, et puisqu'ils y tiennent, nous devrions les laisser à leur pudeur.

Mais nous, notre Assemblée parlementaire et notre Commission de C.E.E., nous formons une unité avec le Conseil de l'Europe et, Dieu merci, nous allons nous rencontrer vendredi et samedi dans ces lieux. Je trouve que nous devrions dire très clairement que nous avons une patrie européenne commune, une patrie qui n'est pas non plus mise en question par le Conseil de l'Europe et par ceux qui y travaillent. Je crois que dans ces cercles on trouve beaucoup plus de pensées conciliantes et beaucoup plus de possibilités d'entente que dans certains autres milieux.

Quand nous avons vu les négociations de ces six derniers mois soulever de grandes vagues mystérieuses, nous n'avons pas pu nous retenir de songer à Horace : *parturiunt montes, nascetur* — c'est Horace qui parle — *ridiculus mus*. Les montagnes sont en travail et il en naît une souris ridicule. C'est là évidemment une vilaine image dont s'est servi le poète. Mais, dans le cas présent, en fait, rien du tout n'est encore né. L'affaire a raté ; c'est ce que M. Hallstein nous a d'ailleurs dit aujourd'hui même et très clairement. Je n'ai cité ce vers latin que pour souligner la nécessité de donner la chasse à cette souris. Nous avons, pour le faire, un peu plus de temps que celui dont on avait disposé en cette époque des « managers » où nous vivons, sous la poussée de l'agitation à laquelle les parlements ne devraient en somme pas sacrifier.

Pourtant, me semble-t-il, pas mal de besogne a été faite. La situation est aujourd'hui toute autre qu'au début de décembre. Mais ce changement n'est pas dû aux négociations menées sous les auspices de l'O.E.C.E. ; il s'explique par l'attitude du gouvernement français, il s'explique par les mesures de libération et les autres mesures de politique du commerce extérieur que le gouvernement français a prises ; cette situation nouvelle est la conséquence du fait que la France a décidé d'établir, de concert avec les autres pays, la convertibilité des monnaies.

Mesdames et Messieurs, j'ai été désagréablement et douloureusement surpris de constater que ce matin, on n'a pas mentionné cet effort de la France, ne fût-ce qu'en deux mots, jusqu'au moment où M. Blaisse en a parlé. J'en ai été d'autant plus surpris que je crois que c'est là le point le plus important. La convertibilité des monnaies renferme de grandes commodités, mais il s'agit davantage d'une question de méthode

que de la chose en elle-même. Si les monnaies convertibles ne peuvent pas s'appuyer sur tout un groupe de saines économies, la convertibilité ne fonctionnera pas.

Quant à l'effort que la France a fait en réalité, j'espère qu'un de nos collègues français nous renseignera. J'aurais préféré, il est vrai, recevoir ces renseignements de la Commission de la C.E.E. car je pense qu'un tel événement de tout premier ordre qui s'est produit dans le cadre des Six devrait être discuté entre nous, en famille si je puis dire. Nos amis français sont en droit d'attendre de nous cette marque de respect et d'intérêt.

Voyons maintenant la question de la répercussion de ces mesures françaises. Je trouve que la France a pris une attitude très généreuse en procédant à une libération de 90 %, alors que peu de temps auparavant M. Couve de Murville avait encore déclaré que fort probablement elle procéderait tout au plus à une libération de 40 %.

Un rapport — dont je suis redevable à mes amis français — a été publié par le comité de M. Rueff. Fait digne d'être souligné, il est dit notamment à la fin de ce rapport, et sans doute très justement, que l'on ne peut s'attendre à l'assainissement de l'économie et des finances françaises que s'il est donné suite à l'ensemble des recommandations. Je crois que, dans cette Assemblée, nous avons l'obligation de tout mettre en œuvre afin que, dans l'application de ces mesures, la France ne se heurte à aucune difficulté mais qu'au contraire, elle reçoive de chaque pays toute l'aide imaginable.

Je crois que, pour ce qui est de la réforme économique et financière et de la réforme monétaire, le monde occidental, et surtout le monde européen, se trouve un peu trop influencé par l'impression que les réformes allemandes de 1948 ont faite. C'est pour nous un plaisir particulier d'avoir parmi nous, dans cette salle, celui qui a procédé à ces réformes.

Mais il y a aussi dans l'histoire de l'économie et des finances toute une série d'événements malheureux ; il y a même tout un livre qu'un homme très studieux a écrit naguère sur l'histoire des banqueroutes de l'Etat. Si mes souvenirs ne me trahissent pas, ce livre commence par les Assyriens. Il est peut-être effrayant de devoir constater que l'humanité n'apprend pas grand-chose ; mais, d'un autre côté, il est consolant de voir que, malgré les grosses difficultés que

l'économie a connues déjà du temps des Assyriens, la terre contue à tourner et que l'économie continue à vivre.

Mais, faisons un retour en arrière et voyons un peu notre histoire allemande ! J'ai eu moi-même l'heur ou le malheur — appelez-le comme vous voudrez — de voir entrer en fonction le plan Dawes, alors que je vivais en Amérique, et de collaborer un peu au plan Young et j'ai participé aux négociations de Londres où il s'agissait de régler, il y a une trentaine d'années, les problèmes que posait la montagne de dettes qui s'était accumulée à la suite du plan Dawes et du plan Young.

Si nous jetons aujourd'hui un regard sur cette époque dont, Monsieur le Président, vous vous souvenez très certainement et très bien, nous voyons qu'à l'époque nous avions à notre dispositions des experts de tous les ordres de grandeur — et en disant cela, j'en reviens à l'O.E.C.E. — pour discuter des réformes et faire des recommandations. Les recommandations ont été suivies en partie, mais elles ne l'ont pas été dans la mesure nécessaire pour soutenir la monnaie nouvelle qui avait été créée en 1923. Et en 1931 — je souligne que c'était avant l'avènement du « troisième Reich » — elle s'est effondrée. Par deux fois, on s'était donc trompé du tout au tout. Si ces experts ne s'étaient pas pareillement trompés, bien des malheurs nous auraient peut-être été épargnés en 1933, en Allemagne et aussi dans le reste du monde.

A cette époque, Monsieur le Président, on n'a travaillé qu'avec des experts et on s'est très peu occupé de politique ; et pourtant c'est aux aspects politiques qu'il aurait de toute évidence fallu songer.

Nul ne sait mieux que M. Hallstein que dans les négociations en vue de la conclusion des traités de Rome, M. Paul-Henri Spaak a tout particulièrement insisté sur ces aspects, sans parler de l'idée que vous-même, Monsieur le Président, avez constamment défendue lors de la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier qu'en Allemagne nous persistons à appeler le « Schuman-Plan ».

Je songe à la manière dont, vingt, vingt-cinq ou trente ans plus tard nous avons réglé ces affaires, je veux dire les dettes qui s'étaient accumulées à partir de 1921. Je vous rappelle qu'en 1952, quatre ans après la réforme monétaire allemande, 26 pays créanciers et un pays

débiteur, l'Allemagne, soit donc 27 nations et leurs experts ont discuté à perte de vue et qu'en fin de compte, nous nous sommes trompés du tout au tout sur la capacité de paiement de l'Allemagne.

Dans ce cas-là, nous avons été trop modestes ; mais je crois bien que c'est la première fois que cela nous est arrivé dans l'histoire. (*Sourires.*) D'ailleurs, je pense qu'il n'y a pas eu beaucoup de mal, car dans l'intervalle, la plupart des dettes, pour lesquelles une longue échéance avait été fixée, ont pu être payées.

Permettez-moi de revenir sur une expression que M. Hallstein a employée ce matin lorsqu'il a parlé de l'aspect affectif de ces questions.

Mesdames et Messieurs, je voudrais aller encore plus loin que lui en utilisant cette expression. Je suis certain qu'on vous a lu quand vous étiez petits, du moins à la plupart d'entre vous, les contes de Grimm qui sont connus non seulement en Allemagne, mais dans d'autres pays aussi. Vous avez donc sûrement entendu le conte du roi changé en grenouille et de son serviteur Henri qui s'était bardé le cœur de fer pour moins souffrir du malheur de son maître. Pendant le voyage du retour, alors que tout s'était arrangé, Henri portait encore ses anneaux de fer autour du cœur et chaque fois qu'un anneau sautait, le roi lui disait : « Henri, la voiture se brise. ». Mais chaque fois, Henri répondait : « Non, c'est un anneau de fer qui me tombe du cœur. »

Monsieur le Président, ce qui s'est passé en Allemagne après la réforme monétaire de 1948 était quelque chose de semblable ; une ordonnance après l'autre, un lien de fer après l'autre se brisait et avec chacune de ces mesures économiques un anneau de fer nous tombait du cœur. Tel était le grand secret de la réforme allemande : la confiance que le professeur Erhard avait en le peuple allemand et le fait qu'il a non seulement supprimé toutes les ordonnances et débarrassé les Allemands du flot de papier qui menaçait de les submerger, mais surtout qu'il fait tomber les anneaux de fer qui enserraient leur cœur.

En ce qui concerne les actes que la France doit accomplir en ce moment, les anneaux qui doivent être enlevés de son cœur, la seule chose que nous puissions faire, mes chers amis, c'est prendre l'attitude d'observateurs animés du grand respect et de la grande affection que nous ressentons pour la France. Mais quant à dire

ce qui doit se passer en France, voilà ce qui est exclusivement l'affaire de la France.

C'est pourquoi je désire, pour ce qui est du cours ultérieur des négociations, insister tout particulièrement sur un point — et je suis certain qu'à cet égard je serai suivi par toute l'Assemblée — à savoir que l'essentiel est que la France recouvre la santé. C'est là une cause qui nous tient beaucoup à cœur.

Sauf erreur, les vieilles monnaies françaises portaient la devise : « Dieu protège la France ». Si nous pouvons partager discètement ce vœu qui vit dans tous les cœurs français, nous serons assurés qu'à leur tour, les Français diront avec nous : « Dieu protège l'Europe ».

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Roche-reau.

M. Rochereau. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'avais préparé un thème d'intervention, qui se trouve actuellement totalement modifié à la suite des discours que nous venons d'entendre.

L'exposé de M. le ministre Hallstein et l'intervention de M. le ministre Erhard ce matin, puis, cet après-midi les déclarations faites par M. Blaisse et par M. Leverkuehn m'obligent en premier lieu — c'est une obligation agréable — à remercier tout particulièrement ceux des orateurs qui ont apprécié l'effort qui vient d'être tenté par le gouvernement français, et peut-être ne trouverez-vous pas déplacées dans une enceinte européenne quelques considérations rapides qui semblent répondre au vœu que j'ai cru déceler chez les orateurs qui m'ont précédé.

Le gouvernement français vient de prendre, en effet, une série de décisions qui se situent sur trois plans différents, mais qui concourent toutes à une même politique : suppression des subventions abusives, libération des échanges et réforme monétaire.

A la vérité, ces trois éléments ne forment qu'un tout, qu'on appelle une politique d'assainissement. Mais le terme assainissement en lui-même est péjoratif et je n'ai pas le temps, malheureusement, de m'étendre sur les raisons et les conditions des difficultés monétaires et financières que connaît la France depuis quelques années.

Les décisions qui viennent d'être prises et les mesures qui ont été portées à votre connaissance marquent, à n'en pas douter, la volonté de la France d'une part de se considérer comme en accord avec le code de libération des échanges et de remplir à ce titre toutes ses obligations et d'autre part, non seulement de faciliter, mais de permettre le démarrage du marché commun ou de l'union douanière européenne, ou mieux, ainsi que l'a déclaré ce matin M. le ministre Hallstein, le démarrage de la Communauté économique dans les meilleures conditions possibles et avec toutes les chances de succès d'avenir.

M. Leverkuehn a formulé le souhait que nous puissions donner à l'Assemblée les raisons d'espoir et d'optimisme qui nous permettent de considérer l'économie française comme devant retrouver bientôt une excellente santé. Vous avez comme moi à votre disposition les éléments statistiques du problème, à savoir les documents publiés par la direction générale du plan et par l'institut national de la statistique et des études économiques, les études émanant de la comptabilité nationale ; ils vous donnent très exactement la situation actuelle de la France, et si je ne conteste pas la compétence des experts, je fais toutes réserves sur leurs évaluations pessimistes.

Mais ainsi qu'il a été indiqué hier soir au cours de la discussion du rapport de M. Van Campen sur les politiques conjoncturelles et les possibilités de prévision de l'évolution d'une économie, nos moyens d'investigation, d'une part, nos connaissances, d'autre part, ne sont peut-être pas suffisants pour apprécier avec la précision voulue l'évolution possible d'une économie. Faites-moi le crédit de penser que les hommes qui sont engagés dans la politique française n'ont aucune raison d'être pessimistes. J'en juge par les responsabilités qui m'ont été données de la mise en valeur d'une région.

Nous avons à faire face à des problèmes redoutables, mais qui ne sont pas spécifiquement français : ils sont provoqués ou posés par l'évolution du progrès technique, par l'apparition sur les marchés internationaux de nouveaux concurrents, de concurrents redoutables. Mais il s'agit là de problèmes que très normalement nous devons être à même de régler.

Qu'il me soit permis de renouveler à nos collègues européens nos remerciements pour les soucis qu'ils ont manifestés à l'égard de l'évolution de la situation économique en France.

Depuis la réunion, célèbre désormais et dramatique, de l'O.E.C.E. en décembre dernier, la décision française, jointe au souci des autres partenaires des Six, constitue le démarrage incontestable de la Communauté Economique Européenne à compter du 1^{er} janvier 1959, ce qui va me permettre de vous présenter, Mesdames, Messieurs, une première conclusion.

Quel que soit le déroulement des négociations futures entre l'organisation des Six et l'organisation des Onze, il doit être bien entendu qu'il existe désormais une Communauté Economique Européenne qui constitue, ainsi que l'a dit M. le ministre Hallstein ce matin, un mariage à propos duquel, par conséquent, une certaine discrimination est tolérée et même admise. Mais cette association économique européenne, si elle est née sous la forme d'une union douanière, remplit les conditions de l'article 8 du code de l'O.E.C.E. ou de l'article 24 du G.A.T.T. Or j'ai le souvenir personnel des discussions qui se sont instaurées à l'avant-dernière session du G.A.T.T., il y a un an, à propos de l'applicabilité de l'article 24 au cas qui nous intéresse. Je voudrais bien que, dans la mesure où les discussions vont porter désormais sur des points particuliers, la question de principe soit tout de même définitivement tranchée, même si on ne l'aborde pas.

Il est hors de doute qu'aucune objection valable ne peut être aujourd'hui renouvelée contre la situation particulière de tel ou tel partenaire des Six puisque le document même que M. Leverkus citait dans son intervention, le rapport présenté à l'organisation des Onze, autrement dit au Conseil de l'Europe, précise que le dernier partenaire qui avait encore des obligations à l'égard de l'O.E.C.E. s'est désormais intégralement libéré des obligations que lui impose le code de libération de l'O.E.C.E. Je me réfère à la page 15 du document, ce n'est pas moi qui parle.

Il n'est donc plus possible de faire état, de l'autre côté, d'aucun engagement qui permette de contester la nature et la réalité de la Communauté Economique Européenne.

Je me permets alors — c'est une première conclusion — de suggérer à M. le Président de la Commission de la Communauté Economique Européenne, qui a le gros souci d'assurer la négociation qui va s'instaurer d'ici le 1^{er} mars, de vouloir bien noter notre désir formel de considérer comme acquises la naissance et la création de cette Communauté dans les textes et les dispositions du traité de Rome.

C'est là un point essentiel, ce qui ne signifie pas pour autant que nous fermons les portes. Je n'ai jamais entendu soutenir que la Communauté des Six devait être un espace fermé. Mais une chose est de le dire, autre chose est de le réaliser.

Ce qui est certain, c'est que la situation actuelle à l'intérieur des Six renforce la cohésion de la Communauté. Il est hors de doute que maintenant, notre Commission Economique Européenne parle au nom des six Etats membres de la Communauté, dans une totale unité de vues et une totale unité d'objectifs, ce qui facilite singulièrement, au niveau de la Communauté, les discussions à instaurer avec nos partenaires des Onze.

Lorsque, au Parlement français, nous avons eu l'occasion de présenter à la ratification des sénateurs le traité de Rome, nous avons conclu à la nécessité d'opérer par les voies que vous connaissez et qui ont abouti au traité de Rome, c'est-à-dire à la création de la Communauté ; mais nous avons souligné que, même si elle le voulait ou même si tel était son objectif, la Communauté Economique Européenne ne pourrait en aucun cas se replier sur elle-même.

C'est donc dire et, je l'espère, souligner suffisamment que notre désir correspond à la réalité des choses. Nous ne pouvons pas être autarciques.

Je ne méconnais pas l'importance et la difficulté des problèmes qui restent à résoudre ; je ne méconnais pas la difficulté des négociations à poursuivre, je dirai presque sur le plan des hommes d'affaires. Je sais parfaitement qu'un problème qui peut être posé demain aux négociateurs, si la solution en était automatique, pourrait amener dans les diverses économies, quelles qu'elles soient, d'ailleurs, des perturbations telles que quiconque a des responsabilités politiques serait obligé de faire machine en arrière.

Nous savons donc quelles sont, sur le plan pratique, les difficultés qui attendent nos négociateurs ; nous ne les minimisons pas, mais nous sommes obligés de dire qu'en aucun cas ces difficultés ne peuvent remettre en cause le principe même de l'existence de cette union douanière qui, ainsi que l'a très judicieusement souligné ce matin M. le ministre Hallstein, aboutit en fait à une communauté véritable, à ce qui n'est pas simplement une communauté d'échan-

ges commerciaux, mais aussi, ce qui est tout à fait différent, une communauté aboutissant à une politique commune.

Donc, dans les négociations avec les Onze, nous souhaitons que la Communauté ne se considère pas comme un espace fermé, mais qu'elle trouve les possibilités et les moyens de réaliser, de créer ou de construire ce pont dont parlait M. le ministre Erhard ce matin.

Si je n'insiste pas davantage sur les moyens qui peuvent être mis à la disposition de la Communauté et que celle-ci connaît aussi bien, sinon mieux que nous, c'est que je désire conserver à ce débat un minimum de discrétion de manière à ne pas gêner les négociateurs, ce qui souligne encore notre désir supplémentaire, s'il en était besoin, d'aboutir à un accord avec nos partenaires des Onze.

Je souhaite aussi, et vous le souhaitez sans doute avec moi, Mesdames, Messieurs, que ce prolongement de la Communauté Economique Européenne, dont on a dit qu'elle était la deuxième en importance dans le monde au point de vue industriel, mais la première en importance au point de vue commercial, ne s'arrête pas, quel que soit l'intérêt de l'opération et le désir que nous avons de réaliser cette opération, aux simples conversations avec les Onze. Et ce sera ma deuxième conclusion.

Je note qu'à la dernière réunion du G.A.T.T. à Genève, des déclarations ont porté à la connaissance des membres de cette organisation d'éventuelles possibilités de création de nouvelles zones douanières. Si j'en crois les indications qui m'ont été données, les membres sud-américains du G.A.T.T. ont annoncé leur intention de créer entre eux une union douanière, et ce projet n'est pas simplement une déclaration d'intention puisqu'il a déjà été débattu entre les pays intéressés au cours de conférences tenues à Rio de Janeiro et à Santiago du Chili. Mais vous savez comme moi la difficulté d'une telle opération, surtout dans les pays d'Amérique latine. Certes, je n'ai pas l'intention d'annoncer que cette union douanière est réalisée ni qu'elle le sera dès demain, mais ces projets, je le répète, ont tout de même dépassé le stade de la simple intention et sont maintenant au niveau des discussions.

De même, la délégation norvégienne a annoncé, au nom des pays scandinaves, la prochaine constitution d'une union nordique. Là encore,

je suis obligé de faire les mêmes réserves qu'en ce qui concerne l'union douanière sud-américaine. Chacun connaît les difficultés que poserait ou que pose la création d'une union nordique, les intérêts des pays nordiques étant manifestement très différents les uns des autres parce que leurs économies ne sont pas complémentaires.

J'ajoute que la presse a signalé que, dans certains pays musulmans, l'idée avait été lancée également d'une union des pays arabes. Je ne sais pas bien ce que cela signifie, mais sans aller jusqu'à parler d'une union douanière des pays arabes, on aperçoit, dans ce secteur, une tentative de régionalisme à laquelle nous devons être attentifs.

Enfin, il existe cet immense espace économique qui va de Berlin-Est jusqu'à la mer de Chine et dont l'Occident, dont la Communauté Economique Européenne, aurait bien tort de se désintéresser.

Je cite pour mémoire nos rapports avec l'économie dominante mondiale, celle des Etats-Unis d'Amérique.

Je sais aussi que le souci des dirigeants de notre Communauté Economique Européenne est de rester en contact avec ces réalités qui évoluent chaque jour, ce qui m'amène à évoquer un autre point.

Je disais tout à l'heure que je n'entendais pas que soient remises en cause l'existence et la structure de la Communauté Economique Européenne telle qu'elle résulte des traités de Rome, mais je souhaiterais aussi que certains secteurs, au demeurant fort délicats, mais dont on parle peu en ce moment, ne soient pas oubliés au cours des négociations qui vont suivre ; et ce sera ma troisième conclusion.

Ce sont d'abord les problèmes agricoles, qui semblent relégués au second plan. Or, les politiques agricoles sont peut-être parmi les plus difficiles à harmoniser.

D'autre part, l'association des territoires d'outre-mer à la Communauté Economique Européenne a posé des problèmes sur lesquels il n'est pas sûr que nous ayons des vues communes. Cette association risque d'ailleurs de soulever d'autres problèmes plus urgents, non pas simplement en tant que tels, non pas simplement

à raison des difficultés internes de l'opération, mais aussi à raison des pressions qui s'exercent sur ces immenses continents et qui proviennent d'influences extérieures à l'Occident.

Certaines réalisations spectaculaires, notamment la réforme agraire en Chine, semblent retenir tout particulièrement l'intérêt que manifestent certains pays sous-développés aux problèmes de l'espèce et aux solutions qui leur ont été données. C'est vous dire, Mesdames, Messieurs, que, même si nous le voulions, nous ne pourrions pas raisonnablement sacrifier la Communauté Economique Européenne au seul projet d'une simple zone de libre-échange, c'est-à-dire d'une simple zone d'échanges commerciaux si préférentiels et si privilégiés soient-ils.

Le problème de l'Occident, et surtout celui de l'Europe, c'est-à-dire de la Communauté, du moins à mon sens, affecte sans doute des échanges commerciaux, mais intéresse et vise beaucoup plus l'avenir de nos populations, lequel n'est pas simplement fonction d'échanges commerciaux.

J'en ai terminé, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs. Je souhaite passionnément que les conversations que vous allez poursuivre, Monsieur le Ministre, avec les Onze, c'est-à-dire nos partenaires de l'O.E.C.E., soient couronnées de succès; il est bien évident, en effet, que nous ne pourrions pas nous réjouir de ce que je ne voudrais pas appeler une coupure de l'Europe, car la formule ne me plaît pas et ne correspond pas très exactement à la réalité. Bref, je souhaite de tout cœur que vos négociations réussissent.

Nous avons une totale confiance en la façon dont vous allez les mener et dans les objectifs que vous vous êtes fixés. Vous devez considérer — j'y insiste et m'en excuse — que l'application des articles 24 du G.A.T.T. et 8 de l'O.E.C.E. ne peut pas être remise en cause, autrement dit que le principe de la Communauté Economique Européenne reste définitivement acquis et que, d'autre part, aucune exclusive ne doit être portée contre aucun des problèmes qui restent à résoudre au niveau de la Communauté Economique Européenne.

Je renouvelle donc la confiance que, tous ici, nous avons manifestée à la Commission Economique Européenne et à son président. Je leur souhaite bonne chance et bonne réussite.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Birkelbach, au nom du groupe socialiste.

M. Birkelbach, président du groupe socialiste. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, j'ai l'honneur de faire quelques remarques au nom de mon groupe politique.

Nous nous félicitons des déclarations que le président de la Commission de la Communauté Economique Européenne a faites ce matin. Nous y voyons une base solide pour la progression systématique de nos travaux et nous invitons la Commission de la Communauté Economique Européenne à faire tout ce qui est en son pouvoir pour mener à bonne fin les négociations relatives à l'association économique européenne. Nous sommes d'ailleurs convaincus qu'elle le fera.

Je ne voudrais pas m'attarder aux divers aspects et aux diverses phases des négociations. Sans doute aurons-nous l'occasion d'évoquer certains détails au cours de la réunion jointe de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de cette Assemblée; mes amis politiques se proposent en tout cas de le faire.

Le point de départ de tous nos efforts ne réside-t-il pas dans l'idée de promouvoir l'unification de l'Europe et de préparer cette Europe à l'action? Des difficultés surgiront naturellement et nous sommes convaincus qu'une solution ne pourra être trouvée qu'à condition que les négociations puissent se dérouler dans un climat de sympathie et de sincérité.

Ce matin, nous avons entendu M. Metzger, rapporteur de la commission des affaires politiques, exposer quelques idées qui sont de véritables directives pour notre politique. Mon groupe politique tient à exprimer son adhésion à ces idées. Je peux donc renoncer à les exposer une nouvelle fois, tout comme je puis renoncer à revenir sur la résolution que notre Assemblée a adoptée au mois de juin et que nous approuvons, nous aussi, sans aucune réserve.

Il est tout à fait naturel que la Communauté des Six, c'est-à-dire les six pays, défendent eux-mêmes leurs intérêts bien compris. Mon groupe politique et moi-même, nous estimons qu'il serait déplacé que la suite des négociations donne lieu à une sorte de controverse publique sur ceci ou cela qui a été négligé dans le passé ou sur ce qui était faux dans les méthodes qui ont été suivies précédemment. Je crois que per-

sonne n'a cette intention, mais il ne faudrait pas non plus la faire naître.

Par ailleurs, je tiens à faire remarquer qu'à notre avis, les pays membres de Communauté Economique Européenne sont liés pour le meilleur et le pire aux autres pays membres de l'O.E.C.E. et à d'autres pays encore quant à la nécessité de poursuivre l'expansion économique. Il est certain que par exemple l'action de l'O.E.C.E. et celle de l'Union européenne des paiements, à laquelle s'ajoutent évidemment encore d'autres efforts entrepris au cours des dernières années, je dirais presque au cours de la dernière décennie, ont notablement accru l'interdépendance économique de nos pays sur le plan international.

A cet égard, un élément est significatif pour de nombreux pays : la répartition de la main-d'œuvre est maintenant entièrement différente de ce qu'elle était avant la guerre. Nous constatons que la structure du marché du travail a été fortement influencée par les conditions favorables de l'exportation, de sorte que l'on peut dire, notamment quand on compare la situation actuelle de l'Allemagne à celle d'avant guerre, que les exportations jouent maintenant un rôle inverse.

Avant la guerre, l'Allemagne appliquait une politique de l'emploi très indépendante, déterminée en grande partie par la politique d'armement, et les exportations servaient uniquement à se procurer les devises dont on avait besoin pour les produits de première nécessité. Aujourd'hui, les commandes en vue de l'exportation sont un des éléments qui stimulent le plus fortement notre vie économique et qui n'influent pas seulement sur les secteurs travaillant directement pour l'exportation. Au contraire, par un effet de multiplication, l'influence s'en fait sentir dans toute l'économie, et je crois que cela est vrai non seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour de nombreux autres pays.

De plus, nous savons que les résultats que nous avons obtenus sont dus au système multilatéral qui s'est développé en Europe et qui a désormais atteint un certain stade à partir duquel une évolution riche de promesses pourra peut-être s'amorcer. A ce propos, il faudra aussi tenir compte de la nécessité de mettre sur pied, en ce qui concerne aussi bien les relations des pays de la C.E.E. entre eux que les relations avec les autres pays membres de l'O.E.C.E., des réglementations fixant le cadre de la coopération économique, d'une coopération qui, à notre

avis, devra prendre la forme d'une association économique européenne pour ce qui est des relations de la Communauté Economique Européenne avec les autres pays membres de l'O.E.C.E.

Signalons que le fonctionnement de ce système d'interdépendance internationale présente évidemment pour nous l'avantage de permettre cet accroissement constant de la productivité que nécessitent, non seulement la concurrence que se livrent les entreprises à bon rendement, même en dehors des pays de la Communauté, mais aussi la pression qui s'exerce constamment en faveur de la production en série et en masse.

A ce propos, j'aperçois un point dont nous devrions tenir compte. Pour ce qui est de la réalité de la Communauté Economique Européenne, il est des gens qui en sont peut-être encore à se demander : « S'agit-il d'une discrimination ou non ? Quels sont les divers avantages que l'on pourrait négocier ou que l'on risque de perdre dans le domaine de la politique commerciale ? » Je leur répondrai qu'à considérer les choses de cette façon, on n'arrive jamais à saisir réellement le problème.

Nous autres socialistes, nous défendons le point de vue suivant. Supposons qu'un négociant suisse puisse se plaindre de ce que dans la Communauté, les conditions de concurrence soient plus défavorables pour sa marchandise qu'elles ne l'étaient auparavant. Tôt ou tard, ces conditions pourront varier selon le pays dans lequel il exportait ; car nous constatons que, pour de nombreux pays, le tarif extérieur sera plus bas qu'auparavant. A supposer qu'il en résulte vraiment un certain désavantage, j'invoquerais néanmoins l'argument que voici : peut-être ce négociant pourra-t-il tout de même espérer que ses affaires marcheront bien et que son entreprise se développera, s'il existe un centre d'impulsion extrêmement dynamique dont le but est d'assurer une expansion économique constante. Car si cette force d'impulsion n'existait pas, si on notait un fléchissement général des affaires, le faible avantage ou désavantage qui résulterait de la politique commerciale ne serait pas non plus déterminant pour la situation de l'entreprise de ce négociant.

Il s'agit donc là d'un élément qui, jusqu'à présent, n'a guère été mis en relief dans toutes les considérations auxquelles on s'est livré. En effet, il est certain que le fait que notre Communauté économique fonctionne comme les socia-

listes l'entendent, peut valoir à autrui aussi de substantiels avantages.

C'est pourquoi je crois devoir faire en passant la remarque que voici. Je me demande si l'importance de ces problèmes ne diminuera pas puisque nous sommes en train de faire des progrès considérables dans le domaine de la convertibilité des monnaies. Je n'ai aucune peine à reconnaître que les mesures qui ont été prises dans ce domaine, notamment celles qui ont été prises par le gouvernement français, ouvrent des perspectives entièrement nouvelles pour les futures négociations.

Il existe désormais des facilités et peut-être même pourrions-nous maintenant atteindre plus rapidement et plus facilement le but sans être obligés de jouer notre dernière carte. Il n'empêche que la convertibilité des monnaies et la création d'un plus grand espace économique, et même l'extension éventuelle de toutes ces mesures à l'économie mondiale, ne garantissent pas les objectifs et l'orientation finale.

Pour ma part, je me promets beaucoup de la création d'un espace économique plus vaste. J'espère que les bases d'existence de nos peuples s'en trouveront consolidées. Mais je me demande à qui incombera la responsabilité au cas où tout ne marcherait pas comme par miracle. Il ne faut pas non plus oublier que, si nous nous sommes unis au sein de la Communauté, c'est aussi dans l'idée de ne rien laisser perdre de ce que nous avons gagné jusqu'à présent.

Mais, je dois pourtant formuler une réserve. Si je dis qu'il faut assumer les responsabilités et qu'il faut se rendre compte des nouvelles possibilités qui s'offrent à nous, je précise tout de suite que nous ne songeons certainement pas à une forme d'économie qu'on pourrait appeler dirigiste ou autoritaire ou qualifier par toute autre épithète de ce genre. C'est pourquoi nous sommes entièrement disposés à examiner soigneusement les effets que pourraient avoir tous les systèmes automatiques et tous les mécanismes auxquels on pourrait songer : nous estimons même qu'il s'agit là d'une tâche très importante.

Généralement, on pose ce problème dans les termes suivants. Quels sont les moyens d'empêcher les pratiques qui faussent ou qui entravent la concurrence ? Et dans les cas où il n'existe pas de concurrence, quels sont les moyens qui permettent d'appliquer une politique qui se situe sur une base commune et respecte

les intérêts supérieurs ? En ce domaine, nous sommes donc entièrement disposés à laisser libre cours aux lois du marché.

Mais nous devons nous poser une autre question encore : Avons-nous le droit de nous fier à l'effet de lois aveugles de l'économie au point que nous négligerions, suivant le cas, de nous demander quel sera le sort de l'homme si notre système fonctionne mal. Nous avons constamment dit que toutes les mesures que nous prendrons doivent être au service de l'homme. Dès lors, nous ne saurions tolérer qu'un matérialisme dissimulé se répande et que, sous des apparences trompeuses, l'individu soit en réalité privé de toute protection. Voilà le plan sur lequel se situe notre responsabilité, dont nous auront d'ailleurs encore à nous entretenir.

Je crois par exemple que la création de la Communauté nous a déjà complètement privés de certains pouvoirs, de pouvoirs dont on aurait pu faire usage à la rigueur, bien que personne n'y recoure de gaieté de cœur, mais qui étaient généralement admis jadis dans le cadre d'une politique autonome de l'emploi.

Nous ne voulons pas imaginer un seul instant que l'on puisse un jour rétablir des cloisonnements et qu'il faille assister de nouveau dans nos pays au libre cours d'une sorte d'effet multiplicateur. Nous ne voulons pas cela. Mais cela signifie que la Communauté doit créer et aménager les institutions nécessaires et conserver le dynamisme qui lui permettent de rester un centre d'impulsion.

Ainsi sommes-nous amenés à nous poser une autre question : Aurait-on pu se contenter de créer simplement une zone de libre-échange ? Cela aurait-il été suffisant ? Il est vrai qu'au cours des discussions auxquelles nous nous sommes livrés, nous avons tous souligné la nécessité de supprimer les barrières douanières. Nous avons songé en premier lieu à la circulation des marchandises et des personnes. Nous avons affirmé notre volonté de faire tout ce qui est possible en vue de parvenir à une communauté réelle.

Or, en réalité, il ne s'agit pas de la suppression de frontières ; il s'agit de la politique commune. Et c'est là que réside la différence fondamentale par rapport à l'idée de la zone de libre-échange. A mon avis, nous devons davantage mettre en relief cet aspect politique.

Autre chose est de savoir si ce centre d'impulsion pourrait dès à présent remplir ces tâches. Mais peut-être faut-il profiter de la période de haute conjoncture, de ce temps qui nous est donné, pour préparer des positions de repli et pour essayer d'obtenir l'établissement de critères permettant d'apprécier également les décisions qui relèvent de la politique économique, des critères qui permettent de faire abstraction des ressentiments nationaux. C'est là une de nos principales tâches.

Sous ce rapport, je me félicite de pouvoir contribuer, à la commission des affaires sociales de notre Assemblée, à l'étude approfondie de certains problèmes et peut-être même à découvrir les voies et les moyens d'influer sur les changements que subira la structure de notre économie si nous cherchons à accroître la productivité, de telle sorte que personne ne puisse dire : cela se fait sur notre dos et les avantages profitent à autrui.

Ce que je voulais démontrer, c'est qu'une Communauté comme celle qui vient d'être créée doit faire preuve d'une plus grande activité et de plus de force vitale qu'on ne peut attendre d'une simple zone de libre-échange. En ce sens, notre Communauté représente une valeur intrinsèque.

Evidemment, on peut se demander aussitôt si cette valeur intrinsèque jouera aussi en faveur d'autres pays — non seulement dans le sens que j'ai indiqué par l'exemple du négociant suisse — et si pour cette raison elle mérite d'être consolidée.

On devrait par exemple se demander s'il ne conviendrait pas de jeter dans la balance les besoins considérables de matières premières et de produits alimentaires de cet espace économique qui apparaît comme un élément important de l'économie mondiale, lorsqu'on considère le volume des échanges mondiaux de ces seuls produits ; en intensifiant l'activité économique, en procédant à une expansion économique, on pourrait créer les conditions qui permettraient de stabiliser et d'améliorer les marchés de matières premières et, de manière générale, la production mondiale des matières premières. De cette façon, on pourrait dissiper la crainte qu'éprouvent nos partenaires — ceux de l'O.E.C.E. aussi bien que des nations qui ne font que commencer à rattraper leur retard — de voir cette évolution se faire à leurs dépens.

En revanche, s'il s'organisait un espace économique qui a de tels besoins, mais qui en même

temps aurait telle capacité de livraison, on en arriverait à pouvoir établir avec les pays d'outre-mer — à condition d'agir prudemment — des relations qui garantiraient à chacun son autonomie, tout en assurant la stabilisation.

En effet, un des plus graves problèmes que nous devons examiner se pose du fait que les mouvements des prix sur le marché mondial des matières premières sont à la fois très brusques et très amples. Les pays intéressés ne sont donc guère en mesure d'organiser rationnellement leur économie et ils restent tributaires des autres pays.

Si donc on parvenait à donner l'impression qu'en organisant une pareille Communauté économique on a voulu atteindre une stabilisation, un développement économique dont l'orientation ne soit pas déterminée par des acheteurs qui détiennent une position de monopole, mais qui aboutirait au total à relever le niveau de la consommation et le niveau de vie, on aurait gagné un argument de plus en faveur de la nécessité de maintenir l'impulsion politique.

Certes, toutes ces considérations ne nous empêchent pas de souligner avec insistance que la Communauté doit demeurer ouverte, qu'il ne faut pas tenter d'en écarter d'autres pays sous de faux prétextes.

De plus, il est évident que nous devons mettre au point les modalités de la coopération avec les pays tiers ainsi que les modalités de la suppression progressive des obstacles qui ont été dressés par la politique commerciale. Celle-ci ne doit toutefois pas se faire uniquement dans certains cas ; au contraire, les Etats intéressés doivent s'y engager de manière à faire voir qu'une décision a été prise une fois pour toutes et que les diverses étapes de cette suppression se succéderont à des intervalles déterminés. Ainsi tous les intéressés, même les producteurs de ces pays, pourront-ils s'adapter à cette évolution. Cette idée n'a pas été négligée lors de la rédaction du traité instituant la Communauté Economique Européenne et sans doute serait-il aussi très utile qu'une place lui soit faite dans les discussions relatives à l'association économique européenne.

Un rythme d'action fixé d'avance, l'obligation de s'habituer à certaines choses dont on pouvait se défendre jusqu'à présent grâce à des mesures protectionnistes, l'Europe a besoin de tout cela.

Lorsque nous comparons les niveaux de la productivité, nous constatons malheureusement que, dans l'ensemble, nous avons maintenant un retard considérable. De là aussi, la nécessité de se conformer aux intérêts supérieurs communs et d'édifier des systèmes juridiques qui tiennent compte de ce qui apparaîtra peut-être à certains pays comme des obstacles insurmontables.

Il est une autre idée que je voudrais mettre en relief. Lorsque nous étudions les possibilités d'aménager la structure et le cadre institutionnel d'une pareille association économique, compte tenu de la situation des divers pays, il n'est pas dit que nous devions aboutir à tout prix à un système comparable au nôtre. Il est fort possible que la décision — à laquelle j'attache tellement d'importance et sur laquelle j'ai beaucoup insisté, en lui donnant notamment la forme d'une question : qui sera responsable de l'orientation et de l'expansion constante de notre économie ? — soit prise dans un autre cadre et de façon telle que les pays dont l'industrie est la plus puissante soient considérés comme bénéficiant d'un certain « leadership ». Tout nous porte à croire qu'il s'offre des possibilités d'actions parallèles, des possibilités de coopération sous une forme dont nous profitons tous ; en effet, la zone sterling nous est indispensable et nous ne pouvons pas faire comme si nous voulions nous en écarter ; et sans doute personne n'a-t-il cette intention.

Si j'ai mis cette idée en discussion, c'est que je crois opportun de répondre à la demande de M. Hallstein qui a prié l'Assemblée de présenter au cours des débats des suggestions quant à la manière de faire progresser notre action. C'est ainsi du moins que mon groupe politique a interprété sa déclaration.

Cela revient à dire que nous pouvons peut-être aussi songer à d'autres pays, dans la mesure où les répercussions de la création de notre Communauté s'y font sentir. Je me permettrai de nouveau de citer un exemple à cet égard.

Il y a quelque temps, la conjoncture en Europe était très fortement liée aux événements économiques qui se déroulaient aux Etats-Unis. Nous constatons que cette dépendance s'est quelque peu atténuée. Mais ne serait-il pas encore préférable que, dans un espace économique élargi, nous parvenions, grâce à une politique économique tendant à la stabilisation et à une expansion réelle, à faire bénéficier de tous ces avan-

tages les petits pays qui font partie de notre rayon d'action, même si ceux-ci ne se rendent pas exactement compte d'où ces avantages proviennent ?

Je serais très heureux si cette question pouvait aussi faire l'objet d'un examen approfondi et si on laissait entrevoir que nous ne nous contenterions pas d'appliquer la loi du donnant-donnant telle que nous la connaissons en politique commerciale, mais que nous nous efforçons d'en dépasser les limites.

Certes, l'association telle que nous la concevons n'est possible qu'à condition que tous les pays non membres de la C.E.E. adoptent le principe de l'économie de marché. Il est évident que la fixation de règles de concurrence, l'interdiction des subventions, le principe du contrôle public s'exerçant sous la forme de discussions publiques, la liberté de la presse et le libre accès aux sources d'information jouent un rôle important, car c'est ce qui nous permet de constater quelles sont les mesures qui ont réellement été prises.

Le Fonds social européen et la Banque d'investissement auront certaines tâches à remplir dans le cadre de la Communauté Economique Européenne. Ils devront, par exemple, faciliter l'accroissement de la productivité en permettant de tirer avantage de toute la puissance économique qui n'a pas encore été utilisée et d'appliquer les mesures de reconversion sans qu'il en résulte de graves conséquences sur le plan social.

Il est évident que, lors de la création de l'association économique européenne, il faudra exposer tous ces problèmes aux pays membres et se demander quelles sont les conséquences qui doivent être tirées du point de vue institutionnel.

Mesdames et Messieurs, je tenais à mettre en discussion ces quelques idées afin de vous montrer les raisons pour lesquelles le groupe socialiste estime que cette force dynamique, ce centre d'impulsion doivent être maintenus. Nous n'ignorons pas que les compétences que détiennent en ce moment les institutions responsables ne sont peut-être pas encore suffisantes et qu'il faudra les développer progressivement, mais avec toute la prudence nécessaire, de manière que ces institutions puissent vraiment assumer leurs responsabilités.

Si je souligne plus particulièrement cette idée, c'est que je crois que nous ne pouvons en somme pas prendre nos décisions librement. Les circons-

tances nous ont quelque peu favorisés, mais rien ne prouve qu'il en sera toujours ainsi. Sous ce rapport, l'Europe pourrait entreprendre à plus longue échéance une action dont le bénéfice dépasserait de beaucoup ce cadre étroit.

Je renonce à examiner les problèmes de la politique agricole et de la politique des transports qui, à notre avis, doivent tous être abordés dans le même esprit, dans cet esprit qui doit constamment nous guider vers l'unité européenne, qui se refuse à tout isolement, qui ne veut pas seulement supprimer les frontières mais qui s'efforce de créer et de maintenir en vie une institution de politique économique capable d'agir, afin que nous puissions faire des progrès réels en ce qui concerne la politique structurelle et conjoncturelle de la C.E.E.

Je ne doute pas que l'on puisse trouver des modalités qui permettent de parvenir à cette association, à condition de ne pas seulement exposer clairement les motifs, mais de conduire les négociations avec souplesse et de les mener à bonne fin. Un raidissement des positions réciproques serait un grand malheur pour nous tous.

Je suis entièrement d'accord avec M. Hallstein lorsqu'il dit que nous ne pouvons pas nous lancer dans une aventure parce que nous avons affaire à des problèmes beaucoup trop complexes qui nécessitent une préparation minutieuse, si on veut obtenir des résultats. Mais, d'un autre côté, nous sommes tous convaincus que nous ne pouvons pas non plus risquer de voir échouer les négociations pour apercevoir après coup qu'on ne peut plus ressouder l'Europe.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Battaglia.

M. Battaglia. — *(1)* Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le 1^{er} janvier 1959 sera une date fondamentale et mémorable dans l'histoire de la nouvelle Europe dont nous nous souhaitons la réalisation.

Le traité de Rome de mars 1957 instituant la Communauté Economique Européenne que beaucoup de gens considéraient alors comme une pure utopie, est entré dans sa première phase de réalisation et nous espérons que d'ici douze ou quinze ans, au maximum, cette Communauté sera une réalité incontestable.

Les représentants des six pays signataires ont consacré l'année 1958 à établir la structure organique de la Communauté Economique Européenne et à élaborer les normes d'application de l'accord conclu.

Pendant cette même période (1957-1958), les représentants des dix-sept pays de l'O.E.C.E. auraient dû créer une zone de libre-échange destinée à éviter le danger d'une scission économique entre les six pays du Marché commun et les onze autres pays de l'O.E.C.E. ainsi qu'à étendre les avantages découlant de la création d'un marché commun.

Or, si on dresse le bilan des travaux accomplis au cours de l'année 1958 par les institutions internationales européennes, on peut se féliciter de certains résultats obtenus par les exécutifs pour la mise au point du marché commun ; mais en revanche il est très difficile, pour ne pas dire impossible, d'émettre un jugement sur les résultats des travaux des membres de l'O.E.C.E.

Le problème à résoudre, les difficultés à surmonter étaient et sont encore d'importance et il n'est pas question de récriminer au sujet de ce qui n'a pas été fait ; il faut plutôt voir ce qui reste à faire en raison de la situation actuelle qui est caractérisée en fait par la divergence entre les vues des six Etats membres de la Communauté européenne et celles des onze autres pays membres de l'O.E.C.E.

A mon avis, il est deux points sur lesquels nous devons concentrer notre attention pour pouvoir nous attaquer d'une manière encore plus concrète à ce problème. Ces points sont les suivants :

Premièrement, la diversité des motifs qui sont à l'origine de la création de l'O.E.C.E., d'une part, et du Marché commun, d'autre part. Deuxièmement, la nécessité de résoudre le conflit sur la zone de libre-échange pour obvier à cette scission qui s'est pratiquement produite au sein de l'O.E.C.E. après la création du marché commun européen et qui pourrait dégénérer en une division non seulement économique, mais encore politique à un moment particulièrement délicat pour l'Europe.

L'Organisation européenne de coopération économique (O.E.C.E.) a eu le très grand mérite de promouvoir et de réaliser la libéralisation

presque totale des échanges commerciaux et d'avoir donné vie à cet instrument merveilleux qu'a été l'U.E.P.

La Communauté Economique Européenne, en revanche, n'est pas seulement une union douanière, elle est aussi et avant tout une communauté d'intérêts fondée aujourd'hui sur la solidarité économique et qui, dans un proche avenir, devra conduire à l'institution d'une autorité fédérale. La C.E.C.A., l'Eutaron et la C.E.E. devront créer demain les Etats-Unis d'Europe.

De même que M. Monnet a affirmé naguère que la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier n'est pas une association entre producteurs et consommateurs d'acier et de charbon, mais qu'elle est le commencement de l'Europe, nous pouvons dire aujourd'hui que la C.E.E. doit être considérée non pas comme une fin en elle-même, mais comme une étape et un instrument de l'unification politique européenne.

L'enthousiasme avec lequel nous envisageons tous les Etats-Unis d'Europe est bien naturel et nous sommes tous convaincus qu'à plus ou moins longue échéance il faudra se rendre à la nécessité inéluctable de les créer ; il faudra les créer non seulement pour relever le niveau de vie des populations européennes, mais aussi et avant tout parce que c'est une question de vie et de survie pour les divers Etats. Il n'est donc que juste que nous soyons tous prêts à supporter les lourds, les très lourds sacrifices que nous devons inévitablement consentir pour la réalisation de ce très noble projet.

Mais il faut malheureusement constater que pour des motifs qui ne sont pas toujours justifiés, quelques-uns seulement des pays membres de l'O.E.C.E. sont signataires du traité instituant la C.E.E. qui, pour le moment, est le seul gage d'une fédération institutionnelle et politique de l'Europe.

Il convient que les onze autres pays membres de l'O.E.C.E. considèrent que pour les six pays du Marché commun les premières facilités dont ceux-ci bénéficient depuis le 1^{er} janvier 1959 présentent de l'importance non seulement en elles-mêmes, mais encore et bien davantage parce qu'elles marquent le premier pas décisif vers une Europe unie.

J'ai dit qu'il faudra accepter des sacrifices pour assurer la réalisation du marché commun et je pense qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à

examiner — fût-ce même seulement pour les signaler — quels sont les nombreux problèmes auxquels devront faire face tous les milieux sociaux des six Etats : agricoles, industriels, commerciaux, ouvriers, syndicaux et politiques. Or, ces milieux sont prêts à assumer ces charges précisément parce qu'ils sont convaincus que tout effort de leur part est un effort de plus fait en vue de l'unité européenne.

Les onze autres pays membres de l'O.E.C.E. n'ont cependant pas examiné à fond cet aspect essentiel du problème. Leurs représentants se sont attachés aux aspects immédiats plus qu'aux résultats futurs. Leurs considérations, si elles sont valables sur le plan économique, sont certainement insuffisantes sur le plan politique.

J'ai dit « si elles sont valables sur le plan économique », et je n'ai pas fait cette réserve à tort, convaincu comme je le suis que sur ce plan on ne peut pas non plus dire que les considérations en question soient fondées sur un *quid* insoluble autorisant la Grande-Bretagne, qui s'en est faite le porte-parole, et les autres Etats, comme la Suisse, l'Autriche et le Danemark, à demeurer sur la rive opposée dans une attitude d'intransigeance absolue.

En effet, la réalité pour le moment est bien loin de justifier les craintes qui s'expriment encore très souvent et dont ces parties font état.

Pour mieux déterminer quel est l'*animus* de la Grande-Bretagne, il convient de souligner que celle-ci n'est intéressée que dans une très faible mesure à la question économique au sujet de laquelle elle s'agite, tandis que la Suisse, l'Autriche et le Danemark auraient des raisons plus sérieuses d'inquiétude, car ces pays ont trouvé dans les six pays de la Communauté des marchés qui absorbent 30 et 40 pour cent de leur production. La Grande-Bretagne, en revanche, n'est intéressée aux marchés de ces pays que pour à peine 13 ou 14 pour cent de sa production.

Comment qualifier dès lors l'attitude de la Grande-Bretagne qui, comme on le dit, mène le jeu ?

Il est peut-être préférable de ne pas répondre à cette question et d'examiner de plus près les vicissitudes qu'a connues jusqu'ici l'O.E.C.E.

Les négociations qui se sont succédé de l'été 1958 jusqu'à la fin de décembre dernier ont fait

apparaître, d'une part, la consolidation des principes sur lesquels est fondé le marché commun et, d'autre part, la volonté des Six de faire les plus grands efforts pour calmer les inquiétudes — que je m'abstiens de qualifier — des Onze.

En décembre dernier, les Six ont pris des décisions très libérales dans le sens d'une plus large ouverture du marché commun aux pays tiers : ces décisions devaient être, et elles le sont, un geste de réelle bonne volonté destiné à permettre de laisser passer l'échéance, considérée comme fatidique, du 1^{er} janvier, en ôtant aux pays tiers tout motif de crainte et de doute. Mais si ces décisions — qui avaient pour objet d'étendre la réduction de 10 pour cent des droits de douane aux autres pays membres de l'O.E.C.E. et de relever sur la base de la réciprocité les contingents d'importation — représentent déjà un effort de la part de l'Europe des Six, on ne peut pas dire qu'elles aient été interprétées par les Onze dans leur véritable nature, dans leur véritable esprit.

On a continué à parler de « discriminations », de « positions anti-discriminatoires » ; on a parlé aussi de scission de l'Europe. J'estime opportun de déclarer que sur ce terrain il faudrait abandonner certaines positions passionnelles et oublier certains ressentiments, de même que certains slogans qui ont été introduits très arbitrairement.

A cette fin, je pourrais et je devrais répéter ce qu'a dit à ce propos M. Hallstein, président de l'exécutif de la C.E.E., dans le rapport qu'il a présenté en mars 1958, et ce qu'il a rappelé ce matin avec insistance et en avançant de solides arguments à l'appui de sa thèse. Mais je m'en abstiendrai.

Je demande simplement la permission de reprendre l'exemple qu'a donné M. Hallstein lorsqu'il a comparé les traités de Rome à un mariage entre six Etats, mariage qui n'a pas été voulu strictement comme un mariage à six par les Etats contractants. Or, s'il est vrai que le mariage impose des obligations déterminées aux conjoints et leur attribue des droits réciproques, il est hors de doute que ces droits et ces obligations doivent nécessairement être limités aux membres de l'union conjugale.

Il serait en effet extravagant que des hommes étrangers à l'union créée par le mariage puissent obtenir les faveurs des épouses d'autrui ou que des femmes étrangères à cette union puis-

sent faire valoir des prétentions sur le portefeuille des maris des autres.

Ce ne serait pas seulement extravagant, ce serait encore illégitime et délictueux.

Et cet exemple très heureux que j'ai voulu reprendre me semble aussi pertinent à un autre point de vue. L'union entre les Six n'est pas un mariage contraire au droit en ce qu'il serait contracté au mépris des droits légitimes de tiers, car il est fondé sur l'article 24 du G.A.T.T. et sur l'article 8 du traité instituant l'O.E.C.E.

Or, s'il en est ainsi, ce n'est pas l'Europe des Six qu'on devrait accuser de faire une discrimination ; ce sont bien plutôt les Onze qui, avec leurs prétentions paradoxales, voudraient faire des discriminations à leur profit exclusif sans assumer d'obligations correspondantes.

Que la Grande-Bretagne et les autres pays membres de l'O.E.C.E. prennent donc acte de la bonne volonté dont nous avons fait preuve et dont nous continuerons à faire preuve.

Mais nous ne songeons pas à aller très loin dans cette voie, car nous entendons demeurer fidèles à l'esprit des traités de Rome, convaincus que nous sommes que le lien économique créé par ceux-ci n'est pas une fin en lui-même, mais qu'il est un élément de la structure politique destinée à assurer la survie de l'Europe occidentale.

A ce propos, j'estime non seulement opportun, mais encore nécessaire de me risquer à adresser un avertissement aux organes responsables. On cède ce qui peut être cédé, mais on cède par voie de compromis, c'est-à-dire en vertu d'un contrat par lequel chacune des parties contractantes obtient quelque chose et abandonne quelque chose en échange.

Si nous nous engageons dans la voie des concessions gratuites, nous pourrions contribuer au raidissement de l'autre partie ; et au lieu d'atteindre le but, nous nous en éloignerions.

Les organes responsables sont trop sages pour attendre de nous d'autres avertissements : le panorama est clair, bien que les perspectives soient vastes ; mais leur regard est perçant et peut aller au fond des choses.

Ne laissons pas détruire l'esprit des traités de Rome par crainte de cassures ou de scissions absurdes dont il se peut qu'on évoque la menace simplement pour obtenir davantage ! Ne laissons pas des désaccords détruire les conditions nécessaires pour que l'harmonie puisse se manifester et subsister ! Le problème, tel qu'il est posé par la Grande-Bretagne et par les autres pays tiers membres de l'O.E.C.E., est tout simplement insoluble.

Qu'on songe — et que la Grande-Bretagne et les autres Etats de l'Europe occidentale y songent aussi et avant tout — que l'unique solution possible ne consiste pas à étendre aux onze autres pays des facilités économiques ; elle consiste en réalité — et voici se manifester toute la bonne volonté des parties — à élargir les bases du marché commun, à faire en sorte que nous ne soyons plus les Six et les Onze, mais que les Dix-Sept soient de nouveau unis pour travailler de concert à abattre non seulement les barrières économiques, mais aussi les barrières politiques et sociales, c'est-à-dire pour créer la « Grande Europe ».

Certains objecteront peut-être que cette solution est utopique.

Et quand bien même elle le serait ! Avez-vous compté toutes les choses qui ont été faites, alors qu'au début elles avaient été considérées comme des utopies et parfois même comme de pures folies ?

On pourra prétendre que l'obstacle le plus difficile à surmonter sera celui des rapports entre la Grande-Bretagne et les autres pays du Commonwealth. Mais n'y a-t-il pas aussi des difficultés en ce qui concerne les rapports entre certains pays de la C.E.E. et certains territoires d'outre-mer ?

Il est bon que dès maintenant on étudie attentivement ces rapports afin de trouver une solution durable. Pourquoi ne pas étendre les principes destinés à régler ces rapports aussi à la Grande Europe et aux pays du Commonwealth ? Les compétences techniques et la foi éclaireront les hommes appelés à s'acquitter de ces tâches ; ils pourront dès lors concevoir les remèdes qui permettent de surmonter les difficultés accrues, ce qui donnera indubitablement aux nations européennes une position plus forte.

A ce propos, je mentionnerai en passant le fait nouveau qu'est la convertibilité des monnaies et

la cessation de l'activité de l'Union européenne des paiements.

Même s'il apparaît prématuré d'aborder l'examen de la situation qui s'est ainsi créée, il ne semble pas qu'on puisse considérer la convertibilité comme une mesure de représailles prise par la Grande-Bretagne en réponse à l'entrée en vigueur du marché commun, ni non plus estimer qu'elle influera fâcheusement sur les rapports des pays européens réunis au sein de la C.E.E. et de l'O.E.C.E.

La convertibilité a été un événement économique nécessaire qui tôt ou tard devait se produire. Le marché commun l'a hâtée, mais il ne l'a pas déterminée.

Il n'y a pas lieu non plus d'estimer que les balances des paiements seront compromises, comme la crainte en a été exprimée, du fait de la disparition de l'U.E.P. ; en effet, celle-ci sera remplacée par le nouvel Accord monétaire européen, un accord qui était déjà envisagé depuis longtemps, en prévision précisément de la disparition de l'U.E.P.

L'accord, comme on le sait, prévoit un Fonds européen et l'institution d'un système multilatéral de règlements, système qui n'accordera pas des crédits, mais procurera aux pays participants des facilités financières et temporaires et assurera que les soldes soient réglés périodiquement sur la base de cours du change déterminés.

Ce fait nouveau ne met donc pas l'Europe en danger ; à mon avis, il stimulera même utilement le processus d'intégration puisque nous verrons disparaître les encouragements qui auraient plutôt poussé à la transformation du marché commun en une communauté fermée. Cette idée avait d'ailleurs été exposée dès 1953 par Luigi Einaudi à une réunion de l'U.E.P.

Pour conclure, je dirai qu'on doit étudier et résoudre le problème de la zone de libre-échange en envisageant non pas les conséquences qu'il peut avoir au moment présent et dans un avenir immédiat, mais en se plaçant à un point de vue téléologique, en ayant toujours pour objectif la « grande Europe » et cherchant à élargir cette « petite Europe » déjà existante qu'est la C.E.E.

Bonne volonté et foi profonde, tels sont les pivots autour desquels devra tourner toute l'activité future des institutions internationales européennes.

Il faudra triompher des intérêts particularistes et des égoïsmes nationalistes.

Tous les Etats de l'Europe ont apporté leur très précieuse contribution au progrès de la civilisation européenne et de la civilisation mondiale.

Tous les Etats de l'Europe ont été, à une époque ou une autre de l'histoire, les guides des autres Etats.

Mais ce serait folie de la part des Etats, forts de ces traditions, que d'estimer qu'ils peuvent et doivent demeurer isolés, demeurer en dehors du mouvement d'intégration politico-institutionnelle de l'Europe. Ils nous rappelleraient ces membres déchus de la noblesse qui, forts de leurs grands ancêtres, dédaignent les prosaïques activités bourgeoises et préfèrent mourir de faim.

Que la Grande-Bretagne et les pays scandinaves se rappellent qu'ils font partie intégrante du continent et que les Etats-Unis d'Europe ne peuvent pas se faire sans leur participation, ils commettraient une erreur historique et politique, s'ils pensaient pouvoir rester à l'écart. C'est toujours le vieil apologue du consul romain Menenius Agrippa qui nous a parlé des mains qui se sont révoltées contre l'estomac et ont décidé de ne plus porter de nourriture à la bouche pour faire mourir l'estomac.

A assister à la naissance de l'Europe, la Grande-Bretagne éprouve des craintes justifiées. Mais il faut qu'elle comprenne que l'Europe ne se fera pas contre elle ; elle se fera aussi avec elle.

Nous l'exhortons à la clairvoyance ; puisse-t-elle comprendre dès maintenant les avantages que le peuple anglais retirera un jour de la création politique d'un état auquel tout l'Occident contribuera à donner un patrimoine de civilisation et de traditions humaines.

(Applaudissements.)

(M. Vanrullen remplace M. Schuman au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. VANRULLEN

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. De Vita.

M. De Vita. — *(1)* Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les vicissitudes des négocia-

tions en vue de la création d'une zone de libre-échange donnent sérieusement matière à réflexion, avant tout quant à la raison d'être de certaines propositions, aux buts à atteindre et aux difficultés à surmonter ; les réflexions doivent porter non seulement sur l'aspect économique de la question, mais aussi et peut-être encore davantage sur l'aspect politique de celle-ci.

Et étant donné l'étroite connexion entre les problèmes économiques et les problèmes politiques qui ne permet pas de distinguer nettement les deux aspects de la question, il convient de rappeler avant tout que l'idée de créer le Marché commun est due précisément au désir d'établir des liens économiques et politiques plus étroits entre les pays de l'Europe occidentale.

La Communauté Economique Européenne est fondée sur une ferme volonté de coopération qui découle non seulement de la conviction profondément enracinée de l'interdépendance des pays pour leur prospérité, mais aussi du sentiment de la nécessité historique de l'unification politique.

C'est dans cette conviction que les six pays de la Communauté devront poursuivre les négociations en vue de la création d'une association économique ; mais c'est aussi dans ce sentiment qu'ils devront soutenir la nécessité de considérer la réalité historique de la Communauté comme le seul point de départ acceptable, en ce sens que le fonctionnement futur de l'association ne devra en aucun cas porter préjudice à la construction créée par le traité de Rome.

Au cours de ces dix dernières années, diverses tentatives ont été faites pour réaliser, sur la base d'une union douanière, une intégration économique des pays européens ; et l'O.E.C.E. elle-même y a poussé en 1948, mais après deux années de vaines études elle a dû y renoncer. A un certain moment, on s'est rendu compte de la difficulté qu'il y avait à aller plus loin, dans le cadre de l'O.E.C.E., dans la libération des échanges entre les pays membres. On a compris la nécessité de chercher des formules neuves et plus hardies pour parvenir à une Europe économiquement et politiquement unie.

Vu l'impossibilité d'intégrer un espace économique en ne recourant qu'à la suppression des barrières commerciales, les auteurs du traité de Rome ont estimé indispensable de prévoir une série de mesures permettant d'atteindre progres-

sivement une intégration effective et profonde des économies des six pays signataires.

A cet effet, vous savez que le traité prévoit non seulement la libre circulation des marchandises, mais encore la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, et qu'il prescrit le rapprochement et l'harmonisation des législations et des politiques nationales en matière économique, fiscale et sociale, afin d'éliminer les disparités qui peuvent fausser les conditions de la concurrence ; de même, il prescrit, et c'est un point d'une importance fondamentale, la mise en œuvre d'une politique commerciale commune vis-à-vis des pays tiers.

Le Marché commun n'est donc pas seulement une union douanière entre les pays signataires ; il est quelque chose de beaucoup plus important pour l'avenir économique et politique des six pays qui en font partie et aussi pour l'avenir de ceux qui n'en font pas partie aujourd'hui.

La zone de libre-échange, telle qu'elle est définie à l'article XXIV du G.A.T.T., est caractérisée, en revanche, par l'abolition des droits de douane à l'intérieur de la zone, chacun des Etats membres conservant son tarif douanier extérieur et son autonomie en matière de politique commerciale dans ses relations avec l'extérieur.

Le régime préférentiel que les Etats du Marché commun s'accordent en matière de circulation des marchandises est étroitement lié à toutes les autres obligations qui découlent de l'application du traité et qui vont jusqu'à la limitation des pouvoirs des divers Etats en ce qui concerne, par exemple, le principe de la politique commerciale et douanière commune vis-à-vis des pays tiers, les règles de la concurrence, etc.

Quiconque reconnaît l'opportunité et la nécessité de créer une zone de libre-échange ne saurait cependant soutenir raisonnablement qu'on puisse concevoir l'octroi du même régime à des pays tiers sans que ceux-ci assument les obligations correspondantes prévues par le traité.

Abstraction faite de cette considération, par suite de la création de la zone de libre-échange — et ici nous entrons dans le vif de la question économique — les pays associés ne faisant pas partie du Marché commun pourraient, s'ils l'estiment opportun, libérer l'importation d'un produit originaire d'un pays tiers ou réduire leurs droits de douane sur ce produit pour les importations

en provenance des pays tiers, ou prendre les deux mesures à la fois.

Cela veut dire qu'un de ces pays associés pourrait aller jusqu'à libérer l'importation de tous les produits en provenance des pays tiers et supprimer tous ses droits de douane dans ses relations avec les pays tiers. Ce faisant, il aurait cessé d'accorder un régime préférentiel aux autres pays membres, tandis qu'il continuerait à jouir de ce régime préférentiel que lui accordent ces pays.

Quelles en seraient les conséquences ?

En premier lieu, le principe de la préférence interne apparemment inhérent à la notion de zone de libre-échange ne serait pas respecté.

En second lieu, les autres pays membres, et avant tout les six pays du Marché commun, supporteraient directement ou indirectement les effets d'un acte unilatéral. Le système de détermination de l'origine des marchandises ne permettrait pas non plus de remédier à cette situation, vu les difficultés insurmontables d'ordre pratique que ce système comporte.

Il apparaît donc assez clairement que la prétention de conserver un tarif douanier particulier et une politique commerciale autonome vis-à-vis des pays tiers est en opposition avec la constitution du Marché commun. L'impossibilité de parvenir à un accord sur la zone de libre-échange doit donc être imputée principalement au vice fondamental de cette formule d'association économique.

Si on voulait créer à tout prix la zone de libre-échange en la superposant au marché commun, la réalisation de ce marché dans toute son ampleur et avec toute sa portée deviendrait tout à fait problématique et on courrait le danger de ne créer sérieusement ni une zone de libre-échange ni un marché commun.

Il est vrai que l'accord sur la zone de libre-échange ne serait pas limité aux seules questions purement commerciales ; mais il est vrai aussi que les pays du Marché commun ont assumé certaines obligations d'une grande portée et admis avant tout le principe de la libre circulation des travailleurs auquel les onze autres pays ne désirent pas du tout souscrire.

On voudra bien reconnaître d'autre part que, sans l'initiative prise par les six pays de créer le

marché commun, la zone de libre-échange n'aurait jamais trouvé, en raison précisément de ses graves défauts, aucun partisan sérieux dans le cadre de l'O.E.C.E.

Il est d'autant plus symptomatique que, nonobstant l'attachement inébranlable de certains pays à cette solution, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède se soient proposé de créer entre eux non pas une zone de libre-échange, mais une union douanière. On a très justement souligné la signification de ce désaveu implicite de la valeur de la solution qu'offre la zone de libre-échange, du moment qu'il s'agit de pays qui, en raison des tarifs douaniers relativement bas qu'ils appliquent tous, pourraient créer entre eux une zone de libre-échange avec des dangers vraisemblablement moindres que ceux qui découleraient de la création d'une telle zone entre les pays membres de l'O.E.C.E.

La seule véritable solution consisterait donc à adopter un tarif commun et une politique commerciale commune vis-à-vis des pays ne faisant pas partie de la zone de libre-échange.

Mais cette solution n'est pas approuvée par toutes les parties intéressées.

Pour les pays scandinaves et la Suisse, l'obstacle tiendrait au fait que ces pays ne peuvent pas renoncer aux bas tarifs douaniers qu'ils appliquent actuellement et porter leurs droits au niveau du futur tarif extérieur des Six parce qu'en agissant ainsi ils pourraient perdre la place qu'ils ont conquise sur les marchés internationaux.

Abstraction faite des réserves qu'appelle la distinction entre les pays à bas tarif douanier et les pays à tarif douanier élevé, puisque tout tarif peut passer pour protectionniste, tout au moins en ce qui concerne certaines catégories de produits, on pourrait faire remarquer que des motifs opposés auraient pu empêcher des pays à tarif relativement élevé — comme la France et l'Italie — de faire partie du Marché commun, parce que leur adhésion au Marché commun les aurait obligés non seulement à renoncer à leur protection douanière vis-à-vis des autres pays du Marché commun, mais encore à la réduire vis-à-vis des pays tiers.

Mais à quel tarif serait-on arrivé en prenant la moyenne entre deux tarifs élevés (France et Italie), un tarif intermédiaire (Allemagne)

et cinq tarifs bas (Benelux, Danemark, Suède, Norvège et Suisse) ?

Tout porte à croire qu'il n'aurait pas été nécessaire de majorer de beaucoup les droits des tarifs les plus bas. Nous pourrions encore ajouter que la Suisse négocie actuellement dans le cadre du G.A.T.T. un nouveau tarif douanier, qui triple, quadruple et même quintuple dans de nombreux cas ses droits de douane.

Il est difficile d'évaluer, avec une exactitude suffisante, les répercussions économiques que les pays à bas tarifs pourraient ressentir du fait de leur adhésion au Marché commun et plus particulièrement à l'union douanière qui est à la base de celui-ci. Mais si on veut se faire une idée moins vague et moins approximative que celle que l'on peut tirer de simples affirmations, il suffit d'examiner, d'après les statistiques de l'O.E.C.E., les importations de quelques pays selon les catégories de marchandises et la distribution géographique et on se rendra compte alors de ce que l'adhésion des pays membres de l'O.E.C.E. à une union douanière avec les six pays du Marché commun ne poserait pas de problèmes graves et insolubles du point de vue douanier.

Certains esprits persistent néanmoins à affirmer le contraire sans apporter de preuves à l'appui de leurs dires.

En moyenne, la différence entre les droits des bas tarifs douaniers suédois, par exemple, et ceux du tarif du Marché commun n'est pas supérieure à 5 pour cent.

L'accession éventuelle de la Suède et des autres pays scandinaves au Marché commun réduirait encore cet écart parce que le bas tarif de ces pays contribuerait à abaisser le niveau du tarif commun.

En outre, pour ce qui est des produits qui sont traditionnellement importés de pays tiers, de même que des produits dont la production insuffisante dans la Communauté pourrait causer un préjudice aux industries de transformation d'un Etat membre intéressé, l'article 25 du traité de Rome prévoit la possibilité d'octroyer des contingents tarifaires à droit réduit ou nul.

Ces observations suffisent, à mon avis, pour montrer que l'adoption d'un tarif douanier unique serait possible, si les pays scandinaves voulaient vraiment conclure une association rationnelle avec le Marché commun.

Quant au Royaume-Uni, il a affirmé l'impossibilité d'abandonner le système des préférences impériales.

A ce sujet, il est à peine nécessaire de préciser que nul n'aurait mis en question ce système, s'il n'avait pas donné lieu à l'exigence objective qui a été formulée en liaison avec l'essai d'associer au Marché commun les autres pays européens. Quand la Grande-Bretagne a adhéré au G.A.T.T., elle a voulu sauvegarder le principe de la préférence impériale en demandant d'être dispensée de la règle de la nation la plus favorisée ; en outre, elle a obtenu la faculté de majorer les droits de douane qui ne sont pas fixés obligatoirement par le G.A.T.T. sans appliquer également les nouveaux droits éventuels au Commonwealth.

Une dispense analogue a été accordée à la Grande-Bretagne en 1955 pour les produits de ses colonies qui trouvent normalement un débouché sur le marché du Royaume-Uni.

Personne n'a parlé alors de discrimination, personne ne s'est scandalisé de l'existence d'une zone préférentielle comme l'est le Commonwealth britannique. Aujourd'hui, en revanche, on s'est scandalisé de l'existence de cette autre zone préférentielle qu'est le marché commun, comme si une de ces zones préférentielles était bonne et l'autre non.

Les obligations britanniques vis-à-vis du Commonwealth ne sont certainement pas un prétexte ; il y a des faits incontestables qui expliquent le point de vue britannique.

Mais s'il est vrai que l'association doit être faite dans l'intérêt de tous et de chacun, on ne peut pas admettre la prétention de laisser tel quel le système des préférences impériales et de maintenir une multiplicité absurde de droits variés aux différentes frontières de la zone de libre-échange.

Quelles seraient les répercussions qu'aurait sur les exportations des pays du Commonwealth l'adhésion du Royaume-Uni à une union douanière comme le Marché commun avec l'adoption du tarif commun qui s'ensuivrait ?

Il résulte des études faites par quelques spécialistes britanniques que le taux moyen du traitement préférentiel accordé par le Royaume-Uni aux produits du Commonwealth s'élevait en 1953 à 6 pour cent environ et que la marge de préférence accordée par le Commonwealth aux mar-

chandises du Royaume-Uni atteignait à peu près le même pourcentage. Il y a lieu de noter que la marge des préférences impériales a subi une réduction progressive tant par suite des accords tarifaires conclus dans le cadre du G.A.T.T. qu'en raison du fait que la hausse des prix des marchandises qui s'est produite au cours de ces dernières années s'est traduite par une diminution de l'incidence effective ad valorem des droits de douane spécifiques.

Un spécialiste italien, M. Ferrante, a comparé, pour des groupes de produits originaires du Commonwealth qui sont importés au Royaume-Uni, le traitement douanier prévu par les préférences impériales et celui qui est prévu par le tarif du Marché commun pour les mêmes produits. Cette étude comparative a amené M. Ferrante à dire que, si le Royaume-Uni appliquait dans ses relations avec les pays du Commonwealth les tarifs du Marché commun, il en résulterait que sur le total des importations en provenance de ces pays, au montant de 1.052 millions de livres (abstraction faite des denrées alimentaires, des boissons et du tabac pour lesquels les importations se sont élevées en 1956 à 801 millions de livres), des importations d'une valeur totale de 144 millions de livres seraient frappées de droits majorés de 5 pour cent et des importations d'une valeur totale de 39 millions de livres seraient frappées de droits majorés de 15 pour cent.

Aucune évaluation n'a pu être faite pour un certain nombre de produits pour lesquels les importations s'élèvent au total à 115 millions de livres, parce que pour ces produits les droits du tarif commun n'avaient pas encore été négociés. Il s'agit cependant de produits figurant pour la plupart dans la liste G pour lesquels le traité de Rome prévoit la possibilité de l'octroi de contingents tarifaires à droit réduit ou nul.

En conclusion, la majoration de la charge douanière pour l'ensemble des exportations du Commonwealth à destination du Royaume-Uni (exception faite des denrées alimentaires, des boissons et du tabac) ne dépasserait guère un pour cent. Ajoutons que ce résultat n'a évidemment qu'une valeur indicative, vu le caractère sommaire de l'étude sur laquelle il se fonde.

Le caractère indicatif de ce résultat découle aussi du fait qu'il s'agit d'une évaluation pour l'ensemble des importations. Il est donc possible que, tandis que les importations en provenance d'un des pays du Commonwealth ne seraient

grevées d'aucun droit de douane majoré, les importations en provenance d'un autre de ces pays pourraient être frappées de droits sensiblement majorés en moyenne. Mais là encore il faut rappeler que le tarif du Marché commun n'est pas immuable ; le traité lui-même prévoit en effet dans son article 18 la possibilité d'ajustements à la suite de négociations avec les pays tiers.

Il n'est donc absolument pas exclu que la Communauté puisse modifier son tarif extérieur de manière à remédier au dommage que les pays du Commonwealth pourraient subir du fait de l'établissement d'une union douanière entre le Royaume-Uni et la C.E.E.

Cette modification serait encore moins improbable si, en contre-partie, des concessions pouvaient être faites aux pays du Marché commun en ce qui concerne les préférences accordées par le Commonwealth au Royaume-Uni.

En réalité il ne semble donc pas impossible, du point de vue économique tout au moins, de modifier le système des préférences impériales, de manière à permettre l'établissement d'un tarif extérieur commun.

Mais ce ne sont pas les seules difficultés.

Le Royaume-Uni, tout en étant un des partisans les plus convaincus de l'institution de la zone de libre-échange, manifeste certaines inquiétudes en ce qui concerne le secteur agricole et désire en conséquence se réserver la faculté de maintenir en vigueur les accords préférentiels relatifs aux importations de produits agricoles en provenance du Commonwealth.

En outre, le Royaume-Uni protège son agriculture et voudrait continuer à le faire, n'étant absolument pas prêt à renoncer dans un proche avenir à toute protection dans ce secteur, ni non plus à admettre que les produits alimentaires fassent l'objet d'un commerce libre comme d'autres produits.

Pour ces motifs et pour d'autres encore qui sont clairement exposés dans le livre blanc qu'il a publié en février 1957 (*A European Free Trade Area*), le gouvernement britannique a demandé que les produits agricoles (il s'agit en particulier des positions des chapitres 1 à 24 de la nomenclature de Bruxelles) soient exclus du bénéfice des dispositions applicables dans la zone de libre-échange.

Le gouvernement britannique proposerait en conséquence une zone européenne de libre-échange pour les seuls produits industriels, estimant qu'il ne saurait admettre — comme M. Maudling l'a expressément déclaré dans le discours qu'il a prononcé à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 23 octobre 1957, quelques jours après sa désignation comme président du comité intergouvernemental de l'O.E.C.E. — que les produits agricoles soient traités dans la zone de libre-échange de la même manière que les produits industriels, c'est-à-dire qu'ils soient exposés à la concurrence totale et effrénée des autres pays européens.

Il fut un temps, en pleine révolution industrielle, où la Grande-Bretagne abolit le fameux droit de douane sur le blé, fournissant ainsi un argument pertinent en faveur de la doctrine du libre-échange. Cette doctrine est maintenant exhumée, mais avec un sens et une valeur tout autres : avec le sens qu'elle acquiert par suite de l'expérience historique qui a commencé en 1870 avec le déclin de l'agriculture anglaise et qui a atteint son point culminant pendant la deuxième guerre mondiale quand le problème de l'alimentation est devenu dramatique, et avec la valeur d'une doctrine que, si je ne craignais d'employer deux termes qui jurent, je pourrais qualifier de libre-échangiste-protectionniste.

C'est là un point de vue clair, mais très singulier, qui ne tient pas compte du fait qu'il ne serait pas possible d'assurer la réciprocité entre les pays de la zone de libre-échange si les barrières douanières et les contingents étaient éliminés pour les seules exportations de produits industriels, mais maintenus, en revanche, pour les produits agricoles ; il en résulterait même une disparité aux conséquences graves pour les pays qui exportent des produits agricoles et importent des produits industriels ou qui, d'une manière ou d'une autre ont des intérêts agricoles d'une importance majeure à protéger.

Peut-on demander à ces pays de démanteler leur système de protection des produits industriels sans obtenir, en contre-partie, l'élimination des obstacles qui s'opposent à la vente de leurs produits agricoles ?

Le groupe spécial de travail de l'O.E.C.E. chargé en 1956 d'étudier les formes et les méthodes possibles d'une association sur base plurilatérale entre les pays membres de l'O.E.C.E., avait reconnu lui-même que pareille situation mettrait les pays agricoles dans l'impos-

sibilité de participer à la création d'une zone de libre-échange. Le gouvernement britannique ne pouvait donc absolument pas s'attendre à ce que certains pays soient disposés à ouvrir leurs marchés aux produits industriels sans obtenir des débouchés équivalents pour leurs principaux produits agricoles d'exportation, et qu'ils admettent le principe singulier d'après lequel la libération des échanges devrait s'opérer à un rythme différent selon qu'il s'agit de l'industrie ou de l'agriculture.

En réalité, il est impossible de concevoir un accord international d'une importance capitale pour les économies des parties contractantes qui ne tienne pas compte des intérêts de l'agriculture en tant que partie intégrante de l'économie et facteur essentiel de la vie sociale.

Les six pays du Marché commun ont précisé-ment entendu instituer un marché libre pour les produits agricoles aussi. Le régime spécial prévu pour ces produits n'est pas un régime autarcique ; c'est un régime qui est justifié par la situation particulière de l'agriculture des six pays.

Le caractère non-autarcique de la politique agricole de la Communauté découle nettement de l'esprit même du traité de Rome et ce caractère a été confirmé à la conférence agricole de Stresa, comme le montre la résolution finale de celle-ci qui déclare :

« La mise en œuvre du traité doit conduire naturellement à un développement progressif des échanges à l'intérieur de la Communauté ; il faudra tenir compte en même temps de la nécessité d'entretenir les échanges commerciaux et les liens contractuels, politiques et économiques avec les pays tiers, et de maintenir la possibilité de se protéger contre les concurrences extérieures faussées.

» Un équilibre doit être recherché entre la production et les possibilités de débouchés en tenant compte des exportations et des importations possibles, ainsi que d'une spécialisation conforme aux structures économiques et aux conditions naturelles internes de la Communauté. »

Il est vrai que dans cette résolution, il est seulement parlé d'un « développement progressif des échanges à l'intérieur de la Communauté » et non pas aussi d'un « marché libre » ; mais il est

évident que le marché libre des produits agricoles doit nécessairement être l'objectif final de l'intégration économique générale de la Communauté.

Il ne s'agit donc pas d'un accord spécial d'un caractère restrictif, mais d'un régime spécial qui tend à la libération complète du marché à l'intérieur de la Communauté et qui n'exclut pas la coopération de tous les pays membres de l'O.E.C.E. aux fins d'assurer l'expansion des échanges de produits agricoles.

Le mémorandum commun que les Six ont présenté au comité intergouvernemental de l'O.E.C.E. lors de la session tenue en juillet 1958, à Paris, proposait de libérer et de développer ultérieurement les échanges entre les pays membres de l'association afin d'assurer progressivement une utilisation rationnelle des facteurs de la production agricole.

La position britannique a encore une fois été précisée par M. Maudling dans un discours fait à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe en avril 1958. A cette occasion M. Maudling avait suggéré dans un mémorandum de janvier 1958 des objectifs communs déterminés à assigner à la politique agricole ainsi que les moyens généraux à employer pour les atteindre ; mais M. Maudling n'a pas précisé quels étaient ces objectifs communs et les moyens à employer pour les atteindre, se bornant à affirmer qu'une telle déclaration des objectifs, votée à l'unanimité (par les parties contractantes de la zone de libre-échange) représent en matière de politique agricole commune le maximum que n'importe quel groupe de pays de l'Europe occidentale puisse faire dans les conditions actuelles.

A la conférence économique du Commonwealth qui s'est réunie à Montréal en septembre 1958, le ministre britannique a affirmé à nouveau que le Royaume-Uni n'a pas l'intention d'abandonner le système des préférences impériales pour les produits agricoles et qu'il entend, d'autre part, maintenir le système actuel de protection de son agriculture.

En d'autres termes, la Grande-Bretagne demande :

— en ce qui concerne les tarifs douaniers, une dérogation en sa faveur en considération de ses obligations dans le cadre du Commonwealth, alors que les pays membres de la zone tiennent à ce que l'accord relatif à l'agriculture prévoie la suppression progressive des droits de douane ;

— en ce qui concerne les contingents, la réaffirmation des obligations assumées dans le cadre de l'O.E.C.E., sous réserve des limitations pratiques à leur apporter sur des points particuliers déterminés ;

— en ce qui concerne les politiques agricoles, le renforcement des moyens offerts par l'O.E.C.E. pour le rapprochement de ces politiques, soit par le perfectionnement du système existant, soit par l'adoption d'un nouveau système ; ce rapprochement devrait cependant se faire sur la base des règles d'unanimité normalement en vigueur à l'O.E.C.E. ;

— en ce qui concerne enfin les programmes de commercialisation, la faculté d'examiner, de cas en cas, la possibilité de s'associer aux programmes qui seront adoptés dans le cadre des Six.

Ces propositions, si elles étaient acceptées, auraient pour effet d'empêcher la Communauté de poursuivre son œuvre d'intégration dans le secteur agricole.

Si donc, d'un côté, on peut être disposé à accepter une association économique avec d'autres pays, de l'autre on ne peut pas accepter de diluer le traité de Rome dans un ensemble de formules vagues qui — comme l'a déclaré M. Jean Rey au nom de la Commission de la Communauté Economique Européenne, dans le discours qu'il a prononcé à l'Assemblée parlementaire le 25 juin 1958 — feraient perdre à la Communauté naissante les bienfaits de l'intégration économique et politique actuellement entreprise.

Il ne faut pas oublier — et maintenant j'entre dans le vif du problème politique — que les divers Etats membres de la Communauté ne se seraient pas décidés à supprimer les droits de douane et les contingents, s'ils n'avaient pas eu la certitude qu'en même temps les éléments essentiels de toutes leurs économies seraient harmonisés.

C'est cet aspect du problème qui marque la différence profonde entre les Six et les pays tiers.

D'un côté, il y a la mise en œuvre d'un ensemble d'institutions et de règles qui ne s'arrêtent pas au libre-échange, mais vont plus loin, et jusqu'à poser les prémisses d'une vaste conception politique, d'une réelle intégration politique ; de l'autre, il y a la tentative de ne

faire que du libre-échange, d'éviter les contre-coups économiques que la création du Marché commun fait redouter.

Cette comparaison frappante, a dit M. Hallstein, n'est juste que si l'on tient compte de la part que notre traité a déjà faite à l'intégration politique.

Les problèmes relatifs à la politique de la conjoncture, aux investissements, au commerce extérieur, à la politique monétaire et à d'autres questions encore, nous conduisent à reconnaître la nécessité d'une direction politique supranationale et à voir l'étroite connexion entre les problèmes économiques et les problèmes politiques.

Mais lorsque la presse de certains pays de la Communauté rappelle combien les milieux économiques ont hésité devant le traité de la C.E.E. qu'ils n'auraient accepté que parce qu'ils compaient qu'il serait suivi de l'établissement de la zone de libre-échange, et quand cette même presse affirme que la suppression progressive des droits de douane opérée par la C.E.E. en vue d'arriver au libre-échange sur le plan mondial aboutira en dernière analyse à rendre inutile le Marché commun, on est obligé de se poser une question. Ce qui est en jeu, ne serait-ce pas par malheur cette volonté qui, au cours de ces derniers dix ans, a fait faire à l'idée politique d'une Europe fédérée des progrès auxquels on n'aurait pas osé croire, il y a quelques années seulement ? N'est-il pas aujourd'hui plus nécessaire que jamais d'affirmer à nouveau une volonté politique européenne précise ?

Ceux qui prétendent que la suppression progressive des droits de douane par la C.E.E. aboutira en dernière analyse à rendre inutile le Marché commun oublient évidemment que, lorsque cela sera arrivé, nous aurons atteint l'idéal le plus élevé, celui d'une fédération de tous les peuples libres dans une humanité libre ; ceux qui parlent ainsi ne voient en effet dans le Marché commun qu'un accord international de caractère économique et au surplus transitoire. Et après ?

Je pécherais par manque de franchise si je ne disais pas que ces jours-ci, en suivant la discussion sur la situation de l'industrie charbonnière et en évaluant en même temps la portée de cette affirmation, je me suis posé une question. Si le Marché commun était vraiment destiné à se diluer dans une vaste zone de libre-échange, si l'esprit communautaire et européen devait par malheur nous abandonner, comment pourrais-je

sentir, pourquoi devrais-je sentir l'anxiété de ce grand cœur de l'économie européenne qui n'a jamais réussi à envoyer le sang de la vie économique jusque dans les régions méridionales de l'Europe ? Et dans quel esprit seront examinés les problèmes de l'agriculture et ceux des régions européennes sous-développées et qui souffrent du marasme économique ?

Rendons-nous donc compte de ce que notre intérêt s'explique par des motifs avant tout politiques : la solution du problème politique est en effet la condition indispensable de la solution de problèmes économiques, graves et fondamentaux, qui se posent à la Communauté.

Nous avons en premier lieu et principalement intérêt à ce que le marché commun entre les six nations de l'Europe continentale continue et fonctionne avec succès. C'est pourquoi je ne puis pas m'associer à certaines thèses qui ont été soutenues ici et d'après lesquelles le problème des régions sous-développées, par exemple, relèverait non pas de la compétence de la Commission de la Communauté Economique Européenne, mais des divers gouvernements nationaux.

Si l'on veut arriver à harmoniser les politiques économiques des divers pays, la Commission ne peut pas, comme l'a justement fait remarquer M. Hallstein, se désintéresser de ces problèmes.

Si le problème des régions sous-développées ne devait pas être abordé et résolu dans un esprit communautaire, je ne vois pas pourquoi d'autres problèmes, comme celui du charbon, devraient l'être.

On ne saurait se rappeler l'histoire récente ni juger la situation internationale actuelle, sans être forcément conduit à reconnaître la valeur inestimable des institutions existantes comme centres moteurs de l'intégration européenne. La Communauté Economique Européenne aura sa raison d'être si elle réussit à réaliser ses virtualités institutionnelles et avant tout ses possibilités politiques.

Ces institutions qui naissent et qui, fût-ce avec peine, consolident leur situation par leur activité et s'imposent au respect de l'opinion publique ont besoin d'être constamment soutenues par une volonté politique lucide sans laquelle elles pourraient facilement devenir de lourdes structures technocratiques qui seraient plus ou moins entre des mains des forces économiques qu'elles

devraient, au contraire, stimuler d'un côté et contrôler de l'autre.

S'il est vrai que le Marché commun répond, quant à ses prémisses et à ses fins, non pas aux nécessités empiriques et transitoires d'une union douanière, mais à une nécessité plus haute et plus féconde, à savoir celle de l'intégration économique considérée comme la condition préalable de l'intégration politique, notre Assemblée, dépositaire de l'idéal fédéraliste, devra poursuivre partout et de toutes les manières le progrès organique et créer les conditions qui le rendront possible. Notre Assemblée devra, avec un peu d'imagination, comme l'a dit M. Hallstein, se transporter par la pensée à la fin de la période transitoire et se représenter la Communauté telle qu'elle sera au stade final de son développement. La structure fédérative de la Communauté et l'affinité entre celle-ci et un Etat fédéral lui apparaîtront alors d'une manière bien plus évidente que ce n'est le cas aujourd'hui ; dès lors, nous comprendrons mieux la nécessité de détruire auparavant toute espérance de jeter par-dessus bord la C.E.E. et de la vider de son contenu politique et de pouvoir considérer ensuite comme nécessaire et inévitable l'association des Six avec les Onze.

Il apparaîtra clairement à tous que la Communauté économique des Six n'est pas une cause de division et de scission de l'Europe et que le régime différent appliqué aux situations économiques à l'intérieur de la Communauté, d'une part, et en dehors de celle-ci, d'autre part, ne constitue pas une discrimination.

Tout cela, nous le comprendrons mieux encore à la lumière des résistances politiques que de divers côtés on tente d'opposer à l'œuvre courageuse de l'intégration européenne, cette œuvre qui crée de nouvelles conditions pour l'action non seulement économique, mais aussi politique, des conditions qui diffèrent profondément des conditions traditionnelles.

Les attaques violentes déchaînées ces jours-ci contre le Marché commun par les partis communistes européens en font foi. Pour s'en convaincre, il suffit de lire certains passages de la résolution adoptée par la direction du parti communiste italien :

« La Marché commun qui est présenté par ses défenseurs comme un instrument d'unification de l'Europe, de libéralisation et de collaboration économique internationale — dit la résolution

— s'est rapidement révélé un facteur de division, de scission, de guerre économique non seulement à l'égard du monde socialiste, des nouvelles réalités afro-asiatiques, de l'Amérique latine, mais aussi au sein de l'occident capitaliste.

« En présence des événements de cette semaine — poursuit le document — on ferait preuve d'un aveuglement coupable en sous-estimant les dommages particulièrement graves qui résultent pour un pays comme l'Italie des obligations économiques et politiques qu'impose le Marché commun, de la guerre économique et des discriminations que celle-ci entraîne. »

Mais les communistes — non seulement les communistes italiens, mais aussi les communistes français — ne se bornent pas à demander la suspension du Marché commun ; ils indiquent aussi une solution concrète de remplacement : l'établissement de relations commerciales avec tous les pays. Ils estiment que la suspension du Marché commun ne s'oppose pas à une politique de réduction des droits de douane et de démantèlement des systèmes de protection, une politique conçue pour favoriser le développement des échanges avec tous les peuples, sans discriminations.

Il est paradoxal, et peut-être aussi gênant, de devoir constater que ces accusations sont identiques à celles que certains pays de l'O.E.C.E. formulent à l'endroit du Marché commun. Reste à souhaiter que cette constatation serve à dissiper les incertitudes, les craintes et les menaces.

(Applaudissements.)

(M. Schuman remplace M. Vanrullen au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

M. le Président. — La parole est à M. Duvieusart.

M. Duvieusart. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, mon intervention m'est surtout inspirée par la communication que nous a faite ce matin M. le ministre Erhard.

Nous sommes placés devant le problème suivant : l'association de la Communauté avec les Etats tiers. Pour s'associer, il faut d'abord exister, et s'il m'est permis de reprendre une

formule de notre code civil, je dirai qu'il faut être né vivant et avoir la conviction de cette vitalité.

Aussi, je débiterai en vous disant ma satisfaction profonde de ce que précisément ici, en ce début de janvier 1959, nous avons obtenu la preuve de notre existence par l'entrée en vigueur des dispositions du traité qui devaient être appliquées au 1^{er} janvier 1959.

J'en remercie tous ceux à qui nous devons ces mesures, c'est-à-dire la Communauté européenne qui a beaucoup œuvré, certainement, pour que les dispositions nécessaires puissent être adoptées à la date prévue. Je remercie aussi les gouvernements, car ce sont eux finalement qui ont pris ces dispositions et, à cet égard, je crois pouvoir dire que nous nous félicitons tout spécialement des mesures d'assainissement monétaire et de convertibilité décidées par le gouvernement français.

En cette salle, aujourd'hui, nous avons beaucoup entendu célébrer les bienfaits de la convertibilité ; tout spécialement par vous, Monsieur Erhard, et en vous écoutant je ne savais pas si c'était M. le ministre Erhard ou M. le professeur Erhard qui parlait (*sourires*), tellement nous entendions défendre en toute pureté les lois de l'orthodoxie monétaire.

Monsieur le Ministre, en célébrant les bienfaits de la convertibilité, vous m'avez inspiré — peut-être n'étais-je pas le seul — quelque crainte. C'est pourquoi mon intervention a pour objet de vous poser une question et même, si vous le permettez, de vous adresser un appel.

En vous écoutant, je me suis demandé si l'on ne serait pas amené à conclure que la convertibilité avait tant fait pour permettre l'ouverture du marché commun qu'elle dispenserait dorénavant d'en poursuivre la réalisation, alors que nous avions entendu auparavant expliquer que la convertibilité décidée par des gouvernements qui ont abandonné le gouvernail de leurs douanes ne pouvait être maintenu que si une politique commune était poursuivie par eux. En résumé, on nous avait dit : convertibilité plus union douanière implique union économique.

Je me demandais également, Monsieur le Ministre, si vous n'aviez pas gardé trop unilatéralement le souvenir de l'œuvre magnifique et grandiose que vous avez réalisée en 1948 au profit de votre pays, la république fédérale d'Allemagne,

œuvre à l'égard de laquelle je reste, et je crois pouvoir dire que nous restons tous, remplis d'admiration. A cette époque, vous avez fait mentir le dicton selon lequel on ne peut pas tirer du sang d'une pierre. Par les mesures d'assainissement monétaire que vous avez prises, vous avez tiré la restauration allemande des ruines du pays.

Seulement, Monsieur le Ministre, ne nous avez-vous pas amenés aujourd'hui à perdre de vue qu'à côté de votre politique monétaire orthodoxe de 1948 se tenait tout le reste de la politique de la République fédérale : une politique économique, celle de M. Erhard, et non pas deux politiques, car chacun sait que la politique dirigée par M. Erhard n'est généralement pas laissée en partage à d'autres.

(Sourires.)

Bref, il y avait une politique économique allemande, une politique commerciale allemande.

Alors, ne seriez-vous pas aujourd'hui disposé à nous dire catégoriquement, clairement, comme vous savez le faire, mais complètement, avec précision, que l'assainissement monétaire réalisé par certaines nations européennes par le moyen de la convertibilité maintient l'obligation entière pour la Communauté d'une politique commerciale commune et la nécessité pour les Six de poursuivre en étroite solidarité les négociations sur l'association avec les Etats tiers ?

Nous serions pleinement rassurés si vous apportiez l'appui de votre énergie et de votre compétence à la volonté de solidarité entre les Six, et si vous nous disiez que ce n'est pas n'importe quelle politique des Six que vous allez patronner et renforcer, si vous acceptiez de dire avec nous qu'une des premières conditions déjà exprimées dans cette enceinte et que je vais peut-être préciser ou compléter, que le préalable, la condition *sine qua non* que les Six doivent mettre à toute négociation — je ne fais ici que souligner et renforcer ce que M. le professeur Hallstein a dit ce matin — est qu'on ne les accuse plus de violer d'autres traités qu'ils ont conclus.

Nous voulons bien aller à des négociations ; on ne peut nous conduire à un banc de justice. Nous n'avons pas à répondre de culpabilité, nous sommes parfaitement en règle avec le G.A.T.T., nous sommes parfaitement en règle avec le traité qui a créé l'O.E.C.E. Si vous en avez fait quelque peu l'examen, vous vous êtes

renforcé dans cette conviction ; mais des éléments que je vais rapidement exposer nous confirment dans cette conviction.

Si nous avions, dans nos tentatives, violé à six l'accord qu'est le G.A.T.T., le serait-il moins à dix-sept ? Or, c'est cela que, dans certaine hypothèse, on nous demande. Si nous violons le G.A.T.T., est-il licite de vouloir partager le profit de cette violation délictueuse ?

Si nous violons par nos tentatives actuelles des Six le traité organisant l'O.E.C.E., qu'avons-nous fait, hommes de Benelux, depuis 1945 ? Car nous sommes allés infiniment plus loin que ce que la Communauté des Six réalise en 1959. Le profit, le mérite d'une œuvre d'unification, diminuent-ils lorsque ceux qu'elle unifie deviennent plus nombreux ? Ce devrait être le contraire, n'est-il pas vrai ?

Monsieur le Ministre, je vous demande de dire que cela, les ministres, les gouvernements des Six ne l'admettront plus. Je dis : les ministres, car je voudrais que, sur ce point, vous puissiez ne plus commencer votre communication par cette précaution oratoire, selon laquelle vous n'intervenez qu'en votre nom. Je l'ai dit dans cette salle il y a quelques jours : le Conseil de Ministres est une institution communautaire. Il faut que vous vous concertiez avant de venir ici, de façon qu'il puisse être question d'une attitude commune.

J'espère que, sur ce point de notre respect des engagements pris dans les autres traités, vous pourrez dire que les six gouvernements sont avec nous et qu'ils ne laisseront plus se développer des campagnes pernicieuses pour nous en Europe, où l'on a tenté de dire que nous violons les traités, et bien plus pernicieuses encore dans les autres parties du monde, en Asie et tout spécialement en Afrique où des nations jeunes naîtront demain à l'indépendance avec cette mentalité qu'on leur aura inculquée que l'œuvre européenne est une violation de leurs droits naturels.

Voilà donc une des conditions préalables, pour moi, aux négociations. Il faut en finir avec les accusations de violation des traités par les Six. L'honneur étant sauf, on peut alors discuter.

D'autres conditions doivent être respectées. Elles ont déjà été expliquées aujourd'hui. Par exemple, pour n'en reprendre qu'une, il ne faut

pas que soit exclue préalablement des négociations une branche d'activité économique telle que l'agriculture. Il ne doit pas y avoir d'exclusion préalable. Après quoi, je fais entièrement confiance au Conseil de Ministres et spécialement à la Commission de la Communauté Economique Européenne pour qu'ils poursuivent ensemble l'application des articles 110 à 116 du traité qui nous disent précisément comment on doit régler la collaboration avec les tiers.

Je me réjouirais de tout effort qui serait fait dans la ligne de l'article 110 pour poursuivre des négociations. Avec qui ? Il ne faut pas, dans ce domaine, trop limiter l'objectif et les partenaires.

D'abord, il faut éviter une limitation qui serait injuste en prétendant que la négociation devrait se poursuivre entre la France et d'autres pays. La France n'est pas seule en cause. Elle a pris une position conforme au traité et les Six doivent être avec elle dans cette négociation.

Du côté des partenaires, qui devons-nous rechercher, avec qui devons-nous traiter ? Je souhaite, que ce soit avec toutes les nations auxquelles nous étions liés hier par l'Union européenne des paiements. Vous savez que l'U.E.P. était large puisqu'elle englobait jusqu'à l'Indonésie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, en passant par l'Egypte. C'est avec toutes ces nations auxquelles nous liait hier un statut commercial qu'il faut traiter.

Avec toutes ensemble ? Je l'ignore. Peut-être faudra-t-il commencer par le Commonwealth britannique qui est plus que l'Angleterre. Peut-être aussi devrez-vous considérer spécialement la situation des autres pays de l'O.E.C.E. qui ne font pas partie du Commonwealth et qui doivent éprouver autant que nous le souci de voir s'établir un juste équilibre entre les avantages du Commonwealth et ceux que l'on obtient par d'autres conventions.

Monsieur le Ministre, quand vous négociez, quand, de concert avec la Communauté Economique Européenne, vous en viendrez à promouvoir ces négociations, deux grands intérêts de nos six pays devront être sauvegardés, deux conséquences possibles des conventions devront être écartées.

En premier lieu, les détournements d'ordre commercial qui se produiraient si, à défaut d'un

tarif extérieur unique, étaient ouvertes dans la Communauté plusieurs portes avec des tarifs d'entrée différents. Si nous ne savons pas, si nous ne voulons pas résoudre ce problème, nous provoquerons des distorsions, des détournements d'ordre commercial.

En second lieu, vous devrez veiller à maintenir l'expansion de nos instruments de production, notamment en évitant que nous ne perdions le bénéfice d'investissements étrangers sur nos territoires. En effet, s'il existait dans les territoires des nations qui auraient traité ensemble un point commun au Commonwealth, par exemple, et à la Communauté, où l'on pourrait écouler des marchandises avec un double avantage, les territoires que ne pourraient offrir aux capitaux étrangers qu'une seule de ces aires d'expansion se trouveraient dans une situation inégale qu'ils ne pourraient pas accepter.

Telle doit être notre position, Monsieur le Ministre. Nous désirons régler au mieux nos relations avec les pays tiers voisins dont il est question aujourd'hui et vis-à-vis desquels nous avons déjà laissé dire que le contrat à venir devait être un contrat d'association. Certes, mais il doit être conclu dans l'équité, dans la justice, dans le respect de notre honneur au départ et de nos intérêts matériels à l'arrivée. Tous ces objectifs doivent être atteints par une politique commerciale commune. Tout cela est rendu possible par la politique de convertibilité, mais ne sera pas automatique si les gouvernements et les Communautés n'y consacrent pas tous leurs efforts.

Monsieur le Ministre, nous demandons, et nous avons l'espoir d'obtenir, que vous apportiez le concours de votre énergie et de votre compétence à cette action communautaire.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Erhard, membre du Conseil de la Communauté Economique Européenne.

M. Erhard, membre du Conseil de la Communauté Economique Européenne. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je ne sais pas quelle occasion particulière je pourrais avoir de m'excuser. Je suis fermement convaincu qu'il n'y en a pas, car la Communauté Economique Européenne, qui est fondée sur un traité, est une réalité politique et économique. Nous nous efforcerons tous de faire en sorte que le traité soit

exécuté non pas seulement du point de vue des formes, mais encore, et aussi bien que faire se peut, du point de vue matériel. Il me paraît vraiment superflu de le souligner spécialement.

Vous avez commencé votre discours, Monsieur Duvieusart, en disant que nous devrions tout d'abord avoir confiance en notre propre existence. C'est précisément ce que j'ai, confiance en notre existence: et je ne dis pas cela du point de vue national, je songe tout particulièrement au plan sur lequel nous opérons, c'est-à-dire la Communauté Economique Européenne.

J'ai déclaré expressément que, parmi les événements de ces derniers temps, il n'en est point que j'aie accueilli avec autant de joie que le courage et l'esprit de décision avec lesquels le gouvernement français a abordé la solution de ses problèmes économiques, sociaux et monétaires.

Il est bien certain que la politique monétaire et la politique économique sont inséparables l'une de l'autre. Une politique monétaire déterminée appelle toujours un modèle adéquat ou des conceptions déterminées de la politique économique.

Vous avez fait allusion à mon pays. Ce n'était pas l'œuvre du hasard si la politique monétaire, telle qu'elle a été adoptée par la *Bank deutscher Länder* et par la *Bundesbank*, a été en harmonie complète avec une politique économique que j'avais à défendre, et cela non pas seulement à la suite d'accords successifs, mais en raison d'une même attitude en face des problèmes économiques.

Parlant de la convertibilité, j'entends dire que cet événement constitue la décision définitive sur la modalité et sur l'esprit de la politique économique et commerciale; et il en est ainsi non pas parce que nous l'avons voulu tel, mais parce que la nature des choses le veut, non seulement pour l'espace de la Communauté mais pour l'aire de tous les pays qui ont accepté le système de la libre convertibilité des monnaies.

Ce matin, j'ai déclaré expressément que l'aspect institutionnel, j'entends l'activité déployée par les institutions en vue de l'harmonisation et de la coordination des politiques économiques, commerciales et conjoncturelles, a reçu une aide du fait de la fonction des monnaies convertibles.

Vers la fin de mon discours, j'ai dit que je ne crois pas — car ce serait s'adonner à une illusion — qu'en face des formes multiples de l'économie et de la forte imbrication du politique et de l'économique nous puissions renoncer à l'activité des institutions. Nous le remarquons déjà sur le plan national, mais le phénomène est plus frappant encore sur le plan de la Communauté Economique Européenne. En effet, celle-ci n'a pas que des fins économiques pour raison d'être; elle offre aussi des aspects politiques et poursuit, en dernière analyse, des fins politiques.

Même si vous considérez le rapport entre l'Union européenne des paiements et la convertibilité, on ne saurait prétendre que nous nous fiions entièrement au vieil automatisme de l'or, lequel n'existe d'ailleurs plus au sens traditionnel, ni que nous croyions pouvoir renoncer à des réglementations établies de propos délibéré et surveillées. Vous savez bien que l'Accord monétaire européen a dormi dans les tiroirs depuis 1955 parce que nous nous étions parfaitement rendu compte de ce que le passage à la convertibilité devait aller de pair avec l'établissement d'un ordre dans le domaine des mécanismes, des institutions, d'un ordre qui prenne la place de l'Union des paiements, quelle que soit d'ailleurs votre appréciation du rapport entre les faits.

Je ne vois de grand avantage qu'en ceci — mais ce n'affaiblit en rien la compétence de la Communauté Economique Européenne, ni l'importance de sa tâche et de son travail — que du fait de ce passage à la convertibilité nous avons maintenant quelque chose de nouveau, qui est l'obligation impérieuse de chercher à instaurer un bon régime. Pour rendre plus claire ma pensée, je vous ferai remarquer que jusqu'à présent chaque gouvernement national partait plus ou moins de l'idée qu'il pouvait orienter sa politique économique et conjoncturelle selon n'importe quel critère, une idéologie, un dogme, des conceptions sociales ou quelque autre principe. Je dis cela sans faire aucun jugement de valeur, parce qu'à cet égard on peut songer aux formes les plus diverses. Le résultat était que l'on apercevait l'impossibilité de faire n'importe quelle politique économique du moment que l'on partait du principe de la monnaie stable et saine et d'un ordre suffisant.

Si au moyen de la statistique nous comparons entre elles ces dix dernières années, nous remarquons par exemple que dans les pays de l'Europe — je ne dis pas des Six, j'entends les pays situés

dans le cadre le plus large possible — l'évolution des prix s'est faite à un taux d'accroissement qui va de 5 % dans tel pays à 50 % dans tel autre. Pendant tout ce temps, les cours du change n'ont pas varié du tout; ils sont demeurés fixes et comme fossilisés.

En face de ce phénomène, je suis bien forcé de dire : il doit y avoir quelque chose qui ne tourne pas rond. Et nous savons tous par expérience que quelque chose ne tournait pas rond!

Le fait s'est exprimé extérieurement dans l'abus que l'on a fait des subventions, des restrictions quantitatives, des distorsions des conditions de concurrence, des aides artificielles à l'exportation et d'autres mesures du genre; il est presque impossible de les dénombrer. Voilà de quoi nous voulons nous débarrasser. Nous voulions nous en débarrasser déjà au moment où nous avons conclu le traité instituant la Communauté Economique Européenne.

Nous étions tous d'accord sur la nécessité de supprimer ces discordances provoquées par la diversité des politiques économiques et par les idées fausses que l'on se faisait de l'ordre que requerrait une économie saine; aussi peut-on dire qu'en somme il ne s'agissait plus que de donner une base nouvelle à la volonté que nous avions exprimée par la création de la Communauté Economique Européenne, une base plus large dans un espace agrandi : l'espace des monnaies désormais convertibles.

Je n'ai jamais porté la moindre accusation — je ne sais d'ailleurs pas quand ni où j'aurais pu le faire — et dit que nous violions des traités. Je sais fort bien que nous ne le faisons pas. Mais aujourd'hui il faut presque avoir plus de courage pour penser et dire certaines choses qui sont en dehors de la sphère des intérêts des Six. J'ai le courage de le dire, car le reste de l'Europe est une réalité aussi. J'approuve entièrement ce que M. Duvieusart a dit. Nous tenons énormément — nous, qui sommes la Communauté Economique Européenne — à ce que les relations avec nos voisins ne s'affaiblissent pas; nous souhaitons au contraire qu'elles se renforcent si possible et se fassent plus libres et qu'elles reposent sur un ordre toujours meilleur, toujours plus proche de la perfection. Puisque c'est là ce que nous voulons, servons-nous donc de tout ce qui est propre à nous faire atteindre notre but !

Quelques mots encore à propos des distorsions et des déplacements des courants d'échange. Je sais que dans les conversations sur la création d'une zone de libre-échange ce problème a joué un grand rôle. Mais, sur le terrain des principes, il me sera sans doute permis de dire que tout acheminement plus libre vers un marché commun, par exemple, ou vers une union douanière doit nécessairement conduire, également entre nous, à certains déplacements. Mais en prononçant ce mot déplacement, je ne mets pas l'accent sur l'aspect négatif au sens d'une distorsion.

La fonction d'une division du travail libre et meilleure est à proprement parler la conséquence d'un marché commun. Plus le monde deviendra libre, plus ce principe pourra s'imposer sur une base encore plus large. Tout au plus faudrait-il que nous prenions garde — et c'est là en particulier une tâche de la Commission européenne, une responsabilité du Conseil de Ministres — à ce qu'il ne se produise pas de développements dangereux caractérisés par des ruptures brusques.

Vous avez abordé un autre problème encore, et vous l'avez fait avec pertinence. Comment peut-on, avez-vous demandé, soumettre une zone de libre-échange dont les différents pays possèdent, vis-à-vis du monde extérieur, la pleine souveraineté en matière de politique douanière et commerciale, à un principe qui suit, en ce qui concerne la réduction des droits de douane et l'élargissement des contingents, le même rythme que celui que nous avons fixé dans le traité?

Pour terminer, je ferai remarquer une fois de plus et très expressément — j'avoue que je ne peux pas imaginer qu'il y ait là un malentendu — qu'à mes yeux, la Communauté Economique Européenne, intangible dans ses bases et obligatoire par son traité, se présente non pas comme le terme d'une alternative dont l'autre terme serait la zone de libre-échange; au contraire, j'aperçois nettement la possibilité d'une conciliation entre ces deux principes.

Du moment que nous voulons nous entendre, dans la paix et dans l'amitié, avec tous nos partenaires commerciaux et que nous désirons consolider les relations que nous avons avec eux, il doit bien y avoir un moyen, me semble-t-il, de donner un certain cadre à ces relations, du moins à celles qui nous attachent à nos partenaires européens dans les échanges commerciaux. Or, ce cadre, ce serait la zone de libre-échange.

Je n'hésite pas à reconnaître que, si la zone de libre-échange pouvait ou devait gêner de quelque manière que ce soit l'accomplissement de la tâche dont le traité nous a chargés, il y aurait quelque chose qui ne marche pas normalement. Mais je suis convaincu que tel n'est pas le cas, ou du moins que tel ne doit pas être nécessairement le cas.

La recherche du modèle, de l'image intellectuelle d'une zone de libre-échange ne s'est d'ailleurs pas effondrée. Les grands efforts qui ont été déployés nous ont en réalité fait faire un bon bout de chemin. Au point de vue de la forme, on n'a pas encore trouvé les solutions finales, mais la réflexion sur les problèmes nous a du moins fait avancer assez loin pour que nous sachions maintenant très exactement où se trouvent les points critiques ou névralgiques. Si nous persévérons dans notre recherche, nous verrons — comme je vous l'ai déjà dit — réapparaître les mêmes problèmes. Il n'est pas facile de les résoudre, mais il n'est pas non plus impossible de le faire.

J'espère que vous ne me considérerez pas comme un mauvais Européen s'il m'arrive de songer au fait qu'il existe, hors de la limite des Six également, un monde libre avec lequel nous devons travailler ; c'est là non seulement une tâche, c'est aussi une obligation que nous avons et dont le lien qui nous unit dans la Communauté Economique Européenne ne saurait nous déga-ger.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Edoardo Martino.

M. Edoardo Martino. — *(1)* Monsieur le Président, ce n'est pas la première fois que notre Assemblée discute de la zone de libre-échange, et on peut aisément imaginer que ce ne sera pas non plus la dernière : du reste, les négociations durent depuis de nombreux mois et il ne semble pas malgré les progrès dont il y a un instant M. le ministre Erhard nous a parlé, qu'elles soient près de finir.

Elles constituent actuellement le problème central de la politique européenne, le problème qui a suscité les plus vives et les plus diverses réactions et a nécessité une prise de position de la part d'hommes éminents, à commencer par le président de notre Assemblée.

Nous nous rappelons tous, mes chers collègues, les griefs formulés dès le début contre la zone de libre-échange. C'est une menace, dit-on, un danger pour l'Europe, une catastrophe économique, une torpille lancée contre l'unification du continent.

C'est une entreprise techniquement impossible, en raison de l'écart entre les tarifs extérieurs. Politiquement parlant enfin, c'est absolument inconcevable : ce ne serait en effet rien d'autre qu'une tentative de la Grande-Bretagne pour contrôler de l'extérieur la Communauté.

On a dit aussi que ce système n'offre pas les garanties du Marché commun, puisqu'il exclut les produits de l'agriculture et les produits coloniaux, cependant qu'il laisse au Royaume-Uni la réserve de chasse du Commonwealth et lui donne en même temps l'assurance de trouver ailleurs tous les avantages possibles sans risque ou à peu près sans risque.

Il est fondé sur une équivoque politique et une fiction économique. Comment peut-on, en effet, établir un point de rencontre entre des pays neutres comme la Suisse, dont M. Erhard nous a entretenu ce matin, et les pays atlantiques ? Quelle commune mesure peut-il y avoir entre la Grèce et l'Angleterre par exemple ?

La zone de libre-échange se présente comme une opération qui concerne uniquement les tarifs douaniers et les contingents, et, de ce fait même, elle est dirigée contre l'intégration. Et puis, elle n'élargit pas, comme il pourrait le sembler et comme certains l'espéraient, le cadre du marché commun ; elle agit plutôt en sens contraire ; elle substitue à l'intégration, impératif de notre temps, la vieille formule du mercantilisme et complique, au lieu de les simplifier, les relations commerciales.

Avec ce projet, le Royaume-Uni élude l'harmonisation des salaires de la main-d'œuvre féminine, le régime des heures supplémentaires, le financement des normes concernant la sécurité sociale. En revanche, il ne renonce pas à la manipulation monopolistique des exportations charbon et d'acier, grâce à quoi il peut maintenir les prix intérieurs à un niveau relativement bas, pour le profit des industries utilisatrices.

Et ainsi de suite, car des objections et des critiques, comme celles dont a été l'objet la zone libre-échange selon la première conception de l'Angleterre, on pourrait en citer à l'infini.

Comme toute chose ici-bas, la zone de libre-échange ressemble aux silènes d'Alcibiade dont il est parlé dans une des œuvres de cet écrivain européen que fut Erasme. C'est ainsi que, pour reprendre l'image des silènes, la zone de libre-échange a découvert un nouveau visage et a donné lieu à un jugement différent, à une évaluation objective de formules d'associations économiques probables, possibles et finalement souhaitables.

Or, il semble indubitable qu'un accord — ne fût-il que provisoire pour l'instant — en vue d'élargir le cadre du Marché commun serait chose pour le moins souhaitable. En effet, l'économie est aujourd'hui plus que jamais le domaine même des contrastes politiques du monde. Pour faire front à la concurrence économique mondiale, l'intérêt commun veut que les pays libres d'Europe unissent leurs efforts ; c'est là un intérêt réciproque et, du reste, notre Assemblée elle-même a toujours soutenu qu'il fallait considérer comme un progrès réel tout accord conclu avec les pays tiers en vue d'une coopération plus grande et d'une association plus vivante.

En juin dernier, nous avons approuvé, et même à l'unanimité, le principe d'un accord relatif à une association économique européenne qui unirait la Communauté Economique Européenne et la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier aux autres pays de l'O.E.C.E. et nous avons souhaité que les négociations soient couronnées de succès. Nous n'avons pas négligé, d'autre part, d'affirmer la nécessité de maintenir intacte la réalité des traités instituant les trois Communautés européennes — qui, du reste, sont irréversibles — en déclarant que nous n'accepterions pas de les voir se dissoudre en un organisme qui, d'un seul coup, aurait fait perdre, avec les pays et territoires d'outre-mer, les bénéfices de l'intégration économique et politique initiale.

Aussi approuvons-nous ce que vient de dire M. Erhard. Communauté et zone de libre-échange ne sont ni deux concepts opposés ni deux concepts égaux, pas plus qu'ils ne représentent une alternative ; ce sont deux parties différentes qu'il s'agit de coordonner. Et nous souhaitons une fois de plus que l'on parvienne à cette coordination et que le marché commun puisse nouer des liens harmonieux avec les autres marchés européens.

Depuis la déclaration que M. Macmillan a faite en juillet 1956, un long chemin a été parcouru. Comme l'a dit M. Erhard, il faut aussi avouer que l'objectif n'a pas été atteint et ajouter que les accusations et les menaces de ces derniers temps n'ont pas contribué à l'harmonie et qu'elles ne sont guère propres à préparer l'entente souhaitée.

M. le président Hallstein a déjà répondu ce matin à une de ces accusations. Le Marché commun, a-t-on prétendu, est une cause de division en Europe, et on laisse entendre, en revanche, que la zone de libre-échange en garantirait l'unité. Cela voudrait dire que, chaque fois que sur notre continent il s'est constitué une organisation, dont tel ou tel n'a pas fait partie parce qu'il jugeait plus opportun de se tenir à l'écart, cette organisation a fait une brèche dans l'unité de l'Europe. Il reste alors à démontrer que le Benelux a rompu l'unité européenne.

Au contraire, n'est-il pas probable, comme d'aucuns le soutiennent, que la proposition anglaise soit de nature à créer une rupture sur le continent, par exemple entre des pays ayant un niveau de production industriel élevé et des pays dont la production et l'exportation agricole sont la seule contre-partie à l'ouverture de leur marché aux produits industriels ?

De plus, si cette affirmation était fondée, s'est-on jamais demandé pour quelle raison la Suède, la Norvège, la Finlande et le Danemark se proposent de constituer entre eux non pas une zone de libre-échange, mais une union douanière, fondée sur la suppression des restrictions quantitatives et des droits de douane et sur l'établissement d'un tarif douanier commun applicable aux pays tiers ? Veuillez noter, mes chers collègues, qu'il s'agit là de pays dont les droits de douane sont relativement bas, de pays liés entre eux par de nombreux liens et qui par conséquent pourraient fort bien créer une zone de libre-échange avec des risques certainement beaucoup moindres que ceux qu'entraînerait la zone de libre-échange projetée que le Royaume-Uni recommande encore chaudement.

On accuse en outre la Communauté d'établir au détriment des autres pays de l'O.E.C.E. une discrimination qui ne se justifie pas et de constituer une association protectionniste. Or, je me demande quand on cessera enfin d'ignorer l'existence de l'article XXIV du G.A.T.T. et de l'article 8 du code de libération de l'O.E.C.E. Le

régime préférentiel que les six pays s'accordent mutuellement sur la base du traité est prévu par le G.A.T.T. et ne peut être tenu pour une violation injustifiée des règles internationales en matière de commerce.

Allons-nous rafraîchir la mémoire de certains censeurs quant au contenu de l'article 8 de ce code de libération de l'O.E.C.E.? Il a un titre qui ne peut en aucune façon prêter confusion : « Exceptions (puisqu'il s'agit d'exceptions) au principe de non-discrimination. Régimes monétaires et douaniers particuliers ». Et l'article a la teneur suivante : « Deux ou plusieurs pays membres liés par un régime monétaire ou douanier particulier peuvent prendre entre eux, en plus des mesures de libération des échanges, prises conformément à l'article 2 ci-dessus, des mesures de libération des échanges qu'ils n'étendront pas aux autres pays membres. »

D'autre part, le traité prévoit la formation d'un tarif extérieur, respectant intégralement les règles du G.A.T.T., et affirme l'intention des six pays d'uniformiser le plus possible la liste des libérations à l'égard des pays tiers.

Je voudrais enfin que l'on me démontre que les objectifs du traité n'impliquent pas que les échanges avec les pays tiers doivent être maintenus à un niveau plus élevé. M'expliquera-t-on alors comment nous réussirons à augmenter la production et relever le niveau de vie sans maintenir les échanges avec les pays tiers à un niveau élevé ?

Mais je m'aperçois que j'ai cédé à la passion politique, laquelle s'allume quand il est question de zone de libre-échange, alors qu'il faudrait se garder, également dans cette question, de toute attitude extrême.

Je ne puis pas oublier que le jour où les traités instituant la Communauté Economique Européenne et celle de l'Euratom ont été signés à Rome, un Anglais — non pas un *quidam de populo*, mais un citoyen de Sa Majesté britannique dont le nom s'est attaché aux négociations en vue de la création d'une zone de libre-échange, M. Maudling — s'écria en commentant cet événement : « Mais alors, à quoi nous sert-il d'avoir gagné la bataille de Waterloo ? » Or, M. Maudling faisait erreur en ressuscitant le spectre du blocus continental; et ceux qui voient dans la zone de libre-échange un engin de guerre anglais, dirigé contre le Marché commun, se trompent également.

On ne pourra pas dire non plus que les Six n'aient rien fait pour répondre aux exigences des Onze et qu'ils aient négligé de chercher le meilleur moyen d'étendre la collaboration économique.

En effet, désireux de mettre en route le Marché commun, le Conseil de la Communauté Economique Européenne a décidé, au début du mois dernier, d'adopter certaines mesures provisoires pour régler les relations avec les autres pays de l'O.E.C.E., l'intention étant que l'avènement du Marché commun ne porte préjudice aux pays tiers.

Je ne suis certes pas autorisé à interpréter à cet égard l'avis émis par le ministre Erhard; et pourtant c'est lui qui a adressé le 3 décembre dernier une lettre au président du Conseil de l'Organisation européenne de coopération économique, déclarant que le 1^{er} janvier 1959 les Etats membres de la Communauté réduiraient de 10 % (pour les produits industriels, à l'exclusion de ceux de la C.E.C.A. et des produits pour lesquels le traité de Rome ne prévoit pas de réduction entre les six Etats) les droits de douane dont le taux est supérieur à celui du tarif extérieur commun, sans toutefois les mettre au-dessous de ce taux. Cette lettre disait aussi que la réduction tarifaire s'appliquerait provisoirement et pour une période déterminée à tous les Etats membres de l'O.E.C.E. et à tous ceux du G.A.T.T., de même qu'aux autres Etats qui sans être parties au G.A.T.T., jouissent cependant de la clause de la nation la plus favorisée.

Les gouvernements des pays de la Communauté n'ont pas non plus subordonné la réduction des tarifs à une mesure de réciprocité de la part des pays tiers. On ne peut donc pas dire que rien du tout n'ait été fait dans ce domaine.

Quant aux contingents, les six pays feront bénéficier les pays associés de l'O.E.C.E., pour les produits industriels et à charge de réciprocité, d'un élargissement des contingents dépassant le niveau de libération atteint en vertu de la décision bien connue que le Conseil de l'O.E.C.E. prise en janvier 1954.

Cet élargissement représentera 20 % de la valeur totale des contingents accordés par tout pays de la Communauté à chacun des autres pays associés de l'O.E.C.E. (contingents normaux et contingents faibles). Dans le cadre de cet élargissement, il est prévu pour chaque

contingent un élargissement de 10 %, tandis que le second élargissement de 10 % ne s'appliquera pas nécessairement à chaque contingent; il pourra être réservé aux produits qui intéressent plus particulièrement les pays en cause et surtout ceux qui font l'objet de contingents faibles ou nuls.

En ce qui concerne enfin les produits agricoles, les Etats de la Communauté procéderont à une réduction de 10 % des droits de douane, dans les mêmes conditions que pour les produits industriels, du moins dans le cas de produits libérés.

Or, ces dispositions étaient certainement dictées par le désir et le devoir de sauvegarder le développement de la Communauté naissante; mais ils se fondaient aussi sur la conviction qu'il faut éviter de prendre des dispositions trop sensibles vis-à-vis des onze autres pays de l'O.E.C.E. auxquels nous lient dix années de coopération économique importante et efficace.

Mais chacun sait ce qu'il advint ensuite: les propositions furent rejetées, parce que le Royaume-Uni notamment insistait pour que soient étendues aux Onze les dispositions du traité de Rome, comme par exemple la fixation de contingents globaux pour les produits non libérés qui font l'objet de contingents nuls ou faibles équivalent à 3 % de la production nationale.

Et l'atmosphère fut à l'orage; l'un des hommes politiques français les plus anglophiles, le président Paul Reynaud, devait déclarer que, depuis Fachoda, jamais les rapports entre la France et l'Angleterre n'avaient été aussi tendus.

Voilà, hélas, quel était l'aboutissement d'une série de tentatives opiniâtres commencées — point n'est besoin de le rappeler à notre président — par un échange de lettres entre MM. Bevin et Schuman, alors que l'on projetait en été 1950 de créer la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Les pourparlers sur la zone de libre-échange qui étaient apparus compliqués, dès les débuts, ont cependant permis d'arriver à certaines conclusions provisoires sur des points déterminés; mais ils avaient laissées sans réponse — et cela aussi, il faut le dire — bon nombre d'autres questions: l'autonomie de la politique tarifaire, la coordination des politiques commerciales,

l'harmonisation des politiques sociales, le système institutionnel et la procédure de vote qui s'y rapporte. Aussi, lorsqu'en décembre dernier les deux thèses, les deux façons différentes de poser le problème s'affrontèrent il était impossible de ne pas faire ce qui a été fait.

Alors que de son côté le Royaume-Uni et certains Etats parmi les Onze concevaient l'association comme un ensemble de normes permettant d'assurer une liberté plus grande des échanges, et par conséquent comme la suppression des droits de douane et des restrictions quantitatives, les Six estimaient indispensable de doubler ces mesures d'une certaine limitation de la liberté laissée à chacun des pays dans le secteur de la politique commerciale, tarifaire et sociale, de manière à éviter que les buts soient tournés ou qu'ils ne soient que partiellement atteints.

Or, après l'éclat de Paris, la question sera réexaminée lors d'une prochaine session du Conseil de Ministres de l'O.E.C.E., qui devait avoir lieu demain, mais qui est reportée à une date ultérieure; dans l'intervalle, on examinera les conséquences de certaines propositions britanniques qui constituent un simple pont, comme l'a dit très justement M. Hallstein.

S'il est possible de régler la question des contingents, celle qui a provoqué un éclat en décembre dernier à Paris, il ne fait pas de doute que les négociations pourront reprendre en vue de créer cette zone de libre-échange dont chacun reconnaît, avec certaines réserves, et l'utilité économique et la nécessité politique. D'ores et déjà, le Conseil de Ministres a chargé la Commission de réexaminer le problème dès le 1^{er} mars prochain. Il faut cependant ajouter qu'entre temps la situation ne s'est pas compliquée; elle s'est améliorée au contraire parce qu'en libérant les 90 % de ses importations, la France s'est conformée pleinement aux obligations auxquelles elle s'était engagée au sein de l'O.E.C.E. et a fait disparaître du même coup un des arguments britanniques qui passait pour être l'un des plus importants et dont on faisait le plus fréquemment état, à savoir l'inobservation d'un engagement international de la part d'un pays comme la France.

Aussi faut-il considérer que les mesures prises par la France pourraient conduire l'Angleterre à assouplir dans une certaine mesure sa position. Le fait que la France a pris les premières mesures d'application du marché commun, en accom-

plissant un acte empreint de sagesse et qui traduit son sens des responsabilités, est pour nous de bon augure. Si les difficultés économiques et financières auxquelles elle a fait face et continue à faire face au prix de sacrifices incontestables ne lui avaient pas permis d'entrer dans le Marché commun, la Communauté économique se serait dissoute et nous aurions vu l'Europe se diviser véritablement, cette fois en deux camps : d'une part, une vaste zone de libre-échange comprenant la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, le Benelux, les pays scandinaves et quelque autre pays industrialisé et, d'autre part, la France et quelques pays sous-développés. La France serait sortie du camp du progrès pour entrer dans celui de la décadence. Or, chacun imagine combien une décadence française serait préjudiciable à la prospérité et au destin de l'Europe.

Par bonheur, mes chers collègues, les choses se sont passées autrement. Les débats qui se sont déroulés dans cette enceinte, ces jours-ci, nous ont montré que la phase préparatoire de la Communauté est maintenant derrière nous et que celle de la réalisation a déjà commencé. Nous avons un motif tout particulier d'en être satisfaits, si nous songeons, d'une part, aux difficultés inséparables de toute activité qui en est à ses débuts, et d'autre part, aux difficultés en vérité plus graves qui menaçaient d'être suscitées, il y a quelques mois à peine, par la situation politique en Europe, au point de nous inspirer des inquiétudes quant au destin des traités de Rome.

Hier, nous avons été heureux d'apprendre que le marché de l'énergie communautaire vient d'être ouvert et qu'à l'intérieur de ce marché les combustibles nucléaires peuvent circuler librement, sans restrictions quantitatives ni droits de douane. Nous avons appris que l'Euratom a adopté un tarif douanier extérieur extrêmement bas, comportant des droits qui se situent entre 0 et 2 %, et que le marché commun de l'énergie nucléaire des six pays a aussi été réalisé en ce qui concerne les biens d'équipement.

Aujourd'hui, nous avons entendu dire à maintes reprises que la construction de la Communauté Economique Européenne est à peine commencée et qu'elle sera poursuivie d'une manière équilibrée et avec fermeté. C'est là un fait désormais irrévocable; mais il ne faut pas oublier que la Communauté n'est pas — et cela précisément parce que le traité même l'en empêche — une ville égoïstement enfermée dans

ses murailles protectionnistes, mais qu'elle est une ville ouverte, en vue, comme le dit le préambule d'une union toujours plus étroite des peuples européens, sans aucune restriction.

La Commission est chargée maintenant de mener les négociations avec les pays de l'O.E.C.E. pour la création d'une zone de libre-échange qui représente précisément une forme d'extension du marché commun et de collaboration européenne. Je suis certain que la Commission rencontrera de nombreuses et peut-être aussi de graves difficultés; pour les surmonter, il faudra assurément beaucoup de patience, mais M. Hallstein, qui est chrétien, sait que la patience est un aspect de la charité, laquelle est la plus précieuse des vertus.

Nous assurons la Commission de notre confiance et lui recommandons de faire tout ce qu'elle peut pour que la solution à venir soit libérale, dynamique et susceptible d'évolution : elle aura ainsi contribué à créer en Europe une économie saine dans le cadre de laquelle les peuples pourront collaborer harmonieusement.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Rey, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Rey, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le débat auquel nous avons assisté aujourd'hui s'est révélé infiniment plus riche et plus intéressant que nous aurions pu le prévoir.

Il se plaçait, en effet, à une date assez incommode. Au point de vue des mesures provisoires, il se situe entre la réunion du Conseil de Ministres de l'O.E.C.E., du 15 décembre dernier, qui n'a pas très bien tourné, et la prochaine réunion qui doit avoir lieu à la fin de ce mois.

Au point de vue des solutions définitives, il se place entre le moment où les négociations de Paris ont été interrompues et la date du 1^{er} mars, qui est celle où notre Commission doit faire des propositions pour le règlement définitif des problèmes discutés dans le cadre des Dix-Sept. Il en résulte une certaine incommodité de discussion et celle-ci aurait pu se révéler moins importante et moins efficace, je le répète, qu'elle ne l'a été.

Cela paraissait même être un peu le sentiment, à l'origine, de l'honorable rapporteur, M. Blaisse, qui était venu m'en parler dans le courant des vacances de Noël. Nous avons cependant veillé, M. Blaisse et moi-même, à rester constamment en contact quant à l'évolution des événements. Le 29 décembre nous avons passé l'après-midi ensemble au siège de la Commission, à Bruxelles, faisant le point de la situation, tant en ce qui concerne les mesures provisoires que les mesures définitives; ainsi, à cette date où certains prenaient un peu de repos, M. Blaisse et la Commission étaient au travail.

Le rapporteur et moi-même sommes tombés d'accord pour estimer qu'il était peut-être difficile de remettre à l'Assemblée un document écrit et, en conséquence, M. Blaisse m'a fait part de son intention de ne pas déposer un rapport pour la session actuelle, mais d'y faire un exposé verbal. Cela me parut tout à fait sage; aussi ai-je été un peu surpris, tout à l'heure, de l'entendre se plaindre de ce que des documents n'avaient pas été mis à la disposition de l'Assemblée.

Sans doute y a-t-il eu quelque malentendu entre lui et moi à l'occasion de notre entretien, car il va de soi que la Commission est toujours à la disposition de l'Assemblée pour lui fournir, non seulement des explications verbales, mais aussi des documents. Nous l'avons fait l'an dernier au cours des négociations et si j'avais pu me douter que nos collègues souhaitaient avoir un document sous les yeux, il est certain que nous aurions fait le nécessaire en ce sens.

En tout cas, l'Assemblée, en général, et la commission de la politique commerciale, en particulier, ne peuvent avoir aucun doute sur notre souci de les documenter pleinement et d'une façon absolument continue au long des négociations, tout comme nous l'avons fait jusqu'à présent.

Dois-je, à la fin de ce débat, parler des principes qui étaient en cause? La qualité de l'exposé introductif de notre président M. Hallstein est telle que les présidents de groupes estiment pouvoir déposer une simple motion approuvant ses déclarations, tant elles ont été claires et complètes.

Je suis d'ailleurs frappé de l'unité de vue qui se dégage des interventions qui ont eu lieu au cours de ce débat. Nous avons entendu des hommes, très différents par les partis politiques

qu'ils représentent ou par les milieux professionnels ou sociaux auxquels ils appartiennent, nous apporter tous, avec des nuances de pensée ou d'expression, une vision absolument commune de ce qu'est présentement la situation de notre Communauté, de ce que sont ses devoirs, tant envers elle-même et envers les peuples qui la composent. qu'envers l'extérieur.

Quand on a entendu — j'en cite quelques-uns au hasard — des hommes comme MM. Duvieusart, Birkelbach, Battaglia ou Rochereau, on aurait peine à discerner quels sont les partis politiques qu'ils représentent ou les pays auxquels ils appartiennent, tant les choses qu'ils nous ont dites et la façon dont les problèmes ont été abordés se sont trouvés identiques.

Quant au fond, nous nous réjouissons profondément des mesures d'assainissement qui viennent d'être prises en France. Elles témoignent d'un courage politique et d'une clarté de vues qui ont impressionné, je puis le dire, le monde entier.

Nous nous sommes également réjouis du rétablissement de la convertibilité des monnaies et nous ne nous étonnons pas que M. le Ministre Erhard, qui en a été l'apôtre infatigable au cours de ces dernières années, en soit particulièrement heureux aujourd'hui, à juste raison d'ailleurs.

Notre devoir est de chercher les solutions pratiques permettant d'aborder les difficultés ou de calmer les appréhensions qui sont apparues en Europe à la suite de la naissance de notre Communauté. Nous ne devons pas méconnaître que si celle-ci, par sa nature même et par l'expansion qu'elle va créer, va profiter à l'ensemble des Européens, il peut se faire que, dans tel ou tel pays ou dans tel ou tel secteur, des difficultés surgissent, difficultés auxquelles nous devons porter remède avec patience et bonne volonté.

C'est ce qui ressort clairement de l'ensemble des interventions. Mais il en ressort aussi que la convertibilité des monnaies n'apporte pas une solution à tous les problèmes. Si elle peut, dans le domaine monétaire, régler les principales difficultés d'échange, elle n'abolira peut-être qu'en partie les restrictions quantitatives, tandis qu'elle ne règle absolument pas toute une série d'autres problèmes, en commençant par les problèmes tarifaires et en continuant par l'ensemble des problèmes relatifs à notre intégration économique, qui reste la base du traité de Rome.

C'est l'opinion de tout le monde et les dernières paroles prononcées ici par le ministre allemand de l'économie ont apporté un soutien, du côté des gouvernements, à ce qui était déjà exprimé ici par les représentants des parlements et des exécutifs européens.

Nous n'avons donc pas à choisir entre deux politiques qui seraient antinomiques, mais à continuer, et si possible à hâter, la réalisation de la politique prévue par le traité de Rome, en même temps que nous poursuivrons une politique de collaboration largement libérale au delà des frontières de la Communauté. Nous sommes tous accord sur ce point.

Voilà pour les principes. Qu'en est-il des faits ?

Les faits, c'est d'abord le régime provisoire, c'est ensuite le régime définitif.

En ce qui concerne le régime provisoire, plusieurs des orateurs intervenant dans ce débat ont évoqué les difficultés qui se sont produites, le 15 décembre dernier, au cours de la réunion du Conseil de Ministres de l'O.E.C.E.

Vous savez qu'une prochaine séance de ce Conseil a été décidée pour le 30 janvier. Tout porte à croire que l'on va trouver, dans l'intervalle, un règlement pratique pour éliminer les difficultés principales qui ont surgi en décembre dernier.

En vérité, ce serait une erreur — et nous l'avons toujours pensé — que d'essayer de résoudre des questions de principe dans le cadre d'un accord temporaire et provisoire. Nous avons toujours estimé, depuis le mois de juin dernier, que le régime provisoire n'était pas une préfiguration du régime définitif. Notre président, M. le professeur Hallstein, l'a encore expressément souligné ce matin. Nous considérons que le régime provisoire est à la fois un geste politique, un geste de détente et une solution intérimaire qui ne peut mettre en cause les principes, lesquels ne peuvent être fixés que dans le cadre d'une solution définitive.

Il semble que ce point de vue commence à être partagé par nos partenaires de l'O.E.C.E., qui en viennent à considérer, comme nous, que nous devons faire un règlement provisoire de caractère pratique, de délai bref et que c'est au moment où l'on étudiera les solutions définitives qu'on abordera les questions de principe. L'expé-

rience du passé nous donne un espoir sérieux de trouver, le 30 janvier prochain, les bases d'un régime provisoire entre la Communauté et ses autres partenaires européens. On pourra alors se tourner vers les problèmes définitifs.

Ces problèmes définitifs ont été un peu voilés dans l'opinion publique par les discussions sur le régime provisoire. Vous savez que, le 3 décembre, le Conseil de Ministres de notre Communauté a chargé notre Commission de faire ses propositions à la date du 1^{er} mars. Nous avons l'intention de ne pas dépasser cette date et nous nous sommes fixé un calendrier que je n'ai aucune raison de cacher à cette Assemblée.

Nous avons décidé, au lendemain du 3 décembre, que notre Commission prendrait position sur la vue qu'elle aurait des solutions possibles, dans la seconde semaine de janvier c'est-à-dire maintenant. J'avais promis à nos collègues qu'ils auraient un document pour le 7 janvier ; ils l'ont eu à cette date. Nous en avons commencé l'étude et nous devons la terminer cette semaine.

Après quoi, nous avons convenu avec nos deux autres Communautés européennes que nous leur soumettrions nos idées de façon à nous assurer, non pas de leur accord, car ce n'est pas nécessaire au stade actuel, mais qu'il n'y ait rien dans la vision que nous avons de ces problèmes qui soit de nature à les contrarier.

Ensuite, entre le 15 et le 25 janvier, ou à la fin du mois, nous causerons avec les gouvernements des Etats membres, puisqu'il avait été convenu, dans la résolution du 3 décembre, que nous aurions à nous tenir en contact étroit avec eux.

Il n'entre pas dans nos intentions de leur demander de prendre, dès à présent, une décision définitive sur le contenu d'un rapport qu'ils ne recevront que le 1^{er} mars. Mais nous avons cru prudent de les tenir au courant de nos intentions et de notre vision de ces problèmes, et nous avons l'impression que nous obtiendrons sans peine, de leur part, cette information mutuelle nécessaire pour faire du bon travail.

Au début de février, notre intention est de rencontrer ceux de nos partenaires des Onze qui ont le désir de prendre contact et de causer avec notre Commission. Ces échanges de vues nous permettront de voir quelle est leur vision des problèmes évoqués, maintenant que les bru-

mes du 15 novembre sont un peu dissipées — c'est une image un peu audacieuse dans la neige de janvier — maintenant qu'on est à une certaine distance de l'interruption des négociations au sein de la commission Maudling, maintenant que tout le monde a eu le temps de réfléchir et de se faire une opinion au sujet des propositions sur lesquelles on peut chercher à se rencontrer.

Quand ce travail sera terminé, entre le 15 février et le 1^{er} mars, nous aurons à rédiger notre document définitif et, à ce moment-là, à prendre la responsabilité d'une solution. Parmi toutes celles qui peuvent actuellement être étudiées, nous prendrons fermement notre responsabilité et la solution que nous proposerons aux Etats membres de la Communauté sera sans doute la base de négociations ultérieures avec nos partenaires.

Voilà le calendrier et le cadre de nos travaux. Quant à savoir quel sera l'esprit des solutions que nous proposerons, notre président vous l'a expliqué ce matin. Elles seront libérales et non protectionnistes, multilatérales et évolutionnistes.

Je pense que ceci est de nature à éclairer, dès à présent, et la Communauté et l'ensemble de l'opinion, sur la façon dont nous avons l'intention de remplir notre tâche.

J'ajouterai un mot qui ne surprendra personne après le débat d'aujourd'hui et surtout après certaines interventions que nous avons entendues.

Les solutions que nous proposerons ne seront pas seulement européennes ; elles situeront le problème dans son cadre mondial. Le Comité qui a travaillé à Paris a peut-être eu une vision trop restreinte de sa tâche en s'imaginant qu'il importait de ne régler qu'une question : les relations économiques de notre Communauté de six pays avec nos partenaires européens de l'O.E.C.E. Une Communauté comme la nôtre doit nécessairement voir plus loin, étant donné ses responsabilités qui, tout le monde le sait, sont mondiales. Elle est la deuxième puissance industrielle et la première puissance commerciale du monde. Elle ne peut pas borner son horizon à l'Europe, si importante que soit celle-ci ; sa politique doit être adaptée à ses responsabilités, lesquelles s'étendent à l'ensemble du monde.

Dès lors, nous proposerons aux gouvernements et à nos partenaires une construction qui

fasse, certes sa place à la politique européenne, mais dans un cadre élargi, je le répète, à l'échelle de nos responsabilités.

Telles sont, Monsieur le Président, les explications que j'avais l'intention de donner au nom de la Commission, à la fin de ce débat.

J'ajouterai que nous avons besoin de l'aide de notre Parlement européen. Jusqu'à présent, nous en avons constamment bénéficié, plus peut-être que les membres de l'Assemblée, pris individuellement, ne peuvent s'en douter. C'est ainsi que la résolution que le Parlement a adoptée le 27 juin dernier nous a été infiniment précieuse, notamment dans les positions que nous avons prises à l'époque, puis en septembre à la conférence de Venise, enfin en novembre dans les réunions du Conseil de Ministres ; chaque fois, nous n'avons jamais manqué d'indiquer à nos interlocuteurs de l'intérieur ou de l'extérieur selon quelles lignes générales nous devions avancer si nous voulions obtenir l'accord du Parlement européen.

Nous aurons encore besoin de cet appui demain, ne serait-ce que pour la raison très simple que l'article 238 du traité prévoit qu'en matière d'association multilatérale, l'avis de l'Assemblée doit être donné. En conséquence, il faudra la consulter, à un moment donné, non seulement sur des intentions générales, mais sur des projets précis.

Aussi, notre souhait est de pouvoir, aussitôt que possible, communiquer au Parlement européen les propositions que nous serons amenés à faire ou que nous aurons soumises à nos six gouvernements et de mettre les membres de l'Assemblée en possession d'un document complet qui leur permettra d'avoir une opinion plus approfondie sur les responsabilités que nous avons prises et sur celles qu'il appartiendra alors aux dirigeants de notre Communauté d'assumer.

Nous ne sommes pas tellement éloignés du 1^{er} janvier pour que je ne puisse terminer en formulant un souhait. En ce début de 1959, au moment où les décisions prises il y a deux ans et mûries depuis juin 1955 à Messine sont entrées en vigueur ; au moment où les premiers effets de la vie de la Communauté commencent à se matérialiser à l'extérieur devant les opinions publiques et les Parlements par des réalités douanières, contingentaires et finalement économiques ; en ce jour où, vraiment, notre Communauté ne se borne pas à entrer en vie — car

elle l'était depuis un an — mais où les effets de cette vigueur se manifestent, je voudrais exprimer notre totale confiance dans ses destinées en même temps que notre sentiment qu'elle apportera une contribution essentielle, par une politique de collaboration, au progrès économique et social dans le monde.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Après ces paroles de profonde et compréhensible satisfaction, nous arrivons à la conclusion de cet intéressant débat, car il n'y a plus d'orateur inscrit.

J'ai reçu une proposition de résolution présentée par MM. Poher, Birkelbach et Pleven, au nom de leurs groupes respectifs.

Cette proposition a été imprimée sous le n° 3 et distribuée.

L'Assemblée voudra sans doute accepter qu'elle soit discutée immédiatement, sans renvoi en commission ?

(Assentiment.)

En voici les termes :

« *L'Assemblée Parlementaire Européenne*

approuve les déclarations du Président Hallstein concernant la création d'une association économique européenne et passe à l'ordre du jour. »

La parole est à M. Valsecchi.

M. Valsecchi. — *(I)* Monsieur le Président, mes chers collègues, il m'échoit l'honneur de commenter au nom de mon groupe politique la résolution dont M. le Président vient de donner lecture et qui, dans sa forme lapidaire, ne demande guère d'explications.

Je remercie M. Hallstein dont l'exposé a attiré notre attention sur la nature essentiellement politique de notre Assemblée. Dans ses déclarations, il a affirmé, sans équivoque possible, l'existence de la Communauté comme une entité juridique nette, précise et définie.

Il est évident que le document qui a donné vie aux organes de la Communauté est issu d'une volonté politique précise qui aujourd'hui

a été confirmée à nouveau. Le contenu de cette réalité juridique sera également un contenu économique, mais il n'est pas seulement économique et ne peut pas se développer seulement en vue d'une fin économique.

Peut-être faut-il voir la raison d'être de nombreuses discussions et de nombreux écrits dans le fait que l'on a oublié que la nature de l'Assemblée Parlementaire Européenne est essentiellement politique. Si nous avons eu clairement devant les yeux ce cadre que le président Hallstein nous a montré, il est probable que pour une bonne part ces discussions n'auraient pas eu lieu et que le débat se serait déroulé sur un terrain concret.

En écoutant les interventions passionnées de mes collègues, il m'a semblé que nous inventions nous-mêmes des problèmes qui n'en sont point ou qui existent davantage dans notre imagination que dans la réalité. On parle ici tantôt d'une Europe des Onze que l'on oppose à une Europe des Six ; or, je ne vois pas comment on peut parler d'une Europe des Onze, sinon dans l'espoir de pouvoir parvenir à des communautés plus vastes au niveau des Etats, dont quelques-uns nous ont été rappelés ici et entre lesquels les rapports d'interdépendance sont si lointains comme ils le sont entre un satellite et le centre autour duquel il gravite,

Par exemple, quelle relation peut-il y avoir entre la Turquie, la Grèce, le Portugal et la Suède et la Norvège ? Croyez-vous qu'il y ait là une réalité sur la base sur laquelle on puisse traiter, une réalité qui ait une commune mesure avec la réalité juridique, politique et économique de la Communauté des Six ?

Evidemment, il y a encore un long chemin à faire, et nous pensons qu'il faut le faire avec toute la patience et toute l'espérance que requiert le cas ; mais il faut le faire dans l'affirmation nette de notre existence en tant qu'entité organique de plein droit qui, comme telle, doit traiter et ne saurait souffrir aucune limitation.

Renouvelons notre confiance dans nos institutions, dans leur validité juridique, dans leur volonté politique et leur sens de l'économique. Cette discussion n'aura pas été inutile, surtout parce qu'elle a confirmé en nous la foi qui nous a conduits ici.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Lenz.

M. Lenz. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le texte allemand de notre proposition de résolution est formulé d'une manière qui prête à confusion. On y lit :

« Das Europäische Parlament billigt die Erklärungen von Herrn Präsidenten Hallstein betreffend die Schaffung einer Europäischen Wirtschaftsassoziaton und geht zur Tagesordnung über. »

Or, « zur Tagesordnung übergehen » signifie dans le langage parlementaire allemand le contraire d'une approbation. Je vous prie par conséquent de modifier ce dernier passage et, au lieu de « geht zur Tagesordnung über », de dire : « fährt in der Abwicklung der Tagesordnung fort ». C'est ce que l'on voulait dire et c'est ainsi qu'il faut le comprendre.

M. le Président. — L'inconvénient est que l'ordre du jour est épuisé ; mais nous comprenons très bien et je pense que votre traduction sera acceptée.

M. Burgbacher. — (A) Je propose de n'exprimer, dans le texte allemand, que l'approbation et de supprimer le passage où il est question de passer à l'ordre du jour. Ce faisant, je crois que nous nous conformerions mieux encore aux usages parlementaires allemands.

M. le Président. — Cela répond bien au sens que nous attachons à ce texte, mais la même suppression doit être opérée dans toutes les langues.

M. Burgbacher. — Je n'y fais aucune objection .

M. Poher. — Nous acceptons cette suppression.

M. le Président. — Le nouveau texte soumis à l'Assemblée serait donc le suivant :

« *L'Assemblée Parlementaire Européenne*

approuve les déclarations du Président Hallstein concernant la création d'une association économique européenne ».

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution ainsi rédigée.

(La proposition de résolution, ainsi rédigée, est adoptée à l'unanimité.)

5. — Dépôt d'un document

M. le Président. — J'ai reçu de M. Hazenbosch un rapport complémentaire, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la réduction de la durée du travail dans l'industrie charbonnière et l'industrie sidérurgique.

Ce rapport complémentaire sera imprimé sous le n° 2 et distribué.

6. — Ordre du jour

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain à 10 heures, avec l'ordre du jour suivant :

— présentation et discussion du rapport de M. Troisi sur les problèmes agricoles.

La séance est levée.

(La séance est levée à 19 h 55.)

SESSION DE JANVIER 1959

SEANCE DU MERCREDI 14 JANVIER 1959

Sommaire

1. Procès-verbal	281
2. Dépôt de documents	281
3. Problèmes agricoles. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Troisi, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
M. Troisi, rapporteur	282
MM. le Président, Vredeling	290
MM. le Président ; Mansholt, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne ; le Président	296
MM. Charpentier, Mansholt	297
4. Ordre du jour :	
MM. le Président, Rip, le Président, Mansholt, le Président	308

PRESIDENCE DE M. VANRULLEN

Vice-président

(La séance est ouverte à 10 h 05.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — Procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — Dépôt de documents

M. le Président. — J'ai reçu les documents suivants :

— De M. Margulies, un rapport complémentaire, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée Parlementaire Européenne et du budget des Communautés, sur l'adaptation de l'indemnité inscrite au chapitre I, article 1 b, de l'état prévisionnel des dépenses de l'Assemblée pour l'exercice 1959 ;

— De M. Illerhaus, un rapport complémentaire, fait au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté, sur les problèmes relatifs à l'ouverture des marchés et au régime de concurrence soulevés par les premiers rapports généraux sur l'activité de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

Ces rapports ont été imprimés sous les nos 4 et 5 et distribués.

3. — Problèmes agricoles

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Troisi, fait au nom de la commission de

l'agriculture, sur le chapitre IV — problèmes agricoles — du premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne.

La parole est à M. Troisi, rapporteur.

M. Troisi, rapporteur. — (1) Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai l'honneur de pouvoir commenter brièvement le rapport fait au nom de la commission de l'agriculture sur le chapitre IV du premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne, chapitre consacré précisément aux problèmes agricoles. Il m'a semblé devoir commencer mon introduction en informant l'Assemblée de l'activité déployée par la commission de l'agriculture, des problèmes qu'elle a traités, de la méthode de travail qui a été suivie quand il s'est agi d'examiner avec d'autres commissions des questions d'intérêt commun.

Nous avons attaché la plus grande attention à la conférence de l'agriculture que l'exécutif de la Communauté Economique Européenne avait convoquée en application de l'article 43, paragraphe 1, du traité. Comme on le sait, cette conférence des Etats membres s'est tenue à Stresa du 3 au 11 juillet 1958. A ce moment, la commission de l'agriculture n'a pas jugé opportun d'y intervenir officiellement, pas plus qu'elle n'a cru bon d'y déléguer un observateur. Toutefois, à la fin de cette conférence, après l'adoption de l'importante résolution générale qui récapitule les travaux des trois sous-commissions d'étude, la commission a été convoquée à Bruxelles pour entendre un rapport détaillé de M. Mansholt, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne et président du groupe de travail de l'agriculture.

Cet exposé a été suivi à la commission parlementaire d'une ample discussion sur les sujets qui avaient été exposés ; en raison de la complexité des problèmes, de leur difficulté et de leur importance, on a jugé utile de diviser le sujet et d'en confier l'examen à trois rapporteurs.

Ma tâche est donc quelque peu circonscrite, étant donné que ces rapports, dès qu'ils auront été complétés, devront faire l'objet d'un examen plus approfondi. C'est pourquoi, me conformant à la mission dont j'ai été chargé par la commission, j'ai fait de mon rapport un commentaire du chapitre IV du rapport général de la C.E.E. en vue d'exprimer l'avis de la commission parlemen-

taire sur l'activité de l'exécutif de notre Communauté.

Votre commission de l'agriculture, mes chers collègues, est consciente de la tâche immense qui incombe à la Commission de la C.E.E. Le premier rapport général a été présenté peu de temps après que le traité est entré en vigueur ; on ne pouvait donc s'attendre à y trouver déjà un bilan des réalisations. Il s'ensuit que le rapport définit d'une part le programme des activités à développer et, d'autre part, l'organisation que l'on se propose de mettre en place pour avoir sous la main les instruments appropriés et indispensables au travail.

Votre commission a été renseignée sur le plan d'organisation de la direction générale de l'agriculture ; elle l'a entièrement approuvé et n'a pas manqué de souhaiter que soient fournis les moyens qui permettront de réaliser les programmes de travail. La commission approuve également certains principes et certaines lignes de politique générale qui se dégagent du rapport général. J'examinerai brièvement quelques-uns de ces principes.

Tout d'abord, votre commission de l'agriculture fait entièrement sienne l'opinion selon laquelle le fait que le traité réserve à l'agriculture un régime juridique, un statut particuliers, ne doit pas être considéré comme le signe d'une intégration moins poussée de l'agriculture dans le marché commun. Cette diversité de réglementation s'explique au contraire par les caractéristiques propres au secteur agricole auquel on ne pouvait pas appliquer *sic et simpliciter* le même schéma-type qu'aux autres secteurs de l'économie. L'activité agricole a en effet une configuration qui lui est propre, elle a ses particularités qui proviennent à la fois de la nature du secteur et des disparités structurelles dans les différentes régions.

Aussi doit-on opérer graduellement pour procéder aux adaptations nécessaires. Mais alors même que l'agriculture avancera plus rapidement dans le processus de libération du marché et qu'elle parviendra finalement à faire jouer le mécanisme des prix minima, celui des contrats multilatéraux à plus ou moins long terme, outre les clauses de sauvegarde, elle n'en doit pas pour autant se croire destinée à vivre en vase clos.

Un orateur a même été jusqu'à déclarer que l'agriculture doit être considérée comme une grande malade qu'il faut tenir à l'abri de tout courant d'air. Loin de là ! Sans doute, l'instaura-

tion du marché commun, la suppression progressive des barrières douanières, des contingents et autres entraves, que couronnera l'établissement de la libre et complète circulation des biens, des services et des capitaux, fera affronter à l'agriculture de sérieux problèmes ; mais ces problèmes sont déjà sur le tapis, ils s'offrent à la méditation attentive des organismes communautaires. Il faudra convertir certaines cultures, abandonner les cultures marginales et s'orienter vers une plus grande spécialisation. Il faudra procéder à certaines adaptations pour trouver un nouvel équilibre de production, pour donner à la production une nouvelle assiette et la faire reposer sur une division plus étendue de la tâche. C'est pourquoi nous ne devons jamais oublier que l'élargissement du marché entraînera inévitablement une orientation vers une spécialisation plus poussée et vers une division du travail plus rigoureuse.

C'est alors que se posera un problème lourd de conséquences sociales. Dans quelle mesure et selon quelles formes faudra-t-il réduire progressivement la protection des produits agricoles ? Indubitablement, il faudra tenir compte des positions de départ de chacun des six pays, des différentes structures agricoles, de la diversité des coûts de production. Il faudra donc se livrer à de minutieuses analyses et avoir gagné une connaissance complète des phénomènes avant de prendre des mesures adéquates à la situation.

Les enquêtes scientifiques font la lumière sur la réalité économique et sociale, qui est complexe, embrouillée pour ne pas dire obscure. Elles sont le phare qui nous permet de cheminer avec plus d'assurance et non pas à tâtons.

Ces travaux ont déjà eu un commencement efficace à Stresa, et maintenant nous sommes heureux d'apprendre que la Commission de la Communauté Economique Européenne mettra sous peu à la disposition de l'Assemblée les documents qui ont fait suite à la conférence de Stresa. Il s'agit là d'un travail considérable qui cependant a dû être complété, vu qu'il était impossible, en l'absence de statistiques homogènes, de dresser immédiatement le bilan des ressources de la production agricole de chaque pays.

La conférence de Stresa a donc reconnu la nécessité de dresser ce bilan initial, qui est une sorte d'inventaire des ressources agricoles, en vue aussi d'étudier les possibilités de développement ; une commission a été constituée à cet effet dont

nous espérons qu'elle terminera ses travaux dans les meilleurs délais.

A ce propos, je me permets d'attirer votre attention et celle de la Commission de la Communauté Economique Européenne sur la nécessité d'élargir le cadre de l'enquête et d'y inclure la pêche.

Le traité, plus précisément le paragraphe 1 de l'article 38, compte les produits de la pêche au nombre des produits agricoles. Or, le secteur de la pêche n'est ni marginal ni négligeable comme d'aucuns pourraient le croire en lisant le texte de l'article 38 ; je me permets donc de suggérer et de recommander — et je me propose d'en faire également mention dans mes conclusions — de procéder à des enquêtes plus approfondies dans le secteur de la pêche, à l'exemple de ce qui a été fait dans le secteur agricole, et cela pour plus d'une raison. Le secteur de la pêche est d'un apport considérable pour l'approvisionnement alimentaire ; d'importants capitaux y sont investis ; ce secteur donne naissance à un courant d'échanges très considérable ; enfin, il assure le pain quotidien à de centaines de milliers de travailleurs. D'où la nécessité d'examiner les possibilités actuelles de ce secteur et celles de son évolution future.

Il est un autre point sur lequel votre commission a été d'accord : la nécessité de prendre plus nettement conscience du fait que les problèmes actuels ne sauraient être résolus de façon satisfaisante et durable, sinon dans un cadre supranational qui permet de surmonter les égoïsmes nationaux. Voilà un point qui est d'un intérêt capital. Si les débats de la commission de l'agriculture ont quelquefois fait apparaître des divergences d'appréciation, ils n'en ont pas moins toujours mis en lumière la volonté unanime de vaincre les égoïsmes nationaux et souligné l'idée que seul un effort en ce sens permettra de trouver la solution la meilleure des différents problèmes.

Les traités de Rome s'inspirent précisément de cette victoire sur les égoïsmes nationaux. On sait que le fait nouveau qui a provoqué des déséquilibres profonds et irrémédiables dans la politique et l'économie mondiales, c'est précisément la décadence de l'Europe due à l'exaspération des nationalismes. Aujourd'hui, notre vieux et glorieux continent montre une ferme volonté de ressusciter, grâce à l'unification économique qui, pour nous, a une valeur instrumentale, en ce sens qu'elle constitue une étape nécessaire sur le

chemin de l'unification politique. Au siècle dernier, on guerroyait pour faire prévaloir le principe national, pour affirmer l'existence des Etats nationaux. Aujourd'hui, nous nous sommes engagés à construire, par des méthodes démocratiques, des institutions et des organes supranationaux. Dans ce processus d'intégration économique et d'élargissement du marché que les progrès de la technique ont rendu indispensable, il faut considérer que l'agriculture constitue un secteur intimement lié à l'ensemble de l'économie; il en fait partie intégrante, et j'irai même jusqu'à dire qu'il en est le fondement.

Votre commission a pris acte avec satisfaction de ce que l'exécutif s'est engagé à tracer, conformément au traité, les lignes directives de la politique agricole commune, en évitant de prendre des initiatives sporadiques et fragmentaires et en coopérant avec les gouvernements, le Conseil, l'Assemblée, le Comité économique et social et les organisations professionnelles. D'autre part, elle a été unanime à reconnaître la nécessité de la collaboration la plus intense dans cette phase de l'élaboration de la politique agricole commune. Nous nous sommes même proposé, en commission, de prendre contact avec les milieux intéressés, de façon à pouvoir tenir également compte de leurs points de vue.

Les problèmes sont nombreux ; voilà pourquoi l'Assemblée sera appelée, en temps opportun, à se prononcer sur différents groupes de questions sur lesquels des rapporteurs spéciaux feront un exposé. Notre tâche actuelle consiste à élucider seulement certains problèmes ; dans mon rapport, qui devait nécessairement prendre figure de synthèse, j'ai commenté, en partant de l'examen des résultats de la conférence de Stresa, certains de ces problèmes qui ont paru d'un intérêt majeur à la commission.

Comment jugeons-nous ces résultats ? Favorablement, dans l'ensemble ; j'ajouterai même qu'ils ont dépassé toute attente, en ce sens qu'on ne s'est pas borné à aligner les différents problèmes nationaux ou à souligner les divergences, mais qu'on s'est sérieusement efforcé de donner un commun dénominateur aux différentes politiques agraires nationales et de poser ainsi les fondements de la nouvelle et future politique agricole commune.

C'était là un effort vraiment louable. Certes, les critiques n'ont pas manqué de s'exercer et j'y reviendrai dans un instant ; mais dans l'ensemble, le bilan de la conférence de Stresa peut être tenu

pour flatteur. C'est sur ces résultats, sur ce commun dénominateur que nous devons donc fixer notre attention pour esquisser à grands traits la politique agricole commune. En d'autres termes, nous devons trouver ensemble les moyens de mettre en pratique les principes sur lesquels les programmes de Stresa ont été fondés.

J'ai élucidé certains de ces problèmes que vous trouverez exposés dans mon rapport, mais j'y ajouterai encore quelques considérations.

On nous recommande souvent, comme moyen d'avancer en toute sécurité, d'établir un programme d'accroissement de la productivité agricole et de réduction des coûts de production. Voici la recette que l'on nous propose de toutes parts. Pour augmenter la productivité agricole et donner à l'agriculture une position concurrentielle, nous devons nous efforcer de réduire les coûts de production agricole. C'est là un problème qui demanderait un examen attentif auquel je ne puis évidemment pas me livrer au cours de ce bref exposé.

Il est indispensable de rappeler à ce propos quelques notions d'économie. En matière de productivité de l'agriculture, il est une loi économique selon laquelle les affectations et additions successives d'unités de travail et d'unités de capital sur un même terrain ne conviennent plus à partir d'un certain moment, parce que le rendement ne couvre pas les coûts de production. C'est la loi bien connue de la productivité décroissante. La pénurie de terre impose déjà certaines limites, mais les progrès techniques élargissent celles-ci, et actuellement nous vivons dans une phase de progrès technique continu, incessant ; de plus, nous ne pouvons pas prévoir les répercussions immenses que l'énergie nucléaire pourra avoir sur l'agriculture en ce qui concerne la structure du terrain et l'accélération du cycle de la végétation.

Nous devons donc faire en sorte que ces progrès techniques soient mis à la portée de tous. On a souligné, et c'est un point qui me semble fondamental, que pour ces dix dernières années, les statistiques des différents pays de l'Europe occidentale indiquent une diminution générale de la population agricole, une augmentation de la production agricole et en même temps une réduction du revenu moyen par tête.

Ces indications sont du plus haut intérêt ; la production augmente, l'effectif de la main-d'œuvre qui pèse sur l'ensemble de l'agriculture

diminue, mais le revenu par tête s'amenuise. De là, la nécessité d'accroître ce revenu dans le secteur agricole.

Pourquoi, et c'est là le gros problème, le revenu agricole est-il relativement plus bas que celui que l'on retire des autres activités économiques ? Quelles sont les raisons, quels sont les facteurs qui influent sur ce phénomène ? Il y a des facteurs intrinsèques qui tiennent à la nature de l'activité agricole ; d'autres dérivent de la structure agricole des différents pays, mais dans l'ensemble, on note que les systèmes de production sont plus rigides dans le domaine de l'agriculture, c'est-à-dire qu'il y a une force d'inertie qui empêche les systèmes de production de s'adapter rapidement aux progrès techniques et aux impératifs du marché.

Ce retard et cette rigidité des systèmes de production sont précisément les facteurs qui influent sur la formation du revenu même, à la différence de ce qui se passe dans les autres secteurs économiques où les systèmes de production sont plus souples et s'adaptent plus rapidement aux progrès de la technique et aux changeantes nécessités du marché.

Ajoutons à cela certains facteurs qui jouent un rôle particulier dans certaines régions, par exemple la densité de population, la formation plus ou moins bonne de la main-d'œuvre, et nous aurons mis en évidence autant de raisons qui, dans l'agriculture, concourent à abaisser le niveau du revenu par tête.

Mais il est un autre élément qui n'a pas été mentionné dans le rapport et sur lequel nous attirons votre attention.

Dans les différents pays, on note fréquemment une tendance à faire subir à l'agriculture les contrecoups d'une certaine orientation de la politique économique du gouvernement ; en effet, lorsqu'on craint ou que l'on risque une hausse des prix de détail et par conséquent un relèvement du coût de la vie, entraînant nécessairement une adaptation des salaires, on intervient alors très souvent pour comprimer les prix des produits agricoles, ce qui provoque une baisse des revenus de la production agricole.

J'ai trouvé cette idée amplement exposée dans l'important document de l'assemblée permanente des présidents des chambres de commerce agricole, ici, en France, qui a été approuvé en octobre dernier. A plusieurs reprises, l'agriculture a été

victime de cette politique économique qui a pour but de comprimer le coût de la vie.

Il est ensuite un autre facteur important qui a fait l'objet d'amples discussions à la commission et que je désire souligner. Une fois terminée la récolte des produits agricoles, si le cultivateur se désintéresse des phases qui suivent : transformation, distribution et conservation des produits, son revenu diminue sensiblement, car d'autres activités interviennent alors et d'autres travailleurs qui absorbent une bonne part du revenu en compensation des prestations de service.

L'examen de certaines études très intéressantes sur les divergences entre la productivité américaine et la productivité européenne a fait apparaître que la puissance écrasante de l'agriculture américaine dépend précisément davantage de cette seconde phase, qui est plus fortement organisée que chez nous, que de la qualité exceptionnelle de la main-d'œuvre agricole.

Voilà pourquoi nous avons sollicité l'attention du producteur agricole : nous voudrions que, spontanément, il s'insère aussi dans cette seconde phase. En effet, c'est ainsi seulement que l'on peut agir sur le prix des produits agricoles et augmenter le revenu moyen par tête. Du point de vue commercial, l'agriculture se trouve de nos jours nettement en état d'infériorité ; aussi est-il nécessaire et urgent d'appuyer toutes les formes d'organisation coopératives et autres qui ont pour but de protéger la production, de soutenir les prix par un équipement approprié et qui assure la conservation et la transformation des produits agricoles jusqu'à la phase de leur distribution.

Ce sont là, mes chers collègues, des sujets d'étude qui méritent de retenir notre attention, ne serait-ce que pour nous permettre d'établir dans quelle mesure le coût de la distribution influe sur le prix du produit, pour déterminer les raisons de l'écart entre les prix à la production et les prix à la consommation et pour agir sur ces causes qui influent sensiblement sur le revenu agricole.

Tout ce dont je viens de parler de manière aussi sommaire (accroissement de la productivité, adaptation des nouvelles techniques, extension de la mécanisation) conduira indubitablement à réduire la main-d'œuvre. C'est une conséquence inévitable et la commission a examiné le problème social que cette diminution numérique de la main-d'œuvre fera surgir. Comment utiliser le potentiel

de travail ainsi libéré ? La désertion des campagnes qui, dans certains cas, est physiologique et saine, parce qu'elle améliore la distribution de la main-d'œuvre, en d'autres cas doit être considérée comme un phénomène pathologique parce qu'elle indique la fuite d'un milieu où la vie est intenable et où les possibilités de revenu sont réduites.

Je crois avoir l'approbation de mes collègues en déclarant que je suis convaincu que certaines solutions parfaites sur le plan de l'abstraction et de la théorie peuvent, dans la réalité concrète, susciter de graves difficultés d'ordre social et humain. N'oublions pas que l'économie doit être au service de l'homme et non l'homme au service de l'économie. Voilà pourquoi la résolution de Stresa met avec raison l'accent sur la nécessité d'établir un équilibre entre l'offre et la demande et entre la production et la consommation.

Par conséquent, nous commettrions une erreur grossière si nous nous en tenions aux données actuelles : le problème doit être considéré dans son dynamisme, et c'est sous un aspect dynamique que l'on doit envisager le mécanisme de l'offre et de la demande de produits agricoles. Des études et des prévisions ont été faites à ce sujet. Sans m'y attarder trop longuement, je dirai que ces prévisions indiquent d'une part une augmentation de la production agricole, en moyenne d'environ 2 % (et il faudra examiner quels sont les secteurs dans lesquels la production devra être encouragée et ceux dans lesquels elle devra être limitée), et, d'autre part, un accroissement de la population d'environ 0,7 %. Cela signifie qu'il faut trouver de nouveaux débouchés et, pour cela, augmenter la capacité de consommation générale.

Mais il est difficile de prévoir quelle sera cette consommation, car elle change avec les besoins de l'homme. Nous devrions, par exemple, connaître les futurs régimes alimentaires. Il semble donc que les programmes soient d'une élaboration difficile, puisqu'il est de nombreux facteurs qui ne dépendent pas de l'orientation et de l'organisation, hypothétiques d'ailleurs, que nous pourrions donner à ce secteur de l'économie. Reste le fait que l'excédent démographique n'est pas en mesure d'absorber intégralement l'excédent de la production, conséquence du progrès technique. Comme je l'ai déjà dit, cela implique une augmentation du pouvoir d'achat et donc de la consommation de la masse des travailleurs, de même que le développement des voies de communications et des échanges avec les pays tiers.

J'ai parlé de réduction des coûts. Certains éléments des coûts relèvent du domaine du producteur ; tant qu'il s'agit de se donner au travail agricole et d'y employer toutes ses forces, le cultivateur est en mesure de le faire. C'est même un des traits les plus saillants de l'entreprise agricole à caractère familial ; l'abnégation avec laquelle toute la famille s'adonne au travail, les différentes activités étant aussi confiées aux mineurs, aux vieillards et aux femmes. Dans l'industrie, en revanche, la répartition du travail est plus rigide. Mais dans l'agriculture, il y a beaucoup de variables, comme par exemple la vicissitude des saisons et autres circonstances qui requièrent nécessairement une certaine élasticité. De plus, il s'y ajoute des composantes des coûts de production qui ne dépendent en aucune façon de la volonté du producteur ; je pense surtout aux charges fiscales que le producteur n'est pas en mesure de supprimer. C'est là encore un autre grand sujet d'études.

Mes chers collègues, nous devons reconnaître que les charges fiscales sont très lourdes dans les six pays. Il n'est pas question d'aborder ce problème maintenant, mais je ne suis pas seul à trouver que, dans les pays de la Communauté, le mécanisme fiscal est un peu rouillé. D'autres savants partagent ma conviction et pensent qu'il ne correspond plus à l'évolution économique, certains impôts remontant encore à l'époque à laquelle l'agriculture participait pour une part bien plus large à la formation du revenu national. Les statistiques montrent qu'actuellement l'agriculture participe au contraire dans une modeste mesure à la formation de ce revenu ; il faut donc adapter l'appareil fiscal à cette nouvelle réalité, si nous voulons avoir une politique financière productive.

Cet élément doit donc être considéré à son tour dans tout sa plénitude, et pour cela il faut examiner comment on pourrait diminuer les charges fiscales et sociales qui grèvent les exploitations agricoles. Mais il faut réduire aussi le prix des produits indispensables à la technique de l'agriculture ; et c'est une étude importante que celle des rapports entre les prix des produits agricoles et les prix des produits industriels, qui ont un autre dynamisme.

Des recherches ont été faites sur ce point déjà au siècle dernier, et aujourd'hui on ressent plus que jamais la nécessité de réduire les prix des biens indispensables à la technique de l'agriculture (biens d'équipement et engrais).

C'est de cette façon seulement que nous pourrions contribuer à réduire les coûts de la production agricole.

Je dois parler maintenant du problème des subventions. Je vous fais remarquer tout d'abord que si nous voulons parvenir progressivement à une capacité concurrentielle plus grande, il est indispensable de se débarrasser de tout ce harnachement, à commencer par les subventions à l'exportation. On sait que ces subventions sont véritablement des dons à fonds perdu, faits aux consommateurs des autres pays et dont il résulte un double dommage pour le pays qui applique ce procédé : il frappe la population de ce pays en tant que contribuable et en tant que consommateur, puisque l'accroissement des exportations détermine automatiquement un relèvement des prix intérieurs.

Dans cette phase de transition et d'aménagement, qui est la plus délicate, il est nécessaire de prévoir des aides qui permettent de favoriser des situations déterminées qui méritent un encouragement. Le traité lui-même prévoit ces formes de subventions au cours de la période transitoire.

Mais il faut procéder, au moyen d'ajustements adéquats, de façon telle que le niveau des subventions (qui est actuellement variable et atteint dans certains pays un point très élevé) soit à peu près le même dans tous les pays. Si on parvenait à ce but, on aurait déjà obtenu un résultat considérable. Mais le temps n'est pas encore venu pour nous de nous attaquer de front à cet important problème des subventions à l'agriculture.

Il est un autre problème d'une extrême importance : celui des prix, problème central de la science économique. La détermination du prix obéit à certaines lois que nous ne saurions ignorer ou prendre à la légère et qui varient selon la configuration des marchés. La science économique a été fort bien définie comme étant la science du prix. Or, ce serait manquer de réflexion ou se faire illusion que de croire que l'Etat a une politique des prix qui lui est propre ; quand, par le moyen de systèmes de récolte des produits, il se réserve la possibilité de manœuvrer l'offre des produits, il fait une politique des prix ; quand il fixe certains contingents de façon à éviter, d'une année à l'autre, des variations entraînant de fortes fluctuations du marché, il poursuit une politique des prix qui a pour objectif de réduire ces fluctuations et de garantir une certaine stabilité des prix agricoles.

C'est ce que nous entendons, lorsque nous parlons d'intervention de l'Etat en matière des prix. Nous nous engageons dans le même domaine quand nous déclarons que l'Etat doit favoriser le crédit agricole — autre problème primordial — de manière que l'agriculteur soit mis à même de transformer et d'améliorer sa terre.

En ce qui concerne l'évolution de l'offre et de la demande, qui sont les éléments dont le rapport détermine la formation du prix, nous devons élargir notre horizon en tenant compte également des pays et territoires d'outre-mer. Quelle sera l'évolution de la production agricole dans les pays d'outre-mer ? Quelle sera l'évolution de la demande de produits agricoles dans les pays d'outre-mer ? Ces problèmes méritent aussi notre attention, sans parler des considérations sur l'importance de l'association des pays et territoires d'outre-mer au marché commun, destinée à en faire une unité eurafricaine. C'est là un acte de profonde signification politique, morale et économique.

Mais, en ce qui concerne l'agriculture, nous devons tenir compte des points faibles de l'agriculture des pays et territoires d'outre-mer. Le système d'exploitation qui prédomine dans ces pays est la monoculture et c'est pourquoi l'économie agricole y court de grands dangers. En outre, il faut tenir compte des distances entre les zones de production et les zones de consommation, ainsi que du fait que certains produits tropicaux entrent en concurrence avec ceux d'autres zones des territoires d'outre-mer.

Il faut donc approfondir également ces problèmes, compte tenu de ce qui a été dit dans le rapport Hay sur l'économie des pays et territoires d'outre-mer.

Votre commission partage entièrement l'idée qui s'est exprimée à Stresa sur le rôle capital que joue l'entreprise familiale au stade actuel de l'économie agricole des pays de l'Europe occidentale. A ce propos, des critiques ont été formulées. Comment est-il possible, a-t-on demandé, qu'à une époque d'industrialisation très poussée et d'acheminement vers les grandes entreprises, on s'attarde encore à exalter l'entreprise agricole familiale ?

Je répondrai tout d'abord que l'entreprise agricole de type familial a certains aspects favorables en ce qui concerne le travail : en effet, aucun autre type d'entreprise ne saurait

concurrencer l'entreprise familiale pour ce qui est du rendement élevé et de l'ardeur au travail. Nous le constatons surtout dans les zones de colonisation où seule l'entreprise agricole familiale, comme les expériences le démontrent, résiste aux difficultés et progresse.

En outre, l'entreprise agricole familiale permet d'éviter les conflits sociaux en même temps qu'elle encourage à l'épargne et à la prévoyance : facteurs incontestables d'une stabilité sociale certaine.

Toutefois, il y a aussi le revers de la médaille, sur lequel les critiques se sont exclusivement exercées. La petite entreprise de type familial — objectent les censeurs — n'a pas la possibilité d'attirer les crédits ni d'utiliser les moyens de locomotion mécaniques modernes ; elle représente une forme artisanale, surannée, dépassée par le dynamisme actuel. Nous leur répliquons en déclarant que nous nous proposons de consolider et d'affermir les assises de l'entreprise agricole familiale et de l'aider en la dotant de coopératives tant sur le plan technique que sur le plan économique. Organisation, tel devra être le mot d'ordre dans ce secteur, si nous voulons qu'il s'adapte aux temps nouveaux et aux techniques modernes, qu'il s'équipe en vue de la récolte, de la conservation et de la transformation des produits. Nous constatons avec plaisir que là où ces formes d'organisation existent déjà, les produits agricoles sont valorisés, qu'ils sont garantis contre la fraude et le frelatage, tandis que, d'autre part, les prix et, par là, le revenu sont assurés.

En faisant nôtres les conclusions de la conférence de Stresa au sujet de l'entreprise familiale, je tenais à faire cette remarque. Peut-être, parmi les critiques formulées à Stresa, est-ce celle-là qui me semble la plus grave, car on a mis l'accent sur l'entreprise agricole familiale sans avoir fait allusion à l'intégration nécessaire notamment en vue de la transformation, la conservation et la vente des produits agricoles.

D'autre part, je dois souligner que lorsque nous disons que l'entreprise agricole familiale est la forme d'économie agricole qui prédomine actuellement dans les pays de l'Europe occidentale, nous n'excluons pas pour autant la possibilité d'un agrandissement et surtout d'une spécialisation plus poussée de ces entreprises.

Suivant les circonstances, on peut et on doit envisager aussi des formes d'exploitation plus

étendues que l'entreprise familiale, à condition toutefois de prendre garde — et nous avons discuté ce point en commission — à ce que, notamment dans les régions à forte densité de population et où prédominent les familles nombreuses, on n'en arrive pas à un morcellement excessif de la terre. D'où la nécessité de compléter les aides, afin que la superficie du fonds, l'unité économique, ne descende pas au-dessous de certaines limites reconnues infranchissables, puisqu'il y a une limite au-dessous de laquelle il n'est plus possible de parler de production.

Il faut prévoir tout un ensemble d'aides qui facilitent, par différents moyens, la conservation de l'unité de culture minimum. Point n'est besoin de rappeler ici la législation en vigueur dans différents pays ; en Allemagne, par exemple, cette législation, qui date de 1955, prévoit pour chaque année des plans d'amélioration structurelle, autrement dit, des « plans verts ».

L'économie agricole se trouve donc placée aussi devant un problème structurel.

Approchant de ma conclusion, je vous rappellerai que nous avons amplement discuté le problème du crédit agricole qui, à notre avis, est un des moyens fondamentaux de donner un nouvel essor à l'agriculture. Le crédit agricole a ses caractéristiques, surtout en ce qui concerne sa structure ; il peut être à brève, à moyenne et à longue échéance, selon le cycle de production et le type de transformation, compte tenu des différentes formes de garanties et du taux de l'intérêt qui doit naturellement être adéquat au revenu que l'on pense pouvoir tirer de l'agriculture.

Quelles sont les solutions proposées en matière de crédit agricole ? On a dit : créons un seul institut international de crédit agricole qui puisse subvenir à ces besoins de l'agriculture. On a aussi dit : faisons appel à la Banque européenne d'investissement ; on a proposé encore : faisons en sorte de coordonner les organismes de crédit agricole qui existent déjà dans les différents pays, de façon à les rendre plus efficaces, de façon à leur donner une orientation uniforme.

Après un examen approfondi, il a semblé à votre commission qu'au stade actuel le recours à la Banque européenne d'investissement pourra, le cas échéant, être considéré comme un moyen plus immédiat, en ce qui concerne les grands travaux agricoles d'amélioration des terres, etc. ; il faudra toutefois tenir compte du fait que le

taux de l'intérêt ne pourra pas être avantageux, puisque la Banque européenne d'investissement travaille selon des critères de pure technique bancaire.

Eventuellement, il faudrait trouver des formes de compensation pour que l'on puisse mettre à la disposition de l'agriculture des crédits déterminés ; mais le problème intéresse plus spécialement les innombrables petites unités économiques qui désirent obtenir, sans trop de formalités, des crédits à des taux réduits, remboursables à long terme. Voilà pourquoi il nous a semblé que l'on pourrait peut-être résoudre ce problème en coordonnant les différentes institutions de crédit agricole dans les six pays et qu'il nous a paru souhaitable d'encourager cette coordination.

Dans mon rapport, j'ai insisté sur le fait que les besoins de capitaux s'accroissent dans l'agriculture des différents pays, notamment depuis la fin de la dernière guerre. Nous constatons avec satisfaction que la mentalité du cultivateur est en train de changer : le paysan n'a plus peur de s'endetter, il montre une mentalité nouvelle, un esprit novateur ; il veut être de son temps, il demande une aide, non gratuite car il se propose de rembourser le prêteur dès que le revenu de son exploitation le lui permettra.

Voilà pourquoi je disais qu'il y a là une des clefs de voûte de la solution du problème ; plutôt que d'accorder des aides financières ou d'autres allocations à titre gratuit qui peuvent provoquer un changement artificiel de la structure économique, il faudrait adopter ce système d'assistance à l'agriculture et prêter de l'argent à un taux d'intérêt modeste.

Pour conclure maintenant, mes chers collègues, je soulignerai certains éléments que l'on peut considérer comme les lignes directrices de ce que sera la politique agricole commune. A ce propos, il m'a semblé devoir élucider préalablement les tâches de l'Etat, parce que certains pensent que l'Etat devra pourvoir à tout et que le ministère de l'agriculture devra se transformer en un grand quartier général chargé d'établir les plans des différentes exploitations.

Or, ce serait là une grosse erreur. La fonction, la tâche de l'Etat demeure essentiellement de dégager des principes, de fixer une orientation, de coordonner l'activité de chacun. Assurément, au cours de la période transitoire actuelle, les tâches de l'Etat seront plus marquées. L'Etat a ses tâches et ses limites et ceux qui travaillent

à l'économie d'un pays doivent garder, dans le cadre des directives générales, leur liberté d'agir.

Un autre élément est l'entreprise familiale dont j'ai déjà dit tout l'intérêt qu'elle offre.

Il faut encore tenir compte du phénomène de l'abaissement de la densité de la population, particulièrement forte dans certaines régions agricoles. Nous observons un afflux continu de population rurale vers la ville ; c'est une loi naturelle. Le monde rural constitue la grande réserve d'hommes ; cet afflux favorise aussi la relève sociale : on ne fonde pas une élite sur un blason ou sur des privilèges ; l'élite est l'expression des capacités et de la valeur, ces mots étant entendus dans le plein sens du terme.

De plus, il est indispensable de procéder à une coordination rationnelle des politiques d'investissement, des politiques de crédit des différents pays, car une fois qu'une orientation a été donnée à la production, il faut aussi que les investissements et les crédits correspondent à cette orientation.

En outre, il appartient à l'Etat d'améliorer ce que l'on a appelé les infrastructures. J'ai soumis à l'attention de la commission le problème de l'amélioration, du perfectionnement des transports, car c'est là en somme un moyen d'augmenter les possibilités d'exporter des produits sur des marchés plus lointains ou, pour m'exprimer en termes techniques, d'augmenter l'aire de « commerciabilité » des produits en fonction du carré de la distance, de même que la superficie d'un cercle augmente en fonction du carré du rayon.

L'amélioration des transports réduit les distances, élargit le marché et atténue les fluctuations saisonnières. On ne saurait imaginer une politique de plein essor agricole si elle ne s'accompagne pas d'une politique de développement des transports.

J'attire l'attention de l'Assemblée sur deux autres problèmes que je n'ai pas mentionnés dans le rapport écrit, mais dont les réflexions auxquelles je me suis livré par la suite m'incitent à tenir compte dans mes conclusions.

Le premier problème est celui de l'effort notable qui doit être fait pour améliorer l'équipement en vue de la récolte, de la transformation et de la conservation des produits agricoles.

Durant cette période de transition, si nous voulons relever dans l'agriculture le revenu par tête et valoriser les produits agricoles, force nous est d'augmenter le potentiel des appareils qui servent à la récolte, à la conservation et à la transformation de ces produits, sans quoi l'agriculture ne cessera de souffrir des mêmes faiblesses qu'aujourd'hui pour ce qui est du commerce et de la transformation des produits.

Le second problème est celui de la recherche et de l'expérience scientifiques dans le domaine agricole, auxquelles je suis obligé de dire que l'on n'accorde pas toujours l'attention qu'elles méritent. Il s'agit de recherches et d'expériences coûteuses que chaque Etat ne peut se charger de faire séparément. Aussi la Communauté devrait-elle instituer un service commun de recherche scientifique et d'expériences en matière d'agriculture. Je me suis aperçu que mon opinion concordait avec les conclusions d'une étude remarquable que Froment a publiée dans la « Revue d'économie politique » (1958, n° 1). Il faut donc faire un effort commun dans le domaine de la recherche scientifique et de l'expérimentation, un domaine dont on ne tient pas toujours suffisamment compte.

En revanche, on parle tant de la recherche scientifique dans le secteur industriel ! Il est probable que, si nous procédions à des recherches semblables dans le secteur de l'agriculture, nous aurions de grandes surprises et il n'est pas exclu que ces recherches finissent par faire sortir l'agriculture de l'état d'infériorité dans lequel elle se trouve en ce qui concerne les produits destinés exclusivement à la consommation. Il faut noter en effet que, dans les cas où certaines matières premières agricoles sont promises à des utilisations industrielles, l'agriculture renferme encore de nombreuses autres virtualités. C'est le cas du soya qu'aux Etats-Unis d'Amérique on destine avant tout à des usages industriels ; eh bien, aux Etats-Unis, on cultive 6 millions d'hectares de soya. Cet exemple montre avec une clarté suffisante le degré de puissance auquel l'agriculture peut se hisser si nous parvenons à l'affranchir de cette finalité par trop restreinte qu'est la consommation.

Mes chers collègues, pour conclure mon exposé dont j'ai voulu faire le complément du rapport écrit, permettez-moi d'exprimer un souhait. Puisse l'agriculture communautaire arriver, en vertu de la logique économique et sur la base de l'expérience acquise jusqu'ici, à cet accroissement du volume des échanges et du trafic que

nous désirons tous ! L'expérience du Benelux et de la C.E.C.A. prouve — inutile de vous le montrer dans tous les détails — comment, grâce aux unions que sont ces premières communautés, il a été possible d'accroître le volume des échanges. Or, quand le volume des échanges croît, la richesse et la prospérité croissent à leur tour.

Voilà une raison qui nous confirme dans notre action. La Communauté Economique Européenne est déjà en chemin. Certains de mes collègues ont déclaré que le 1^{er} janvier 1959 restera une date mémorable dans l'histoire de l'Europe. Ce jour-là, le premier pas a été fait, le pas qui coûtait le plus. La difficulté était de se mettre en route. Mais maintenant, ne laissons pas le pessimisme et les craintes ralentir notre marche ! Les sacrifices que nous devons inévitablement consentir durant la période transitoire devons être répartis équitablement sur tous les pays membres de la Communauté : ils sont le prix de la conquête de cette nouvelle position, de ce nouvel ordre économique, social et politique.

Le chemin est indubitablement rude et rocailleux, mais le but, l'Europe unie, mérite tous nos efforts parce qu'il signifie un surcroît de prospérité, de bien-être, et qu'il est un meilleur gage d'une défense efficace de la liberté.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Avant d'ouvrir la discussion, je dois rappeler à l'Assemblée qu'il avait été prévu d'épuiser, au cours de la séance de ce matin, le débat sur le rapport relatif aux problèmes agricoles.

Cela me paraît maintenant impossible, étant donné que huit orateurs sont déjà inscrits et que le représentant de la Commission de la Communauté Economique Européenne voudra évidemment répondre à chacun d'entre eux. La suite du débat devra donc être renvoyée à demain matin, car l'après-midi d'aujourd'hui est réservée aux réunions de groupes et de commissions.

Je demande aux orateurs d'abréger autant que possible leurs interventions, afin que la séance de demain ne soit pas consacrée trop longuement à la suite du présent débat.

La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste.

M. Vredeling, parlant au nom du groupe socialiste. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je commencerai par remercier le

rapporteur au nom de mes amis politiques de son rapport et de l'exposé circonstancié qu'il a fait à ce sujet. Je crois qu'il nous a fourni une excellente base pour une discussion générale sur la politique agricole commune qu'il convient de suivre dans la Communauté Economique Européenne.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je ferai une remarque sur le caractère général de ce débat. Je fais en effet mienne une des idées que le rapporteur a exprimées lorsqu'il a dit que l'Assemblée Parlementaire Européenne ne devait pas attendre de connaître les projets de l'exécutif, mais qu'il lui fallait définir dès à présent les grandes lignes de la politique qu'elle préconise.

Il se pose aussitôt pour moi un problème. Comment devons-nous procéder ? Le traité prévoit que la Commission de la Communauté Economique Européenne doit formuler, encore cette année, des propositions relatives à la politique agricole commune. Ces propositions doivent être soumises pour avis au Comité économique et social avant que le Conseil de Ministres ne prenne des décisions définitives.

Je demanderai à la Commission de la Communauté Economique Européenne si un nouveau débat ne pourrait pas avoir lieu à l'Assemblée au sujet de ces propositions lorsque celles-ci auront été transmises au Comité économique et social, mais encore avant que le Conseil de Ministres ne prenne une décision. Cette manière de procéder permettrait au Conseil de prendre connaissance des tendances qui s'expriment à l'Assemblée.

Passant au problème de la politique agricole commune, je ferai remarquer que les objectifs de cette politique sont définis par le traité dans lequel il est dit aussi que, pour atteindre ces objectifs, nous devons tenir compte de trois faits. En premier lieu — je dirai presque que cela va de soi — nous devons tenir compte du caractère particulier de l'activité agricole ; ensuite, ce qui est tout aussi évident, de la nécessité d'opérer graduellement les ajustements ; en troisième lieu, de ce que l'agriculture constitue un secteur intimement lié à l'ensemble de l'économie.

Je m'arrêterai un instant à ce dernier point, au fait que le secteur agricole est étroitement lié à l'ensemble de l'économie.

L'agriculture est un secteur particulier de la vie sociale. La semaine dernière, parlant de la

politique de l'énergie en Europe occidentale, mon ami politique M. Deist a fait sur la relation entre les secteurs particuliers et l'ensemble de la vie sociale un certain nombre de remarques que l'on devrait prendre à cœur. Il a souligné à ce propos que, lorsque nous étudions les problèmes d'un secteur particulier, nous ne devons pas appliquer tout à coup d'autres critères que ceux qui valent pour l'ensemble de l'économie. C'est aussi la substance de ce que M. Kapteyn a dit lundi quand il a parlé des problèmes de transport. De même, M. Mansholt a mis en relief cette idée lorsqu'il a déclaré en tant que président de la conférence de Stresa que l'article 2 du traité qui définit les tâches générales de la C.E.E. était intégralement applicable en ce qui concerne l'agriculture.

Je dois avouer que je suis très heureux de ce que le rapporteur ait à son tour évoqué cette idée dans son exposé de ce jour. Elle a d'ailleurs été exprimée, comme résultat des négociations de Stresa, dans la résolution de cette conférence où il est dit que l'agriculture doit être considérée comme partie intégrante de l'économie et comme facteur essentiel de la vie sociale.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, cette théorie reconnaît certains droits à l'agriculture, mais, d'un autre côté, elle lui impose aussi des obligations.

Les objectifs de la politique agricole commune que l'on trouve énoncés à l'article 39 du traité, peuvent se résumer comme suit.

La politique agricole commune doit tendre en premier lieu à l'utilisation optimum des moyens de production afin que l'on puisse assurer également à la population rurale un niveau de vie équitable ; en second lieu, nous devons nous efforcer d'assurer l'approvisionnement des consommateurs à des prix raisonnables.

Tout cela peut se résumer en une phrase ; à longue échéance, la population rurale ne pourra obtenir un niveau de vie équitable que si elle est en mesure, grâce à la productivité toujours croissante que lui permettra d'atteindre l'utilisation optimum des moyens de production, de faire face aux besoins des consommateurs de produits agricoles en demandant des prix raisonnables.

Je ferai une remarque en ce qui concerne la productivité croissante et l'utilisation optimum des moyens de production et je dirai aussi un

mot au sujet des trois facteurs de production de l'agriculture : le sol, le capital et le travail.

Lorsque nous considérons le premier de ces moyens de production, le sol, ou l'utilisation du sol, nous constatons que, dans la Communauté, l'étendue des entreprises, c'est-à-dire la superficie moyenne des entreprises qui utilisent le sol comme moyen de production, est de 10,5 ha et qu'elle varie en moyenne entre 7,1 ha en Belgique et 15,5 ha en France.

Tous les experts agricoles sont d'accord sur ce point : si on employait tous les moyens dont dispose maintenant la technique moderne, on remarquerait que l'étendue d'un grand nombre d'entreprises agricoles est insuffisante. C'est pourquoi je pense que la politique agricole commune devrait mettre à profit toute la science des experts et tendre à adapter l'étendue des entreprises au développement révolutionnaire des moyens techniques. Cette réforme exercerait certainement une influence sur le nombre des personnes occupées dans l'agriculture, problème sur lequel je reviendrai tout à l'heure.

De même, il faudrait réorganiser la distribution des terres dans une grande partie de l'Europe. Je ne citerai qu'un exemple : en Allemagne occidentale, 40 % de la superficie totale des terres cultivées devraient être regroupées, et aux Pays-Bas 66 %. Il faudrait donc envisager dans ces pays un remembrement à grande échelle en vue d'améliorer la distribution des terres.

Une adaptation serait aussi nécessaire en ce qui concerne l'orientation de la production et, dans le cadre de la politique agricole commune, il faudrait encourager la culture des produits à forte valeur marchande. En d'autres termes, il faut produire là où les coûts de production sont les plus bas ; les conséquences s'en feraient certainement sentir à la fois dans la structure de la production de certaines régions et aussi dans la structure des entreprises considérées individuellement.

Si l'on veut parvenir à utiliser le sol au mieux, il faut mettre les terres cultivées dans des conditions aussi favorables que possible du point de vue économique et géographique. Cela revient à dire qu'il faudra entreprendre des travaux de grande envergure en vue du remembrement des terres, de l'amélioration du sol et des systèmes de drainage et d'irrigation, de même que pour ouvrir les régions agricoles isolées aux courants d'échange. Mais cela peut signifier aussi, il faut

bien nous en rendre compte, qu'il faille arrêter l'exploitation des terres à rendement submarginal, lesquelles ne se prêtent en somme pas très bien à la culture, pour les utiliser à d'autres fins, par exemple au reboisement.

Je crois pouvoir affirmer que les milieux agricoles ont le droit d'exiger l'exécution de ce programme qui est nécessaire si nous voulons éviter qu'un des secteurs de l'économie, l'agriculture, reste en retard sur le développement économique général.

D'un autre côté, ce programme impose à l'agriculture l'obligation, une fois que ces mesures auront été appliquées, de ne pas en revenir après un certain temps à disperser les entreprises et à négliger les améliorations qui y auront été apportées.

J'ai été très satisfait de ce que le rapporteur ait évoqué, lui aussi, cette question, tout en insistant pour que des mesures soient prises qui permettent de prévenir une fâcheuse rechute.

Par ailleurs, mes amis politiques et moi-même nous estimons qu'il faut empêcher le bénéfice des réformes qui ont été faites de disparaître dans les poches de quelques particuliers. C'est pourquoi nous nous demandons si la politique agricole commune est compatible avec la libre formation des prix de la terre et des fermages. Mon groupe politique aurait tendance à répondre par la négative. Si les prix de la terre et des fermages augmentent beaucoup plus dans un pays que dans un autre, on a de nouveau affaire à une distorsion indésirable. C'est pourquoi nous demandons instamment à la Commission de la Communauté Economique Européenne d'examiner s'il est possible d'agir en ce sens.

Je serais heureux que la Commission européenne me dise si elle peut renseigner l'Assemblée sur le niveau des prix de la terre et du fermage dans la C.E.E. et si elle a une idée de la tendance générale de ces prix.

Le problème étant ainsi posé, j'en arrive automatiquement à parler du second facteur de production, le capital, car l'exécution de ce programme nécessitera en effet d'énormes investissements. Si nous y ajoutons la question des bâtiments d'exploitation — les bâtiments sont souvent surannés et irrationnels et demandent à être rénovés — nous remarquons qu'il faudra encore des capitaux considérables dont on sait que l'agriculture peut difficilement se les procu-

rer par voie d'autofinancement. Et si l'agriculture se mettait à travailler avec des capitaux empruntés, il y aurait en plus le problème des garanties et du service de l'emprunt.

Le rapporteur a souligné l'importance de l'approvisionnement de l'agriculture en crédits bon marché. Je partage entièrement son point de vue et je préciserai même que seuls les crédits bon marché nous permettront d'échapper au cercle vicieux dans lequel se trouve enfermée l'agriculture : la structure des entreprises est déficiente par manque de capitaux et le manque de capitaux est dû à la structure déficiente des entreprises. Je dois cependant faire une remarque en passant. Pour l'agriculture, le taux de l'intérêt réduit est un moyen et non pas une fin. A plus longue échéance, il faudra s'efforcer de parvenir à ce que les capitaux investis dans l'agriculture aient le même rendement que celui de capitaux utilisés dans d'autres secteurs de l'économie.

A ce propos, permettez-moi, Monsieur le Président, de critiquer le rapport sur un point. En effet, on nous dit que la Banque européenne d'investissement n'a aucune tâche à remplir en ce qui concerne l'octroi de crédits au secteur agricole, mais il nous dit aussi qu'il est souhaitable de parvenir à la coopération des instituts de crédit nationaux.

Selon moi, la Banque européenne d'investissement a bel et bien une tâche à remplir quant à cette collaboration, car c'est grâce à la collaboration des instituts nationaux et avec l'aide de la Banque d'investissement que ceux-ci pourront approvisionner l'agriculture à bon compte en capitaux. C'est là le seul moyen, me semble-t-il, de répondre au vœu que les Etats membres ont exprimé dans la résolution de Stresa en demandant la mise à la disposition de l'agriculture de capitaux, dans des conditions qui correspondent aux besoins particuliers du secteur agricole.

Voici maintenant quelques observations au sujet du troisième facteur, le travail.

Nous pouvons dire que dans la Communauté, 25 % de la population active sont occupés dans l'agriculture. Un quart de ceux-ci environ sont des salariés.

On parle beaucoup de l'entreprise familiale. Je serai le dernier à diminuer le mérite de l'entreprise familiale agricole, mais cela ne m'empêchera pas de vous faire remarquer très

objectivement que le pourcentage des travailleurs salariés dans l'agriculture est exactement le même que celui de l'ensemble de la population rurale par rapport à l'ensemble de la population active.

Je souligne l'importance de la conclusion qui figure sous la lettre C à la page 22 du rapport. Cette conclusion est la suivante :

« L'absorption permanente de la population agricole par d'autres activités, en particulier l'industrie, est un processus universel et, en définitive, nécessaire. »

Je compléterai cette conclusion en disant qu'il faut même encourager l'abandon des campagnes, car c'est le seul moyen de faire en sorte que la main-d'œuvre indispensable dans l'agriculture puisse profiter des avantages et de la prospérité croissante des autres secteurs de l'économie.

Le rapport de la Commission européenne sur la situation sociale dans la Communauté fait apparaître que tous les ans, 3 % environ de la population rurale quittent le travail de la terre pour s'orienter vers d'autres industries. Ce qui est frappant, et loin d'être généralement connu, c'est que dans certains pays de la Communauté le nombre des agriculteurs travaillant avec les membres de leur famille diminue plus rapidement que celui des travailleurs agricoles salariés. Je cite à cet égard l'exemple des Pays-Bas et de l'Italie.

A mon avis, une analyse détaillée de la structure de la population occupée dans l'agriculture est indispensable. C'est pourquoi je demande à la Commission européenne si elle peut nous procurer, pour les diverses catégories de personnes occupées dans l'agriculture et en ce qui concerne le phénomène de l'abandon des campagnes, les renseignements qui sont nécessaires pour se faire une juste idée de la situation.

Nous ne devons pas oublier, surtout en ce qui concerne le facteur travail, que nous avons affaire à un secteur partiel de l'économie. Il faudra toujours se demander si en transférant des travailleurs agricoles dans l'autres professions, notamment dans l'industrie, on ne pourrait pas obtenir de cette partie de la population une plus large contribution au revenu national et au revenu de la Communauté.

Aussi puis-je me rallier pleinement à la conclusion du rapporteur, lorsqu'il dit :

« Il est notoire que la qualification et la spécialisation de la main-d'œuvre — c'est-à-dire de la main-d'œuvre agricole — accroissent la mobilité de la main-d'œuvre qui, passant d'un secteur productif à un autre, d'une région à une autre, permet un meilleur équilibre économique et social. »

A cet égard, le rapporteur a aussi souligné l'importance du Fonds économique et social. Cela est juste en soi en ce qui concerne les travailleurs agricoles, c'est-à-dire les salariés occupés dans l'agriculture, car selon le traité, un des objectifs du Fonds social concerne les travailleurs.

Je demande à la Commission européenne si elle ne pense pas comme nous qu'il faudrait aussi en faire bénéficier les fils et les filles d'agriculteurs qui passent à une autre profession, et même les petits exploitants qui abandonnent l'agriculture pour s'orienter vers l'industrie. A mon avis, il importe pour l'agriculture que le champ d'action du Fonds social puisse être étendu à cette catégorie de personnes et, comme nous avons appris que la Commission était en train d'établir des directives à l'intention du Fonds social et d'en fixer les attributions, le moment est propice pour lui demander instamment de veiller aux intérêts du secteur agricole.

Pour résumer ce que je viens de dire, les dispositions du traité relatives à l'utilisation optimum des facteurs de production signifient, traduites en termes de politique, que nous devons nous efforcer de coordonner la politique agricole commune avec la politique de la Banque européenne d'investissement et avec celle du Fonds social européen, car c'est là le seul moyen de résoudre, dans le cadre du développement économique général, de façon durable les problèmes agricoles.

Une remarque encore en ce qui concerne le niveau de vie. Vu à longue échéance, le niveau de vie dépendra de la mesure dans laquelle on réussira à combiner au mieux les trois facteurs de production : sol, capital et travail. Mes amis politiques et moi-même, nous n'ignorons pas qu'il ne suffira pas pour ce faire d'appliquer uniquement des critères économiques.

En octobre 1958, M^{me} Strobel a déclaré devant cette Assemblée qu'il ne faut jamais perdre de vue que le principal objectif de la politique agricole commune est d'améliorer notablement les conditions de vie de ceux qui travaillent dans l'agriculture, les exploitants aussi bien que les

travailleurs agricoles, à la fois du point de vue matériel, culturel et social, afin de leur permettre — je m'associe sur ce point aux déclarations de la 3^{ème} conférence des partis socialistes des pays de la C.E.E. — de profiter pleinement du progrès économique, social et culturel.

A plus brève échéance, il faudra placer au premier plan certaines revendications sociales et même leur donner la prépondérance dans certains cas. Cela signifie que nous devons faire en sorte que la main-d'œuvre qui occupe dans l'agriculture un emploi justifié du point de vue social et économique, ait l'assurance d'obtenir des revenus équivalents à ceux que retirent dans les autres secteurs de l'économie, les travailleurs qui effectuent un travail comparable.

La rémunération des travailleurs agricoles salariés fournira une base de comparaison très importante à cet égard. Les conditions de rémunération et de travail dans l'agriculture doivent être égales à celles dont bénéficient ceux qui font dans l'industrie un travail équivalent du point de vue social et économique. La rémunération du travail de l'exploitant et des membres de sa famille qui l'aident doit être alignée sur ces conditions.

Pour ce qui est de la politique des prix et du marché, je dirai tout de suite que je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails. Je vous rappellerai simplement, tout en l'approuvant, la résolution de Stresa qui signale les liens étroits qui existent entre la politique structurelle et la politique des prix. De plus, il est dit dans cette résolution qu'il faut s'efforcer de rapprocher les prix de revient tout en orientant rationnellement la production, qu'il faut rechercher un équilibre entre la production et les possibilités de débouchés en tenant compte des exportations et des importations possibles, qu'il faut appliquer une politique des prix qui permette à la fois d'éviter la surproduction et de rester ou de devenir compétitif et enfin qu'il faut réorganiser les régions et les exploitations défavorisées grâce à une politique d'aide et de reconversion.

Nous sommes particulièrement heureux de ce que le rapporteur ait insisté sur ces points, en disant notamment qu'il n'existe pas de prix isolés dans la réalité économique, mais que tous les prix subissent l'influence des prix des produits complémentaires ou des produits de substitution.

Je comprends fort bien que la fixation du niveau des prix des produits agricoles, c'est-

à-dire des prix à la consommation, soulève un problème très délicat. En effet, on ne peut pas toujours appliquer dans l'agriculture les prix du marché mondial, car sur le marché mondial s'accumulent des excédents qui sont dus précisément aux mesures d'aide prises par certains pays tiers.

D'autre part, il n'est pas non plus juste que les consommateurs paient des prix trop élevés, parce que ces prix reflètent une partie de la politique sociale menée en faveur de l'agriculture, alors que cette politique doit grever non pas les consommateurs, mais les pouvoirs publics.

Je suis convaincu que la Commission sera amenée très rapidement à choisir entre ces deux extrêmes. Je souhaite qu'elle le fasse avec beaucoup de sagesse et je lui promets aussi que nous reviendrons sur cette question.

Pour le moment, je me contenterai de souligner qu'il importe de fixer à l'égard des pays tiers un niveau de prix commun. Et lorsque je parle des pays tiers, je ne songe pas seulement, je dirai même que je ne songe pas en premier lieu aux pays de la zone de libre-échange, je songe plutôt aux territoires sous-développés.

Je vous rappelle à cet égard les remarques qu'a faites le président de mon groupe, M. Birkelbach, et j'attire en même temps votre attention sur le rapport bien connu qui a été publié par les soins du G.A.T.T. sous le titre : « Trends in International Trade ».

J'attire surtout l'attention de la Commission exécutive sur le paragraphe 252 de ce rapport dans lequel il est dit que les échanges de matières premières entre les pays industrialisés et les pays non industrialisés pourraient être élargis notablement à condition que l'orientation du protectionnisme agricole soit changée légèrement.

Le groupe de travail qui a établi ce rapport et qui comprenait un certain nombre de personnalités hautement qualifiées a vivement recommandé aux pays membres du G.A.T.T. d'imprimer à leur politique agricole ce changement d'orientation.

Je voudrais citer la conclusion à laquelle il est parvenu et, si vous me le permettez, Monsieur le Président, je donnerai lecture du texte anglais car, à mon avis, l'anglais est une langue qui, sous plus d'un rapport, permet de présenter clairement ce problème :

« The underdeveloped primary producing countries have an interest in obtaining from the highly industrialized countries aid and easier access to markets for their exports. The highly industrialized countries have an interest in the effects upon trade of these economic development policies of the underdeveloped primary producing countries. The only chance of a successful outcome is a negotiated settlement involving a gradual shift away from undesirable policies on both sides. This is without question to the long-term advantage of both ; but it requires on both sides a broad-minded approach as to the elements in their total economic and financial policies which they would be willing to make the subject of international discussion and negotiation ».

J'espère, Monsieur le Président, que la Commission de la Communauté Economique Européenne fera sienne cette conception et abordera aussi de cette manière le problème ; j'aimerais bien connaître son avis sur cette importante déclaration du groupe de travail du G.A.T.T.

Revenant à la politique agricole commune, je préciserai qu'il serait bon, à mon avis, que nous nous orientations toujours davantage vers une politique de subvention bien conçue en vue de ses fins. Je ne songe pas au « déficient payments system » qui existe en Grande-Bretagne et qui n'est peut-être pas très pratique. Appliqué dans les conditions qui se présentent dans la C.E.E., il entraînerait un sérieux désavantage du fait que les grands cultivateurs obtiendraient trop et les petites entreprises trop peu ; ce que je veux dire, c'est que nous devons nous efforcer de mettre sur pied une politique de subvention qui permette à l'agriculture de se maintenir par ses propres forces.

A cet égard, on peut invoquer les arguments suivants.

C'est le seul moyen qui permette de faire peser les plus lourdes charges sur les épaules les plus solides : sur le plan national, par l'imposition des plus forts revenus ; sur le plan de la Communauté, par la répartition des charges sur les pays qui les supporteront le plus facilement.

De plus, c'est la méthode qui permet d'obtenir le plus facilement une vue d'ensemble des dépenses que nécessite la politique agricole. En revanche, toute politique agricole qui tend uniquement à maintenir les prix à un niveau élevé, est propre à fausser l'évaluation des charges qui pèsent sur l'ensemble de l'économie.

En troisième lieu, cette méthode offre un excellent point de départ dans un domaine dont je viens de parler : le maintien de relations aussi étroites que possible entre la Communauté et les pays tiers.

Enfin, une politique de subvention rationnellement conçue permettra d'influer sur la structure de la production dans la Communauté dans le sens souhaitable du point de vue social et économique.

Je crois, Monsieur le Président, que ces points sont très importants quant au choix que nous avons à faire pour la politique agricole commune.

Je rejoins ici la pensée de mon ami politique, M. Deist, et sa déclaration de la semaine dernière : si nous voulons mettre sur pied une politique à long terme — il a dit cela lors du débat sur la politique de l'énergie — nous devons veiller à éviter toutes les méthodes protectionnistes et autarciques qui sont particulièrement dangereuses quand il s'agit d'unités économiques plus grandes car celles-ci ont une signification stratégique, ont de la puissance. Et il a encore dit : « Il serait tragique que la politique protectionniste et autarcique appliquée par les Etats de l'Europe continentale après la première guerre soit relayée maintenant par une politique protectionniste et conservatrice analogue des nouveaux espaces économiques que nous créons après la deuxième guerre mondiale. »

Monsieur le Président, je crois que cette mise en garde est particulièrement utile lorsqu'on songe à la fausse orientation qui pourrait être donnée à la politique agricole commune.

Puisque nous préférons une politique de subvention rationnellement conçue à une politique de protection des prix, dont il est souvent impossible de contrôler les effets dans le secteur agricole, je citerai les paroles d'une autre personnalité allemande, M. Etzel, ministre des finances de la république fédérale d'Allemagne. En effet, j'ai trouvé dans les débats du *Bundestag* du 9 décembre 1958 une déclaration dont je voudrais vous donner lecture.

Parlant de la politique des subventions, M. Etzel a dit : « A mon avis, il faudrait s'attaquer dès 1959 à la suppression progressive des subventions ; mais alors les crédits budgétaires rendus disponibles devraient être affectés au financement de mesures prévues dans le cadre

du Pool vert et qui tendent effectivement à améliorer les structures agricoles, c'est-à-dire qu'ils ne doivent en aucun cas être soustraits à l'agriculture. »

J'aimerais savoir ce que M. Mansholt pense de cette politique. N'estime-t-il pas que c'est là la voie que nous devons adopter pour la politique agricole commune ?

De plus, je suis d'accord avec M. Etzel lorsqu'il nous met en garde contre les subventions de durée indéterminée. Je crois pouvoir dire que dans l'agriculture, les subventions doivent avoir pour but de se rendre elles-mêmes superflues.

J'ai été très heureux de retrouver la même idée dans le rapport de M. Troisi qui a dit que nous devons éviter de créer ou de maintenir des conditions de production artificielles.

Je n'ignore pas que la politique des subventions directes ne jouit pas d'une très grande popularité auprès des organisations paysannes qui craignent qu'elle ne soit synonyme d'une politique de parcimonie à l'égard de l'agriculture.

Le groupe socialiste déclare expressément à ce sujet — et c'est précisément ce que j'ai cherché en vain dans la déclaration de M. Etzel — que le point essentiel de la politique agricole qu'il préconise est le souci de garantir à ceux qui travaillent dans l'agriculture, c'est-à-dire aux exploitants et aux travailleurs agricoles, une base d'existence équitable, et qu'il est disposé à rechercher les moyens nécessaires à cette fin dans une politique fiscale qui soit au service du progrès.

Je crois que les milieux agricoles ont le droit d'exiger que leurs problèmes soient envisagés de cette façon ; mais en même temps, cette méthode implique pour eux l'obligation — et il faut le leur donner à entendre en toute clarté — d'utiliser ces moyens dans l'intérêt général et dans l'intérêt propre de l'agriculture en vue de l'amélioration générale des structures agricoles et au profit de ceux qui travaillent dans l'agriculture.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je vais donner maintenant la parole à M. Charpentier au nom du groupe démocrate-chrétien et ensuite à M. Mansholt, qui interviendra au nom de la Commission de la Communauté Economique Européenne et qui a demandé à parler ce matin.

Nous devons ensuite interrompre le débat, en raison des obligations du bureau de l'Assemblée.

M. Mansholt. — Je demande la parole.

M. le Président. — Vous avez la parole.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — (N) Monsieur le Président, en ce qui concerne l'ordre des travaux, je voudrais faire remarquer que je tiens naturellement à entendre tous les orateurs avant de répondre. Je regretterais beaucoup de ne pouvoir entendre les orateurs inscrits, MM. van der Ploeg, Luecker, Margue, Rip et Tartufoli.

J'ajouterai que je regrette surtout que le débat ne puisse pas continuer cet après-midi. La journée d'hier devait être consacrée au débat sur l'agriculture, mais certaines circonstances ont rendu nécessaire de renvoyer le débat à ce jour. J'ai déclaré que j'assisterai à la séance d'aujourd'hui, mais il m'est impossible d'être présent demain puisque je dois me rendre ce soir à Paris pour participer à une autre réunion.

C'est pourquoi je propose à l'Assemblée de modifier l'ordre de ses travaux de manière à pouvoir mener à bonne fin le débat sur l'agriculture en le poursuivant cet après-midi. Je suis disposé à prendre la parole cet après-midi.

Je laisse donc à l'Assemblée le soin de prendre une décision.

Si elle désire entendre les déclarations de la Commission au sujet de la politique agricole, cela est possible aujourd'hui seulement.

M. le Président. — Je remercie M. Mansholt pour sa communication, mais je regrette de ne pas pouvoir lui donner satisfaction.

L'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui a été établi par le Comité des présidents et approuvé par l'Assemblée.

Cet après-midi, de nombreuses réunions de groupes et de commissions sont prévues et il n'est pas possible de bouleverser cet ordre des travaux.

Tout en regrettant que, dans ces conditions, M. le vice-président de la Commission de la Com-

munauté Economique Européenne ne puisse pas entendre la plupart des orateurs, je me vois dans l'obligation de suivre l'ordre du jour et je donne la parole à M. Charpentier, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Charpentier, (au nom du groupe démocrate-chrétien). — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, notre collègue M. Troisi ayant fait une remarquable et très complète intervention, le marché commun ne faisant qu'entrer en vigueur et répondant à votre invitation d'être bref, je me limiterai à deux observations, l'une de forme, l'autre de fond.

D'abord, une observation de forme. Je ne vois pas la nécessité, au paragraphe 9 du rapport de M. Troisi, de préciser que l'intégration de l'agriculture ne sera pas moins poussée dans le domaine commun d'activité.

Le traité de Rome va plus loin pour l'agriculture que pour les autres activités ; il prévoit une politique commune s'appuyant sur une organisation commune des marchés.

Ensuite, une observation de fond. Je regrette de trouver, dans les travaux de la Commission de la Communauté Economique Européenne, dans le texte adopté à Stresa et dans le rapport de notre collègue M. Troisi, des allusions constantes à la nécessité d'être très prudents en matière de production.

Ainsi que je l'ai déjà dit, cette idée de limiter la production ou de la freiner en fonction des débouchés possibles est un peu malthusienne. Je crois au contraire que, tout en orientant la production, seule son expansion permettra d'améliorer la productivité.

Cette expansion de la production est, à mon avis, souhaitable et possible pour les raisons suivantes :

Premièrement, les Six importent beaucoup de produits agricoles et, sans aller à l'autarcie que personne ne songe à réclamer, le fait d'avoir une politique commune comparable à celle que mèneraient les six pays intégrés, doit se traduire par une augmentation de la production des agriculteurs des six pays.

Deuxièmement, une politique commune ne peut considérer les ressources ou les besoins actuels d'une façon statique. Une faible augmentation

ou une faible diminution de la consommation entraîne des écarts considérables. Or, l'élargissement d'un marché agricole commun aux six pays doit se traduire forcément par une augmentation de nos besoins. Pour peu qu'une expansion ait lieu dans nos industries — et elle aura lieu — l'augmentation du niveau de vie des salariés les plus défavorisés se traduira aussitôt par une consommation accrue de produits alimentaires.

Il existe actuellement des différences considérables entre les consommations des divers produits dans nos pays. Elles sont dues à des habitudes, à des niveaux de vie différents. Sans prétendre que toutes les consommations s'aligneront sur les plus élevées, il n'est pas douteux qu'elles iront dans ce sens.

Troisièmement, la création, enfin, d'une communauté Europe-Afrique doit se traduire par une consommation accrue des produits tropicaux en provenance des territoires africains liés aux Six et aussi par une consommation accrue des produits agricoles des Six par ces territoires africains dont l'augmentation de la population et l'accroissement du niveau de vie sont des facteurs non négligeables dans les prévisions des besoins.

Je me borne donc, Monsieur le Président, à demander à notre rapporteur, M. Troisi, et à la Commission de la Communauté Economique Européenne, de bien vouloir tenir compte, dans l'établissement d'une politique commune, de ces quelques observations.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Mansholt, vice-président de la Communauté Economique Européenne. — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, avant de répondre aux orateurs qui sont intervenus, je tiens à remercier les personnes à qui nous devons la bonne collaboration qui s'est instaurée au cours de cette année entre la commission de l'agriculture de votre Assemblée et la Commission de la Communauté Economique Européenne.

Votre commission de l'agriculture a été très active au cours de cette année et je souhaite qu'il en aille de même à l'avenir. Nous avons constaté que les membres de cette commission s'intéressent vivement aux problèmes agricoles et que leurs travaux ont été extrêmement fructueux.

A ce propos, je vous rappelle qu'au cours de cette première année de son existence, la commission de l'agriculture a perdu son premier président, M. Laborbe. Au nom de la Commission européenne, je tiens à souligner une fois de plus devant cette Assemblée que M. Laborbe s'est acquitté de façon remarquable de ses fonctions présidentielles et que nous avons eu en lui une personnalité éminente pour ce qui est de la connaissance des questions d'agriculture.

Qu'à son tour M. De Félice n'ait pas pu reprendre ses fonctions de vice-président de la commission, voilà qui nous paraît aussi être une grande perte pour les travaux de la commission de l'agriculture. Mais nous espérons naturellement que les travaux de la commission de l'agriculture continueront à porter leurs fruits sous la direction du président qu'elle vient de désigner.

J'en arrive maintenant au rapport de la commission de l'agriculture qui a été présenté et longuement commenté par M. Troisi. Ma réponse sera brève, ce qui sera peut-être très profitable aux travaux que votre Assemblée s'est proposés pour ce jour. Je puis dire que, dans les grandes lignes, je suis d'accord sur le contenu du rapport.

Ce n'est pourtant pas là le but de ce débat, et il me semble utile de préciser une fois de plus notre avis sur certains points du rapport, tout en indiquant les possibilités que nous entrevoyons pour la définition d'une politique constructive.

Le rapport de M. Troisi est un document introductif de portée générale ; il ne pouvait d'ailleurs guère en être autrement. Mais trois autres rapports ont encore été annoncés : un rapport sur le marché intérieur, un rapport sur les relations des Six avec les pays non membres de la Communauté et un rapport sur les problèmes structurels. Lors de la discussion de ces documents, nous aurons donc l'occasion d'examiner ces problèmes de plus près. Je ferai remarquer qu'il nous semble souhaitable que ces trois rapports soient achevés dans un délai assez bref afin que nous puissions bientôt discuter ces trois points avec l'Assemblée.

Si j'exprime ce vœu, c'est en partie aussi pour répondre à une question de M. Vredeling. Il a demandé si une discussion pourrait encore avoir lieu à l'Assemblée au sujet des propositions de la Commission européenne avant que le Conseil de Ministres ne prenne une décision à ce sujet. Je peux lui dire tout de suite que, pour autant

qu'il dépend de la Commission, celle-ci participera volontiers à un échange de vues avec l'Assemblée.

Mais il me semble non moins important qu'une discussion approfondie ait lieu à l'Assemblée, avant même que la Commission ne formule ses propositions sur un certain nombre de questions fondamentales qui concernent la politique structurelle, la politique du marché et les relations avec les pays tiers. Pour ma part, je puis affirmer qu'il nous serait extrêmement utile de connaître le point de vue de l'Assemblée ainsi que la manière dont elle voudrait voir résoudre certains problèmes.

Quant au rapport de M. Troisi, je dirai tout d'abord quelques mots au sujet de la conférence de Stresa dont il y est également question. M. Troisi a même approfondi ce sujet dans son exposé de ce matin et je dois dire que nous sommes entièrement d'accord sur la description qu'il a faite de la conférence de Stresa.

La conférence de Stresa a donné de meilleurs résultats que nous ne pouvions l'espérer. Quelques directives précises y ont déjà été arrêtées pour la future politique agricole. On ne s'est pas simplement contenté de confronter les politiques des divers pays et de faire l'inventaire de leurs desiderata et de leurs besoins, mais on a aussi recherché dès à présent certaines solutions pour l'avenir, ce qui est très important pour nos futurs travaux. Evidemment, les réactions ne se sont pas fait attendre, et c'était à prévoir. A mon avis, il est réjouissant que cette conférence ait provoqué de multiples réactions car elle a alerté divers groupes du secteur agricole et même d'autres milieux aussi. Si on avait fait le silence sur cette conférence, elle n'aurait jamais pu atteindre ce résultat.

Les représentants des gouvernements ont fait des déclarations qui ont provoqué dans les divers pays les réactions nécessaires, les meilleures et les pires, favorables et défavorables. La discussion sur la politique agricole européenne est donc ouverte. Alors même que ce serait là le seul résultat de la conférence de Stresa, nous n'aurions pas à nous en plaindre.

Les réactions ont été de trois sortes : réactions constructives favorables, réactions sceptiques de la part de ceux qui en sont arrivés à ne plus croire qu'une politique agricole commune puisse jamais exister en Europe, et enfin, les réactions destructives.

Pour le moment, je voudrais surtout m'occuper de la seconde catégorie de réactions.

Ceux qui approuvent les résultats de la conférence de Stresa n'auront pas grand-chose à en dire ; ils ne peuvent que s'en féliciter. Je parlerai donc de la deuxième catégorie, celle des sceptiques qui croient que les problèmes agricoles de l'Europe ne peuvent pas être résolus.

A un certain moment, M. Troisi a parlé du chaos dans lequel nous sommes. Je dois faire remarquer, Monsieur le Président, que, si nous nous trouvons dans le chaos, c'est tout de même un « chaos ordonné », car sur le plan national on a fait et on fait encore beaucoup pour l'agriculture, comme le montrent à la fois le progrès technique et la situation des marchés ; il est incontestable que l'on est parvenu à établir un certain ordre.

Nous constatons cependant — sur ce point, je suis entièrement d'accord avec M. Troisi — que ce que l'on fait est absolument insuffisant, car nous assistons en ce moment à une évolution qui pourrait bien conduire l'agriculture à un « chaos désordonné ». C'est ce qu'il faut en tout cas éviter. Une chose est certaine, et la conférence de Stresa en a aussi fourni la preuve : nous n'y parviendrons plus sur le plan national, nous devons établir une coopération très étroite, une politique commune. C'est la mission que nous confie le traité : la mise en œuvre d'une politique agricole commune.

On peut se demander si nos possibilités sont suffisantes et si les dispositions du traité de Rome nous permettront de nous tirer d'affaire.

Monsieur le Président, je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, je pense pour ma part, que cela est possible. Plus tard, nous ne pourrions pas alléguer que les dispositions du traité étaient insuffisantes. Les possibilités que nous offrent les articles du titre II de la deuxième partie du traité sont suffisamment larges pour nous permettre de parvenir à une véritable politique agricole européenne.

Il s'agit maintenant de voir si nous sommes en mesure d'en tirer parti de manière à atteindre l'objectif qui nous est assigné par le traité, à savoir la participation complète de l'agriculture à la future prospérité.

Quand j'affirme que nous pouvons atteindre cet objectif en unissant nos efforts et en prenant

conscience de nos responsabilités communes, je ne veux pas dire qu'il suffira d'ajuster telle ou telle politique nationale ou encore la politique des six pays. Nous devons au contraire, tel est l'avis de la Commission européenne, élaborer et présenter une conception nouvelle. Nous devons être capables d'offrir aux pays membres une conception européenne. Cela revient à dire que nous ne devons pas partir de l'idée que l'agriculture aura toujours besoin d'aide pendant de nombreuses années encore et qu'elle fera figure d'infirmes qui se traîne sur des béquilles. Dans tous les cas où elle bénéficie actuellement d'une aide nationale, nous devons tenter de la débarrasser de ses béquilles et de lui donner des forces afin qu'elle puisse occuper la place qui lui revient dans la Communauté.

Je me rallie volontiers à ce qui est dit à ce sujet dans le rapport. Cela signifie aussi que, dans l'agriculture, le travail productif doit être rémunéré de la même façon que dans les autres secteurs de l'économie ; cela signifie que nous devons assurer la prospérité générale de la population rurale et établir une saine interdépendance entre l'agriculture et les autres branches de l'économie ; cela signifie enfin que tous les travailleurs occupés dans l'agriculture, c'est-à-dire les exploitants, les membres de leur famille et les travailleurs agricoles, doivent être placés dans des conditions telles qu'ils puissent pleinement tirer avantage de leur facultés et de leur travail.

Je ferai cependant remarquer qu'en dernier ressort les plus gros efforts devront être faits par les agriculteurs eux-mêmes, par les travailleurs occupés dans l'agriculture. La tâche de la Communauté et celle des gouvernements nationaux consistera à créer pour ces travailleurs les conditions favorables à leur essor, à changer les conditions de production de manière que l'agriculture puisse aller de l'avant par ses propres moyens.

Cela signifie qu'il faut organiser rationnellement les entreprises en ce qui concerne l'étendue, l'équipement, la canalisation, les voies d'accès et les routes. Cela signifie aussi qu'il faut assurer dans le secteur agricole une bonne instruction et une bonne formation professionnelle, une meilleure diffusion des connaissances, l'exécution de travaux de recherche plus poussés et de bonnes conditions de crédit. Tout à l'heure, je reviendrai encore sur cette question.

Nous savons tous que la réforme et l'amélioration des structures ne peuvent être obtenus

qu'au prix d'énormes investissements non seulement pour l'infrastructure, c'est-à-dire pour l'amélioration des voies d'accès et des routes, la régularisation des cours d'eau et l'assainissement du sol, à la fois sur le plan régional et local, mais aussi en ce qui concerne les entreprises elles-mêmes. Je crois que nous pouvons affirmer que, dans ces dernières dizaines d'années, le niveau des investissements était insuffisant dans l'agriculture. Il faut donc que, pour obtenir des améliorations réelles l'apport de capitaux à l'agriculture soit désormais suffisant pour permettre d'entreprendre tous ces investissements.

Sans m'attarder davantage à la structure des entreprises et aux conditions de travail, je soulignerai qu'il importera aussi de faire en sorte que le marché travaille dans de saines conditions. A cet égard, il se pose un problème difficile avec lequel nous sommes aux prises dès à présent et qui donne beaucoup de mal à tous les gouvernements.

D'une façon générale, on peut dire que la production agricole est supérieure à la demande réelle. La conséquence en est évidente : niveau peu élevé des prix et excédents de production qui donnent lieu à une politique de subventions. De son côté, cette politique de subventions est elle-même à l'origine de l'accumulation des excédents et fausse donc, dans un certain sens, la situation du marché mondial pour bon nombre de produits agricoles.

Dans cette situation — car nous ne pouvons pas nous isoler du marché mondial — nous devons trouver pour les produits agricoles des débouchés à des prix équitables, c'est-à-dire des débouchés qui permettent d'obtenir une rémunération équitable pour le travail productif dans l'agriculture. Il est évident qu'il s'agit là d'une tâche très délicate qu'en ce moment même des gouvernements nationaux n'arrivent très souvent plus à résoudre. Nous devons tenter de proposer une issue qui sera l'œuvre de la politique commune.

Je rappellerai qu'il ne faut jamais séparer le problème du niveau équitable des prix de celui des coûts de production, un point a déjà été souligné à plusieurs reprises en cette Assemblée. Le revenu n'est pas uniquement déterminé par les prix ; ce qui compte, c'est l'écart entre les recettes et les prix de revient, comparé au volume de la production. Il ne faut donc jamais considérer séparément — je l'ai dit plusieurs fois et je me félicite particulièrement de ce que

votre Commission parlementaire se soit prononcée en ce sens — les problèmes de la réduction des prix de revient et de l'amélioration des structures agricoles, d'une part, et les conditions du marché, d'autre part. Il ne faut jamais perdre de vue cette corrélation.

Je voudrais cependant insister sur un point : c'est que, même si les conditions du marché mondial sont faussées en ce qui concerne certains produits agricoles, nous ne pouvons pas nous isoler de ce marché mondial. Bien entendu, nous pouvons atténuer l'influence qu'il exerce ou même la combattre, et les moyens d'action que nous choisirons à cet égard auront une très grande importance. Mais nous ne pouvons ni ne devons nous isoler. Tout à l'heure, je parlerai plus longuement de cette question lorsque je répondrai à M. Vredeling.

Si le marché des Six doit être en mesure de couvrir normalement les besoins des consommateurs, il faut qu'il existe des relations étroites entre ce marché des Six et le marché des pays tiers, qu'il s'agisse du marché des Onze ou de tout autre marché. L'approvisionnement normal suppose donc l'existence de ces relations étroites; mais même si les Six voulaient se constituer un territoire autarcique, l'agriculture ne pourrait pas prospérer. Nous ne pouvons pas conduire l'agriculture européenne à la prospérité si nous nous isolons du marché mondial ou encore simplement du marché des Onze, dont il a été si longuement question hier au cours du débat sur l'association.

Je reviendrai dans un instant sur cette question, à propos de l'extension de la production et des débouchés sur le marché intérieur et extérieur.

Il est donc bien clair que les négociations relatives à l'association avec d'autres pays européens revêtent une importance particulière également pour l'agriculture. Aussi devons-nous toujours rejeter l'idée d'une zone de libre-échange dans laquelle l'agriculture n'aurait pas sa place.

J'ai été très heureux d'entendre dire hier, très nettement, devant votre Assemblée qu'il faut en tout cas pleinement tenir compte — il y a un instant M. Vredeling en parlait encore — de la situation du marché des Six par rapport au marché mondial et aux pays fournisseurs de matières premières. Il s'agit là d'un des plus

graves problèmes de notre époque. Que peuvent faire pour les territoires sous-développés les pays occidentaux fortement industrialisés, l'Europe aussi bien que l'Amérique du Nord ?

La deuxième conférence du G.A.T.T. qui s'est réunie à Genève a examiné ce problème de manière approfondie et à la demande de cette organisation, un rapport spécial a été publié, le rapport Haberler, qui traite l'ensemble des problèmes agricoles. Ce rapport aboutit à des conclusions auxquelles je puis souscrire pour la plupart. Néanmoins, je dois faire une remarque à ce propos. S'il est souhaitable que les pays industrialisés — les Etats-Unis d'Amérique et le Canada aussi bien que les Six — ouvrent leur marché aux produits que les territoires sous-développés peuvent fournir et doivent encore fournir pour le moment, nous devons naturellement rechercher également dans le cadre de notre politique agricole les moyens d'assurer ce développement et de maintenir ces courants d'échanges. En effet, si nous voulons de notre côté vendre des produits industriels et agricoles dans ces pays, il faut veiller à garder intact le circuit.

Je crains cependant, Monsieur le Président, qu'à partir d'un certain moment la production agricole, c'est-à-dire la production de denrées alimentaires, ne s'accroisse plus rapidement dans les pays occidentaux industrialisés que la consommation dans les territoires sous-développés. Il semble, dès à présent, que dans les pays occidentaux industrialisés la production agricole soit supérieure aux possibilités de consommation. Si cela est exact, nous nous trouvons devant un problème extrêmement grave. Tout à l'heure, j'en parlerai plus longuement à propos de la politique des prix.

Comme les trois composantes de la politique agricole commune, à savoir les problèmes structurels, la politique commune de marché et les relations extérieures, seront examinées à part, je me contenterai maintenant d'en examiner quelques aspects, tout en répondant aux questions qui ont été posées à cet égard.

Nous sommes tous d'accord sur un point. Si nous posons comme objectif de la politique agricole commune la prospérité de l'agriculture et l'approvisionnement normal du marché, l'amélioration des structures agricoles est indispensable, c'est-à-dire qu'il faut améliorer les conditions dans lesquelles l'agriculteur doit travailler.

Nous savons que ces conditions sont souvent très défavorables, qu'il s'agisse de la répartition et de la situation des terres ou de l'état des bâtiments d'exploitation. Il reste beaucoup à faire en ce domaine. Sur ce point, les avis sont unanimes, comme il est apparu clairement à Stresa : il faut maintenir un certain type d'entreprise qui est l'entreprise familiale.

A mon avis, cela est très vrai. On peut et on doit vraiment se demander si une très forte rationalisation de l'agriculture n'imprimerait pas un caractère nouveau à l'entreprise familiale dont il faudra envisager une extension notable afin qu'elle puisse faire le meilleur usage des possibilités techniques.

Je suis convaincu que, dans 75 ans, le visage de l'entreprise familiale ne ressemblera plus en rien à celui que nous lui voyons maintenant.

Mais nous devons fonder notre politique agricole sur l'entreprise familiale non seulement pour des raisons d'ordre politique, social et même sociologique, mais aussi parce qu'il est apparu qu'elle se justifie pleinement du point de vue économique, à condition qu'elle réponde aux nécessités de l'accroissement de la productivité.

Si nous voulons vraiment augmenter la productivité, il faut donner à l'entreprise familiale la possibilité de se développer pour pouvoir utiliser les moyens de production modernes. Une entreprise familiale trop petite et dont les terres sont dispersées ne peut pas se développer et ne peut pas offrir à la famille la prospérité et une vie saine ; elle ne permettra pas non plus d'approvisionner normalement les consommateurs, ni en ce qui concerne les prix ni en ce qui concerne la qualité des produits.

Par conséquent, lorsque nous déclarons que l'un des principes de notre politique est de maintenir l'entreprise familiale, il importe de préciser que nous voulons le faire dans des conditions telles qu'elle puisse se développer comme elle le doit. La direction de l'agriculture de notre Commission a déjà entrepris un certain nombre d'études à ce sujet.

Une des études les plus importantes qui a été engagée concerne la possibilité d'accroître la productivité.

Nous savons que dans de nombreuses entreprises le rendement est très faible, ce qui a également été dit dans le rapport. Il faut cependant

nous garder de généraliser. A mon avis, il convient de faire ces études pour chacune des diverses régions de l'Europe, autrement dit qu'il faut faire des études régionales. En effet, dans certaines régions favorisées, en France ou en Allemagne, mais aussi aux Pays-Bas et en Belgique, le rendement peut être très élevé, alors qu'ailleurs en Europe, les mêmes produits que ceux de ces régions doivent être cultivés dans des entreprises à faible productivité.

Si nous voulons résoudre les problèmes de l'accroissement de la productivité, nous ne pouvons pas nous contenter d'arrêter des mesures de portée générale ; nous devons au contraire examiner la situation des diverses régions et faire précéder d'une étude régionale toute action sur ce plan.

Si nous voulons utiliser au mieux les facteurs de production, la terre, le capital et le travail, nous devons donc entreprendre des études régionales. Il est évident que dans ces études il ne faudra pas tenir compte des frontières nationales. Il faudrait tout particulièrement se soucier de régions telles que l'Allemagne septentrionale et le nord de la Hollande qui ont la même structure. On peut aussi songer à l'unité régionale que constituent les Alpes, qu'il s'agisse des Alpes italiennes, françaises ou allemandes.

Nous devons donc entreprendre ces études pour des régions déterminées et rechercher les points névralgiques et les difficultés pour arriver finalement à les résoudre convenablement. En effet, il me semble que nous irons le plus rapidement de l'avant si nous vouons notre attention en premier lieu aux régions qui accusent un retard et dont le rendement est particulièrement faible. C'est là le point dont nous devons nous préoccuper en premier lieu.

Quels sont maintenant les moyens qui permettent d'accroître la productivité ?

Il est évident que nous ne pouvons pas nous prononcer définitivement à ce sujet. Il s'agit de tout un ensemble de problèmes qui sont déterminés par de nombreux facteurs dont deux sont particulièrement complexes et méritent que nous nous penchions sur eux.

Il s'agit tout d'abord de l'infrastructure générale, si vous me permettez d'employer ce mot une fois de plus. En d'autres termes, il s'agit de la situation de l'entreprise par rapport à la zone de travail et à l'état général dans lequel se trouve

le sol. Il s'agit ensuite des entreprises proprement dites, de la répartition des terres, de l'état des bâtiments et des conditions générales de l'exploitation. A ce propos, il faut aussi se poser le problème du nombre des travailleurs par unité de production qui est particulièrement élevé dans certaines régions de l'Europe. Voilà une question qui devra être examinée très attentivement. Je crois qu'en la soulevant nous touchons un autre problème — comme l'a d'ailleurs dit le rapporteur dont nous approuvons entièrement les déclarations — à savoir la réduction du nombre de travailleurs par unité de production, un problème qui ne peut pas être résolu séparément pour le secteur agricole.

Il s'agit en fin de compte d'un problème plus général, celui du transfert de la main-d'œuvre excédentaire vers d'autres secteurs de l'économie. Les transferts doivent donc rester en proportion avec les possibilités qu'offrent ces secteurs. Autrement dit, si certaines régions européennes ne sont pas rapidement industrialisées, le problème de la productivité de l'agriculture ne pourra pas être résolu.

Et lorsque je parle d'industrialisation, je songe aussi au développement des échanges de services qui doit être parallèle au développement industriel. Nous devons résoudre le problème de la main-d'œuvre agricole excédentaire, soit au moyen de l'industrialisation sur le plan régional, soit en encourageant dans une certaine mesure la migration intérieure vers des centres industriels dont la situation est plus favorable.

En ce domaine, certains pays ont déjà pris des mesures et quelques-uns ont même déjà fait beaucoup. A mon avis, la Commission et notre Communauté ont pour tâche de stimuler cette action et d'assurer une certaine coordination.

Nous devons donc rechercher les possibilités qui s'offrent à cet égard, les signaler aux gouvernements nationaux et nous efforcer, en collaboration avec certaines institutions de la Communauté, d'accélérer ce processus.

A cet égard, M. Vredeling a posé une question à laquelle je vais répondre immédiatement. M. Vredeling a demandé si on pouvait faire appel au Fonds social en faveur des agricultures, et notamment en vue de la réadaptation des fils et des filles d'agriculteurs.

A mon avis, cela peut certainement se faire. L'article 123 du traité qui concerne le Fonds social dispose :

« Afin d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs dans le marché commun et de contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie, il est institué, dans le cadre des dispositions ci-après, un Fonds social européen qui aura pour mission de promouvoir à l'intérieur de la Communauté les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs. »

Précisons tout d'abord que les fils et les filles de l'exploitant font partie de l'entreprise en qualité de travailleurs. Cela me semble évident. Si les agriculteurs qui exploitent des entreprises dont les conditions sont très défavorables ou qui sont trop petites doivent apprendre un autre métier, ils entrent dans la catégorie des travailleurs.

Je ne crois pas trop m'avancer en disant que le but du traité était sans doute d'obtenir un assainissement au moyen de la reconversion. C'est pourquoi je suis d'avis que les dispositions relatives au Fonds social européen sont aussi applicables à cette catégorie de personnes.

A ce propos, M. Vredeling a encore posé une autre question. Il a dit qu'il faut surtout tenir compte de l'influence du prix de la terre et du fermage sur l'accroissement de la prospérité de l'agriculture. Je suis entièrement d'accord avec lui, mais certainement M. Vredeling sera-t-il aussi d'accord avec moi, si je lui dis qu'il sera extrêmement difficile de résoudre ce problème.

Lorsqu'il s'agit d'accroître la prospérité de l'agriculture, il faut évidemment tenir compte de la part de richesse qui est absorbée par les trois facteurs de production, les trois composantes, comme les a appelés M. Vredeling, la terre et le capital se confondant très souvent.

M. Vredeling a dit que si nous voulons vraiment augmenter la prospérité en réservant une plus grande part du revenu national à l'agriculture, grâce à l'accroissement de la productivité, nous devons éviter qu'une trop grande partie du revenu ne soit absorbée par le capital foncier, car alors les travailleurs et les agriculteurs n'en tireraient aucun avantage. Cette éventualité peut être évitée dans une large mesure, si l'industrie attire suffisamment les travailleurs occupés dans l'agriculture et si les agriculteurs

ne cherchent pas à augmenter l'étendue de leurs terres. A mon avis, c'est un des meilleurs moyens d'éluder le problème évoqué par M. Vredeling. En d'autres termes, nous devons tenter de comprimer la demande de terres en donnant aux agriculteurs de plus nombreuses possibilités de trouver un emploi dans d'autres secteurs de l'économie.

M. Vredeling a demandé en outre si l'Assemblée pouvait obtenir des informations précises sur le niveau des prix de la terre et du fermage. Je répondrai par l'affirmative, sous la réserve toutefois que l'exécutif dispose des moyens budgétaires nécessaires pour entreprendre des études. J'en ai déjà parlé à la commission de l'agriculture.

L'organigramme qui a servi de base à l'établissement du budget de 1959 ne prévoit aucun crédit qui nous permette d'entreprendre des études fouillées. Certes, si les gouvernements nationaux s'y livraient pour ce qui concerne leur propre territoire, une certaine coordination nous permettrait évidemment d'obtenir une vue d'ensemble.

J'en arrive maintenant à un aspect particulier de cet ensemble de problèmes, à savoir la politique des crédits. Dans son exposé verbal, M. Troisi a fait à ce sujet des remarques sur lesquelles je suis en grande partie d'accord.

Comme je l'ai déjà dit, l'agriculture a besoin d'investissements considérables et il est à peu près certain que pendant les prochaines dizaines d'années ces besoins ne feront qu'augmenter. C'est un point sur lequel nous portons plus spécialement notre attention, car il est inutile de parler de l'amélioration des structures ou de la réforme des entreprises, si les capitaux nécessaires ne sont pas disponibles.

Il se pourrait bien que la plus grande difficulté soit non pas de stimuler le désir des réformes ni d'obtenir l'assentiment des agriculteurs, mais bien de trouver les capitaux nécessaires. Nous devons donc particulièrement tenir compte de ce problème. Et il s'agira pour nous d'acheminer les capitaux disponibles vers le secteur agricole. Mais alors se posera la grande question : Quels sont les capitaux qu'il faudra utiliser à cette fin ?

Pour le moment, la Commission ne voudrait pas encore se prononcer à ce sujet, car il lui

faudra entreprendre au préalable toute une série d'études.

Je pourrais assurément énoncer comme principe général que nous devrions faire appel le plus possible aux instituts de crédit agricole existants. Heureusement, ces instituts ont pris de l'extension dans les six pays ; dans certains d'entre eux ils ont même pris un essor extraordinaire. Je crois vraiment que le mieux que nous puissions faire est de recourir à eux. C'est pourquoi j'ai été très heureux d'apprendre que les instituts de crédit agricole des six pays ont déjà constitué une organisation commune en vue d'examiner les problèmes de la politique agricole commune et de rechercher quelles sont les tâches qui leur incomberont à l'avenir en ce domaine.

La Commission s'en félicite vivement et elle ne demande pas mieux que d'établir une coopération aussi étroite que possible avec cette organisation en vue d'arrêter d'un commun accord des directives et des programmes d'action. Bien entendu, il reste à voir dans quelle mesure la Banque d'investissement pourrait intervenir. Pour l'agriculture, la Banque d'investissement, qui est un institut régi par les principes habituels de la technique bancaire, ne peut cependant pas être d'un très grand secours.

S'il est vrai que le taux de l'intérêt des capitaux placés dans l'agriculture ne peut pas être fixé au même niveau que celui des capitaux investis dans l'industrie, il faut prévoir un système de compensation. Nous devons donc nous orienter vers les solutions qui offrent cette possibilité.

Pour ce qui est de la main-d'œuvre excédentaire, j'en ai déjà dit quelques mots. Je répondrai cependant encore à une question de M. Vredeling concernant les travailleurs agricoles. Il demande à la Commission des indications précises sur le phénomène de l'abandon des campagnes par les diverses catégories de personnes occupées dans l'agriculture. La Commission s'engage volontiers à fournir ces renseignements, sous la réserve que j'ai déjà énoncée plus haut.

Quant aux remarques concernant le Fonds social, j'y ai aussi déjà répondu.

Mais je voudrais encore dire quelques mots au sujet de la politique du marché commun.

Dans le rapport de la commission de l'agriculture de l'Assemblée, une relation étroite est

établie entre les problèmes structurels et les problèmes du marché.

Il est évident que tout en développant les structures dans les pays de l'Europe occidentale, nous ne devons pas perdre de vue les problèmes du marché, car il ne sert à rien d'orienter les structures agricoles dans une certaine direction, si les produits agricoles ne trouvent pas de débouchés. Nous ne pouvons pas produire pour produire ; la production doit tendre à un but, elle doit trouver un marché et des débouchés. Et lorsque nous parlons du développement structurel de l'agriculture, nous devons tenir compte des possibilités de vente qui s'offrent non seulement dans le cadre des Six, mais aussi dans les pays tiers, compte tenu des importations nécessaires et souhaitables.

Cela fait surgir tout de suite un autre problème sur lequel je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée. Dans quelle mesure est-il possible d'augmenter la productivité, c'est-à-dire la production par hectare ?

C'est là une des questions les plus graves de la politique agricole ; elle a aussi été évoquée dans le rapport. Certes, la productivité peut être augmentée par l'accroissement de la production par hectare, mais nous devons en même temps nous demander s'il existe pour cette production accrue des possibilités d'écoulement à l'intérieur et en dehors des six pays.

Et jusqu'où pouvons-nous aller ? Il s'agit bien d'une des questions les plus inquiétantes de la politique commune, d'un des points les plus délicats. Il est vrai, M. Charpentier l'a signalé à juste titre, que nous pouvons prévoir une augmentation de la consommation dans les six pays et peut-être aussi une augmentation des possibilités d'écoulement en dehors des Six. Mais il s'agira de rechercher, sur la base de certains calculs, la mesure dans laquelle nous le pouvons et la mesure dans laquelle nous pouvons augmenter la production globale de l'agriculture.

En même temps, il faudra considérer l'ensemble de ce problème en rapport avec le niveau des revenus agricoles.

Si d'une part, nous ne pouvons pas laisser la production s'accroître indéfiniment, si nous devons prévoir dans le cadre de notre politique agricole certaines limitations de la production, nous devons d'autre part aussi nous préoccuper

du niveau des revenus agricoles. Nous savons qu'à cet égard notre politique doit être prudente. Nous ne devons pas suivre en matière de développement de la production une politique qui pourra nous causer les plus grandes difficultés d'ici cinq ou dix ans.

Actuellement, la direction de l'agriculture est en train d'analyser les possibilités d'écoulement. Les premières études ont déjà montré qu'au cours de ces dernières années l'accroissement de la production agricole a été supérieur à celui de la consommation. Je ne prétends pas que ce soit vrai pour tous les produits agricoles, mais en tout cas cette constatation est exacte pour certains produits importants. A ce propos, je dirai quelques mots de ce que nous devons faire en premier lieu.

Je crois que la politique de marché, qui est un des éléments de la politique agricole commune, doit porter pour le moment sur un certain nombre de produits particulièrement importants. Bien entendu, nous nous préoccuperons aussi d'autres secteurs, par exemple de celui de la pêche ; M. Troisi a attiré l'attention sur cette nécessité. Dans la mesure du possible, nous le ferons dès la première année. Mais en ce qui concerne l'agriculture, nous devons en premier lieu porter notre attention sur une série de produits tels que les céréales et le sucre, entre lesquels il existe une étroite interdépendance. En effet, la production sucrière est étroitement liée à la production de céréales.

D'autre part, il existe aussi des liens étroits entre la production de céréales en tant que produits de base et les fruits de labour, tels que les betteraves et les pommes de terre, c'est-à-dire l'ensemble des produits fourragers. En même temps, nous devons considérer les problèmes que pose l'écoulement des produits obtenus à partir de ces produits de base, c'est-à-dire les produits de transformation : la viande, les œufs, la volaille et le lait. C'est de cela qu'il faudra tenir compte en premier lieu lors de la définition de la politique agricole.

Un point est particulièrement important, Monsieur le Président, c'est que nous exportons déjà certains de ces produits et que nous deviendrons probablement exportateurs d'autres produits encore, si la production et la consommation continuent à s'accroître, alors que le marché mondial est déjà saturé. Nous devons donc agir avec beaucoup de prudence en mettant au point notre politique agricole.

Dès à présent, une chose est certaine, c'est que nous devons tout mettre en œuvre pour augmenter la consommation à l'intérieur des six pays, tout en défendant aussi bien que possible sur le marché mondial notre position d'exportateur.

A cet égard, la conférence de Stresa s'est aussi prononcée très clairement. Si les Six deviennent des pays exportateurs, nous devons nous efforcer d'appliquer notre politique agricole de manière à provoquer le moins de difficultés possible pour tous ceux qui, dans le commerce et dans l'industrie de transformation, doivent finalement assurer l'écoulement de ces produits. Car de plus en plus, l'avenir le montrera, l'Europe occidentale devra s'orienter vers la production de ce qu'on appelle les « protective foods », les produits de transformation, ce qui signifie que nous devons tout particulièrement nous préoccuper de l'industrie agricole et du commerce de produits agricoles.

Ce serait une grave erreur si notre politique agricole prenait une tournure défavorable à tout essor de l'industrie agricole et du commerce de produits agricoles. Ce sera un des obstacles auxquels se heurtera notre système de politique de marché.

Permettez-moi maintenant de décrire brièvement la situation du marché des céréales ! Je vous ferai remarquer que je ne fais pas de différence entre le blé et les céréales fourragères, c'est-à-dire que je placerais sur un même pied le blé, le seigle, l'avoine et l'orge. Or, nous constatons qu'au cours des sept dernières années la production totale de céréales a augmenté de 4 % en moyenne et la consommation, de 3 % en moyenne.

Assurément, il faut distinguer, en ce qui concerne la consommation, entre le blé et les céréales fourragères. Pour le blé, nous notons un accroissement de 0,5 % par an et, pour les céréales fourragères, un accroissement de 6 % par an. En ce moment, nous sommes donc déjà exportateurs de blé, notamment de blé tendre ; notre production est déjà excédentaire. Néanmoins, pour assurer l'approvisionnement en pain, il nous faut une certaine quantité de blé dur et de blé de qualité.

Ce simple fait nous amène à conclure qu'en Europe occidentale nous ne pouvons plus nous contenter d'une politique spéciale du blé, mais que nous devons mettre en œuvre une politique des céréales et qu'une partie de la production

de blé devra être absorbée par le secteur fourrager. En d'autres termes, si nous voulons pour le moins mettre en place un mécanisme de marché simple et efficace, nous devons considérer la production de céréales dans son ensemble ; d'autre part, les prix ainsi que les mesures qui régleront éventuellement le marché devront se fonder sur la valeur des céréales en tant que produits fourragers. C'est là un point de départ très important, surtout pour les pays qui continuent à appliquer une politique totalement différente en ce qui concerne le blé et les céréales fourragères.

La conclusion qui s'impose, c'est qu'une telle politique n'est plus praticable en Europe occidentale et qu'au cours d'une certaine période de transition nous devons imprimer à notre politique agricole une orientation qui tienne compte des nécessités du marché. Or, les possibilités d'écoulement des céréales fourragères sont déterminées par la consommation de viande et d'œufs et, dans une moindre mesure, par la consommation de lait. Nous constatons que, dans ce secteur, la consommation annuelle a augmenté d'environ 4 %, mais rien ne nous permet d'espérer que cet accroissement se maintienne.

A mon avis, la prudence s'impose.

En effet, si l'accroissement de la consommation de viande que nous avons noté ces dernières années devait se poursuivre, nous atteindrions environ dans quinze ans le niveau de la consommation actuelle des Etats-Unis.

Je ne suis pas prophète, mais ce serait, à mon avis, une hypothèse audacieuse que d'admettre que dans quinze ans la consommation de viande des six pays européens sera déjà égale à celle des Etats-Unis qui est d'environ 85 kg par personne et par an. Je ne crois pas que cela soit possible. Il nous faut donc corriger nos prévisions quant à l'accroissement de cette consommation de viande qui détermine à son tour la consommation de céréales fourragères. Bien que nous n'ayons pas encore d'opinion définitive à ce sujet, je crois pouvoir indiquer dès à présent que nous prévoyons une augmentation d'environ 2,5 % de la consommation de céréales fourragères.

Sans vouloir me prononcer définitivement — je voudrais simplement mettre une idée en discussion — je vous signalerai que le marché des six pays offre peu sinon aucune possibilité d'étendre les surfaces cultivables. Il en résulte que, pour pouvoir suivre à l'avenir une bonne politique des

marchés, nous devons prévenir toute extension des surfaces cultivées puisqu'en l'état actuel elles permettent déjà de produire davantage que la consommation accrue ne pourra absorber.

M. Vredeling a souhaité à la Commission la sagesse nécessaire en ce qui concerne la politique des prix, et je lui en suis très reconnaissant. J'espère même que cette sagesse sera donnée non seulement à nous-mêmes, mais aussi à tous ceux qui assument des responsabilités en ce domaine, aux organisations agricoles et aux gouvernements.

Je ferai encore remarquer dans cet ordre d'idées.

Nous avons tous que, si nous engageons notre politique des prix dans la mauvaise direction, les conséquences s'en feront certainement sentir et que nous nous heurterons aux plus grandes difficultés dans une dizaine d'années. A cet égard, le monde nous offre des exemples à foison. Il suffit de tourner le regard vers les Etats-Unis qui sont aux prises avec les plus graves difficultés : elles proviennent d'une politique des prix erronée, mais qui était peut-être inévitable du point de vue politique.

Espérons que les Etats-Unis d'Europe éviteront à temps cet écueil. Il est un proverbe néerlandais qui dit que le malheur d'autrui rend sage, et je crois que nous ferions bien de nous en inspirer.

Il importe évidemment que nous élargissions autant que possible nos débouchés de produits agricoles transformés. Et il faudra aussi se préoccuper du prix des produits. Surtout en ce qui concerne les denrées dont la production est très variable, les œufs, la volaille, aussi la viande et le lait, les prix les plus bas favoriseront beaucoup les ventes sur le marché intérieur. Les débouchés en dehors des Six suivront une évolution parallèle aux débouchés intérieurs.

Nous devons donc appliquer une politique des prix très prudente afin de prévenir toute surproduction de matières premières qui, lorsque le prix des matières premières est trop élevé, s'accompagne toujours d'une hausse des prix des produits finals et d'un fléchissement de la consommation.

De toute évidence, le problème de la fixation des prix, à supposer que les prix doivent être

fixés, n'est pas uniquement une question de prix de revient ; il s'agit aussi de conformer les prix aux possibilités du marché.

Le rapport entre le prix de la terre et la surface cultivée n'a pas une grande importance dans certains pays, mais en France, il en a beaucoup. Je crois que nous pouvons constater qu'il existe encore en France de grandes réserves de production ; mais, s'il est vrai que la hausse des prix détermine une extension de la surface cultivée, on peut se demander si ailleurs une baisse provoquerait inversement une réduction équivalente de la surface cultivée.

C'est là la question qui est loin d'être résolue.

L'expérience nous a montré que l'extension de la surface cultivée se fait plus facilement lorsque les prix sont favorables qu'en cas de fléchissement de la production. La Commission devra examiner cette question avec le plus grand soin et entreprendre des études à ce sujet.

En ce qui concerne les prix des céréales, il faut s'efforcer d'établir dans quelques années un marché équilibré, tout en essayant d'obtenir le niveau le plus élevé de la consommation. Et pour parvenir à des prix communs, il faudra sans doute encore laisser passer six années.

De plus, nous devons tenir compte du niveau des revenus des agriculteurs. A ce propos, il faut se demander si nous ne menacerons pas ces revenus en nous efforçant, dans certaines conditions, de surmonter les difficultés du marché.

Diverses difficultés peuvent surgir à mon avis. Pour de nombreux producteurs, le prix du produit, c'est-à-dire la recette en argent, n'est pas nécessairement la seule source de revenus. S'il était possible de faire de la recette nette des produits la seule source de revenus de l'agriculteur sans fausser le marché, nous serions évidemment disposés à agir dans ce sens ; mais si, au contraire, il en résulte inévitablement des troubles sur le marché ou que de grandes difficultés soient suscitées pour l'avenir, nous sommes amenés à nous demander si, dans certaines circonstances, il ne vaut pas mieux accorder des allocations ou des subventions ou des aides complémentaires, sinon pour une grande partie de la région productrice, tout au moins aux régions dans lesquelles ces difficultés sont les plus graves, que ce soit temporairement ou pendant une certaine période ou encore pendant une période transitoire.

A ce propos, nous voyons surgir une autre question. Parviendra-t-on à créer une situation stable, si on accorde à certaines régions et pendant une période déterminée une aide sous forme d'allocations financées soit par les fonds de la Communauté, soit par les fonds nationaux ? Cela dépendra en premier lieu du rythme auquel nous pourrions développer l'agriculture européenne dans le sens d'une structure saine et normale tendant à la spécialisation nécessaire et à la réduction des prix de revient. Plus nous ferons en ce domaine, plus rapidement nous parviendrons à surmonter les situations défavorables qui exigent qu'une aide soit accordée à l'agriculture.

En second lieu, cela dépendra du développement de la prospérité générale et, en troisième lieu, des débouchés que les Six trouveront à l'étranger.

Tous ces facteurs veulent que nous agissions avec une extrême prudence en ce qui concerne la politique des prix et de la production.

Je ferai remarquer dans cet ordre d'idées qu'il n'est pas exclu — et à ce sujet la F.A.O. a publié des rapports qui nous permettent quelque espoir — que la situation ait changé du tout au tout dans une vingtaine d'années, à condition que la prospérité dans le monde et que la consommation de produits alimentaires, notamment de « protective foods », augmentent rapidement. Il n'est absolument pas exclu qu'il y ait pénurie de produits alimentaires dans une vingtaine d'années et que nous devions tout mettre en œuvre pour couvrir la demande.

C'est pourquoi je souligne expressément qu'à longue échéance, nous mènerions une politique erronée ou même catastrophique, si nous ne cherchions pas à préparer l'agriculture des pays occidentaux à cette situation future.

Je crois que nous pouvons affirmer que l'agriculture — non seulement celle des six pays, mais même celle du monde entier — se trouve vraisemblablement dans une situation transitoire et qu'elle passera de la production excédentaire à la pénurie. De toute façon, nous poursuivrons nos études en ce domaine.

Je ne pense pas qu'une politique des prix prévoyant l'octroi de certaines aides financières de complément soit critiquable dans les conditions actuelles. Pareille politique n'est pas nécessairement une erreur ; mais si on en faisait un système durable, le problème deviendrait plus grave.

Il faut se demander quelle sera la nature de ces aides. Je dirai tout d'abord qu'elles ne devront en aucun cas provoquer une extension artificielle de la production, s'il n'existe pas de possibilités d'écoulement ; nous n'y gagnerions rien. Mieux vaudrait relever les prix en accordant des primes pour chaque produit quand les prix sont peu élevés. Mais en l'absence des débouchés nécessaires, ces primes ne doivent pas non plus provoquer une extension artificielle des surfaces cultivées.

Nous devons veiller à ce que l'octroi d'aides financières conduise à la rationalisation de la production, à l'amélioration des entreprises et aussi à celle des infrastructures, quitte à prévoir à titre transitoire et pour des raisons d'ordre social l'octroi d'un complément de revenus.

Pareille politique pourrait conduire à des conditions de marché conçues en vue de la stabilité, tout en laissant la plus grande place possible à une politique de marché qui permette d'assurer au mieux l'approvisionnement au prix le plus bas et de trouver des débouchés sur les marchés étrangers.

Pour ce qui est de ce dernier point, je soulignerai une fois de plus que jamais nous ne devons considérer notre politique autrement qu'en liaison avec le reste du monde, à la fois dans le cadre de l'association avec les Onze et à la lumière des responsabilités qu'ont les Six à l'égard des territoires moins développés.

Il ne suffit pas de labourer et d'ensemencer nos propres terres. Ailleurs dans le monde, le labour et les semailles devront aussi se poursuivre. Nous devons apporter notre contribution à la prospérité générale également dans le domaine agricole et nous devons faire des sacrifices également dans ce domaine.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

4. — *Ordre du jour*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain jeudi 15 janvier, à 10 heures, avec l'ordre du jour suivant :

— suite de la discussion du rapport de M. Troisi sur les problèmes agricoles ;

— présentation et discussion du rapport de M. Carboni sur l'association des pays et territoires d'outre-mer ;

— présentation, discussion et vote des résolutions présentées par les commissions dont les rapports ont été inscrits à l'ordre du jour depuis le 7 janvier.

Je rappelle que le Comité des présidents, qui se réunira cet après-midi, à 17 heures, fera des propositions pour la suite des travaux de notre Assemblée.

M. Rip. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Rip.

M. Rip. — (N) Monsieur le Président, je me permets de parler d'un point qui concerne l'ordre du jour.

Notre ordre du jour provisoire indiquait que les problèmes de l'agriculture seraient traités mardi 13 janvier, le matin et l'après-midi et peut-être même encore le soir et que les questions relatives à l'association européenne seraient peut-être discutées aussi.

Le bureau a modifié l'ordre des travaux et la conséquence en a été que toute la journée d'hier nous avons parlé de la zone de libre-échange. Ces discussions ont duré jusqu'à hier soir, ce qui fait que l'examen des problèmes de l'agriculture ont été reportés à ce matin.

Où en sommes-nous maintenant ? Nous voyons que nous avons tout au plus deux heures pour nous entretenir des problèmes de l'agriculture avec la Commission de la C.E.E.

Le rapporteur a parlé pendant une bonne heure pour introduire son rapport. La question qui se pose maintenant est de savoir si, en ce qui concerne notre méthode de travail, nous ne devrions pas examiner la nécessité de fixer une durée maximum pour la présentation des rapports.

Sur ce point, un échange de vues amical a eu lieu ce matin entre M. Vredeling et M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. J'aurais aimé intervenir dans leur débat à propos des remarques que M. Vredeling a faites.

Cet après-midi, nous ne pourrions pas nous réunir en séance publique, si j'ai bien compris, de sorte que la suite de la discussion est renvoyée à demain matin, ce qui m'amène à poser une question.

Ne serait-il pas indiqué que la méthode de travail, je veux dire notamment la manière de traiter les problèmes de l'agriculture, soit une bonne fois mise à l'ordre du jour du bureau ? Je suis forcé de dire que je suis très déçu de la façon dont nous avons agi jusqu'ici.

Monsieur le Président, je vous prie de m'autoriser à demander si M. Mansholt sera parmi nous encore demain matin et s'il assistera à la discussion que nous poursuivrons alors.

M. le Président. — La décision de fixer à ce matin la discussion du rapport de M. Troisi a été prise, non pas par le bureau, mais par le Comité des présidents, et cette décision a été ratifiée par l'Assemblée elle-même.

Il est sans doute regrettable que les premiers exposés aient pris tellement de temps que la discussion de ce rapport n'ait pas pu s'achever au cours de la matinée.

Si j'ai donné la parole à M. Mansholt, c'est parce qu'il m'avait avisé qu'il lui serait impossible d'être présent ici demain.

Par ailleurs, nous nous trouvons dans l'obligation de laisser cet après-midi disponible pour les réunions prévues des commissions, des groupes, du Comité des présidents et du bureau. Il était impossible au bureau de procéder autrement qu'il l'a fait.

Je puis donner à M. Rip l'assurance que le bureau s'efforcera d'élaborer une meilleure organisation des débats, de telle sorte que nous n'assistions pas à la répétition d'incidents semblables à celui que nous connaissons aujourd'hui.

M. le Président. — Je crois que M. Mansholt désire prendre la parole. Je la lui donne.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — (N) Monsieur le Président, je vous suis reconnaissant de m'avoir donné encore la parole sur un point concernant l'ordre du jour.

L'Assemblée parlementaire aura remarqué qu'avec M. Rip je regrette vivement que le débat sur l'agriculture ait été reporté à la fin de la session, c'est-à-dire à un moment où, pressés par le temps, nous nous trouvons régulièrement aux prises avec des difficultés.

Monsieur le Président, j'avais déjà dit que demain je ne pourrais pas être ici ; je dois être à Paris pour des discussions qui ne souffrent pas d'être différées. Cependant, j'essaierai volontiers d'organiser mon travail de telle manière que je puisse partir pour Paris ce soir, par le train de nuit, pour y être demain matin ; par conséquent, en ce qui me concerne, une séance de nuit peut fort bien avoir lieu.

Si donc on pouvait régler notre ordre des travaux de telle manière que le débat sur l'agri-

culture puisse être terminé ce soir, j'en serais extrêmement heureux.

M. le Président. — Je remercie M. Mansholt de sa proposition. Il essaie de concilier les devoirs de sa charge avec les exigences de l'Assemblée parlementaire. Mais il me semble difficile de modifier l'ordre prévu des séances.

En tout cas, cela ne pourrait être fait que par l'Assemblée elle-même et sur proposition du Comité des présidents. Celui-ci doit se réunir cet après-midi. Je lui transmettrai la suggestion de M. Mansholt.

Il n'y a pas d'autre observation ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à 13 h 05.)

SESSION DE JANVIER 1959

SEANCE DU JEUDI 15 JANVIER 1959

Sommaire

1. Procès-verbal	312	6. Siège des institutions des Communautés européennes. — Présentation d'une proposition de résolution déposée par MM. Carboni, Korthals et Dehousse :	
2. Modification de l'ordre du jour	312	M. Carboni	328
3. Dépôt de documents	313	Adoption de la proposition de résolution	330
4. Indemnité journalière des membres de l'Assemblée. — Présentation et vote d'un rapport complémentaire de M. Margulies, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée Parlementaire Européenne et du budget des Communautés :		7. Sécurité, hygiène du travail et protection sanitaire. — Présentation, discussion et vote d'un rapport complémentaire de M. Santero, fait au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire :	
M. Margulies, rapporteur	313	M. Santero, rapporteur	330
Adoption d'une proposition de résolution	314	Lecture d'une proposition de résolution	331
5. Association des pays et territoires d'outre-mer. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Carboni, fait au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer :		Amendement de M. Schuijt :	
M. Carboni, rapporteur	314	M. Schuijt. — Adoption	332
MM. Metzger, Scheel, président de la commission ; Dehousse, Metzger, Malvestiti, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne ; Carboni, rapporteur, le Président	315	Adoption de la proposition de résolution modifiée	332
MM. Poher, le Président, Scheel	328	8. Réduction de la durée du travail dans les industries charbonnière et sidérurgique. — Présentation, discussion et vote d'un rapport complémentaire de M. Hazenbosch, fait au nom de la commission des affaires sociales :	
Suspension et reprise de la séance ...	328	MM. Nederhorst, président de la commission ; Giacchero, membre de la Haute Autorité	332
		Adoption d'une proposition de résolution	336
		MM. Poher, le Président	336

9. Ouverture des marchés et régime de concurrence. — Présentation, discussion et vote d'un rapport de M. Illerhaus, fait au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté :
- M. Illerhaus, rapporteur 336
- Lecture d'une proposition de résolution 336
- Amendement de MM. Poher, Birkelbach, Rochereau et Illerhaus. — Adoption 337
- Adoption de la proposition de résolution modifiée 337
10. Politique économique à long terme de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (suite). — Présentation, discussion et vote d'un rapport complémentaire de M. Van Campen, fait au nom de la commission de la politique économique à long terme, des questions financières et des investissements :
- M. Van Campen, rapporteur 338
- Adoption d'une proposition de résolution 339
11. Politique sociale de la Communauté Economique Européenne. — Présentation, discussion et vote d'un rapport complémentaire de M. Storch, fait au nom de la commission des affaires sociales :
- M. Storch, rapporteur 339
- Adoption d'une proposition de résolution 341
12. Politique européenne de l'énergie. — Présentation, discussion et vote d'un rapport complémentaire de M. Posthumus, fait au nom de la commission pour la politique énergétique :
- M. Posthumus, rapporteur 342
- M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité 342
- Adoption d'une proposition de résolution 343
13. Dépôt d'un document 343
14. Association des pays et territoires d'outre-mer (suite). — Présentation, discussion et vote d'un rapport complémentaire de M. Carboni, fait au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer :
- Lecture d'une proposition de résolution 343
- M. Carboni, rapporteur 344
- MM. Birkelbach, le Président 344
- Adoption de la proposition de résolution 344
15. Calendrier des prochains travaux de l'Assemblée :
- MM. le Président, Dehousse, Poher, le Président 345
16. Procès-verbal 346
17. Interruption de la session 346

PRESIDENCE DE M. BATTISTA

Vice-président

(La séance est ouverte à 10 h. 15.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — Procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la dernière séance a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — Modification de l'ordre du jour

M. le Président. — Le Comité des présidents propose de renvoyer aux séances d'avril la suite de la discussion du rapport de M. Troisi sur les problèmes agricoles.

D'autre part, il propose d'inscrire en tête de l'ordre du jour d'aujourd'hui le rapport complémentaire de M. Margulies sur l'adaptation de l'indemnité des représentants, sans que ce rapport puisse faire l'objet d'un débat.

Après quoi l'Assemblée discuterait le rapport de M. Carboni sur l'association des pays et territoires d'outre-mer.

J'ai été saisi d'une demande du président de la commission des affaires politiques qui voudrait que nous entendions au cours de la présente session une brève déclaration au sujet du siège de l'Assemblée Parlementaire Européenne qui serait faite par M. Carboni, rapporteur de la commission sur ce problème. Je propose d'entendre cette brève déclaration après la discussion du rapport de M. Carboni sur l'association des pays et territoires d'outre-mer et avant le vote des différentes résolutions.

Enfin, l'Assemblée serait appelée, après une brève suspension, à procéder au vote des propositions de résolution présentées par les commissions dont les rapports ont été inscrits à l'ordre du jour après le 7 janvier.

Il n'y a pas d'observation ?...

Il en est ainsi décidé.

3. — Dépôt de documents

M. le Président. — J'ai reçu les documents suivants :

- de M. Van Campen, un rapport complémentaire fait au nom de la commission de la politique économique à long terme, des questions financières et des investissements sur certaines questions concernant la politique économique à long terme, les finances et les investissements, soulevées à propos des premiers rapports généraux de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ;
- de M. Storch, un rapport complémentaire fait au nom de la commission des affaires sociales sur les questions sociales traitées dans le premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne ;
- de M. Posthumus, un rapport complémentaire fait au nom de la commission pour la politique énergétique sur certaines questions relatives à la politique européenne de l'énergie, soulevées à propos des premiers rapports généraux

sur l'activité de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

Ces rapports ont été imprimés sous les numéros 6, 7 et 8 et distribués. A la fin de la séance, ils seront mis aux voix.

4. — Indemnité journalière des membres de l'Assemblée

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et le vote du rapport complémentaire fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée Parlementaire Européenne et du budget des Communautés sur l'adaptation de l'indemnité inscrite au chapitre I, article 1 b, de l'état prévisionnel des dépenses de l'Assemblée pour l'exercice 1959.

La parole est à M. Margulies, rapporteur.

M. Margulies, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, le rapport écrit a été communiqué à l'Assemblée ; je puis donc me référer au document n° 4.

Votre commission de l'administration a discuté encore une fois le rapport de M. Charlot sur l'indemnité payable aux membres de l'Assemblée, ce rapport ayant été renvoyé en commission lors de la séance du 10 janvier.

Les éléments essentiels sur lesquels devaient porter notre délibération étaient, d'une part, le principe d'une économie rigoureuse et la confiance dans les mesures de politique économique et monétaire prises entre temps et, d'autre part, le refus de tout assujettissement à un indice, quel qu'il soit, et le fait que des modifications de cette sorte ne peuvent pas se faire en de brefs délais. Votre commission, qui s'est inspirée de la plus stricte économie, vous propose de réduire de 40 % l'adaptation prévue dans le rapport de M. Charlot, autrement dit de fixer l'indemnité à 26 unités de compte de l'Accord monétaire européen. Elle vous prie d'approuver la proposition de résolution qui vous est soumise.

M. le Président. — Je vous donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission.

PROPOSITION DE RESOLUTION

relative à l'indemnité journalière inscrite au chapitre I, article 1 *b*, de l'état prévisionnel de l'Assemblée pour l'exercice 1959.

« *L'Assemblée Parlementaire Européenne,*

considérant la nécessité d'adapter le taux, resté inchangé depuis 6 ans, de l'indemnité journalière de ses membres à leurs frais réels,

décide de fixer, à compter du 1^{er} janvier 1959, à 26 unités de compte prévues par l'Accord monétaire européen le taux de l'indemnité journalière de ses membres. »

Il a été décidé que cette proposition de résolution ne donnera lieu à aucune discussion.

Je mets aux voix la proposition de résolution.

(*La proposition de résolution est adoptée.*)

5. — Association des pays et territoires d'outre-mer

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport fait par M. Carboni, au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer sur les parties du premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne qui concernent l'association des pays et territoires d'outre-mer.

La parole est à M. Carboni, rapporteur.

M. Carboni, rapporteur. — (1) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, il n'importe aucunement que nos travaux finissent à une heure déterminée, car les parlementaires que nous sommes savent que le droit de parole est l'essence même du parlement. Cependant, et parce que j'ai beaucoup d'estime pour mes collègues, qui ont certainement eu la bonté de lire mon rapport, je ne ferai pas d'exposé sur celui-ci, me réservant, bien entendu, le droit de prendre au besoin la parole à la fin du débat pour préciser des idées qui ne seraient pas claires ou pour combler les lacunes que mon rapport renferme certainement.

Je soulignerai tout au plus quelques points du rapport, car je ne voudrais pas que, tel qu'il a été imprimé, il donne lieu à des malentendus.

Au paragraphe 6, deuxième alinéa, la phrase qui commence par les mots : « Votre commission... », doit être entendue dans le sens que voici : Votre commission tient à souligner que, la compétence du Conseil de Ministres en ce qui concerne les problèmes budgétaires ne faisant cependant aucun doute, l'utilité de la discussion entre l'Assemblée et le Conseil de Ministres, en tant qu'institution de la Communauté, est indéniable. Dans le texte, cette pensée n'était pas exprimée aussi clairement.

Au dernier alinéa du paragraphe 7, il est dit que quelques-unes des questions qui ont été discutées par la commission et dont j'ai parlé dans mon rapport pourront être mieux connues lorsque M. Allardt, directeur général, sera revenu de son voyage dans les pays d'outre-mer. Je remercie la Commission de la C.E.E., M. Allardt et M. Gambelli qui m'ont fait tenir un certain nombre de documents et je vous informe que j'ai reçu un compte rendu très circonstancié de M. Allardt.

Je transmettrai ce document à la commission afin qu'elle puisse en prendre connaissance et le discuter. Je dois également vous communiquer un certain nombre de renseignements que M. Allardt me donne ; ils concernent une question qui a été longuement débattue en commission, la possibilité d'avoir parmi nos fonctionnaires des personnes qui, en raison de leur culture et de leurs capacités, peuvent s'acquitter des fonctions qui leur sont confiées et qui sont originaires des pays et territoires d'outre-mer.

M. Allardt me dit que lors de son séjour à Madagascar et dans la Somalie italienne, il a exprimé ce désir aux autorités locales et qu'on lui a présenté huit candidats. La plupart de ceux-ci lui ont fait bonne impression et il a proposé à la Commission de la C.E.E. de les engager. Il espère en outre que d'autres possibilités s'offriront à Madagascar. A son avis, la façon de procéder que nous avons suggérée est excellente et la Commission l'a adoptée : il s'agit d'aller sur place et de soumettre les candidats à un premier examen, fût-il sommaire, qui permette du moins de se faire une idée de la capacité de ces candidats de s'acquitter des tâches difficiles qui leur seront confiées.

En même temps — c'est toujours M. Allardt qui parle — il a prié sa Commission d'augmenter, d'accord avec l'administration, le nombre des postes disponibles pour les Africains, afin que

la direction générale VIII ait encore d'autres possibilités que celles qui lui ont déjà été offertes.

Monsieur le Président, mes chers collègues, voilà ce que j'avais à dire sur cette question ; il me reste maintenant à préciser un autre point.

Quand au paragraphe 11 nous parlons de la Guinée, il va de soi qu'il faut ajouter, à ce que nous avons dit, que les relations avec la Guinée doivent être régies par les règles du traité qui s'appliquent à la nouvelle structure juridique, intérieure et internationale, que la Guinée s'est donnée en accédant à l'indépendance.

Ayant fait ces remarques complémentaires, je crois avoir dit tout ce qu'il fallait pour que la discussion puisse se dérouler sur la base d'un texte juste et conforme à mes intentions ; des intentions qui, à vrai dire, ne me sont pas personnelles ; ce sont, bien entendu, celles de la commission.

Je remercie dès maintenant tous les orateurs qui prendront la parole et je prie M. le Président de bien vouloir me réserver un peu de temps pour la réplique.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Metzger.

M. Metzger. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le groupe socialiste m'a chargé de présenter quelques observations sur le rapport de M. Carboni.

Je remercierai tout d'abord M. Carboni qui, dans son rapport sur les travaux de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer, a si nettement mis en lumière notre volonté unanime de considérer ces pays et territoires non pas comme des objets, mais comme des sujets de notre politique. Il l'a exprimé très clairement dans plusieurs passages de son rapport, ce qui est d'ailleurs conforme à l'esprit de notre traité : en effet, dans son préambule le traité déclare qu'un des objectifs de la Communauté est d'assurer le développement de la prospérité des populations des pays d'outre-mer ; d'autre part, dans son article 131, alinéa 3, il répète que l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants des pays et territoires d'outre-mer.

Les signataires du traité se sont donc préoccupés d'une manière absolument désintéressée du fait que ces territoires sont habités par des populations qui, du moment qu'elles font partie de notre Communauté Economique Européenne, ont le droit d'être considérées comme des sujets de droit et ils ont estimé que notre Communauté doit faire tout ce qu'elle peut pour favoriser l'accession de ces territoires et de leurs populations à l'indépendance. Comme je l'ai déjà dit, cette idée a été très clairement exprimée à plusieurs reprises. Je rappellerai que la commission — ceci est aussi dit dans le rapport — s'est particulièrement souciée de savoir comment les questions sociales pourront être résolues dans les territoires d'outre-mer et qu'elle a reconnu qu'il y a là une tâche importante à accomplir.

D'autre part, la commission a mis particulièrement en relief que ces territoires sont des sujets de droit : en effet, elle a exprimé le vœu que la Commission de la Communauté Economique Européenne engage un certain nombre de fonctionnaires originaires de ces pays ; ces fonctionnaires seront appelés à occuper non seulement des emplois subalternes, mais aussi des postes impliquant des responsabilités. Nous constatons avec satisfaction que la Commission européenne — elle nous en a donné l'assurance — le désire comme nous et qu'elle fera le nécessaire pour que des postes impliquant des responsabilités soient confiés à des fonctionnaires originaires de pays et territoires d'outre-mer.

Ce que le rapporteur vient de nous dire concorde parfaitement avec cette manière de voir. Nous constatons que les représentants de la Commission s'efforcent réellement de réaliser ce vœu et nous espérons qu'ils obtiendront un heureux résultat.

Nous nous sommes occupés tout particulièrement de la question de l'indépendance de la Guinée. Cette question n'intéresse pas uniquement la Guinée : c'est en effet une question de principe. La question qui se pose est la suivante : Quelle est la situation de notre Communauté vis-à-vis de pays et territoires qui deviendront prochainement indépendants, c'est-à-dire qui deviendront prochainement des Etats souverains ? Je crois que cette question est la pierre de touche qui nous permettra de nous rendre compte si nous voulons sincèrement atteindre les objectifs énoncés dans le préambule et à l'article 131 du traité. La possibilité nous est donnée de prouver que nous souhaitons vraiment et d'une manière désintéressée le bien de ces

pays et territoires et de leurs populations et que nous sommes prêts à les aider à accéder à la souveraineté tout en leur reconnaissant encore, une fois qu'ils seront souverains, les droits qu'ils ont acquis en vertu du traité.

En examinant cette question, nous en avons naturellement considéré l'aspect juridique. Nous avons examiné la question de savoir dans quelle mesure notre volonté est en harmonie avec les principes du droit. Nous sommes arrivés à la conclusion — c'est le point de vue que je présente en même temps au nom de mon groupe — qu'un pays ou un territoire d'outre-mer, lorsqu'il devient souverain, conserve les droits qu'il a acquis en vertu du traité. Nous sommes d'avis qu'il doit en être ainsi déjà en vertu de principes généraux du droit des gens. En effet, les pays et territoires qui sont devenus souverains sont les ayants cause des territoires qui auparavant étaient organisés d'une autre manière.

En ce qui concerne la succession aux droits, la doctrine du droit des gens est que l'ayant cause conserve les droits acquis, mais qu'il a assurément la possibilité, en vertu de la souveraineté qu'il a obtenue, de renoncer à ces droits. Si nous appliquons ce principe à la Guinée, il s'ensuit que ce pays a la possibilité de renoncer à l'association qui a été faite en vertu du traité. Mais il a aussi le droit de rester associé à la Communauté. Cela découle, comme mon groupe l'estime et comme la commission l'a également déclaré, des principes généraux du droit des gens.

Le traité lui-même nous fournit heureusement aussi des arguments à l'appui de cette thèse ; une interprétation correcte du traité doit en effet conduire à la même conclusion.

J'ai déjà cité le préambule aux termes duquel les Etats signataires expriment le désir d'assurer le développement de la prospérité des territoires et pays d'outre-mer conformément aux principes de la Charte des Nations unies. La formule « conformément aux principes de la Charte des Nations unies » est grosse de signification.

L'article premier de la Charte des Nations unies énonce, entre autres principes, celui de l'égalité des droits et du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.

L'article 131 de notre traité déclare dans son premier alinéa que les pays et territoires

non européens qui entretiennent des relations particulières avec les pays européens de la Communauté Economique Européenne, nommément désignés, sont associés à celle-ci en vertu du traité. Ces pays et territoires ont ainsi acquis un certain statut juridique.

A l'alinéa 3 de l'article 131, il est déclaré que conformément aux principes énoncés dans le préambule du traité, et par suite aussi conformément aux principes de la Charte des Nations unies dont je viens de parler, l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent.

Si nous désirons encourager le développement culturel, économique et social de ces pays et territoires et de leurs habitants, cela implique aussi que nous devons favoriser leurs efforts en vue d'accéder à l'indépendance.

Plus le niveau social, économique et avant tout culturel d'un peuple est élevé, plus celui-ci aspirera à l'indépendance et aussi à l'indépendance politique, c'est-à-dire à la souveraineté. Les dispositions citées tendent manifestement vers cette fin.

Il faut ajouter — je le répète — que le traité se réfère expressément à la Charte des Nations unies dont les principes sont devenus l'objet même du traité, et cela parce qu'après avoir été invoqués dans le préambule, ils sont encore une fois cités à l'article 131, alinéa 3. Le traité poursuit donc aussi l'indépendance politique des pays et territoires d'outre-mer.

Abstraction faite de ces textes, il est encore un certain nombre de points que nous pouvons invoquer à l'appui de notre thèse. On pourrait objecter qu'il s'agit de territoires qui n'ont été associés à la Communauté Economique Européenne que pour le motif qu'ils entretiennent des relations particulières avec certains pays européens de la Communauté Economique Européenne.

Il est hors de doute que ces relations ont été le critère appliqué en premier lieu pour l'association. Mais cela ne signifie en aucune façon que ce critère ait été déterminant pour l'acte d'admission dans la Communauté, pour l'acte d'association et qu'il doit aussi le rester à la longue.

En effet, le traité lui-même montre que précisément à cet égard beaucoup de changements peuvent se produire.

D'autres exemples encore corroborent cette idée. Ainsi, la Somalie est un territoire associé. Dans la déclaration d'intentions, il est dit très clairement, pour la Somalie, qu'au moment où celle-ci accédera à la souveraineté — et il est certain que cela sera bientôt le cas — l'association de ce territoire à la Communauté sera confirmée aux autorités compétentes.

On part donc de l'idée que l'association est un fait acquis une fois qu'elle a eu lieu, bien qu'on sache que le territoire associé dont il s'agit deviendra très prochainement un Etat souverain. On déclare aussi que cette association sera confirmée. Elle continue donc à exister, car on ne peut confirmer que quelque chose qui existe.

Nous avons d'autres exemples. Le Togo et le Cameroun, par exemple, doivent devenir indépendants en 1960, mais ces territoires aussi ont été associés.

Nous pouvons donc, je pense, admettre que si un de ces territoires d'outre-mer devient indépendant — et si nous faisons nôtre l'esprit du traité, nous devons précisément le souhaiter — ce territoire demeure membre de la Communauté Economique Européenne comme auparavant, et le demeure sous forme de territoire associé ; mais il faut aussi admettre que ce territoire peut décider en toute liberté qu'il en sera autrement. De toute façon, le droit qu'il a acquis doit continuer à lui appartenir, s'il entend le conserver.

Nous ne sommes pas seulement une Communauté économique ; notre Communauté est également animée d'une volonté politique. Je pense que la conclusion que j'ai formulée est absolument en harmonie avec une politique raisonnable. En effet, nous avons associé ces territoires d'outre-mer à la Communauté Economique Européenne parce que, comme le veut le traité, la prospérité des habitants de ces territoires doit être développée. En d'autres termes, nous voulons donc que les habitants de ces territoires soient nos amis.

Si l'on veut que quelqu'un soit votre ami, il faut le traiter en ami ; il doit apparaître clairement que cette amitié est désintéressée. Nous devons donc montrer que nous désirons que les habitants de ces territoires soient aussi nos amis

une fois qu'ils n'auront plus besoin d'être tenus en lisière comme c'est actuellement encore le cas dans beaucoup de territoires, c'est-à-dire une fois qu'ils seront devenus indépendants, qu'ils auront appris à marcher, qu'ils seront devenus souverains.

Le groupe socialiste dont je suis le porte-parole souhaite que tout au moins la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer soit renseignée aussi rapidement que possible et complètement sur tous les événements qui se produisent dans les territoires d'outre-mer. Je songe à ce propos par exemple aux événements qui se sont produits au Congo belge et dont nous ne pouvons naturellement pas nous faire une idée juste parce que nous ne disposons encore que des informations parues dans la presse. Mais il est évidemment nécessaire que nous soyons renseignés sur toutes les causes qui sont à l'origine de ces événements ; d'une manière tout à fait générale, nous souhaitons être renseignés sur tous les événements, heureux et malheureux, afin de pouvoir suivre la politique qui convient.

A ce propos, il me sera peut-être encore permis de souligner les points qui ont fait l'objet d'un échange de vues à la commission avec la Commission de la Communauté Economique Européenne.

Il est désirable, il est même nécessaire que les membres de l'Assemblée qui s'occupent des questions relatives aux territoires et pays d'outre-mer ne prennent pas de décisions et ne prennent pas position sur la base de vagues théories ; il faut qu'ils puissent se faire eux-mêmes une idée de la situation, qu'ils puissent parler de ces choses d'une manière concrète, parce qu'ils en ont une vue concrète. C'est pourquoi notre commission a estimé que non seulement ses propres membres, mais encore les membres d'autres commissions qui sont également appelées à s'occuper de questions intéressant les pays d'outre-mer devraient apprendre à connaître ces pays et leurs populations et étudier les conditions qui règnent dans ces pays afin de pouvoir s'en faire une idée aussi juste que possible.

En outre, mes amis sont d'avis que de telles visites devront aussi témoigner des liens qui unissent la Communauté Economique Européenne et les représentants de celle-ci aux habitants de ces territoires. Nous pensons que ces visites pourront avoir des effets politiques. Nous sommes heureux qu'un certain nombre de représentants de la Commission se soient déjà rendus dans cer-

tains territoires d'outre-mer pour étudier la situation sur place et M. le Rapporteur vient de nous donner connaissance du résultat positif auquel un de ces voyages a abouti.

Dans ce domaine, l'exécutif et l'Assemblée devraient agir d'après la même méthode. L'Assemblée devrait, de même que la Commission, pouvoir connaître la situation *de visu* et établir avec les pays et territoires d'outre-mer des rapports d'ordre matériel aussi bien que d'ordre humain.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je m'en tiendrai à ces brèves remarques. Il ne nous reste plus beaucoup de temps ce matin. J'ai tenu à parler de ces questions et à exposer la façon dont mon groupe les envisage. Je suis heureux de pouvoir dire qu'il est unanime à approuver le rapport de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer ainsi que les déclarations réitérées que la Commission de la Communauté Economique Européenne a faites.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Scheel, président de la commission.

M. Scheel, président de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je dois remercier notre rapporteur, M. Carboni, d'avoir exposé les résultats des nombreuses réunions de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer dans un rapport qui me paraît sans lacune et qui expose exactement l'opinion de la commission sur toutes les questions importantes dont elle s'est occupée.

M. Metzger vient de reprendre les points essentiels et les a exposés à nouveau en détail. Pour ce qui est des considérations juridiques qu'il a formulées au sujet de la Guinée, je dirai qu'il a exprimé l'opinion de la commission. Mais je ne voudrais pas passer sous silence le fait que, comme c'est toujours le cas en jurisprudence, certains juristes sont naturellement aussi d'un avis différent. Un des principaux représentants d'une autre thèse juridique, M. Dehousse, siège d'ailleurs parmi nous ; je présume qu'il prendra tout à l'heure encore la parole sur cette question.

Monsieur le Président, je suis heureux que M. Metzger ait énoncé si clairement le vœu que la commission puisse obtenir de plus larges moyens d'information. Pour le moment, ces

moyens sont malheureusement insuffisants. En effet, jusqu'à présent, les événements qui se produisent dans les territoires d'outre-mer n'ont pas été portés à la connaissance des membres de la commission de la manière détaillée qui conviendrait.

Au sujet de la question des voyages d'études que M. Metzger a abordée, je suis peut-être déjà en mesure de vous donner un renseignement. Les préparatifs en vue d'un premier voyage de ce genre sont en cours. M. le Président de l'Assemblée a bien voulu s'en entretenir aujourd'hui avec certains services gouvernementaux responsables afin d'établir les premiers contacts officiels qui sont nécessaires aux fins de la préparation d'un tel voyage d'études.

Monsieur le Président, au sujet de l'ordre du jour je rappellerai, avec votre permission, qu'à la suite des présents débats la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer tiendra une réunion au cours de laquelle nous nous proposons d'adopter une résolution. Le bureau de l'Assemblée a autorisé à cet effet une suspension de la séance.

Je ne veux pas prendre position sur les différentes questions discutées dans le rapport de M. Carboni, mais je profiterai de l'occasion pour présenter quelques observations générales d'ordre politique sur l'ensemble du problème, observations qui débordent le cadre du traité instituant la C.E.E. Cela est inévitable ; en effet, le rapport de M. Carboni ne concerne qu'une partie, qu'une tranche d'un problème mondial qui nous émeut tous. Le monde entier s'est mis en mouvement. De ce fait, la question des rapports entre pays industriels et pays dits sous-développés est d'une actualité brûlante. Je pense que c'est dans cette perspective que nous devons envisager nos travaux.

La solution des problèmes qui se posent maintenant à l'échelle mondiale sera d'une importance décisive pour notre avenir. Pour commencer, il y a naturellement des problèmes humanitaires, puis des problèmes politiques et des problèmes économiques. Je ne veux pas parler des problèmes humanitaires ni des problèmes économiques ; je m'occuperai de quelques aspects politiques qui découlent pour nous de cette situation.

C'est un de mes compatriotes — comme vous le savez, dans le temps nous avons eu beaucoup de compatriotes qui étaient des experts militaires — M. von Clausewitz, qui a énoncé cette formule

significative et qui, à une certaine époque, a fortement marqué l'histoire mondiale : « La guerre est la continuation de la politique avec d'autres moyens. » Monsieur le Président, cette formule n'est plus valable aujourd'hui et cela parce qu'il ne saurait plus y avoir de guerre ; en effet, une guerre serait la fin de ce monde. C'est là le résultat final des progrès de la technique, à condition d'admettre que l'humanité sache garder sa raison. Si cette formule n'est plus valable, il faut conclure à l'inverse que dans ce monde toutes les décisions, sans exception, doivent être prises sur le plan politique. C'est là l'arrière-plan sur lequel se déroulent depuis assez longtemps la lutte pour gagner la faveur des jeunes peuples souverains et les efforts pour s'en faire des amis. C'est là l'arrière-plan politique.

Monsieur le Président, il est de fait que les décisions politiques sont prises, où que ce soit, plus ou moins d'après le système quantitatif et au sein d'organisations et d'assemblées internationales qui recourent à la procédure du vote. Or, nous ne sommes pas seuls, nous les peuples de l'Occident libre, à briguer les suffrages des jeunes peuples, des pays sous-développés ; ce sont avant tout les peuples bolchévistes et en première ligne les Russes qui le font. Même s'ils s'en tiennent aux grandes phrases, celles-ci font parfois des ravages parmi les jeunes peuples souverains.

Nous sommes aujourd'hui appelés à convaincre ces pays sous-développés de la supériorité de notre régime ; pour cela, il ne suffit pas de le mettre simplement devant des alternatives, comme on en formule si souvent. L'alternative : Est ou Ouest ? ne veut rien dire dans le cas présent. En effet, qu'est-ce que l'est et qu'est-ce que l'ouest ? Aux yeux d'un habitant de l'Inde, le bolchévisme n'est naturellement pas un régime de l'est ; il est un régime de l'ouest puisqu'il est d'origine européenne. Cette simple alternative ne suffit donc pas. L'alternative, bolchévisme d'un côté et christianisme de l'autre, ne signifie pas grand-chose pour ces pays. Nous devons prouver la supériorité d'un régime social et d'un régime économique.

Le progrès triomphal de la culture et de la civilisation européennes qui a commencé avec l'expansion, à l'époque colonialiste, n'a pas été sans effets sur les pays sous-développés. Nous devons nous efforcer aujourd'hui d'étendre encore davantage notre influence culturelle. Dans ce domaine, une tâche toute particulière incombe à l'Europe, non pas à l'Europe de la C.E.E., mais

à l'Europe entière ; en effet, l'Europe est la partie du monde à laquelle ces jeunes peuples reprochent l'ère colonialiste.

Nous tenons à déclarer ici très franchement que l'époque colonialiste a beaucoup de réalisations à son actif. Je m'étonne toujours de constater qu'on ne parle plus du tout de ces réalisations ou qu'on n'ose plus en parler.

Comme vous le savez, j'appartiens à une nation qui — je l'avoue franchement — par suite de ce que j'appellerais un hasard de la politique mondiale n'a eu aucune histoire coloniale au cours des quarante dernières années. Mais je me rends compte de ce que les Allemands ont aussi le devoir de contribuer à surmonter le colonialisme et à établir de nouveaux rapports entre les peuples européens et le monde des peuples de couleur. C'est que l'« européisation » de ces territoires se poursuit ; elle n'est pas terminée. Le mécontentement qui se manifeste aujourd'hui chez ces peuples, l'éveil du nationalisme ne sont pas du tout une opposition à cette « européisation » ; il faut y voir au contraire le signe d'une grande impatience d'arriver à égaler l'Europe.

Cette impatience des peuples est exploitée sans scrupules, avant tout par les Etats à gouvernement bolchéviste, par la Russie et aussi par la Chine. Lorsqu'on voyage dans les pays sous-développés, on fait parfois des expériences effarantes. Au cours de ces dernières années, j'ai eu fréquemment l'occasion de voir des pays dits sous-développés, de jeunes Etats souverains, et je dois avouer que l'expérience de tels voyages m'a laissé une impression de tristesse.

Dans ces pays, l'opinion publique, l'opinion générale est parfaitement consciente de l'existence de la Russie bolchéviste. On sait là-bas ce qu'est la Russie, ce qu'elle veut et ce qu'elle promet. Le public est aussi conscient de l'existence des Etats-Unis et, depuis peu, il sait qu'il y a par exemple la République arabe unie. On sait ce que c'est, ce que cette République veut et ce qu'elle promet aux peuples. Mais on n'a pas conscience de ce qu'il existe une Europe.

Aujourd'hui, on parle et on discute beaucoup de l'« african personality » ou de l'« asian personality ». Mais nulle part dans ces pays je n'ai encore rencontré quelqu'un qui eût le sentiment qu'il pouvait y avoir aussi une « european personality ».

Les efforts que nous faisons ici en vue de l'union de l'Europe ne trouvent aucun écho dans

les pays dont notre commission est spécialement appelée à s'occuper. Ces pays ne se rendent absolument pas compte de ce que chez nous aussi il se passe quelque chose. Si ces peuples qui s'acheminent vers l'indépendance prenaient conscience du fait qu'ils ont affaire désormais non plus à une ancienne puissance coloniale, mais à une nouvelle réalité européenne, le dynamisme nécessaire serait donné aux nouveaux rapports entre les peuples européens et le monde des peuples de couleur.

L'union de l'Europe présente de grandes difficultés ; nous avons pu nous en convaincre il y a quelques jours. Nous avons notre Communauté, la Communauté Economique Européenne. Mais en ce qui concerne la zone de libre-échange, les progrès sont très difficiles. La zone de libre-échange suscite beaucoup d'hésitations ; il y a certainement aussi beaucoup de raisons de craindre qu'elle ne puisse pas se faire dans le cadre primitivement prévu.

J'ai l'impression que, dans ces discussions sur des détails de politique commerciale, nous oublions complètement l'ampleur des immenses dangers politiques de ce monde et des tâches gigantesques qui nous attendent. Si, à côté de la Communauté Economique Européenne qui existe, il doit encore y avoir une autre organisation européenne, si un autre rapprochement doit encore se faire en Europe, ce devra être dans ce secteur, dans le secteur de la collaboration avec les jeunes nations du monde des peuples de couleur.

N'est-il pas effrayant, Mesdames, Messieurs, de constater qu'en Asie et en Afrique d'importantes conférences politiques et économiques se suivent à des dates très rapprochées — je rappelle les différentes conférences qui ont eu lieu au Caire et à Accra et dans d'autres villes de l'Afrique et aussi de l'Asie — sans que la voix de l'Europe s'y fasse entendre ? N'est-il pas effrayant que les Russes soient présents à toutes ces conférences et prennent la parole sans que l'on puisse sentir le moins du monde la présence de l'Europe ?

Il faut encore ajouter que la conférence afro-asiatique du Caire a adopté une résolution où il est dit qu'elle condamne le Marché commun européen qui vise à étouffer les efforts déployés par les peuples pour se libérer de la domination des puissances coloniales.

Mesdames, Messieurs, c'est à cause de notre négligence que de telles choses peuvent arriver.

Je voudrais lancer un appel et demander que nous contribuions pour notre part à modifier cette situation. Les Etats membres de la Communauté Economique Européenne qui sont représentés ici, les Etats qui ont des relations particulières avec les pays et territoires d'outre-mer s'efforcent de mettre ces peuples en mesure d'obtenir d'une manière judicieuse une souveraineté de plus en plus large. Mais nous devons le montrer clairement, nous devons le montrer clairement tous ensemble ; sinon, l'évolution se fera par-dessus nos têtes.

Nous ne pouvons pas non plus ignorer certains mouvements qu'on peut discerner ces derniers temps sur le continent africain. Je rappellerai les relations entre la Guinée et le Ghana, les échanges de vues entre ces deux pays et certaines discussions qui ont trouvé dernièrement un écho dans quelques conférences. Nous ne pouvons pas ignorer qu'en 1960 quatre territoires d'Afrique deviendront certainement des Etats pleinement souverains. Je songe à la Somalie sous administration fiduciaire italienne, je songe au Togo, au Cameroun, à la Nigeria, et à tout ce qui peut résulter de ces changements.

Voilà qui mérite réflexion et exige des contacts qui débordent le cadre de notre Communauté économique et à défaut desquels nous trouverons sur d'autres continents les mêmes difficultés que celles auxquelles nous nous efforçons d'échapper en Europe grâce à des efforts communs d'intégration. C'est là aussi une tâche qui doit avoir sa place dans le cadre de nos travaux.

Je souhaite que les peuples européens reconnaissent à temps la tâche qui leur incombe, qu'ils adoptent une attitude commune et collaborent non seulement dans leur propre intérêt, mais aussi pour pouvoir mieux aider les autres.

La Communauté Economique Européenne doit s'acquitter à cet égard d'une tâche spéciale ; en effet, nous sommes seuls à avoir déjà des institutions, bien que celles-ci ne représentent encore qu'une partie de l'Europe. Je souhaite que ces institutions soient mieux utilisées que cela n'a été le cas jusqu'ici.

Notre activité politique ne devrait pas se limiter aux territoires désignés dans le traité ; j'estime qu'il importe grandement qu'en tant que

Communauté nous soyons aussi présents dans les pays souverains du monde des peuples de couleur où l'on peut discerner aujourd'hui les points de cristallisation politique d'une force d'évolution. Nous disposons des moyens techniques nécessaires à cet effet. M. Lemaignan, qui s'occupe de ces tâches à la Commission de la Communauté Economique Européenne, se trouve actuellement au Congo belge. C'est bon signe ; c'est en effet précisément là-bas qu'il doit être en ce moment.

Nous devons tirer des possibilités que nous avons un meilleur parti que nous ne l'avons fait jusqu'ici. Il faudrait envisager la création de représentations communes pour la défense de nos intérêts dans les pays souverains d'outre-mer. Il y aurait peut-être aussi lieu d'envisager des efforts communs dans le secteur purement économique.

Qu'on songe, par exemple, à ce que l'on pourrait faire si les peuples européens conjuguèrent leurs efforts pour les investissements qui sont nécessaires, en créant par exemple une banque d'investissement en vue de cet objet spécial. Vous me direz, Mesdames, Messieurs : N'embrouillez pas les choses ! Nous avons la Banque mondiale où l'on devrait centraliser toutes les actions.

En politique économique, en politique monétaire et en politique financière tout simplement, cela peut être raisonnable. Mais politiquement — d'un point de vue essentiellement politique — ce n'est pas sage. En effet, les Européens que nous sommes — je l'ai déjà dit — nous devons nous acquitter, au cours de l'évolution qui s'amorce, d'une tâche particulière dont la nécessité s'explique par notre histoire. Cette tâche ne saurait être remplie par des institutions mondiales : nous devons aller plus loin et faire nous-mêmes quelque chose qui soit visible et tangible.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me suis permis de présenter ces remarques personnelles parce que je pense que l'activité future de notre Assemblée dans ce secteur peut déclencher des impulsions fécondes qui doivent être envisagées sous l'angle de l'article 131 de notre traité en vertu duquel nous agissons et qui dit : « Conformément aux principes énoncés dans le préambule du présent traité, l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au

développement économique, social et culturel qu'ils attendent. »

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais me borner à quelques rapides observations.

Je suis d'accord, dans l'ensemble, avec l'exposé fait tout à l'heure par mon ami M. Metzger. Cependant, je désire relever plusieurs points de cet exposé. Tout d'abord, M. Metzger semble avoir présenté l'acquisition de l'indépendance pour les territoires actuellement dépendants comme la solution idéale. Je crois qu'il a un peu dépassé sa pensée et que je ne trahirai pas celle-ci en disant qu'il n'est pas opposé à la formation de grands ensembles fédéraux.

Personnellement, en tout cas, je ne suis pas convaincu qu'à l'époque où nous sommes, l'indépendance sur la base de la souveraineté soit la seule solution que l'on puisse concevoir pour résoudre les problèmes d'outre-mer. L'apparition de territoires indépendants et souverains a pour résultat, à une époque de nationalisme comme celle que, malheureusement, nous traversons, de multiplier les barrières douanières et, par conséquent, d'aggraver nos difficultés.

On peut lui faire d'autres objections encore, mais celle-là me paraît déjà suffisante. Je voudrais souligner, en tout cas, que l'expérience que poursuit la France en Afrique Noire peut parfaitement se réclamer des principes démocratiques et internationalistes.

Il y a, d'autre part, sur le plan juridique, un point où mon opinion et celle de M. Metzger ne coïncident pas. C'est la fameuse question à laquelle le président Scheel a fait allusion, celle du statut des territoires qui ont fait partie, à un moment donné, de nos Communautés et qui viennent d'acquérir leur indépendance.

La thèse de M. Metzger est que de tels territoires demeurent membres des Communautés, sauf décision contraire de leur part. Il suffit de réfléchir pour s'apercevoir très vite que c'est là une thèse politique qui peut être séduisante à certains égards, mais je crois que ce n'est pas une thèse scientifique. Je suis obligé de dire qu'il n'y a pas un seul organisme compétent en matière de

droit international qui ait admis ou admette pour le moment pareille conception de la succession d'Etat.

Dans la théorie de M. Metzger, les droits et obligations se transmettent automatiquement. C'est le contraire qui est vrai. Il n'y a guère que les traités délimitant les frontières des Etats qui se transmettent sans confirmation de la part des Etats successeurs. Pour ce qui est des autres, il faut une confirmation expresse.

Je continue à penser que, le jour où il cesse de faire partie de la Communauté, un territoire comme celui de la Guinée, par exemple, n'est plus lié par les traités de Rome. C'est l'inverse de ce que dit M. Metzger qui est exact : il faudrait une déclaration formelle de la part de la Guinée. Je mets au défi M. Metzger de trouver un seul organisme savant qui approuve la conception de la succession d'Etat telle qu'il l'a exposée ici.

Je m'élève de toutes mes forces, par conséquent, contre l'énoncé d'une conception semblable. Ce n'est pas une querelle entre professeurs, (*sourires*) car je m'en voudrais de transformer notre Parlement, qui prend déjà trop souvent, à mon regret, des allures académiques, en un séminaire de droit international. Mais je pense que nous touchons ici à un point essentiel sur lequel il importe que nous ayons, non seulement des opinions claires, mais surtout une conception exacte.

Je répète que la thèse de M. Metzger est défendable au point de vue politique, mais qu'elle ne l'est pas au point de vue juridique et scientifique.

Pour terminer je présenterai quelques remarques sur le Congo belge.

Dans son exposé, M. Metzger a souhaité que la commission des territoires d'outre-mer fût pleinement tenue au courant des événements positifs et négatifs qui se déroulent dans les territoires d'outre-mer. Je suis tout à fait d'accord avec cette conception et je suis sûr de traduire le sentiment de mes collègues belges, présents à l'actuelle session, en disant que nous n'aurons certainement pas d'objection à voir la commission des territoires d'outre-mer se saisir de divers documents intéressant le Congo belge.

Mardi dernier, le gouvernement belge a donné connaissance aux Chambres d'une déclaration sur le Congo belge. Les délégués belges à l'Assemblée

Parlementaire Européenne ne s'opposent pas à ce que cette déclaration soit examinée par la commission des territoires d'outre-mer. J'ajoute que, sur la proposition du parti socialiste auquel j'ai l'honneur d'appartenir, le gouvernement belge a accepté l'envoi au Congo d'une commission d'enquête. Je ne sais pas très bien — il existe sur ce point aussi une controverse juridique ! — s'il s'agit d'une commission d'enquête parlementaire ou d'une commission parlementaire d'enquête. La notion est restée assez floue mais c'est, en tout cas, une commission qui se rend sur les lieux pour rechercher les causes du mal et pour indiquer les remèdes à y apporter.

Il sera intéressant et utile, je crois, pour la commission des territoires d'outre-mer, d'avoir connaissance non seulement de la déclaration faite par le gouvernement belge avec l'accord des trois grands partis : ceux de la majorité, et aussi celui qui se trouve actuellement dans l'opposition, mais également du rapport final de la commission d'enquête.

Ceci me paraît entrer pleinement dans le cadre des idées exprimées par M. Metzger et que M. Scheel a rencontrées à son tour.

Je crois pouvoir dire encore une fois, Monsieur le Président, que les suggestions que je viens de formuler en ce qui concerne le Congo belge recueillent l'avis unanime de mes collègues belges ici présents.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Metzger.

M. Metzger. — (*A*) Monsieur le Président, d'avance je me suis déjà conformé à votre vœu puisque de toute façon j'avais l'intention de ne faire qu'une très brève déclaration. Je ne veux pas engager maintenant une discussion académique avec M. Dehousse ; j'aurai l'occasion de le faire en commission. Puisque nous y siégeons ensemble, nous pourrions croiser nos fers et j'attends ce moment avec joie.

Je crois que sur un point M. Dehousse a mal interprété ma pensée. Il a affirmé qu'à mon avis les territoires qui acquerront la souveraineté seront néanmoins liés par les traités. Or, c'est exactement le contraire que j'ai dit. J'ai dit que ces territoires pourront demander à conserver leurs anciens droits, mais qu'ils seront en même temps libres d'y renoncer. Car, en réalité, ils ne sont pas liés par les traités. De ce fait, la base de notre discussion se trouve déjà changée.

Je ne m'attarderai pas maintenant au problème de la transmission des pouvoirs en droit international. Je constate cependant avec satisfaction que M. Dehousse ne s'est pas opposé à mon argumentation qui se fonde sur le traité. Car, à côté des règles générales du droit des gens, il y a encore le traité qui, en l'occurrence, est même prépondérant. Et si on affirme que les intentions du traité sont toutes différentes de ce que je viens de dire, il faudrait encore le démontrer. Mais peut-être aurons-nous aussi l'occasion de revenir sur cette question en commission.

M. le Président. — La parole est à M. Malvestiti, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

M. Malvestiti, vice-président de la Commission de la Communauté Economique Européenne. — (1) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, en ce moment, M. Lemaigen voyage en Afrique centrale (Congo belge, Ruanda-Urundi) pour prendre sur place les contacts qui sont nécessaires, et j'ai été désigné pour le remplacer. Je m'emploierai à faire de mon mieux, même si je ne puis pas présenter à l'Assemblée cet exposé détaillé que lui eût garanti la compétence spéciale de mon collègue M. Lemaigen.

J'adresserai avant tout de vifs remerciements à la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et tout spécialement à M. Carboni, pour le rapport remarquable et complet qu'il nous a soumis. Mais je remercie aussi tous les membres de la commission pour leur collaboration étroite et confiante avec la Commission européenne, de même que les membres du groupe de travail et des services de cette commission.

Comme vous le savez, le sujet est important, délicat et complexe du point de vue économique, du point de vue social et peut-être avant tout du point de vue politique. Seule une collaboration réelle peut donner des résultats fructueux.

Quels sont les résultats que nous devons attendre de cette collaboration ? Votre commission les a parfaitement bien définis et, aujourd'hui même, M. Metzger nous les a rappelés : garantir avant tout aux populations d'outre-mer associées la continuation de leur développement économique et social et l'établissement de liens économiques étroits entre elles et la Communauté dans son ensemble. Il est évident que, pour parvenir à ces buts, force est de recourir à toutes les énergies et d'exiger beaucoup de bonne volonté ; mais il

faut y allier une profonde compréhension des problèmes et — permettez-moi de le dire — respecter cette règle d'or de nos ancêtres romains : *festina lente*, hâte-toi lentement. Mais cette formule ne doit pas servir de prétexte pour expédier les solutions ; nous devons nous en inspirer pour préparer promptement les prémisses des solutions qui seront ensuite adoptées au moment opportun.

A ce propos, M. Carboni a très justement rappelé que nos travaux devront avoir pour base une étude des conditions sociales des populations intéressées. Nous sommes d'accord sur ce point. Toutefois, au cours des études préliminaires, nous avons dû constater qu'il manquait une base matérielle solide qui soit un élément d'information adéquat. Nous étions donc placés devant ce dilemme : ou bien faire une simple compilation de renseignements incertains, recueillis à des dates différentes, souvent inutilisables à cause de leur vénérable antiquité ; ou bien nous livrer à une enquête systématique sur tous les aspects du problème, par exemple sur le niveau de l'emploi, l'évolution des salaires et le coût de la vie dans les divers territoires, le calcul des pouvoirs d'achat correspondants, l'étude des organismes professionnels, etc.

La Commission ne pouvait que choisir la seconde voie. Cette méthode exigera de nous une grande constance dans le travail et demandera par conséquent un certain temps ; en revanche, elle nous permettra, pour la première fois, non seulement d'appliquer à ces territoires les méthodes les plus modernes pour entreprendre des enquêtes sociologiques, mais encore d'obtenir une synthèse complète dans la mesure où cela est humainement possible.

Ce travail a commencé et chaque jour nous pouvons en mesurer les difficultés ; nous pensons toutefois pouvoir présenter à l'Assemblée, au cours de cette année, un document qui sera certainement une bonne base pour ces études.

Il est un problème délicat et important tout à la fois que d'autres orateurs ont déjà évoqué : la manière de faire participer activement les ressortissants des pays d'outre-mer au travail des cadres de notre administration. J'ai dit délicat et important : important, pour des raisons tellement évidentes qu'il est inutile de les répéter ici ; délicat, parce qu'il ne fait aucun doute que notre Commission doit s'acquitter vis-à-vis des populations associées également d'un devoir de formation.

Trois voies s'ouvrent devant nous et nous croyons qu'il nous faut les emprunter toutes les trois.

Tout d'abord, nous devons faire entrer dans nos cadres des fonctionnaires originaires des pays d'outre-mer. Leur choix ne se fera pas sans difficulté. Indéniablement, la première tentative — appelons-la ainsi — est de nous servir des hommes que nous avons sous la main, c'est-à-dire de ceux qui ont quitté leur pays d'origine et parfait leur formation et leur culture dans des universités européennes. Mais nous ne pouvons pas nous dissimuler qu'il est mauvais de pratiquer une sorte de discrimination au détriment des jeunes gens qui ont reçu une éducation dans les territoires d'outre-mer, où d'ailleurs l'instruction fait aujourd'hui de notables progrès.

C'est pourquoi nous avons décidé que nos hauts fonctionnaires pourraient aller examiner les candidatures sur place et se rendre ainsi personnellement compte des aptitudes de ces jeunes gens. Un des orateurs qui m'ont précédé a déjà mentionné ce qui a été fait à Madagascar. Il ne faut toutefois pas perdre de vue, et votre rapporteur l'a souligné, que nos offres d'emploi entrent en concurrence avec les besoins des cadres administratifs locaux, notamment de ceux des territoires français. Ces besoins sont dus à l'organisation des gouvernements locaux appelés à se substituer rapidement aux administrations européennes.

La seconde voie, d'un caractère plus spécialement éducatif, consiste à faire faire une sorte d'apprentissage à ces jeunes gens originaires des pays d'outre-mer. Nous en retirerons ainsi un double avantage : tout en apportant un complément pratique à l'éducation théorique que ces jeunes gens ont reçue, nous en ferons des propagandistes convaincus pour le jour où ils retourneront dans leurs pays d'origine, sans exclure pour autant la possibilité que certains d'entre eux, la période de stage terminée, entrent définitivement dans notre administration.

Enfin, troisième voie, nous sommes en train d'établir des liens entre nos organismes et les administrations locales en voie de constitution, afin de permettre aux nouveaux fonctionnaires de prendre connaissance sur place de l'organisation européenne et de nos méthodes de travail. Le processus semblera long, mais je le répète : *festina lente*. Il importe en effet d'éviter à tout prix le moindre échec, même individuel, car il

pourrait avoir des conséquences beaucoup plus néfastes que ne pourraient le faire croire les répercussions localisées.

Il va de soi que l'exécution de ce programme présuppose l'octroi des crédits indispensables. Je remercie M. Carboni de l'avoir rappelé ; sans doute pensait-il au proverbe qui dit qu'on ne peut faire les noces avec des champignons. Et je vous rappelle un autre proverbe, le grand proverbe : « Qui dépense le plus, dépense le moins. » Certaines sommes employées au bon moment garantissent un revenu élevé ; si elles ne sont pas employées à bon escient et immédiatement, leur rapport est nul.

C'est un fait évident, et je regrette que l'on ne l'ait pas toujours compris en d'autres circonstances.

Droit d'établissement. — Inutile de redire les raisons qui démontrent pourquoi ces études sur le droit d'établissement ne sont pas faciles. Malgré cela, notre Commission a d'ores et déjà élaboré un projet qui a été soumis au Comité économique et social compétent et qui, après avis de celui-ci, sera examiné en commun avec les gouvernements locaux et soumis au Conseil de Ministres qui décidera en dernier ressort.

Suppression des droits de douane et des contingents. — On a déjà dit devant cette Assemblée — et je l'ai déclaré moi-même — que la Commission a pu mettre au point l'application des mesures d'élimination progressive des droits de douane et des contingents qui, aux termes du traité, doit se faire dès le 1^{er} janvier de cette année. Malgré la complexité de la tâche et l'importance des intérêts qui sont en jeu, toutes les dispositions ont été prises en temps utile et sont entrées pleinement en vigueur, également dans les pays et territoires d'outre-mer.

On nous a demandé si nous pouvions vous parler des répercussions sociales. Or, vu les répercussions économiques provoquées par cet ensemble de mesures, il me paraît audacieux d'établir des prévisions fondées simplement sur des déductions. Nous savions ce qui adviendrait ; nous savons aussi ce qui adviendra à longue échéance ; mais permettez-nous d'avoir la sagesse d'attendre et de peser les réactions de ce système économique terriblement complexe qu'est l'économie moderne des six pays hautement industrialisés à laquelle s'associe l'économie des pays et territoires d'outre-mer.

La méthode inductive et les données statistiques constituent depuis un demi-siècle au moins le seul système sérieux pour établir des prévisions économiques. Ceux qui assistent à certaines discussions actuelles sur la zone de libre-échange, par exemple, ne peuvent s'empêcher de se souvenir de ce que l'on disait aux temps du *Zollverein*. A ce moment aussi, on prédisait des discriminations insupportables et des désastres sans fin ; en fait, non seulement l'industrialisation des pays de l'union douanière allemande — ces pays se sont du reste bien gardés de se mettre à la place de leurs concurrents suisses, français, anglais ou autrichiens — a été stimulée, mais toute l'économie européenne s'en est trouvée vivifiée. A ce moment aussi, les déductions qui aboutissaient à une thèse opposée pouvaient également frapper par leur logique. En fait, seule l'expérience a pu démontrer que, de ces deux thèses, une seule était la bonne.

Pour en revenir à notre cas, nous sommes dès maintenant sûrs de certains aspects de l'ouverture des marchés, mais nous ne pourrions vous en parler sérieusement et sur la base de données exactes que dans six mois, lorsque nous aurons examiné attentivement le comportement des différentes économies.

Quant aux droits sur les marchandises d'importation, nous nous rendons compte de l'évidence de ces deux impératifs : protection des industries locales et alimentation des budgets. Mais, là encore, nous vous demandons le temps d'étudier le problème.

Nous pouvons vous dire dès maintenant que, pour ce qui concerne l'Afrique-Occidentale française, l'élargissement des contingents s'est opéré à un pourcentage un peu plus élevé que les 20 % prévus par le traité. En chiffres absolus, cet élargissement dépasse de plus de 4 milliards de francs français (compte tenu de la récente dévaluation) l'ancien contingent.

Mesures monétaires. — Nous pouvons confirmer que toutes les dépenses effectuées au débit du Fonds de développement seront payées sans restriction aucune dans la monnaie de la firme adjudicataire des travaux.

Relations avec les populations locales. — Jusqu'ici, elles sont excellentes, comme l'a déclaré M. Lemaignan à la suite d'un voyage d'information. Le directeur général, après avoir fait un voyage dans la Somalie sous tutelle italienne,

à Madagascar et sur la Côte française des Somalis, partira le plus tôt possible, accompagné de collaborateurs, pour la côte de l'Afrique occidentale et visitera les diverses capitales de l'ouest africain, notamment celle de la Guinée dont l'indépendance récemment acquise pose par rapport au traité, comme on l'a souligné, certains problèmes juridiques qui sont actuellement à l'examen.

Relations avec les organismes européens. — Nous avons cherché à établir des contacts avec les institutions d'étude et de recherche de nos six pays. Nous suivons avec attention les efforts déployés au G.A.T.T. et ailleurs pour obtenir une certaine limitation de la fluctuation des prix des matières premières essentielles produites par les pays tropicaux, fluctuations dont les conséquences sont désastreuses pour les populations locales. Bien entendu, nous poursuivons cette tâche avec un intérêt particulier et nous vous tiendrons au courant des résultats.

Fonds de développement. — Le fonctionnement du Fonds de développement a été mis au point, mais nous attendons différentes décisions du Conseil de Ministres, notamment quant à la répartition entre dépenses d'intérêt social et dépenses d'intérêt économique. L'examen d'un certain nombre de dossiers se trouve déjà à un stade avancé, mais le rythme des travaux dépend non pas tant de celui des travaux de la Commission européenne que de la rapidité avec laquelle ces dossiers nous parviennent.

Problèmes agricoles. — L'étude des problèmes agricoles qui se posent dans les pays et territoires d'outre-mer se poursuit en liaison avec les services de la Communauté chargés de résoudre les problèmes agricoles européens.

Comme nous l'avons déjà déclaré, nous sommes convaincus de l'urgence et de l'intérêt concret du problème de la stabilisation des prix ; sa solution contribuera notablement à relever le niveau de vie de ces populations essentiellement agricoles.

Avant de conclure, je répondrai brièvement aux orateurs qui sont intervenus.

A M. Metzger, je ferai observer que la Commission européenne de la C.E.E. a d'ores et déjà fait connaître au président de la Guinée qu'à l'occasion de leur prochain voyage en Afrique des représentants de la Commission seraient

heureux de prendre contact avec lui, personnellement, afin de procéder à un premier examen des problèmes d'intérêt commun.

D'une manière générale, nous pouvons dire que nous concevons — conformément du reste à l'esprit du traité — l'association avec les pays d'outre-mer comme un lien qui, encore que la façon dont il s'établira doive faire l'objet de négociations, concerne non seulement les pays qui ont encore des relations particulières avec les Etats membres de la Communauté, mais aussi des pays qui sont indépendants dès maintenant ou qui sont appelés à le devenir.

M'adressant ensuite à M. Scheel, je lui répondrai que l'on fait bien de considérer, d'un point de vue de politique générale, que le problème des pays d'outre-mer est un problème de rapports entre pays industrialisés et pays sous-développés. Or, c'est précisément sur la base de cette idée que nous espérons pouvoir concilier les nécessités de notre solidarité avec les pays associés, d'une part, et les nécessités de nos rapports avec les pays sous-développés non associés, d'autre part. Il existe en effet entre les différents pays sous-développés, associés ou non (et notamment entre ceux d'Afrique et ceux d'Asie), une analogie frappante — souvent même une identité — de problèmes qui sont vitaux pour leur économie et leur progrès économique et social.

Sur la base de cette analogie et de cette identité, nous cherchons les moyens de donner des solutions communes à des problèmes communs; nous cherchons à supprimer les divergences et les désaccords grâce à toutes les formes possibles de solidarité et de concordance. J'ai beaucoup admiré la polémique courtoise de MM. Dehousse et Metzger. Je l'ai goûtée pour sa vivacité, mais vous me permettrez de me tenir respectueusement à l'écart.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je ne puis conclure sans me livrer à une observation qui me paraît intéressante. Il est bon, me semble-t-il, de répéter ici, devant cette Assemblée, que les conférences d'Accra, d'Addis-Abéba et du Caire, qui se sont tenues en décembre, nous ont laissé la pénible impression que non seulement on ignorait la véritable nature du traité de Rome, mais que l'on mettait en question la réalité de nos efforts et surtout le but vers lequel ils tendent, qui est d'améliorer les conditions de vie des populations des territoires associés.

Cette amélioration, bien évidemment, est d'un intérêt fondamental pour les pays et territoires d'outre-mer, mais elle l'est aussi pour la Communauté Economique Européenne. Le temps n'est plus où l'on pouvait penser que les intérêts d'économies différentes étaient en opposition de par leur nature, autrement dit que le bien-être de l'un ne pouvait être garanti qu'au prix de la pauvreté de l'autre. Tout cela appartient à la préhistoire du développement économique du monde moderne et celui qui se fierait encore à ce principe serait lui-même voué à la décadence économique et sociale.

A plus forte raison, des pays et territoires associés dans un effort unique de liberté et de développement ne sauraient-ils participer autrement qu'à un rythme de progression égal, ou peut-être même plus rapide, à l'accroissement du bien-être de la Communauté tout entière.

Avant-hier, mon collègue M. Rey a évoqué les dimensions mondiales des intérêts de la Communauté Economique Européenne. Je ne sais s'il est de bonne tactique d'insister sur le potentiel de la Communauté; je crois cependant qu'il est toujours de bonne tactique de dire la vérité: on n'offense personne en parlant du plus grand complexe commercial du monde et, par l'ordre de grandeur, du second complexe industriel, tout au moins pour ce qui est des investissements, de la capacité de production et du niveau technique; on n'offense personne et on démontre au contraire combien ce complexe et cette économie ont besoin d'acheter, un besoin qui est pour le moins égal à celui de vendre. Vérité simple, mais que malheureusement tous ne comprennent pas.

Mais, à part ces remarques bien naturelles, on peut dire que le lien qui attache la Communauté européenne aux pays d'outre-mer est la preuve la plus évidente et la plus spectaculaire de l'intérêt mondial de la Communauté. Et quand on déclare en langage moderne que l'Afrique a un destin européen, on ne se propose pas d'enregistrer des hypothèques, ce qui serait insupportable dans le climat historique actuel; mais on veut dire en tout cas — sans compter que la proposition pourrait être carrément renversée — qu'un processus de développement économique qui ne conduirait pas les deux continents à créer un climat d'entraide et à rivaliser en civilités fraternelles et en progrès serait inconcevable.

Nous cherchons à connaître toujours plus intimement les populations des pays et territoires d'outre-mer, mais il est nécessaire que ces

populations sachent que nous désirons une liberté bien organisée et le bien-être croissant de l'humanité.

M. Scheel a cité la célèbre phrase de Clausewitz selon lequel la paix n'est qu'un intervalle entre deux guerres et la guerre n'est autre chose que la politique poursuivie avec d'autres moyens. Eh bien, nous sommes tous convaincus, et nous conservons la conviction profonde, fruit d'expériences atroces, que ce n'est pas la guerre, que c'est la paix qui est digne de l'homme et que cette paix veut être une conquête spirituelle de chaque jour et de chaque heure.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Carboni, rapporteur, pour répliquer.

M. Carboni, rapporteur. — *(1)* Monsieur le Président, mes chers collègues, je remercie très cordialement tous les orateurs qui sont intervenus dans ce débat, surtout pour les paroles aimables qu'ils ont eues à mon égard. Mais, à mon tour, je dois dire que, s'il est quelque chose de bon dans notre rapport, le mérite en revient à la commission et non à moi. J'ai été le rédacteur du rapport, mais la part que d'éminents collègues ont prise dans les travaux de la commission est telle que mon rapport est le reflet de leur compétence, de leur science et de leur courage.

Je dois en dire tout autant de la Commission de la Communauté Economique Européenne ; il n'arrive pas tous les jours que les organes exécutifs soient d'accord avec les organes du contrôle parlementaire. Peut-être est-ce une exception ; souhaitons plutôt que ce soit le début d'un travail qui se poursuivra en commun.

Je ne veux pas m'étendre maintenant sur le fond de chaque observation qui a été faite, car il faut voir le problème tel qu'il se pose dans sa généralité, et non pas mon rapport. Je ne puis cependant pas m'empêcher de dire que les remarques pénétrantes de M. Metzger aussi bien que celles de M. Dehousse ont naturellement une portée qui va bien au delà de la discussion du rapport. Nous pourrions en parler un autre jour, tant il est vrai que le sujet ne sera épuisé ni en ce lieu ni aujourd'hui.

Je remercie M. Dehousse d'avoir eu la bonté de nous donner l'assurance que les documents concernant le Congo belge seront mis à la dispo-

sition de la commission ; je pense qu'il y aura là une contribution efficace, importante dont nous devons le remercier.

Le président de ma commission, M. Scheel, auquel m'attachent un sentiment de grande estime et une vive sympathie, a parlé d'une question extrêmement intéressante : les liens culturels entre les pays de l'Afrique et ceux de l'Europe que nous devons entretenir et resserrer encore.

Voilà qui est très justement dit. Mais quelle culture — c'est la question qu'il nous faut poser — quelle culture devons-nous apporter à ces peuples ? Car un certain nombre de ces mouvements dont M. Scheel a parlé sont nés en Europe et ont eu en Europe leur théoriciens, leurs propagandistes. Sans vouloir approfondir cette question très grave, je pense qu'un des arguments que nous devons faire valoir en face de ces peuples, c'est de leur dire qu'il y a un point de tangence entre eux et nous : nous sommes fiers de notre souveraineté, mais nous appartenons à cette communauté de peuples, une communauté qui a un destin commun, un avenir commun, et ce destin peut être plein de richesse ou plein de douleur selon que la manière dont les membres de cette communauté agiront à l'égard de leurs frères.

Il n'est donc pas besoin d'acheminer les peuples de l'Afrique vers des formes de nationalisme exaspérées, des formes dont il se peut qu'elles aient été nécessaires dans notre Europe au cours d'un processus historique que je n'ai pas à exposer ou à réexaminer aujourd'hui ; mais à l'heure qu'il est, ces formes sont désormais surmontées grâce aux douloureuses expériences que nous, peuples d'Europe, nous avons faites et qui nous ont poussés vers les formes nécessaires de communauté économique et politique.

Voilà des idées que nous devons apporter dans ces régions lointaines et je pense que rien ne saurait être plus efficace qu'une action qui enlèverait à ces peuples d'outre-mer avant tout l'incompréhension qu'ils ont à notre égard.

J'ai visité, moi aussi, des pays très lointains, j'ai notamment été au Brésil, et un des grands arguments dont ces peuples ont fait état devant moi, c'est la crainte de nous voir faire de cette communauté économique une forteresse close. J'ai cherché à expliquer — et M. Malvestiti l'a fait mieux que moi — que c'est là une idée fausse que l'on se fait, car notre Communauté est ouverte à tous les peuples, et que nous désirons

qu'il en soit ainsi non seulement dans la lettre du traité, mais que cette qualité devienne comme la vie et le sang de notre Europe à laquelle nous nous sentons si profondément attachés, tout comme nous nous sentons profondément attachés par des liens qui ne sont pas seulement politiques, qui sont aussi humains et religieux, à ces peuples auxquels nous tendons la main, certains qu'ils la saisiront avec le même sentiment d'amitié dans lequel nous la leur tendons.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Personne ne demande la parole ?

L'Assemblée devra se prononcer plus tard sur une proposition de résolution présentée par la commission compétente.

M. Poher. — Monsieur le Président, je suggère à l'Assemblée de décider une courte suspension de séance, qui pourrait être d'une dizaine de minutes. Je crois que le temps consacré à cette suspension ne serait pas perdu, mais, au contraire, largement rattrapé par la brièveté des travaux qui suivront.

M. le Président. — M. Poher propose que la séance soit suspendue pendant dix minutes.

La parole est-elle demandée ?

M. Scheel a demandé la parole.

La parole est à M. Scheel.

M. Scheel, président de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer. — (A) Monsieur le Président, dix minutes ne sont pas suffisantes pour permettre à notre commission de rédiger la résolution qui doit faire suite au débat. C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir suspendre la séance pendant une demi-heure. Je crois que nous aurons alors le temps de mettre au point notre texte. J'avais d'ailleurs déjà soumis ce vœu hier soir au bureau.

M. le Président. — M. Scheel vient de proposer au contraire que la séance soit suspendue pendant une demi-heure.

La parole est-elle demandée sur cette proposition ?

La parole n'étant pas demandée, je mets aux voix la proposition de M. Scheel de suspendre la séance jusqu'à 12 h. 15.

(La proposition est adoptée.)

(La séance, suspendue à 11 h. 45, est reprise à 12 h. 35.)

M. le Président. — La séance est reprise.

6. — *Siège des institutions des Communautés européennes*

M. le Président. — J'ai reçu de MM. Carboni, Korthals et Dehousse une proposition de résolution relative à la fixation du siège des institutions des Communautés européennes.

Ce document a été imprimé et distribué sous le n° 9.

M. Carboni a demandé la parole pour commenter brièvement cette proposition.

La parole est à M. Carboni.

M. Carboni. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, je suis très heureux et en même temps très honoré de pouvoir commenter brièvement la proposition de résolution que, de concert avec quelques-uns de mes collègues, j'ai eu le plaisir de déposer. Je m'exécute ainsi du mandat que la commission des affaires politiques m'a confié et qui consiste à exposer le problème afin que les gouvernements en tiennent compte comme il sied et qu'il soit résolu avec la sollicitude voulue. Je vous rappellerai ce que M. Poher a dit lors de notre réunion du mercredi 22 octobre 1958. Il a déclaré :

« La coordination des services pose d'ailleurs le redoutable problème du siège commun des institutions. Mon groupe pense que l'Europe ne peut se concevoir sans toit, sans capitale. L'un d'entre nous a été jusqu'à dire que nous menions tous une vie de vagabonds. Voilà, n'est-il pas vrai ? le problème qui rend plus difficile les rapports entre le Parlement, le Conseil de Ministres et les Communautés. Les municipalités de nos pays se sont toutes constituées autour d'une maison commune. Sans siège unique, sans localisation précise de nos institutions, je pense qu'il nous sera difficile de réaliser l'Europe de nos espérances. »

Dans ce même ordre d'idées, M. Schuman, président de notre Assemblée, a dit lors de notre séance du 7 janvier de cette année que nous avions à résoudre les problèmes relatifs à notre installation matérielle, que nous manquions de locaux appropriés et suffisants, alors que nos effectifs en membres et le nombre de nos commissions ont considérablement augmenté. De ce fait, il nous est difficile de répondre toujours aux besoins croissants ; très souvent, nous n'y parvenons qu'en ayant recours à l'aide des gouvernements nationaux ou du Conseil de l'Europe, mais nous ne devons pas oublier que toutes ces difficultés sont liées à la nécessité de voir fixer le siège unique que nous ne cessons de réclamer. Telles étaient les paroles de M. Schuman.

Je n'ai pas à y ajouter grand-chose. Je vous ferai remarquer avant tout que le manque d'un toit, pour reprendre l'expression heureuse de M. Poher, va jusqu'à limiter notre liberté de réunion. Un vieux privilège des parlements se trouve énoncé à l'article 139, alinéa 2, du traité où il est dit que notre Assemblée a également le droit de se réunir quand nous le jugeons opportun. A l'heure actuelle, nous ne pouvons pas nous réunir comme bon nous semble parce que nous n'avons pas de lieu qui soit le nôtre et où nous puissions exercer ce droit, si bien qu'en définitive l'exercice du mandat parlementaire dépend d'autrui.

Or, quelque grande que puisse être la bonne volonté de nos hôtes, il leur est impossible de répondre toujours à nos exigences, et c'est là un élément de plus qui vient restreindre l'exercice de notre mandat. A ces difficultés, qui ont une répercussion directe sur la liberté de réunion, il s'en ajoute d'autres qui concernent la liberté de fonctionnement.

Permettez-moi, à cet égard, de dire quelques mots en hommage aux fonctionnaires et autres collaborateurs qui travaillent avec nous à Luxembourg, à Bruxelles et à Strasbourg. Ils sont vraiment dignes d'éloges. Songez simplement aux difficultés qu'entraîne la nécessité de vider tous les bureaux de Luxembourg et de Bruxelles chaque fois que l'Assemblée se réunit à Strasbourg ! Songez à toutes les caisses de documents et de matériel qui doivent être préparées et transportées ! Quand nous faisons nos valises, nous oublions toujours quelque chose ; mais nos fonctionnaires ne doivent rien oublier car, lorsque commence le travail, tout doit être sur place.

Une pensée de reconnaissance doit aller aussi aux pays qui nous ont accueillis, à ce grand petit Luxembourg, à la ville de Strasbourg ; notre reconnaissance leur est acquise parce que sans toute la peine qu'ils se sont donnée pour nous, nous n'aurions pas pu nous acquitter de notre mandat.

Tirons enfin une leçon utile de ces expériences ! Cet enseignement ne peut être que celui-ci : impossible de continuer de la sorte. Nous ne pouvons plus abuser de nos forces ni des forces de ceux qui nous entourent. Pensez donc combien notre travail serait plus facile, si nous avions notre siège ! Le président de la commission de l'administration a fait devant nous un long exposé où il nous a montré que, si notre Assemblée avait enfin son siège, nous pourrions faire l'économie d'environ 17 millions de francs belges sur les frais courants ; et si toutes les institutions de la Communauté étaient abritées en un seul lieu, conformément à la volonté exprimée dans le traité, l'économie de frais courants s'élèverait *grosso modo*, à une somme de 100 à 150 millions.

Tous ces arguments illustrent l'état de nécessité dans lequel nous nous trouvons. Je ne veux même pas signaler les répercussions d'ordre juridique et pratique de cet état de nécessité ; je me borne à adresser un appel aux gouvernements pour les inviter à se souvenir de leur tâche. Le choix du siège unique est un droit qui leur appartient ; mais c'est aussi un devoir pour eux. Mon appel a une signification franchement politique. En effet, il est tout à fait clair pour nous que cette situation provisoire ne fait pas de bien à nos institutions ; cherchons d'abord à donner le sentiment que quelque chose de définitif a été créé et nous pourrions ensuite entretenir des relations plus normales avec les autres institutions avec lesquelles nous sommes en rapport et que je n'ai pas besoin de nommer, puisque nous les connaissons tous fort bien. Nous sommes engagés à propos de ces institutions, comme celle de la zone de libre-échange, dans des négociations longues et difficiles ; je pense que si nous avions notre siège, un siège qui soit la démonstration de ce qu'il s'est créé quelque chose de définitif en Europe, ces négociations s'en trouveraient considérablement facilitées.

Nous n'ignorons pas les difficultés qui s'opposent au choix du siège. Mais ces difficultés existaient déjà avant le moment où les gouvernements ont pris l'engagement relatif au siège ;

ils devaient s'en rendre compte, nous n'avons pas à le souligner ni non plus à le leur rappeler.

Aux termes de la résolution que j'ai eu l'honneur de présenter, nous demandons au Conseil de Ministres qu'en vue du but suprême qui a été assigné à notre Assemblée et qui consiste à renforcer, par son action de contrôle et de stimulation, l'idée qui a été mise à la base des traités de Rome, ils accomplissent la tâche dont ils se sont volontairement chargés et que, s'inclinant devant le droit que nous avons, ils fixent au plus tôt — et nous souhaitons qu'ils le fassent dans leur prochaine réunion — le siège des institutions, se laissant guider en cela par les intérêts de notre Communauté et uniquement par eux. L'état de nécessité dans lequel se trouve l'Assemblée parlementaire quant à sa liberté de réunion, quant à sa possibilité de travailler, exige cette décision qui s'impose encore plus fortement du fait de l'anxiété qui étreint les peuples et les parlements de l'Europe, car ils tournent les regards vers notre Communauté dont ils sentent qu'elle pourra réaliser leurs aspirations les plus sincères et les plus profondes: la joie de posséder une Europe unie et une Europe en paix.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je donne lecture de la proposition de résolution présentée par MM. Carboni, Korthals et Dehousse :

PROPOSITION DE RESOLUTION

relative à la fixation du siège des institutions des Communautés européennes

« *L'Assemblée Parlementaire Européenne,*

constatant que les gouvernements des Etats membres n'ont pas pris de décision quant au problème du siège des institutions,

exprime le vœu que les six gouvernements, conscients de leur responsabilité, fixent le plus tôt possible le siège des institutions des Communautés. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

(La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité.)

7. — Sécurité, hygiène du travail et protection sanitaire

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire fait par M. Santero au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire sur les parties du premier rapport général de l'Euratom et de celui de la Communauté Economique Européenne qui concernent la sécurité, l'hygiène du travail et la protection sanitaire.

La parole est à M. Santero, rapporteur.

M. Santero, rapporteur. — *(1)* Monsieur le Président, mes chers collègues, la proposition de résolution que j'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire tient compte des principaux vœux émis par mes collègues non seulement en commission, mais aussi en séance de l'Assemblée.

La résolution est du reste très simple. Elle comprend cinq paragraphes. Le premier invite l'exécutif de l'Euratom à prendre trois initiatives :

1° Elaborer un accord sur des normes de prévention des accidents du travail et de réparation des dommages que peuvent subir les travailleurs du secteur nucléaire et les populations ;

2° Constituer au plus tôt une section d'étude, de documentation et d'information, spécialement sur les moyens pratiques de prophylaxie des risques consécutifs aux radiations ionisantes ;

3° Créer au plus tôt un corps de personnel sanitaire et de techniciens qualifiés pour le contrôle supranational des installations, contrôle qui doit dépendre directement de l'exécutif de l'Euratom.

Le second paragraphe est une invitation à l'exécutif du marché commun afin qu'il traite en premier lieu, et de toute urgence, le problème de la prévention des maladies professionnelles et des accidents du travail et qu'il arrête, en ce qui concerne la réparation des dommages subis par les travailleurs, des normes de réparation qui puissent s'appliquer à la Communauté tout entière.

Le troisième paragraphe invite les trois exécutifs à coordonner les services des Communautés également dans ce domaine.

Quant au quatrième, il contient une invitation au Conseil de Ministres. Puisque nous avons approuvé les programmes des trois Communautés, en dernier lieu ceux des exécutifs de l'Euratom et du Marché commun, nous déclarons que, pour appliquer ces programmes en temps utile et avec efficacité, il faut des moyens financiers adéquats.

Dans le cinquième paragraphe enfin, les gouvernements nationaux sont invités à préparer et à édicter au plus tôt les mesures permettant d'appliquer dans toute la Communauté les normes de base pour la protection contre les émanations radioactives ionisantes, normes que le Conseil de Ministres a approuvées en décembre dernier.

J'ai remarqué que ce paragraphe est le seul à faire l'objet d'un amendement. Présenté par M. Schuijt, cet amendement a pour but de demander que l'application de ces normes de base s'effectue de la manière la plus uniforme possible. Il ne modifie pas dans sa substance l'invitation que nous adressons aux gouvernements nationaux ; il précise simplement notre désir de voir l'application de ces normes se faire de la manière la plus uniforme possible dans tous les pays de la Communauté.

Aussi suis-je heureux de pouvoir accepter cet amendement et j'espère que la proposition de résolution ainsi amendée sera adoptée de l'Assemblée.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je vous donne lecture de la proposition de résolution :

PROPOSITION DE RESOLUTION

relative aux problèmes de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire

« L'Assemblée Parlementaire Européenne »

remercie l'exécutif de l'Euratom et l'exécutif du Marché commun pour les rapports qu'ils ont présentés. Elle constate avec satisfaction que les exécutifs ont rempli, en temps voulu, les obligations prévues par les traités.

A. Invite l'exécutif de l'Euratom à faire en sorte que :

1° Il soit conclu au plus tôt un accord sur des normes de prévention des accidents du travail et de réparation des dommages que peuvent subir, éventuellement, les travailleurs du secteur nucléaire et les populations ;

2° Il soit constitué, au plus tôt, une section d'études, de documentation et d'information, spécialement sur les moyens pratiques de prophylaxie des risques consécutifs aux radiations ionisantes ;

3° Il soit, en temps utile, constitué un corps de personnel sanitaire spécialisé et de techniciens qualifiés pour le contrôle supranational dépendant directement de l'exécutif.

B. Invite l'exécutif du Marché commun à mettre en application, au plus vite, le programme élaboré spécialement en ce qui concerne la prévention des maladies professionnelles et des accidents du travail et la réparation des dommages éventuels.

C. Invite les exécutifs de l'Euratom et du Marché commun à pourvoir, en accord avec la Haute Autorité de la C.E.C.A., à la coordination des services en matière d'hygiène, de sécurité du travail et de protection sanitaire.

D. Invite le Conseil de Ministres à prévoir les moyens financiers nécessaires pour atteindre, en temps utile, les objectifs susmentionnés.

E. Invite les gouvernements des Etats membres de la Communauté à prendre, au plus tôt, les mesures nécessaires à l'application des normes de base pour la protection contre les émanations radioactives, fixées par le Conseil de Ministres de l'Euratom. »

M. Schuijt a présenté un amendement au paragraphe E, tendant à ajouter après les mots « l'application » les mots suivants : « aussi uniforme que possible ».

En conséquence, le paragraphe E a la teneur nouvelle suivante : « Invite les gouvernements des Etats membres de la Communauté à prendre, au plus tôt, les mesures nécessaires à l'application aussi uniforme que possible des normes de base pour la protection contre les émanations radioactives, fixées par le Conseil de Ministres de l'Euratom. »

Le rapporteur a déclaré accepter cet amendement.

La parole est à M. Schuijt, pour l'explication de son amendement.

M. Schuijt. — (N) Monsieur le Président, après les déclarations du rapporteur, je peux renoncer à la justification de l'amendement que je propose.

Je voudrais simplement expliquer pourquoi j'ai employé les termes « aussi uniforme que possible ».

Ce serait une situation idéale si l'application pouvait être entièrement uniforme mais, pour des raisons dictées par le réalisme politique que, faute de temps, je renoncerais cependant à vous exposer, je m'en suis tenu aux mots « application aussi uniforme que possible ».

M. le Président. — Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(L'amendement est adopté à l'unanimité.)

M. le Président. — Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution dans le texte modifié par l'amendement.

(La proposition de résolution ainsi modifiée est adoptée à l'unanimité.)

8. — *Réduction de la durée du travail dans les industries charbonnière et sidérurgique*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire fait par M. Hazenbosch au nom de la commission des affaires sociales sur la réduction de la durée du travail dans l'industrie charbonnière et l'industrie sidérurgique.

M. Hazenbosch étant absent, ce sera M. Nederhorst, président de la commission des affaires sociales, qui présentera ce rapport complémentaire.

La parole est à M. Nederhorst.

M. Nederhorst, président de la commission des affaires sociales. — (N) Monsieur le Président, pour commencer, je dois exprimer mon regret de ce que M. Hazenbosch, qui a si largement contribué à l'établissement de ce texte, soit empêché par de graves circonstances de famille de présenter lui-même cette proposition de résolution.

La résolution dont est saisie l'Assemblée fait suite au rapport de M. Hazenbosch et aux discussions auxquelles il a donné lieu en commission et en séance plénière. Je renoncerais à faire une longue récapitulation pour me contenter d'exposer quelques-uns des points les plus importants de cette résolution.

En premier lieu, elle se prononce en faveur d'une réduction effective de la durée du travail et non pas d'une réduction qui aille de pair avec une augmentation du nombre des heures supplémentaires, de sorte que la durée du travail resterait en fait la même et que « réduction de la durée du travail » signifierait « relèvement du salaire » parce qu'on se contenterait de rémunérer des heures supplémentaires.

En second lieu, il est dit dans la résolution — et c'est là un autre aspect du même problème — qu'en aucun cas la réduction de la durée du travail ne doit entraîner une perte de salaire ou faire baisser le niveau de vie des travailleurs. Voilà deux points très importants de cette proposition de résolution.

En voici un troisième : c'est que la réduction de la durée du travail en faveur de laquelle la résolution se prononce ne doit être opérée que progressivement. Aussi la commission invite-t-elle la Haute Autorité à inscrire au nombre de ses objectifs généraux l'instauration progressive de la réduction de la durée du travail pour aboutir à la semaine de cinq jours.

Nous notons — je tiens à le souligner une fois de plus — qu'au cours de notre discussion en séance plénière la Haute Autorité s'est déjà déclarée disposée à accueillir cette demande. Nous avons entendu cette déclaration avec beaucoup de satisfaction et nous en avons tenu compte dans notre proposition de résolution.

Voici encore un autre point. La Haute Autorité poursuivant depuis deux ans et demi son étude sur les conséquences économiques de l'instaura-

tion de la semaine de quarante heures, nous aimerions que cette étude s'achève bientôt et que les résultats en soient communiqués à l'Assemblée Parlementaire Européenne.

En outre, la proposition de résolution insiste sur le caractère peu social du travail continu qui est directement lié à la réduction de la durée du travail et elle invite la Haute Autorité à faire tout ce qui est en son pouvoir pour limiter le travail continu et garantir le dimanche libre en faveur du plus grand nombre possible de travailleurs.

Dans notre proposition de résolution, nous invitons aussi la Haute Autorité à examiner le problème au sein des comités mixtes créés à cette fin et à rechercher dans quelle mesure les méthodes et les conditions de travail peuvent être améliorées selon les nécessités de la réduction de la durée du travail.

Enfin, la proposition de résolution, qui concerne naturellement en premier lieu l'industrie du charbon et de l'acier, se prononce aussi en faveur de la réduction de la durée du travail dans les autres secteurs de l'économie et déclare que les motifs généraux d'une réduction de la durée du travail s'appliquent non pas seulement à l'industrie charbonnière et à l'industrie sidérurgique, mais aussi à tous les autres secteurs de l'économie. Elle invite l'Assemblée à charger sa commission des affaires sociales d'étudier le problème de la réduction de la durée du travail également en ce qui concerne d'autres secteurs et prie la Commission de la C.E.E. d'informer régulièrement l'Assemblée et ses commissions compétentes de l'évolution du problème de la durée du travail dans les six pays.

Telles sont, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les grandes lignes de cette résolution.

Elle a été adoptée à l'unanimité par la commission et je suis très satisfait de pouvoir dire qu'à la commission des affaires sociales les divers groupes politiques étaient entièrement d'accord à ce sujet.

Votre commission et surtout son rapporteur se féliciteraient vivement si la même unanimité se retrouvait à l'Assemblée ; ainsi notre Assemblée pourrait-elle apporter une large contribution non seulement à la mise en œuvre d'une saine politique sociale conçue en vue du progrès, mais aussi à la création d'une situation économique équilibrée, à l'instauration d'un processus de pro-

duction qui réponde aux conditions de l'économie moderne et, par conséquent, à celles du progrès économique.

Monsieur le Président, je m'en tiendrai à cette brève introduction et je recommande instamment, au nom de notre commission, cette proposition de résolution à l'attention de l'Assemblée.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Giacchero, membre de la Haute Autorité.

M. Giacchero, membre de la Haute Autorité. — (I) Monsieur le Président, si je prends la parole, c'est pour répondre aux observations que M. Nederhorst a faites en dernier lieu.

Au sujet des premiers points de la résolution, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai déjà déclaré à la séance de samedi dernier, après l'exposé du rapporteur, M. Hazenbosch.

En ce qui concerne le paragraphe commençant ainsi : « Invite la Haute Autorité à inscrire au nombre de ses objectifs généraux l'instauration progressive de la semaine de 40 heures », nous avons clairement défini notre position et je n'y reviendrai donc pas ; toutefois, on a ajouté dans la résolution les mots suivants qui ne figuraient pas dans le rapport : « réparties sur 5 jours ».

Or, cet ajout pose évidemment deux problèmes. Le premier est celui des travailleurs pour lesquels il s'agit de demander des repos de fin de semaine suffisants, ce qui signifie intervenir dans le cycle de travail, de manière à garantir la détente physiologique, la récupération des forces musculaires, etc. ainsi qu'une vie familiale, sociale et religieuse normale. Le second problème est celui des employeurs pour lesquels il s'agit évidemment de prendre toutes les dispositions permettant d'assurer un repos hebdomadaire suffisant, naturellement sans que ce repos entraîne dans la production industrielle des arrêts de nature à compromettre le rendement des entreprises et surtout celui des investissements dont ces entreprises sont l'expression.

Il s'agit donc de modalités d'application, et c'est pourquoi nous ne voudrions pas trop préciser les termes. En effet, si je songe à l'évolution future, je n'ai aucune peine à imaginer qu'au cours d'une période comme celle à laquelle se rapportent nos objectifs généraux on instaure

même la semaine de 38 ou de 35 heures. J'indique ces chiffres parce qu'ils montrent la direction de la marche. Les étapes qui seront réellement franchies sur cette route seront la résultante des possibilités d'organisation, des possibilités d'amélioration technique et des possibilités d'investissements ; elles seront enfin aussi la résultante des pressions exercées par les syndicats et par l'adaptation des textes législatifs, adaptation à laquelle les organes responsables devront procéder naturellement aussi par l'intermédiaire de la Haute Autorité qui, étant le point de contact de toutes les forces, interviendra pour obtenir l'amélioration maximum de la condition des travailleurs.

Au sujet du paragraphe suivant de la résolution, force m'est de désillusionner quelque peu notre président. La Haute Autorité, toujours poussée à faire de nouvelles études, ne s'était peut-être pas formellement refusée à entreprendre aussi une étude sur les conséquences économiques de l'introduction progressive de la semaine de 40 heures. Mais à ce propos, elle a déjà répondu à la question n° 47 posée en mai 1957 par M. Hazenbosch ; cette réponse, sans être complète, posait du moins le problème dans ses termes exacts.

Or, nous ne devons pas nous dissimuler que, sans parler de ce que les études de ce genre en sont vraiment encore au stade initial et qu'il ne s'en trouve que quelques modestes exemples, notamment sous forme d'étude-type en Amérique ; une recherche de cette sorte exigerait toute une organisation technique qui n'existe pas en dehors de la Communauté et qui devrait par conséquent être créée dans son sein, ce qui ne saurait évidemment en accélérer l'élaboration.

Dans cette Assemblée, on cite souvent de nombreux articles du traité, mais on oublie toujours d'en citer un : l'article 5, qui dispose que les institutions de la Communauté exercent leur activité avec un appareil administratif réduit. Il ne faut donc pas oublier qu'une étude de ce genre ne saurait se faire sans un appareil technique dont la Haute Autorité ne dispose pas pour l'instant, sans cependant en exclure la possibilité pour l'avenir ; mais pour être réalisé, ce projet demande des ressources financières toujours plus onéreuses, si on songe aux études de tout genre qui sont demandées et dont le nombre augmente avec chaque réunion des commissions et avec chaque session de l'Assemblée.

De toute façon, la question de savoir si, sans parler de sa valeur ni de la possibilité de l'entreprendre, cette étude pourrait vraiment, dans notre cas, nous être d'un grand secours sur le plan politique, reste une question de fond.

Je vous rappelle que l'on a déclaré devant cette Assemblée qu'une réduction de la durée du travail serait productive et que, loin de provoquer une diminution de la production, elle entraînerait au contraire une augmentation de la productivité. Quant à moi, je ne suis pas aussi catégorique. Toutefois, si ces revendications concernant les horaires de travail sont élevées non pas dans des périodes critiques, mais à un moment d'expansion économique et d'accroissement rapide de la productivité (auquel cas de légers retards ou de légères avances dans la production n'importent guère), on peut sans aucun doute approuver la thèse de ceux qui pensent qu'une réduction de la durée du travail ne peut manifestement pas être préjudiciable.

Du point de vue de l'action dynamique que nous pouvons exercer pour atteindre ce but, je veux dire la réduction de la durée hebdomadaire du travail, je ne crois pas que les études — indépendamment de leur valeur intrinsèque — puissent ajouter beaucoup à la volonté qui nous pousse à agir en ce sens. Ces éléments sont de toute façon les bienvenus. La Haute Autorité ne manque pas, en effet, de suivre ce problème et elle entend le suivre en restant en contact avec l'exécutif de la Communauté Economique Européenne à laquelle ces problèmes se posent comme chez nous, encore qu'en des termes différents puisque les caractéristiques de l'industrie du charbon et de l'acier sont autres. Nous pensons que le problème ne peut s'étudier que sur un plan général, car, me semble-t-il, les différents secteurs et les différentes Communautés ne sauraient se livrer à une étude de ce genre indépendamment les uns des autres.

Pour conclure, Monsieur le Président, j'attire encore l'attention de la commission sur l'excellence du travail accompli par les commissions mixtes au sein desquelles on peut recueillir de nombreux éléments et confronter les positions. Dans ces réunions, il est possible de trouver des éléments utiles qui constituent une bonne et solide assise grâce à laquelle nous pouvons progresser dans la voie que l'Assemblée nous a indiquée et que la Haute Autorité est bien décidée à parcourir.

Et nous progresserons dans cette voie — je reprends la conclusion de l'orateur qui est inter-

venu avant moi — pour le bien-être des travailleurs de nos industries.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je vous donne lecture de la proposition de résolution présentée par M. Hazenbosch :

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur la réduction de la durée du travail dans l'industrie charbonnière et l'industrie sidérurgique

« *L'Assemblée Parlementaire Européenne*

- rappelle la résolution n° 43 (novembre 1955) de l'Assemblée Commune de la C.E.C.A. dans laquelle celle-ci se prononçait en principe en faveur de tous efforts en vue de la réduction de la durée du travail dans l'industrie charbonnière et dans l'industrie sidérurgique ;
- constate que dans l'intervalle le problème de la réduction de la durée du travail a gagné en actualité dans tous les pays de la Communauté ;
- ayant pris acte du rapport qui a été présenté en la matière par sa commission compétente, compte tenu des observations formulées lors du débat auquel l'examen de ce rapport a donné lieu ;
- attire l'attention de la Haute Autorité de la C.E.C.A., des gouvernements et des partenaires sociaux sur les observations et les principes d'action contenus dans le rapport précité et établissant l'opportunité d'une réduction de la durée du travail dans l'industrie du charbon et dans la sidérurgie ;
- est d'avis qu'une réduction de la durée du travail offre la possibilité de stabiliser le niveau de l'emploi des travailleurs ;
- fait remarquer que la réduction de la durée du travail doit tendre à une réduction effective et non pas à un relèvement factice du salaire sous la forme d'une augmentation des heures supplémentaires ;
- rappelle qu'en aucun cas la réduction de la durée du travail ne doit entraîner une perte de salaire ou faire baisser le niveau de vie des travailleurs ;
- constate que les réductions de la durée du travail déjà réalisées dans les pays de la

Communauté n'ont provoqué nulle part pour l'économie de graves répercussions défavorables ;

- invite la Haute Autorité à inscrire au nombre de ses objectifs généraux l'instauration progressive de la semaine de 40 heures, réparties sur 5 jours ;
- demande à la Haute Autorité d'approfondir et de terminer rapidement son étude sur les conséquences économiques de l'instauration progressive de la semaine de 40 heures, réparties sur 5 jours, dans les industries dont elle a la charge et d'informer l'Assemblée et ses commissions compétentes, ainsi que les gouvernements nationaux et les partenaires sociaux, des résultats de ses travaux ;
- insiste sur le caractère peu social du travail continu et invite la Haute Autorité et les gouvernements à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter la limitation du travail continu et garder ou rendre le dimanche libre en faveur du plus grand nombre possible de travailleurs ;
- suggère à la Haute Autorité d'établir régulièrement un aperçu des travaux effectués le dimanche et du nombre de travailleurs occupés à cette fin dans les pays de la Communauté ;
- invite la Haute Autorité et les partenaires sociaux à utiliser toutes les possibilités qui leur sont offertes, notamment au sein des « comités mixtes » créés par la Haute Autorité, pour prendre d'un commun accord les mesures propres à réduire la durée du travail dans chacun des pays de la Communauté, tout en améliorant les méthodes et les conditions de travail, favorisant ainsi le but de l'adaptation ;
- invite la Haute Autorité à entrer en contact, en temps utile, avec les gouvernements et les partenaires sociaux en vue de déterminer si et dans quelle mesure il est opportun et nécessaire de mettre les législations nationales en concordance avec l'évolution survenue dans la vie sociale en matière de durée du travail ;
- estime par ailleurs que les motifs généraux d'une réduction de la durée du travail ne s'appliquent pas seulement à l'industrie charbonnière et à l'industrie sidérurgique, mais doivent également être examinés dans tous les autres secteurs de l'économie ;
- invite la Commission exécutive de la C.E.E. à informer régulièrement l'Assemblée et ses

commissions compétentes de l'évolution du problème de la durée du travail dans les six pays membres ;

- charge sa commission des affaires sociales d'étudier le problème général de la réduction de la durée du travail. »

La parole n'est pas demandée ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

(La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité.)

La parole est à M. Poher.

M. Poher. — Je remercie M. Giacchero pour les explications qu'il vient de fournir.

Un malentendu semble exister entre l'Assemblée et les présidents de commissions. En effet, nous avons ce matin le sentiment que notre session devait se terminer par le vote rapide des résolutions sur lesquelles tout le monde s'était mis d'accord. Il serait bon, à cet effet, d'inviter nos collègues à condenser leurs explications de vote.

D'autre part, il avait été entendu au Comité des présidents que nous terminerions la séance assez tôt pour permettre aux services du Conseil de l'Europe de prendre possession des locaux qui lui seront nécessaires pour la réunion jointe qui s'ouvrira demain.

Je vous demande, Monsieur le Président, d'inviter les présidents ou rapporteurs des commissions à faire leur possible pour que la séance se termine très vite.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Poher de sa déclaration. Je me proposais d'ailleurs de formuler une recommandation analogue. Nous avons encore à discuter et à adopter cinq résolutions. L'heure est avancée et il serait bon que les orateurs soient aussi brefs que possible car nous ne pouvons pas tenir de séance l'après-midi, la salle devant être préparée pour les réunions de demain.

Voilà donc la prière que je me permets d'adresser à nos collègues.

9. — Ouverture des marchés et régime de concurrence

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire fait par M. Illerhaus, au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté, sur les problèmes relatifs à l'ouverture des marchés et au régime de concurrence soulevés par les premiers rapports généraux sur l'activité de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

La parole est à M. Illerhaus, rapporteur.

M. Illerhaus, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, la commission du marché intérieur de la Communauté a consigné les résultats de la discussion en séance plénière dans une résolution dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui. Faute de temps, je renoncerai à en donner lecture, d'autant plus qu'elle a été transmise à tous les membres de l'Assemblée.

Je me permettrai simplement de vous donner lecture d'un amendement proposé par MM. Poher, Birkelbach, Rochereau et par moi-même et selon lequel le paragraphe 6 de la proposition de résolution serait remplacé par le texte suivant :

« 6 — se félicite de ce qu'un certain nombre de subventions contraires au traité instituant la C.E.E. aient été supprimées. »

Je me permettrai de signaler à l'Assemblée que la commission du marché intérieur a approuvé la proposition de résolution à l'unanimité et que le présent amendement a aussi eu son approbation unanime. Je serais reconnaissant à l'Assemblée d'approuver à son tour la proposition de résolution.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je vous donne lecture de la proposition de résolution :

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur les problèmes relatifs à l'ouverture des marchés et au régime de concurrence

« L'Assemblée Parlementaire Européenne,

1 — ayant pris connaissance des rapports généraux sur l'activité de la Communauté

Economique Européenne et sur l'activité de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique, ainsi que des déclarations faites par les exécutifs desdites Communautés en séance publique ;

2 — se félicite de ce que les premières mesures tendant à réaliser une libre circulation des marchandises sur le marché commun soient devenues effectives au début de l'année 1959 ;

se félicite, en particulier, de ce que le gouvernement français ait décidé de libéraliser largement les échanges de marchandises, apportant ainsi une contribution essentielle à la mise en place du marché commun ;

se félicite de l'établissement du marché commun dans le domaine de l'énergie nucléaire ;

3 — insiste sur le fait que les taxes d'effet équivalant à des droits de douane devraient également être éliminées rapidement et relève que de telles taxes d'effet équivalant à des droits de douane doivent être considérées, non pas d'un point de vue formel, mais du point de vue de leur incidence économique ;

attire tout spécialement l'attention des institutions européennes compétentes sur le problème des droits de douane à caractère fiscal et sur la possibilité de remplacer ceux-ci par des taxes intérieures ;

souhaite que les gouvernements n'en fassent usage qu'exceptionnellement ;

4 — espère que l'amorce d'une libre circulation des marchandises sera suivie à bref délai des mesures complémentaires en matière de circulation des services et des capitaux ainsi qu'en matière de droit d'établissement ;

5 — approuve la Commission européenne qui refuse de considérer les articles 85 et 86 simplement comme des principes qu'il resterait à élaborer avant qu'ils n'acquiescent une importance pratique ;

souligne avec insistance le fait qu'il y a lieu de trouver dans les meilleurs délais une solution pratique pour permettre l'application des articles 85 à 90 du traité de la C.E.E., même si cette solution ne devait être considérée que comme provisoire, afin de faire disparaître les actuelles incertitudes juridiques et les inconvénients économiques qui découlent de ces dernières ;

6 — se félicite de ce qu'un certain nombre de subventions aient été supprimées à la suite

des décisions récentes du gouvernement français et espère que d'autres gouvernements des Etats membres suivront bientôt l'exemple de celui-ci ;

7 — attire l'attention des exécutifs de la C.E.E. sur les problèmes particuliers qui se posent, dans le domaine de la concurrence, en corrélation avec la politique énergétique et, plus spécialement, en raison de la relation charbon-pétrole, et les engage à rechercher avec la Haute Autorité la solution rapide de ces problèmes. »

Sur cette proposition de résolution, j'ai reçu un amendement déposé par MM. Poher, Birkelbach, Rochereau et Illerhaus. Il a la teneur suivante :

« Remplacer le paragraphe 6 par le texte suivant :

« 6 — se félicite de ce qu'un certain nombre de subventions contraires au traité instituant la C.E.E. aient été supprimées. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement qui a également été approuvé par la commission et par son président.

(L'amendement est approuvé à l'unanimité.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution dans le texte ainsi modifié.

(La proposition de résolution ainsi modifiée est adoptée à l'unanimité.)

10. — *Politique économique à long terme de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire fait par M. Van Campen, au nom de la commission de la politique économique à long terme, des questions financières et des investissements, sur certaines questions concernant la politique économique à long terme, les

finances et les investissements, soulevées à propos des premiers rapports généraux de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

La parole est à M. Van Campen, rapporteur.

M. Van Campen, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, à la suite du débat qui a eu lieu à l'Assemblée au sujet du rapport que j'ai présenté au nom de la commission de la politique économique à long terme, cette commission a établi et approuvé à l'unanimité une proposition de résolution.

Cette proposition de résolution résume les objectifs de la politique économique à long terme tout en indiquant les principaux éléments d'une politique structurelle et conjoncturelle qui puisse permettre d'atteindre ces objectifs.

J'espère que l'Assemblée approuvera également cette proposition de résolution qui, je l'ai déjà dit, a recueilli l'approbation unanime de la commission.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — Je vous donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission :

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur certaines questions concernant la politique économique à long terme, les finances et les investissements, soulevées à propos des premiers rapports généraux de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique

« *L'Assemblée Parlementaire Européenne*

1 — a pris connaissance des rapports généraux de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique, des documents de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et des déclarations que les exécutifs ont faites en séance publique lors de la discussion du rapport de sa commission de la politique économique à long terme, des questions financières et des investissements ;

2 — souligne que les objectifs d'une politique économique à long terme de la Communauté, dans l'intérêt du relèvement accéléré du niveau de vie, doivent consister en un rythme de développement aussi rapide et un niveau de

l'emploi aussi élevé que possible, un équilibre de la balance globale des paiements des Etats membres, la stabilité des monnaies et la stabilité du niveau des prix ;

3 — se félicite de l'instauration de la convertibilité extérieure des monnaies des Etats membres et d'autres Etats européens, en soulignant toutefois que l'objectif à atteindre demeure celui d'une pleine et entière convertibilité ;

4 — rappelle que la mise en valeur des régions socialement et économiquement les moins développées du marché commun est l'une des tâches essentielles de la Communauté, à la réalisation de laquelle toutes les institutions doivent activement coopérer ;

rappelle la nécessité d'un équilibre régional au sens large et de la réalisation d'un équilibre structurel satisfaisant des diverses activités de la production et du commerce ;

rappelle qu'il convient d'accroître la productivité en stimulant la rationalisation, la spécialisation et la modernisation et de créer de nouveaux emplois, en augmentant l'industrialisation, afin de contribuer ainsi à l'élévation du niveau de vie des populations ; à cet égard, la coopération entre Etats revêt une importance particulière, précisément dans les régions frontalières ;

5 — est d'avis que, pour atteindre les objectifs économiques de la Communauté, la réalisation des investissements nécessaires et leur rythme sont déterminants ; à cet égard, il y a lieu de tenir compte des besoins des petites et moyennes entreprises ;

signale que la Commission de la Communauté Economique Européenne, en collaboration avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et avec la Commission de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique, a une importante mission en matière de coordination et d'orientation des investissements à l'intérieur de la Communauté ;

pense que cette tâche ne saurait être accomplie si les trois exécutifs ne sont pas tenus régulièrement et suffisamment informés des programmes d'investissements ; dans le ressort de l'Euratom, l'information doit permettre non seulement le développement de l'énergie nucléaire, mais encore le contrôle de sécurité et la protection sanitaire ;

6 — souligne que le développement des marchés des capitaux des pays de la Commu-

nauté et leur fusion en un seul marché de capitaux, par une libéralisation accélérée de la circulation des capitaux, seront les conditions d'une telle activité d'investissement ;

souligne la nécessité d'intensifier suffisamment l'épargne, notamment par le maintien de la confiance dans la monnaie, en particulier grâce à la stabilité de celle-ci ;

est persuadée que la Banque européenne d'investissements peut contribuer efficacement à la réalisation des investissements nécessaires dans la Communauté ;

7 — met l'accent sur la coordination de la politique de conjoncture des Etats membres, que prévoit l'article 103 du traité de la C.E.E. et qui ne pourra porter pleinement ses effets que grâce aux initiatives de la Commission de la C.E.E. ;

insiste sur l'importance du rôle du Comité monétaire, invite la Commission de la C.E.E. à reprendre les suggestions concernant les matières à soumettre au Comité monétaire et figurant au rapport de la commission parlementaire de la politique économique à long terme, des questions financières et des investissements ;

met l'accent spécialement sur les instruments de politique de conjoncture que constitue la politique monétaire, ainsi que sur la nécessité de tenir compte des politiques fiscales et budgétaires — qui pour le moment sont, les unes à coordonner et les autres à standardiser — de même que des investissements publics des Etats membres, afin de contribuer à mettre en concordance la politique et les objectifs exposés au paragraphe 2 de la présente résolution. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

(La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité.)

11. — *Politique sociale de la Communauté Economique Européenne*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire fait par M. Storch, au nom de la commission des affaires sociales, sur les questions sociales traitées dans le premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne.

La parole est à M. Storch, rapporteur.

M. Storch, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, nous avons eu à la commission des affaires sociales un échange de vues approfondi sur la proposition de résolution. Je n'aurai de remarques à faire que sur deux points.

Nous avons examiné le problème du marché commun du travail à propos duquel la commission m'a chargé de déclarer à l'Assemblée que, pour le placement dans un autre pays, aucune pression ne doit être exercée et qu'il ne doit se faire qu'avec le consentement du travailleur qui cherche un emploi ; si le travailleur refuse l'emploi dans un autre pays, il ne doit en aucun cas avoir de ce fait des ennuis avec l'assurance-chômage.

Le deuxième point sur lequel j'ai été chargé de faire une remarque concerne le Comité économique et social. Dans la proposition de résolution, il est dit que nous regrettons vivement que, pour la composition du Comité économique et social, certains pays n'aient pas tenu compte de la résolution que l'Assemblée avait adoptée le 21 mars 1958.

Je dois vous signaler en outre que la commission a examiné la demande du Comité économique et social de se voir accorder pour l'avenir le droit d'initiative. Nous nous prononcerons plus tard sur ce point et nous soumettrons ensuite nos propositions à l'Assemblée.

J'invite l'Assemblée à adopter la proposition de résolution que la commission a approuvée à l'unanimité.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je vous donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission :

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur les questions sociales traitées dans le premier rapport général sur l'activité de la Communauté Economique Européenne

I

« *L'Assemblée Parlementaire Européenne,*

1 — ayant pris connaissance des initiatives que la Commission européenne a prises dans le domaine social,

2 — consciente du fait que, dans le préambule du traité instituant la Communauté Economique Européenne, les Etats membres ont décidé que la Communauté doit contribuer au progrès économique et social dans les pays membres par le moyen d'une amélioration constante des conditions de vie et de travail de leurs peuples,

3 — estime que la Commission européenne, bien que n'ayant, en vertu du traité, que des pouvoirs limités, doit prendre toutes initiatives aptes à stimuler les gouvernements dans la voie d'une politique économique coordonnée tendant à développer systématiquement la production et l'emploi, à harmoniser dans le progrès la législation sociale, la sécurité et la prévoyance sociales et les conditions de travail,

4 — fait remarquer que ces initiatives doivent être de nature à indiquer de façon concrète aux gouvernements les mesures aptes à assurer l'expansion économique, à favoriser le plein emploi et à relever le niveau de vie des peuples de la Communauté, à faire reconnaître partout le principe du droit au travail, assurant en toutes circonstances le droit à la vie et au minimum vital,

5 — est consciente de ce que les objectifs sociaux du traité ne peuvent être pleinement atteints que si l'intégration économique et monétaire fait des progrès dans la Communauté.

II

Fonds social européen

L'Assemblée Parlementaire Européenne

6 — a pris connaissance avec intérêt des plans en vue de la création d'un Fonds social européen. Elle est d'avis que :

- a) Lors de la fixation des prescriptions concernant l'activité de ce Fonds, un champ d'action aussi large que possible doit être réservé à la Commission européenne, chargée de l'administration du Fonds qui doit disposer de moyens financiers suffisants pour pouvoir s'acquitter des tâches dont il est chargé, en s'attachant spécialement à la création de possibilités d'emploi nécessaires à la solution la plus heureuse du problème de l'assistance des travailleurs en chômage et à une meilleure organisation de la libre circulation de la main-d'œuvre.
- b) Dans le cadre de cette action, une collaboration étroite doit être recherchée entre le Fonds social, la Banque européenne d'investissement

et la Haute Autorité, celle-ci administrant le Fonds de réadaptation, aux fins d'obtenir que, dans les régions de la Communauté où certains secteurs industriels, comme par exemple l'industrie charbonnière, doivent procéder à la fermeture d'entreprises sur une échelle relativement large, une activité industrielle nouvelle soit, si possible, implantée pour prévenir le chômage dans lesdites régions.

- c) L'Assemblée parlementaire devrait, dans le plus bref délai possible, être consultée, conformément aux dispositions de l'article 127 du traité, sur les prescriptions concernant l'activité du Fonds.

III

Régions moins développées

L'Assemblée Parlementaire Européenne

7 — considère que le développement des régions moins développées dans l'aire de la Communauté est au nombre des tâches fondamentales dont la Commission européenne est chargée dans le domaine social,

8 — exprime le vœu que la Commission de la C.E.E. dresse au plus tôt un inventaire des régions qui souffrent d'un retard dans le domaine économique et social et indique les mesures à prendre afin de parvenir également dans ces régions à un état de plein emploi,

9 — estime qu'une des tâches les plus urgentes de la Commission de la C.E.E. consiste à envisager d'un point de vue européen la solution de ce problème et à favoriser des programmes de développement débordant, suivant le cas, les frontières nationales.

10 — prie la Commission de la C.E.E. de prendre contact, lors de l'examen des problèmes relatifs au développement de régions moins développées, avec le Conseil de l'Europe et l'Organisation européenne de coopération économique, afin de pouvoir tirer parti des données qui peuvent être obtenues auprès de ces organisations.

IV

Libre circulation de la main-d'œuvre

L'Assemblée Parlementaire Européenne

11 — souligne le fait que le traité prévoit la possibilité de la libre circulation non seulement

pour les marchandises, les services et les capitaux, mais aussi pour les personnes, la Commission de la C.E.E. devant, à cet égard, formuler des propositions concrètes tendant à ce que les gouvernements s'engagent à faire appliquer des mesures facilitant une circulation plus libre de la main-d'œuvre,

12 — insiste auprès de la Commission de la C.E.E. pour qu'elle entreprenne au plus tôt les démarches nécessaires en vue de la création d'un Office européen de placement qui agira comme organe coordonnateur des organismes nationaux de placement afin de mettre en contact l'offre et la demande sur le marché européen du travail.

V

Harmonisation des conditions de travail

L'Assemblée Parlementaire Européenne,

13 — consciente de l'importance qui doit être attachée à l'harmonisation des conditions de travail dans la Communauté,

14 — invite la Commission de la C.E.E. à contribuer au relèvement du niveau de vie et à l'harmonisation des conditions de travail en mettant à la disposition des intéressés la documentation nécessaire,

15 — prie la Commission de la C.E.E. et les gouvernements des Etats membres de prendre des mesures destinées à l'harmonisation progressive des réglementations en vigueur dans les différents pays en matière de conditions de travail,

16 — exprime le vœu que, dans un proche avenir, la Commission de la C.E.E. prenne directement contact avec les représentants des employeurs et des travailleurs afin de promouvoir l'harmonisation des conditions sociales,

17 — insiste auprès de la Commission de l'Euratom pour qu'elle fasse, dans les plus brefs délais, des propositions en vue de résoudre les problèmes sociaux qui se rattachent à l'introduction des normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs.

VI

Conseil économique et social

L'Assemblée Parlementaire Européenne

18 — constate avec regret que la parité au sein du Conseil économique et social, recommandée par elle dans une résolution adoptée le 21 mars 1958, n'a pas été réalisée.

VII

Collaboration entre les trois exécutifs

L'Assemblée Parlementaire Européenne,

19 — persuadée qu'il est souhaitable d'établir dans le domaine social entre les trois institutions (Haute Autorité, Commission de la C.E.E. et Commission de l'Euratom) une collaboration aussi étroite que possible, invite celles-ci à favoriser cette collaboration dans toutes les questions où elle peut se réaliser,

20 — exprime en particulier le vœu que, dans le domaine de la construction d'habitations ouvrières, une collaboration étroite s'établisse entre la Haute Autorité et la Commission de la C.E.E. afin que, grâce aux expériences que la Haute Autorité a faites dans ce domaine, une action aussi efficace que possible puisse être déployée. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

(La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité.)

12. — Politique européenne de l'énergie

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire fait par M. Posthumus au nom de la commission pour la politique énergétique sur certaines questions relatives à la politique européenne de l'énergie soulevées à propos des premiers rapports généraux sur l'activité de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

La parole est à M. Posthumus, rapporteur.

M. Posthumus, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je m'efforcerai de respecter la tradition récemment instaurée et de ne faire qu'un très bref exposé pour présenter la proposition de résolution à l'Assemblée. Je ferai simplement quelques remarques de détail et préciserai sur quelques points la proposition de résolution que j'ai l'honneur de vous présenter au nom de la commission des affaires sociales.

Cette résolution est le résultat du rapport qui vous a été présenté par votre commission et que celle-ci a approuvé à l'unanimité ; elle l'est aussi de la partie de la discussion au cours de laquelle l'unanimité a pu se faire à l'Assemblée au sujet du rapport.

Celui-ci était plus spécialement consacré à la structure de la politique énergétique européenne qu'il s'agit de définir. Or, c'est précisément cet objectif qui a été placé au premier plan dans la proposition de résolution.

Permettez-moi de faire une brève remarque sur deux points de la proposition de résolution.

Il s'agit tout d'abord du paragraphe 3 dans lequel l'Assemblée prie une fois de plus et instamment la Haute Autorité de définir une politique de l'énergie. A mon sens, ce paragraphe 3 est rédigé en des termes fort modérés. Je dirai aussi que votre commission s'inquiète vivement quant aux chances de voir la Haute Autorité formuler à bref délai les propositions qu'elle a annoncées. Des bruits ont circulé dans cette maison au sujet d'une réunion du Comité mixte qui aurait eu lieu hier, mais ces bruits ont renforcé plutôt qu'apaisé les inquiétudes de la commission quant au délai dans lequel des propositions seront présentées.

En second lieu, je ferai une remarque sur le paragraphe 5.

Je l'ai déjà dit, en formulant notre proposition de résolution, nous avons tenté de tirer quelques conclusions générales relatives à la structure de la politique de l'énergie. Ce faisant, nous avons voulu éviter que la résolution ne s'égare dans les détails.

D'ailleurs, quand on y insère des détails, cela signifie très souvent que l'on mentionne ou rappelle des problèmes qui ont déjà été mis sur le tapis par d'autres commissions de l'Assemblée

dont le champ d'action s'étend à d'autres domaines. On y ajoute donc des idées généralement admises qui atténuent plus qu'elles ne renforcent la portée d'une proposition de résolution relative à la politique de l'énergie.

Il me semble pourtant nécessaire de signaler à l'Assemblée que votre commission a sérieusement envisagé de compléter le paragraphe 5 en précisant que la modernisation de l'extraction charbonnière en Europe ne se justifie qu'à condition que le risque de chômage soit évité.

A la demande de votre commission, je vous informe que, même si elle a renoncé à cette insertion, elle estime qu'il faut entendre le paragraphe 5 comme si cette condition y figurait.

Monsieur le Président, je vous invite, ainsi que l'Assemblée, à adopter cette proposition de résolution que votre commission a approuvée à l'unanimité.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité.

M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité. — Monsieur le Président, je serai très bref et me bornerai à réagir à l'observation assez pessimiste formulée par M. le rapporteur Posthumus.

En effet, une réunion de la commission mixte s'est tenue hier, et je dois avouer qu'elle n'a pas abouti à des conclusions positives. Malheureusement, la Haute Autorité a les mains liées parce qu'elle ne peut faire de propositions au Conseil de Ministres avant que le rapport de la commission mixte lui soit remis.

Néanmoins, je crois pouvoir dire que la Haute Autorité fera l'impossible pour soumettre des éléments qui permettront un échange de vues dans cette Assemblée lors de la présentation du rapport de la Haute Autorité, au mois d'avril.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je vous donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission :

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur certaines questions relatives à la politique européenne de l'énergie soulevées à propos des premiers rapports généraux sur l'activité de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique

« *L'Assemblée Parlementaire Européenne,*

1 — ayant pris connaissance des rapports présentés par la Commission de la C.E.E. et la Commission de l'Euratom ;

2 — ayant entendu les exposés desdites Commissions et de la Haute Autorité, en séance publique du 8 janvier 1959 ;

3 — prie à nouveau instamment la Haute Autorité — chargée de la coordination de la politique européenne de l'énergie, en vertu du protocole du 8 octobre 1957 — de faire au Conseil une proposition relative à une politique européenne coordonnée de l'énergie et rappelle la déclaration par laquelle la Haute Autorité annonçait son intention de formuler ladite proposition avant le 1^{er} janvier 1959 ;

4 — estime qu'il y a lieu de favoriser au maximum un développement rationnel de plus récentes sources d'énergie, en l'occurrence le pétrole et l'énergie nucléaire, dans tous les cas où ces sources d'énergie sont aptes à relever le niveau de vie en Europe ;

5 — a la conviction que l'Europe doit avoir son extraction charbonnière moderne et susceptible de modernisation et que, pour cette raison, il y a lieu d'encourager l'exploitation charbonnière ;

6 — estime nécessaire que le fait de traiter sur un pied d'égalité, sur la base d'une claire relation des prix et des marchés et d'une concurrence loyale, les sources d'énergie produite et importée en Europe, constitue un important élément de la politique européenne de l'énergie, qui doit être définie à long terme avec la collaboration des trois exécutifs, et qu'à cette fin soient donc mis en place les mécanismes indispensables ;

7 — souhaite qu'outre ces mesures requises en vue d'une politique à long terme, il soit pris également des mesures de réadaptation éventuellement nécessaires à court terme ;

8 — insiste auprès des exécutifs afin qu'ils mettent tout en œuvre pour atteindre les objectifs énoncés ci-dessus. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

(*La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité.*)

13. — *Dépôt d'un document*

M. le Président. — J'ai reçu de M. Carboni un rapport complémentaire fait au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer sur les problèmes concernant l'association des pays et territoires d'outre-mer.

Ce rapport sera imprimé sous le n° 10.

14. — *Association des pays et territoires d'outre-mer (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote de la proposition de résolution présentée par M. Carboni, au nom de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer, sur les problèmes concernant l'association des pays et territoires d'outre-mer.

Attendu que le rapport complémentaire ne nous est parvenu qu'à la dernière minute et qu'en conséquence il n'a pas été possible de le faire traduire, l'Assemblée me permettra sans doute que je lui donne lecture du texte italien et que nous n'en attendions pas les traductions : (1)

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur les problèmes concernant l'association des pays et territoires d'outre-mer

« *L'Assemblée Parlementaire Européenne,*

ayant pris connaissance du rapport de sa commission et de la discussion à laquelle celle-ci a donné lieu, émet le vœu :

(1) Texte français de la proposition de résolution parvenu ultérieurement.

1 — que la commission parlementaire compétente ait des contacts directs tant avec les gouvernements locaux qu'avec les Assemblées parlementaires et avec les représentants des organisations syndicales et qu'elle ait une connaissance précise des besoins et des désirs qui se manifestent en ce qui concerne le développement économique et social des populations des pays et territoires d'outre-mer ;

2 — que l'information et les études sur les problèmes des pays et territoires d'outre-mer fassent l'objet d'un travail sérieux et que soient coordonnés les travaux des divers organismes qui, dans les différents pays, étudient les problèmes relatifs aux pays et territoires d'outre-mer ;

3 — que les conditions sociales des peuples des différents pays et territoires d'outre-mer soient attentivement étudiées et que la Commission de la C.E.E. présente le plus tôt possible un rapport complet sur la question, conformément aux assurances données ;

4 — que la Commission de la C.E.E. engage des fonctionnaires, permanents et stagiaires, originaires des pays et territoires d'outre-mer, auxquels devront être données les mêmes possibilités de carrière qu'à leurs collègues européens, que le recrutement de ces fonctionnaires soit aussi large et judicieux que possible et que les possibilités d'ordre budgétaire soient utilisées pour le recrutement de ces collaborateurs ;

5 — que le droit d'établissement soit appliqué, compte tenu des désirs des populations locales en ce qui concerne le développement économique des pays et territoires d'outre-mer ;

6 — que les difficultés en ce qui concerne la réunion des sources de droit qui régissent le droit d'établissement dans les divers pays et territoires d'outre-mer soient rapidement surmontées et que la Commission de la C.E.E. formule des propositions relatives aux modalités d'application de ce droit dans les délais fixés par les traités de Rome ;

7 — que la Commission de la C.E.E. présente à l'Assemblée à l'occasion de la prochaine session de celle-ci, un tableau des répercussions concrètes qu'auront eues, sur l'économie des Etats membres et des Etats associés, les mesures applicables à partir du 1^{er} janvier 1959 ;

8 — que les activités de la Banque européenne d'investissement et du Fonds de dévelop-

pement soient coordonnées bien que les deux institutions soient de nature différentes et poursuivent des buts différents ;

9 — que les commissions parlementaires intéressées tant aux problèmes économiques qu'aux problèmes sociaux que posent les pays et territoires d'outre-mer tiennent des réunions communes. »

Je demande à M. Carboni s'il désire commenter sa résolution.

M. Carboni. — (1) Je m'en remets au document écrit.

M. le Président. — Je remercie le rapporteur d'avoir renoncé à intervenir. M. Birkelbach a demandé la parole.

La parole est à M. Birkelbach.

M. Birkelbach. — (A) Monsieur le Président, je ne voudrais pas retarder le débat et je suis d'accord sur la procédure que vous avez proposée en ce qui concerne l'adoption de la proposition de résolution.

Mais je soulignerai en même temps que je ne voudrais pas que la discussion sur un texte que nous n'avons pas en mains constitue un précédent. Je crois que nous devrions dès à présent nous mettre d'accord sur ce point. Je vous inviterai simplement à veiller à ce qu'une discussion normale puisse avoir lieu et à ce que la procédure que nous suivons aujourd'hui ne soit pas appliquée dans d'autres cas.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je puis donner l'assurance à M. Birkelbach qu'il sera tenu compte de l'observation qu'il vient de faire ; notre présente manière de procéder n'est justifiée que par l'heure tardive à laquelle nous sommes arrivés, mais elle ne constitue en aucune manière un précédent.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

(La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité.)

M. le Président. — Nous sommes ainsi arrivés au terme de notre réunion et je constate que tous nos rapports ont été adoptés à l'unanimité ; nous pouvons donc dire que tout est bien qui finit bien.

15. — *Calendrier des prochains travaux de l'Assemblée*

M. le Président. — Le Comité des présidents propose à l'Assemblée de reprendre ses travaux le 10 avril 1959.

A l'ordre du jour figurera notamment la suite du débat sur l'agriculture qui, ainsi que nous l'avons décidé ce matin, a été renvoyée à la prochaine séance de l'Assemblée.

Au cas où une session extraordinaire ne serait pas convoquée pour une date moins éloignée, nous aurions ensuite un débat sur les budgets de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique pour l'exercice 1959.

L'Assemblée entendra également une déclaration de la Haute Autorité dont le mandat prendra fin le 10 février prochain.

La suite des travaux de l'Assemblée fera l'objet de propositions nouvelles du Comité des présidents, propositions qu'il fera au cours de la réunion qui se tiendra encore pendant la présente session et dans une réunion du mois d'avril dont la date sera fixée par M. le Président.

La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, permettez-moi d'apporter une précision.

Je crois pouvoir signaler à l'Assemblée qu'il entre dans les intentions de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe de se réunir à partir du lundi 20 avril. La date du 10 avril pour l'ouverture de nos travaux est donc à cet égard bien choisie, mais je souhaiterais qu'ils puissent être terminés pour le samedi 18 avril.

M. le Président. — Il a été prévu de faire comme M. Dehousse l'a demandé et il sera tenu compte de sa déclaration.

La parole est à M. Poher.

M. Poher. — Monsieur le Président, au moment où nous allons terminer les travaux de cette session, je voudrais savoir ce qu'il adviendra de l'examen de nos budgets.

Peut-être le Conseil de Ministres enverra-t-il les projets de budgets avant le 10 mars, auquel cas nous aurions l'obligation de respecter le délai d'un mois prévu par le traité.

Je désire une précision à ce sujet, car je voudrais vraiment que l'Assemblée puisse respecter ce délai.

M. le Président. — M. Poher vient de soulever une question tout à fait pertinente ; je puis lui répondre dans la mesure où je suis renseigné moi-même.

Le Conseil de Ministres, qui aurait dû se réunir le 21 janvier, a remis sa réunion au 3 février. Aussi ne savons-nous pas si les budgets des deux Communautés seront approuvés ou non ; nous souhaitons qu'il en soit ainsi. De toute façon, notre règlement prévoit que la discussion sur les budgets ait lieu un mois après la présentation des budgets à notre Assemblée.

Le Comité des présidents a interprété cette disposition du règlement en ce sens que le mois doit courir à partir de la remise de tous les documents relatifs aux budgets. Le budget sera publié dans les quatre langues, de manière qu'il puisse être procédé immédiatement à son examen, et c'est à partir de cette date-là que commencera le délai des 30 jours prévu dans notre règlement.

De toute manière, si nous voulons faire des prévisions, nous pouvons dire que, compte tenu de ce retard dans la présentation des budgets de la part du Conseil de Ministres, il ne sera pas possible de convoquer l'Assemblée en session extraordinaire avant le 10 avril, d'autant moins que je crois savoir qu'à la fin du mois de mars, il y aura à Strasbourg, dans notre Maison de l'Europe, des réunions qui se suivront à partir du 24 mars.

La commission compétente fera, pour ce qui la concerne, tout le nécessaire afin que l'examen des budgets se fasse aussi rapidement que possible ; en tout état de cause, la discussion commencera 30 jours après le dépôt de tous les documents relatifs au budget, présentés dans les quatre langues.

Il n'y a pas d'observations sur les propositions du Comité des présidents ?...

Ces propositions sont approuvées.

16. — *Procès-verbal*

M. le Président. — Conformément à l'article 20, paragraphe 2, du règlement, je dois soumettre à l'Assemblée le procès-verbal de la présente séance, qui a été établi au fur et à mesure du déroulement des débats.

Sus ce point encore, M. Birkelbach pourra dire qu'il n'est pas conforme à la règle d'adopter un procès-verbal sans qu'il en ait été donné lecture; je crois cependant que, dans ce cas, on peut faire

confiance aux services compétents et je crois que nous pouvons donc l'adopter sans hésiter.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

17. — *Interruption de la session*

M. le Président. — Je déclare interrompue la session de l'Assemblée Parlementaire Européenne jusqu'au 10 avril 1959 et je remercie tous nos collègues pour leurs interventions et leurs propositions.

(Applaudissements.)

La séance est levée.

(La séance est levée à 13 h. 40.)

